

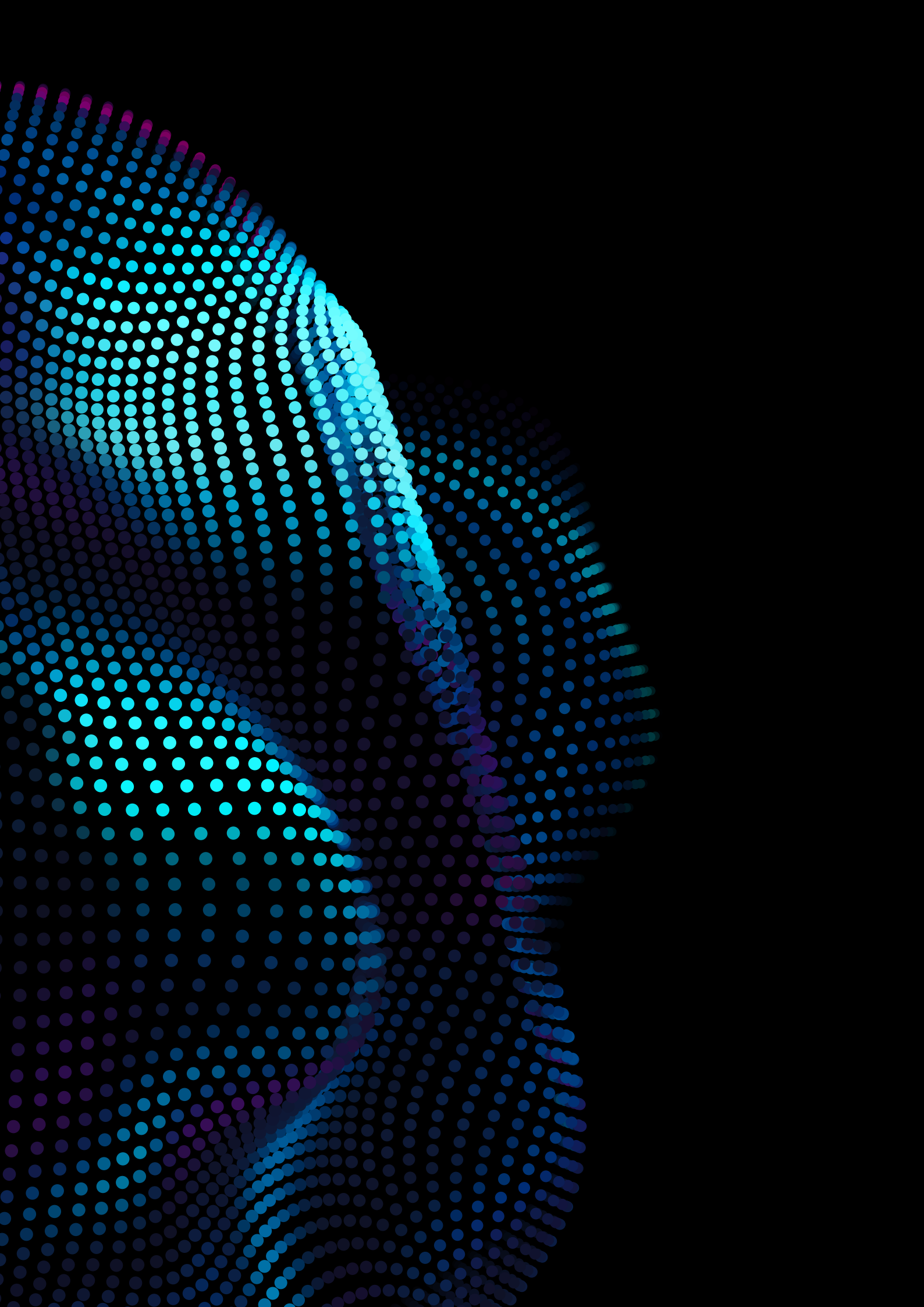


# 22



# DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

BRINGING PEOPLE TOGETHER



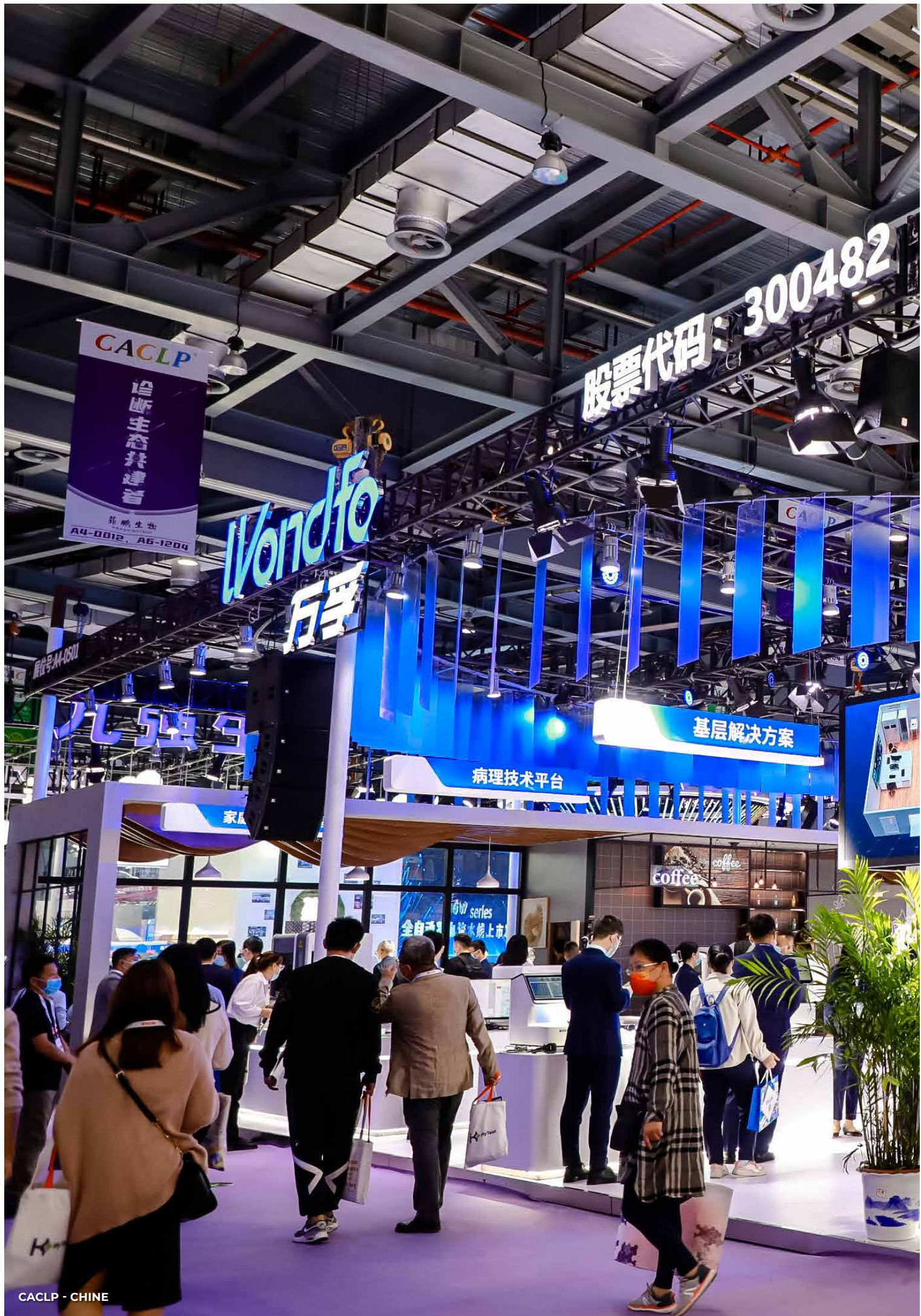


# 2022 DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

INCLUANT LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Ce document d'enregistrement universel, déposé auprès de l'AMF, est disponible sur le site du groupe [www.gl-events.com](http://www.gl-events.com)  
ou sur le site de l'AMF [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)







6 / GL EVENTS EN 2022	176 / ÉTATS FINANCIERS
7 / Profil de l'entreprise	177 / Comptes consolidés
9 / Temps forts	214 / Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe
20 / Chiffres clés & cahier de l'actionnaire	216 / Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
25 / Histoire & étapes clés	219 / Comptes sociaux
30 / GL EVENTS, MÉTIERS & MARCHÉS	232 / Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels
31 / GL events Live	235 / Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées
32 / GL events Venues	
34 / GL events Exhibitions	
36 / DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE	238 / RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL
37 / Préambule	239 / Renseignements de caractère général concernant GL events
38 / Une politique RSE/ESG en cohérence avec les enjeux et le modèle du Groupe GL events	241 / Renseignements de caractère général concernant le capital de GL events
48 / Les valeurs éthiques et le capital humain en fondement de la politique RSE/ESG	
57 / Déclinaisons et résultats de la politique RSE/ESG du Groupe	252 / INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES
81 / Précisions méthodologiques et réglementaires	253 / Texte des projets de résolutions proposées à l'Assemblée Générale Mixte du jeudi 27 avril 2023
87 / Sigles utilisés	264 / Informations disponibles sur les sites
88 / Rapport de l'organisme de vérification	265 / Document annuel d'information
90 / RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	265 / Responsable du Document d'Enregistrement Universel
91 / Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise	266 / Attestation du responsable du Document d'Enregistrement Universel
125 / Rapports complémentaires du Conseil d'administration	266 / Contrôleurs légaux des comptes
130 / Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale Mixte du jeudi 27 avril 2023	266 / Informations incluses par référence
140 / Gestion des risques et contrôle interne	267 / Table de concordance
160 / Présentation des comptes consolidés	269 / Table de concordance du rapport de gestion
168 / Présentation des comptes sociaux	270 / Table de rapprochement avec le rapport financier annuel



# 01

## GL EVENTS EN 2022

**7** / PROFIL DE L'ENTREPRISE

**9** / TEMPS FORTS

**20** / CHIFFRES CLÉS & CAHIER DE L'ACTIONNAIRE

**25** / HISTOIRE & ÉTAPES CLÉS



# GL EVENTS, GLOBAL PLAYER DE L'ÉVÉNEMENT

## LA FORCE DU MODÈLE : UNE COMPLÉMENTARITÉ DES MÉTIERS POUR RÉPONDRE AUX EXIGENCES DE TOUS LES ÉVÉNEMENTS ET AUX ATTENTES DE SES CLIENTS.

La vocation première de GL events est de permettre les rencontres : congrès et conventions, événements et manifestations culturels, sportifs, institutionnels, corporate, salons et expositions à destination des professionnels ou du grand public. La spécificité et la force du modèle du Groupe sont d'intégrer en complémentarité l'essentiel des métiers de la filière événementielle. GL events accompagne ainsi ses clients en France et à l'international dans leurs projets d'événements, de la définition jusqu'à la réalisation, qu'ils soient publics ou privés, entreprises, institutions ou organisateurs de manifestations. Aux côtés des collectivités, le Groupe contribue à l'attractivité des territoires ainsi qu'au rayonnement économique. Pour les grands événements internationaux, Jeux Olympiques, Coupes du monde, rencontres internationales, GL events s'est progressivement imposé comme un partenaire de référence des organisateurs internationaux.

**Présent dans plus de 20 pays, coté sur l'Eurolist Euronext Compartiment B Paris, GL events a réalisé en 2022 un chiffre d'affaires de 1315 M€ (1 310 M€ en Full IFRS).**

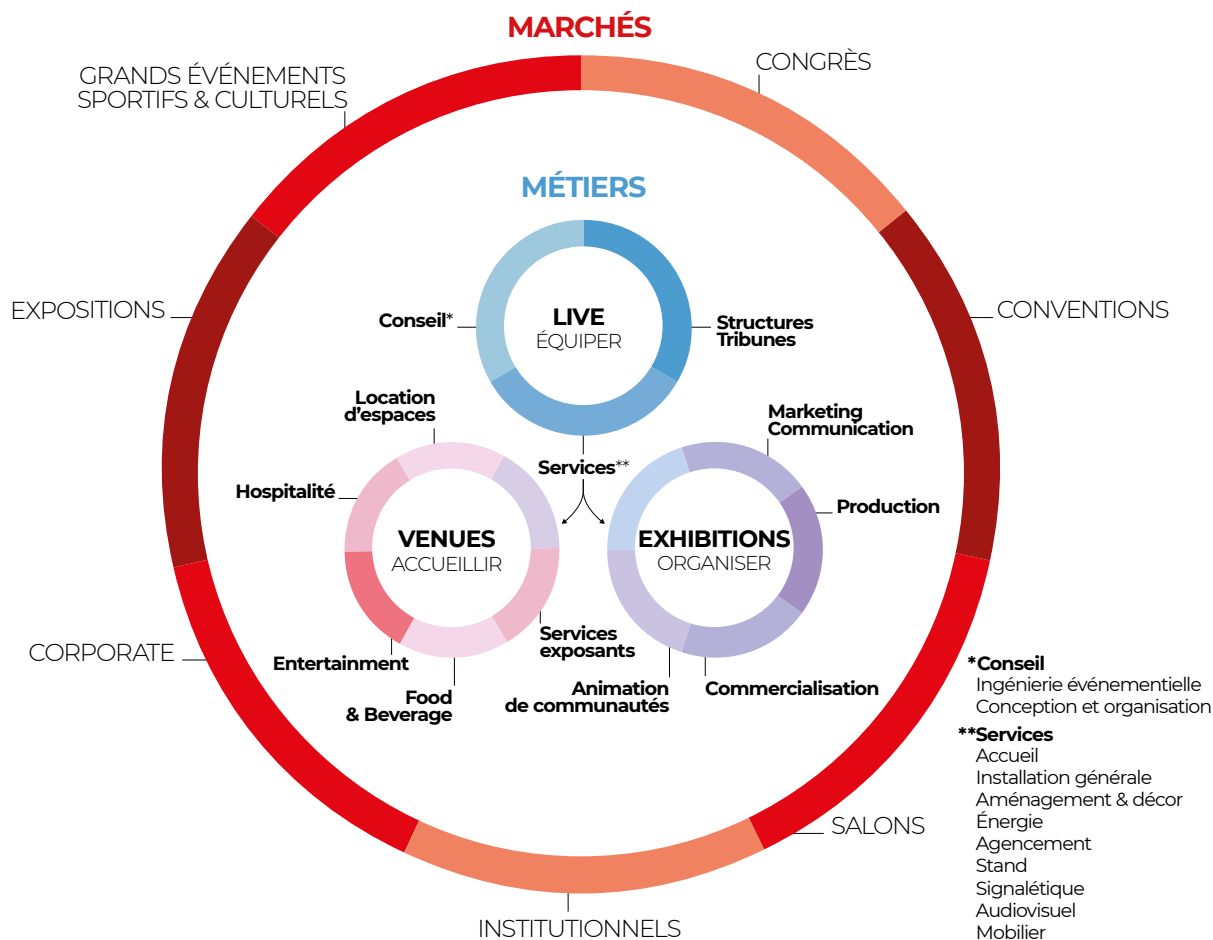
### TROIS PÔLES EXPERTS & COMPLEMENTAIRES

La complémentarité des métiers constitue la force du modèle de GL events :

**GL events Live**, ses équipes proposent des solutions clés en main, du conseil et de la conception à la réalisation de tous les événements, corporate, institutionnels, sportifs.

**GL events Exhibitions** gère un portefeuille de salons professionnels et grand public des filières agroalimentaire, transition écologique, textile / mode, industrie, construction, bâtiment, second œuvre...

**GL events Venues** anime un réseau de 59 sites événementiels en France et à l'international (Centres de congrès, parcs d'expositions, salles de spectacles et halles multifonctionnelles).



## DÉVELOPPEMENT & CAPACITÉ D'INNOVATION ESG

GL events développe depuis sa création en 1978 une stratégie d'implantations locales et durables pour dynamiser les acteurs de la filière événementielle. Le Groupe compte aujourd'hui une centaine d'agences dans le monde, grâce à des collaborations avec des partenaires locaux ou à des acquisitions de sociétés de référence sur leur marché. Il a su évoluer et s'adapter pour faire face notamment à la crise sanitaire, engager la transition environnementale et sociétale.

La stratégie d'innovation et de transformation se déploie sur l'ensemble des activités, tout particulièrement en ce qui concerne les enjeux ESG, en réduisant l'empreinte carbone des événements et des activités, limitant l'utilisation du jetable, optimisant l'économie circulaire et favorisant la diversité et le développement des territoires.

## DES ACTIFS DÉTERMINANTS

Les actifs de GL events et sa capacité logistique couvrent aujourd'hui toute la chaîne d'approvisionnement, de la fabrication au montage, ce qui lui permet d'équiper tous les événements dans des délais contraints. Son parc d'actifs opérationnels renforce aussi son statut d'acteur de référence. Il le différencie dans un environnement concurrentiel international par une marque forte et une image à laquelle sont associés rigueur, respect de la promesse donnée et qualité de prestations. Ses expertises couvrent l'ensemble des métiers, des salons à forte notoriété et un réseau international de sites événementiels complémentaires.





# TEMPS FORTS



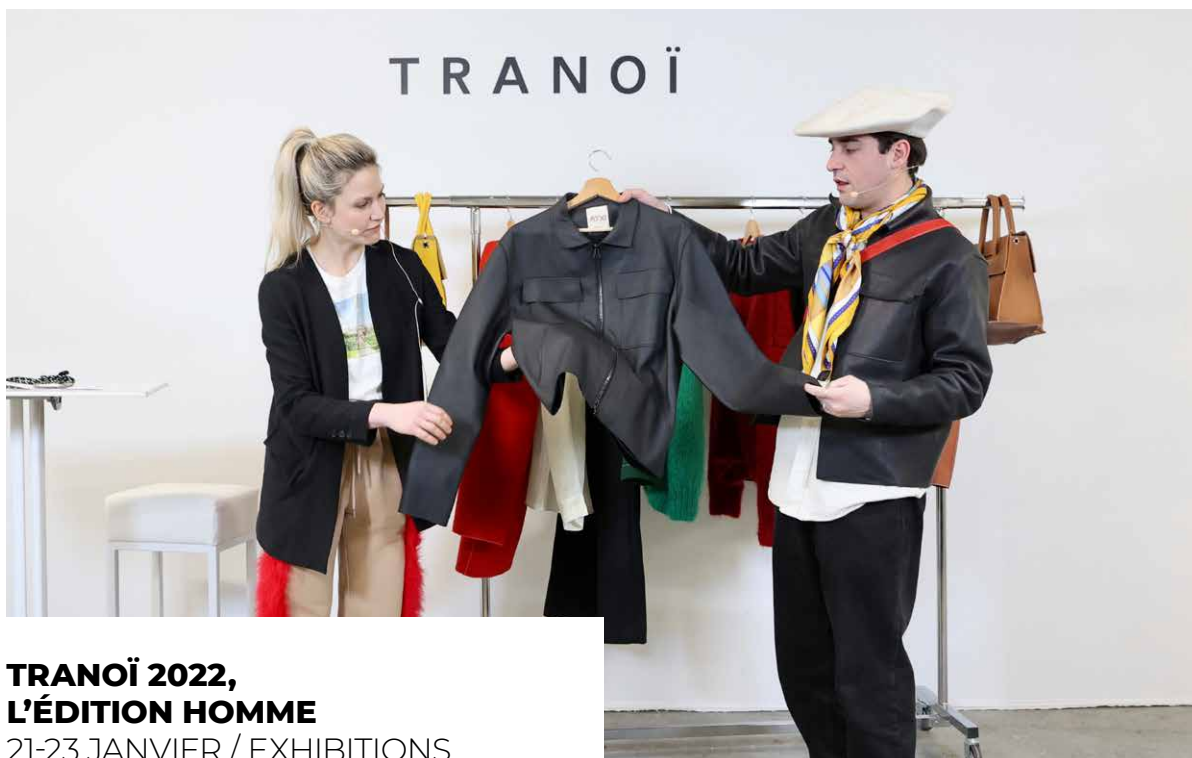
## **LABEL SAFE & CLEAN : RENOUVELÉ POUR 2022 CORPORATE**

Délivré par l'APAVE, le label Safe&Clean certifie que les mesures déployées par le Groupe face à la pandémie du Covid assurent la sécurité des collaborateurs et du grand public lors des événements. Il a été renouvelé en novembre 2021 pour une durée d'un an, dans l'ensemble des établissements et des activités du Groupe en France. Les activités à l'international bénéficient également du renouvellement du label pour un an depuis juillet 2021.

## **WORLDSKILLS : FINALES NATIONALES À EUREXPO 13-15 JANVIER / VENUES**

Concours de métiers, Worldskills offre l'opportunité à de jeunes professionnels de moins de 23 ans venus du monde entier de se mesurer lors de cette compétition : 600 compétiteurs et 64 métiers issus des branches de l'alimentation, automobile et engins, bâtiment et travaux publics, communication et numérique, industrie, service, et végétal. La première phase des Finales Nationales s'est déroulée d'avril à octobre 2021 avec pour objectif d'élire les champions régionaux. La seconde phase s'est tenue à Eurexpo - Lyon du 13 au 15 janvier 2022 et mettait en jeu des places pour intégrer et représenter l'Équipe de France aux Finales Mondiales de fin 2022, à Shanghai, Chine.





## TRANOÏ 2022, L'ÉDITION HOMME 21-23 JANVIER / EXHIBITIONS

Tranoï est le salon des marques de création, partenaire de la Paris Fashion Week. Cette année, l'édition Homme a été reçue au Palais de Tokyo du 21 au 23 janvier 2022. Plus de quarante designers ont présenté leur vision, leur créativité et leur savoir-faire. Le Live Streaming Studio a permis aux acheteurs de découvrir les nouvelles collections depuis chez eux grâce aux lives. La plateforme Tranoï Link permettait quant à elle de mettre en relation des acheteurs et des créateurs afin qu'ils puissent échanger.

## PREMIÈRE VISION PARIS 2022 8-10 FÉVRIER / EXHIBITIONS

Le salon des professionnels de la mode créative, Première Vision Paris, a proposé un format hybride pour s'adapter à la situation sanitaire. Le salon physique s'est tenu pendant trois jours au Parc des Expositions de Paris Nord-Villepinte et en parallèle le Digital Show a pris place cinq jours sur le site internet de Première Vision.

Plus de 1000 exposants venant de 41 pays ont illustré tous les domaines de la filière de la mode créative : tissus, cuirs, accessoires, conception, innovations éco-responsables... Sur l'espace Smart Creation, mais également sur la marketplace, 31 entreprises ont présenté leurs solutions pour une mode réfléchie et responsable grâce à des matériaux alternatifs, des matières innovantes ou encore des méthodes de fabrication plus durables. Première Vision Paris affirme sa position de leader dans un contexte de prise de conscience et d'engagement pour la protection de l'environnement.





## CFIA RENNES 2022

8-10 MARS / EXHIBITIONS

Le salon de l'innovation agroalimentaire, CFIA Rennes, s'est tenu du 8 au 10 mars 2022 au Parc d'expositions de Rennes Aéroport. Le salon a fêté ses 25 ans. Les Trophées de l'Innovation ont récompensé quatre lauréats parmi douze entreprises nominées, dans les trois domaines qui classaient les exposants (ingrédients et produits alimentaires intermédiaires, équipements et procédés, emballages et conditionnements), ainsi que dans le domaine qualité, hygiène, sécurité, environnement. Cette édition a pu être suivie en live et en replay sur quatre chaînes thématiques : conférences, innovations, temps forts et keynotes.



## FOIRE DE LYON 2022

18-28 MARS / EXHIBITIONS

Après deux ans d'absence, la Foire de Lyon s'est tenue à Eurexpo Lyon, du 18 au 28 mars 2022. Pour cette 102<sup>e</sup> édition, plus de 700 exposants étaient présents pour près de 180 000 visiteurs. Cette année, la Foire a lancé de nouveaux concepts : le Little Big Fair, un village market dédié aux créateurs et artistes aux entreprises éthiques et made in France, l'Espace de shopping et de détente, également lieu de rencontre et d'animations. Cette édition a accueilli la première édition de Aux Vignobles ! à Lyon. Les visiteurs ont également pu profiter de Kidexpo, du Salon Baby et d'Innova'Lyon, le rendez-vous des start'ups innovantes de la région Auvergne-Rhône-Alpes.



## LE SALON VINS & GASTRONOMIE DEVIENT AUX VIGNOBLES !

25-27 MARS / EXHIBITIONS

Le Salon Vins & Gastronomie change de nom ! Ce salon qui a depuis plus de 40 ans pour objectif de rendre accessible à tous les vignobles français et la gastronomie devient Aux Vignobles ! Chaque année 220 000 visiteurs rencontrent les 2500 exposants répartis dans 20 départements. Aux Vignobles ! propose désormais deux parcours thématiques qui valorisent le BIO et le tourisme viticole.



## SIRHA EUROPAÏN 2022

### 23-26 MARS / EXHIBITIONS

Sirha Europain, le salon dédié à la boulangerie et la pâtisserie, a pris place du 23 au 26 mars à Paris Porte de Versailles. 25 000 participants, dont 300 exposants, se sont réunis pour cette 24<sup>e</sup> édition, axée sur la French Bakery. Les trois concours internationaux – Coupe du Monde de la Boulangerie, Coupe Europe de la Pâtisserie, et Coupe de France des Ecoles – ont rassemblé 70 compétiteurs. La Suède, le Danemark et le Royaume-Uni se sont qualifiés pour la finale de la Coupe du Monde de la Pâtisserie lors du Sirha Lyon. Ce salon était l'occasion pour les professionnels d'échanger sur des thématiques d'actualités telles que l'éco-responsabilité et d'assister à des conférences sur trois scènes différentes : l'espace Boulangerie, la scène Sucrée et pour la première fois cette année, la scène Boulangerie-Snacking.

## SALON AUTOMOBILE DE LYON 2022

### 7-11 AVRIL / VENUES

Le Salon de l'Automobile de Lyon 2022 s'est tenu du 7 au 11 avril à Eurexpo. Pour cette nouvelle édition, 25 modèles 100% électriques ou hybrides étaient présentés à l'entrée pour mettre en avant l'engagement des constructeurs. Un Hall « seconde main » de 10 000 m<sup>2</sup>, comptait 350 modèles exposés. Cette nouveauté 2022 a permis de dynamiser les ventes, les occasions représentant 14% des 1 850 voitures vendues lors du salon. 65 000 visiteurs ont pu participer aux nombreuses animations : expositions de voitures d'exception, ESport en prenant le volant sur un simulateur en Réalité Virtuelle.







## PRINTEMPS DES SPORTS EQUESTRES 2022

20-24 AVRIL / LIVE

Le championnat de France Master Pro a fait son retour lors du Printemps des Sports Equestres, en avril au Grand Parquet de Fontainebleau, lieu emblématique des sports équestres. En parallèle de cette compétition a également été accueilli un concours hippique national 4\* et le CSI YH pour les chevaux âgés de 7 à 8 ans, dans la perspective des Jeux Olympiques de Paris 2024. D'autres concours ont eu lieu pour les plus jeunes cavaliers tels que le CSI U25, le CSI 11\* et CSI amateur. De nombreuses activités ont été organisées pour les visiteurs pour faire de cet événement un moment de partage autour de leur passion, des balades à poney et à cheval autour du Terrain d'Honneur du Grand Parquet ou des démonstrations de la Fanfare du régiment de cavalerie de la Garde Républicaine.

## SIRHA OMNIVORE NORD 2022

30 AVRIL - 2 MAI / EXHIBITIONS

Sirha Omnivore, festival de la cuisine contemporaine, a lancé la première édition de Sirha Omnivore Nord, du 30 avril au 2 mai au Palais des Congrès du Touquet. L'objectif était de valoriser les produits et savoir-faire des Hauts-de-France et de Belgique. Le festival a proposé deux scènes : un espace animé par 30 chefs et pâtisseries et un autre dédié au travail des artisans. Cette édition a été un succès avec plus de 4000 visiteurs.



## HYVOLUTION 2022

11-12 MAI / EXHIBITIONS

Salon leader de l'hydrogène en Europe, Hyvolution s'est tenu les 11 et 12 mai au Paris Event Center. Plus de 4500 professionnels étaient présents, 700 étaient connectés à l'événement via l'application Hyvolution Connect, soit une hausse de 31% par rapport à octobre 2021. 300 exposants étaient réunis dont 20% sont venus de l'international. 77 conférences ont été animées sur le plateau TV, rediffusées sur la chaîne Youtube et l'application de l'événement. Un nouveau dispositif a été présenté : le campus emploi-formation avec 100 offres d'emplois récoltées, des jobs dating et des mises en relation.





## SALON INTERNATIONAL DU LIVRE DE TURIN

### 19-23 MAI / VENUES

Pour sa 34<sup>e</sup> édition, le Salon International du Livre de Turin s'est déroulé du 19 au 23 mai au Lingotto Fiere. Editeurs, auteurs, libraires, traducteurs et lecteurs se sont retrouvés pour présenter leurs derniers ouvrages et vendre. Le thème de cette année « Cœurs Sauvages » faisait référence aux temps difficiles traversés par le monde et au courage dont ont su faire preuve les populations pour les traverser. Près de 170 000 visiteurs se sont déplacés sur les 110 000 m<sup>2</sup> de surface d'exposition. L'amphithéâtre végétal du Bosco créé par Aboca Edizioni, avec ses 1000 arbres a accueilli les débats et des présentations autour de l'environnement.



## SIRHA GREEN 2022

### 8-9 JUIN / EXHIBITIONS

Sirha Green est le salon de l'alimentation et de la restauration responsables qui invite à remettre la nature au centre des engagements. Le salon s'adresse à tous les partenaires : fournisseurs locaux, équipements durables, solutions anti-gaspillage... Il s'est tenu les 8 et 9 juin 2022 à Eurexpo Lyon. 200 exposants et marques et près de 4 500 professionnels se sont réunis autour de 7 thématiques. Ce salon était l'occasion pour ses exposants de présenter leurs innovations et parmi elles, sept ont reçu des Sirha Green Awards dont des fromages au lait végétal et des vêtements en fibre de plastique recyclé. 14 prises de paroles ont eu lieu sur le Sirha Green Forum pour aborder des solutions plus respectueuses de l'environnement.



## TORINO COMICS 2022

### 10-12 JUIN / VENUES

Torino Comics a rouvert ses portes après deux ans d'absence du 10 au 12 juin au centre des expositions Lingotto Fiere à Turin. Cette 26<sup>e</sup> édition, organisée par Just for fun et GL events Italia a battu un record de visites avec 60 000 fans de mangas, bande dessinées, animés, cinéma, jeux vidéo et Esport présents. Le thème « Nous croyons à la magie » a instauré un univers de joie, de rêve et d'imagination. Pour l'occasion, une collaboration avec Master of Magic a embarqué les visiteurs dans une école de magie inspirée d'Harry Potter. Des rencontres avec des dessinateurs, des concours de cosplay ou encore des démonstrations de jeux de société ont permis de partager et d'échanger autour de leur passion commune.



## EUROBOIS 2022

14-17 JUIN / EXHIBITIONS

L'événement leader de la filière du bois en France, Eurobois s'est tenu du 14 au 17 juin à Eurexpo Lyon. 480 exposants et marques et près de 23 000 professionnels se sont rassemblés. L'emploi et la formation étaient au centre de cette édition : plus de 100 offres d'emploi ont été proposées et 15 organismes de formation étaient présents, ainsi que Pôle Emploi pendant deux jours. L'innovation a pris une place importante dans ce secteur en pleine croissance, ainsi 8 innovations sur 28 ont été récompensées par les Eurobois Awards. De nombreuses animations ont rythmé ces 4 jours de salon tels que des conférences et la présentation du projet COHOME BELLEVILLE CLUB, organisé par les Equipementiers de l'Ameublement Français en collaboration avec l'agence d'architecture d'intérieur Label Expérience, présentant des créations d'agencement et des mises en situation de produits et de services.



## GL EVENTS, NOUVEAU GESTIONNAIRE DU METROPOLITAN SANTIAGO

26 JUIN / VENUES

Depuis le 26 juin 2022, la gestion du Metropolitan Santiago Convention & Events Center a été confiée à GL events Chili. Le Centre était précédemment connu sous le nom de Casa Piedra à Vitacura. Situé au cœur d'un parc de 51 000 m² avec vue sur la Cordillère des Andes, le Metropolitan Santiago offre un cadre idéal pour accueillir des événements. Il propose douze salles modulables qui lui permettent d'accueillir plus de 700 événements par an. Le Groupe s'est également vu confier Parque Fisa. La gestion de ces deux sites permettra d'accueillir des congrès, des conventions, des événements sociaux et corporate et l'organisation d'expositions.

## GL EVENTS VENUES & AIPC

4-6 JUILLET / VENUES

L'adhésion de l'ensemble des sites de GL events Venues à l'AIPC a été annoncée lors de la Conférence annuelle qui s'est tenue du 4 au 6 juillet à Hungexpo (Budapest). L'Association Internationale des Centres de Congrès a pour mission d'encourager l'excellence dans la gestion des centres de congrès, tout en fournissant les outils adéquats à travers des programmes de recherche, de formation et de mise en relation. Ce fut l'occasion pour le réseau de GL events Venues de renforcer son attractivité et de bénéficier des apports de l'AIPC en termes d'expérience client et de savoir-faire sur de nombreux sujets.





## SÉLECTIONS AMERICAS COUPE DU MONDE DE LA PÂTISSERIE ET DU BOCUSE D'OR

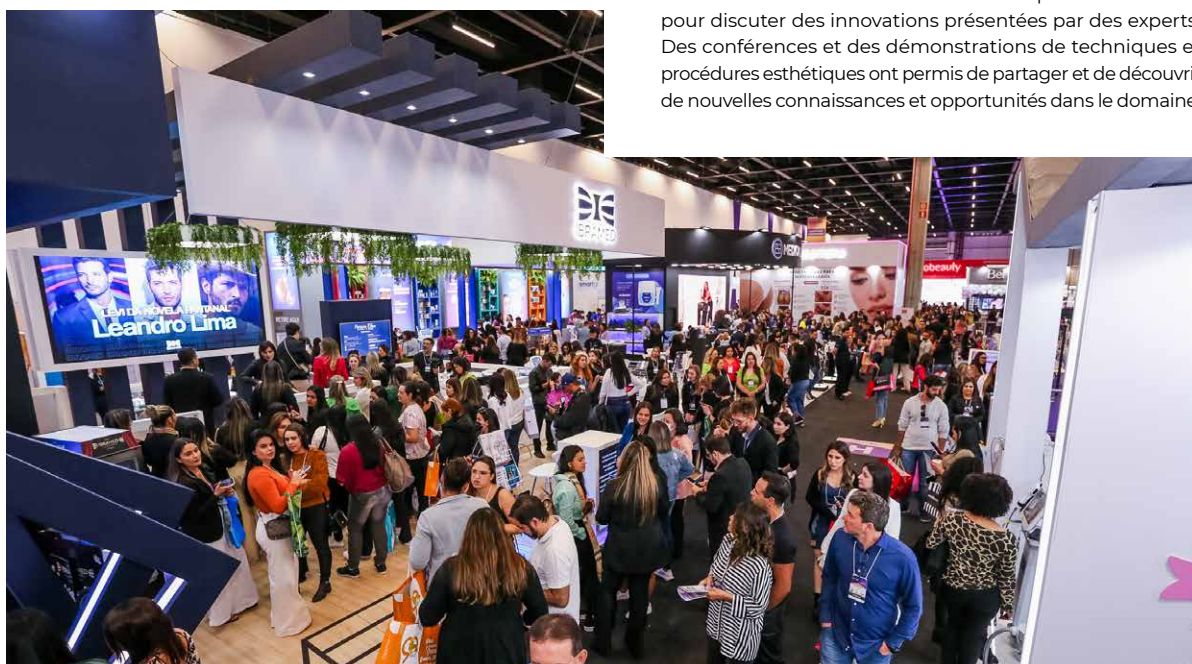
### 13-14 JUILLET / EXHIBITIONS

Les sélections américaines pour la finale de la Coupe du Monde de la Pâtisserie et du Bocuse d'Or se sont tenues les 13 et 14 juillet au Metropolitan Santiago au Chili. Pour la première fois, elles n'ont pas eu lieu au Mexique et ce fut l'occasion pour les Etats-Unis et le Canada d'entrer en jeu. Les deux pays se sont qualifiés pour la finale des Bocuses d'Or qui a eu lieu lors du Sirha Lyon, le 23 janvier 2023. Les candidats se sont affrontés sur deux épreuves : l'épreuve « assiette » durant laquelle ils ont dû présenter une assiette 100% végétarienne avec la mise à l'honneur d'un produit chilien et l'épreuve « plateau » pour laquelle le saumon était le produit imposé et devait être accompagné de trois garnitures.

## ESTETIKA 2022

### 29 JUILLET - 1<sup>ER</sup> AOÛT / EXHIBITIONS

Estetika, le salon de la beauté, de l'esthétique, de la santé et du bien-être organisé par GL events, s'est déroulé pour sa 28<sup>e</sup> édition du 29 juillet au 1<sup>er</sup> août à Sao Paulo Expo au Brésil. 26 000 visiteurs se sont réunis sur plus de 13 000 m<sup>2</sup> pour discuter des innovations présentées par des experts. Des conférences et des démonstrations de techniques et procédures esthétiques ont permis de partager et de découvrir de nouvelles connaissances et opportunités dans le domaine.





## EXPOPOSTOS & CONVENIENCIA 2022

### 26-28 JUILLET / EXHIBITIONS

ExpoPostos & Conveniência est l'événement de référence du secteur du carburant en Amérique Latine. Ce salon couvre la distribution et la revente de carburants, lubrifiants, équipements, dépanneurs et services alimentaires. Lors de sa 15<sup>e</sup> édition qui s'est tenue du 26 au 28 juillet à Sao Paulo Expo, les exposants ont présenté leurs nouvelles solutions et produits, mais ils ont également pu développer de nouveaux marchés et renforcer leurs relations avec l'ensemble de la chaîne de production. 23 000 professionnels se sont rassemblés sur 25 000 m<sup>2</sup> pour discuter des tendances du marché.



## BIRMINGHAM 2022 / JEUX DU COMMONWEALTH

### 28 JUILLET - 8 AOÛT / LIVE

Tous les quatre ans, les Jeux du Commonwealth réunissent des athlètes des pays et territoires des 54 états membres. Organisés à Birmingham, 4 500 sportifs se sont affrontés dans dix-neuf sports et huit handisports. En tant que fournisseur officiel, GL events UK a livré 12 infrastructures temporaires. Chapiteaux, chalets, fondations et autres : 16 500 m<sup>2</sup> de structures, 44 000 sièges de tribunes et 19km de clôtures ont été livrés par le Groupe. Douze sites sur quinze ont ainsi été transformés pour accueillir sportifs et spectateurs. GL events UK fut également à l'origine d'un programme social, en se joignant à plusieurs associations et en leur consacrant du temps et des ressources pour les soutenir tels que des formations, stages, journées de bénévolat.





**EXPO VIVIENDA 2022**

26-28 AOÛT / EXHIBITIONS

Expo Vivienda est le salon des professionnels de l'immobilier qui se tient au Centro Cultural Estación Mapocho à Santiago au Chili. 60 entreprises du secteur de l'immobilier et de la construction se sont réunies du 26 au 28 août pour présenter leurs projets à plus de 17 000 visiteurs. Familles, professionnels et investisseurs ont échangé sur leurs projets immobiliers avec les exposants.

**OMNIVORE PARIS 2022**

10-12 SEPTEMBRE / EXHIBITIONS

Omnivore Paris s'est tenu du 10 au 12 septembre au Parc Floral de Paris. Cet événement Sirha Food a proposé des dégustations, des masterclass et des conférences. Cette 17<sup>e</sup> édition a attiré 6 600 festivaliers et 115 chefs, artisans et intervenants autour du thème « Manger demain », de la cuisine contemporaine française et internationale. Trois scènes ont été créées pour l'occasion : la première a accueilli les têtes d'affiches et 30 masterclass, la seconde Forum Omnivore avec des tables rondes autour des enjeux de l'alimentation et une scène dédiée aux artisans pour valoriser leur savoir-faire.

**EXPO ANDES 2022**

12-14 OCTOBRE / EXHIBITIONS

L'unique événement professionnel de l'industrie de la montagne au Chili, organisé par FISA, la filiale chilienne du Groupe, s'est tenu du 12 au 14 octobre au Metropolitan Santiago Convention & Event Center. 70 exposants et plus de 5 000 visiteurs professionnels venant de 20 pays se sont réunis lors de cette 6<sup>e</sup> édition. A la fois salon et congrès, cet événement a permis d'échanger sur des thématiques telles que le tourisme avec le ski, mais aussi l'industrie des mines, de l'énergie et des opérateurs téléphoniques entre autres.

**EQUITA LYON 2022**

26-30 OCTOBRE / LIVE

Eurexpo Lyon a accueilli la 28<sup>e</sup> édition d'Equita Lyon, le salon du cheval et du Longines Equita Lyon, du 26 au 30 octobre. Le salon a battu son record d'entrées avec 178 000 visiteurs. Quatre étapes de Coupe du Monde FEI se sont déroulées ainsi que des compétitions équestres à tous les niveaux, des animations et un spectacle proposé par Lorenzo, le « cavalier volant ». Cet événement illustre la complémentarité des métiers GL events :

GL events Venues a accueilli le salon sur son site Eurexpo Lyon, tandis que GL events Live a su livrer 9 000 places en tribunes, du mobilier, la signalétique, l'audiovisuel...





## GL EVENTS, PRESTATAIRE POUR LA COP27

6-18 NOVEMBRE / LIVE

En novembre 2022 à Charm El Cheikh (Egypte) a eu lieu la 27<sup>ème</sup> édition de la COP, pour laquelle le Groupe a conceptualisé l'aménagement des zones, réalisé la construction de l'ensemble des pavillons temporaires et coordonné les différentes prestations (Audio, F&B, Structures) pour le compte de l'organisateur.



## LES HALLES INCLUSIVES 2022

17 DÉCEMBRE / VENUES

Pour la 2<sup>e</sup> édition du marché de Noël solidaire, GL events a accueilli les Halles Inclusives au Palais des Congrès de Lyon, le 17 décembre 2022, le Groupe a fourni des moyens de communications, du matériel, des produits à vendre... Les travailleurs en situation de handicap ont pu présenter leurs réalisations, grâce à l'association Prête-moi tes Ailes, organisatrice de cet événement.



## QATAR / FIFA WORLD CUP

20 NOV. – 18 DÉC. / LIVE

Lors de cet événement planétaire, le Groupe a assuré la production et la distribution d'énergie, l'aménagement des zones d'hospitalité, une partie des équipements du broadcast center et l'activation des marques de certains partenaires de l'événement.

Le Groupe a été retenu également pour la réalisation complète d'une zone événementielle temporaire « La Corniche » qui a été installée pour la durée de la Coupe du Monde de Football. Les prestations délivrées par les équipes du Groupe couvrent la construction et l'installation (structures, signalétique, mobilier, énergie...), le programme d'animation et la gestion opérationnelle de la zone.





# 2022 LE FORT REBOND DE TOUS LES TYPES D'ÉVÉNEMENTS VALIDE LE MODÈLE ÉCONOMIQUE DU GROUPE

## SYLVAIN BECHET

DIRECTEUR GÉNÉRAL FINANCES ET INVESTISSEMENTS

### Confirmation du rebond & pertinence du modèle économique de GL events.

2022 confirme un fort rebond des activités du Groupe en France, en Europe, au Middle East et en Amérique du Sud, à l'exception de la Chine qui a fortement subi la pandémie et dont seulement deux mois d'activités ont été possibles pendant l'exercice.

Ce rebond confirme la pertinence du modèle économique du Groupe ; les difficultés de reprise d'activité pour le pôle Exhibitions notamment en Chine étant compensées par les dynamiques commerciales fortes des pôles Live et Venues. Ces éléments nous permettent d'afficher une croissance globalement de 77% par rapport à 2021 et de 12% par rapport à 2019, année de référence. La présence de GL events sur l'ensemble des métiers de l'événementiel ainsi que sur toutes les destinations permet au Groupe de compenser des baisses d'activité sur un marché ou une zone géographique. Le pôle Exhibitions reste en retrait compte tenu d'une biennalité défavorable, d'une forte exposition en Chine et les salons Première Vision dont le retour à la normale est plus lent.

### Activité, rentabilité & évolution de la dette.

2022 affiche une progression de l'EBITDA de 35% par rapport à 2021 principalement due aux bonnes performances des pôles Live et Venues, toutefois en retrait par rapport à 2019 du fait d'un mix géographique (Chine) / métiers (Exhibitions) et biennalité (SIRHA, Biennale du Livre de Rio) moins favorable.

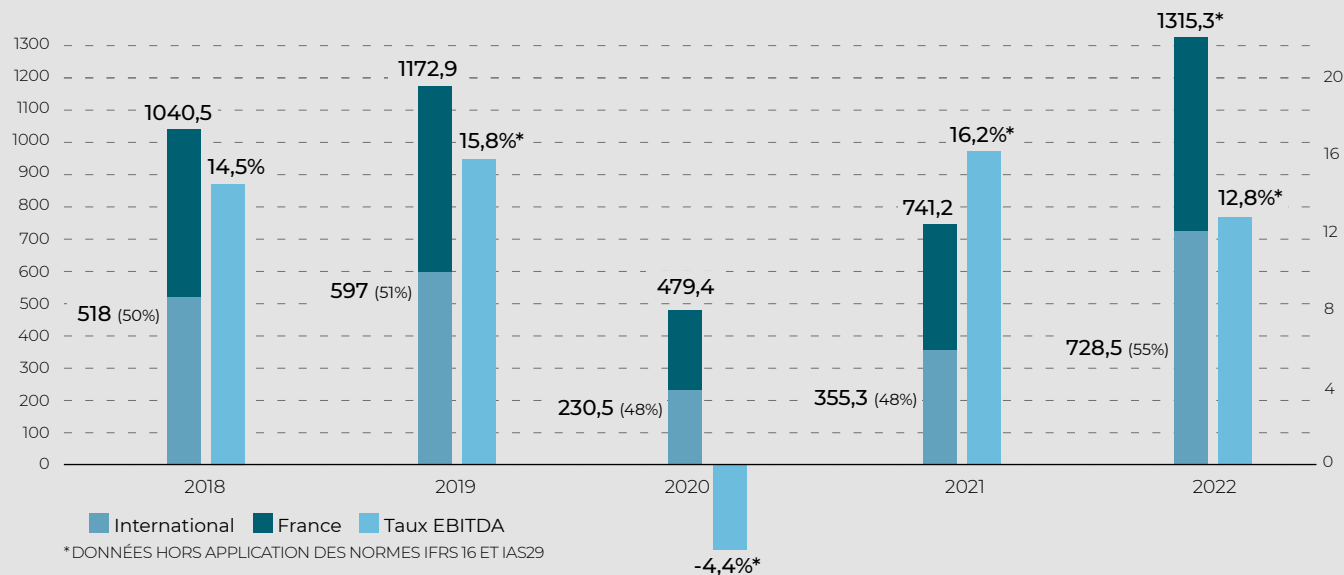
### Financements & Investissements.

Pendant cette période de rebond, le Groupe a refinancé une grande partie de sa dette avec un allongement de la maturité. Pour la première fois cette année, un plan de financement vert a été mis en œuvre, sous la forme d'une obligation de relance de 50M€ avec une maturité de 8 ans assujettie à des indicateurs de performance ESG qui sont en lien avec les émissions de CO<sub>2</sub> et la gestion des talents. Les principaux investissements ont été engagés pour le renouvellement des actifs du pôle Live et la construction du Ruck Hotel sur le site du Matmut Stadium à Lyon Gerland.

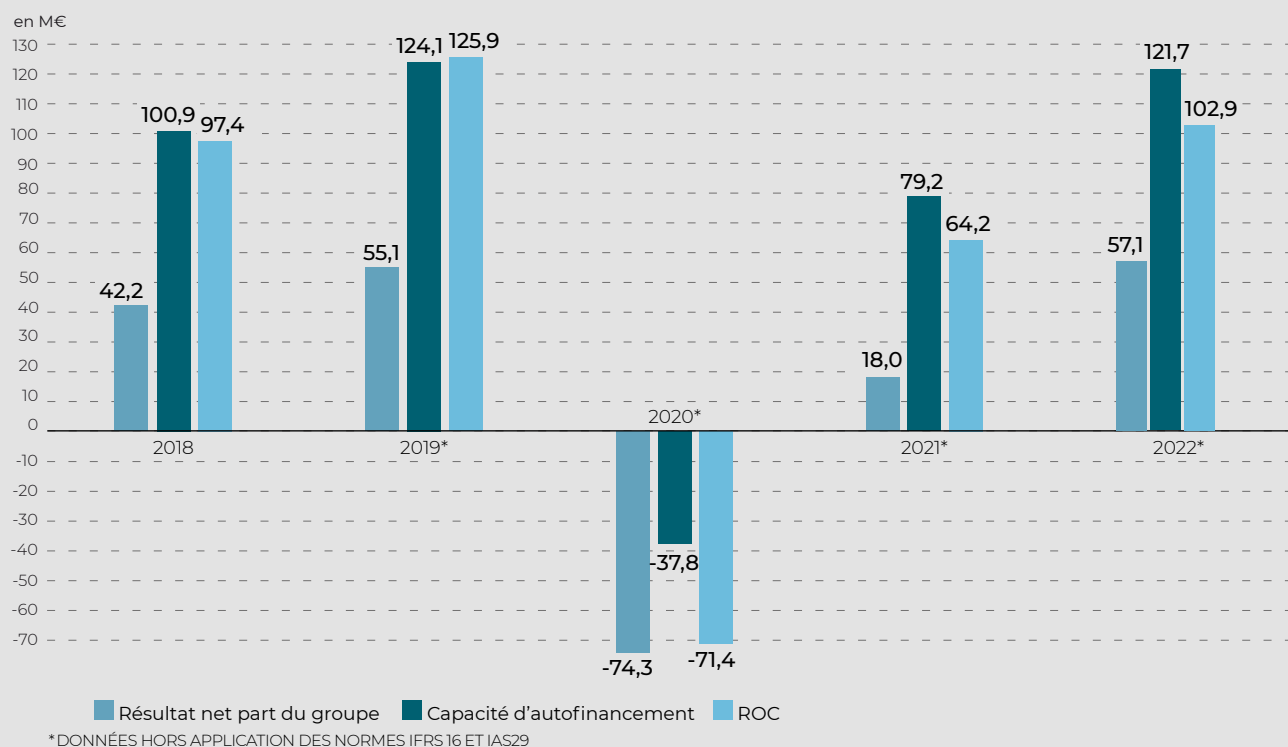
### 2023, les enjeux notamment ESG.

Face au contexte inflationniste, l'enjeu de la gestion du coût de la dette reste une priorité, ainsi que la maîtrise de nos marges. Nous avons pris des engagements forts en termes de sobriété énergétique, en matière de gestion des déchets, d'inclusion dans les territoires. Ces questions seront d'ailleurs traitées par Audrey CHAVANCY, nouvelle Directrice RSE et Risques Groupe qui vient d'intégrer le Comité Exécutif du Groupe. Cette année 2023 sera celle du lancement de la rénovation d'Anhembi à São Paulo au Brésil avec un investissement de plus de 80M€ sur deux ans et un objectif d'activité de 25M€ par an lorsque le site sera opérationnel.

## ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES\* (M€) ET DE LA MARGE EBITDA (%)



## RÉSULTAT NET PART DU GROUPE, CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT (ROC)





## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (M€)

	2022*	2021*	
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>1315,3</b>	<b>741,2</b>	
EBITDA	168,6	120,3	— EBITDA : +12,8% DU CHIFFRE D'AFFAIRES
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	102,9	64,2	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	98,0	59,6	
RÉSULTAT FINANCIER	-16,0	-13,8	— MARGE OPÉRATIONNELLE COURANTE : +7,8%
IMPÔT	-17,1	-17,7	
<b>RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>	<b>+64,9</b>	<b>+28,1</b>	— RÉSULTAT NET PART DU GROUPE : +316,5%
MISE EN ÉQUIVALENCE ET MINORITAIRES	-7,8	-10,1	
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>+57,1</b>	<b>+18,0</b>	

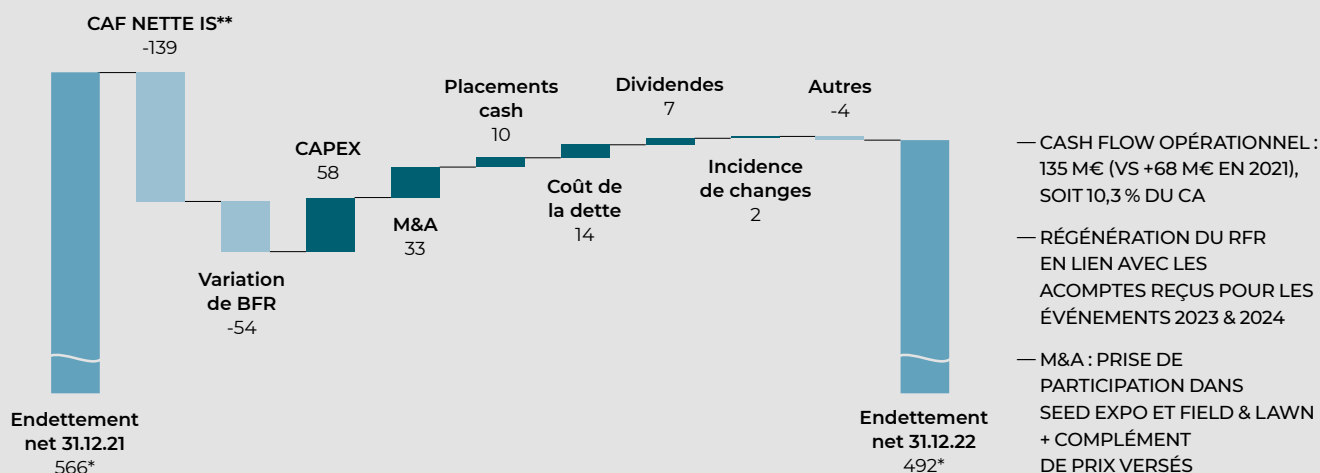
\* DONNÉES HORS APPLICATION DES NORMES IFRS 16 ET IAS29

## BILAN CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ (M€)

BILAN 2022*		BILAN 2021*		
Actifs incorporels	849,5	Actifs incorporels	818,2	— ACTIFS INCORPORELS : VARIATION JUSTIFIÉE PAR L'ENTRÉE DES SOCIÉTÉS FIELD AND LAWN ET SEED EXPO
Actifs corporels et fi. et id.	422,7	Actifs corporels et fi. et id.	411,7	— ACTIFS CORPORELS : VARIATION JUSTIFIÉE PAR LE RENOUVELLEMENT DU MATERIEL LOCATIF ET PAR LES TRAVAUX RÉALISÉS SUR LES SITES VENUES
Matériel locatif	131,2	Matériel locatif	113,1	— VARIATION DE RESSOURCE EN FONDS DE ROULEMENT : CF. ÉVOLUTION DE L'ENDETTEMENT NET
Capitaux propres	614,8	Capitaux propres	536,8	
Dette financière nette	492,2	Dette financière nette	566,3	
Provisions	36,1	Provisions	33,6	
RFR	260,3	RFR	206,3	

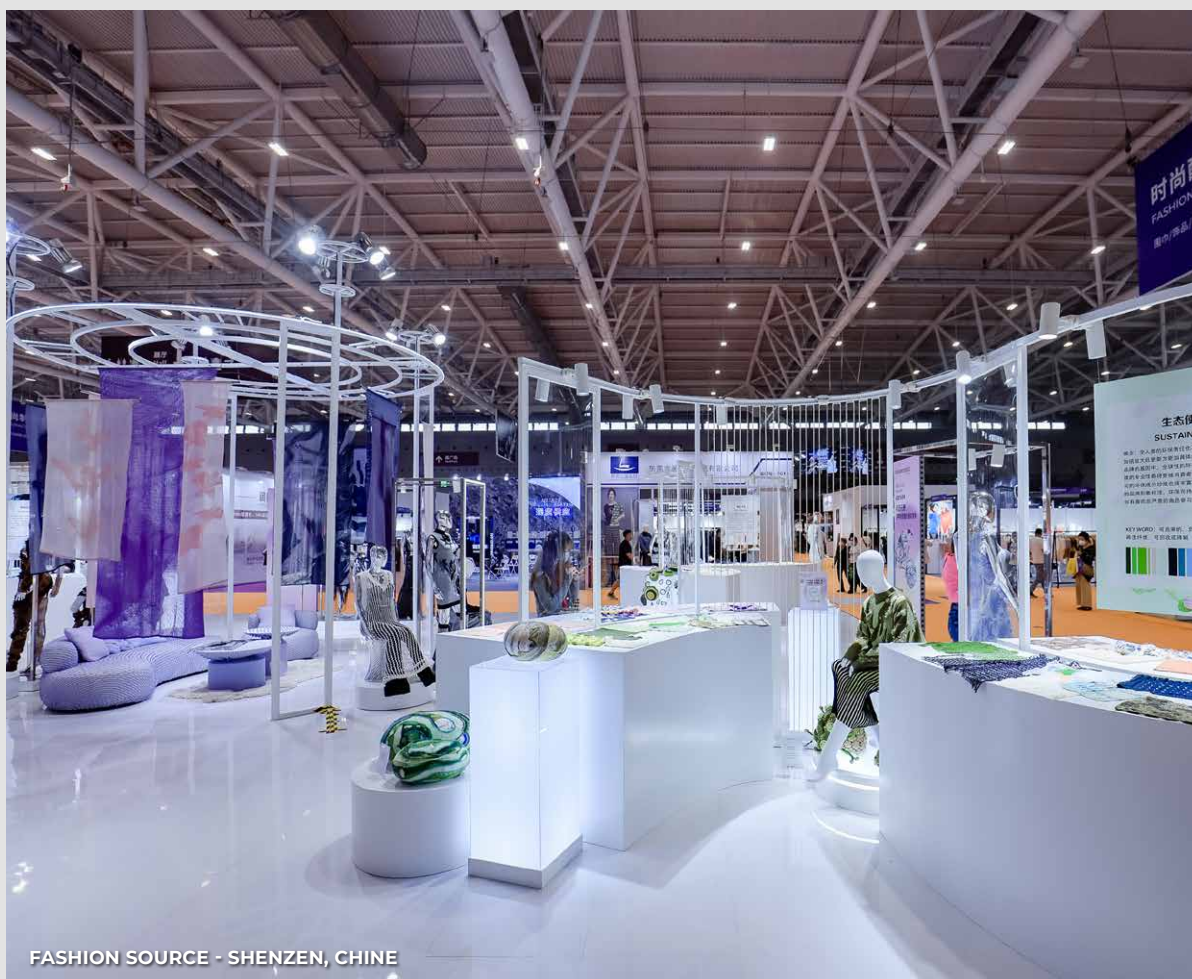
\* DONNÉES HORS APPLICATION DES NORMES IFRS 16 ET IAS29

## ÉVOLUTION DE L'ENDETTEMENT NET (M€)\*

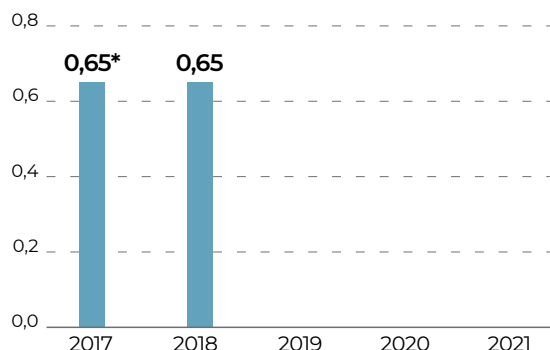


\* DONNÉES HORS APPLICATION DE LA NORME IFRS 16

\*\* CAF NETTE D'IMPÔT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT HORS APPLICATION DES NORMES IFRS 16 ET IAS 29



## DIVIDENDES



\*Dividende versé en actions à hauteur de 83,95 %

Le Conseil d'Administration proposera à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra le 27 avril 2023, la distribution d'un dividende de 0,35 €, au titre de l'exercice 2022.

## INFORMATION

Eurolist compartiment B  
Code ISIN - FR 0000066672  
Code Bloomberg - GLOFP  
Code REUTERS - GLTN.PA  
Code FTSE - 581  
Code LEI : 9695002PXZMQNBPY2P44

Depuis son introduction en bourse, GL events développe une communication privilégiée auprès de ses actionnaires. Sur le site internet [www.gl-events.com](http://www.gl-events.com), rubrique « informations financières », un espace dédié aux actionnaires propose :

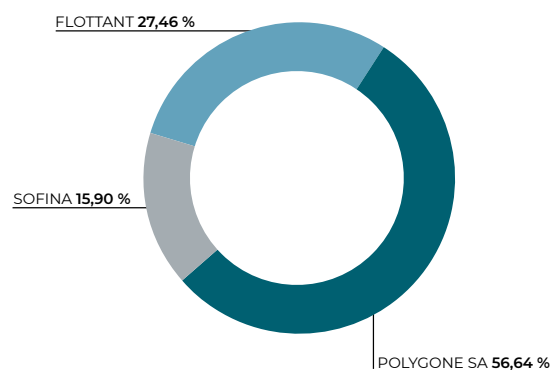
- un historique des communiqués de presse,
- un calendrier des communications financières,
- un historique des rapports annuels (disponibles en téléchargement) et des publications,
- les chiffres clés du Groupe,
- les enregistrements des interviews de dirigeants.

Email : [info.finance@gl-events.com](mailto:info.finance@gl-events.com)

## DIFFUSION DES COMMUNIQUÉS

Les communiqués de GL events sont disponibles la veille (après 18 h) de leur publication dans la presse financière sur le site [www.gl-events.com](http://www.gl-events.com) (rubrique « relations investisseurs »). Ils sont adressés systématiquement par email, fax ou courrier à toute personne qui en fait la demande.

## RÉPARTITION DE L'ACTIONNARIAT AU 31 DÉCEMBRE 2022



## RAPPORTS ANNUELS

Le rapport annuel peut être téléchargé à partir du site internet sur lequel l'historique des communiqués et des rapports (depuis l'introduction en bourse de la Société) est accessible en permanence.

Tous les éléments de communications financières sont traduits en langue anglaise et sont disponibles sur le site [www.gl-events.com](http://www.gl-events.com) (rubrique « relations investisseurs ») ou en version papier.

## RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE

### Sylvain BECHET

Directeur Général Finances et Investissements

Tél. : 04 78 176 176

Fax : 04 72 31 54 95

Site internet : [www.gl-events.com](http://www.gl-events.com), rubrique « informations financières »

Email : [info.finance@gl-events.com](mailto:info.finance@gl-events.com)

## CALENDRIER DES COMMUNICATIONS POUR 2023

- **20 avril 2023** : activité du 1<sup>er</sup> trimestre 2023
- **27 avril 2023** : Assemblée générale Mixte à Lyon
- **20 juillet 2023** : activité et résultats du 1<sup>er</sup> semestre (après bourse)

## COUVERTURE DE LA VALEUR GL EVENTS PAR LES ANALYSTES FINANCIERS

**Emmanuel Chevalier**, CM CIC Market Solutions

**Geoffroy Michalet**, ODDO BHF

**Nicolas Delmas**, Portzamparc

**Stéphanie Lefebvre**, Gilbert Dupont

**Florian Cariou**, Midcap

**Robin Leclerc**, IDMidCaps



# HISTOIRE & ÉTAPES CLÉS

## 1978-1989

**CRÉATION** par Olivier Ginon et trois associés (Olivier Roux, Gilles Gouédard-Comte et Jacques Danger) de la Sarl Polygone Services.

**ALLIANCE** du groupe Polygone, devenu n°1 français des installations d'expositions et d'événements, avec la société Cré-Rossi, (location de mobilier, d'accessoires et de revêtements de salons).

**MODIFICATION** de la raison sociale en Générale Location.

## 1990-1997

**HUIT ANNÉES** de croissance. Générale Location renforce sa stratégie d'offre globale par des acquisitions et créations dans les savoir-faire suivants : installation générale d'expositions, location de mobilier, stands de prestige, signalétique, agencements pour la grande distribution et la muséographie, hôtes et hôtesse d'accueil.

**INTERNATIONALISATION DE GÉNÉRALE LOCATION** avec une implantation à Dubaï.

## 1998-2003

**SIX ANNÉES** charnières. Après son introduction au Second Marché de la Bourse de Paris, Générale Location fait ses premiers pas dans le domaine des grands événements internationaux (Coupe du monde de football en France, Sommet des chefs d'État, Festival du film de Cannes...).

**DES CHANTIERS MAJEURS** pour le Groupe : Jeux olympiques de Sydney, Sommets des chefs d'État européens à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne, ainsi que de nombreux événements liés au passage à l'an 2000.

**UN NOUVEAU NOM** pour Générale Location : GL events. Le Groupe enregistre alors une très forte progression dans la gestion d'espaces et d'événements et, pour poursuivre sa croissance sur le marché de l'événementiel, lance une augmentation de capital de 15,4 M€.

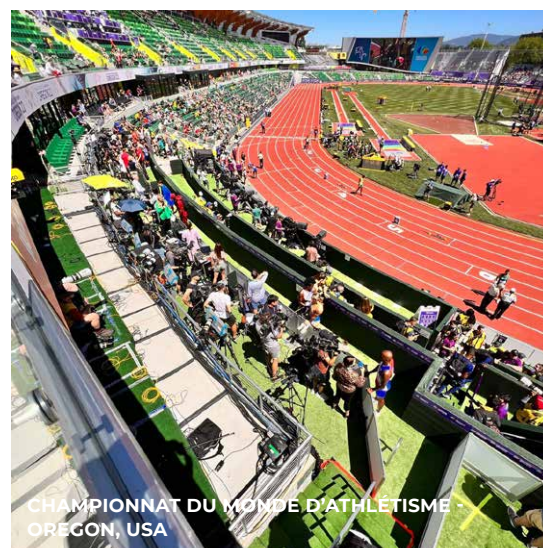
## 2004-2009

**OUTRE L'ACQUISITION** de Market Place (agence spécialisée dans la communication événementielle), de Temp-A-Store en Grande-Bretagne (structures démontables), de Promotor International et AGOR (sociétés d'organisation), et une prise de participation dans Première Vision, GL events enregistre également une très forte progression dans les salons professionnels avec l'acquisition de six nouveaux salons dans la filière Industrie.

**À L'INTERNATIONAL**, le Groupe acquiert la société propriétaire de Hungexpo, parc des Expositions de Budapest, remporte la concession du Parc des Expositions de Rio de Janeiro, la gestion de Pudong Expo de Shanghai, du Palais des Congrès de Bruxelles, du Parc des Expositions de Turin, du Centre de Conventions de Curitiba, de l'Aréna de Rio de Janeiro et celle du World Forum Convention Center de La Haye. GL events acquiert Traiteur Loriers pour accélérer sa stratégie Food & Beverage.

**EN 2005 ET 2007**, le Groupe lance deux augmentations de capital qui lui permettent de lever 35,7 et 77,6 millions d'euros.

**EN FRANCE**, GL events remporte la gestion du Parc des Expositions de Metz, du Parc des Expositions et du Palais des Congrès (Nice, Amiens), de la Halle multifonctionnelle de Roanne, du Parc d'Expositions de Troyes et de la Maison de la Mutualité à Paris.



## 2010-2015

**LA CRÉATION** de GL events Exhibitions, le 1<sup>er</sup> janvier 2010, permet au Groupe de renforcer la qualité des services offerts aux exposants et aux visiteurs, en lien avec les acteurs des différentes filières et communautés professionnelles.

**EN FRANCE**, GL events remporte la gestion du Palais Brongniart de Paris.

**GL EVENTS REMPORTE UN CONTRAT HISTORIQUE À L'OCCASION DE LA COUPE DU MONDE FIFA 2010™**, en Afrique du Sud. Le groupe conforte également sa position via de nombreux rendez-vous internationaux tels que l'Exposition Universelle de Shanghai.

**GL EVENTS CONFIRME SON LEADERSHIP** pour de nombreux rendez-vous internationaux : Coupe d'Asie des nations de football au Qatar, Tournoi des six nations, Sommets de la présidence française des G8 et G20, Jeux Olympiques de Londres, Sommet Rio + 20...

**ACQUISITIONS DE BRELET**, acteur français de l'aménagement temporaire pour les salons et événements, de Slick Seating Systems Ltd, concepteur fabricant de tribunes sur les marchés anglais et du Commonwealth, et de Serenas, leader en Turquie de l'organisation de congrès.

**AVEC LE RENOUVELLEMENT DE LA GESTION DU PARC D'EXPOSITIONS DE TOULOUSE**, l'exploitation du nouveau Centre de Congrès et d'Expositions d'Ankara, en Turquie et la gestion de La Sucrière, à Lyon, GL events poursuit le développement de son réseau d'espaces en France et à l'international.

**GL EVENTS RÉALISE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL** pour accélérer son développement sur les marchés émergents et notamment au Brésil, très porteur en termes de grands événements à l'horizon 2016. Entrée au capital du groupe de Sofina.

**L'EXPORTATION DU CONCEPT D'ÉVÉNEMENTS PROPRIÉTAIRES** sur différentes zones géographiques se confirme comme une forte valeur ajoutée pour le Groupe (Première Vision à New York, São Paulo et Moscou, Bourse d'Or à New York, Sirha à Shanghai et Genève...).

**AU BRÉSIL**, achat de LPR, société spécialisée dans l'installation générale et le mobilier; le Groupe remporte l'appel d'offres pour la concession sur 30 ans du Parc des expositions Imigrantes de São Paulo.

**RÉALISATION D'UN PARC D'EXPOSITIONS TEMPORAIRE** de 20 000 m<sup>2</sup> à Sydney.

**LE GROUPE REMPORTE LA CONCESSION DU PALAIS DES CONGRÈS DE METZ** pour une durée de dix ans.

**AU 1<sup>ER</sup> JANVIER, LES TROIS AGENCES ÉVÉNEMENTIELLES DU GROUPE** – Alice Événements, Market Place et Package – deviennent une entité unique, dédiée au conseil stratégique et opérationnel de communication événementielle : Live! by GL events.

**LE GROUPE SE VOIT CONFIER LA DSP DE STRASBOURG ÉVÉNEMENTS**, avec deux équipements majeurs : le Centre des Congrès et le Palais de la Musique.

**PARTIE PRENANTE DU G20**, à Brisbane, et de la COP 20, à Lima, le Groupe confirme ainsi son positionnement sur les grands sommets politiques et environnementaux internationaux.

**MONTÉE EN PUISSANCE DE L'IMPLANTATION LATINO-AMÉRICAINE** avec des prises de position au Chili.

**L'OFFRE DE STADES MODULABLES ET DURABLES** innove avec un concept d'infrastructures innovées avec un concept d'infrastructures rapides et économiques à mettre en œuvre.

**DÉMARRAGE DE L'UN DES GRANDS CHANTIERS DU PROGRAMME DE SÃO PAULO EXPO** : la construction d'un parking de 4 532 places sur sept niveaux.

**INAUGURATION À RIO DE L'HÔTEL GRAND MERCURE** dont GL events a assuré la maîtrise d'ouvrage. Réalisé en partenariat avec Accor, cet établissement 5 étoiles propose 306 chambres.

**ACQUISITION DU GROUPE JAULIN**, qui permet à GL events de se renforcer en région parisienne et d'intégrer un nouveau site dans son réseau : le Paris Event Center.

## 2016-2020

**EN AVRIL, INAUGURATION DE SÃO PAULO EXPO**, le plus grand parc d'exposition d'Amérique Latine avec une superficie totale de 120 000 m<sup>2</sup>.

**FORTE PRÉSENCE SUR LES JEUX OLYMPIQUES D'ÉTÉ À RIO**, accueil de compétitions sur les sites du Groupe (Rio Arena et Riocentro), nombreuses prestations de restauration et de réception.

**SIGNATURE D'UNE JOINT-VENTURE**, entre GL events et Yuexiu Group, portant sur le développement conjoint d'un réseau de sites événementiels en Chine. Première étape pour 2019 : la gestion du futur Guangzhou Yuexiu International Congress Center (50 000 m<sup>2</sup>).

**APRÈS LA COP 20 À LIMA ET LA COP 21 À PARIS**, GL events est partie prenante de la COP22 accueillie à Marrakech. Le Groupe confirme ainsi son statut d'acteur majeur de ces grands rendez-vous du développement durable.

**CRÉATION DE GLOBAL INDUSTRIE** Avec le rachat des salons Tolexpo et Midest, couplés à Smart Industries, GL events crée un événement majeur pour l'économie de la filière industrielle. 1<sup>ère</sup> édition en mars 2018 à Paris-Nord Villepinte.

**LE MATMUT STADIUM DE GERLAND FAIT PEAU NEUVE**. Après six mois de travaux, l'enceinte du LOU Rugby accueillera des rencontres sportives et de grands événements.

**OPÉRATIONS STRATÉGIQUES DE CROISSANCE EXTERNE** avec le rachat de Tarpulin (Chili), de Wicked & Flow (Dubai), d'Aganto (Royaume Uni) et de l'agence CCC.

**POURSUITE DU DÉVELOPPEMENT EN ASIE** : après la Chine, GL events entre en négociation exclusive pour la gestion du futur Aichi Parc Expo (Japon).

**REIMS ET CAEN** viennent renforcer le maillage de sites événementiels du Groupe.





**AVEC L'ACQUISITION DE FISA**, leader de l'organisation de salons, le Groupe conforte ses positions au Chili et, plus largement, en Amérique Latine. Fruit d'une double dynamique de croissance organique et externe portée par l'engagement des collaborateurs,

**LE CAP DU MILLIARD DU CHIFFRE D'AFFAIRES EST FRANCHI** l'année d'un double anniversaire : les 40 ans du Groupe et ses 20 ans de cotation en Bourse.

#### **ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL**

Acquisition de 51 % de la société ZZX (Chine, société spécialisée dans la fourniture de prestations aux événements), de 60 % de la société Johannesburg Expo Centre, qui gère le parc d'exposition de Johannesburg, de 55 % de la société CIEC Union (Chine, organisateur de 6 salons majeurs dans les villes de tiers one) et de 60 % de la société Fashion Source (Chine), organisateur de salons de Mode.

#### **RENFORCEMENT DU RÉSEAU VENUES**

Le Pôle Venues continue le renforcement du réseau ; nouveau palais des congrès de Salvador (Brésil), renouvellement de la gestion du Parc d'Exposition et du Polydome de Clermont Ferrand, extension de la concession des sites de Saint-Étienne (Parc des Expositions, Cité du Design de St Étienne en complément du Palais des congrès et de l'espace réceptif de La Verrière).

#### **GL EVENTS LIVE S'ILLUSTRE DANS DES ÉVÉNEMENTS MAJEURS**

Le Pôle Live s'est illustré en 2019 par les prestations fournies à l'occasion des Panamerican Games (Pérou) mais également pour la COP 25 (Chili & Espagne), opération pour laquelle le groupe a démontré sa capacité de mobilisation et de réactivité des équipes pour livrer, dans un temps record, les clients.

#### **LE GRAND PALAIS ÉPHÉMÈRE DE PARIS ET UN NOUVEAU SITE AU CHILI**

La construction du Grand Palais Éphémère sur le Champ-de-Mars à Paris est lancée pour une livraison prévue au printemps 2021.

#### **GL EVENTS REMPORTE LA CONCESSION D'UN ESPACE RÉCEPTIF À SANTIAGO DU CHILI**

pour une durée de 40 ans à compter de 2022. Ce nouveau site d'une superficie de 4 700 m<sup>2</sup> accueille actuellement environ 300 événements par an.

#### **ACQUISITION DU SALON CACLP EN CHINE ET UNE PREMIÈRE ÉDITION RÉUSSIE**

Leader national dans les domaines du diagnostic in vitro et des tests cliniques, l'acquisition de cet événement confirme la volonté du Groupe de s'implanter durablement sur ce marché prometteur. Tranoï, leader dans l'organisation d'événements BtoB pour les marques de mode créatives en marge de la Fashion Week rejoint le Groupe et renforce ainsi son Pôle mode.

#### **INNOVATIONS DIGITALES**

Le Salon Global Industrie accélère son offre digitale et devient Global Connect. Sur 4 jours, 300 intervenants et 46 webinars vont animer la communauté industrielle avec plus de 6 100 professionnels.

Le Palais Brongniart accueille son premier événement phigital et un défilé Fendi 100% numérique.

Le groupe lance une offre studio Télé sur plusieurs sites.

#### **LA SÉCURITÉ AVANT TOUT**

Avec le 5<sup>ème</sup> engagement de sa politique RSE « Think Safe », GL events reçoit le label Safe & Clean d'Apave qui atteste de la mise en œuvre de mesures et de dispositifs sanitaires adaptés face au risque Covid-19. C'est une première étape dans une démarche visant à labelliser l'ensemble de ses activités dans le monde.

## 2021

**2021, SOUS LE SIGNE DU REBOND !** Reprise de nos activités de manière différée, en fonction des zones géographiques. L'Asie dans un premier temps, puis l'Europe à compter de juin, et l'Amérique du Sud en octobre. In fine, une activité de 741 M€ réalisée sur une période courte.

**RENOUVELLEMENT DU LABEL SAFE & CLEAN**

GL events a obtenu le renouvellement de son label Safe & Clean délivré par l'APAVE, pour l'ensemble de ses activités en France et à l'international (hors Chine).

**ACQUISITION DE CRÉATIFS**

Avec l'acquisition de Créatifs fin 2021 à Paris, GL events renforce sa maîtrise des prestations de création.

**DE NOUVEAUX CONTRATS IMPORTANTS**

GL events a signé plusieurs contrats déterminants parmi lesquels les Jeux du Commonwealth, la Cop 26, la Coupe du Monde de football 2022, la construction de la piste de cross à Versailles dans le cadre de Paris 2024 et le projet d'aménagement du Parc des Expositions d'Anhembi de São Paulo (Brésil).

**LA RSE AU CŒUR DE LA STRATÉGIE**

L'engagement du Groupe en faveur de la RSE s'est renforcé avec la signature du Pacte parisien pour l'emploi et les entreprises, l'association avec Les Canaux pour les achats issus de l'ESS et son programme de formation Eureka sur le montage de structures.

**AUGMENTATION DE CAPITAL CHINE**

GL events Greater China a réalisé une augmentation de capital qui a permis l'entrée de Nexus Point. Cette opération, qui valorise pre-money les participations à 259 M€, alloue des moyens financiers complémentaires au Groupe pour poursuivre son développement par des acquisitions ciblées. Cette opération valide la stratégie mise en œuvre depuis 18 mois et renforce la valeur et la qualité des actifs détenus en Chine.

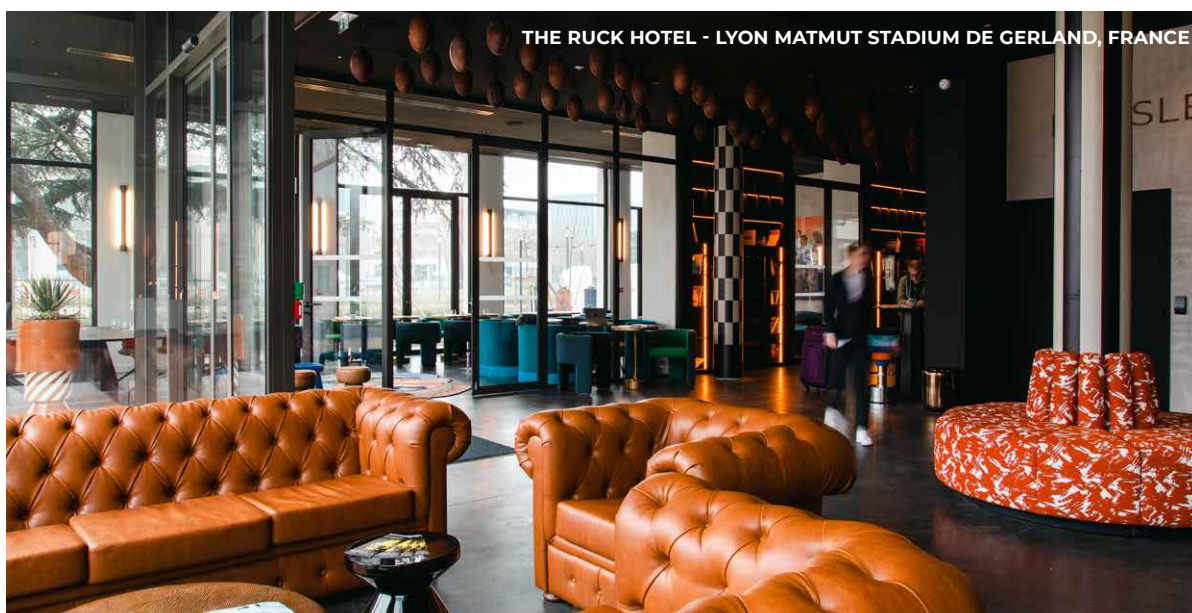
**AUGMENTATION DE CAPITAL GL EVENTS SPORTS**

GL events Sports a ouvert son capital à Montefiore Investment, gestionnaire du fonds « Nov Tourisme – Relance Durable France ». Cette opération est mise en œuvre afin de poursuivre le développement des activités du site du Matmut Stadium de Gerland.

**RENFORCEMENT À SÃO PAULO**

Le Groupe a remporté l'appel d'offre relatif à la gestion du complexe événementiel d'Anhembi, situé au cœur de São Paulo (Brésil) : un contrat de concession d'une durée de 30 ans portant sur l'exploitation du parc d'expositions et du centre des congrès (93 000 m²) et des espaces extérieurs (400 000 m²). L'activité attendue post réalisation des travaux de rénovation devrait se situer entre 25 à 30 M€ générant une rentabilité opérationnelle de 28 à 31%. En outre, le Groupe pourra valoriser la réserve foncière de 270 000 m² qui permettra de financer le capex de renouvellement du site.

Dans ce cadre, un 1<sup>er</sup> accord de négociation exclusive a été signé avec Live Nation & Oak View Group afin d'implanter une Arena.



THE RUCK HOTEL - LYON MATMUT STADIUM DE GERLAND, FRANCE



## 2022

**CE NOUVEAU RECORD DE CHIFFRE D'AFFAIRES**

de GL events a été atteint grâce à un doublement de notre activité en Europe et un triplement en Amérique du Sud qui ont compensé le retrait de l'activité en Asie, pénalisée par les confinements encore en vigueur en Chine.

**Une politique ESG ambitieuse et renforcée :**

- Réduire l'empreinte carbone avec un objectif de -25% de la consommation d'énergies.
- Limitation de l'utilisation du jetable et maximiser l'économie circulaire.
- Développer la diversité et les territoires par des partenariats et des actions locales.

Le Groupe a accompagné et équipé des événements majeurs tels que l'Equestrian Saudi Cup en Arabie Saoudite, le Grand Prix Moto d'Indonésie sur l'île de Lombok, de nombreux contrats lors de la Coupe du Monde de la FIFA au Qatar, pour la COP27 en Egypte ainsi que pour les Jeux du Commonwealth 2022 de Birmingham.

**LANCÉE EN AVRIL 2022 D'UNE JOINT-VENTURE ENTRE GL EVENTS AUDIOVISUEL ET NOVATEAM, MOBIWATT**

est une offre experte en conception, location et installation de bornes de recharge mobiles pour véhicules électriques sur des lieux événementiels. Mobiwatt livre et installe ses bornes en France et en Europe pour des véhicules hybrides et 100% électriques.

**14 NOUVEAUX SITES GÉRÉS EN 2022 :**

- **Nouveau Parc des expositions de Strasbourg**, en parfaite complémentarité avec le Palais de la Musique et des Congrès situé à proximité immédiate, participe au développement de l'offre événementielle de Strasbourg. Grâce à ses 4 halls modulables et multifonctionnels, il est capable de s'adapter à tous les formats d'événements.
- **Paris Invalides** : au cœur du 7<sup>ème</sup> arrondissement avec une vue sur les plus beaux monuments. C'est un espace atypique par son histoire et son aménagement, il offre 1 000 m<sup>2</sup> de plain-pied et dispose d'espaces backstage pour l'organisation des événements.

- **Paris Montreuil Expo** : le Groupe renforce sa présence en région parisienne avec la prise en bail de l'espace événementiel de Montreuil (15 000 m<sup>2</sup>) pour une durée de 10 ans depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2022.
- **Deux nouveaux sites au Chili** : la municipalité de Santiago au Chili a confié au Groupe la gestion de **Parque Fisa** et du **Metropolitan Santiago**. Anciennement connu sous le nom de Casa Piedra, ce dernier est situé au cœur d'un parc de 51 000 m<sup>2</sup> avec vue sur la Cordillère des Andes. Il peut accueillir des événements avec 12 salles modulables qui lui permettent de s'adapter à tout type d'événement et d'accueillir plus de 700 événements par an. GL events Chile dispose ainsi de deux centres de réunion. La gestion de ces sites permettra d'accueillir des congrès, des conventions, des événements sociaux et corporate et l'organisation d'expositions.
- **Six nouveaux sites à Orléans** : le Groupe devient le premier gestionnaire exploitant du CO'Met pour une durée de 9 ans (Parc des expositions de 15 800 m<sup>2</sup>, Palais des congrès d'une capacité de 1 000 personnes et la Grande Salle événementielle de 10 000 personnes). En complément, le Zénith (capacité d'accueil de 6 900 personnes), l'aire événementielle Chapit'O (37 000 m<sup>2</sup>) et le Centre de conférences (capacité d'accueil de 500 personnes) situé en centre-ville, seront également gérés par GL events.
- **Reims Arena** : en février, l'Arena a accueilli son premier événement sportif, un match de MMA auquel a participé l'actuel champion du monde. Après deux années de modernisation, la salle est haute de 25m, large de 80m. Les architectes ont souhaité intégrer pleinement le bâtiment dans la ville sur l'ancienne friche de la SERNAM.
- **The Ruck Hotel** : ouvert en décembre et situé au cœur de Gerland à Lyon aux côtés du Matmut Stadium, il dispose de 134 chambres, 5 salles de séminaires, un restaurant ainsi qu'un bar à cocktails. The Ruck Hotel s'inscrit dans l'aménagement global du projet de Gerland, il illustre la capacité du Groupe à investir dans l'aménagement des territoires pour participer au dynamisme et à l'attractivité des destinations.

**GL EVENTS A ACQUIS LA SOCIÉTÉ FIELD & LAWN,**

spécialisée dans les structures événementielles, les bâtiments industriels temporaires, l'aménagement-décoration d'espaces publics et l'éclairage festif. Cette acquisition vient renforcer l'implantation géographique de GL events au Royaume-Uni et permet d'intégrer et de développer une nouvelle offre de services : l'éclairage festif.



# 02

## GL EVENTS, MÉTIER & MARCHÉS

31 / GL EVENTS LIVE

32 / GL EVENTS VENUES

34 / GL EVENTS EXHIBITIONS



# GL EVENTS LIVE

## UNE SOLUTION GLOBALE DE SERVICES

851,7 M€  
DE CHIFFRE D'AFFAIRES

+90  
AGENCES DANS LE MONDE

3 189  
COLLABORATEURS

10  
SITES LOGISTIQUES  
DE PREMIER PLAN  
EN FRANCE : PARIS NORD,  
PARIS SUD, LYON, NANTES  
À L'INTERNATIONAL :  
CHINE, UK, BRÉSIL, AFRIQUE DU SUD,  
ÉMIRATS ARABES UNIS, HONG KONG

13  
EXPERTISES MÉTIERS

130,1 M€  
MATÉRIELS LOCATIFS

2 329  
ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS



# GL EVENTS VENUES, LE RÉSEAU INTERNATIONAL DE 59 SITES ÉVÉNEMENTIELS

GL events Venues gère un réseau mondial de 59 centres de congrès, parcs d'expositions et espaces multifonctionnels, proposant des prestations uniques allant de la conception à la réalisation de l'événement, tout en favorisant les synergies commerciales et opérationnelles au sein du réseau.

Notre expertise et notre savoir-faire permettent d'attirer et de développer des manifestations grand public et professionnelles d'envergure. Ces actions contribuent à valoriser les territoires en termes d'attractivité économique et de rayonnement culturel, tout en renforçant la cohésion sociale. GL events Venues développe une démarche environnementale active. L'ensemble des sites français a obtenu la certification ISO 14001 et six sites majeurs, dans le monde, sont certifiés ISO 20121. Ce processus se poursuivra en 2022 avec l'implication d'initiatives locales.



AUTO MOTO CLASSIC - TOULOUSE, FRANCE

325 M€  
DE CHIFFRE D'AFFAIRES

1131  
COLLABORATEURS

59  
SITES GÉRÉS\*

3451  
ÉVÉNEMENTS ACCUEILLIS

113  
ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS

+ 1,7 MILLION  
DE m² D'ESPACES D'ACCUEIL

\* Chiffres mars 2023



# LES 59 SITES GÉRÉS PAR GL EVENTS AU 31 MARS 2023

## FRANCE

### Paris

- Maison de la Mutualité
- Palais Brongniart
- Pavillon Chesnaie du Roy
- Espace Événements Parc Floral de Paris
- Paris Event Center
- Voyage Samaritaine
- Paris Montreuil Expo
- Paris Invalides

### Lyon

- Centre des Congrès de Lyon
- Eurexpo
- La Sucrière
- Matmut Stadium Lyon Gerland

### Toulouse

- MEETT
- Centre de Congrès Pierre Baudis
- Espaces Vanel

### Strasbourg

- Palais de la Musique et des Congrès
- Parc des Expositions de Strasbourg

### Reims

- Centre de Congrès de Reims
- Parc des Expositions de Reims
- Reims Arena

### Metz

- Parc des Expositions de Metz
- Metz Congrès Robert Schuman
- Centre de Convention du Technopôle

### Clermont-Ferrand

- Polydome
- Grande Halle d'Auvergne
- Zenith d'Auvergne

### Orléans

- Comet : Centre de Congrès
- Comet : Parc des Expositions
- Comet : Arena
- Zénith Orléans
- Chapt'O
- Centre de Conférences

### Caen

- Centre de Congrès de Caen
- Parc des Expositions de Caen

### Saint-Étienne

- Saint-Etienne Centre de Congrès
- Parc des Expositions de Saint-Etienne
- Metrotech
- La Verrière
- Espaces Receptif de la Cité du design

### Roanne

- Le Scarabée

### Valenciennes

- Cité des Congrès Valenciennes

### Amiens

- Mégacité

## INTERNATIONAL

### Bruxelles, Belgique

- Square-Brussels Convention Centre

### La Haye, Pays-Bas

- World Forum The Hague

### Budapest, Hongrie

- Hungexpo

### Turin, Italie

- Lingotto Fiere
- Oval

### Istanbul, Turquie

- The Seed

### Johannesbourg, Afrique du Sud

- Johannesburg Expo Centre

### Rio de Janeiro, Brésil

- Riocentro
- Jeunesse Arena

### Salvador, Brésil

- Salvador Convention Centre

### Santos, Brésil

- Blue Med Convention Centre

### Sao Paulo, Brésil

- Anhembi District
- Sao Paulo Expo

### Santiago, Chili

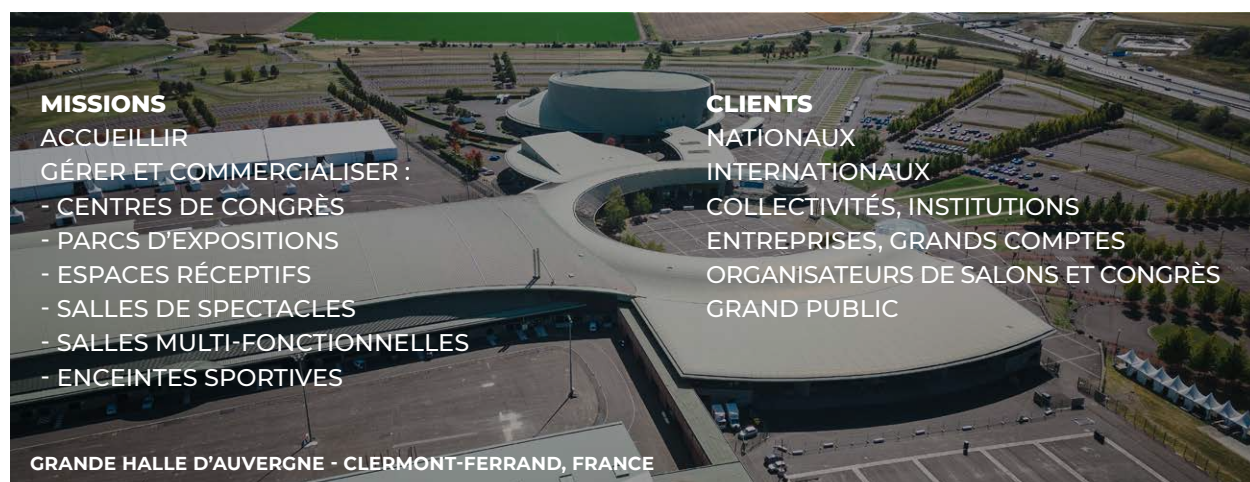
- Metropolitan - Santiago Convention & Event Center
- Parque Fisa

### Guangzhou, Chine

- Guangzhou International Congress Center

### Aichi-Nagoya, Japon

- Aichi Sky Expo



### MISSIONS

ACCUEILLIR  
GÉRER ET COMMERCIALISER :

- CENTRES DE CONGRÈS
- PARCS D'EXPOSITIONS
- ESPACES RÉCEPTIFS
- SALLES DE SPECTACLES
- SALLES MULTI-FONCTIONNELLES
- ENCEINTES SPORTIVES

### CLIENTS

NATIONAUX  
INTERNATIONAUX  
COLLECTIVITÉS, INSTITUTIONS  
ENTREPRISES, GRANDS COMPTES  
ORGANISATEURS DE SALONS ET CONGRÈS  
GRAND PUBLIC

GRANDE HALLE D'AUVERGNE - CLERMONT-FERRAND, FRANCE

# GL EVENTS EXHIBITIONS

UN ACTEUR DE  
RÉFÉRENCE PROCHE  
DES COMMUNAUTÉS

571

COLLABORATEURS

910 663

VISITEURS

103

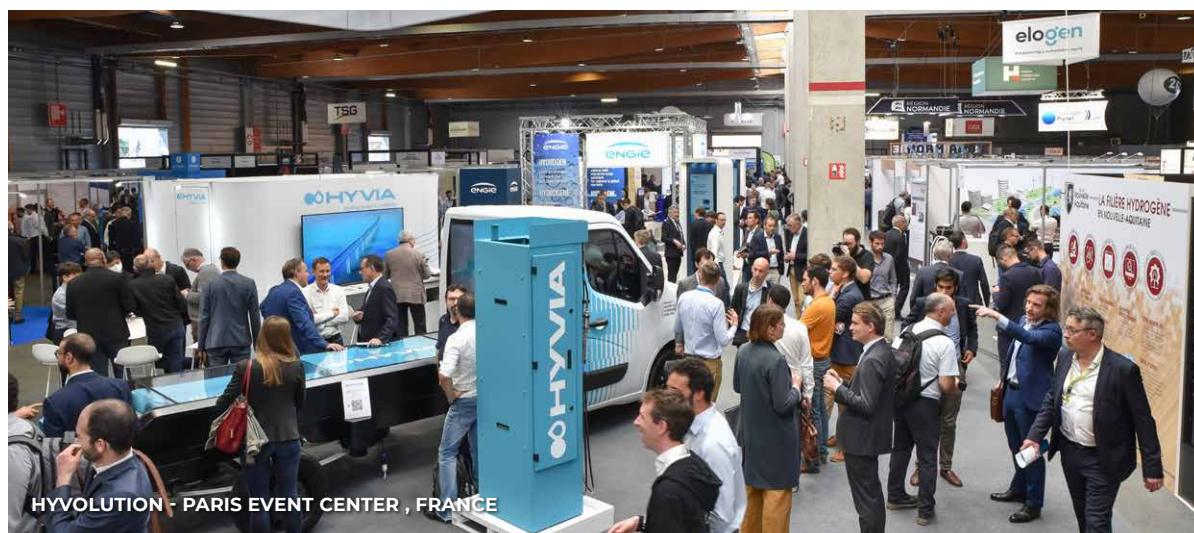
SALONS PROPRIÉTAIRES

17 837

EXPOSANTS

138,5 M€

DE CHIFFRE D'AFFAIRES



HYVOLUTION - PARIS EVENT CENTER, FRANCE









# 03

## DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

**37** / PRÉAMBULE

**38** / UNE POLITIQUE RSE/ESG  
EN COHÉRENCE AVEC LES ENJEUX  
ET LE MODÈLE DU GROUPE GL EVENTS

**48** / LES VALEURS ÉTHIQUES ET LE CAPITAL  
HUMAIN EN FONDAMENT DE LA POLITIQUE RSE/ESG

**57** / DÉCLINAISONS ET RÉSULTATS DE  
LA POLITIQUE RSE/ESG DU GROUPE

**81** / PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES  
ET RÉGLEMENTAIRES

**87** / SIGLES UTILISÉS

**88** / RAPPORT DE L'ORGANISME  
DE VÉRIFICATION

# 1. PRÉAMBULE



**Olivier FERRATON,**  
Directeur Général Délégué

## 1.1 ÉDITO

« L'ambition forte et ancienne du Groupe en matière de RSE est portée par la Présidence comme par l'ensemble du Comité Exécutif. Elle est le fruit d'un travail collectif au service de nos clients, nos fournisseurs, nos salariés, la nature et toutes nos parties prenantes

Nous avons pris des engagements marquants en matière environnementale, tels que réduire les émissions de GES de 50% à horizon 2030 et nos consommations de 25%. Déjà, en 2022, le Bilan Carbone fait ressortir des émissions de GES inférieures de plus de 20% par rapport à celles de 2018, alors que le niveau d'activités en 2022 a atteint un niveau record.

Aussi, nous avons engagé depuis quelques années une meilleure gestion et la réutilisation de nos actifs. En étant très amont des événements, nous pouvons répondre aux exigences RSE/ESG fortes de nos clients dès la conception. Toujours innovants, nous avons par exemple investi dans des générateurs à hydrogène. L'enjeu énergétique et l'impact sur le climat de tous les événements

étant déterminants, nous sommes en mesure d'apporter des solutions respectueuses. Nous avons d'ores et déjà un engagement de réduction de tous les consommables de 25% qui impose de repenser les événements dès leur conception. Enfin, nous analysons aussi aujourd'hui la géographie des stocks pour être en mesure de répondre à la proximité client, fondamentale.

Je remercie l'ensemble des équipes du Groupe qui chaque jour mobilisent leurs meilleurs efforts afin d'apporter à nos clients un service du plus haut niveau tout en s'inscrivant dans le respect à long terme des personnes, de l'environnement et de l'ensemble de nos parties prenantes. »

## 1.2 INTRODUCTION

L'ambition forte et ancienne du Groupe en matière de RSE est portée par la Présidence comme par l'ensemble du Comité Exécutif. Elle est le fruit d'un travail collectif au service de nos clients, nos fournisseurs, nos salariés, la nature et toutes nos parties prenantes

Nous avons pris des engagements marquants en matière environnementale, tels que réduire les émissions de GES de 50% à horizon 2030 et nos consommations de 25%. Déjà, en 2022, le Bilan Carbone fait ressortir des émissions de GES inférieures de plus de 20% par rapport à celles de 2018, alors que le niveau d'activités en 2022 a atteint un niveau record. Aussi, nous avons engagé depuis quelques années une meilleure gestion et la réutilisation de nos actifs. En étant très amont des événements, nous pouvons répondre aux exigences RSE/ESG fortes de nos clients dès la conception. Toujours innovants, nous avons par exemple investi dans des générateurs à hydrogène. L'enjeu énergétique et l'impact sur le climat de tous les événements étant déterminants, nous sommes en mesure d'apporter des solutions respectueuses. Nous avons d'ores et déjà un engagement de réduction de tous les consommables de 25% qui impose de repenser les événements dès leur conception. Enfin, nous analysons aussi aujourd'hui la géographie des stocks pour être en mesure de répondre à la proximité client, fondamentale.

Je remercie l'ensemble des équipes du Groupe qui chaque jour mobilisent leurs meilleurs efforts afin d'apporter à nos clients un service du plus haut niveau tout en s'inscrivant dans le respect à long terme des personnes, de l'environnement et de l'ensemble de nos parties prenantes.

- 1. Réduire l'empreinte carbone :
  - Baisser les consommations d'énergie
  - Favoriser les énergies renouvelables
  - Promouvoir les transports et la mobilité décarbonés

- 2. Limiter l'utilisation du jetable, maximiser notre économie circulaire
  - Limiter les déchets par l'écoconception et la rotation des actifs
  - Améliorer le tri et le valoriser
- 3. Favoriser la diversité et le développement socio-économique des territoires
  - Contribuer par les actions de solidarité et de philanthropie
  - Accélérer les achats responsables et encourager, le recours à l'ESS
  - Amplifier notre management éthique, entrepreneurial par la diversité

Le document annuel ci-après présente l'organisation, les fondements, les caractéristiques et les résultats des actions de cette politique RSE/ESG. Par souci de lisibilité et de cohérence, ces enjeux extra-financiers présentés sont désormais reliés au périmètre de consolidation du Groupe et dont les tendances environnementales utilisent 2019 en année de référence (année représentative en termes d'activités et de périmètre). Cette stratégie est au cœur des métiers et du business model circulaire du Groupe. Les actions afférentes sont portées par toutes les entités du Groupe et ses collaboratrices/eurs en lien continu avec leurs différentes parties prenantes, en France comme à l'International.

## 1.3 FAITS MARQUANTS 2022

En complément à la capacité de rebond significative des activités du Groupe GL events, l'année 2022 a marqué le renforcement et l'accélération de la structuration de la politique RSE/ESG du Groupe GL events dont les faits marquants ont été les suivants :

### Environnement

- Mise en place d'objectifs Groupe de -25 % de réduction des consommations d'énergie, -25% de consommables et de 100 Ha de panneaux photovoltaïques

- Plan de sobriété énergétique ambitieux soutenu par des investissements locaux (relamping LED...)
- Bilan Carbone Groupe mené avec Ecoact présentant une baisse de 22 % des émissions par rapport au bilan carbone mesuré sur l'exercice 2018
- Audits de performance énergétique, de sécurité et/ou de gestion des déchets
- Déploiement du « Net Zero Carbon Pledge for the Events Industry » signé fin 2021

#### Social/Sociétal

- Création significative d'emplois sur les territoires
- Augmentation de 50 % de l'effort de formation par rapport à 2020
- Insertion des critères ESG dans les objectifs du top et middle management, adaptés aux métiers
- Insertion réussie de la promotion Eureka

- Renforcement du lien avec les acteurs de l'ESS et les éco-organismes
- Formation des instances dirigeantes à l'éthique (loi Sapin 2 – anticorruption et prévention du sexisme)
- Philanthropie : accélération des actions de solidarité avec la fondation Polygone et le lancement de la fondation Cuisine Durable

#### Gouvernance

- Nomination d'une Directrice risques et RSE Groupe au sein du Comité exécutif
- Création de la cartographie des risques RSE Groupe
- Mise en place d'un réseau fort de référents et ambassadeurs de la RSE dans les entités
- 1<sup>ère</sup> émission d'obligation Relance sustainability-linked
- Création d'un Comité annuel des parties prenantes

## 2. UNE POLITIQUE RSE/ESG EN COHÉRENCE AVEC LES ENJEUX ET LE MODÈLE DU GROUPE GL EVENTS

À partir de son modèle d'affaires, regroupant des dizaines de métiers et d'implantations géographiques nationales et internationales, la Direction risques et RSE Groupe a élaboré sa cartographie des risques RSE en novembre 2022. Cette cartographie a été alimentée des attentes des parties prenantes identifiées et des enjeux de l'écosystème dans lequel évolue le Groupe.

### 2.1 UN MODÈLE D'AFFAIRES INTÉGRÉ ET MULTI-MÉTIER

La vocation première de GL events est de permettre les rencontres : congrès et conventions, événements et manifestations culturels, sportifs, institutionnels, corporate ou politiques, salons et expositions à destination des professionnels ou du grand public.

La spécificité et la force du modèle du Groupe sont d'intégrer en complémentarité l'essentiel des métiers de la filière événementielle. GL events accompagne ainsi ses clients en France et à l'international dans leurs projets d'événements, de la définition jusqu'à la réalisation, qu'ils soient publics ou privés, entreprises, institutions ou organisateurs de manifestations. Aux côtés des collectivités, le Groupe contribue à l'attractivité des territoires ainsi qu'au rayonnement économique. Pour les grands événements internationaux, coupes du monde, rencontres internationales, GL events s'est progressivement imposé comme un partenaire de référence.

### TROIS PÔLES EXPERTS & COMPLÉMENTAIRES

La complémentarité des métiers constitue la force du modèle de GL events :

**GL events Live**, ses équipes proposent des solutions clé en main, du conseil et de la conception à la réalisation de tous les événements, corporate, institutionnels, sportifs.

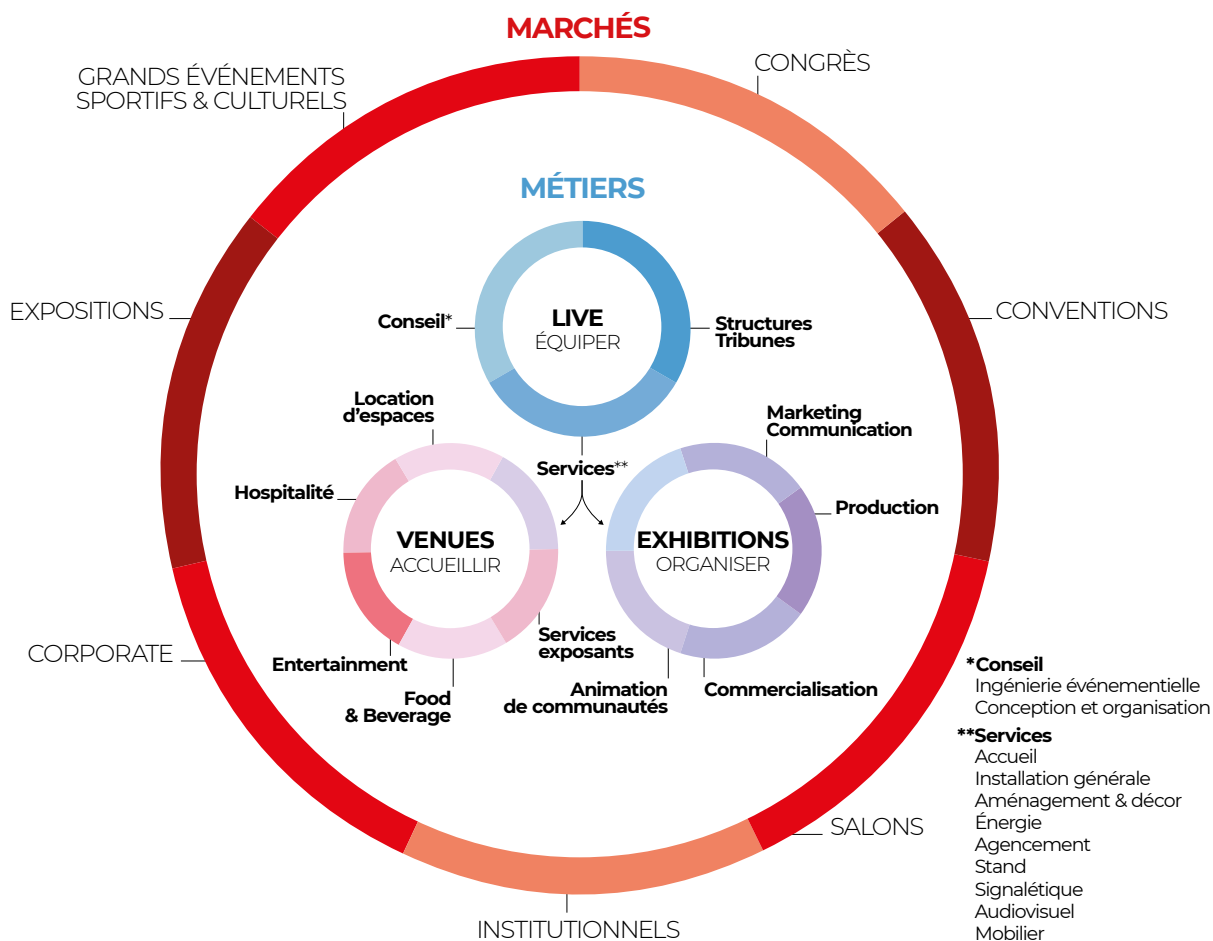
**GL events Exhibitions** gère un portefeuille de salons professionnels et grand public des filières agroalimentaire, transition écologique, textile/mode, industrie, construction, bâtiment, second œuvre...

**GL events Venues** anime un réseau de 59 sites événementiels en France et à l'international (Centres de congrès, Parcs d'expositions, salles de spectacles et halles multifonctionnelles).

### DÉVELOPPEMENT & CAPACITÉ D'INNOVATION RSE/ ESG

GL events développe depuis sa création en 1978 une stratégie d'implantations locales et durables pour dynamiser les acteurs de la filière événementielle. Le Groupe compte aujourd'hui une centaine d'agences dans le monde, grâce à des collaborations avec des partenaires locaux ou à des acquisitions de sociétés de référence sur leur marché. Il a su évoluer et s'adapter pour faire face notamment à la crise sanitaire, engager la transition environnementale et sociétale. La stratégie d'innovation et de transformation se déploie sur l'ensemble des activités, tout particulièrement en ce qui concerne les enjeux ESG, en réduisant l'empreinte carbone des événements et des activités, limitant l'utilisation du jetable, optimisant l'économie circulaire





et favorisant la diversité et le développement des territoires. Le Groupe GL events poursuit ses ambitions de développement et de performance au travers de sa politique RSE/ESG pour l'ensemble de ses métiers et activités. En effet, que ce soit par l'écoconception et l'analyse de cycles de vie des produits particulièrement pour le pôle Live, par l'amélioration de la gestion des déchets et la valorisation des territoires pour le pôle Venues ou encore par l'animation de filières pour le pôle Exhibitions, chaque métier du Groupe participe à la durabilité de la chaîne de valeur événementielle.

Il est à noter qu'une partie des activités du Groupe est « hors événementiel » (entités Spaciotempo, Tarpulin, GL events UK, Aganto notamment) dont le pilotage de la performance environnementale et sociale est adapté (indicateurs, priorités et labélisation).

#### Des actifs déterminants

Les actifs de GL events et sa capacité logistique couvrent aujourd'hui toute la chaîne d'approvisionnement, de la fabrication au montage, ce qui lui permet d'équiper tous les événements dans des délais contraints. Son parc d'actifs opérationnels renforce aussi son statut d'acteur de référence. Il le différencie dans un environnement concurrentiel international par une marque forte et une image à laquelle sont associés rigueur, respect de la promesse donnée et qualité de prestations. Ses expertises couvrent l'ensemble des métiers, des salons à forte notoriété et un réseau international de sites événementiels complémentaires.

#### L'écoute des parties prenantes

Par ailleurs, notre conviction demeure que la rencontre des hommes et des femmes crée une valeur fondamentale pour la société et ses acteurs. C'est pourquoi l'écoute de nos parties prenantes, particulièrement via les enquêtes de satisfaction clients, est primordiale et participe à l'amélioration continue de la chaîne de valeurs des services et de la production événementielle. Afin de fluidifier et structurer cette démarche, la Direction risques et RSE/ESG Groupe a lancé au cours du dernier trimestre 2022 le premier Comité des parties prenantes afin de réunir les attentes court et moyen termes des acteurs et tester la fiabilité de sa politique RSE/ESG.

## 2.2 UNE GESTION DES RISQUES RSE GLOBALE

En complément de la cartographie des risques Groupe, il a été décidé de créer une cartographie dédiée aux risques RSE en 2022 afin de piloter de manière optimale la stratégie RSE et de s'assurer de l'adéquation des actions RSE avec les enjeux et risques majeurs identifiés et son modèle d'affaires.

### 2.2.1 MÉTHODOLOGIE

La stratégie RSE du Groupe a été établie sur la base de l'analyse des attentes des parties prenantes externes (fournisseurs/

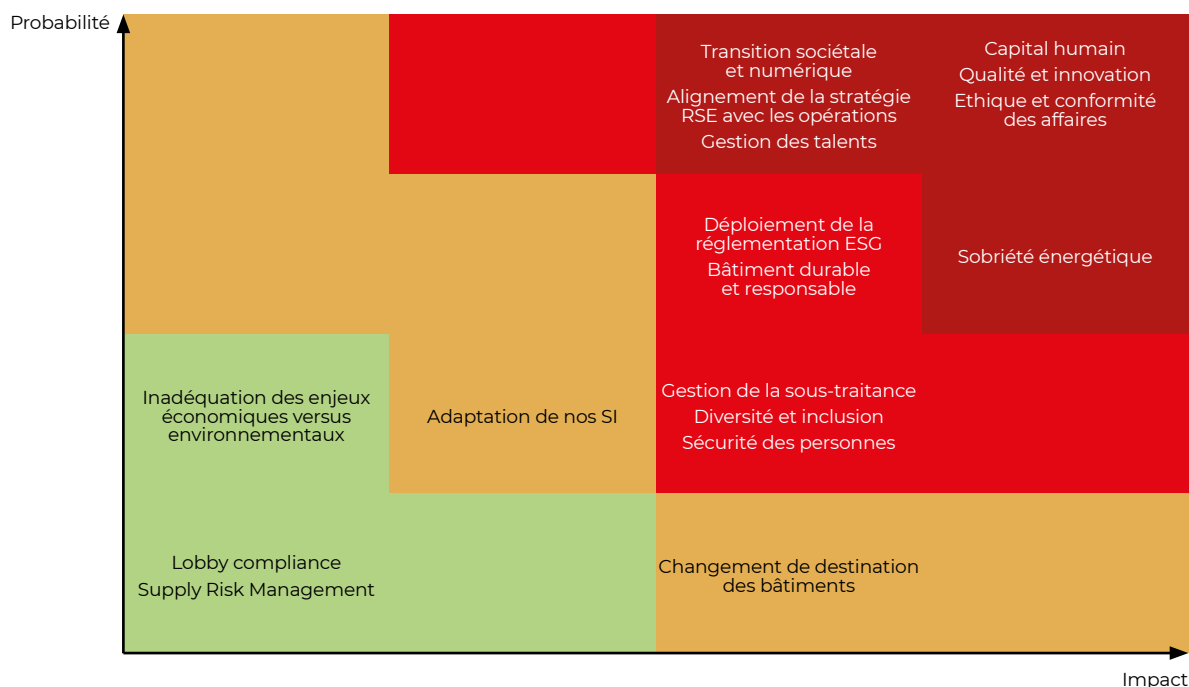
sous-traitants, clients, partenaires/apporteurs d'affaires, visiteurs, délégants/collectivités et institutions) et interne avec l'importance de ces attentes pour le Groupe. Cette analyse, résumée dans une matrice de matérialité, permet de déterminer les risques et enjeux extra-financiers du Groupe. Cette matrice de matérialité concerne l'ensemble des risques RSE du Groupe, selon la méthodologie de cartographie des risques utilisée pour l'ensemble des cartographies existantes. Cette cartographie des risques a été coconstruite avec les collaborateurs particulièrement impliqués dans la mise en œuvre des actions RSE de leur périmètre ainsi qu'avec les équipes RSE. Par une approche mixte « Top/down et Bottom Up », la cartographie des risques RSE a été pilotée par l'équipe gestion des risques Groupe au travers d'un atelier d'intelligence collective et d'entretiens d'arbitrage avec des représentants de la Direction Générale.

La méthodologie, les échelles, la nomenclature et les outils utilisés pour la cartographie des risques RSE sont alignés avec ceux utilisés pour la cartographie des risques Groupe dont les résultats des risques majeurs sont présentés dans la partie « 4. FACTEURS DE RISQUES », page 147 ».

Une première phase d'identification des risques a été effectuée, ceux-ci ont été affectés aux 7 parties prenantes puis catégorisés en 7 grandes familles de risques définies au niveau de la méthodologie Groupe. Par la suite, chaque risque identifié a été évalué en risque brut par le multiple de la probabilité d'occurrence du risque et de son impact sur plusieurs axes (financier, image, juridique et business). Afin d'obtenir l'évaluation nette de chaque risque, les dispositifs de mitigation ont été identifiés ainsi qu'un niveau de maîtrise de ceux-ci. Les risques nets identifiés sont hiérarchisés afin d'identifier la stratégie de gestion des risques à adopter pour limiter la probabilité d'occurrence et le défaut d'anticipation de facteurs aggravants. Sur la base de ces éléments, un plan d'actions est proposé visant principalement le renforcement du contrôle interne et de la vigilance des opérationnels. Tout comme chaque cartographie des risques du Groupe, la cartographie des risques RSE sera mise à jour tous les 3 ans et revue annuellement en cas de modification ou d'incidents significatifs.

## 2.2.2 CARTOGRAPHIE DES RISQUES BRUTS

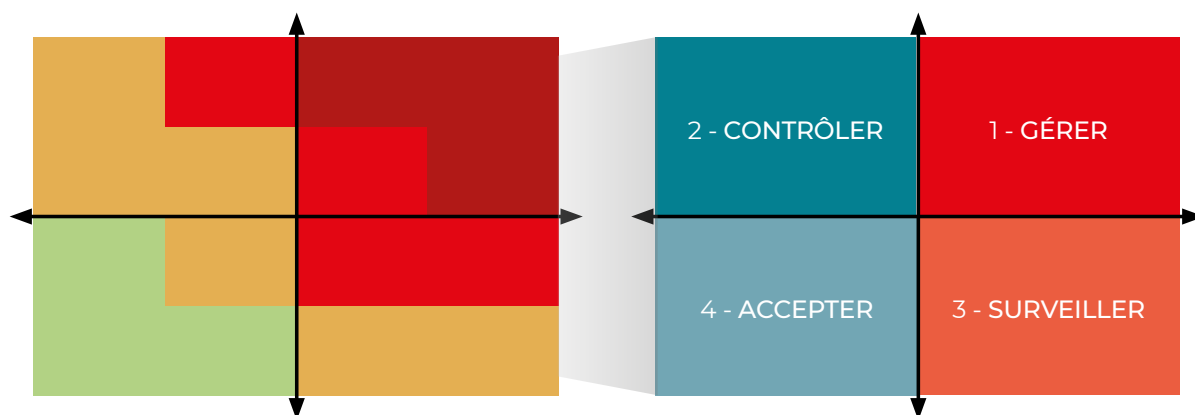
17 risques ont été identifiés dont 7 majeurs, 5 élevés, 2 modérés et 3 mineurs. 5 risques ont été également identifiés dans la cartographie des risques Groupe.



### Résultats de la cartographie des risques RSE – évaluation des risques bruts

- Capital humain
- Qualité et innovation
- Ethique et conformité des affaires
- Transition sociétale et numérique
- Alignement de la stratégie RSE avec les opérations
- Gestion des talents
- Sobriété énergétique
- Déploiement de la réglementation ESG
- Bâtiment durable et responsable
- Gestion de la sous-traitance
- Diversité et inclusion
- Sécurité des personnes
- Adaptation de nos SI
- Changement de destination des bâtiments
- Inadéquation des enjeux économiques versus environnementaux
- Lobby compliance
- Supply Risk management

Les résultats de la cartographie des risques RSE ont été présentés et validés par le Comité RSE du 12 décembre 2022 ainsi que par le Comité d'audit du 15 Décembre 2022.



### 2.2.3 RÉSULTATS DÉTAILLÉS ET ALIGNEMENTS AVEC LES ENJEUX STRATÉGIQUES

Une fois les risques cartographiés, une stratégie de gestion leur est affectée selon le modèle ci-dessous :

1 - **GÉRER** : risque majeur, à traiter en priorité

- Capital humain
- Qualité et innovation
- Ethique et conformité des affaires
- Transition sociétale et numérique
- Alignement de la stratégie RSE avec les opérations
- Gestion des talents
- Sobriété énergétique
- Déploiement de la réglementation ESG
- Bâtiment durable et responsable

2 - **CONTRÔLER** : risque récurrent, traité par les opérationnels

- 3 - **SURVEILLER** : Risque à surveiller, pouvant basculer en majeur
- Gestion de la sous-traitance
  - Diversité et inclusion
  - Sécurité des personnes
  - Changement de destination des bâtiments

4 - **ACCEPTER** : Risque non significatif

- Inadéquation des enjeux économiques versus environnementaux
- Lobby compliance
- Supply Risk management
- Adaptation de nos SI

La première catégorie nécessite une gestion prioritaire et comprend tous les risques bruts identifiés en majeurs et certains identifiés en élevés (9 risques) de la cartographie des risques RSE. L'alignement de ces risques avec la stratégie RSE/ESG Groupe (dont les actions et résultats sont détaillés ci-après) et avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies est présenté ci-dessous. Cette présentation inclut les indicateurs de performance et les catégories de parties prenantes associées.

À noter que les autres risques RSE sont également suivis dans leur dispositif de gestion et de mitigation par l'équipe RSE et leurs contributeurs.



**La contribution de GL events aux objectifs de développement durable de l'ONU**

« Les objectifs de développement durable nous donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. Ils répondent aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice » (Organisation des Nations Unies). Le Groupe GL events a sélectionné une dizaine d'ODD, adaptés à ses activités, son organisation humaine, géographique et à ses parties prenantes. C'est pourquoi, ils ont été pleinement intégrés à l'exercice de cartographie des risques afin de s'assurer de la cohérence des enjeux mondiaux avec les enjeux du Groupe et de ses parties prenantes.

Risque identifié	Niveau de risque brut	Correspondance Partie 4. Facteurs de risques	Indicateurs de performance
<b>Ethique et conformité des affaires</b>	Majeur	« ÉTHIQUE ET CONFORMITÉ DES AFFAIRES », page 150	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nb de collaborateurs formés</li> <li>Nb d'alertes reçues</li> <li>Nb d'enquêtes d'honorabilité</li> </ul>
<b>Capital humain</b>	Majeur	« CAPITAL HUMAIN », page 149	<ul style="list-style-type: none"> <li>Répartition des effectifs (âge, sexe, catégorie, ancienneté)</li> <li>Taux de fréquence des accidents du travail</li> <li>Taux de gravité des accidents du travail</li> <li>Évolution absentéisme</li> </ul>
<b>Transition sociétale et numérique</b>	Majeur	« TRANSITION NUMÉRIQUE », page 156 « TRANSITION SOCIÉTALE », page 157	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nb de prestataires issus de l'ESS</li> <li>Nb de collaborateurs formés et informés : ESS, cybersécurité, RSE, numérique</li> <li>Bilan carbone</li> <li>Nb d'innovations</li> <li>Enquête transports et mobilité</li> <li>Suivi des objectifs de -25 % des consommations d'énergie et des 100 Ha de panneaux photovoltaïques en 3 ans</li> </ul>
<b>Qualité et innovation</b>	Majeur	« QUALITÉ ET INNOVATION », page 155	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nb d'innovations et de partenariats</li> <li>Evolution des non-conformités/suivi des recommandations</li> <li>Taux de tri</li> <li>Nb d'entités certifiées/labelisées</li> <li>Nb de nouveaux produits et de lancement de nouveaux salons</li> </ul>
<b>Alignement de la stratégie RSE avec les opérations</b>	Majeur	« RSE ET OPÉRATIONS », page 153	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nb d'alertes internes reçues</li> <li>Respect des objectifs : -25 % consommation d'énergie, -25 % de consommables</li> <li>Taux de tri</li> <li>Nb de commentaires négatifs réseaux sociaux</li> <li>Nb d'idées (boîtes à idées collaborateurs)</li> <li>Enquêtes satisfaction clients</li> <li>Critères RSE du sourcing achats</li> </ul>
<b>Gestion des talents</b>	Majeur	Inclus dans le risque « CAPITAL HUMAIN », page 149	<ul style="list-style-type: none"> <li>Répartition des effectifs (âge, sexe, catégorie, ancienneté)</li> <li>Nb de stagiaires, alternants</li> <li>Heures de formations</li> <li>Taux d'emploi</li> <li>Effectifs par zones géographiques et par pays</li> </ul>
<b>Déploiement de la réglementation ESG</b>	Elevé	Non applicable	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evolution des notations extra-financières</li> <li>Nb et suivi des non-conformités des audits externes et internes ISO, sécurité et bâtiments</li> <li>Suivi des heures d'insertion</li> </ul>
<b>Sobriété énergétique</b>	Elevé	Non applicable	<ul style="list-style-type: none"> <li>Respect des objectifs : -25% consommation d'énergie, -25% de consommables</li> <li>Taux de tri</li> <li>Nb de communication faite autour des écogestes</li> <li>Suivi des consommations</li> <li>Bilan carbone</li> </ul>
<b>Bâtiment durable et responsable</b>	Elevé	Non applicable	<ul style="list-style-type: none"> <li>Respect des objectifs : -25% consommation d'énergie et de 100ha de panneaux photovoltaïques</li> <li>Taux de tri</li> <li>Bilan carbone</li> <li>Suivi des CAPEX (dont plan de relamping LED)</li> </ul>

# DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

UNE POLITIQUE RSE/ESG EN COHÉRENCE AVEC LES ENJEUX ET LE MODÈLE DU GROUPE GL EVENTS

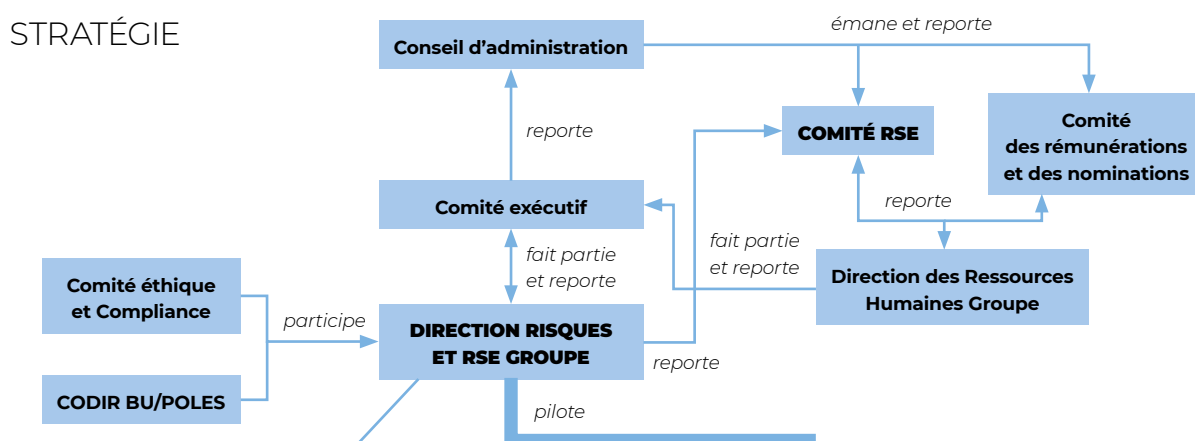


Parties prenantes principales	Déclinaison dans le plan stratégique RSE	Avancement du plan d'action et de mitigation	ODD principalement associé
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Fournisseurs/Sous-traitants</li> <li>— Partenaires/Apporteurs d'affaires</li> <li>— Collaborateurs</li> </ul>	3.3. Développer notre management éthique, entrepreneurial par la diversité	 Déploiement en cours et récurrence des actions	16. Paix, justice et institutions efficaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Collaborateurs</li> </ul>	3.3. Développer notre management éthique, entrepreneurial par la diversité	 Indicateurs et actions suivies	3. Bonne santé et bien-être 5. Égalité entre les sexes 8. Travail décent et croissance économique 10. Inégalités réduites
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Fournisseurs/Sous-traitants</li> <li>— Délégués/collectivités</li> <li>— Institutionnels</li> <li>— Visiteurs</li> <li>— Collaborateurs</li> <li>— Clients</li> </ul>	1.1 Baisser les consommations d'énergie 1.2 Favoriser les énergies renouvelables 1.3 Optimiser les transports et la mobilité 3.2 Systématiser les achats responsables et recours à l'ESS	 Déploiement accéléré des actions en 2022, à poursuivre en 2023	7. Energie propre et d'un cout abordable 11. Villes et communautés durables 12. Consommation et production responsables 13. Mesures relatives à la lutte contre le changement climatique
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Fournisseurs/Sous-traitants</li> <li>— Clients</li> <li>— Délégués/collectivités</li> <li>— Visiteurs</li> <li>— Collaborateurs</li> <li>— Partenaires/Apporteurs d'affaires</li> </ul>	2.2 Améliorer le tri et le valoriser 3.1 Développer les partenariats et actions GLO-CAL	 Capacité de résilience et d'innovation historique et démontré post crise	9. Industrie, Innovation et infrastructure 11. Villes et communautés durables 12. Consommation et production responsables 17. Partenariats pour la réalisation des objectifs
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Fournisseurs/Sous-traitants</li> <li>— Délégués/collectivités</li> <li>— Institutionnels</li> <li>— Visiteurs</li> <li>— Collaborateurs</li> <li>— Partenaires/Apporteurs d'affaires</li> <li>— Clients</li> </ul>	1.1 Baisser les consommations d'énergie 2.1 Limiter les déchets 2.2 Améliorer le tri et le valoriser 3.2 Systématiser les achats responsables et recours à l'ESS 3.3 Développer notre management éthique, entrepreneurial par la diversité	 Déploiement accéléré des actions en 2022, à poursuivre en 2023	9. Industrie, Innovation et infrastructure 11. Villes et communautés durables 12. Consommation et production responsables 17. Partenariats pour la réalisation des objectifs
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Collaborateurs</li> </ul>	3.1 Développer les partenariats et actions GLO-CAL 3.3 Développer notre management éthique, entrepreneurial par la diversité	 Renforcement prévu en 2023 des efforts de formation et de développement des talents	3. Bonne santé et bien-être 5. Egalité entre les sexes 8. Travail décent et croissance économique 10. Inégalités réduites
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Institutionnels</li> <li>— Délégués/collectivités</li> <li>— Collaborateurs</li> <li>— Clients</li> </ul>	3.2 Systématiser les achats responsables et recours à l'ESS 3.3 Développer notre management éthique, entrepreneurial par la diversité	 Accélération et préparation à l'intensification des réglementations en cours	13. Mesures relatives à la lutte contre le changement climatique 16. Paix, justice et institutions efficaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Fournisseurs/Sous-traitants</li> <li>— Délégués/collectivités</li> <li>— Institutionnels</li> <li>— Visiteurs</li> <li>— Collaborateurs</li> <li>— Partenaires/Apporteurs d'affaires</li> <li>— Clients</li> </ul>	1.1. Baisser les consommations d'énergie 1.2. Favoriser les énergies renouvelables 1.3. Optimiser les transports et la mobilité	 Plan de sobriété énergétique déployé, piloté et efficace	7. Energie propre et d'un cout abordable 11. Villes et communautés durables 12. Consommation et production responsables 13. Mesures relatives à la lutte contre le changement climatique
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Délégués/collectivités</li> <li>— Collaborateurs</li> <li>— Clients</li> <li>— Visiteurs</li> </ul>	1.1. Baisser les consommations d'énergie 1.2. Favoriser les énergies renouvelables	 Plan d'investissement long terme, suivi et en cours de déploiement	7. Energie propre et d'un cout abordable 11. Villes et communautés durables 13. Mesures relatives à la lutte contre le changement climatique

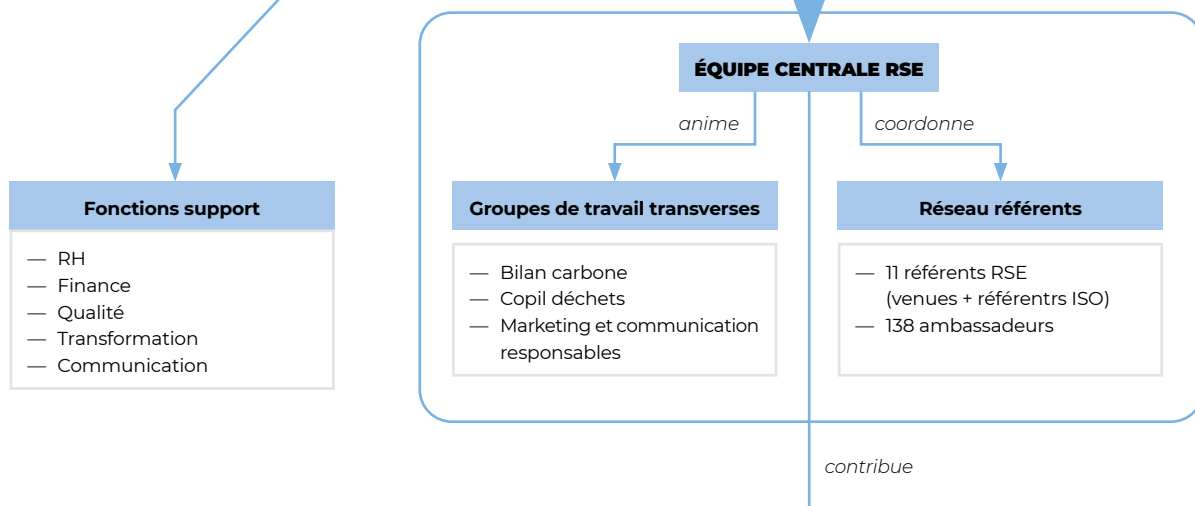
## 2.3 UNE GOUVERNANCE ET UNE ORGANISATION ADAPTÉES AUX AMBITIONS RSE/ESG DU GROUPE

Depuis sa création, l'aventure entrepreneuriale du Groupe GL events s'est fondée sur une culture de la responsabilité et du respect de son écosystème à tous les niveaux de l'entreprise. C'est dans cet esprit que la Direction Générale a souhaité engager dès 2009 une démarche spécifique de développement durable, assumant une dynamique pionnière de prise en compte systématique des enjeux sociaux et environnementaux. En 2022, le Groupe GL events s'est donné le moyen de ses ambitions en intégrant le 1<sup>er</sup> juillet au sein de son Comité exécutif une directrice risques et RSE Groupe en charge d'accélérer la transition environnementale et sociétale des activités. Cette organisation est synthétisée dans le schéma ci-dessous et détaillée ci-après :

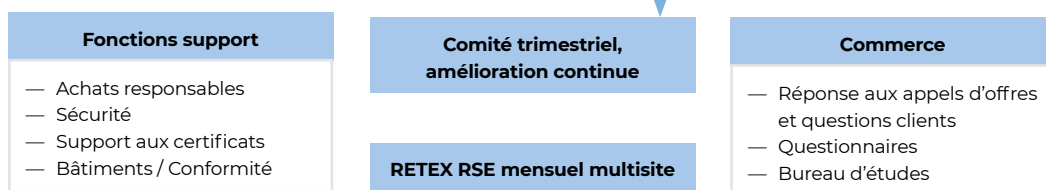
### STRATÉGIE



### MANAGEMENT



### OPÉRATIONS





## L'organisation de la gouvernance et de la stratégie RSE

### La Direction risques et RSE Groupe au sein du Comité exécutif

Cette Direction gère les activités d'audit, de contrôle interne et de gestion des risques avec une équipe dédiée en sus de la politique RSE/ESG du Groupe. Afin de garantir l'objectivité de la fonction audit interne, il a été convenu avec le Comité des rémunérations et des nominations qu'en cas d'audit ou de contrôle des activités RSE/ESG Groupe, cette mission sera confiée à un cabinet externe spécialisé et suivie par le Comité d'audit et le Comité RSE le cas échéant.

S'agissant de la RSE/ESG, la Direction risques et RSE Groupe a la charge de définir cette stratégie pour accompagner les transitions, la déployer, l'animer et s'assurer de la conformité de celle-ci avec le modèle d'affaires et la réglementation grandissante. À ce titre, elle rend compte régulièrement de l'avancement des travaux au cours des réunions du Comité exécutif La Directrice risques et RSE Groupe est également invitée permanente au sein du Comité éthique et compliance Groupe et participe régulièrement aux Comités de direction des Pôles ou BU. Elle travaille également en étroite collaboration avec la Direction des ressources humaines.

### La Direction risques et RSE Groupe représentée au Comité RSE

Tout comme la Directrice des ressources humaines, la Directrice risques et RSE Groupe est invitée permanente au Comité RSE. Ce Comité RSE présente aux membres du Conseil d'Administration un bilan des actions menées au cours de l'année. En 2022, le Comité RSE s'est réuni à deux reprises et a particulièrement traité l'examen de la Déclaration de Performance Extra-Financière en lien avec le Comité d'audit et des nouvelles orientations stratégiques RSE suite à la nomination d'Audrey CHAVANCY, Directrice risques et RSE Groupe.

### Le comité RSE

Constitué depuis 2015, le Comité RSE est composé de trois membres : Mesdames Fanny PICARD, Anne Sophie GINON et Sophie SIDOS.

En outre, Madame Sylvie FOUILLOUSE, en sa qualité de Directrice des ressources humaines Groupe, et Madame Audrey CHAVANCY, en sa qualité de Directrice Risques et RSE Groupe, sont invitées permanentes des réunions du Comité. Chaque réunion du Comité RSE fait l'objet d'un compte rendu présenté aux membres du Conseil d'administration. Au cours de l'exercice 2022, le Comité RSE s'est réuni deux fois avec un taux de participation de 100%. En amont de chaque réunion, les documents en support à l'ordre du jour sont mis à disposition des membres et invités.

Le Comité RSE donne aux membres du Conseil d'administration un avis sur les nouveaux enjeux RSE applicables au sein du Groupe (contexte réglementaire, marché, etc.) et leur présente un bilan des actions menées au cours de l'année.

Sans préjudice des compétences du Conseil, le Comité RSE est notamment chargé des missions suivantes :

- Examiner la stratégie, les ambitions, les politiques et les engagements du Groupe en matière de RSE (Éthique et conformité, Droits humains, Hygiène/Santé/Sécurité des personnes, Environnement, ressources humaines, responsabilité sociétale) et formuler des recommandations à cet égard ;
- S'assurer de l'ambition de la stratégie et des actions RSE menées et communiquées par le Groupe.

A ce titre le comité RSE :

- S'assure que l'organisation interne de la RSE est cohérente au regard de la stratégie visée ;
- Reçoit chaque année la présentation de la cartographie des risques RSE du Groupe ; il revoit, conjointement avec le comité d'audit, les risques et opportunités ainsi identifiés et est tenu informé de leur évolution et des caractéristiques des systèmes de gestion y afférent ;
- Examine les politiques, référentiels et chartes du Groupe sur les sujets RSE et s'assure de leur efficacité ;
- Donne un avis sur la déclaration annuelle de performance extra-financière et, de manière générale, de toute information requise par la législation en vigueur en matière de RSE et fait des recommandations pour les éditions suivantes ;
- Est informé des procédures de reporting des indicateurs extra-financiers (environnement, santé et sécurité, indicateurs et reporting sociaux) ;
- Procède à un examen annuel d'une synthèse des notations extra-financières réalisées sur le Groupe et propose des axes d'amélioration.

En 2022, le Comité RSE réuni a particulièrement traité l'examen de la Déclaration de Performance Extra-Financière en lien avec le Comité d'audit ainsi que des nouvelles orientations stratégiques RSE du fait de la nomination d'Audrey CHAVANCY, Directrice Risques et RSE Groupe et membre du Comité Exécutif.

### Le management de la politique RSE

La Directrice risques et RSE Groupe anime une équipe centrale dédiée, dont les projets sont repartis par activités/pôles, ainsi qu'un réseau de plus de 150 référents. Ce réseau de référents est animé chaque semaine par une communauté Teams et une base documentaire dédiée. L'équipe centrale RSE anime des groupes de travail transverses comme le COPIL déchets, le groupe bilan carbone et le groupe marketing et communication responsables en 2022. Ces groupes de travail se réunissent régulièrement et sont composés de contributeurs des opérations et des fonctions supports. Ces fonctions support contribuent toutes au déploiement des actions RSE/ESG Groupe que ce soit via les achats responsables, la communication et la prévention du greenwashing, la finance et l'IT pour la remontée et la qualité des données du bilan carbone, le service qualité pour l'amélioration continue des opérations ou encore les ressources humaines (point mensuel).

### Le déploiement opérationnel de la politique RSE

Afin que les orientations stratégiques s'infusent et se concrétisent au sein de chaque métier, l'équipe RSE contribue aux opérations par l'intermédiaire des achats responsables et recours à l'ESS (mise en place de guide d'éco-organismes, chartes achats responsables, veille prestataire...), des responsables sécurité et de bâtiments (par la création de la digitalisation du suivi de la conformité bâtiment et sécurité sur le périmètre France Venues et Live en 2022) et par la qualité et le support aux certifications et labélisation des entités. En parallèle, l'équipe RSE travaille en étroite collaboration avec les équipes commerciales afin de répondre aux appels d'offres (notamment Grands Projets Internationaux), aux questionnaires clients et fournisseurs mais aussi à la communication responsable des événements. Ainsi, pour prendre en compte régulièrement les besoins clients et demandes fournisseurs, la Direction Risques et RSE rassemble tous les mois les équipes marketing et communication des pôles et du corporate afin de répondre au mieux aux besoins identifiés et à venir.

Pour animer cette démarche opérationnelle et à partir du second semestre 2022, la Direction Risques et RSE Groupe

a mis en place des sessions mensuelles de RETEX (« Retour d'Expériences ») par Teams sur une thématique RSE (en 2022, la démarche de certification ISO20121, les réglementations Food & Beverage et le pilotage du plan de sobriété énergétique) regroupant plus d'une centaine de managers

### Les outils de pilotage

La Direction risques et RSE s'appuie sur différents outils et process afin de piloter sa politique RSE/ESG, à savoir :

- Les outils collaboratifs et de gestion documentaire que sont Teams et l'intranet My GL events
- Le process de reporting environnemental : ce process annuel existant va être affiné en 2023 par un reporting trimestriel et par entité
- Le bilan carbone : ce projet mené fin 2022, avec la forte contribution des fonctions supports et opérationnelles, constitue la base de travail de la stratégie « moins de carbone » du Groupe. L'avancement et les résultats de ce bilan carbone ont été présentés en Comité exécutif et feront l'objet d'une stratégie dédiée portée par le Comité exécutif sur le premier trimestre 2023. Cette feuille de route sera pilotée opérationnellement par le responsable

et d'ambassadeurs RSE, multi-métiers. Un Comité trimestriel d'amélioration continue a également été mis en place avec les fonctions RSE, qualité et audit interne afin de mettre en commun la veille réglementaire, le suivi des non-conformités et un plan d'actions dédié.

reporting RSE et projets Carbone dont l'arrivée est prévue début mars 2023.

- Un système de management environnemental performant par entités : 41 entités du groupe sont certifiées ISO 20121 et/ou ISO14001 et/ou ISO9001 en 2022. À date de rédaction de ce document, cinq nouvelles entités ont pour projet la certification ISO20121 en 2023.
- Des process en place par entité : La Direction risques et RSE Groupe a pour projet l'implémentation en 2023 pour toutes les entités du Groupe en France comme à l'international de déploiement des Golden Rules for Safety and Security et des CSR/ESG Golden Rules afin d'harmoniser l'ensemble des pratiques de gestion de la sécurité, sûreté et de la RSE/ESG.

### La performance extra-financière notée et suivie



Comme chaque année et depuis 2015, le Groupe GL events est noté par Gaia Research, agence de notation de performance ESG, sur 170 critères sociaux, environnementaux, de gouvernance et parties prenantes externes. Les résultats annuels détaillés de cette campagne d'évaluation sont systématiquement présentés en Comité exécutif du Groupe ainsi qu'aux émanations du Conseil d'administration, que sont le Comité RSE et le Comité d'audit.

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021
<b>Classement national</b>	N/A	86°/400	161°/371
<b>Classement sectoriel</b>	N/A	21°/78	35°/76
<b>Classement par catégorie de chiffre d'affaires</b>	46°/86	15°/85	101°/176
<b>Note ESG / 100</b>	61	57	59

Marqués par deux ans de crise COVID, l'évolution des critères ESG, la notation GAIA et le plan d'action afférent sont particulièrement suivis par la Direction risques et RSE Groupe et également par la Direction des ressources humaines et la Direction Générale finance et investissements.

Cette performance extra-financière s'illustre également dans les notations EcoVadis qu'obtiennent localement certaines entités du Groupe ; pour exemple, l'agence Live! By GL events a obtenu la médaille d'or Ecovadis 2023 pour sa performance RSE ou encore la médaille d'argent pour Spaciotempo début 2023.

## 2.4 UN GROUPE RÉSILIENT QUI S'ADAPTE À LA TRANSITION NUMÉRIQUE ET SOCIÉTALE

Depuis quelques années, les métiers de l'événementiel sont de plus en plus impactés par les innovations technologiques. Se transformer numériquement, c'est également accompagner nos clients, partenaires et collaborateurs dans cette transition tout en s'assurant de notre cœur de métier « Et les Hommes se rencontrent » (mise en place d'une conduite de changement, d'une gouvernance et de formation). Accélérée par la crise sanitaire ainsi que par la crise environnementale, ce risque lié à la transition numérique se compose en innovation produits et innovation de services au profit d'une meilleure expérience client. Ces innovations sont en lien avec les enjeux de transition sociétale et écologiques actuels.

Le groupe étant leader dans la production événementielle, la promotion de salons et la gestion de lieux dédiés à l'événementiel, le groupe est force de propositions sur les nouvelles solutions événementielles digitales. Au cours des dernières années, avec la création de la Direction de la transformation digitale opérant en support aux trois pôles du Groupe, des nouvelles offres ont été proposées avec notamment la création d'un studio TV, la mise en place de marketplace, une offre de streaming d'un événement en parallèle ou non d'un événement en présentiel. La diversification de nos offres permet de combiner un événement sur plusieurs sites de manière physique, connectée et synchronisée afin que les hommes se rencontrent.

Ainsi, certains de nos salons ont transformé leur format en phygitale (solution hybride entre le présentiel et le digital) ou encore d'autres salons et événements ont réitéré pour une édition 100% digitale. Ainsi, à l'occasion de la sortie « d'Oxymore », la nouvelle création immersive du compositeur Jean-Michel

Jarre, GL events a collaboré avec le compositeur de musique électronique. Le public a pu rejoindre une expérience réelle au Palais Brongniart à Paris, ainsi qu'une expérience virtuelle (en réalité virtuelle (VR)) sur les médias sociaux en 2D, via un VR Chat et dans le Métavers d'OXYVILLE créé pour l'évènement. La transition numérique s'opère également dans les méthodes de travail. Le service marketing de chaque pôle a à sa charge d'effectuer une veille sur les nouvelles attentes du marché et déploie des stratégies de gestion des comptes des réseaux sociaux adaptées en conséquence. La transition numérique s'opère également dans les méthodes de travail proposées aux collaborateurs. Des formations sur la gestion des réseaux sociaux ou encore un accompagnement des ressources humaines dans l'aide au choix des demandes de formation à des nouveaux outils/technologies sont proposées. Le travail à distance a été facilité par le déploiement des solutions Microsoft Office avec l'instauration d'outils collaboratifs tels que Teams et Yammer. La Direction des systèmes d'information a également adapté les outils à cette nouvelle mobilité : renforcement des protections numériques, déploiement de solutions d'authentification à multi facteurs (MFA), digitalisation d'outils métiers, déploiement en septembre 2022 du nouvel intranet groupe « My GL events ». Ce nouvel outil permet de centraliser l'ensemble des informations groupe sous format digital. Ce déploiement sera accompagné notamment par une campagne de sensibilisation et de formation avec la mise en place en 2023 d'un réseau d'ambassadeurs « My GL events ». Ce réseau constitué par des collaborateurs volontaires du groupe a pour objectif d'accompagner le changement par des sessions d'information et de prévention



### 3. LES VALEURS ÉTHIQUES ET LE CAPITAL HUMAIN EN FONDAMENT DE LA POLITIQUE RSE/ESG

Conformément à ses valeurs (« Et les Hommes se rencontrent »), le Groupe a toujours eu à cœur le capital humain comme un actif stratégique, au cœur de sa performance financière et extra-financière. Les fondements entrepreneuriaux et pionniers des valeurs historiques et incarnées du Groupe s'illustrent notamment par son éthique et sa démarche anticorruption mais aussi par les fondamentaux d'une politique sociale et RSE que sont la sécurité et le cadre de travail.

Depuis toujours, le Groupe reconnaît les principes directeurs de l'ONU sur les droits de l'homme et promeut, dans l'exercice des activités, le respect des droits fondamentaux (respect des droits de l'homme et des normes internationales du travail). Cependant, au travers de sa gestion des risques et des cartographies existantes, le Groupe ne considère pas le risque lié au respect des droits de l'homme comme étant un risque spécifique.

#### 3.1 UNE ÉTHIQUE ET DES VALEURS FORTES ILLUSTRÉES PAR LA DÉMARCHE ANTICORRUPTION

##### Nos valeurs

Le Groupe GL events a toujours eu la volonté d'ancrer son développement dans le respect de valeurs fortes et d'agir en entreprise responsable. Les activités de GL events s'inscrivent dans une démarche concrète d'intégrité et de respect des standards français et internationaux, en matière d'éthique et de compliance.

À ce titre, le Groupe a formalisé une Charte éthique qui a été déployée auprès de tous les collaborateurs au cours de l'année 2017. Il matérialise les dix principes fondamentaux qui ont vocation à guider chacun d'entre eux dans leurs décisions et actions.

Ainsi, la Charte éthique du Groupe couvre des principes tels que :

- L'équité et la diversité
- Le respect des partenaires commerciaux, des clients, des fournisseurs et des concurrents
- La préservation de l'image et la protection des actifs du Groupe
- La protection de la confidentialité des données
- La neutralité politique et syndicale
- La transparence et la gestion des conflits d'intérêts
- La transparence dans les transactions financières et dans la comptabilité
- La lutte contre la corruption
- La loyauté à l'égard des actionnaires

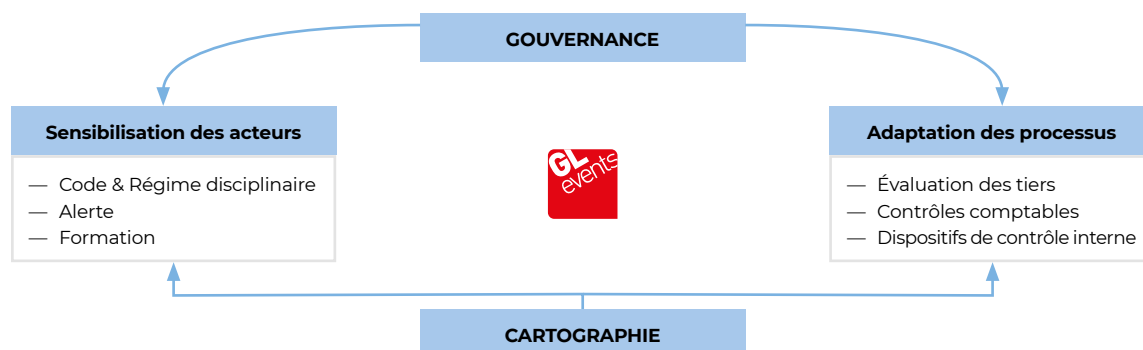
##### Notre programme

Dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue et en vue de se conformer aux exigences de la loi du 9 décembre 2016 (dite loi « Sapin 2 »), GL events a également mis en place un programme de prévention des faits de corruption et de trafic d'influence.

Notre programme s'articule autour de deux grands axes qui sont :

- La **sensibilisation des collaborateurs** afin de les rendre acteurs du programme
- L'**adaptation des processus opérationnels** afin de maîtriser au mieux les risques

La pierre angulaire de notre programme est la cartographie des risques de corruption et de trafic d'influence de GL events, qui a permis l'élaboration d'un programme adapté animé par l'engagement des instances dirigeantes (« tone from the top »).



### L'organisation compliance

Dès 2017, GL events a déployé une organisation compliance dédiée à l'animation de l'ensemble du programme anticorruption à travers le Groupe. Actuellement, cette organisation est articulée autour de plusieurs acteurs, dont notamment un Ethic Officer, une équipe compliance au niveau du Groupe (une coordinatrice compliance et une juriste compliance), des référents compliance au sein des filiales, et un Comité éthique Groupe.

Cette organisation s'appuie également sur plusieurs autres acteurs qui incluent des responsables du département de l'audit interne et du contrôle interne, des responsables du département des ressources humaines, des responsables du département finance et des responsables du département juridique. Cette organisation transversale a notamment pour objectif de créer une synergie autour du programme éthique du Groupe.

### L'engagement de l'instance dirigeante

La Direction Générale a initié la démarche de mise en conformité avec la loi Sapin 2 au sein du Groupe. Depuis, elle porte le projet, arbitre les orientations prises dans la construction du dispositif et diffuse les messages.

Le Code de conduite anticorruption, ainsi que la Charte éthique du Groupe sont introduits par le Président Directeur Général du Groupe, Olivier GINON – qui réaffirme la poursuite des objectifs dans le respect des valeurs éthiques auxquelles est attaché le Groupe.

Ce dernier rappelle notamment le principe de tolérance zéro vis-à-vis de la corruption. De plus, si le code a été présenté en 2019, il a de nouveau été envoyé par e-mail par le Président à l'ensemble des collaborateurs en France et en Belgique en novembre 2021.

En outre, le Comité éthique est composé de 4 membres du Comité exécutif et d'un Directeur Général Adjoint. Il se réunit mensuellement. Au-delà du traitement des alertes, le Comité peut être amené à prendre position en ce qui concerne plus largement la politique anticorruption du Groupe.

Par ailleurs, le Directeur Général ainsi que l'Ethic Officer, membres du Comité exécutif, interviennent régulièrement auprès des directeurs de BU pour rappeler l'importance des enjeux liés à la prévention de la corruption et du trafic d'influence. La dernière intervention a eu lieu en novembre 2022 lors d'un séminaire réunissant plus d'une centaine de directeurs du Groupe basés en France et à l'étranger.

Enfin, le Comité exécutif, le Conseil d'administration et le Comité d'audit, sollicitent régulièrement l'organisation compliance sur l'avancement de ses travaux.

Lors de chaque Comité d'audit et Conseil d'administration, l'Ethic Officer rend compte de l'avancement du déploiement du programme Sapin 2 aux Administrateurs.

### La cartographie des risques de corruption

La cartographie a été présentée et validée par la Direction Générale en mai 2019 puis présentée au Comité d'audit de juillet de la même année, ainsi qu'au Conseil d'administration.

Afin d'en préparer l'actualisation en 2022, un audit de la cartographie a été mené à l'été 2020 prenant en compte les dernières recommandations de l'AFA à la suite des premiers contrôles. Les résultats de l'audit ont été transmis à la Direction Générale et à l'équipe compliance Groupe, ainsi qu'au Comité d'audit du 8 décembre 2020 et au Conseil d'administration.

Par ailleurs, les risques identifiés lors de la cartographie des risques de corruption et de trafic d'influence ont été intégrés au sein de la cartographie générale du Groupe. Les résultats de cette première cartographie ont permis d'identifier les zones de risques et d'établir un plan d'action adapté.

En juillet 2022, les équipes compliance et risques et contrôle interne ont conjointement lancé les travaux de mise à jour de la cartographie. Ces travaux sont toujours en cours de réalisation. Une première présentation des résultats au Comité d'audit est prévue pour mars 2023.

La méthodologie adoptée repose sur la tenue d'entretiens individuels et d'ateliers collectifs. Le panel des personnes interrogées est très large (une centaine de personnes) et assure la représentativité des métiers, qu'ils soient opérationnels ou de direction tout en prenant en compte les différentes zones géographiques où est implanté le Groupe.

En fonction des résultats obtenus, un nouveau plan d'action sera établi au premier semestre 2023.

### Le code de conduite anticorruption

En 2018, le Groupe GL events s'est doté d'un Code de conduite anticorruption, sur le modèle du code Middledenext. Il a été communiqué à tous les collaborateurs par la Direction Générale et est introduit par le Président Directeur Général de GL events.

Ce Code de conduite anticorruption se réfère notamment à la Convention des Nations Unies contre la corruption et s'attache à lutter contre toutes les formes de corruption. Il est annexé aux règlements intérieurs des entreprises du Groupe. Par ailleurs, des fiches réflexes ont été annexées au Code en janvier 2020, afin de fournir aux collaborateurs des exemples concrets de situations à risques au regard des activités du Groupe (« Fiches réflexes ») et sur la base des risques identifiés lors de la cartographie des risques de corruption et trafic d'influence.

Enfin, des procédures opérationnelles ont été déployées en parallèle, prévoyant des contrôles clefs sur les zones de risques identifiées :

- Une procédure relative à la « gestion des conflits d'intérêts »
- Une procédure relative aux « cadeaux, invitations et marques d'hospitalité »
- Une procédure relative aux « dons, mécénat et Sponsoring »

L'ensemble de ces documents sont traduits dans les 9 langues officielles du Groupe et sont mis à jour régulièrement.

Un « SharePoint Compliance » accessible par l'ensemble des collaborateurs du Groupe a été déployé en 2021 pour permettre un accès facilité à l'ensemble des politiques, procédures et outils qui composent le dispositif compliance. Celui-ci est organisé par zones géographiques afin de respecter les spécificités de chacun des pays dans lequel GL events est implanté.

Enfin depuis septembre 2022, une page intranet dédiée à l'éthique et à l'anticorruption a été créée et facilite encore davantage l'accès à ces politiques et procédures.

### Le dispositif d'alerte interne

Le Groupe GL events a mis en place un dispositif d'alerte interne conformément aux dispositions des articles 6, 8 et 17 de la loi Sapin 2 tels que modifiés par la Loi du 21 mars 2022 relative à la protection des lanceurs d'alertes.

Le Groupe a fait le choix d'un dispositif d'alerte unique (article 8 et 17 de la loi Sapin 2). Ce dispositif est ouvert à l'ensemble des collaborateurs du Groupe ainsi qu'aux collaborateurs

extérieurs ou occasionnels. Depuis le mois de novembre 2022, le dispositif est également ouvert aux partenaires commerciaux du Groupe.

Une procédure relative à l'alerte interne présente le dispositif, ses règles ainsi que la protection accordée aux lanceurs d'alertes. Ainsi, cette procédure d'alerte prévoit quatre canaux de remontée en interne :

- La voie hiérarchique : un supérieur hiérarchique, direct ou indirect ;
- Les ressources humaines ;
- Le service compliance ;
- Plateforme Whispli : l'alerte peut également être remontée de manière anonyme en utilisant une plateforme externe mise à disposition à l'adresse : <https://glevents.whispli.com/alertes>

Toute alerte remontée via le dispositif d'alerte fait ensuite l'objet d'une évaluation par le Comité éthique sur la base du rapport de recevabilité transmis par le récipiendaire. Au regard de l'ensemble des informations communiquées, le Comité d'éthique statue collégialement en faveur de la recevabilité ou non de l'alerte et de l'ouverture en fonction d'une investigation qui sera réalisée par l'audit interne.

Le rapport d'investigation est communiqué par le responsable de l'investigation au Comité éthique qui statue sur les mesures appropriées à adopter si l'alerte est corroborée, à savoir des sanctions disciplinaires ; un plan de remédiation si des défaillances ou des faiblesses au niveau des procédures et contrôles mis en place ont été identifiées.

Le dispositif d'alerte est régulièrement représenté aux collaborateurs à l'occasion de différentes actions de communication (intervention lors de divers comités, webinaire, formation en présentiel, newsletters) et le lien est disponible en tout temps sur l'intranet My GL events.

### **L'évaluation de l'intégrité des tiers**

Le Groupe GL events a mis en place une procédure d'évaluation de l'intégrité de ses tiers dits « à risque ». L'évaluation des tiers sous l'angle anticorruption permet à GL events d'exercer une vigilance accrue sur l'intégrité des tiers avec lesquels elle est en relation ou envisage d'entrer en relation.

Les évaluations portent en priorité sur les tiers qui, après un travail d'identification des risques sur la base de la cartographie Sapin 2 et de la jurisprudence, peuvent présenter un risque d'exposition à la corruption (pays, activité, typologie de l'opération).

Ainsi, préalablement à la signature de tout contrat avec ces tiers identifiés comme à risque, le service compliance du Groupe réalise des investigations ayant notamment pour objet de savoir si le tiers, ses bénéficiaires effectifs ou dirigeants sont présents sur des listes de sanctions nationales ou internationales ; ont fait l'objet d'informations défavorables, d'allégations, de poursuites ou de condamnations pour atteintes à la probité (corruption, trafic d'influence, favoritisme, blanchiment, etc.) ; sont des agents publics ou des personnes politiquement exposées ; disposent de politiques de conformité effectives. L'intensité des investigations varie selon la segmentation des tiers par catégorie, le niveau de risque et les résultats donnés par les investigations préliminaires. Elles sont également adaptées au regard de la relation contractuelle envisagée.

En fonction des éléments ci-dessus, l'investigation est réalisée soit en interne par le service compliance à l'aide notamment de questionnaires et d'un logiciel spécialisé en matière d'enquête d'intégrité, soit en externe par un cabinet d'intelligence économique.

L'identification de facteurs de risques n'interdit pas la relation mais conduit le Groupe à prendre les mesures appropriées de prévention et de détection de la corruption (exemple : information du tiers de l'existence du programme anticorruption, clause anticorruption renforcée, clause d'audit). Néanmoins, la présence d'un grand nombre de « red flags » peut conduire le Groupe à renoncer à entrer en relation avec le tiers concerné.

### **Le programme de formation**

Les campagnes de formation sur les risques de corruption et de trafic d'influence sont portées par le service compliance avec le support du département des ressources humaines. Dans le cadre du déploiement du dispositif de formation anticorruption Sapin 2, une liste du personnel exposé en termes de corruption et de trafic d'influence a été élaborée. Ont notamment été inclus dans cette liste les collaborateurs ayant le pouvoir d'engager la société – notamment les commerciaux (et en priorité ceux en lien avec les collectivités publiques, les grands projets et les clients institutionnels), les acheteurs et tous les autres collaborateurs en lien avec des tiers publics. Une première campagne de formation des cadres et du personnel exposé a été menée au mois de juillet 2019 (8 et 9 juillet) :

- Un module général ou tronc commun – abordant les différentes notions de corruption et de trafic d'influence, les risques (sanctions pénales, réputationnelles, etc.), le programme anti-corruption de GL events, ainsi que des cas pratiques concrets inspirés de la cartographie des risques
- Un module complémentaire ou atelier de perfectionnement en fonction du poste/activité ou du pays du collaborateur parmi les six décrits ci-dessous (4 ateliers thématique et 2 ateliers pays) :
  - Atelier pratique « Fonction Commerce » (atelier thématique)
  - Atelier pratique « Fonction Achats » (atelier thématique)
  - Atelier pratique « Fonction Grands Projets » (atelier thématique)
  - Atelier pratique « Tiers Publics » (atelier thématique)
  - Atelier pratique « Brésil » (atelier pays)
  - Atelier pratique « Chine » (atelier pays)

Une nouvelle campagne de formation a été lancée en 2022 en France et à l'étranger.

À l'étranger, les équipes des filiales situées au Qatar, au Brésil et au Chili ont été à nouveau formées au premier semestre 2022 respectivement par l'Ethic Officer et le référent de la zone Amérique Latine. Il est également prévu en 2023 de renouveler la formation des équipes situées en Chine.

En France, le Conseil d'administration, le Comité exécutif et les directeurs du pôle Live ont à nouveau suivi une formation à l'automne 2022 par un avocat spécialisé en droit pénal des affaires et compliance (durée de 3h30). Des sessions similaires à destination des directeurs des pôles Venues et Exhibitions sont prévues au 1<sup>er</sup> semestre 2023.

Par ailleurs, une nouvelle campagne de formation destinée à l'ensemble des cadres et des collaborateurs exposés du Groupe (estimés à environ 1 000 personnes) a été lancée en novembre 2022. Le support de formation a été élaboré avec l'aide d'un prestataire externe professeur de Droit. Ces sessions de formation d'une durée de 3 heures sont dispensées en présentiel et par groupe de 15 personnes afin de permettre un vrai temps de partage et d'échange. Elles sont animées par l'équipe compliance sur plusieurs sites du Groupe. À la fin de chaque formation, une séance de quizz sur support interactif est proposée afin de permettre aux participants de s'autoévaluer.



Ces sessions sont programmées toutes les 3 semaines à partir de novembre 2022. Les premières sessions ont été dédiées au groupe de travail «Paris 2024». Ces formations seront ensuite déployées par BU ou « Grands projets » en fonction de leur exposition.

Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation à destination de l'ensemble des collaborateurs sont régulièrement initiées (page intranet dédiée, livret d'accueil, newsletters, webinaire diffusé en direct et accessible en replay depuis novembre 2021).

### Contrôles comptables

Ce pilier est piloté par le Contrôle interne via une campagne de contrôles et les travaux de révision menés en première ligne par les équipes comptables. Cette campagne concerne l'ensemble du périmètre Groupe et comprend une analyse détaillée et documentée des postes comptables suivants : cadeaux clients, invitations, dons, mécénat, sponsoring, commissions, honoraires exceptionnels, gratuité, remises, rabais, ristournes.

Une check-list a été transmise à l'ensemble des responsables comptables et financiers pour faciliter le contrôle de 1<sup>er</sup> niveau. En 2022 et 2023, cette campagne est complétée par une refonte du plan de contrôle interne en fonction de la cartographie des risques de corruption et de trafic d'influence mise à jour et par des contrôles automatisés permanents effectués par un outil de datavisualisation dans le cadre d'une mission confiée au cabinet PwC sur un nombre d'entités sélectionné.

### Audit et contrôle interne

Des contrôles spécifiques des mécanismes pouvant masquer des faits de corruption sont intégrés dans les travaux des audits internes d'entités (process cash disbursement, achat et ventes). Des investigations spécifiques sont également menées par l'équipe audit interne via le processus de traitement des alertes internes et/ou de remontée des incidents (fraude, etc...). En 2023, un contrôle des « Golden Rules » dédiées à la prévention de la fraude sera effectué spécifiquement sur certaines entités du Groupe.

## 3.2 UNE POLITIQUE FINANCIÈRE ET FISCALE TRANSPARENTE

Le Groupe GL events applique une politique fiscale qui consiste à :

- Respecter toutes les lois et conventions fiscales internationales en vigueur ;
- Payer l'impôt juste ;
- S'assurer que le risque fiscal est géré ;
- Appliquer des choix fiscaux qui correspondent à la substance économique de ses activités ;
- Avoir une démarche responsable avec les autorités fiscales.

Au titre de l'exercice 2022, aucune réclamation sur ces points n'a été constatée dans le cadre des activités du Groupe lors de la mise en œuvre des mesures de contrôle interne appropriées. Par ailleurs, en octobre 2022, le Groupe GL events a souscrit une Obligation Relance sustainability-linked afin de financer une partie de ses capex opérationnels. Ces fonds seront notamment utilisés pour accélérer sa transition énergétique, renouveler son matériel locatif et renforcer ses outils digitaux. Pour la première fois, le Groupe a souhaité adosser des critères ESG à un financement.

## 3.3 LES HOMMES ET LES FEMMES DU GROUPE – PRÉSENTATION DES EFFECTIFS

L'année 2022 est pour le Groupe GL events l'année du rebond et d'une forte activité. L'enjeu social du Groupe a été d'intégrer les ressources qualitativement et quantitativement au service de cette reprise et de fidéliser les compétences clefs.

Dans la poursuite du rebond du deuxième semestre 2021, accompagner le retour à une croissance économique partagée, et permettre la pérennité de l'emploi et le développement du Groupe dans la durée ont été les moteurs de la politique sociale du Groupe.

L'ensemble des actions a visé la sécurité de chacun, la protection de l'emploi dans la durée, le maintien et le développement des savoir-faire, l'évolution des compétences et l'engagement de chacun pour le futur du Groupe.

Dans une période de pleine activité, le Groupe GL events renforce son engagement en faveur de l'inclusion.

La cohésion autour de ces enjeux a permis la poursuite des efforts collectifs de tous tout au long de l'année, au service d'une reprise d'un niveau sans précédent.

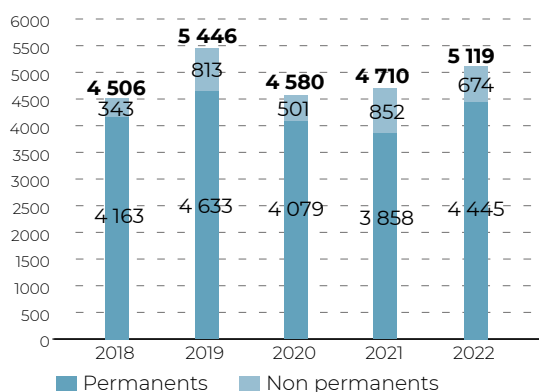
### 3.3.1 UNE CROISSANCE DE 15,2 % DES EFFECTIFS INSCRITS PERMANENTS, ET DE 8,6 % DES EFFECTIFS INSCRITS TOTAUX ENTRE LE 31/12/2021 ET LE 31/12/2022

Au 31/12/2022, les effectifs totaux du Groupe GL events représentent 5 119 personnes, soit une progression par rapport au 31/12/2021 de 8,6 %, après une année 2021 de croissance de 2,83 %, en lien avec le rebond de l'activité.

C'est la croissance de l'emploi permanent qui est la plus significative, avec une augmentation de 587 personnes entre le 31/12/2021 et le 31/12/2022, soit 15,2 % de croissance, pour atteindre de 4 445 personnes en effectifs inscrits permanents. Cette augmentation de 15,2 % de l'effectif permanent résulte de la reprise qui s'est inscrite dans la durée depuis le deuxième semestre 2021.

À l'inverse, par rapport au 31/12/2021, les effectifs non permanents ont diminué de 178 personnes.

**EVOLUTION DES EFFECTIFS INSCRITS,  
PERMANENTS ET NON PERMANENTS  
(au 31/12 – Période 2018 – 2022  
– Périmètre Groupe)**



**RÉPARTITION DES EFFECTIFS INSCRITS, PERMANENTS ET NON PERMANENTS, PAR ACTIVITÉ  
(Période 2019 – 2022 – Périmètre Groupe)**

	31/12/2019		31/12/2020		31/12/2021		31/12/2022	
	Effectifs	Répartition	Effectifs	Répartition	Effectifs	Répartition	Effectifs	Répartition
Holding	245	4 %	210	5 %	221	5 %	228	4 %
Exhibitions	597	11 %	557	12 %	567	12 %	571	11 %
Live	3 449	63 %	2 740	60 %	2 864	61 %	3 189	62 %
Venues	1 155	21 %	1 073	23 %	1 058	22 %	1 131	22 %
<b>Total</b>	<b>5 446</b>	<b>100 %</b>	<b>4 580</b>	<b>100 %</b>	<b>4 710</b>	<b>100 %</b>	<b>5 119</b>	<b>100 %</b>

La répartition des effectifs entre les différentes activités est stable entre 2021 et 2022 ; de façon durable, les effectifs des activités Live représentent plus de 60 % des effectifs globaux.

**RÉPARTITION DES EFFECTIFS INSCRITS, PERMANENTS ET NON PERMANENTS, PAR ZONE  
GÉOGRAPHIQUE (Période 2019 – 2022 – Périmètre Groupe)**

	31/12/2019		31/12/2020		31/12/2021		31/12/2022	
	Effectifs	Répartition	Effectifs	Répartition	Effectifs	Répartition	Effectifs	Répartition
Afrique	351	6 %	142	3 %	135	3 %	210	4 %
Amériques	624	11 %	371	8 %	388	8 %	613	12 %
Asie	929	17 %	938	20 %	1 070	23 %	980	19 %
Europe hors France	536	10 %	487	11 %	430	9 %	515	10 %
Total hors France	2 440	45 %	1 938	42 %	2 023	43 %	2 318	45 %
France	3 006	55 %	2 643	58 %	2 687	57 %	2 801	55 %
<b>Total</b>	<b>5 446</b>	<b>100 %</b>	<b>4 580</b>	<b>100 %</b>	<b>4 710</b>	<b>100 %</b>	<b>5 119</b>	<b>100 %</b>

La part des effectifs en France reste majoritaire à 55 %. Pour la première fois depuis 2019, les effectifs en Asie ont diminué en valeur absolue et en part relative, en lien avec la politique de gestion de la crise sanitaire dans cette zone, et ce notamment en Chine. La croissance du Groupe dans la zone Amérique, avec l'intégration de nouveaux sites notamment au Chili, se traduit par une augmentation en valeur absolue et en valeur relative des effectifs dans cette zone.

### 3.3.2 L'INTÉGRATION DE NOUVELLES COMPÉTENCES DANS LA PÉRIODE DE FORTE REPRISE POST CRISE SANITAIRE

Le Groupe a repris en 2022 un rythme d'intégration de nouveaux collaborateurs similaire à la période d'avant la crise sanitaire. L'analyse des mouvements de personnel dans une perspective plus durable s'effectue sur la base des effectifs permanents. L'effectif inscrit permanent global du Groupe s'élève au 31/12/22 à 4 445 personnes, et représente 87 % des effectifs globaux. Le turn-over pour l'ensemble du Groupe a diminué pour atteindre 20 %, soit un niveau quasi identique à celui de 2020. Le Groupe a procédé à l'intégration de 1 241 nouveaux collaborateurs permanents, après une année 2021 où les intégrations s'étaient limitées à 667 personnes. Ces intégrations ont été principalement liées à l'intégration de nouvelles sociétés, à des lancements d'activité, ou à des remplacements à la suite du turn-over subi, et ont permis l'intégration de nouvelles compétences.

#### MOUVEMENTS DES PERSONNELS PERMANENTS PAR ACTIVITÉ EN 2022

	Effectifs permanents au 31/12/2021	Embauches	Mobilités / titularisations	Départs	Effectifs permanents au 31/12/2022	Taux de turn over
Holding	184	52	3	-34	205	17 %
Exhibitions	459	106	16	-101	480	21 %
Live	2 356	770	150	-494	2 782	18 %
Venues	859	313	26	-220	978	23 %
<b>Total</b>	<b>3 858</b>	<b>1 241</b>	<b>195</b>	<b>-849</b>	<b>4 445</b>	<b>20 %</b>

Le turn-over est relativement homogène entre les différentes activités.

#### MOUVEMENTS DES PERSONNELS PERMANENTS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE EN 2022

	Effectifs permanents au 31/12/2021	Embauches	Mobilités / titularisations	Départs	Effectifs permanents au 31/12/2022	Taux de turn over
Afrique	127	10	2	-18	129	14 %
Amériques	347	310	8	-99	566	22 %
Asie	575	108	5	-99	589	17 %
Europe hors France	373	144	61	-93	485	22 %
Total hors France	1 422	580	76	-309	1 769	19 %
France	2 436	661	119	-540	2 676	21 %
<b>Total</b>	<b>3 858</b>	<b>1 241</b>	<b>195</b>	<b>-849</b>	<b>4 445</b>	<b>20 %</b>

53 % des intégrations, soit 661 personnes, ont été effectuées en France. Cela correspond à une répartition géographique cohérente avec la répartition globale des effectifs.

Le nombre d'intégrations sur la zone Amérique est particulièrement élevé, en lien avec une activité dynamique

### 3.4 UN CADRE DE TRAVAIL SÛR ET ÉPANOUISSANT

L'année 2022 a vu la poursuite des enjeux de sécurité sanitaire. Le Groupe a poursuivi le déploiement du télétravail et les protocoles sanitaires en vigueur dans les différents pays.

#### 3.4.1 PRÉVENIR LES RISQUES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

Un volet essentiel de la responsabilité sociale recouvre l'hygiène et la sécurité au travail des collaborateurs et des parties prenantes.

##### Prévenir les risques de sécurité au travail - Sécurité des hommes et des femmes sur chantier

Pour l'ensemble des opérations, des plans de prévention, plan général de coordination et PPSPS (plan particulier de sécurité et de protection de la santé) sont mis en place pour assurer la sécurité des salariés et des prestataires.

L'ensemble de nos collaborateurs intervenant sur chantier/entrepôts disposent d'un équipement de protection individuelles (EPI) adapté à leur poste et sont régulièrement sensibilisés aux différents risques afférents (formation, livret d'accueil sécurité, signalétique adaptée, etc.). Une procédure de gestion des accidents du travail ainsi que du process d'escalade est également en vigueur.

La sécurité forme un enjeu fondamental, notamment dans des métiers liés aux prestations de services : cela implique des règles strictes garantissant la sécurité de chacun sur les chantiers. Dans cette perspective, des formations sont conduites pour former aux dernières évolutions en matière de sécurité des personnes et de prévention des risques :

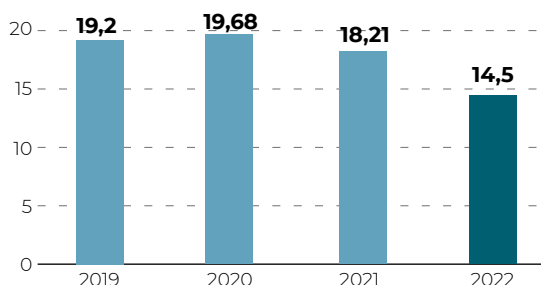
- CACES pour les conducteurs d'engins de chantier
- FIMO et FCOS pour les chauffeurs routiers



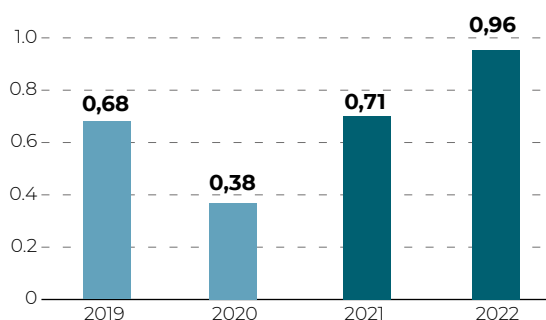
- Gestes et postures pour tous les salariés amenés à effectuer des manipulations et déplacements manuels
- Travail en hauteur et échafaudages
- Document unique
- SSIAP pour la sécurité incendie
- Sauveteur secouriste du travail
- Habilitation électrique

En 2022, le Groupe a maintenu ses efforts de formation dans le domaine de la sécurité, en s'attachant notamment au renouvellement des habilitations des populations concernées. Les formations dédiées à la sécurité ont représenté près de 62 % du total d'heures de formations dispensées en 2022 sur le périmètre monde.

#### ÉVOLUTION DU TAUX DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL (Période 2019 – 2022 – Périmètre France)

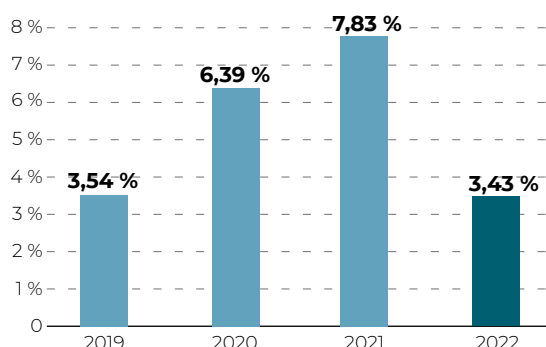


#### ÉVOLUTION DU TAUX DE GRAVITÉ DES ACCIDENTS DU TRAVAIL (Période 2019 – 2022 – Périmètre France)



Le taux de fréquence sur le périmètre France a largement diminué entre 2021 et 2022, et ce pour la deuxième année consécutive en période d'activité forte. La hausse du taux de gravité est avant tout liée à des arrêts plus longs.

#### ÉVOLUTION DE L'ABSENTÉISME (Période 2019 – 2022 – Périmètre France)



L'évolution du taux d'absentéisme, qui s'était fortement accru pendant la période de pandémie, décroît en 2022 pour atteindre un niveau inférieur à l'année 2019, malgré une année d'activité soutenue.

Par ailleurs, la sécurité sur nos chantiers est également primordiale et fait l'objet de contrôles réguliers de notre chaîne de sous-traitants. En 2022, en France, 1 522 opérateurs ont été contrôlés (sur 9 966 opérateurs) : 1,2 % d'entre eux ont été rappelés à l'ordre pour l'absence de port de leur EPI (casque ou chaussures de sécurité uniquement, aucun rappel concernant le travail en hauteur n'a dû être effectué).

#### Prévenir les risques de sécurité au travail – Sécuriser les collaborateurs

Un volet essentiel de la responsabilité sociale couvre l'hygiène et la sécurité au travail des collaborateurs. Dans la situation de reprise forte après les arrêts d'activité liés à la pandémie, l'accompagnement et la sécurité des collaborateurs sont des enjeux fondamentaux.

#### Poursuivre la sécurisation en situation de pandémie

2022 a vu la poursuite de la pandémie ainsi que l'évolution régulière des protocoles sanitaires et des politiques différentes selon les zones géographiques.

GL events, qui avait très rapidement déployé les protocoles sanitaires pour protéger les collaborateurs, les partenaires et les clients, a poursuivi ses efforts en la matière en les adaptant aux évolutions des situations locales.

Ces protocoles et consignes de sécurité ont été dispensés via des formations dédiées, puis adaptés aux dernières évolutions en matière de sécurité des personnes et de prévention des risques.

Ainsi, afin d'être conforme aux réglementations en vigueur et de proposer un environnement de travail sécurisé, le Groupe, avec le soutien de la cellule de crise sanitaire et des ressources humaines, a poursuivi ses plans d'actions par :

- Le maintien d'une organisation dédiée et centralisée en animant un réseau de plus de 60 référents sanitaires ;
- L'approvisionnement et la distribution des dispositifs sanitaires (masques, gel, divers équipements de protection sanitaire) ;
- L'adaptation d'une signalétique visible et harmonisée, permettant de garantir une circulation des flux et un respect de la distanciation physique ;
- La poursuite, dès que nécessaire, des protocoles sanitaires adaptés et ajustés pour garantir le respect des gestes barrières ;
- La poursuite de la sensibilisation des collaborateurs aux risques sanitaires par le biais d'un plan de communication et de sensibilisation dédié (publication sur le réseau d'entreprise YAMMER, newsletter dédiée, instauration d'actions en local telles qu'un centre de dépistage ponctuel et un centre de vaccination) ;
- La poursuite du télétravail a permis de limiter le risque de concentration des flux et de rassemblements. Pour d'autres postes, lorsque cela a été nécessaire, l'organisation du travail a été adaptée.

#### Prévenir les risques de sécurité des données - Cybersécurité et données personnelles

S'agissant de la prévention de la sécurité des données et particulièrement la cybersécurité, le Groupe GL events a renforcé ses actions de sensibilisation en communiquant de manière régulière des informations et des bonnes pratiques sous forme

de newsletters mensuelles destinées aux collaborateurs. Un groupe Yammer (réseau social interne) « Risk & Fraud » a également été créé pour notifier en temps réel les tentatives de fraude en cours au sein du Groupe et promouvoir les bonnes pratiques à adopter. Ces actions ont été complétées par des formations internes dédiées par fonction ou à la demande des directions d'entités. En 2022, plus de 141 personnes ont été formées ou sensibilisées au dispositif antifraude incluant des focus cybersécurité. D'une part, un RSSI (Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information) a rejoint le Groupe en 2021 et participe activement aux sessions de formation contre la fraude pour prodiguer les bonnes pratiques en matière d'hygiène informatique. Il contribue au contrôle interne informatique par le déploiement des outils documentaires et de supervision (déploiement généralisé de la MFA, suivi des audits, suivi des tests d'intrusion, etc...). D'autre part, pour faire face à la recrudescence des tentatives et cas de phishing auxquels le Groupe est confronté, 8 campagnes pédagogiques et de sensibilisation au phishing ont été lancées en 2022 conjointement avec les équipes de la Direction des systèmes d'information et cybersécurité. Ces campagnes de phishing ont ciblé plus de 400 personnes du Groupe issues de divers départements. Des actions de formations complémentaires ont été dispensées aux collaborateurs ayant été compromis dans le cadre de ces campagnes de phishing pédagogique. En parallèle, s'agissant de la protection des données personnelles, depuis l'entrée en vigueur du Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement européen 2016/679, RGPD) le 25 mai 2018, GL events a concrétisé son engagement en matière de protection des données à caractère personnel. Le Groupe s'est doté d'un DPO (Data Privacy Officer) ainsi que d'une équipe de juristes dédiés et spécialisés au sein de la Direction juridique et compliance. Dans le cadre de la mise en conformité au RGPD, l'équipe dédiée travaille notamment à :

- La conformité des sites internet et applications du Groupe ;
- La tenue et mise à jour des différents registres du Groupe : registres des activités de traitements, des activités de sous-traitance, des violations de données et des exercices de droits ;
- La rédaction de politiques et procédures (ex : politiques de confidentialité, politique en matière d'usage des cookies) ;
- La mise à jour des clauses contractuelles ;
- La sensibilisation des différents collaborateurs du Groupe.

L'équipe travaille en étroite collaboration avec la DSI, les équipes audit interne et ressources humaines.

#### **Prévenir les risques de sécurité et de sureté des visiteurs et clients**

##### **Hygiène et sécurité sanitaire**

Depuis 2020 jusqu'à fin 2022, en France comme à l'international (hors Chine), le label Safe & Clean, délivré par l'APAVE, est un référentiel reprenant les meilleures pratiques en vigueur. Ce label s'assure que les fondamentaux de la gestion de la crise sanitaire sont présents et permettent d'assurer son activité en toute sécurité. Le référentiel s'assure notamment que les mesures de prévention déployées, l'organisation du travail, les modalités d'accueil du public et de circulation sont adaptées pour maîtriser les risques liés à la crise sanitaire. L'obtention de ce label et le renouvellement de celui-ci sont un véritable gage de qualité, prouvant que nos dispositifs sanitaires déployés au niveau du Groupe sont sérieux, efficaces, de qualité et permettent d'assurer la sécurité de nos salariés ainsi que du Grand Public lors de nos événements.

#### **Sécurité et sureté**

Partout où GL events opère, la sécurité et la sureté de tous, en montage, en démontage et en exploitation forme la priorité du Groupe. Pour s'en assurer, le pôle Venues a diligenté un diagnostic sécurité sur l'ensemble de ses sites en 2021 et dont les principales recommandations ont été mises en œuvre en 2022. Au-delà du respect des obligations réglementaires locales, chaque entité organisatrice ou accueillant du public est en lien continu avec les institutions locales afin de prévenir tout risque de sécurité ou de sureté (attentat, incendie, intrusion etc...) pour un évènement dédié. Par exemple, des exercices NOMBREUSES VICTIMES (NOVI) sont organisés à Toulouse avec la participation des forces de l'ordre et des premiers secours, ou encore des exercices de gestion de crise sont effectués chaque année au World Forum à La Haye. Au sein du projet GALAXY, une formation sur l'implémentation d'un outil dédié à l'analyse des risques de sécurité et de sureté a été conçue afin de fournir aux manifestations organisées et accueillies le niveau de sécurité adéquat pour leur évènement. Enfin, en 2023 les « Golden Rules Sécurité et Sureté » seront déployées. Ce dernier est un référentiel définissant les standards du Groupe en matière de sécurité. Les Golden Rules sont applicables à tous pôles et à tous les métiers.

#### **3.4.2 FAVORISER LE BIEN VIVRE AU TRAVAIL**

##### **Pérenniser le télétravail**

Durant l'année 2022, le Groupe a poursuivi sa politique en faveur du télétravail et a pérennisé les chartes ou accords initiés en période de pandémie en concertation, le cas échéant, avec les partenaires sociaux des différentes sociétés. Ces chartes s'inscrivent dans un cadre général mais restent spécifiques par société selon les impératifs particuliers des activités et des organisations et selon les bassins d'emploi. Le télétravail est limité aux métiers qui le permettent et les fonctions éligibles ont été déterminées dans chaque société. Télétravailler est une possibilité offerte aux collaborateurs, qui suit un processus de validation managériale et qui est soumis à quelques conditions préalables : un environnement de travail qui permet la concentration, l'accès sécurisé aux réseaux du Groupe et un retour possible sur le lieu de travail dans un délai raisonnable en cas de nécessité. La fréquence proposée dans les différentes sociétés est de 1 à 2 jours par semaine, sans restriction sur les jours éligibles, à l'exception des départs ou retours de congés payés.

##### **Recréer le lien social à travers la rencontre physique**

Des séminaires de travail, regroupant des collaborateurs de toute société, activité et pays du Groupe ont redémarré en 2022. Ces séminaires ont permis de recréer du lien social et de l'engagement. Les « Time Together », instants de rencontres conviviaux entre les collaborateurs d'un même site géographique ont pu reprendre de façon régulière et offrir aux collaborateurs des opportunités de rencontres et d'échanges.

##### **Protéger le niveau de vie des collaborateurs**

Dans une période inflationniste dans la quasi-totalité des pays dans lesquels le Groupe est implanté, en respectant le principe de la gestion sociale décentralisée, le Groupe a fait en sorte de préserver le niveau de vie des collaborateurs dans les différentes sociétés du Groupe. En 2022, en plus des augmentations individuelles liées à la compétence et à la performance, des augmentations collectives ont été mises en place afin que chaque collaborateur puisse mieux faire face à la situation inflationniste.

#### Se doter d'outils qui améliorent le lien avec les collaborateurs

Dans l'objectif de simplifier la vie professionnelle des collaborateurs, le centre de service partagé de paie en France s'est doté d'un nouvel outil de paie. Il a permis dès le 1<sup>er</sup> janvier 2022 la mise en place des fiches de paie et des tickets restaurant dématérialisés pour toutes les sociétés du périmètre. Chaque collaborateur concerné bénéficie d'un coffre-fort digital personnel et confidentiel. 2022 a aussi vu le lancement du nouvel intranet « My GL events », outil de communication interne permettant à la fois de diffuser les informations et d'offrir aux collaborateurs un accès simplifié aux différents outils internes. En complément, les conditions de travail et le bien-être des collaborateurs restent une priorité. De nombreuses actions méritent d'être soulignées sur le plan local. Par exemple, les équipes d'Hungexpo ont mis l'accent en 2022 sur l'amélioration des outils de travail et le mobilier de bureau et, l'intégration d'une offre végétarienne au menu de la cantine d'entreprise. A Toulouse Evènements, Destination

Paris, et bien d'autres sociétés, le Groupe propose des activités sportives accompagnées par des coaches professionnels (Cours de Pilates, Gymnastique, Yoga...).

#### FOCUS – BOÎTE À IDÉES RSE

Lancée fin juillet 2022 et jusqu'à fin septembre 2022, à l'initiative d'Olivier GINON, une boîte à idées RSE pour les collaborateurs français a été lancée. Près de 120 réponses et une dizaine de projets ont été réunis. La Directrice risques et RSE Groupe a priorisé ces projets et les a présentés à la Direction des ressources humaines. 3 projets sélectionnés ont vu le jour en 2022 (« clean walk », écogestes et corbeilles de fruits) et 2 à 5 autres sont à l'étude pour 2023 (mobilité vélo, écogestes concernant les déchets, fontaines à eau, etc...). La communication de ceux-ci se font au travers d'actualités sur l'intranet My GL events.

### 3.5 LA QUALITÉ ET L'INNOVATION, FONDEMENTS DE LA CULTURE ENTREPRENEURIALE ET DES VALEURS DU GROUPE GL EVENTS

Identifiées comme enjeux majeurs de la cartographie des risques Groupe et des risques RSE, la qualité de services et l'innovation constituent le socle de travail et de déploiement de la politique RSE/ESG du Groupe.

En effet, avec les enjeux climatiques actuels et futurs, une économie circulaire et responsable est privilégiée. L'objectif est de proposer des biens et des services de manière durable, en limitant la consommation et les gaspillages de ressources (matières premières, eau, énergie), en réduisant son empreinte carbone sur l'environnement ainsi qu'en réduisant la production des déchets. C'est pourquoi des analyses des cycles de vie des différents produits et services, numériques et physiques sont en cours afin de mieux appréhender l'impact des produits et des prestations du groupe sur son environnement. Ces constats aident le groupe dans sa démarche de qualité et d'amélioration continue. En effet, ces nouvelles opportunités permettent au groupe d'appréhender de nouveaux marchés et des nouveaux produits. Ces enjeux sont d'autant un risque qu'une opportunité impliquant une refonte des approches opérationnelles et managériales ainsi qu'une anticipation des évolutions réglementaires. Ce besoin d'innovation est un enjeu majeur dans le cadre également de la transition numérique et sociétale du groupe.

Le groupe entretient sa capacité à répondre au plus près des besoins des clients en proposant des services et concepts adaptés aux enjeux du client et aux enjeux sociétaux. Le business model est alimenté par des créations de concepts et de salons comme le déploiement de la division GreenTech+, proposant 9 salons dédiés afin d'accélérer la transition écologique en proposant des solutions pour réduire l'empreinte environnementale de l'homme, économiser les ressources, et inventer une économie moins carbonée. GreenTech+ entend être le point de rencontre de toutes les énergies de la transition écologique. Aussi, le lancement de la gamme Modular a permis de repenser le design et la fourniture des salons. Les équipes d'organisation et d'aménagement de salons ont travaillé conjointement afin de proposer une solution adaptée avec les engagements du groupe. Favorisant un circuit court, la gamme Modular avec son design simple

et épuré, le rends facilement réutilisable et adaptable aux besoins des clients sur de nombreux salons (aluminium et bois). Cet engagement est retranscrit aux échelles locales par des initiatives et innovations conduisant à un accroissement des certifications ISO en faveur de l'environnement, des métiers événementiels et de management. Le service qualité et amélioration continue accompagne les opérationnels dans ces démarches de certifications et est également support aux nombreuses innovations développées par les équipes. Par exemple, des analyses du cycle de vie de nos produits ont été lancées afin de sensibiliser sur l'écoconception et sur les solutions de recyclages. Ces analyses seront également le point de départ afin de pouvoir réinventer certains de nos produits et les faire correspondre avec les attentes et besoins de demain.

L'ensemble de ces opportunités et innovations sont pilotées depuis 2021 par la Direction de la transformation, en support des directions commerciales, opérationnelles et de la Direction des risques et RSE Groupe. Ce service a pour objectif d'animer, de piloter et de déployer la transformation digitale du groupe ainsi que ses innovations produites. Chaque Pôle dispose également d'un service marketing dédié en charge d'observer, de récolter et d'analyser les nouveaux besoins et attentes clients (études de marché, veille, enquête satisfaction client). Cette récolte des besoins permet de créer et de développer de nouvelles offres et produits en phase avec les attentes et demandes actuelles du marché.

## 4. DÉCLINAISONS ET RÉSULTATS DE LA POLITIQUE RSE/ESG DU GROUPE

En lien avec sa politique RSE/ESG, le Groupe GL events souhaite notamment faire évoluer ses offres en proposant des alternatives responsables : réduire et recycler les déchets, équiper et gérer les bâtiments de façon écoresponsable, optimiser les consommations d'énergie et maîtriser les émissions de CO<sub>2</sub> liées à ses activités, engager les collaborateurs, promouvoir la diversité, développer l'inclusion et l'emploi pour tous, assurer la sécurité de ses collaborateurs et de ses clients et créer de la valeur et de l'emploi sur les territoires.

En 2022, la Direction Générale du Groupe GL events a donné des objectifs forts et ambitieux pour soutenir le déploiement opérationnel de sa politique RSE/ESG à savoir :

- Moins 25 % de consommation d'énergie sur 12 à 18 mois
- 100 Ha de panneaux photovoltaïques en 3 ans
- Moins 25 % de déchets consommables sur 18 à 24 mois
- Amélioration des taux de tri par site de 10 points sur 12 à 18 mois
- Entamer les démarches vers une certification SBTi (Science Based Target initiative) d'une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Ces objectifs sont retranscrits dans chaque SMART (objectifs annuels) des directeurs d'entité du Groupe. Ces indicateurs sont pilotés par la Direction risques et RSE Groupe avec le support des équipes de contrôle de gestion et achats des pôles et des directeurs opérations et bâtiments.

Pour arriver à ces objectifs ambitieux, la politique RSE/ESG du Groupe se décline en plusieurs projets et actions, détaillés ci-après.

### 4.1 RÉDUIRE L'EMPREINTE CARBONE DE NOS ACTIVITÉS

Ancrant sa démarche de développement durable initiée depuis 2009, le Groupe a signé l'engagement « Net Zero Carbon Pledge for the Events Industry » en octobre 2021. Cette feuille de route des événements à zéro émission de carbone a été présentée au monde lors de la conférence sur le climat COP27 des Nations Unies en Égypte. Le Groupe s'est ainsi engagé à réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre liées aux événements d'ici à 2030 et 100% d'ici à 2050. Afin d'atteindre cet objectif, le Groupe s'engage à établir un plan d'actions pour s'aligner avec les objectifs de l'accord de Paris et réduire de 50% les émissions globales de CO<sub>2</sub>, collaborer avec des partenaires, fournisseurs et clients pour engager toute la chaîne de valeur, mesurer et suivre les scopes 1,2 et 3 et relater les progrès de la démarche.

#### 4.1.1 MESURER NOTRE BILAN CARBONE

Sur la base des travaux effectués en 2019 sur le bilan carbone des principales activités, la Direction risques et RSE Groupe a entamé fin 2022 un bilan carbone Groupe sur la base

du périmètre de consolidation financière (cf. « Précisions méthodologiques et réglementaires », page 81). Ce bilan carbone a été effectué avec le cabinet Ecoact (groupe Atos) et selon la méthode internationale GHG Protocol.

Les résultats de ce bilan carbone de l'exercice 2022, détaillés par pôle, catégorie d'émission et zone géographique, ont été obtenus en février 2023 et présentés au Comité exécutif le 21 février 2023. Le scope 1 du bilan carbone représente 25 620 tCO<sub>2</sub>e et le scope 2 du bilan carbone représente 14 640 tCO<sub>2</sub>e. On note une diminution de 22 % de l'empreinte globale carbone estimée entre les travaux effectués en 2019 et les résultats du bilan carbone Groupe de l'exercice 2022.

L'empreinte carbone du Groupe GL events est dominée par le poste des intrants (56 %), suivi par les déplacements (13 %) et le fret (9%). L'incertitude de l'empreinte est relativement faible (11,7 %) malgré des sources importantes d'incertitude comme les extrapolations, les facteurs d'émissions monétaires ou les hypothèses prises pour les déplacements des visiteurs. Ceci est dû à la grande quantité de données collectées.

Répartition du bilan carbone – GHG Protocol	2022 tCO <sub>2</sub> e
<b>Scope 1</b>	<b>26 683</b>
Emissions directes des sources fixes de combustion	9 521
Emissions directes des sources mobiles de combustion	6 971
Emissions directes des procédés	10 191
<b>Scope 2</b>	<b>13 712</b>
Emissions indirectes liées à la consommation d'électricité	12 795
Emissions indirectes liées à la consommation de vapeur, chaleur ou froid	917
<b>Scope 3</b>	<b>325 559</b>
Produits et services achetés	205 075
Biens immobilisés	29 511
Emissions liées aux combustibles et à l'énergie (non inclus dans le scope 1 ou le scope 2)	6 219
Transport de marchandise amont et distribution	31 068
Déchets générés	10 078
Déplacements professionnels	7 371
Autres émissions indirectes aval	29 240
<b>TOTAL</b>	<b>365 953</b>



Au travers de ce bilan, le Groupe a réalisé un premier exercice de mesure de son empreinte indirecte (scope 3) de l'ensemble de ses activités. Ces résultats constituent le premier référentiel en perspective de la mise aux standards SBTi pour suivre les objectifs de réductions de CO<sub>2</sub> et seront pilotés par la Direction risques et RSE Groupe.

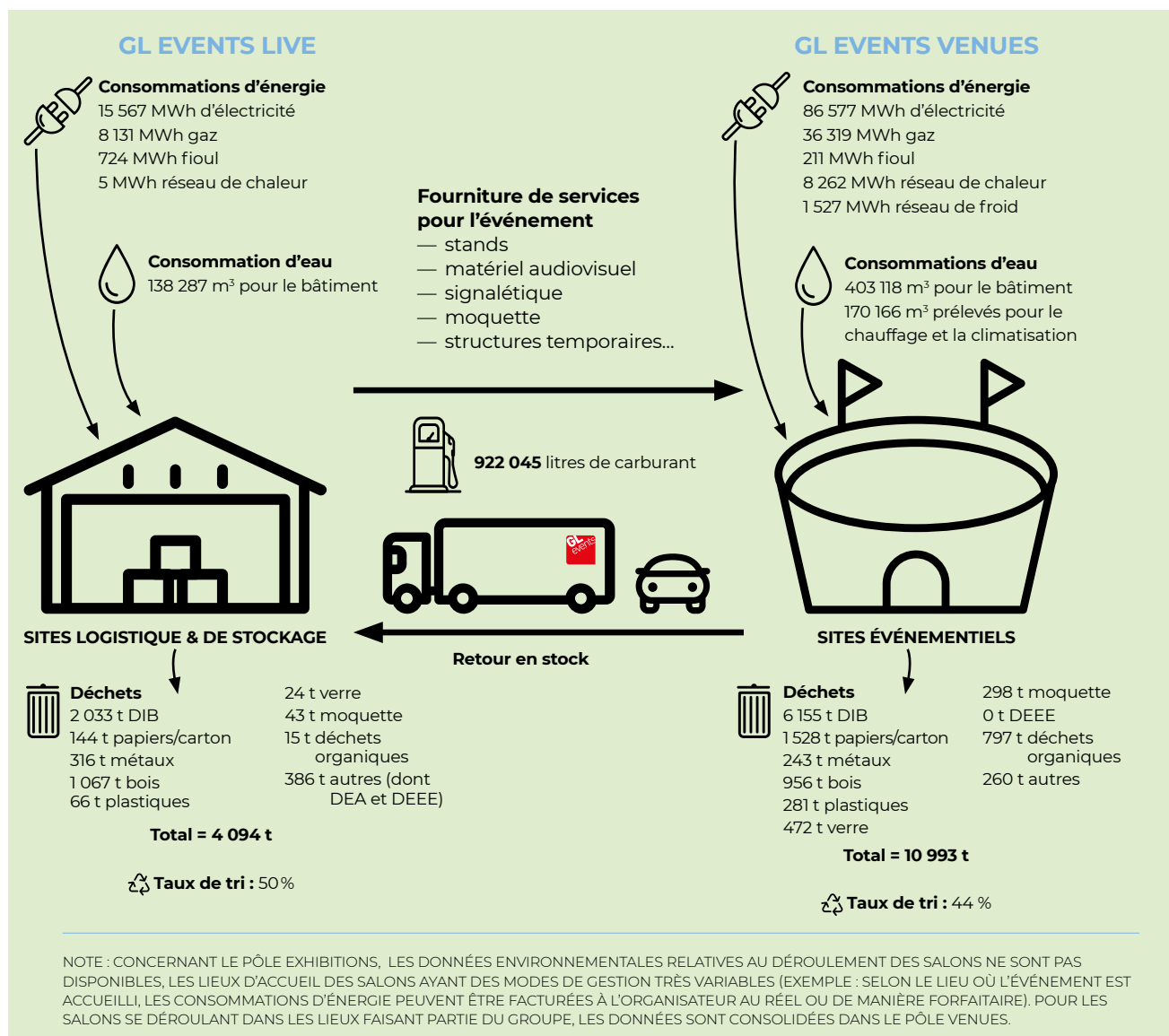
Les réductions d'émissions de GES se poursuivent sur la base d'actions entreprises ou planifiées ou de nouvelles actions pour se poursuivre bien au-delà de 2030 (dont la synthèse des actions de cet exercice est décrite dans le présent document). En se fixant cet objectif ambitieux de réduction de 50 % des émissions carbone dès 2030, le Groupe crée une vaste dynamique interne de transformation sur ce sujet d'alignement avec la trajectoire des Accords de Paris.

Par ailleurs, afin de satisfaire les besoins croissants des clients du Groupe, plusieurs études de mesure carbone d'un événement ou d'un projet ont été effectuées via le cabinet EcoAct ou le calculateur Cleo (ex : Décorama, congrès IATA, pavillon COP27, etc...). En 2021, via l'Institut Matrice, le projet « Green Advisor » est notamment analysé mais celui-ci a été mis en suspens par ses créateurs. Par ailleurs, certains métiers du Groupe continuent d'utiliser Cléo, calculateur proposé par l'UNIMEV et sont forces de proposition pour améliorer celui-ci. En 2022, la Direction risques et RSE Groupe accompagne également les acheteurs et les bureaux d'études du Groupe dans l'amélioration de la remontée quantitative des données nécessaires à toutes mesures carbone. Cet accompagnement se poursuivra en 2023.

#### 4.1.2 BAISSER LES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE

Conscient que les principaux intrants du bilan carbone concernent les postes d'énergie et de transports, un suivi des consommations ainsi qu'un plan dédié sont effectués dans l'objectif de baisse des consommations donné à -25 % à l'été 2022 pour une période de 12 à 18 mois. Les autres achats de biens sont traités dans la partie stratégique « 4.2 Limiter l'utilisation du jetable et maximiser notre économie circulaire », page 63.

##### 4.1.2.1 PANORAMA DES CONSOMMATIONS ET INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX



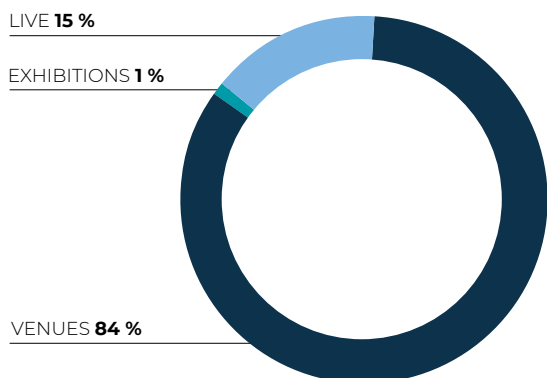
En raison d'une reprise d'activité limitée en Asie, et particulièrement en Chine, 2022 fut à nouveau un exercice particulier. Avec un premier trimestre faible en niveau d'activité, ce contexte a permis ainsi d'affiner l'étude des talons énergétiques de nos sites et plus spécifiquement de nos sites événementiels, c'est-à-dire les consommations incompressibles et indépendantes des activités (consommations liées aux organes de sécurité et au maintien des installations pour éviter toute détérioration). La répartition des consommations d'énergie par pôle reste identique aux exercices précédents – le pôle Venues étant

structurellement plus consommateur d'énergie.

Les données présentées ci-dessous sont comparées à l'exercice de référence 2019 mais la réduction des consommations ne peut bien sûr être considérée comme le seul fruit des efforts structurels du Groupe, bien que la mise en place du plan de sobriété énergétique dès l'été 2022 a permis une réduction significative de ces consommations (-9 % brut). À des fins d'analyses, les entrées de périmètre ainsi que la hausse du niveau d'activité sont incluses dans les données 2022.

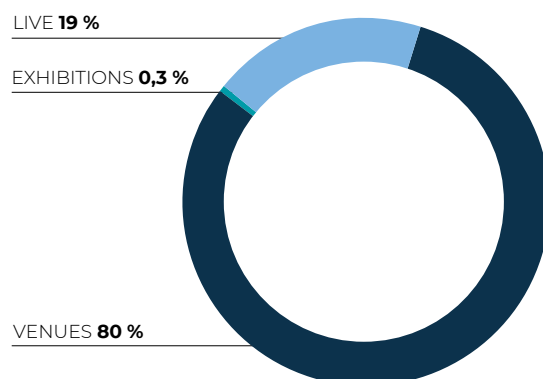
Energie (MWh)	France			International			Groupe		
	2019	2022	Variation	2019	2022	Variation	2019	2022	Variation
Electricité	52 061	55 559	7%	46 185	47 989	4%	98 246	103 548	5%
Gaz (yc propane)	25 273	23 172	-8%	27 469	21 278	-23%	52 742	44 450	-16%
Fioul	1 896	2	-100%	1 686	1 131	-33%	3 582	1 133	-68%
Chaud	5 089	6 405	26%	7 650	1 863	-76%	12 739	8 268	-35%
Froid	1 495	1 527	2%	4 880	-	-100%	6 375	1 527	-76%
<b>Total</b>	<b>85 814</b>	<b>86 665</b>	<b>1%</b>	<b>87 870</b>	<b>72 261</b>	<b>-18%</b>	<b>173 684</b>	<b>158 926</b>	<b>-8%</b>

#### RÉPARTITION DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE PAR PÔLE

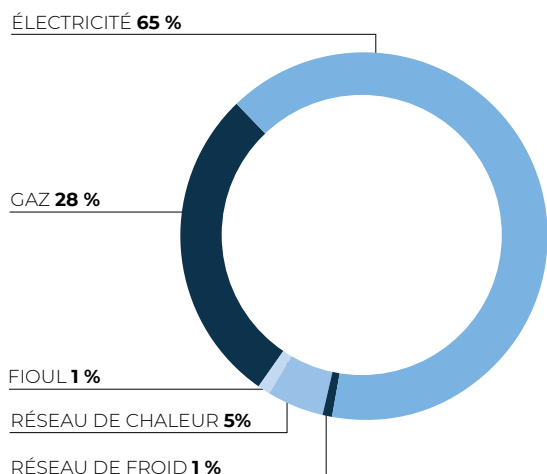


Les consommations d'eau font l'objet d'une surveillance particulière via des relevés de compteurs notamment. Pour cet exercice, sur l'ensemble du périmètre consolidé et pour tous les usages, notre consommation a été de 714 001 m³ d'eau réparti de la manière suivante :

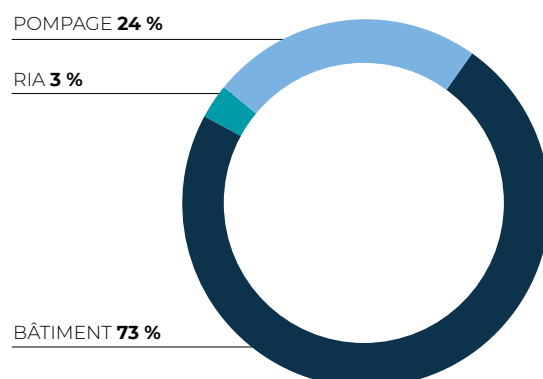
#### RÉPARTITION DES CONSOMMATIONS D'EAU PAR PÔLE



#### RÉPARTITION DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE PAR TYPE



#### RÉPARTITION DES CONSOMMATIONS D'EAU PAR USAGE



#### 4.1.2.2 DÉTAILS DU PLAN DE SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Pour atteindre ces objectifs en France comme à l'international, le Groupe GL events a lancé dès l'été 2022 un plan de sobriété énergétique ambitieux.

De manière opérationnelle, ce plan demande à toutes les entités du Groupe de :

- **Maîtriser l'éclairage** : éteindre les bâtiments en fin de journée, favoriser les rondes de sécurité à la lampe, sensibiliser les équipes à l'extinction des éclairages et appareils en fin de journée (signalétique, rappels collectifs réguliers...) et favoriser l'éclairage détectif en diminuant le temps d'extinction et/ou désactiver un éclairage sur deux.
- **Limiter l'usage de la climatisation et du chauffage** : il est recommandé de respecter un écart de 7 à 8 °C maximum entre la température extérieure et la température à l'intérieur (y compris en cas de fortes chaleurs), couper la climatisation et le chauffage en période d'absence (week-end, pause déjeuner, entre 19h et 8h, fermeture estivale...) et limiter drastiquement l'usage en cas de visite de bâtiment vide et/ou de montage/démontage (suivant les réglementations en vigueur).
- **Gérer les espaces et les équipements** : éteindre plutôt que de mettre en veille les appareils électriques et veiller à l'ouverture et fermeture de portes des bureaux, des entrepôts et des structures temporaires.
- **Mener localement des audits de performance énergétique** suivis de plans d'actions opérationnels court et long terme avec des entreprises spécialisées (Efficia, Schneider).
- **Investir dans un plan d'envergure de relamping LED** ainsi que d'autres investissements de rénovation ou performance (capteurs de présence, etc...).
- **Analyser l'évolution possible des GTB** (gestion technique des bâtiments)
- **Renforcer le management de la performance énergétique au quotidien** par les relevés de compteurs réguliers, des prises de températures et la répétition des consignes aux différentes parties prenantes (prestataires de sécurité, maintenance etc...)

Bien que les données environnementales soient compilées et suivies au niveau du Groupe, le pilotage reste local pour chacun des sites et entités du Groupe. En effet, chacun des sites doit suivre un plan d'actions et un tableau de bord de performance énergétique dédié. Pour les sites Venues, l'indicateur de performance choisi est Mwh/Chiffre d'affaires ; pour les bureaux et entrepôts du Pôle Live, l'indicateur de performance suivi à partir de 2023 est le Mwh/m².

Pour compléter et renforcer la portée des actions opérationnelles, la Direction risques et RSE Groupe avec les fonctions support du contrôle de gestion, des achats et de la communication a mis en œuvre les actions suivantes pour :

- **Embarquer ses collaborateurs** en identifiant des ambassadeurs RSE (108 membres en France et 30 opérationnels) et en mettant en place une boîte à idées collaborateurs dans le bassin lyonnais et parisien (106 réponses au total).
- **Communiquer** sur le déploiement d'un certain nombre d'initiatives comme les écogestes (affichage, clip vidéo, message audio, post sur l'intranet), l'envoi mensuel d'une newsletter TransveRSE et la publication de posts sur le groupe Yammer.
- **Agir et anticiper** sur le lancement du groupe de travail "NRJ Contest" pour le pôle Venues. Sa mission est d'animer et de suivre un plan d'actions par site en lien avec les

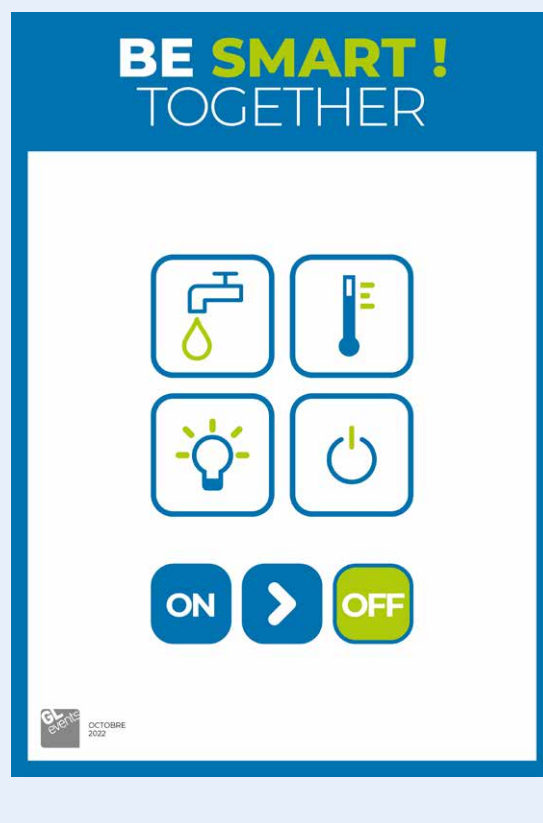
investissements (CAPEX relamping LED et CAPEX hors LED), installations et réflexions sur le PCA énergie (plan continuité d'activité).

- **Vérifier** la récolte des données opérée par le contrôle de gestion puis utilisée dans le cadre du bilan carbone Groupe. Vérifier la performance et les actions entreprises par la réalisation d'audits croisés intersites sur la base d'une grille commune, par la réalisation d'audits énergétiques externes pour les sites les plus consommateurs, et plus spécifiquement, par l'accompagnement de nos prestataires en charge de la maintenance afin de bâtir des plans d'optimisation des consommations d'énergie localement.

#### FOCUS – CAMPAGNE DE COMMUNICATION « BE SMART TOGETHER »

La Direction risques et RSE Groupe avec la Direction de la communication ont élaboré un plan de communication et d'engagement des parties prenantes (collaborateurs, visiteurs, prestataires, clients...) autour des écogestes dès le début de l'automne 2022. Ce plan de communication responsabilisant s'articule autour des 4 sources d'énergie : l'eau, la température, l'éclairage et les équipements. Chaque entité du Groupe, en France comme à l'international, a à sa disposition des affiches, des bannières web et des clips vidéo réutilisables.

Conscients que ces écogestes peuvent permettre une réduction de 7 % des consommations de chauffage chez un particulier, la Direction risques et RSE Groupe mise sur un impact similaire voire supérieur à l'échelle des activités du Groupe.



### 4.1.3 FAVORISER LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les énergies renouvelables sont définies au sein du Groupe GL events comme toutes énergies dérivées de processus naturels en perpétuel renouvellement, notamment celles d'origine solaire, éolienne, hydraulique, géothermique ou végétale (bois, biocarburants, etc.). On distingue ainsi parmi les sources d'énergies renouvelables, le soleil (photovoltaïque ou thermique), le vent (éolienne), l'eau des rivières et des océans (hydraulique, marémotrice, etc.), la biomasse, qu'elle soit solide (bois et déchets d'origine biologique), liquide (biocarburants) ou gazeuse (biogaz) ainsi que la chaleur de la terre (géothermie) et celle extraite par des pompes à chaleur.

#### Une ambition forte pour la transition énergétique, accélérée en 2022

Pour accélérer sa transition sociétale et environnementale, la Direction Générale du Groupe a décidé de recourir dès que possible aux énergies vertes et/ou renouvelables en France comme à l'international. Pour rappel, l'ensemble des bureaux et sites Venues en France sont fournis en électricité verte. En complément, le Groupe a décidé mi-2022 de déployer 100 Ha de panneaux photovoltaïques supplémentaires sur ses sites français au cours des années à venir dans une optique d'autoconsommation et de durabilité des bâtiments.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Consommation d'ENR (MWh) Total</b>	<b>3 885</b>	<b>9 724</b>	<b>10 402</b>	<b>28 712</b>	<b>34 705</b>	<b>61 778</b>
Dont réseau de chaud	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	6 402
Dont réseau de froid	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1 527
Dont électricité verte	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	53 849

#### Le recours à plusieurs typologies d'énergie renouvelable

S'agissant de l'électricité verte, le Groupe GL events a renouvelé en 2022 son contrat d'électricité, en souscrivant à l'option Énergie Renouvelable. Cette dernière permet de bénéficier de garanties d'origine assurant qu'EDF a injecté sur le réseau une quantité d'électricité d'origine renouvelable équivalent au niveau d'engagement choisi, soit à hauteur de 100% de la consommation. Par cet approvisionnement, qui induit un surcoût, le Groupe participe à son échelle à la transition énergétique, en accompagnant le besoin en production d'électricité renouvelable sur les réseaux et en versant une rémunération complémentaire aux producteurs d'électricité renouvelable.

Le recours au photovoltaïque est déjà effectif au sein de plusieurs sites du Groupe. En effet, le MEETT de Toulouse accueille un parc d'ombrières photovoltaïques abritant le parking dédié aux véhicules légers et vélos. Il est composé de 10 700 panneaux (soit 3 hectares) et produit l'équivalent de la consommation électrique annuelle de 3 600 foyers. Par la suite, cette énergie est routée vers les réseaux de distribution électrique. Aussi, aux Pays-Bas et en partenariat avec la municipalité de La Haye, l'initiative citoyenne Coopération Zon op World Forum (« World Forum Solar Energy Cooperative ») a installé 252 panneaux solaires sur le toit du bâtiment du World Forum. Cette coopérative de 51 membres a eu accès à notre toiture au tarif symbolique de 1 € pour l'installation de panneaux solaires. Les résidents locaux, avec ou sans leurs propres toits, sont invités à rejoindre ce programme en achetant un ou plusieurs panneaux solaires. Cela fait partie d'un projet organisé par la coopérative et la municipalité pour rendre La Haye plus durable.

À l'international, les sites brésiliens ont obtenu le Certificat International d'Énergie Renouvelable (I-REC). Ce certificat, délivré par l'Institut Totum, atteste que l'énergie électrique consommée par les sites Riocentro, Lagune Barra Hotel, São Paulo Expo, Distrito Anhembi, Blue Med Convention Center et Salvador Convention Center provient d'une source renouvelable. En 2021, ce sont près de 6 300 MWh qui ont été générés grâce aux énergies renouvelables, évitant ainsi près de 850 tonnes de CO<sub>2</sub>.

S'agissant de la géothermie, le MEETT de Toulouse est raccordé au réseau de chaleur Blagnac Énergies Vertes (géothermie et bois) qui permet une meilleure performance environnementale comparée à une chaufferie autonome. Cette solution est complétée par une centrale géothermique pour les besoins de chauffage et climatisation des bureaux d'exploitation de l'équipement. Cette dernière est constituée de 6 forages effectués jusqu'à une profondeur de 120 mètres ainsi qu'une pompe à chaleur à proximité immédiate des bureaux. À Metz, le Parc des expositions et le Centre de congrès Robert Schumann sont connectés au réseau UEM fonctionnant sur un système combiné de cogénération et de biomasse (respectivement 40% et 60%). Nos sites parisiens, le Palais Brongniart et la Maison de la Mutualité, sont également alimentés par un réseau de chaleur urbain (CPCU) offrant une chaleur produite par plus de 50% d'énergies renouvelables. Les Centres de congrès de Lyon et de Valenciennes bénéficient chacun d'un système de chauffage et de rafraîchissement géothermiques. La Cité des congrès de Valenciennes est raccordée à la boucle d'eau tempérée dans la zone des Rives créatives à Anzin, le réseau de géothermie de la ZAC réalisé à partir de l'ancien forage industriel de l'usine Vallourec. À Strasbourg, le Palais des congrès et de la musique dispose de sa propre installation géothermique sur nappe. Quant au Parc des expositions de Strasbourg, il dispose d'un réseau de chaleur alimenté par



une centrale biomasse (wacken) qui lui permet de chauffer le bâtiment. Enfin, l'ancien siège de GL events, basé à Brignais, est équipé d'un système de géothermie, avec un prélèvement en nappe, tout comme le siège actuel du Groupe (Pavillon 8), situé dans le quartier confluence à Lyon depuis 2014, lequel dispose d'une installation géothermique permettant de chauffer et climatiser tous les bureaux.

#### Une ambition portée par la capacité d'innovation du Groupe

Fort de sa capacité d'innovation produit et salon, le Groupe a mis en place une nouvelle division de salons « GreenTech+ » dédiée aux filières des solutions énergétiques et a lancé ses générateurs à hydrogène.

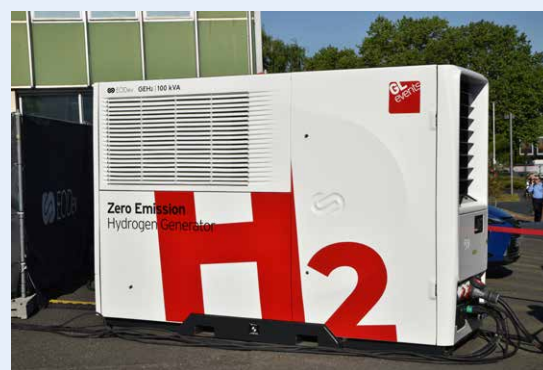
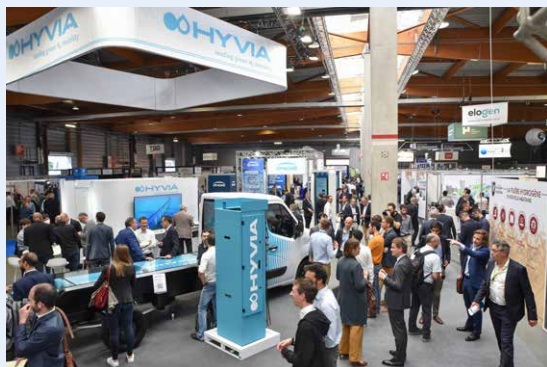


#### FOCUS DIVISION GREENTECH+

GreenTech+ est la division du pôle Exhibitions, une vitrine inédite née de synergies entre des salons rassemblés autour de thématiques communes que sont l'innovation écologique et le développement durable.

Le Groupe GL events a voulu, avec GreenTech+, prendre toute sa part de responsabilité dans les grands enjeux environnementaux, avec un format unique en son genre qui réunit et offre une visibilité nouvelle aux filières d'avenir, comme par exemple le salon Hyvolution, qui traite du développement de l'hydrogène.

L'ambition est double : créer des opportunités business pour les exposants et les visiteurs, et constituer une plateforme de réseau international favorisant les échanges entre les différents acteurs. Ces salons s'adressent aux collectivités publiques et à l'ensemble des acteurs pour qui le sujet de la transition énergétique est stratégique dans leur création de valeur. GreenTech+ est l'accélérateur par lequel ce nouvel ensemble du Groupe GL events s'engage à accompagner les acteurs de la filière dans leur développement, à rechercher les solutions de demain et à diriger de plus en plus nos concitoyens vers l'éco-responsabilité.



#### FOCUS GÉNÉRATEURS MOBILES 100% HYDROGÈNE

Fin 2021, le Groupe GL events a signé au salon Hyvolution un contrat cadre pour la fourniture de générateurs mobiles 100 % à hydrogène (GEH2®). Ce partenariat vise à lancer une nouvelle solution de production d'énergie durable et silencieuse au service des événements. GL events se saisit de cette occasion pour accélérer sa transition énergétique avec l'acquisition de quatre générateurs électro-hydrogènes (GEH2®) de 100 kVA produits par la société EODev. Grâce à sa pile à combustible, ce générateur hydrogène permet de produire de l'électricité au plus près des besoins, sans pollution, sans émission de CO<sub>2</sub> ni de particules fines et sans déchet. En 2022, ces générateurs ont été notamment testés lors du festival Inversion au Matmut Stadium ainsi que sur la zone Middle East par les équipes de Flow.

#### 4.1.4 PROMOUVOIR LES TRANSPORTS ET LA MOBILITÉ DÉCARBONÉS

Le Groupe GL events agit en se tournant progressivement vers des technologies moins carbonées et vise la réduction de son empreinte carbone grâce au développement d'une plus grande électromobilité. GL events déploie notamment de nombreux programmes pour atteindre ces objectifs : améliorations technologiques sur les véhicules, recours à de nouveaux carburants, sensibilisation à de l'écomobilité ou mobilité douce auprès des collaborateurs.

#### Des transports plus écoresponsables par l'hydrogène, le gaz naturel comprimé et l'électrification des flottes

**La filière hydrogène, une expérimentation pionnière.** En effet, face aux impacts environnementaux, le développement de la filière hydrogène est une solution pionnière et durable vers laquelle GL events choisit de se tourner. Ainsi, les équipes de GL events Audiovisual & Power ont installé sur les événements des bornes de recharge électriques. Les trois modèles de bornes de recharge pour véhicules électriques proposés sont mobiles, adaptés et modulables. Effectivement, ces bornes sont installées temporairement sur le lieu de l'événement et permettent la recharge de tous types de véhicules présents (amplitude de charge de 7,4 kW à 22 kW). Sur pied ou murales, elles peuvent être disposées à l'intérieur comme à l'extérieur, sont personnalisables et peuvent être alimentées par les générateurs électro-hydrogènes.

#### Le gaz naturel comprimé (GNC), un carburant durable.

Aujourd'hui, le Gaz Naturel Comprimé (GNC) présente des atouts incontestables : il est plus écologique et plus économique que les carburants classiques type diesel ou essence. Premièrement, le GNC permettrait de réduire jusqu'à 20 % des émissions de CO<sub>2</sub>, comparé aux véhicules roulant à l'essence. Les véhicules fonctionnant au GNC rejetteraient également peu de particules fines.

Enfin, la pollution sonore serait réduite. En effet, un moteur thermique engendre deux fois plus de bruit qu'un moteur GNC ce qui représente un réel atout pour la conduite en ville et pour se conformer aux normes environnementales instaurées dans certains territoires à court et moyen terme. En vue de réduire ses émissions de CO<sub>2</sub>, le Groupe possède deux tracteurs routiers GNC (Gaz Naturel Comprimé). Un est situé à JAULIN, filiale du Groupe GL events, et l'autre à GL events Mobilier. Le Groupe est en attente de deux autres tracteurs GNC pour ces mêmes Business Units.

Les conducteurs des tracteurs GNC ainsi que les conducteurs de poids lourds/camionnettes sont formés à l'écoconduite. En 2022, ce sont **238 heures de formation à l'écoconduite** qui ont été dispensées en France.

De plus, né en avril 2022 d'une joint-venture entre GL events Audiovisual et Power et Novateam, **MobiWatt** cible principalement les agences de communication et d'événementiel pour répondre aux besoins d'**e-mobilité sur les événements**. En effet, MobiWatt est une offre experte en conception, location et installation de bornes de recharge mobiles pour véhicules électriques sur des lieux événementiels. La marque livre et installe ses bornes en France et en Europe pour des véhicules hybrides et 100 % électriques. Elle dispose actuellement de plus de 200 bornes de recharge en stock, plus de 80 prestations par an et 4 plateformes logistiques en France. MobiWatt a déjà travaillé avec de nombreuses sociétés et événements comme Peugeot, Mercedes-Benz, Tesla, le Salon Automobile de Lyon ou encore le Festival de Cannes.

#### La mobilité collaborateurs

Une enquête mobilité auprès des collaborateurs français a été réalisée en juin 2022 afin d'identifier les habitudes de déplacement ainsi que les perspectives de changement de ceux-ci vers des moyens de mobilité doux et durables (déplacements à vélo électrique, utilisation des transports, etc...). Cette enquête a été présentée à la Direction des ressources humaines et est la base de travail des projets de mobilité interne (flotte de vélos en 2023, etc...)

**GL events est acteur de l'électromobilité pour ses collaborateurs** avec l'installation de bornes électriques prévues fin 2022 et début 2023 sur plusieurs sites du Groupe : Confluence avec 19 bornes, Brignais route d'Irigny avec 19 bornes, Gonesse 1 avec 20 bornes et Chilly Mazarin Jaulin avec 15 bornes. En parallèle, le Groupe souhaite également mettre en place 18 vélos électriques sur ses sites lyonnais en 2023 en sus des trottinettes électriques déjà en place (Hungexpo, Eurexpo, Fonction Meuble).

#### Le Challenge mobilité, une opération ludique et conviviale.

Le Groupe a organisé un challenge de mobilité à Brignais le 2 juin 2022. Ce challenge visait à trouver des alternatives à la voiture pour se rendre au travail et a pris la forme d'un moment convivial autour d'un petit déjeuner. Plus de 40 collaborateurs ont participé au challenge et 550 km ont été économisés (tous moyens de transports cumulés). C'est une journée qui permet des temps d'échanges qui fédèrent les collaborateurs et de réfléchir à l'impact de leurs déplacements domicile-travail.

## 4.2 LIMITER L'UTILISATION DU JETABLE ET MAXIMISER NOTRE ÉCONOMIE CIRCULAIRE

L'économie circulaire et la gestion des déchets sont un enjeu prioritaire de la démarche RSE/ESG du Groupe GL events, la rotation des actifs étant au cœur des activités historiques du Groupe. Au même titre que l'énergie, les impacts environnementaux et économiques sont très forts et durables pour l'ensemble du Groupe GL events et son écosystème.



#### Le Groupe signe un engagement pour la croissance verte en faveur de l'économie circulaire

Le 07 février 2022, GL events a signé aux côtés de l'UNIMEV un Engagement pour la Croissance Verte (ECV). Ce dispositif proposé par les pouvoirs publics engage réciproquement le secteur événementiel et l'État dans la gestion responsable des déchets. Les objectifs fixés ainsi que les contreparties demandées sont très flexibles, ils concernent la transition vers l'économie circulaire et en particulier :

- La réduction à la source des déchets et l'amélioration de leur valorisation
- Le développement du réemploi
- La réduction du gaspillage alimentaire

Notre démarche Groupe de gestion des flux de déchets se structure autour de trois engagements en amélioration continue : réutiliser, réduire et recycler. Le Groupe engage également des démarches structurantes pour réduire la production de déchets à la source. Parmi les flux de déchets issus des activités événementielles, les produits alimentaires de nos prestations *Food & Beverage* représentent un important gisement de réduction à la source. Des dispositifs anti-gaspillages sont mis en œuvre sur différents sites. À ce titre, la suppression de la distribution de bouteilles plastiques se poursuit sur nos sites. La cible principale à atteindre est la diminution de notre production de déchets de 25%, comme l'utilisation des moquettes sur événement.

Pour accélérer cette démarche, en 2022, un Comité de pilotage s'est constitué pour analyser les pratiques opérationnelles et commerciales existantes. Ce COPIL est composé de plusieurs collaborateurs représentant les trois pôles sur des fonctions et métiers différents et se tient tous les trimestres. Ce COPIL s'est fixé deux grands objectifs :

- 1. Maximiser notre modèle d'économie circulaire (écoconception, location et rotation d'actifs, réemploi et réutilisation de produits...) pour limiter les déchets
- 2. Améliorer notre gestion globale des déchets à l'échelle du Groupe en agissant en faveur du tri sur sites et en valorisant les filières les plus vertueuses

### 4.2.1 RÉDUIRE ET RÉUTILISER LES DÉCHETS

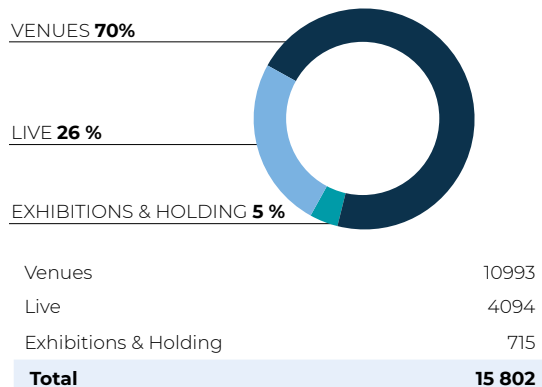
La réduction des déchets passe par leur production, leur conception ou par l'économie circulaire dont l'état des lieux et les illustrations de l'année sont détaillés ci-dessous.

#### 4.2.1.1 ÉTATS DES LIEUX

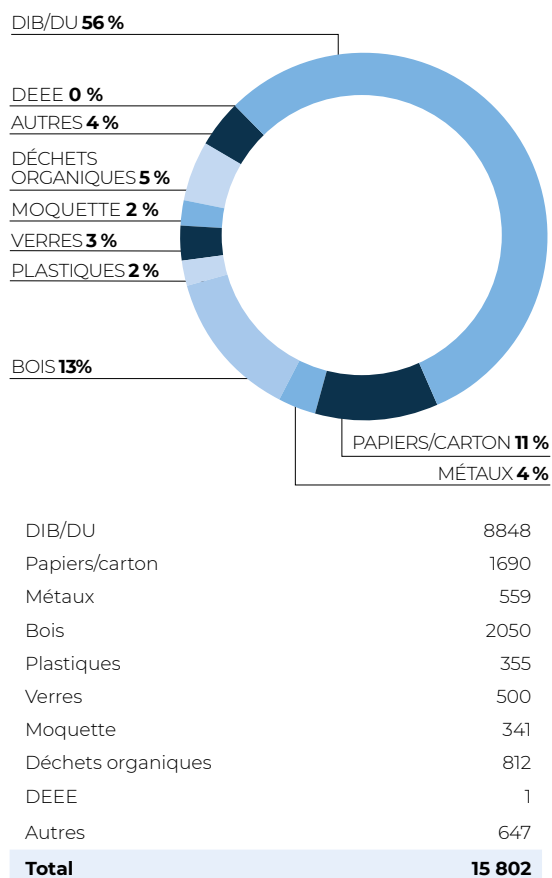
L'exercice 2022 est quasi-identique en niveau de déchets (tonnes) à l'exercice 2019 avec un niveau d'activité supérieur.

Le taux de tri s'est fortement amélioré en passant de 32 % en 2019 à 44 % en 2022 grâce à une amélioration du tri des papiers/cartons, des plastiques, du verre et des déchets organiques ainsi qu'à une baisse des déchets en DIB/non triés de 11%.

### RÉPARTITION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS PAR PÔLES (en tonnes)



### RÉPARTITION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS PAR TYPE (en tonnes)



### 4.2.1.2 NOTRE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET LES EFFORTS D'ÉCOCONCEPTION AU SERVICE D'UNE GESTION DES DÉCHETS EFFICIENTE

#### Le modèle d'économie circulaire du Groupe GL events

Les métiers de prestation de services et de location de matériel ou d'espaces permettent au Groupe de lutter contre l'usage unique et sont inscrits dans une logique d'économie circulaire. La maximisation de la rotation des actifs (mobiliier, structures temporaires, matériel audiovisuel, espaces événementiels, énergie, cloisons...) permet de les protéger et de les réparer dans la mesure du possible pour créer des cercles vertueux de réemploi. L'enjeu est de servir des événements éphémères avec des produits et services réutilisables et durables. Cela favorise la protection des actifs du Groupe avec des contenants adaptés et équipements de protection. Par exemple, les housses de protection du mobilier en plastique ont été remplacées par des housses en tissu réutilisables ou des couvertures en limitant la production de déchets.

L'expertise des ateliers de réparation au sein des entrepôts du Groupe permet de prolonger la durée de vie des actifs. En dernier recours, les actifs dégradés sont recyclés dans la mesure du possible via des partenariats avec des filières adéquates, comme l'éco-organisme Valdélia pour les cloisons ou le mobilier usagés. Le Groupe a également développé une expertise dans les bâtiments temporaires et modulaires. Ces solutions permettent la conception de structures démontables et remontables qui sont moins coûteuses et moins impactantes sur l'environnement comparé des bâtiments classiques.

#### ILLUSTRATIONS DE NOS ACTIONS FAVORISANT L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

##### Ecoconception et réutilisation – l'innovation interne du stand Modular

Le stand Modular a fait son apparition lors de Sirha Lyon 2021. L'objectif était de répondre de façon « responsable » à l'événement pour offrir une solution intermédiaire entre un stand pré-équipé (et donc réutilisable) et un stand sur-mesure générateur de déchets puisqu'utilisé qu'une seule fois. Cette solution se nomme le stand Modular, proposant un socle standard réutilisable avec des accessoires personnalisables. L'accent a été mis sur une conception et fabrication locale (région lyonnaise) permettant de limiter les transports et de privilégier des matériaux à 80% réutilisables (cloisons bois, barre aluminium...).

En 2022, environ 3 500 m² de stand Modular ont été installés et réutilisés sur les principaux salons organisés par les équipes lyonnaises du pôle Exhibitions.

### Ecoconception - Signalétique

Par ailleurs, GL events a fourni de la signalétique pour le salon Maison & Objet qui s'est tenu à Paris du 24 au 28 mars 2022. Plus de 93% de ce qui a été fourni a été imprimé sur des supports écoresponsables au sein des ateliers parisiens contre uniquement 50% en 2019 :

- **Du carton structuré alvéolaire Reboard® 100% recyclable** et fabriqué à partir de papier recyclé compressé
- **De la toile enduite pure banner 360 blackout** fabriquée sans PVC avec une enduction à base d'eau et permettant une économie de matière ainsi qu'une consommation réduite via une impression recto-verso
- **Des adhésifs Nature Walk** recyclables et sans PVC
- **Des emballages écoresponsables** : des anciennes bâches ont été réemployées pour le conditionnement de la signalétique.
- **Des supports rigides recyclés** en granulés pour fabriquer des pièces plastiques

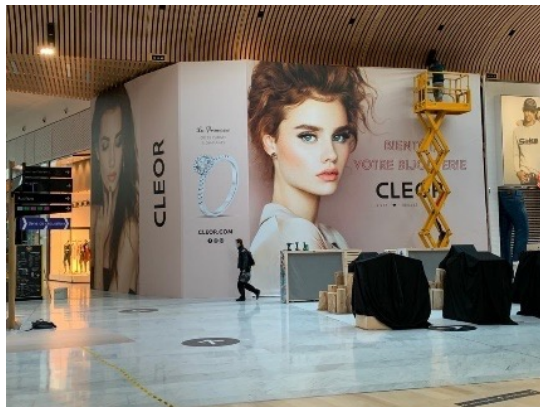
**Écoconception, Réutilisation et recyclage** – plancher et bâche Tarpulin est impliqué dans 2 programmes différents :



Premièrement, Tarpulin, filiale chilienne du Groupe, spécialisée dans la fourniture de structures temporaires, utilise un plancher technique innovant qui remplace une solution traditionnelle et permet d'éviter de couler une dalle de béton en-dessous d'une structure. Ce sol peut être utilisé sur tout type de terrain tel que la plage ou l'intérieur d'une structure. Tarpulin a installé 6 000 m² de sol de dalles ultra-résistantes fabriquées à partir de 100 % de plastique recyclé issu de l'industrie minière et de déchets plastiques récupérés en Patagonie chilienne. Tarpulin a un accord exclusif avec le fabricant concernant la distribution de ce produit sur le marché événementiel et le loue à ses clients, favorisant ainsi la réutilisation du produit. Ce projet a accueilli la foire GL events EDIFICA 2022 dans le nouveau site événementiel du Groupe : «Parque FISA». 96 tonnes de déchets plastiques ont été recyclées dans ce projet à l'empreinte carbone quasi nulle. Le sol est toujours en service chez GL events Venues au Chili.

Deuxièmement, Tarpulin réutilise une partie du PVC pour la fabrication de sacs à dos. À titre d'exemple, la société MY WAY eco Bag a présenté son nouveau produit «Mochi Kids», un sac à dos pour enfants 100 % fait de matériaux recyclés. Parmi ces matériaux, on trouve notamment des restes de bâches et de tentes de Tarpulin !

### Écoconception – agencement et signalétique



Le Groupe a également construit « la palissade de travaux », une solution modulable en aluminium habillée de signalétique conçue par l'entité signalétique du Groupe dans le but de répondre aux besoins de ses clients tels que les directeurs techniques de centres commerciaux, les annonceurs de boutiques et points de vente, les clients actuels pour lesquels GL events conçoit et réalise des prestations événementielles et des projets d'agencement. La palissade de travaux permet aux boutiques/enseignes en travaux situées dans les gares, les centres commerciaux ou les centres-villes de rester attractives. Cette solution est un véritable support de communication grand format dont la structure est réalisée par une des filiales du Groupe et la signalétique imprimée au sein des ateliers intégrés. En plus d'être un puissant outil de communication, la palissade de travaux est également une solution écoresponsable. En effet, c'est un service de location de structures qui favorise le réemploi et la rotation des stocks d'actifs. En outre, les impressions grand format sont effectuées à partir de supports et de procédés écoresponsables grâce à un parc machine dernière génération et à l'impression en sublimation. Les déchets sont revalorisés avec destruction des visuels qui sont recyclés ou revalorisés, en partenariat avec l'association « Les Connexions ».

### Écoconception et réutilisation – comptoirs et agencements

Afin de développer l'économie circulaire, les équipes de GL events exhibitions Brest ont eu l'idée de réaliser des comptoirs à partir de palettes en bois recyclées dans le but de pouvoir les réutiliser sur leur salon « Aux vignobles ! » mais bien d'autres également. Aujourd'hui, 20 comptoirs tournent sur les 24 salons « Aux vignobles ! ». Les équipes de GL events exhibitions Brest travaillent actuellement sur la fin de vie des comptoirs et prévoient de les ramener aux fabricants afin de créer de nouveaux comptoirs à partir d'anciens. Ils travaillent également sur d'autres solutions afin que tous les éléments soient réutilisables sur un maximum de salons.

### Écoconception - ECOMOD

Les équipes de nos entités en Afrique du Sud ont développé le stand ECOMOD avec des matériaux recyclés ou recyclables. La gamme de produits ECOMOD est une solution unique et polyvalente pour les événements et les expositions. Le produit est écologique, économique et modulaire par nature et offre de multiples avantages en termes d'installation et de réutilisation.



### Écoconception et réduction – Moquettes

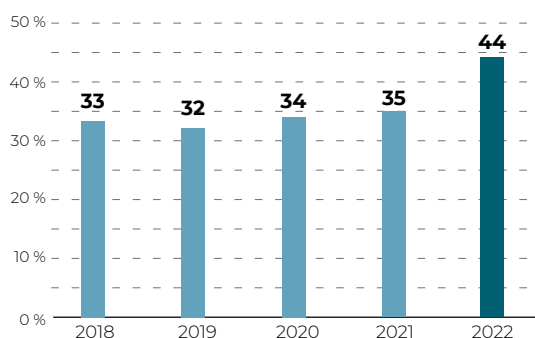
Depuis de nombreuses années, les équipes du Groupe GL events travaillent sur les différentes solutions écoresponsables d'utilisation de la moquette : moquettes en dalles réutilisables, moquettes en polypropylène sans sous-couches pour un recyclage complet et la réduction du besoin (suppression de moquette dans les espaces communs, les allées ou complètes en fonction de lieux des salons). En 2022, s'agissant des principaux salons organisés par les équipes françaises du pôle Exhibitions (Première Vision compris), on note une baisse brute (non rapporté au m<sup>2</sup> vendu) de 38 % de m<sup>2</sup> de moquette entre les salons 2019 et 2022. Pour exemple, le salon Piscine Global qui a eu lieu en novembre 2022 est passé de moquette d'allée en plein à une moquette d'allée en retrait, ce qui a permis de réduire de 33% le volume de moquette : soit 9 329 m<sup>2</sup> de moquette en moins.

## 4.2.2 RECYCLER, AMÉLIORER LE TRI ET LE VALORISER

### 4.2.2.1 AMÉLIORER LE TRI

D'année en année, le taux de tri du Groupe s'améliore et particulièrement en 2022 avec une augmentation de 12 points par rapport à 2019. Pour soutenir cette évolution, la Direction Générale du Groupe GL events a donné des objectifs forts et ambitieux à la fin de l'année 2022 pour soutenir le déploiement opérationnel de sa politique RSE/ESG comprenant l'amélioration des taux de tri par site de 10 points sur 12 à 18 mois.

#### ÉVOLUTION DU TAUX DE TRI



Afin d'augmenter le tri et donc le recyclage, la totalité des sites français du pôle Venues a renouvelé en 2022 son équipement en poubelles de tri à la source par les visiteurs, ce qui représente plus de 5 000 contenants. Le pilotage de ce poste est rendu possible par la mise à disposition d'un outil dédié qui a été déployé en 2022.

Le Groupe a également mis en place un groupe de travail dédié aux Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE). L'objectif de ce groupe de travail « transverse » est de proposer de nouvelles solutions et de nouveaux modèles allant du recyclage des DEEE au changement de pratiques consistant à privilégier l'usage à l'achat. Un espace partagé sur Teams « Tous acteurs et actrices de la RSE » a été mis à disposition des collaborateurs référents et ambassadeurs RSE, sur lequel il est possible de consulter un guide des éco-organismes listant plusieurs entreprises spécialisées dans le traitement des DEEE.

### 4.2.2.2 RECYCLER ET VALORISER

Les efforts sont maintenus sur le recyclage en généralisant la méthode « test-validation-déploiement » sur différents flux. Un partenariat global a été passé en juillet 2022 avec un prestataire unique pour nos sites français dans l'optique d'augmenter le tri et le recyclage de différents flux produits :

- Les 5 flux classiques (papier/carton, métal, plastique, verre et bois)
- La moquette, un flux inhérent à nos activités

Parmi les flux de déchets issus des activités événementielles, les produits alimentaires de nos prestations « Food&Beverage » représentent un important gisement de réduction potentielle à la source. Des dispositifs anti-gaspillage sont mis en œuvre sur différents sites. À ce titre, la suppression de la distribution de bouteilles plastiques se poursuit sur nos sites.

Des démarches spécifiques ont été entreprises sur certains salons comme Piscine Global qui a fait l'objet d'un plan d'actions dédié (voir notre grand format).

Un guide recensant des solutions de recyclage, réemploi et réutilisation et de prestataires issus du secteur de l'Économie Sociale et Solidaire a été diffusé et encourage la revalorisation des matériaux disponibles après les événements.

#### FOCUS - VALORISER LES BIODÉCHETS

La gestion des biodéchets au Centre de Congrès de Lyon a permis de collecter 9 tonnes de déchets alimentaires. Partenaire du Centre de Congrès de Lyon pour la valorisation des biodéchets, l'association Aïden produit de très beaux légumes issus de l'agriculture biologique et au sein de la ferme de l'Abbé Rozier. Cette production maraîchère est réalisée par des personnes issues de l'insertion. Magnier, traiteur partenaire, achète des légumes à cette association et les cuisine, pour ensuite réaliser des prestations pour le Centre de Congrès de Lyon.

## GRAND FORMAT : PISCINE GLOBAL EUROPE DU 15 AU 18 NOVEMBRE 2022 À EUREXPO

Piscine Global Europe met en place plusieurs actions afin de limiter son impact environnemental en lien étroit avec l'équipe d'Eurexpo.

### UNE COMMUNICATION RESPONSABLE

- Impression de l'ensemble des supports de communication (plaquettes, flyers, plans, programmes, cartes d'invitation, dossiers de presse...) sur du papier recyclé
- Dématérialisation du badge visiteur
- Utilisation de matériaux recyclables pour la petite signalétique salon

### L'ÉCOCONCEPTION

- Intégration de matériaux recyclables ou réutilisables (bois, carton...) dans la conception des stands et des zones communes
- Réutilisation et location du mobilier pour l'événement
- Utilisation de moquette recyclable dans les allées du salon et de moquette en dalles réutilisables sur certains espaces du salon

### LES TRANSPORTS

- Incitation au covoiturage
- Incitation à l'accès au parc d'exposition Eurexpo en modes doux ou transports collectifs : tramway, bus...
- Possibilité de recharger sa voiture électrique parmi les 24 bornes proposées sur les parkings visiteurs et exposants

### LE TRI DES DÉCHETS

- Tri des déchets en montage, ouverture et démontage et valorisation des matières
- Mise en place de poubelles de tri dans les allées du salon pour trier les déchets des visiteurs
- Suppression de la mise à disposition de bouteilles plastiques dans les salles de convention, nouvelle offre tetrapack



#### 4.2.2.3 SENSIBILISATION ET ENGAGEMENTS DES COLLABORATEURS

Les collaborateurs du Groupe sont régulièrement sensibilisés à la gestion des déchets par les newsletters mensuelles « transverse » (trimestrielles pour les entités internationales), les actualités MyGLEvents et la signalétique dédiée. Pour les Business Units certifiées ISO20121 ou ISO14001, le sujet des déchets est abordé systématiquement en revue de direction. En 2023, la campagne des écogestes « Be smart together ! » consacrera sa saison 2 au tri et à la gestion des déchets pour accélérer la sensibilisation.

##### FOCUS : LES CLEAN WALK



À l'initiative (boîte à idées) des collaborateurs, le Groupe GL events a participé à la « journée mondiale du nettoyage de notre planète » durant les deux premières semaines de septembre 2022.

Quelques chiffres clés à retenir :

- 12 Business Units en France et à l'international ont participé à la World Clean Up Day
- Plus de 270 participants
- Plus de 545 kg de déchets ramassés

En complément de ces clean walk en septembre 2022, des initiatives locales ont été engagées :

##### GL events UK

Le 17 février 2022, 12 collaborateurs de GL events UK se sont réunis le long d'un tronçon du canal de Wednesbury, près de Birmingham, afin de ramasser les objets qui se sont accumulés le long de la voie fluviale. Cette première action a été effectuée en soutien à l'association Canal & River Trust dans le cadre du programme d'engagements mis en place autour des Jeux du Commonwealth de Birmingham 2022.

##### Fonction Meuble

Vendredi 16 décembre 2022, Fonction Meuble a organisé une matinée « cleaning » avec l'ensemble des collaborateurs à proximité des locaux. Munie de gants, de pinces et de motivation, l'équipe a récolté pas moins de 72,5 kg de déchets. Et pour donner plus de sens à l'opération, chaque kilo collecté a engendré un don de 10€ à une association.

#### 4.3 FAVORISER LA DIVERSITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE DES TERRITOIRES

##### 4.3.1 ACTIONS DE SOLIDARITÉ ET DE PHILANTHROPIE

La présence des entités du Groupe au plus proche des territoires et son caractère multi-métiers permet un effet catalyseur et d'ambassadeur de l'attractivité économique et sociale partout où le Groupe opère. Des rencontres sont organisées régulièrement afin de prendre en compte les attentes et besoins des différentes parties prenantes, d'améliorer le dialogue et de collaborer à des solutions ou actions communes : délégués, professionnels de filière ou de territoire, représentants associatifs, culturels ou sportifs. Ainsi, chaque entité peut soutenir localement des associations en lien avec les enjeux de son territoire en cohérence avec les enjeux et les valeurs du Groupe.

Cette démarche globalisée se traduisant localement est encadrée par une politique de mécénat et dons. Ces opérations sont suivies par la RSE Groupe, les équipes comptables et la direction fiscale et compliance du Groupe. Cette démarche peut être également appuyée au travers de la Fondation Polygone, lancée en 2020, juste avant le début de la période du Covid\_19. Cette fondation a pour objectif de servir de façon très concrète 3 missions au cœur des territoires : WORLD, PEOPLE, ART pour un développement plus durable. Véritable outil de solidarité collaborative, la fondation Polygone prend tout son sens au travers de l'engagement des collaborateurs du Groupe GL events et des valeurs de solidarité et de fraternité qui les animent.

En 2022, sur le dynamisme du rebond d'activité, de nombreuses actions de solidarité et de philanthropie ont été menées, dont quelques illustrations sont détaillées ci-après et organisées par catégorie (actions dans le cadre d'un événement ou d'un territoire, actions de solidarité citoyennes, actions en faveur de l'insertion, de la biodiversité et du bien-être animal ou encore de la promotion des activités physiques et sportives).

##### EXEMPLES D'ACTIONS DE SOLIDARITÉ DANS LE CADRE D'UN ÉVÉNEMENT

###### Programme « Better Food for a better world »

L'initiative « Better Food for a Better World by GL events » définit la vision du Groupe de la restauration d'aujourd'hui pour un F&B plus responsable. Inspiré du meilleur d'hier et de demain, ce mouvement scelle l'engagement du Groupe et définit les priorités sur lesquelles il mène des actions concrètes pour changer les choses.

« Better Food For a Better Word by GL events » engage ses parties prenantes sur trois axes :

- **Durable** : réduction du gaspillage alimentaire (juste production, ajustement des commandes au plus près des besoins), offre végétarienne ou à base de produits à faible impact environnemental (eau, intrants), achats de produits issus de l'agriculture biologique, raisonnée et équitable, réduction des suremballages et des emballages, 0 % OGM et huile de palme, etc.
- **Humain** : emploi de personnes en situation de handicap ou en insertion, recours à des services fournis par des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire (EA, ESAT, Entreprises insertion) et apprentissage, formation en alternance.



- **Authentique** : mise en avant du terroir (animation avec producteurs et artisans locaux), offre régionale, recettes traditionnelles, production maison, partenariat avec des chefs locaux et élaboration des recettes à base de produits bruts ou à faible degré de transformation.

En complément de ce programme ainsi qu'au travers de la Division FOOD du pôle Exhibitions, le Groupe GL events a lancé sa fondation « Cuisine Durable by Olivier Ginon » en septembre 2022 afin de poursuivre les efforts sociétaux portés par la gastronomie française. En effet, la mission de la Fondation est de perpétuer les fondements de l'excellence et de l'engagement de la cuisine française en capitalisant sur le rôle sociétal du Concours du Bocuse d'Or.

#### Le défilé Be.happy

Un défilé BE HAPPY a eu lieu le samedi 1<sup>er</sup> octobre 2022 aux Espaces Vanel, à Toulouse. Ce défilé de mode a permis de mettre en lumière les soins de support de la ville et de redonner confiance aux modèles atteints ou guéris d'un cancer en rayonnant sur le podium. Les tenues portées ont été confectionnées par des créateurs toulousains.

#### Dons du sang

Plusieurs Business Units et sites du Groupe ont recours à l'Établissement Français du Sang pour organiser des collectes sur leurs sites ou pendant leurs événements (Strasbourg Events, Centre des Congrès de Lyon, etc...). Par exemple, Eurexpo et la Foire de Lyon ont organisé une collecte qui a eu lieu le 28 mars 2022. 113 personnes dont 26 nouveaux donateurs ont profité de cette occasion pour donner leur sang.

### EXEMPLES D'ACTIONS DE SOLIDARITE CITOYENNE

#### Soutien à l'Ukraine

La Fondation Polygone et le Groupe GL events s'associent à l'aide internationale en faveur de la population ukrainienne victime du conflit russo-ukrainien et se mobilisent pour apporter en urgence soutien et ressources aux sinistrés. L'ensemble des filiales de GL events contribue à cet effort en fournissant du matériel professionnel et tous les collaborateurs qui souhaitent agir pour l'Ukraine ont pu participer activement à une collecte mise en place en quelques jours. Ainsi, dès mars 2022, le Groupe a apporté son soutien et sa solidarité au peuple ukrainien en mobilisant du matériel qui a servi notamment à l'accueil d'urgence de réfugiés dans les pays transfrontaliers. Dans ce cadre, du matériel professionnel a été mobilisé par les entités du Groupe et une collecte solidaire a été mise en place sur les sites lyonnais de Confluence et Brignais. Ce sont deux chauffeurs de Hall expo qui se sont portés volontaires pour acheminer vers la Pologne les éléments collectés.



Par la suite, le Paris Event Center accueille depuis le 28 août 2022 un Centre d'Hébergement ukrainien. À l'occasion de Noël, le Paris Event Center a acheté des livres (imagiers, coloriages) et les a distribués aux enfants ukrainiens hébergés sur le site. Paris Event Center est rentré en discussion avec les associations pour déterminer les besoins des réfugiés (vêtements, jouets, produits d'hygiène...) qui s'est traduit par un appel aux dons par les collaborateurs parisiens.

#### Le LOU rugby organise un événement citoyen « LYON-NOUS »

Dans le cadre de son programme « LOU ATTITUDE », le LOU Rugby s'est associé à l'USEP (Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré) pour réaliser un événement citoyen : « LYON-NOUS ». Cette manifestation a accueilli au sein du stade et sur 4 jours, 56 classes soit près de 1 500 enfants d'écoles primaires de la métropole.

L'objectif de cet événement était de faire découvrir à ces jeunes la pratique sportive, la cohésion et les valeurs du rugby mais également de les éveiller et de les sensibiliser à des sujets et des causes citoyennes à travers 6 ateliers ludiques dont un sur l'environnement.

#### Noël solidaire & les boîtes solidaires

La Noël Solidaire s'est déroulée du 12 au 16 décembre 2022 sur plusieurs sites GL events du Rhône. Cet événement est organisé par Le Village By CA afin de récolter un grand nombre de vêtements et de jouets pour l'association Les Restos du Cœur ainsi qu'une récolte de fonds pour l'association AÏDA. GL events participe à cette œuvre de bienfaisance en proposant 6 lieux d'accueil à destination des collaborateurs.

En collaboration avec l'association « Ouhlala », les collaborateurs de l'agence Live! by GL events ont souhaité aider les plus démunis en confectionnant des boîtes solidaires qui ont par la suite été distribuées.

### EXEMPLES D'ACTIONS DE SOLIDARITE FAVORISANT L'INSERTION

#### Sport dans la ville

C'est à la suite d'une rencontre entre Olivier GINON et Philippe ODDOU en 2002, pour organiser un premier événement solidaire, que le formidable partenariat entre « Sport dans la Ville » et GL events est né. Par son engagement, GL events a contribué au développement de « Sport dans la Ville ». Plus de 30 000 jeunes ont été accompagnés dans leur insertion sociale et professionnelle au cours de ces 20 dernières années. « Sport dans la ville » assure la mise en place et l'encadrement de centres sportifs dans des quartiers prioritaires de la Ville. Aujourd'hui, 51 centres ont été créés en régions Rhône-Alpes, Ile-de-France, Hauts-de-France et Sud.

L'association propose 2 programmes qui permettent de rétablir l'égalité des chances dans les quartiers et de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des 7 000 jeunes inscrits auxquels le Groupe va participer :

- **« Job dans la ville »** : le programme qui permet aux jeunes d'être accompagnés dans leur orientation professionnelle ainsi que dans leur accès à la formation et à l'emploi
- **« Parrainage »** : le programme qui propose d'accompagner un jeune dans la compréhension du monde professionnel en lui faisant découvrir un métier

Le 28 avril 2022, le Groupe GL events a également participé à une journée de rencontre avec une centaine de jeunes de tout âge, du collège jusqu'au niveau bac +5. Cet événement s'inscrit dans le cadre de son partenariat avec « Sport dans la



ville » et par extension, de son partenariat avec le programme « Job dans la ville ».

L'événement comptait plusieurs activités :

- Un moment « job dating » : sessions de coaching, de préparation, de suivis d'entretiens
- Un moment découverte / marque employeur : 24 stands, dont celui de GL events, étaient présents pour rencontrer des jeunes et les sensibiliser au monde entrepreneurial
- Des moments ludiques : plusieurs activités sportives et tombola pour briser la glace entre jeunes et recruteurs

## 2<sup>e</sup> édition des Halles Inclusives

Le 17 décembre 2022, le Centre de Congrès de Lyon a accueilli la deuxième édition d'un marché de Noël solidaire et responsable « les Halles inclusives », organisé par l'association Prête-moi tes ailes et soutenu par le Groupe où une quarantaine de collaborateurs se sont portés bénévoles pour accompagner le projet. L'intégralité des exposants (au nombre de 50 pour cette deuxième édition) du marché de Noël étaient des travailleurs en situation de handicap venus proposer aux visiteurs leurs produits artisanaux ou leurs prestations. Cette deuxième édition a à nouveau rencontré un réel succès auprès des visiteurs (+30 % de visiteurs comparé à l'année dernière) et a véritablement œuvré en faveur de l'inclusion des personnes handicapées. La première édition des Halles inclusives a remporté le coup de cœur du jury des Awards de l'Innovation Solidaire lors de la troisième Nuit de l'innovation solidaire organisée par Handicap International – Humanité & Inclusion, la Fondation INSA et Dynergie. La deuxième édition des Halles Inclusives a, quant à elle, reçu le prix du CESER Auvergne Rhône-Alpes qui vise à récompenser les initiatives économiques, sociales ou environnementales, et culturelles sur la région Auvergne-Rhône-Alpes.



## EXEMPLES D'ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ ET DU BIEN-ÊTRE ANIMAL

Soucieuses de la nature, plusieurs entités du Groupe GL events agissent au quotidien et à leur échelle en faveur de la biodiversité et du bien-être animal. Par exemple, chez Fonction Meuble, et depuis juin 2022, Florette et Marguerite, deux moutons mis à disposition par une mairie voisine sont chargés de l'éco-pâturage. Cette initiative collective des collaborateurs a été source de motivation et d'actions en faveur du bien-être de ces animaux (abri et parasol fabriqués sur place, change régulier, etc...). Chez Clermont Auvergne Events, l'éco-pâturage de mars à septembre est également mis en place avec systématiquement un point d'eau (amovible), des voiles d'ombrage ou des zones naturelles ombragées et d'une clôture sécurisée ainsi qu'une surveillance périodique par l'équipe Agradis, l'agriculteur mais aussi l'équipe de la

Grande Halle d'Auvergne. Enfin, que ce soit au Centre des Congrès de Lyon ou au Palais Brongniart, plusieurs ruches ont été installées, suivies par des apiculteurs et permettant ainsi la sensibilisation et la formation des collaborateurs des sites à l'apiculture et à la biodiversité.

## FOCUS – GL EVENTS EQUESTRIAN

GL events Equestrian Sport aborde le bien-être animal au travers de son label EQUURES et ses actions de sensibilisation. En effet, avec la labellisation EQUURES pour le Printemps de Sports Equestres et le Longines Equita Lyon CHI et Equita Lyon (label environnemental et bien-être animal de la filière équine), GL events Equestrian Sport a ancré sa démarche environnementale et en faveur du bien-être animal depuis de nombreuses années. En complément, la sensibilisation du grand public et des professionnels de la filière est faite régulièrement à travers plusieurs actions de communication : la diffusion de vidéos sur le bien-être animal produites par les différentes maisons-mères de la filière sur la plupart des carrières du salon et des concours, l'organisation d'une journée bien-être équin depuis 2021 sur différents thèmes, une newsletter et un communiqué de presse dédiés.



En tant que leader de la filière, GL events Equestrian Sport participe et promeut le bien-être équin comme une priorité et un fil rouge de l'édition 2022 de son salon Equita Lyon. Le pôle santé d'Equita Lyon situé au cœur de l'événement a été créé à l'initiative d'Equita Lyon, de Boehringer Ingelheim, du Centre hippique du campus vétérinaire VetAgro Sup de Lyon, de la Clinique équine du Champ du Perier et de Jean Marc Gentil. Chaque jour, des conférences interactives sont animées par des vétérinaires, des dentistes équins, des ostéopathes et des kinésithérapeutes permettant de découvrir ou d'approfondir les connaissances des visiteurs et de l'ensemble de la filière équine.

#### EXEMPLES D'ACTIONS VISANT LA PROMOTION DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES

Au cœur des valeurs portées par le Groupe GL events, le sport est incarné par son club du LOU Rugby. Dans le cadre de son programme « LOU ATTITUDE », le LOU Rugby s'est associé à l'USEP (Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré) pour réaliser un événement citoyen : LYON-NOUS. L'objectif de cet événement était de faire découvrir à ces jeunes la pratique sportive, la cohésion et les valeurs du rugby. Ces valeurs s'illustrent également au travers du partenariat historique avec « Sport dans la Ville » détaillé plus haut. Plusieurs entités du Groupe GL events participe à des actions caritatives et sportives en France telles qu'Odyssea, Run in Lyon, Courir pour elle ou encore la course des héros. Cette dernière a eu lieu en juin 2022 et a rassemblé plusieurs actions solidaires des entités et collaborateurs du Groupe en région lyonnaise. À cette occasion, l'association « Prête-moi tes ailes » propose aux collaborateurs de venir courir pour elle afin de récolter des fonds pour la prochaine édition des Halles inclusives. Cette course solidaire est une occasion unique de venir à la rencontre de l'association, de se sensibiliser au handicap cognitif et de fédérer autour d'une cause importante. Aussi de nombreuses actions sont organisées localement par les CSE comme des cours de sophrologie, des sessions de cardio et renforcement musculaire deux fois par semaine.



Enfin de manière collatérale, les actions en faveur de la mobilité douce participent en la promotion de l'activité physique. Par exemple, un challenge de mobilité a été organisé à Brignais en juin 2022. Ce challenge visait à trouver des alternatives à la voiture pour se rendre au travail. Une quarantaine de collaborateurs ont participé au challenge ce qui a permis d'économiser environ 550 km, tous moyens de transports cumulés.

#### EXEMPLES D'ACTIONS DE LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE

Au travers de son programme « Better Food For A Better World », l'ensemble des responsables F&B (food & beverage) et prestataires associés sont pilotés afin d'obtenir le nombre juste de commande de prestations afin de lutter au quotidien contre le gaspillage alimentaire. Des offres sont créées avec les prestataires, c'est notamment le cas de l'offre « Green » : 100 % circuit court, 100 % produits de saison, 100 % de produits frais ou encore 100 % de produits disposant d'un label. Que ce soient les équipes F&B, les organisateurs ou les gestionnaires de sites, de nombreux dons alimentaires sont organisés avec le soutien de plusieurs associations. Par exemple, au Centre de congrès de Lyon, ce sont plus de 12 000 repas distribués à plusieurs associations.

#### FOCUS – REDISTRIBUTION ALIMENTAIRE LORS DU SIRHA GREEN DU 8 AU 9 JUIN 2022 À EUREXPO

Plus qu'un simple salon, Sirha Green est une invitation à repenser les approches et les métiers du Food service et de l'Alimentation. Sirha Green s'inspire des démarches vertueuses, organiques, incite à toujours penser au meilleur, en promouvant les initiatives éco-responsables et solidaires. Sirha Green s'adresse à tous les univers de la restauration et propose une large offre pour affronter les nouveaux enjeux environnementaux : fournisseurs locaux ou responsables, solutions de traçabilité, équipements et matériels éco-conçus, durables, recyclables et basse consommation, solutions anti-gaspillage, textiles bios, durables, recyclables, gestion de communautés, technologies.

Au cœur de cette démarche, les équipes de SIRHA GREEN ont organisés différentes collectes de redistribution alimentaire avec la Banque Alimentaires (plus de 700kg pour des repas redistribués) et de valorisation des biodéchets avec les Alchimistes (148kg de déchets collectés en tri 3 étoiles ce qui a permis de produire 27kg de compost par exemple).

#### 4.3.2 ACCÉLÉRER LES ACHATS RESPONSABLES ET ENCOURAGER LE RECOURS À L'ESS

Les fournisseurs, prestataires, sous-traitants et co-traitants sont des parties prenantes clés pour le Groupe GL events dans l'atteinte de ses objectifs. Au-delà de son devoir de vigilance, le Groupe GL events cherche à collaborer avec des fournisseurs qui concourent à la création d'une chaîne d'approvisionnement responsable au sein de l'activité événementielle et contribuent aux objectifs visés par le Groupe.

##### Organisation des achats

Au plus proche des métiers opérationnels, les acheteurs sont répartis au sein des pôles et par famille d'achats et piloter par les Directions des opérations des pôles. Pour ancrer les fondamentaux éthiques et les valeurs du Groupe, chaque acheteur a été formé au dispositif anticorruption ainsi qu'à la prévention de la fraude (en mars 2022 pour les entités en France).

En ce qui concerne l'ESS, un acheteur dédié pilote et anime l'ensemble des parties prenantes internes et externes ainsi que les partenariats associés. Il travaille conjointement avec l'équipe RSE centrale et les référents RSE des entités dont le livrable principal de l'année 2022 est le guide des éco-organismes à disposition de toutes les entités du Groupe en France.

##### Charte fournisseurs responsables

En complément du Code éthique et du Code de conduite des affaires disponibles sur le site internet institutionnel du Groupe, la charte fournisseurs responsables a été créée et déployée pour les activités principales du Groupe en France. Cette charte donne un signal fort sur les attentes du Groupe GL events auprès de ses fournisseurs pour faire progresser ses pratiques et les engagements des parties. Cette charte présente ainsi les engagements de GL events et ceux attendus de ses fournisseurs pour des achats responsables opérés dans une relation durable entre les parties. Cette charte s'applique également aux fournisseurs de ses fournisseurs. Afin de promouvoir cette chaîne d'approvisionnement responsable et des performances durables pour soutenir ses activités, la

filière Achat s'appuie sur trois piliers principaux :

- **Développer** des partenariats innovants avec les fournisseurs : innover en instaurant des partenariats avec les fournisseurs qui contribuent à leur intégration dans de nouveaux services et dans l'économie circulaire
- **Accroître la compétitivité** grâce à l'optimisation des ressources dans de multiples domaines tels que la consommation énergétique, les émissions de carbone ou le recyclage des matières et ce, grâce à des relations mutuellement bénéfiques avec les fournisseurs (mise en place de relations transparentes et de partenariats « gagnant-gagnant »)
- **Contribuer** au développement local grâce à sa contribution au développement des zones géographiques où elle opère (régions, pays, etc...) en privilégiant les acteurs locaux et en promouvant la diversité parmi les fournisseurs

La formalisation de cette charte s'appuie sur des process achats internes refondus dans une politique achats responsables en 2022 sur le pôle Live en France. Pour illustration, la qualification fournisseurs est la pierre angulaire de ce processus achats responsables : cela permet d'intégrer et de sécuriser le plus en amont possible nos engagements RSE. Les réponses aux RFI achats et RSE sont intégrées dans une grille de qualifications multicritères pondérée (achats, RSE et solution technique).

#### Accélérateur du recours à l'ESS par le partenariat avec l'Agence des Économies Solidaires (AES)

Leader de sa filière, le Groupe s'attache à contribuer au développement et à la structuration de tout un réseau de prestataires et sous-traitants locaux, notamment issus de l'Économie Sociale et Solidaire (éco-organismes, ESAT).

Afin de renforcer cette politique et son process d'Achats Responsables notamment auprès d'entreprises du secteur de l'ESS, un partenariat avec l'Agence des Économies Solidaires a été conclu début 2020 afin de structurer et dynamiser cette démarche. Cette collaboration marque une ambition commune : faire de GL events le chef de file d'une filière événementielle plus responsable et solidaire. L'expertise de l'AES permet au Groupe d'accompagner et d'apporter des solutions innovantes (appui au sourcing de prestataires et organismes, initiation de partenariats, support en gestion de projets et rédaction d'appels d'offres, etc...) dans divers domaines de l'Économie Sociale et Solidaire : économie circulaire, écoconception, insertion professionnelle, inclusion des personnes en situation de handicap, etc.

### 4.3.3 AMPLIFIER NOTRE MANAGEMENT ÉTHIQUE PAR LA DIVERSITÉ ET L'INCLUSION

#### 4.3.3.1 L'ÉGALITÉ HOMMES/FEMMES – UNE GESTION DE CARRIÈRE NON DISCRIMINANTE

Le Groupe GL events a renforcé en 2022 ses actions en faveur de la diversité Hommes/Femmes.

Sur le plan de la culture et de la sensibilisation, une démarche de formation a été déployée pour l'ensemble des Comités de direction des pôles en France avec l'ANACT et l'ARACT pour la prévention des risques psychosociaux liés à de potentiels comportements sexistes en milieu professionnel. Le Comité exécutif et les cadres supérieurs du Groupe ont été formés. Dans certaines sociétés, des étapes additionnelles sont en cours de construction, en lien le cas échéant, avec les partenaires sociaux.

La mise en place de charte sur le télétravail dans toutes les filiales en France et dans certains pays est également un facteur facilitant l'égalité Homme/Femmes au travail et de façon plus générale, le bien-vivre ensemble.

#### Une répartition Femmes Hommes dans le Groupe stable dans le temps

#### ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION PAR SEXE ET PAR ACTIVITÉ DES EFFECTIFS INSCRITS, PERMANENTS ET NON PERMANENTS (Période 2020 – 2022 - Périmètre Groupe)

		31/12/2020			31/12/2021			31/12/2022		
		Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
<b>Holding</b>	<b>Effectifs</b>	115	95	<b>210</b>	115	106	<b>221</b>	124	104	<b>228</b>
	<i>Répartition</i>	55%	45%		52%	48%		54%	46%	
<b>Exhibitions</b>	<b>Effectifs</b>	359	198	<b>557</b>	363	204	<b>567</b>	372	200	<b>572</b>
	<i>Répartition</i>	64%	36%		64%	36%		65%	35%	
<b>Live</b>	<b>Effectifs</b>	863	1 877	<b>2 740</b>	975	1 889	<b>2 864</b>	1 014	2 174	<b>3 188</b>
	<i>Répartition</i>	31%	69%		34%	66%		32%	68%	
<b>Venues</b>	<b>Effectifs</b>	544	529	<b>1 073</b>	526	532	<b>1 058</b>	566	565	<b>1 131</b>
	<i>Répartition</i>	51%	49%		50%	50%		50%	50%	
<b>Total</b>	<b>Effectifs</b>	<b>1 881</b>	<b>2 699</b>	<b>4 580</b>	<b>1 979</b>	<b>2 731</b>	<b>4 710</b>	<b>2 076</b>	<b>3 043</b>	<b>5 119</b>
	<i>Répartition</i>	<b>41%</b>	<b>59%</b>		<b>42%</b>	<b>58%</b>		<b>41%</b>	<b>59%</b>	

La proportion des femmes s'est stabilisée légèrement au-dessus de 40 % ces trois dernières années. Des écarts importants existent entre les différentes activités. On observe une légère augmentation en 2022 pour la part des femmes dans les holdings.

Une répartition Femmes Hommes qui se retrouve quasiment à l'identique dans la population cadres et cadres supérieurs

#### PART DES FEMMES DANS LES POSTES DE DIRECTEURS ET CADRES EN EFFECTIFS INSCRITS PERMANENTS

		31/12/2020			31/12/2021			31/12/2022		
		Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
<b>Total général</b>	<b>Effectifs</b>	1 679	2 400	<b>4 079</b>	1 581	2 277	<b>3 858</b>	1 789	2 656	<b>4 445</b>
	<i>Répartition</i>	41 %	59 %		41 %	59 %		40 %	60 %	
<b>Ensemble des cadres et cadres supérieurs</b>	<b>Effectifs</b>	<b>647</b>	<b>958</b>	<b>1 604</b>	<b>586</b>	<b>843</b>	<b>1 429</b>	<b>646</b>	<b>964</b>	<b>1 610</b>
	<i>Répartition</i>	<b>40 %</b>	<b>60 %</b>		<b>41 %</b>	<b>59 %</b>		<b>40 %</b>	<b>60 %</b>	

La part des femmes dans l'ensemble des cadres est en légère baisse, et mais reste proportionnée à celle-ci dans l'ensemble du Groupe.

#### ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION PAR SEXE ET PAR CATÉGORIE PROFESSIONNELLE DES EFFECTIFS INSCRITS PERMANENTS, PÉRIMÈTRE GROUPE

		31/12/2020			31/12/2021			31/12/2022		
		Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
<b>BU Director   Executive</b>	<b>Effectifs</b>	27	83	<b>110</b>	29	79	<b>108</b>	26	83	<b>109</b>
	<i>Répartition</i>	25 %	75 %		27 %	73 %		24 %	76 %	
<b>Cadre   Manager</b>	<b>Effectifs</b>	593	830	<b>1 423</b>	557	764	<b>1 321</b>	620	881	<b>1 501</b>
	<i>Répartition</i>	42 %	58 %		42 %	58 %		41 %	59 %	
<b>Employé   Clerk   Tam   Supervisor   Technician</b>	<b>Effectifs</b>	1 025	929	<b>1 954</b>	959	843	<b>1 802</b>	1 083	1 041	<b>2 124</b>
	<i>Répartition</i>	52 %	48 %		53 %	47 %		51 %	49 %	
<b>Ouvrier   Blue collar</b>	<b>Effectifs</b>	34	558	<b>592</b>	36	591	<b>627</b>	60	651	<b>711</b>
	<i>Répartition</i>	6 %	94 %		6 %	94 %		8 %	92 %	
<b>Total général</b>	<b>Effectifs</b>	<b>1 679</b>	<b>2 400</b>	<b>4 079</b>	<b>1 581</b>	<b>2 277</b>	<b>3 858</b>	<b>1 789</b>	<b>2 656</b>	<b>4 445</b>
	<i>Répartition</i>	<b>41 %</b>	<b>59 %</b>		<b>41 %</b>	<b>59 %</b>		<b>40 %</b>	<b>60 %</b>	

La part des femmes dans les postes de qualifications « Blue collar » augmente de façon significative, avec un progrès de 5% en l'espace d'un an. Une progression qui illustre les efforts du groupe dans son combat pour l'égalité Femmes – Hommes.

#### 4.3.3.2 UNE POLITIQUE DIVERSITÉ ET INCLUSION À TOUS LES NIVEAUX

Le Groupe GL events développe des politiques de diversité et d'inclusion, démarches ancrées dans son histoire. En effet, par sa construction, le Groupe est constitué d'un grand nombre de métiers et profils diversifiés et de multiples cultures (82 nationalités différentes).

Il concentre aujourd'hui sa politique de diversité et d'inclusion sur l'égalité Hommes/Femmes et sur l'intégration de personnes en situation de handicap et des populations éloignées de l'emploi par son action dans les territoires.

La sous-traitance est également un levier de la politique d'inclusion que le Groupe développe à travers des premiers partenariats avec des sociétés de l'économie sociale et solidaire.

#### DIVERSITÉ DES ÂGES ET ANCIENNETÉ – UNE POPULATION QUI RAJEUNIT

L'ensemble des données concerne les effectifs permanents inscrits au 31/12 de chaque année.

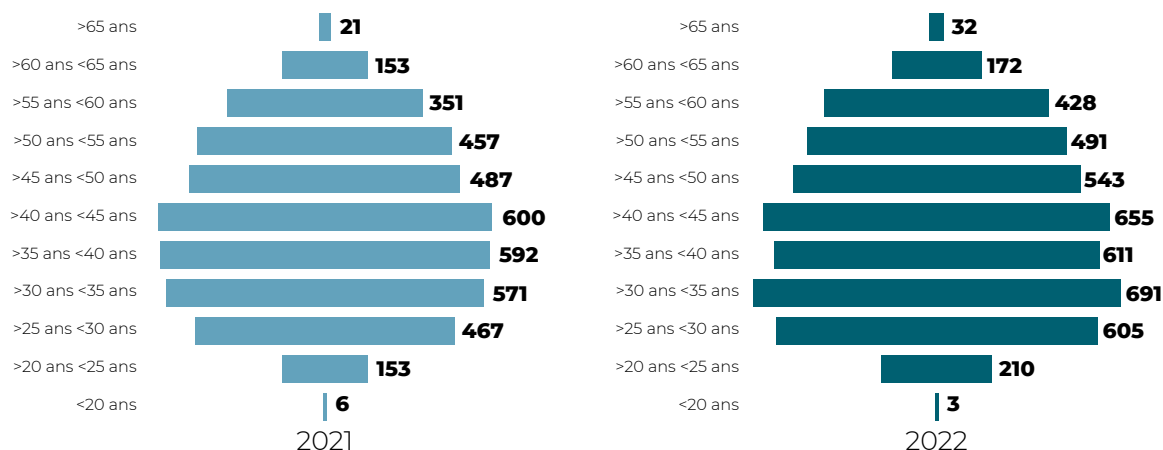
##### Une population qui rajeunit

La pyramide des âges reste équilibrée avec un renforcement de la part des collaborateurs de moins de 30 ans et une stabilité de la part des plus de 50 ans

L'année 2022 a été une année d'intégration de ressources face l'activité forte du Groupe, et aux enjeux de la transformation numérique, environnementale et sociale, ainsi qu'une année de préservation de l'expérience et l'expertise, clés de transmission des savoirs.



### PYRAMIDE DES ÂGES EN NOMBRE ET EN POURCENTAGE DES EFFECTIFS PERMANENTS INSCRITS (Période 2021 – 2022 – Périmètre Groupe)



Dans sa relance post pandémie et dans la continuité de la sauvegarde de ses compétences en interne, le groupe GL events enregistre une stabilité sur ses effectifs de moins de 30 ans et de plus de 50 ans gage du maintien de l'équilibre des générations et l'apport d'innovation tout en maîtrisant la capitalisation des compétences internes.

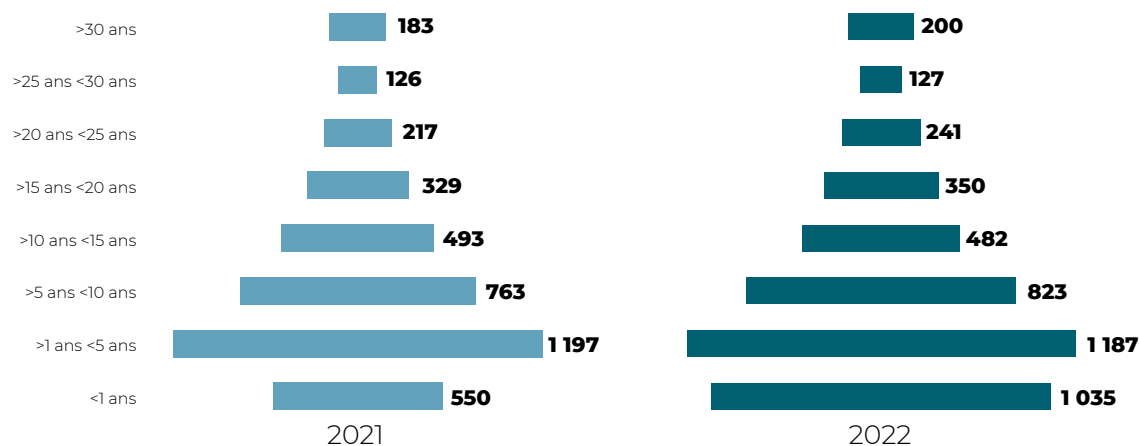
	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
Part des moins de 30 ans	17,87%	15,44%	16,23%	18,51%
Part des plus de 50 ans	22,36%	24,91%	25,45%	22,70%
<b>Age moyen</b>	<b>40,59</b>	<b>41,74</b>	<b>41,4</b>	<b>40,9</b>

Le renouvellement des effectifs s'accompagne d'un léger rajeunissement propre à sa croissance organique venant impulser l'apport de nouvelles visions et de diversité dans les équipes. Ce relatif rajeunissement des effectifs permet au groupe de poursuivre sa phase de digitalisation et d'accentuer le dynamisme général.

#### Une ancienneté qui se réduit

L'ancienneté moyenne au 31/12/2022 s'élève à 8,5 ans, et est en baisse de 10 mois par rapport au 31/12/2021.

### RÉPARTITION EN NOMBRE ET EN POURCENTAGE DES EFFECTIFS PERMANENTS INSCRITS AU 31/12 PAR TRANCHE D'ANCIENNETÉ (Période 2021- 2022 – Périmètre Groupe)



Le nombre de collaborateurs permanents ayant moins d'un an d'ancienneté au 31/12/2022 a significativement augmenté, soit de 485 personnes. Cette tranche représente 23,3%, contre 14,2% en 2021. C'est aussi la preuve du fort dynamisme et de l'attrait qu'a retrouvé notre secteur d'activité.

À l'exception de la première catégorie (« <1 an »), la répartition par tranche d'ancienneté des effectifs permanents reste stable. Les compétences ont pu être préservées malgré les 2 années d'ajustement organisationnel.

#### Des différences par zone géographique, selon le sexe et l'activité

En termes d'âge, les équipes sont plus jeunes en Asie, ce qui est cohérent avec le développement récent de nos activités en Chine. La moyenne d'âge des femmes est quasiment 4 ans plus jeune que celle des hommes. Les écarts de moyenne d'âge par activité sont peu significatifs, à l'exception des activités d'Exhibitions dont la population est plus jeune en moyenne.

En termes d'ancienneté celle des femmes, comme leur âge moyen, est plus faible. Cela traduit une féminisation progressive des métiers du Groupe. Une ancienneté moins élevée sur les holdings est la traduction de l'intégration progressive de nouvelles compétences, en lien avec les évolutions des métiers du Groupe.

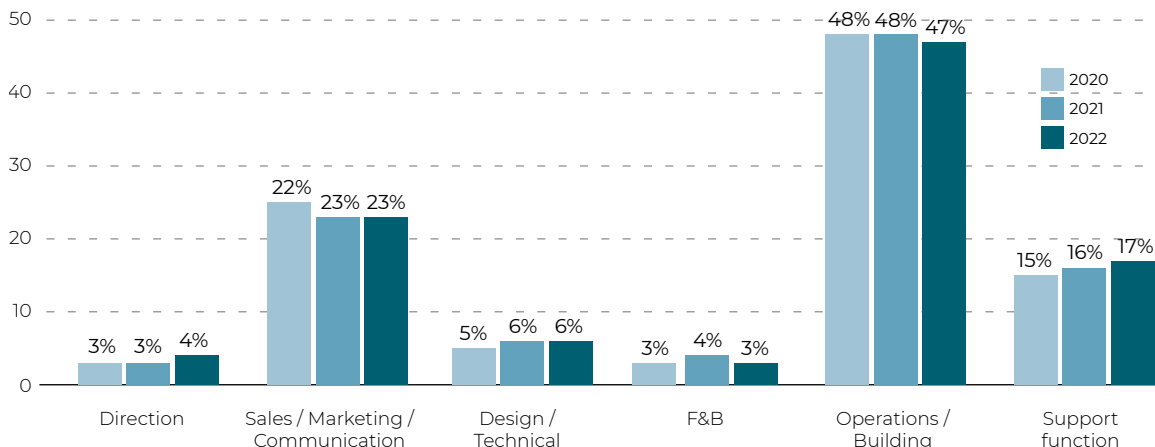
#### AGE ET ANCIENNETÉ MOYENS DES EFFECTIFS PERMANENTS INSCRITS (au 31/12/2022 – Périmètre Groupe)

		Age moyen au 31/12/2022	Ancienneté moyenne au 31/12/2022
<b>Par périmètre géographique</b>	France	41,8	7,5
	Europe	39,4	7,8
	Afrique	40,4	8,8
	Amérique	39,3	7,6
	Asie	39,3	8,1
<b>Par sexe</b>	Femme	38,6	7,6
	Homme	42,4	9,2
<b>Par activité</b>	Holding	41,0	6,9
	Exhibitions	39,2	8,2
	Live	41,0	8,7
	Venues	41,2	8,3
<b>Par statut</b>	BU Director   Executive	48,56	12,05
	Cadre   Manager	41,77	8,86
	Tam   Supervisor   Technician	39,32	8,75
	Employe   Clerk	35,77	5,75
	Ouvrier   Blue collar	40,79	7,95
<b>Par département</b>	Direction	47,5	10,7
	Sales/marketing/com	38,2	7,2
	Design/technical	39,2	7,6
	F&B	34,0	2,7
	Operations/building	40,4	8,6
	Support function	39,6	7,8
<b>Global</b>		<b>40,9</b>	<b>8,5</b>

### DIVERSITÉ DES MÉTIERS

Dans un contexte métier évolutif, GL events est fort de la variété de ses profils. Si les fonctions Opérations et Sales/Marketing représentent la majeure partie des effectifs, GL events peut également s'appuyer sur des fonctions Design et Supports importantes qui accompagnent l'évolution des métiers.

#### RÉPARTITION PAR MÉTIER DES EFFECTIFS TOTAUX INSCRITS (au 31/12 – Période 2020 – 2022 - Périmètre Groupe)



La répartition des effectifs par métier est stable avec une très légère augmentation du poids relatif des fonctions support. GL events conserve sa diversité de métiers et de profils de façon pérenne.

### DIVERSITÉ MULTICULTURELLE

Dans un monde en perpétuel mouvement, la richesse de GL events repose également sur sa diversité culturelle. Avec une présence dans 20 pays et 82 nationalités, GL events dispose d'une capacité d'adaptation et d'une agilité forte.

#### EFFECTIFS TOTAUX INSCRITS AU 31/12 PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES ET PAR PAYS (Période 2020 – 2022 - Périmètre Groupe)

	2020		2021		2022	
<b>Afrique</b>	<b>142</b>	<b>3%</b>	<b>135</b>	<b>2%</b>	<b>210</b>	<b>4%</b>
Algérie	4		4		0	
Île Maurice	34		36		39	
Afrique du Sud	104		95		171	
<b>Amériques</b>	<b>371</b>	<b>7%</b>	<b>388</b>	<b>7%</b>	<b>613</b>	<b>11%</b>
Brésil	217		226		396	
Chili	149		158		214	
Pérou	1		0		0	
USA	4		4		3	
<b>Asie</b>	<b>731</b>	<b>13%</b>	<b>915</b>	<b>17%</b>	<b>805</b>	<b>15%</b>
Chine	541		638		584	
Hong Kong	44		45		48	
Japon	38		32		31	
Russie	1		1		0	
Emirats Arabes Unis	107		199		142	

	2020		2021		2022	
<b>Europe hors France</b>	<b>694</b>	<b>13%</b>	<b>585</b>	<b>11%</b>	<b>690</b>	<b>13%</b>
Belgique	40		35		32	
Espagne	120		4		6	
Hongrie	83		125		96	
Italie	33		26		24	
Luxembourg	0		0		0	
Pays-Bas	43		44		52	
Turquie	207		155		175	
Royaume-Uni	168		196		305	
<b>Total hors France</b>	<b>1 938</b>		<b>2 023</b>		<b>2 318</b>	
<b>France</b>	<b>2 643</b>		<b>2 687</b>		<b>2 801</b>	
<b>Total général</b>	<b>4 581</b>		<b>4 710</b>		<b>5 119</b>	

C'est sur le continent américain et dans la zone Afrique que les effectifs totaux inscrits augmentent de façon la plus significative. La Chine voit une décroissance de ses effectifs en lien avec la gestion de la pandémie dans cette zone.

## UN GROUPE INCLUSIF

La politique d'inclusion du Groupe GL events s'est concentrée en 2022 sur :

- La poursuite d'actions en faveur des personnes en situation de handicap
- Le renforcement de l'engagement dans les territoires en faveur de l'inclusion
- L'orientation de sa sous-traitance vers l'économie sociale et solidaire

Quelques jalons de la politique d'inclusion du Groupe :

- 2010** Signature de la Charte de la diversité
- 2014** Création d'une cellule dédiée en soutien de la démarche handicap Groupe
- 2021** Signature de la Charte des 1 000 de la métropole de Lyon – 1 000 entreprises s'engagent pour l'insertion et l'emploi  
Signature du Pacte parisien pour l'emploi et les entreprises (PPEE) - Le Groupe renforce son engagement dans les territoires, et officialise son engagement pérenne en faveur de l'emploi, de la formation et de l'insertion.  
Vecteur d'une ambition partagée, ce pacte se traduit par la mise en place d'actions concrètes visant à renforcer l'implication de l'entreprise et de ses salariés sur le territoire parisien, avec l'appui de l'ensemble des cosignataires du pacte – la Ville de Paris, Pôle emploi Paris, la Mission locale de Paris, l'EPEC, l'Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance (E2C) de Paris et Cap emploi 75.
- 2022** Le Pacte Emploi signé avec la Ville de Paris a été traduit après une année complète d'exercice au travers de différentes actions concrètes :
- Sessions de recrutement : plus d'une dizaine de salons organisés durant l'année 2022. Ce pacte et ce partenariat auront permis au groupe GL Events d'élargir la cible de ses recrutements pour devenir une entreprise plus inclusive. Ces efforts ont pris plusieurs formes tels que des sessions de recrutement sur site, des salons grand public, des job dating ou encore des forums.
  - Dispositif d'aide pour la communauté Ukrainienne : à travers ce pacte pour l'emploi, GL events a participé à intégrer dans ses équipes des collaborateurs Ukrainiens.
  - Mille parrains pour mille emplois : un dispositif permettant aux chercheurs d'emplois de reprendre contact avec le monde du travail à travers un système de parrainage plus ou moins long en fonction des disponibilités du parrain. A ce jour, ce dispositif comptabilise 20% d'adhésion dans les effectifs des équipes parisiennes, permettant aux employés GL Events de s'impliquer socialement et économiquement au sein de leur communauté locale.

## Première promotion EUREKA

### Intégrer des personnes en situation de handicap

L'intégration professionnelle des personnes en situation de handicap fait partie des axes prioritaires de la politique de diversité du Groupe depuis 2014. Le taux d'emploi global pour l'année 2021 s'élève à 2,94%. Néanmoins, la baisse continue des effectifs permanents en 2021 a été plus forte pour les personnes en situation de handicap.

2019	2020	2021
3,74%	3,80%	2,94%

\*Les données d'emploi 2022 seront disponibles après la date de publication de la DPEF,

### Sourcer de façon inclusive dans les territoires

En matière de recours au travail temporaire, GL events a référencé la société de travail temporaire d'insertion Janus. Quant à la sous-traitance, les sociétés du Groupe contractent avec des entreprises employant des travailleurs issus de l'insertion.

Ainsi, le Groupe a développé son partenariat avec l'Agence des Économies Solidaires, plusieurs partenaires ont été sourcés et des collaborations ont pu être entamées dès la reprise des activités. L'objectif du Groupe est d'élargir son référencement et de renforcer sa collaboration avec les entreprises de l'ESS.

## FOCUS - PARTENARIAT AVEC LA SOCIÉTÉ EUREKA

Le partenariat avec la société EUREKA, filiale du groupe LA VARAPPE, a été initié afin de construire un programme de formation pour des monteuses de structures pour la filiale JAULIN. EUREKA est une ETTI (Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion), spécialisée dans le recrutement, la formation et la mise à disposition de personnel. L'objectif du projet est de former 12 monteuses de structures, compléter les équipes JAULIN et conserver les compétences internes. Le programme de formation de six semaines est composé d'une formation théorique qui a débuté en janvier 2023 et d'une immersion sur chantier. Le recrutement s'est déployé en trois étapes avec un sourcing, une pré-sélection et une sélection finale. L'intégration des candidats s'est également réalisée en trois étapes avec un contrat d'intérim EUREKA pendant 24 mois maximum, un suivi salarial et social par EUREKA et une intégration en CDI chez JAULIN à l'issue du programme.



### 4.3.3.3 ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET L'ENGAGEMENT DES COLLABORATEURS

#### Développer les compétences :

Les ressources humaines, dans un Groupe attentif au respect et à l'épanouissement des personnes, sont la richesse principale de GL events.

La formation professionnelle permet d'ajuster les compétences aux besoins et à l'environnement mouvant de l'entreprise. Les plans de formation sont construits dans chaque business unit en concertation avec les managers, les collaborateurs opérationnels au sein du service des ressources humaines et la Direction Générale.

#### Développer par la formation

#### NOMBRE DE STAGIAIRES, D'HEURES DE FORMATION FRANCE ET INTERNATIONAL (Période 2021 – 2022 – Périmètre Groupe)

	2021			2022			Evolution 2022/2021		
	France	International	TOTAL	France	International	TOTAL	France	International	TOTAL
Nombre de stagiaires total	1 552	1 346	2 898	1 626	1 684	3 310	5%	25%	14%
Nombre d'heures de formation	16 464	7 263	23 727	16 618	9 436	26 054	1%	30%	10%
Heures de formation/stagiaire	10,6	5,4	8,2	10,2	5,6	7,9	-4%	4%	-4%

En 2022, 3 310 collaborateurs ont été formés pour un total de 26 054 heures de formation.

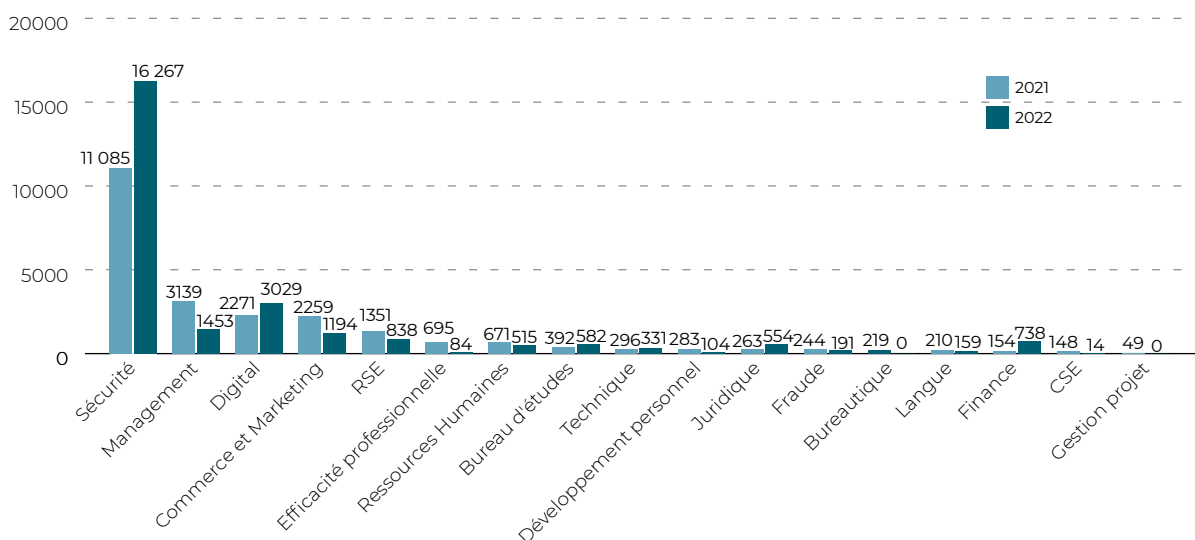
Le volume de formation est resté stable en France et a augmenté de 30 % à l'international par rapport à 2021.

L'effort de formation a donc été accentué en période de forte activité et de tension sur les ressources.

#### Cibler les enjeux de sécurité en période de forte activité

En 2022, la priorité a été donnée à la sécurité, en lien avec la reprise de l'activité et l'intégration de nombreux collaborateurs. La sécurité a représenté 62 % du volume d'heures de formation dans le monde en 2022. Le deuxième axe a concerné le digital, dans la continuité de l'année 2021, dans un objectif de poursuivre l'adaptation des modèles de business du Groupe.

#### HEURES DE FORMATION PAR THÈME (Période 2021 – 2022 – Périmètre Groupe)



#### Engagement des collaborateurs :

L'année 2022 est pour le Groupe GL events l'année du rebond et d'une forte activité. Le niveau soutenu de l'activité, les défis organisationnels posés par les changements de mode de travail ont amené le Groupe GL events à s'appuyer sur un engagement sans faille de ses collaborateurs.

À la sortie de la crise, les équipes du Groupe qui ont traversé ensemble une crise sans précédent en sont ressorties plus fortes, plus soudées, plus engagées.

L'engagement des collaborateurs au sein des sociétés du Groupe est la résultante des différentes politiques menées :

- L'accompagnement managérial de proximité au quotidien
- L'impulsion collective du Groupe apportée par les séminaires et les moments de convivialité
- La communication et l'animation régulière sur la vie du Groupe et de ses grands événements
- La construction de la confiance dans les perspectives du Groupe par de l'information régulière
- Les décisions sociales d'accompagnement financier en période inflationniste
- Le déploiement des efforts de formation
- Les initiatives locales de bien-vivre au travail
- Le soutien d'initiatives solidaires locales

#### FOCUS – GREAT PLACE TO WORK® AU BRÉSIL

En 2022, les entités brésiliennes du Groupe ont obtenu le label « Great Place to work ». Ce programme consiste à favoriser un environnement de travail basé sur une culture de confiance, de haute performance et d'innovation, positionnant l'humain au centre de la stratégie de l'entreprise a fait l'objet d'une adhésion globale des équipes, ce qui s'est traduit à l'issue de 4 années d'efforts par l'obtention du label « Great Place to Work ® ».

#### L'engagement RSE/ESG des collaborateurs par les actions de sensibilisations et formations

La Direction risques et RSE Groupe utilise tous les canaux de communication interne à sa disposition afin d'informer et de sensibiliser tous les collaborateurs du Groupe aux enjeux de la transition sociale, sociétale et environnementale de notre écosystème.

En septembre 2022, le canal Teams « Tous acteurs et actrices de la RSE – France » a été créé par la Direction RSE Groupe. Ce groupe est à destination des référents RSE, contributeurs, ambassadeurs de la RSE dans toutes les Business Units du Groupe GL events en France. Ce groupe permet de répondre à un besoin, une question, un conseil et met à disposition des livrables (guide des éco-organismes, guide de certification, affiches).

L'équipe RSE Groupe envoie une newsletter mensuellement à toutes les Business Units de France et trimestriellement à toutes les BUs internationales. L'objectif de cette newsletter est de sensibiliser les collaborateurs à l'environnement, de les tenir informés des actions RSE du Groupe et de les encourager à partager des contenus, des événements et des bonnes pratiques issus de leurs activités locales. Cette newsletter est complétée par des actualités bimensuelles sur l'intranet My GL events ainsi que sur le canal Yammer dédié (réseau social interne).

De nombreuses interventions sont faites par l'équipe RSE afin de sensibiliser les collaborateurs lors de Comité de Direction, comités, Comité de pilotage ou tous groupes de travail transverses. D'autres actions ont également été mises en place, par exemple : une fresque du climat a été effectuée par le service achat permettant une compréhension partagée des enjeux climatiques chez nos collaborateurs, et les équipes de Première Vision se sont réunies en séminaire au Matmut Stadium le 21 décembre 2022 pour une journée de travail autour de l'écoresponsabilité.

De plus, du 18 septembre au 8 octobre 2022, a eu lieu la semaine européenne du développement durable. Cette semaine a pour but d'encourager les collaborateurs à organiser et à participer à des actions en lien avec les objectifs de développement durable. Durant la première semaine d'octobre, le Groupe a mis en place trois défis liés au développement durable et diffusés par la newsletter interne : « Je déjeune responsable », « Clean up, Inbox Detox » et « Testons notre empreinte carbone ».

Enfin, Première Vision a communiqué sur son site internet des contenus tels que « la question éco », les « Smart Keys » et des podcasts avec comme objectif de sensibiliser les collaborateurs du Groupe aux différents sujets de la mode responsable.

## GRAND FORMAT - LES COMITÉS « ENGAGEONS-NOUS »

Eurexpo Lyon et le Centre de Congrès de Lyon (appartenant à Lyon Events) ont créé leur comité « Engageons-nous » constitué de collaborateurs volontaires qui se réunissent tous les trimestres afin de proposer et de piloter des actions RSE. Ces dernières contribuent activement et concrètement en réponse à plusieurs enjeux environnementaux et sociaux :

### ENGAGEMENT ET COHÉSION DES ÉQUIPES

Dans le cadre d'un management responsable, des espaces de restauration et d'échanges pour les collaborateurs ont été entièrement pensés et réalisés par les équipes. Ces nouveaux lieux d'échanges sont désormais le théâtre tous les mois de petits déjeuners conviviaux. L'installation de 6 ruches sur les 2 sites a permis de sensibiliser les collaborateurs sur l'impact des abeilles et de contribuer à la préservation de la biodiversité. En septembre, à l'initiative du Comité « Engageons-nous », l'Établissement Français du Sang a réalisé une collecte devant le Centre de Congrès de Lyon avec 58 donateurs présents.

### FOOD AND BEVERAGE RESPONSABLE

Le Centre de Congrès de Lyon a réalisé plusieurs actions de redistribution des denrées non-consommées à des associations (+ de 12 400 repas à ce jour). De plus, 100 % de la vaisselle est dorénavant compostable et les sites s'engagent à supprimer prochainement les bouteilles plastiques en faisant le choix de bouteilles en verre réutilisables.

### GESTION DES DÉCHETS

Depuis plus de 2 ans, Eurexpo Lyon est le site du Groupe qui valorise le plus les déchets de mobilier grâce à son partenariat avec l'éco-organisme Valdelia. De plus, la mise en place d'un nouveau partenariat avec Elise pour la gestion des déchets de bureaux aura un double impact puisqu'il permettra d'améliorer le tri et de favoriser l'insertion sociale. En 2018, le Centre de Congrès de Lyon est l'un des précurseurs sur le réseau Venues avec plus d'une tonne de biodéchets triés et valorisés.

### GESTION ENVIRONNEMENTALE DU BÂTIMENT

Les deux sites optimisent leur consommation d'eau et d'énergie. Afin de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et de favoriser l'utilisation de véhicules électriques, Eurexpo Lyon a agrandi son parc de bornes de recharges et en compte désormais 24 soit une couverture de 48 véhicules.

### CRÉATION DE VALEUR TERRITORIALE

Une opération événementielle caritative en partenariat avec le Secours Populaire est en cours d'organisation pour la fin d'année. De plus, 200 places de spectacles ont été redistribués à des associations.

## 4.4 PERSPECTIVES 2023

La politique RSE/ESG, portée par ses fondations en ressources humaines et ses valeurs éthiques fortes, sert les enjeux de transformation du Groupe et à assoir la position de leader durable et responsable du secteur événementiel.

La structuration et les actions entreprises en 2022 se poursuivent en 2023 en axant particulièrement sa démarche sur :

- La gestion et la qualité des données pour répondre à l'évolution grandissante de l'environnement réglementaire
- L'engagement des parties prenantes et des collaborateurs par la diffusion des meilleures pratiques sociales, sociétales et environnementales
- L'innovation et le déploiement de solutions opérationnelles encore plus durables
- Une feuille de route ambitieuse de réduction de son empreinte carbone
- Une ambition sociale renforcée avec en projet :
  - Identifier, attirer et fidéliser les talents
  - Poursuivre et accélérer les projets d'inclusion, avec une attention particulière sur le handicap
  - Renforcer nos efforts de formation et de développement des talents
  - Développer le bien-vivre au travail
- La contribution à l'attractivité et au développement des territoires au travers de nos implantations.

## 5. PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

### 5.1 NOTE MÉTHODOLOGIQUE ET PÉRIMÈTRE DE REPORTING

#### 5.1.1. LA DÉMARCHE DE REPORTING GL EVENTS

##### 5.1.1.1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

GL events publie des informations RSE au travers de son rapport de gestion depuis l'exercice 2012. À compter de l'exercice 2018, le rapport RSE est devenu la « déclaration de performance extra-financière ». Cette DPEF inclut les données sociales et environnementales de GL events ainsi que les données résultantes du bilan carbone Groupe initié fin 2022 avec l'assistance du cabinet leader en la matière, Ecoact. En 2022, sous l'égide de la Direction RSE Groupe, ce document a été réorganisé ainsi que le processus de reporting afin d'assurer la cohérence avec les activités, le modèle d'affaires et le périmètre de consolidation du Groupe.

##### 5.1.1.2. PÉRIODE DE REPORTING

Les informations publiées dans le cadre de ce rapport le sont au titre de l'exercice 2022. Les données et les informations :

- Pour la partie sociale, ont été collectées du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022,
- Pour la partie environnementale, ont été collectées du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022.
- Pour le bilan carbone, ont été collectées du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 30 octobre 2022 et les deux derniers mois de l'année, novembre et décembre, ont été extrapolés selon les hypothèses validées par Ecoact conformément à la méthodologie du GHG Protocol.

##### 5.1.1.3. PÉRIMÈTRE DE REPORTING

Les informations portent sur les activités de l'ensemble des entités du Groupe correspondant au périmètre de consolidation par intégration globale pour les données environnementales et sociales.

Pour le bilan carbone sont exclues :

- Les sociétés consolidées par mise en équivalence,
- Les sociétés sans activité commerciale pour l'exercice 2022,
- Les sociétés sorties en cours d'exercice,
- Et deux sociétés détenant les immobilisations corporelles utilisées par une autre société (via un contrat de location).

Les variations de périmètre au cours de l'exercice 2022 ont été prises en compte avec l'intégration des nouvelles sociétés et la suppression des sociétés sorties.

*\*\*\*cf. Détail dans le tableau ci-après*

#### 5.1.2. INFORMATIONS SOCIALES (RH)

##### 5.1.2.1. PÉRIMÈTRE DU REPORTING SOCIAL

La donnée relative aux effectifs concerne les effectifs France et International et prend en compte les contrats à durée déterminée (incluant les alternants et les contrats professionnels) et indéterminée au 31 décembre 2022.

Les entrées et sorties portent sur les CDI de la France et l'international.

La pyramide des âges porte sur les CDI Monde.

Les données relatives à la formation concernent le périmètre Monde.

Les taux de fréquence, de gravité et d'absentéisme sont publiés sur le périmètre France.

##### 5.1.2.2. INDICATEURS SOCIAUX

Effectifs : les données relatives aux effectifs concernent les effectifs France et International et prennent en compte les contrats à durée déterminée (incluant les alternants et les contrats pro) et indéterminée au 31 décembre 2022. Sont également intégrés les contrats d'intermittents et d'hôtesse.

- Taux d'emploi global de travailleurs en situation de handicap : il est calculé sur la base de l'effectif global d'assujettissement sur le périmètre France. Le taux d'emploi global comprend à la fois les emplois directs et indirects (achats faits au secteur adapté et protégé). Le taux indiqué dans le rapport est celui de 2020, la donnée 2021 n'étant pas disponible à la date de parution du rapport.
- Le taux de fréquence : il correspond au nombre d'accident avec arrêt rapporté au nombre d'heures travaillées \* 1 000 000. Il ne prend pas en compte les accidents de trajet. Les heures prises en compte sont les heures de travail théoriques rémunérées.
- Le taux de gravité est égal au nombre de jours de travail perdus pour accident du travail rapporté au nombre d'heures travaillées \* 1 000. Les jours de travail perdus en 2021 pour les accidents du travail ayant eu lieu en 2020 ne sont pas pris en compte
- Nombre d'heures de formations : la donnée concerne les formations du périmètre Monde.
- Taux d'absentéisme : Le taux d'absentéisme prend en compte les motifs suivants : arrêts maladie, mi-temps thérapeutiques, accidents du travail et mises à pied.
- Le taux de turnover correspond au nombre de sorties de l'année N divisé par (effectifs N-1 + effectif N+2).



### 5.1.3. INFORMATIONS ET INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

Consommations d'énergie directes et indirectes (hors carburant) : les consommations d'énergie sont communiquées en MWh sur le périmètre considéré. Certaines données (énergie, eau) peuvent être communiquées sur une année glissante en fonction de la disponibilité de l'information.

- Les consommations de carburant concernent uniquement le périmètre France. Sont reportées les consommations de carburant de la flotte de véhicules dont le PTAC est < 3,5 tonnes ainsi que les flottes de poids lourds de Lyon et Paris (les centres logistiques principaux du Groupe en France).
- Émissions de carbone : les émissions de carbone correspondent aux émissions dues aux consommations d'énergie des bâtiments, les recharges de fluides frigorigènes (Scope 1 et 2 du BEGES). Les facteurs d'émissions utilisés dans le calcul sont issus de la Base Carbone® v19.0. GHG Protocol
- Consommations d'eau : les consommations d'eau communiquées (en m³) sont les consommations d'eau du bâtiment. Sont intégrées les consommations issues des prélèvements en nappes (utilisation de pompes à chaleur) pour le site d'Eurexpo (Lyon) ainsi que les consommations issues des systèmes de RIA (robinets d'incendies armés).
- Production de déchets : la production de déchets est exprimée en tonnes. Notons que sur certains sites du pôle Venues, la collecte et le traitement des déchets sont assurés par la collectivité (la donnée n'est donc pas disponible ou de manière partielle). Certains volumes sont estimés à l'aide de ratios de densité moyenne (kg/l) en fonction de la nature du déchet. Notons que cette méthode présente un risque d'incertitude fort sur la donnée.

### 5.1.4. COLLECTE, CONSOLIDATION ET CONTRÔLE DES DONNÉES

#### 5.1.4.1. RÉFÉRENTIEL DE COLLECTE

GL events a mis en place un référentiel interne de reporting définissant les rôles, les responsabilités, les indicateurs, les périmètres et leurs modes de calcul.

Pour les données du bilan carbone, un modèle de collecte a été transmis par le prestataire EcoAct, en charge de la réalisation du bilan carbone, et transmis aux sociétés concernées.

#### 5.1.4.2. REMONTÉE ET CONSOLIDATION DES INFORMATIONS

La remontée des informations pour le bilan carbone est effectuée via des opérationnels et/ou des financiers. Certaines données sont transmises par des fonctions support centralisées. La consolidation des informations par société a été revue par l'audit interne Groupe.

La remontée des informations environnementales est effectuée via des opérationnels et/ou des financiers. La consolidation des informations environnementales est effectuée par la Direction RSE Groupe. Les données environnementales sont remontées via les canaux comptables ou via un tableau de bord pour les entités certifiées.

La Direction des ressources humaines a la charge de la remontée et de la consolidation des données sociales. Les données sociales pour le périmètre France sont issues du logiciel de paye et de ses différentes composantes. Les effectifs hors France sont collectés trimestriellement en complément.

#### 5.1.4.3. LIMITES DE LA COLLECTE ET FIABILITÉ

L'exactitude et la comparabilité des données remontées dans le cadre de la collecte peuvent rencontrer certaines limites, notamment en cas d'indisponibilité. Dans ce cas, des explications seront fournies, tant au niveau des raisons de la non-disponibilité que sur le périmètre pris en compte. L'absence de définitions reconnues au niveau national ou international présente une limite dans la comparabilité de certains indicateurs environnementaux et sociaux. Toutefois la révision du référentiel de définitions et les contrôles de cohérences tendent à limiter ces inexactitudes.

Des contrôles sont effectués sur les données par les responsables de chaque donnée dans la mesure du possible. Les contrôles menés peuvent prendre différentes formes : contrôles de cohérence, demande de preuves pour les informations qualitatives, audits externes (filiales ayant un système de management certifié), tests de détail.

Pour les données du bilan carbone, l'audit interne Groupe a mis en place une méthodologie de collecte et a réalisé des contrôles de cohérence lors de la consolidation des informations. Les données ont ensuite été transmises au prestataire sélectionné, EcoAct, pour revue et traitement afin de réaliser le bilan carbone.

Une revue qualité et cohérence de la DPEF est réalisée par un comité de lecture en interne. Les données qualitatives et quantitatives sont contrôlées avant publication.

De plus, le Groupe GL events a mandaté la société Finexfi, en sa qualité d'organisme tiers indépendant accrédité par le COFRAC, pour la vérification des informations extra-financières. Ces informations sont reprises dans notre rapport, il n'est pas obligatoire de détailler ces indicateurs ici et de faire un renvoi à notre rapport.

Les diligences mises en œuvre ainsi que les conclusions des travaux de vérifications sont détaillées dans le rapport de vérification situé en fin de rapport [page 88](#).

# DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

## PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

Noms d'usage	Pays	Pôle GL events	Entrée	Sortie / fusion / transfert	Perimetre Bilan CARBONE 2022	Perimetre Données Reporting Environnemental 2022	Périmetre Données Sociales
ADECOR	France	Live			YES	YES	YES
ADORS	Turquie	Live			YES	YES	YES
AEDITA LATINA	Brésil	Exhibitions			NO	NO	NO
AGANTO	Angleterre	Live			YES	YES	YES
AICHI CONVENTION CENTER	Japon	Venues			YES	YES	YES
ALCYON FINANCES	France	Live		31/12/2022	NO	NO	NO
ALPHA 1	France	Live			NO	NO	NO
ALTITUDE	France	Live			YES	YES	YES
AMIENS MEGACITE	France	Venues			YES	YES	YES
ANHEMBI CONVENTION CENTER	Brésil	Venues			YES	YES	YES
ARENA	Brésil	Venues			YES	YES	YES
AVS CONGRES	Maurice	Live			YES	YES	YES
BLEU ROYAL	France	Venues			NO	NO	NO
BRASSERIE DU LOU	France	Live			YES	YES	YES
BRELET CE	France	Live			YES	YES	YES
CABESTAN	Monaco	Live			YES	YES	YES
CAEN EVENEMENTS	France	Venues			YES	YES	YES
CCC	France	Live			YES	YES	YES
CCIB	Espagne	Venues		31/12/2022	NO	NO	NO
CENTRE CONGRES METZ	France	Venues			YES	YES	YES
CENTRE CONGRES ST ETIENNE	France	Venues			NO	YES	YES
CENTRE CONGRES VITACURA	Chili	Venues			YES	YES	YES
CENTRE DE CONGRES LYON	France	Venues			YES	YES	YES
CHORUS	France	Venues			NO	NO	YES
CIEC UNION	Chine	Exhibitions			YES	YES	YES
CREATIFS	France	Live			YES	YES	YES
CREATIFS PARTICIPATIONS	France	Live		31/12/2022	NO	NO	NO
DECORAMA	France	Live			YES	YES	YES
DIAGONAL FOOD	Espagne	Venues		31/12/2022	NO	NO	YES
DIJON EVENTS	France	Venues	01/12/2022		NO	NO	NO
DOGAN	Afrique du sud	Live			YES	YES	YES
EASYHOME	Chine	Exhibitions	01/01/2022		NO	NO	NO
EDITIEL	Maurice	Live			NO	NO	NO
EUREXPO	France	Venues			YES	YES	YES
EURO NEGOCE	France	Live			NO	NO	YES
FABRIC	France	Live		31/12/2022	YES	YES	YES
FASHION SOURCE	Chine	Exhibitions			YES	YES	YES
FIELD & LAWN	Angleterre	Live	01/05/2022		YES	YES	YES
FISA	Chili	Exhibitions			YES	YES	YES
FLOW HOLDINGS	Dubai	Live			NO	NO	NO
FLOW SOLUTIONS	Dubai	Live			YES	YES	YES
FONCTION MEUBLES	France	Live			YES	YES	YES
FRAME	Turquie	Live			YES	YES	YES
FSO	France	Live			YES	YES	YES
GL Exhibitions Industrie	France	Exhibitions			YES	YES	YES
GL ALGERIE	Algérie	Live		01/07/2022	NO	NO	YES
GL ASIA	Chine	Holding			NO	YES	YES
GL AUDIOVISUAL	France	Live			YES	YES	YES
GL BELGIUM	Belgique	Live			YES	YES	YES
GL BRAZIL EXHIBITIONS	Brésil	Exhibitions			YES	YES	YES
GL BRAZIL HOLDING	Brésil	Holding			YES	YES	YES
GL BRAZIL IMOBILIARIA	Brésil	Venues			YES	YES	YES
GL BRAZIL LIVE	Brésil	Live			YES	YES	YES
GL BRUSSELS	Belgique	Venues			YES	YES	YES
GL CHILI LIVE	Chili	Live			NO	NO	NO
GL CHINA (ex HK)	Chine	Live			NO	NO	YES
GL Convencoes Salvador	Brésil	Venues			YES	YES	YES
GL Doha SPC	Dubai	Live			YES	YES	YES
GL EQUESTRIAN SPORT	France	Live			YES	YES	YES
GL EVENSTAR	Etats Unis	Live	01/01/2022		NO	NO	NO

# DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

## PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

Noms d'usage	Pays	Pôle GL events	Entrée	Sortie / fusion / transfert	Perimetre Bilan CARBONE 2022	Perimetre Données Reporting Environnemental 2022	Périmetre Données Sociales
GL EVENTS	France	Holding			YES	YES	YES
GL events Exhibitions	France	Exhibitions			YES	YES	YES
GL EVENTS FASHION SOURCE	Chine	Exhibitions			NO	YES	YES
GL events Greater China	Chine	Holding			NO	YES	NO
GL EVENTS LIVE	France	Live			YES	YES	YES
GL EVENTS MONTREUIL	France	Venues	01/09/2022		NO	NO	NO
GL EVENTS VENUES	France	Venues			YES	YES	YES
GL EXHIBITIONS CHILE	Chili	Exhibitions			NO	NO	YES
GL EXHIBITIONS CHINA	Chine	Exhibitions			YES	YES	YES
GL EXHIBITIONS HARBIN	Chine	Exhibitions	01/04/2022		YES	YES	YES
GL EXHIBITIONS OPERATION	France	Exhibitions			YES	YES	YES
GL EXHIBITIONS TURQUIE	Turquie	Exhibitions			NO	NO	YES
GL EXPONET	Australie	Live			NO	NO	NO
GL FIELD & LAWN	Angleterre	Live			NO	NO	YES
GL FOOD TURQUIE	Turquie	Venues		31/12/2022	NO	NO	YES
GL FURNITURE ASIA	Chine	Live			NO	NO	YES
GL ITALIA	Italie	Exhibitions			NO	NO	YES
GL JAPAN KK	Japon	Live			YES	YES	YES
GL KONGRE (THE SEED)	Turquie	Venues			YES	YES	YES
GL LITMUS EVENTS PVT	Inde	Live			NO	NO	NO
GL Live GPE	France	Live			YES	YES	YES
GL Live Grand Ouest	France	Live			YES	YES	YES
GL MACAU	Macao	Live			NO	NO	NO
GL MIDDLE EAST	Dubai	Live			YES	YES	YES
GL MIDDLE EAST SERVICES	Dubai	Live	01/04/2022		NO	NO	NO
GL MOBILIER	France	Live			YES	YES	YES
GL PRODUCTIONS	Dubai	Live		31/01/2022	NO	NO	YES
GL RUIHE EXHIBITIONS	Chine	Exhibitions			YES	YES	YES
GL SAUDI	Arabie Saoudite	Live	01/01/2022		NO	NO	NO
GL SCARABEE	France	Venues			YES	YES	YES
GL SHANGHAI (ex China)	Chine	Holding			NO	YES	YES
GL SI	France	Holding			YES	YES	YES
GL SOUTH AFRICA	Afrique du sud	Live			YES	YES	YES
GL SPORTS	France	Live			NO	NO	YES
GL SUPPORT	France	Holding			YES	YES	YES
GL UK	Angleterre	Live			YES	YES	YES
GL USA	Etats Unis	Live			NO	NO	YES
GL Venues Holding Espana	Espagne	Venues			NO	NO	YES
GL VENUES UK	Angleterre	Venues			NO	NO	YES
GL VOSTOK	Russie	Live			NO	NO	NO
GL YUEXIU GUANGZHOU	Chine	Venues			NO	NO	YES
GRANDE HALLE D'AUVERGNE	France	Venues			YES	YES	YES
HALL EXPO	France	Live			YES	YES	YES
HOTEL MERCURE RIO	Brésil	Venues			YES	YES	YES
HUNGEXPO	Hongrie	Venues			YES	YES	YES
IMAGINE LAB	Chine	Live			YES	YES	YES
JAULIN	France	Live			YES	YES	YES
JAULIN	France	Venues			YES	YES	YES
JEC	Afrique du sud	Live			YES	YES	YES
LA SAMARITAINE	France	Venues			YES	YES	YES
LA SUCRIERE	France	Venues			YES	YES	YES
LINGOTTO	Italie	Venues			YES	YES	YES
LIVE BY GL EVENTS	France	Live			YES	YES	YES
LOGISTICSFAIR	Belgique	Live			YES	YES	NO
LOU ACADEMY	France	Live			YES	YES	YES
LOU RUGBY	France	Live			YES	YES	YES
LOU SUPPORT VENUES	France	Live			YES	YES	YES
MAROC	Maroc	Live			NO	NO	NO

# DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

## PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

Noms d'usage	Pays	Pôle GL events	Entrée	Sortie / fusion / transfert	Perimetre Bilan CARBONE 2022	Perimetre Données Reporting Environnemental 2022	Périmetre Données Sociales
MEDOBJECTIF	France	Live		31/12/2022	NO	NO	NO
MENUISERIE	France	Live			YES	YES	YES
MOBIWATT	France	Live	01/05/2022		NO	NO	NO
MONT EXPO	France	Live			YES	YES	YES
NEW AFFINITY	Luxembourg	Live			NO	NO	NO
ORLEANS EVENTS	France	Venues	01/09/2022		NO	NO	NO
PADOVAFIERE	Italie	Venues			NO	NO	NO
PALAIS BRONGNIART	France	Venues			YES	YES	YES
PALAIS DE LA MUTUALITE	France	Venues			YES	YES	YES
PARC DES EXPOSITIONS METZ	France	Venues			YES	YES	YES
PARC FLORAL	France	Venues			YES	YES	YES
PARQUE FERIAI SANTIAGO	Chili	Venues	01/05/2022		NO	NO	YES
PERFEXPO	Belgique	Live			YES	YES	YES
PISCINE DE GERLAND	France	Live	01/07/2022		NO	NO	NO
POLYDOME CLERMONT FERRAND	France	Venues			YES	YES	YES
POLYGONE VERT	France	Live			NO	NO	NO
PREMIERE VISION	France	Exhibitions			YES	YES	YES
PREMIERE VISION CORPORATE	France	Exhibitions			NO	NO	YES
PREMIERE VISION INC	Etats Unis	Exhibitions			YES	YES	YES
PREMIERE VISION TURQUIE	Turquie	Exhibitions			NO	NO	YES
PROFIL	France	Live			YES	YES	YES
REIMS EVENTS	France	Venues			YES	YES	YES
RESTAURANT PALAIS BRONGNIART	France	Venues			NO	NO	YES
RESTAURANT PALAIS MUTUALITE	France	Venues			NO	NO	YES
RIOCENTRO	Brésil	Venues			YES	YES	YES
SAINT ETIENNE EVENEMENTS	France	Venues			YES	YES	YES
SANTOS CONVENTION CENTER	Brésil	Venues			YES	YES	YES
SAO PAULO EXPO	Brésil	Venues			YES	YES	YES
SCI JDL PARKING	France	Live			NO	NO	NO
SERENAS	Turquie	Live			YES	YES	YES
SIGN EXPO	France	Live			YES	YES	YES
SODEM SYSTEM	France	Live			YES	YES	YES
SPACIOTEMPO	France	Live			YES	YES	YES
SPACIOTEMPO ESPAGNE	Espagne	Live			YES	YES	YES
STRASBOURG EVENEMENTS	France	Venues			YES	YES	YES
TARPULIN IP	Chili	Live			YES	YES	YES
THE RUCK HOTEL	France	Live	01/01/2022		NO	NO	YES
TOP GOURMET	Brésil	Venues			NO	NO	NO
TOULOUSE EVENEMENTS	France	Venues			YES	YES	YES
TOULOUSE EXPO	France	Venues			NO	NO	YES
TRAITEUR LORIERES LUXEMBOURG	Belgique	Venues			NO	NO	NO
TRANOI	France	Exhibitions			YES	YES	YES
UNIQUE STRUCTURES HOLDING	Dubai	Live			NO	NO	NO
VACHON	France	Live			YES	YES	YES
VALENCIENNES EVENEMENTS	France	Venues			YES	YES	YES
WICKED TENTS	Dubai	Live			YES	YES	YES
WORLD FORUM LA HAYE	Pays Bas	Venues			YES	YES	YES
ZZX GL LIVE SHENZHEN	Chine	Live			YES	YES	YES



## 5.2 TAXONOMIE VERTE

### CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Le règlement européen 2020/852 du 18 juin 2020 (dit « règlement Taxonomie »), établit des obligations de reporting pour les entreprises sur la base d'une classification permettant d'identifier les activités économiques contribuant substantiellement aux objectifs climatiques européens. L'objectif est d'orienter les investissements vers les activités dites « vertes », afin de permettre à l'Union Européenne d'atteindre ses objectifs, en conformité avec ses engagements découlant des accords de Paris de la COP21.

A ce titre, les indicateurs étudiés sont la part du chiffre d'affaires (CA), des dépenses d'exploitation (OpEx) et des dépenses d'investissements (CapEx) éligibles et alignés aux deux objectifs liés au changement climatique : atténuation du changement climatique et adaptation au changement climatique.

A l'avenir, ce règlement européen va s'étendre à quatre autres objectifs environnementaux :

- Utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines
- Transition vers une économie circulaire
- Prévention et réduction de la pollution
- Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

La société s'attend à avoir une part importante de son chiffre d'affaires et CapEx alignés sur l'objectif de transition vers une économie circulaire. Notamment via ses activités de location de matériels ainsi que ses actions pour la valorisation des déchets.

Le règlement s'applique à l'ensemble du périmètre de consolidation financière sur l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022.

### INDICATEURS CHIFFRE D'AFFAIRES

Après étude du chiffre d'affaires 2022, GL events ne considère qu'une fine part de son activité peut être considérée comme éligible aux deux premiers objectifs de la Taxonomie en lien avec le changement climatique :

- Les activités créatives, artistiques et de spectacle.
- Les bibliothèques, archives, musées et activités culturelles.
- Le chauffage urbain et la distribution de froid.

Après analyse de ce chiffre d'affaires éligible, il apparaît que :

- Part du chiffre d'affaires éligible et aligné : 5,3%
- Part du chiffre d'affaires éligible et non-aligné : 7,8%

### INDICATEURS CAPEX

Une revue détaillée des dépenses d'investissement de la Société au regard des activités éligibles a été menée. Les CapEx éligibles et alignés concernent :

- Les réseaux de transport et de distribution pour les gaz renouvelables et à faible teneur en carbone.
- L'installation, l'entretien et la réparation d'équipements d'efficacité énergétique.
- Traitement des données, hébergement et activités connexes.

Les CapEx éligibles mais non-alignés concernent :

- La construction de bâtiments.
- Les activités de programmation et de radiodiffusion.
- Les acquisition et propriété de bâtiments.
- La rénovation de bâtiments existants.
- Les services de transport de marchandises par route.
- Le chauffage urbain et la distribution de froid.

Indicateur part du CapEx éligibles et alignés : 1,9 %

Indicateur part du CapEx éligibles et non-alignés : 39,7%

### INDICATEUR OPEX

GL events n'est pas en mesure actuellement d'isoler ces dépenses en OpEx via ses systèmes d'informations tout en prenant en compte les critères de la Taxonomie. Cet indicateur sera calculé et publié pour l'exercice 2023.

### 5.3 SIGLES UTILISÉS

<b>AES</b> :	Agence des Économies Solidaires	<b>ODD</b> :	Objectif de Développement Durable
<b>AFA</b> :	Agence Française Anticorruption	<b>OIT</b> :	Organisation Internationale du Travail
<b>AT</b> :	Accident du Travail	<b>ONG</b> :	Organisation Non Gouvernementale
<b>BEGES</b> :	Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serre	<b>OPCO</b> :	Opérateurs de Compétences
<b>BU</b> :	Business Unit	<b>OPEX</b> :	Operating expenses
<b>CACES</b> :	Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité	<b>PPSPS</b> :	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
<b>CAPEX</b> :	Capital Expenditure	<b>REC</b> :	Renewable Energy Certificate
<b>CDD</b> :	Contrat à Durée Déterminée	<b>RETEX</b> :	Retour d'Expérience
<b>CDI</b> :	Contrat à Durée Indéterminée	<b>RIA</b> :	Robinet d'Incendie Armé
<b>CODIR</b> :	Comité de direction	<b>RH</b> :	Ressources Humaines
<b>COMEX</b> :	Comité exécutif	<b>RSSI</b> :	Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information
<b>COPIL</b> :	Comité de pilotage	<b>RSE</b> :	Responsabilité sociétale des entreprises
<b>CO<sub>2</sub></b> :	Dioxyde de carbone	<b>SBTi</b> :	Science-based Targets Initiative
<b>CSE</b> :	Comité Social et Économique	<b>SSIAP</b> :	Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personne
<b>DEA</b> :	Déchets d'Ameublement et Assimilés	<b>UNIMEV</b> :	Union Française des Métiers de l'Événement
<b>DEEE</b> :	Déchets d'Équipements Électroniques et Électroniques	<b>USEP</b> :	Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré
<b>DETOX</b> :	Détoxication		
<b>DIB</b> :	Déchet Industriel Banal		
<b>DPEF</b> :	Déclaration de Performance Extra-Financière		
<b>DPO</b> :	Data Protection Officer		
<b>DRH</b> :	Directeur des Ressources Humaines		
<b>DSP</b> :	Délégation de Service Public		
<b>ECV</b> :	Engagement pour la Croissance Verte		
<b>EFS</b> :	Établissement Français du Sang		
<b>EPI</b> :	Équipement de Protection Individuelle		
<b>ERP</b> :	Établissement recevant du public		
<b>ESAT</b> :	Établissement et Service d'Aide par le Travail		
<b>ESG</b> :	Environnement, Social et Gouvernance		
<b>ESS</b> :	Économie, Sociale et Solidaire		
<b>ETTI</b> :	Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion		
<b>F&amp;B</b> :	Food and Beverage		
<b>FCOS</b> :	Formations Continues Obligatoires de Sécurité		
<b>FIMO</b> :	Formation Initiale Minimale Obligatoire		
<b>FNE</b> :	Fonds National de l'Emploi		
<b>GNC</b> :	Gaz Naturel Comprimé		
<b>GEH2</b> :	Générateur Electro-Hydrogène		
<b>GES</b> :	Gaz à Effet de Serre		
<b>JPO</b> :	Jeux Olympiques et Paralympiques		
<b>LED</b> :	Light-Emitting Diode		
<b>NACE</b> :	Nomenclature des Activités Économiques		
<b>NOVI</b> :	NOmbreuses VICTimes		

## 5.4 RAPPORT DE L'ORGANISME DE VÉRIFICATION

### EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022

#### Aux actionnaires,

À la suite de la demande qui nous a été faite par la société GL events SA (ci-après « entité ») et en notre qualité d'organisme tiers indépendant (« tierce partie »), accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-2013 (Accréditation Cofrac Inspection, portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)), nous avons mené des travaux visant à formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur les informations historiques (constatées ou extrapolées) de la déclaration de performance extra-financière, préparées selon les procédures de l'entité (ci-après le « Référentiel »), pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (ci-après respectivement les « Informations » et la « Déclaration »), présentées dans le rapport de gestion du groupe en application des dispositions des articles L. 225-102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du code de commerce.

#### CONCLUSION

Sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre, telles que décrites dans la partie « Nature et étendue des travaux », et des éléments que nous avons collectés, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration consolidée de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

#### PRÉPARATION DE LA DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

L'absence de cadre de référence généralement accepté et communément utilisé ou de pratiques établies sur lesquels s'appuyer pour évaluer et mesurer les Informations permet d'utiliser des techniques de mesure différentes, mais acceptables, pouvant affecter la comparabilité entre les entités et dans le temps.

Par conséquent, les Informations doivent être lues et comprises en se référant au Référentiel dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration.

#### LIMITES INHÉRENTES À LA PRÉPARATION DES INFORMATIONS

Comme indiqué dans la Déclaration Méthode d'élaboration du bilan carbone, les Informations relatives aux émissions d'équivalents CO<sub>2</sub> peuvent être sujettes à une incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques ou économiques et à la qualité des données externes utilisées. Certaines informations sont sensibles aux choix méthodologiques, hypothèses et/ou estimations retenues pour leur établissement et présentées dans la Déclaration.

#### RESPONSABILITÉ DE L'ENTITÉ

Il appartient au Directoire

- de sélectionner ou d'établir des critères appropriés pour la préparation des Informations ;
- d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra-financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance

et par ailleurs les informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte) ;

- ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement des Informations ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

La Déclaration a été établie en appliquant le Référentiel du groupe tel que mentionné ci-avant.

#### RESPONSABILITÉ DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du code de commerce ;
- la sincérité des informations historiques (constatées ou extrapolées) fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225-105 du code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques.

Comme il nous appartient de formuler une conclusion indépendante sur les Informations telles que préparées par la direction, nous ne sommes pas autorisés à être impliqués dans la préparation desdites Informations, car cela pourrait compromettre notre indépendance.

Il ne nous appartient pas de nous prononcer sur :

- le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables (notamment en matière d'informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte), de plan de vigilance et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale) ;
- la sincérité des informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte) ;
- la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

#### DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES ET DOCTRINE PROFESSIONNELLE APPLICABLE

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225-1 et suivants du code de commerce, à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention tenant lieu de programme de vérification et à la norme internationale ISAE 3000 (révisée).

## INDÉPENDANCE ET CONTRÔLE QUALITÉ

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables, des règles déontologiques et de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention.

## MOYENS ET RESSOURCES

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 3 personnes et se sont déroulés entre le 09 décembre 2022 et le 24 mars 2023 sur une durée totale d'intervention de 2 semaines.

Nous avons fait appel à nos spécialistes en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons mené 7 entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration représentant notamment les directions générales, administration et finances, gestion des risques, conformité, ressources humaines, environnement.

## NATURE ET ÉTENDUE DES TRAVAUX

Nous avons planifié et effectué nos travaux en prenant en compte le risque d'anomalies significatives sur les Informations. Nous estimons que les procédures que nous avons menées en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée :

- nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation et de l'exposé des principaux risques;
- nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225-102-1 en matière sociale et environnementale ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques et comprend, le cas échéant, une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2ème alinéa du III de l'article L. 225-102-1 ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et une description des principaux risques liés à l'activité de de l'ensemble des entités incluses dans

le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance afférents aux principaux risques ;

- nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour :
  - apprécier le processus de sélection et de validation des principaux risques ainsi que la cohérence des résultats, incluant les indicateurs clés de performance retenus, au regard des principaux risques et politiques présentés, et
  - corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes présentées en Annexe 1. Pour certains risques tels que la lutte contre la corruption, etc., nos travaux ont été réalisés au niveau de l'entité consolidante, pour les autres risques, des travaux ont été menés au niveau de l'entité consolidante et dans une sélection d'entités ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233-16 avec les limites précisées dans la Déclaration ;
- nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité et avons apprécié le processus de collecte visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants présentés en Annexe 1 ,
- nous avons mis en œuvre :
  - des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
  - des tests de détail sur la base de sondages ou d'autres moyens de sélection, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés auprès d'une sélection d'entités contributrices<sup>1</sup> et couvrent entre 32% et 100% des données consolidées sélectionnées pour ces tests ;
- nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation. Les procédures mises en œuvre dans le cadre d'une mission d'assurance modérée sont moins étendues que celles requises pour une mission d'assurance raisonnable effectuée selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Lyon, le 4 avril 2023

## FINEXFI

Isabelle Lhoste  
Associée

Données sociales : Périmètre Monde (exception pour la formation seulement sur le périmètre France)  
Données environnementales : GL Events Live, GL Events Venues





# 04

## **RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**

**91** / RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

**125** / RAPPORTS COMPLÉMENTAIRES  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**130** / RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR  
LES RÉOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE  
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE  
DU JEUDI 27 AVRIL 2023

**140** / GESTION DES RISQUES ET CONTRÔLE INTERNE

**160** / PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

**168** / PRÉSENTATION DES COMPTES SOCIAUX



**GL events**

Société anonyme au capital de € 119.931.148  
Siège social : 59 Quai Rambaud – 69002 LYON  
351 571 757 RCS LYON

(la «Société»)

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

(ARTICLE L.225-37 DU CODE DE COMMERCE)

**Mesdames, Messieurs,**

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce, nous vous rendons compte aux termes du présent rapport :

- du Code de gouvernement d'entreprise auquel la Société se réfère et de l'application de ses recommandations,
- de la composition du Conseil d'administration,
- des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration,
- de la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice,
- des limitations que le Conseil d'administration apporte aux pouvoirs du Directeur Général et du Directeur Général Délégué,
- de la politique de rémunération des mandataires sociaux et des informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce,
- des conventions intervenues entre un mandataire social ou un Actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de la Société et une société contrôlée au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce,
- de la description de la procédure mise en place par la Société permettant d'évaluer régulièrement si les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales remplissent bien ces conditions et de sa mise en œuvre,
- des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée générale des Actionnaires au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital et de leurs utilisations au cours de l'exercice 2022,
- des modalités particulières de participation des Actionnaires à l'Assemblée générale,
- des éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique visés à l'article L. 22-10-11 du Code de commerce.

Pour les besoins de l'élaboration, ainsi que pour la rédaction du présent rapport, la Société s'est appuyée sur les documents suivants :

- le Guide d'élaboration des Documents d'Enregistrement Universel de l'AMF publié sous la référence DOC 2021-02,
- le Code de Gouvernement d'Entreprise Middlednext révisé en septembre 2021,
- le rapport final de l'AMF sur le Comité d'audit du 22 juillet 2010.

Le présent rapport a été préparé sur la base des contributions de plusieurs Directions, notamment des Directions financières et juridiques du Groupe.

En application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, le Conseil d'administration a arrêté le présent rapport dans sa séance du 8 mars 2023. Le rapport sera également présenté à l'Assemblée générale Mixte du 27 avril 2023.

# 1. MODALITÉS DU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

La Société déclare se référer au Code de Gouvernement d'Entreprise Middledenext consultable sur le site : [www.middledenext.com](http://www.middledenext.com).

La Société déclare avoir pris connaissance de la totalité des recommandations du Code de Gouvernement d'Entreprise Middledenext et publiées dans sa dernière édition parue en septembre 2021. Les membres du Conseil d'administration en ont pris connaissance lors de la réunion du 8 mars 2023 et ont réexaminé les points de vigilance dudit code.

Tout au long de l'exercice 2022, la Société s'est attachée à appliquer l'ensemble des recommandations du Code Middledenext. Il est précisé à cet égard que s'agissant de la Présidence du Comité d'Audit par Monsieur Daniel HAVIS, Administrateur non indépendant jusqu'en juin 2022, cette nomination a été faite par application de la recommandation 7 du Code Middledenext. Il a en effet été considéré que Monsieur Daniel HAVIS était l'Administrateur le plus qualifié et le plus disponible pour assurer cette fonction.

## 2. FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

### 2.1 DIRECTION GÉNÉRALE

Les fonctions de Présidence du Conseil d'administration et de Direction générale sont réunies.

En 2022, la Direction générale de la Société était composée de Monsieur Olivier GINON, Président Directeur Général et de Monsieur Olivier FERRATON, Directeur Général Délégué.

Le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société.

Le Conseil d'administration n'a apporté aucune limitation de pouvoirs au Président Directeur Général et au Directeur Général Délégué.

### 2.2 LE COMITÉ EXÉCUTIF

#### 2.2.1 COMPOSITION

Le Comité exécutif est composé, à date, de :

<b>Olivier GINON</b>	Président Directeur Général
<b>Olivier FERRATON</b>	Directeur Général Délégué
<b>Christophe CIZERON</b>	Directeur Général Pôle Venues
<b>Philippe PASQUET</b>	Directeur Général Pôle Exhibitions
<b>Sylvain BECHET</b>	Directeur Général Finances et Investissements
<b>Patricia SADOINE</b>	Directrice Juridique et Compliance Groupe
<b>Sylvie FOUILLOUSE</b>	Directrice des Ressources Humaines
<b>Bruno LARTIGUE</b>	Directeur des Relations Institutionnelles
<b>Denis TOMASICCHIO</b>	Directeur des Systèmes d'Information Groupe
<b>Jor ZHOU</b>	Directeur Général GL events China
<b>Damien TIMPERIO</b>	Directeur Général en charge de la Transformation et de l'Amérique Latine
<b>Eric LE BOULCH</b>	Directeur Général en charge du développement de l'Ile-de-France - Senior Corporate Advisor
<b>Audrey CHAVANCY</b>	Directrice RSE et Risques

## 2.2.2 MISSIONS

Le Comité exécutif décide des stratégies du Groupe (globale et déclinaison par métier). Il étudie les projets d'investissement (dont les croissances externes) à proposer au Conseil d'administration et met en œuvre sur l'ensemble du Groupe les orientations de stratégie de développement et de contrôle.

# 3. COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## 3.1 PRÉSENTATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est composé, à ce jour, de quatorze membres, nommés pour quatre ans.

### 3.1.1 COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Prénom NOM Titre ou fonction des membres du Conseil	Membre du Conseil indépendant	Âge	Année de première nomination	Date d'expiration du mandat	Comité d'audit	Comité des rémunérations et des nominations	Comité RSE
<b>Olivier GINON</b> Président Directeur Général	Non	65 ans	1 <sup>er</sup> novembre 1995	Assemblée générale à tenir en 2024 statuant sur les comptes de l'exercice écoulé			
<b>AQUASOURCA</b> Membre du Conseil d'administration Représentée par <b>Sophie DEFFOREY</b>	Oui	68 ans	11 décembre 2015	Assemblée générale à tenir en 2026 statuant sur les comptes de l'exercice écoulé		Membre	
<b>Daniel HAVIS</b> Membre du Conseil d'administration	Oui	67 ans	5 juillet 2017	Assemblée générale à tenir en 2023 statuant sur les comptes de l'exercice écoulé	Président		
<b>Anne-Sophie GINON</b> Membre du Conseil d'administration	Non	39 ans	25 avril 2014	Assemblée générale à tenir en 2026 statuant sur les comptes de l'exercice écoulé			Membre
<b>SOFINA*</b> Membre du Conseil d'administration Représentée par <b>Edward KOOPMAN</b>	Non	61 ans	29 avril 2016	Assemblée générale à tenir en 2024 statuant sur les comptes de l'exercice écoulé	Membre	Membre	
<b>Maud BAILLY</b> Membre du Conseil d'administration	Oui	44 ans	4 mars 2020	Assemblée générale à tenir en 2026 statuant sur les comptes de l'exercice écoulé			
<b>Philippe MARCEL</b> Membre du Conseil d'administration	Oui	69 ans	11 juillet 2003	Assemblée générale à tenir en 2023 statuant sur les comptes de l'exercice écoulé			
<b>Marc MICHOUILLER</b> Membre du Conseil d'administration	Oui	66 ans	25 avril 2014	Assemblée générale à tenir en 2026 statuant sur les comptes de l'exercice écoulé		Membre	



Prénom NOM Titre ou fonction des membres du Conseil	Membre du Conseil indépendant	Âge	Année de première nomination	Date d'expiration du mandat	Comité d'audit	Comité des rémunérations et des nominations	Comité RSE
<b>Fanny PICARD</b> Membre du Conseil d'administration	Oui	54 ans	30 avril 2015	Assemblée générale à tenir en 2023 statuant sur les comptes de l'exercice écoulé			Présidente
<b>Erick ROSTAGNAT</b> Membre du Conseil d'administration	Non	70 ans	20 juin 2002	Assemblée générale à tenir en 2026 statuant sur les comptes de l'exercice écoulé			
<b>Giulia VAN WAEYENBERGE*</b> Membre du Conseil d'administration	Non	41 ans	5 septembre 2017	Assemblée générale à tenir en 2024 statuant sur les comptes de l'exercice écoulé			
<b>Nicolas de TAVERNOST</b> Membre du Conseil d'administration	Oui	72 ans	16 mai 2008	Assemblée générale à tenir en 2026 statuant sur les comptes de l'exercice écoulé			
<b>Joseph AGUERA</b> Membre du Conseil d'administration	Oui	67 ans	24 juin 2021	Assemblée générale à tenir en 2025 statuant sur les comptes de l'exercice écoulé		Président**	
<b>Sophie SIDOS</b> Membre du Conseil d'administration	Oui	54 ans	22 juin 2022	Assemblée générale à tenir en 2026 statuant sur les comptes de l'exercice écoulé			Membre
<b>Félix CREPET</b> Censeur	Oui	35 ans	22 juin 2022	Assemblée générale à tenir en 2024 statuant sur les comptes de l'exercice écoulé			

\* MEMBRES PRÉSENTÉS PAR SOFINA, DANS LE CADRE DU PACTE D'ACTIONNAIRES (SOFINA, OLIVIER GINON)

\*\* MONSIEUR JOSEPH AGUERA A ÉTÉ NOMMÉ MEMBRE ET PRÉSIDENT DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS ET DES NOMINATIONS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS SA SÉANCE EN DATE DU 8 MARS 2023, EN REMPLACEMENT DE MONSIEUR PHILIPPE MARCEL



## OLIVIER GINON

### PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

Nationalité française. Né le 20 mars 1958.

En 1978, Monsieur Olivier GINON crée la société Polygone Services, qui devient GL events en 2003. Groupe intégré des métiers de l'événement, GL events est un acteur de référence sur les trois grands marchés de l'événementiel :

- les congrès et conventions,
- les événements et manifestations, qu'ils soient culturels, sportifs, institutionnels, corporate ou politiques, et
- les salons/expositions à destination des professionnels ou du grand public.

Monsieur Olivier GINON préside le Conseil d'administration de GL events SA dont il assure également la fonction de Directeur Général. Il a été renouvelé dans ses fonctions par l'Assemblée générale

Mixte du 19 juin 2020 et ce jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2024, statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023.

Depuis sa création en 1997, Monsieur Olivier GINON est également Président Directeur Général de la société Polygone SA, qui détient une participation majoritaire dans la société GL events SA.

**Adresse professionnelle :** 59 Quai Rambaud – 69002 LYON

#### Mandats extérieurs au groupe GL events :

**Mandats en cours :** Président Directeur Général de Polygone SA (société holding de GL events) ; Président de la SAS Le Grand Rey ; Membre du Conseil de surveillance d'OVALTO et Gérant de la SARL Ferme d'Anna, de la SCI Montriant, de la SCEA Château de Panery et de la SC Mag de Panely.

**Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :** Administrateur de la SA CIC Lyonnaise de Banque, Président de la SAS Foncière du Pré, de la SAS Foncière Polygone et de la SAS F2P.



## SOCIÉTÉ AQUASOURÇA SA (Luxembourg)

### ADMINISTRATEUR

*Représentée par Madame Sophie DEFFOREY. Nationalité française. Née le 21 février 1955.*

Cooptée par le Conseil d'administration du 11 décembre 2015, en remplacement de la société AQUASOURÇA France, démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur de l'exercice clos le 31 décembre 2017. La ratification de la nomination la société AQUASOURÇA SA (Luxembourg) est intervenue aux termes de l'Assemblée générale de la Société qui s'est tenue le 29 avril 2016 (10<sup>ème</sup> résolution). Renouvelée par l'Assemblée générale Mixte du 22 juin 2022 jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale de 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Madame Sophie DEFFOREY est représentante permanente de la société de droit luxembourgeois

AQUASOURÇA SA (Luxembourg), Administrateur de GL events SA.

Madame Sophie DEFFOREY est Présidente du Conseil de surveillance de la société AQUASOURÇA SA (Luxembourg), et Directrice Générale de la société AQUASOURÇA France, sociétés d'investissement issues de fonds privés.

Administrateur indépendant. Membre du Comité des rémunérations et des nominations.

**Adresse professionnelle :** 11 Boulevard Prince Henri – L 1724 Luxembourg

#### Mandats extérieurs au groupe GL events :

**Mandats en cours :** Présidente du Conseil de surveillance de Aquasourça SA (Luxembourg) ; Directrice Général de Aquasourça SA (France) ; Directrice Générale de SCS (France) ; Gérante de Immoainvest (France) ; Gérante de Oneainvest (France) ; Gérante de Euroainvest (France) ; Gérante de la SCI Crillum (France) ; Gérante de la SCI Lubeceri (France) ; Gérante de la SCI Maladium (France) ; Gérante de la SCI Parc Centrium (France) ; Gérante de Groléum (France) ; Gérante de la SC Libellule (France) ; Gérante de la SCI Gervais (France) ; Gérante de la SCI Cavaillum (France) ; Gérante de la SCI 119 Corneille (France) ; Gérante de la SC Le Premium (France) ; Administratrice de Chapoutier (France), représentant Aquasourça Luxembourg ; Présidente du Conseil d'administration d'Elisium Invest (Luxembourg), représentant Aquasourça SA ; Administratrice de Polygone, représentant Aquasourça SA ; Administratrice de FMP SA (France) ; Administratrice de HSD Ainvest (Luxembourg) ; Représentant permanent Euroainvest ; Membre du Conseil de surveillance JL Bourg Basket (France), représentant Euroainvest ; Gérante de SC New 61 (France).

**Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :** Gérante SOCIPCD (France) ; Gérante de la SCI Le Pavillon (France) ; Gérante de la SCI Killjo Premium (France) ; Présidente du Conseil d'administration de Princium (Luxembourg) ; Administratrice de Lensco Holding (Luxembourg)



## ANNE-SOPHIE GINON

### ADMINISTRATRICE

*Nationalité française. Née le 18 août 1983.*

Madame Anne-Sophie GINON a occupé plusieurs fonctions opérationnelles au sein du groupe GL events, en France et à l'étranger (Belgique).

Elle a rejoint la société Foncière Polygone en 2012, pour en devenir Directrice Générale depuis décembre 2013 et jusqu'à sa fusion en juin 2020.

Madame Anne-Sophie GINON est diplômée de l'IAE de Lyon (Master en Administration des Affaires) et de l'EM Lyon (Master spécialisé en Ingénierie Financière).

Nommée par l'Assemblée générale Ordinaire du 25 avril 2014 et renouvelée par l'Assemblée générale Mixte du 22 juin 2022 jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale de 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Membre du Comité RSE.

**Adresse professionnelle :** 59, Quai Rambaud – 69002 Lyon

#### Mandats extérieurs au groupe GL events :

**Mandats en cours :** Administratrice de Polygone SA ; Directrice Générale Déléguée de Polygone SA ; Administratrice de Lingotto Fiere Srl ; Présidente de la Fondation Polygone, Gérante de la SCI JAUNAY-MARIGNY et de la SCI Brignais Chiradie.

**Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :** Directrice Générale de la SAS Foncière du Pré, de la SAS Foncière Polygone et de la SAS F2P.



## PHILIPPE MARCEL

### ADMINISTRATEUR

*Nationalité française. Né le 23 novembre 1953.*

Monsieur Philippe MARCEL a réalisé la plus grande partie de sa carrière au sein du groupe Adecco, en France et à l'étranger. Il a notamment été Président Directeur Général du groupe Adecco France (jusqu'en 2002), pour devenir Administrateur de Adecco Monde et Président non exécutif de Adecco France, jusqu'en 2008. Il est actuellement Président des sociétés PBM, MGFI Conseil et iDal. Par ailleurs, Monsieur Philippe MARCEL a été Président du Conseil d'administration de l'EM Lyon de 2006 à 2012.

Monsieur Philippe MARCEL est diplômé de l'EM Lyon (1976). Nommé par l'Assemblée générale Mixte du 11 juillet 2003, renouvelé pour la dernière fois par l'Assemblée générale Mixte du 26 avril 2019 soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2023, statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Administrateur indépendant – Président du Comité des rémunérations et des nominations.

**Adresse professionnelle :** PBM, 20 Rue Joseph Serlin - 69001 LYON

#### Mandats extérieurs au groupe GL events :

**Mandats en cours :** Président de PBM, SIPEMI, de MG FI Conseil et de Groupe iDal ; Administrateur Délégué d'Elit Promo (société de droit belge) ; d'Aldes et d'U1st Sports (société de droit espagnol) ; Administrateur de la société IDS (société française cotée sur Euronext Access Paris).

**Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :** Administrateur de Mérieux Nutri Sciences, d'Euroengineering et d'April ; Président du Conseil d'administration de Novalto.



## MARC MICHOUlier

### ADMINISTRATEUR

*Nationalité française. Né le 12 septembre 1956.*

Monsieur Marc MICHOUlier a réalisé la plus grande partie de son parcours professionnel dans le domaine des Assurances, en France et à l'étranger. Après diverses fonctions au sein des AGF pendant quinze années, Monsieur Marc MICHOUlier intègre le groupe Marsh en 1996 et il est à partir de 2009, Directeur Général Adjoint, membre du Directoire et du Comité exécutif de Marsh France. Il quitte Marsh en mars 2018 pour créer 2M-TO-UP SAS, structure de conseil en stratégie et accompagnement de dirigeants, dont il est Président. Monsieur Marc MICHOUlier est diplômé de l'IAE de Lyon (1979). Nommé par l'Assemblée générale Ordinaire du 25 avril 2014 jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2018, statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2017, puis renouvelé pour la dernière fois par l'Assemblée générale Mixte du 22 juin 2022 jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos

le 31 décembre 2025.

Administrateur indépendant – Membre du Comité des rémunérations et des nominations.

**Adresse professionnelle :** 13, Avenue Béranger 69130 Ecully.

#### Mandats extérieurs au groupe GL events :

**Mandats en cours :** Administrateur de Polygone SA ; Président Directeur Général de 2M-TO-UP SAS.

**Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :** Membre du Directoire de Marsh SAS, DGA de Marsh France, Administrateur représentant Marsh SAS de SAPG Guian, 76 le Havre.



## FANNY PICARD

### ADMINISTRATRICE

*Nationalité française. Née le 4 août 1968.*

Madame Fanny PICARD est Présidente d'Alter Equity, première société de gestion française née de la volonté de financer les transitions environnementales et sociales vers une économie plus durable, plus humaine et globalement plus responsable.

Madame Fanny PICARD a préalablement notamment été Directrice des opérations financières et membre du Comité exécutif de Wendel, ainsi que Directrice du développement (fusions & acquisitions) du groupe Danone pour l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord. Elle a commencé sa vie professionnelle au sein du département fusions & acquisitions de la banque d'affaires Rothschild & Co. Madame Fanny PICARD est diplômée de l'ESSEC et de la SFAF, titulaire d'une maîtrise de droit, et ancienne auditrice du Collège des Hautes Etudes de l'Environnement et du Développement Durable.

Nommée par l'Assemblée générale Mixte du 30 avril 2015 renouvelée pour la dernière fois par l'Assemblée générale Mixte du 26 avril 2019,

soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à se tenir en 2023, statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.  
Administratrice indépendante – Présidente du Comité RSE.

**Adresse professionnelle :** Alter Equity, 23 rue Danielle Casanova – 75001 Paris.

**Mandats extérieurs au groupe GL events :**

**Mandats en cours :** Présidente d'Alter Equity SAS ; Membre du Conseil de surveillance de Tikehau Capital et Présidente du Comité Gouvernance et Développement Durable ; Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit du SPAC DEE Tech, Membre du Comité de gouvernance des entreprises du Medef ; Membre du Collège des Experts de l'Institut du Capitalisme Responsable ; Vice-Présidente du Comité d'Orientations de la Fondation Mozaïk RH ; Membre du Comité d'Orientations de la Fondation Siel Bleu.

**Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :** Membre du Comité stratégique des SAS Bo.Ho Green, Remade et Eficia, Membre du Comité d'Orientations du fonds BNP Paribas Social Business Impact France.



## ÉRICK ROSTAGNAT

### ADMINISTRATEUR

*Nationalité française. Né le 1<sup>er</sup> juillet 1952.*

Monsieur Erick ROSTAGNAT a assuré jusqu'en 2019 les fonctions de Directeur Général finances & administration du groupe GL events. Monsieur Erick ROSTAGNAT a commencé sa carrière en tant qu'auditeur au sein du cabinet Price Waterhouse Coopers, puis il a rejoint, en 1985, le groupe Brossette pour en être le Directeur financier. En 1992 il rejoint le groupe OREFI, occupant les fonctions de Directeur financier.

En 2001, Monsieur Erick ROSTAGNAT a rejoint le groupe GL events, pour en être tout d'abord le Secrétaire Général jusqu'en 2007, puis Directeur Général finances & administration jusqu'en 2019. Monsieur Erick ROSTAGNAT est diplômé de l'ESLSCA et d'Expertise Comptable.

Nommé pour la première fois par l'Assemblée générale Mixte du 20 juin 2002, renouvelé pour la dernière fois par l'Assemblée générale Mixte du 22 juin 2022 jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale

à tenir en 2026, statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025.

**Adresse professionnelle :** 59, Quai Rambaud – 69002 Lyon.

**Mandats extérieurs au groupe GL events :**

**Mandats en cours :** Administrateur de Polygone SA ; Gérant de la SCI de la Pyramide ; Président de Rivesconsulting.

**Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :** Administrateur de TLM ; Directeur Général de Foncière Polygone SAS ; co-gérant de la société du Partage.



## SOFINA (SA)

### ADMINISTRATEUR

*Représentée par Monsieur Edward KOOPMAN. Nationalité néerlandaise. Né le 9 février 1962.*

Nommée par l'Assemblée générale Ordinaire du 29 avril 2016, renouvelée pour la dernière fois par l'Assemblée générale Mixte du 19 juin 2020 jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2024, statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023.

Monsieur Edward KOOPMAN est membre du Comité exécutif de Sofina SA. Il a réalisé une carrière internationale dans le domaine du capital investissement après un parcours dans le conseil en stratégie et la banque d'affaires. Il a travaillé à Londres au sein de la BNP Capital Markets puis chez Baring Brothers.

De 1993 à 1999, il est consultant puis Manager chez Bain & Company. En 1999, il rejoint Electra Partners Europe/ Cognetas comme Founding Partner puis en 2015, Sofina SA. Monsieur Edward KOOPMAN est diplômé de l'EM Business School à Lyon (1986).

Membre du Comité d'audit et membre du Comité des rémunérations et des nominations.

**Adresse professionnelle :** 31, rue de l'Industrie - Bruxelles 1040 (Belgique).

**Mandats extérieurs au groupe GL events :**

**Mandats en cours :** Administrateur de Polygone SA, The Hut Group Plc, Sofina Partners SA et Laboratoires Nuxe SAS.

**Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :** Mersen, Laurence Dumont.





## NICOLAS DE TAVERNOST

### ADMINISTRATEUR

Nationalité française. Né le 22 août 1950.

Diplômé de l'IEP de Bordeaux et titulaire d'un DES de droit Public, Monsieur Nicolas DE TAVERNOST débute sa carrière en 1975 au sein du cabinet de Norbert Ségard, secrétaire d'État du commerce extérieur puis aux Postes et Télécommunications. En 1986, il prend la direction des activités audiovisuelles de la Lyonnaise des Eaux et, à ce titre, procède au pilotage du projet de création de M6. En 1987, il est nommé Directeur Général Adjoint de Métropole Télévision M6 où il exerce depuis 2000 les fonctions de Président du Directoire.

Nommé par l'Assemblée générale Mixte du 16 mai 2008, renouvelé pour la dernière fois par l'Assemblée générale Mixte du 22 juin 2022 jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2026, pour statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025.

Administrateur indépendant.

**Adresse professionnelle :** M6 – 89 avenue Charles de Gaulle – 92575 Neuilly sur Seine Cedex.

#### Mandats extérieurs au groupe GL events :

##### Mandats en cours :

Hors Groupe M6 et Groupe RTL :

- Administrateur indépendant, Président du Comité des rémunérations, membre du Comité des nominations et du Comité stratégique de Natixis,
- Administrateur de Sortir de prison intégrer l'entreprise (SPILE), association loi 1901, en sa qualité de Président du Directoire du Groupe M6,
- Président de l'Association des Chaînes Privées

Conformément au Code AFEP-MEDEF, Monsieur Nicolas DE TAVERNOST exerce un mandat à titre personnel dans des sociétés cotées extérieures au Groupe. Il respecte ainsi les limites au cumul des mandats (2 mandats dans des sociétés cotées hors groupe) édictées par le § 18.2 du Code AFEP-MEDEF.

Au sein du Groupe M6 et du Groupe RTL :

- représentant permanent de : Métropole Télévision en sa qualité de Présidente de M6 Publicité SAS, Immobilière M6 SAS, M6 Interactions SAS, M6 Foot SAS, M6 Distribution Digital SAS, M6 Digital Services SAS et M6 Studio SAS (à compter du 14 février 2023) ; Métropole Télévision en sa qualité d'Administrateur de C. Productions SA, Extension TV SAS, Société d'Exploitation Radio Chic-SERC SA et Société de Développement de Radio Diffusion-Sodera SA ; M6 Publicité en sa qualité d'administrateur de M6 Diffusion SA, M6 Événements SA et M6 Éditions SA ; Métropole Télévision en sa qualité de Présidente et Membre du Comité des actionnaires de Multi4 SAS ; Métropole Télévision en sa qualité de Gérante associée de la SCI du 107 avenue Charles de Gaulle ; C. Productions S.A., administrateur de M6 Films SA,
- Président directeur général et administrateur de M6 Plateforme SA (à compter du 26/07/2022)
- Président et Administrateur de Société Nouvelle de Distribution SA,
- Administrateur de la Fondation d'entreprise du Groupe M6,
- Représentant de RTL Group au Conseil d'administration de Atresmedia, cotée (Espagne), Vice-Président du Comité des rémunérations et membre du Conseil d'Administration de la Fondation.

##### Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :

Hors Groupe M6 et Groupe RTL :

- Administrateur bénévole du fonds de dotation Raise (jusqu'au 19/07/2022) et de Polygone SA,
- Président de Sortir de prison intégrer l'entreprise (SPILE), association loi 1901,

Au sein du Groupe M6 et du Groupe RTL :

- Administrateur de RTL France RadioSAS,
- Représentant permanent de : Métropole Télévision en sa qualité de Présidente de M6 Digital Services SAS, SNC Catalogue MC SAS, de SNC Audiovisuel FF SAS, de M6 Bordeaux SAS ; Métropole Télévision en sa qualité de Présidente de M6 Digital Services SAS, Présidente de I Graal SAS et M6 Hosting SAS ; Métropole Télévision en sa qualité de Présidente de M6 Interactions présidente de Joikka SAS et Best of TV SAS (à compter du 30/11/2022) ; Métropole Télévision en sa qualité d'administrateur de IP France SA, IP Régions SA, SASP Football Club des Girondins de Bordeaux et Société Nouvelle de Distribution SA, Médiamétrie SA ; M6 Publicité en sa qualité d'administrateur de Home Shopping Service SA,
- Président et membre du Conseil de Surveillance d'Ediradio SA,
- Président de Sortir de prison intégrer l'entreprise (SPILE), association loi 1901, en sa qualité
- de Président du Directoire du Groupe M6,
- Membre du Conseil de Surveillance de Salto Gestion SAS,
- Membre de l'Association Football Club des Girondins de Bordeaux.



## GIULIA VAN WAEYENBERGE

**ADMINISTRATRICE**

*Nationalité belge. Née le 19 mars 1982.*

Madame Giulia VAN WAEYENBERGE travaille en tant que Membre du Comité exécutif chez Sofina. Elle a précédemment travaillé dans l'entreprise d'investissement familiale De Eik et chez Sofina en tant que gestionnaire d'investissement. Auparavant, elle a été Vice-Présidente de Bank of America Merrill Lynch à Londres et à Singapour.

Madame Giulia VAN WAEYENBERGE a obtenu en 2005 une maîtrise en génie électrique à l'université catholique de Leuven et une maîtrise en science économiques appliquées à l'université de gestion de Singapour en 2006.

Cooptée par le Conseil d'administration du 5 septembre 2017, en remplacement de Madame Sophie SERVATY, pour la durée du mandat restant à courir de cette dernière, renouvelée pour la dernière fois par l'Assemblée générale Mixte du 19 juin 2020 jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir

en 2024, statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023.

**Adresse professionnelle :** Karel Van Loreinenlaan 20 A – Tervuren (3080 -Belgique).

**Mandats extérieurs au groupe GL events :**

**Mandats en cours :** Administratrice de la société Colibra SA, Port d'Anvers SA, De Eik SA et de la Fondation d'utilité publique Vocatio.

**Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :** Administratrice de la société Fagron SA.



## DANIEL HAVIS

**ADMINISTRATEUR**

*Nationalité française. Né le 31 décembre 1955.*

En 1980, Monsieur Daniel HAVIS a rejoint la Matmut, en qualité de rédacteur. Devenu Président Directeur Général en 1994, il occupe cette fonction jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2015, date à laquelle il devient Président de la Matmut. Monsieur Daniel HAVIS a cessé toutes fonctions au sein de la Matmut en juin 2020.

Monsieur Daniel HAVIS a été fait Chevalier dans l'Ordre National du Mérite et Officier de la Légion d'Honneur. Monsieur Daniel HAVIS est diplômé de l'Institut des Assurances de Tours (1980). Coopté par le Conseil d'administration du 5 juillet 2017, en remplacement de Monsieur Ming-Po CAI, puis renouvelé par l'Assemblée générale Mixte du 24 avril 2019 jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Administrateur indépendant. Président du Comité d'audit.

**Adresse professionnelle :** 66, rue de Sotteville – 76100 Rouen.

**Mandats extérieurs au groupe GL events :**

**Mandats en cours :** Administrateur de la Mutuelle Livre II Mutuelle Ociane Matmut; Président du Conseil de surveillance de la Fondation de l'Avenir; Administrateur et Président d'honneur de la SAM Matmut. Administrateur de la SGAM Matmut, Délégué représentant permanent de MM3 au sein de l'Union Mutualiste Résidence Château Pomerol; Administrateur de la Mutuelle Livre II Matmut Mutualité, de la Mutuelle Livre III Matmut Mutualité III et de la Fondation Pierre Fabre; Président du Conseil de surveillance de HAROPA PORT; Président de Campus Santé Rouen Normandie; Président de l'Association Rouen-Normandie 2028 – Capitale européenne de la Culture; Administrateur de Polygone SA.

**Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :** Administrateur de la SA Luxembourgeoise Ofi Lux, la SA OFIMALLIANCE, SGAM, la SA AMF Assurances, la SA Cardif lard; Administrateur et Vice-Président de OCIAINE; Vice-Président du Conseil d'administration de la SA Matmut Protection Juridique et de la SA Matmut Vie; Vice-Président du Conseil de surveillance de la SA Inter Mutuelles Entreprises; Représentant permanent de Matmut Mutualité, SA Harmonie Développement Services, de FNMF; Président du Conseil de surveillance de la SAS VISAUDIO, de la Mutualité française, au Conseil de surveillance de la SAD Ofilvalmo Partenaires. Censeur de Cooptimut; Président du Conseil d'administration de la SA OFI ASSET MANAGEMENT; Président de la SAS Mamut Immobilier, la SAS Matmut Location Véhicules, la SGAM Matmut la Mondiale, la SAM Matmut, la SAS Matmut Développement; Gérant de Boeildieu SCCV, Corneille SCCV, Flaubert SCCV, Géricault SCI, Maupassant SCCV et SCI du Palais des Congrès de Rouen; Président du Conseil de gestion de la Fondation Paul Bannelot; Membre titulaire du Conseil d'administration de la Fondation la Panorama (CREA); Président du Comité de surveillance de l'Institut Mutualiste Montsouris (IMM); Membre du Conseil de surveillance de la SAS Quaero Capital France; Vice-Président de la Fédération Nationale de la Mutualité Française; Président de MF Pass; Membre observateur au Conseil de gérance d'EURESA.



## MAUD BAILLY

### ADMINISTRATRICE

*Nationalité française. Née le 14 janvier 1979.*

Madame Maud BAILLY débute sa carrière en 2007 à l'Inspection Générale des finances, où elle effectue plusieurs missions d'audit en France et à l'international, notamment pour le FMI et la Banque Mondiale. Elle rejoint en 2011 la SNCF pour diriger la Gare Paris-Montparnasse ainsi que la région TGV Paris-Rive Gauche. En 2015, elle entre à l'hôtel Matignon et devient Chef du Pôle économique en charge des affaires budgétaires, fiscales, industrielles et numériques auprès du Premier ministre. En 2017, elle intègre le groupe Accor en tant Chief Digital Officer et membre du Comité exécutif, en charge du Digital, de la Data, de la Distribution, des Ventes, du Programme de Fidélité et des Systèmes d'information.

En 2018, elle devient l'un des 30 membres du Conseil National du Numérique pour travailler sur les grands enjeux de la France liés au digital.

En octobre 2020, Madame Maud BAILLY est nommée Directrice Générale du Hub « Europe du Sud » ACCOR avec pour mission d'opérer et de développer l'activité business du Groupe en France, Espagne, Italie, Grèce, Portugal, à Malte et en Israël. Elle est garante de la performance opérationnelle comme de la qualité de la relation clients et partenaires de cette zone stratégique comportant près de 1900 hôtels, tout en défendant auprès des pouvoirs publics les intérêts du secteur durement touché par la crise sanitaire.

En janvier 2023, Maud est nommée Directrice générale Sofitel, MGallery & Emblems et rejoint le Comité exécutif de la division Luxe & Lifestyle du Groupe.

Madame Maud BAILLY est par ailleurs très engagée dans la vie associative (Prométhée Education, Les Déterminés), le coaching et l'enseignement sur le pilotage de la performance, la transformation digitale des organisations et le leadership de crise. Maud BAILLY est diplômée de l'ENA, de l'Ecole Normale Supérieure et de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Cooptée par le Conseil d'administration le 4 mars 2020 en remplacement de Madame Anne-Céline LESCOP jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2022 statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021 puis renouvelé par l'Assemblée générale Mixte du 22 juin 2022 jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Administratrice indépendante.

**Adresse professionnelle :** 82 rue Henri Farman - 92345 – Issy-les-Moulineaux

**Mandats extérieurs au groupe GL events :**

**Mandats en cours :** Administratrice de Babilou et Administratrice du Groupe Casino.

**Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :** Néant.



## JOSEPH AGUERA

### ADMINISTRATEUR

*Nationalité française. Né le 18 Août 1955.*

Monsieur Joseph AGUERA a été avocat au Barreau de Lyon de 1978 à décembre 2020.

Il a fondé son cabinet en 1984 et l'a cédé à ses Associés au moment de cesser son activité professionnelle. Monsieur AGUERA a été assistant de droit privé à la Faculté de Droit de Lyon et est titulaire d'un DEA de Droit des Affaires et d'un DEA de Droit Civil.

Nommé par l'Assemblée générale Mixte du 24 juin 2021 jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2025, statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

Administrateur indépendant. Président du Comité des rémunérations et des nominations.

**Adresse professionnelle :** 51 Chemin de Bramafan, 69110 Sainte Foy lès Lyon

**Mandats extérieurs au groupe GL events :**

**Mandats en cours :** Néant

**Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :** Néant



## SOPHIE SIDOS

### ADMINISTRATRICE

Nationalité française. Née le 13 janvier 1969.

Madame Sophie SIDOS est une représentante de la septième génération de descendants de Louis Vicat, inventeur du ciment artificiel en 1817. Elle débute sa carrière au sein du groupe Vicat en intégrant le contrôle de gestion en 1992. Quelques années plus tard, elle prend la fonction de responsable commerciale « Ciment » au sein de la direction régionale PACA, devenant la première femme à accéder à cette fonction. Elle évolue au sein de l'entreprise en occupant différents postes et devient, en 2006, membre du Conseil d'administration du groupe. Elle est aujourd'hui Vice-Présidente de Parfininco, sa holding. Elle inscrit les préoccupations environnementales, sociétales et sociales au cœur de la stratégie du Groupe Vicat, et préside à ce titre le Comité RSE.

En 2017, à l'occasion du bicentenaire de l'invention du ciment artificiel, Madame Sophie SIDOS crée la Fondation d'entreprise Louis Vicat, dont elle prend la présidence. Particulièrement sensible aux

questions d'inclusion, Madame Sophie SIDOS est coleader du club Isère « La France, une chance. Les entreprises s'engagent », initié par le Président Emmanuel Macron.

Très impliquée dans son territoire, elle est élue en 2021 présidente du MEDEF Isère. Elle place au cœur de son mandat les thématiques de l'inclusion et de la transition économique et écologique.

Madame Sophie SIDOS a été élevée en 2020 au grade de chevalier de la Légion d'honneur.

Nommée par l'Assemblée générale Mixte du 22 juin 2022 jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2026, statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025.

Administratrice indépendante. Membre du Comité RSE.

#### Mandats extérieurs au groupe GL events :

**Mandats en cours :** Administratrice de Vicat, Administratrice de Béton Travaux, Administratrice de BCCA, Administratrice de Aktas Insaat Malzemeleri Sanayi Ve Ticaret A.S., Administratrice de Konya Cimento Sanayi Ve Ticaret A.S., Administratrice de Bastas Baskent Cimento Sanayi Ve Ticaret A.S., Administratrice de Bastas Hazir Beton Sanayi Ve Ticaret A.S., Administratrice de Tamtas Yapi Malzemeleri Sanayi Ve Ticaret A.S., Administratrice de Sococim Industries, Administratrice de Vigier Holding AG, Administratrice remplaçant de Kalburgi Cement Private Limited, Administratrice de Bharathi Cement Corporation Private Limited, Administratrice de National Cement Company, Administratrice de Konya Hazir Beton Sanayi Ve Ticaret A.S., Administratrice de la Fondation Clément Fayat, Administratrice de la MC2 Grenoble, Administratrice de la Fondation GL events, Administratrice de la Fondation Edmus, Administratrice de l'ADOSM Entraide Marine, Administratrice de Alpexpo

**Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :** Néant



## FELIX CREPET

### CENSEUR

Nationalité française. Née le 07 septembre 1987.

Monsieur Félix CREPET est titulaire d'un BSc in Business Administration & Management délivré par HEC Lausanne et d'un double diplôme Master Finance obtenu auprès de l'EADA Business School de Barcelone et de l'université UCEMA de Buenos Aires.

Il a travaillé pendant deux ans au sein de la banque d'affaire BTG Pactual à Sao Paulo au Brésil avant de rejoindre en 2016 le Groupe AQUASOURÇA.

Monsieur Félix CREPET est Président du Directoire de la société AQUASOURÇA SA (Luxembourg). Nommé censeur par le Conseil d'administration du 22 juin 2022 jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à approuver les comptes de l'exercice 2023.

**Adresse professionnelle :** 11 Boulevard Prince Henri – L 1724 Luxembourg

#### Mandats extérieurs au groupe GL events :

**Mandats en cours :** Membre et Président du directoire d'Aquasourca SA, Président de Airsquare SAS

**Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :** Gérant de Airsquare SPRL, Président de Airsquare France SAS, Administrateur de Lensco Holding

### 3.1.2 ÉVOLUTIONS DANS LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au titre de l'exercice 2022, il peut être noté les évolutions suivantes :

Administrateur	Fin de mandat	Nomination	Démission
Caroline WEBER	22/06/2022		
Sophie SIDOS		22/06/2022	

Conformément aux dispositions de l'article 16 des statuts de la Société, il est rappelé que chaque membre du Conseil d'administration doit être propriétaire d'une action au moins. A la connaissance de la Société, le nombre d'actions détenu au nominatif par les membres du Conseil d'administration, au 31 décembre 2022, est indiqué ci-dessous :

	Nombre d'actions	% du capital	Droit de vote				
			Simple	Double	Total	% droits de vote nets	% droits de vote bruts
Polygone	16 980 811	56,635%	948 818	16 031 993	33 012 804	66,612%	67,464%
Sofina	4 768 057	15,903%	2 129 613	2 638 444	7 406 501	14,944%	15,136%
Le Grand Rey	70 485	0,235%	0	70 485	140 970	0,284%	0,288%
Olivier GINON	6 238	0,021%	1 738	4 500	10 738	0,022%	0,022%
Nicolas de TAVERNOST	870	0,003%	0	870	1 740	0,004%	0,004%
AQUASOURCA	1	0,000%	0	1	2	0,000%	0,000%
Philippe MARCEL	4 270	0,014%	0	4 270	8 540	0,017%	0,017%
Erick ROSTAGNAT	73 449	0,245%	10 020	63 429	136 878	0,276%	0,280%
Marc MICHOUILLER	365	0,001%	0	365	730	0,001%	0,001%
Anne-Sophie GINON	27 377	0,091%	16 127	11 250	38 627	0,078%	0,079%
Auto détenues	626 342	2,089%	626 342	0	626 342	1,264%	
Public	7 424 522	24,763%	6 672 867	751 655	8 176 177	16,498%	16,709%
<b>Total</b>	<b>29 982 787</b>	<b>100,000%</b>	<b>10 405 525</b>	<b>19 577 262</b>	<b>49 560 049</b>	<b>100,000%</b>	<b>100,000%</b>
<b>Sous- total concert</b>	<b>21 825 591</b>	<b>72,794%</b>	<b>3 080 169</b>	<b>18 745 422</b>	<b>40 571 013</b>	<b>81,862%</b>	<b>82,910%</b>

Il n'y a pas, à la date d'établissement du présent document, de membre du Conseil d'administration représentant les Actionnaires salariés ni de membre du Conseil d'administration représentant les salariés au sein du Conseil d'administration. En effet, la Société est dispensée de procéder à de telles désignations en application de la loi :

- s'agissant de la nomination d'Administrateurs représentant les salariés Actionnaires, la participation des salariés ne dépasse pas le seuil de 3 % du capital social prévu à l'article L. 225-23 du Code de commerce ; et
- s'agissant de la nomination d'Administrateurs représentant les salariés, la Société remplit les critères posés par l'article L. 225-27-1 alinéa 3 du Code de commerce, à savoir qu'elle est la filiale, directe d'une société elle-même soumise à l'obligation de nommer des représentants des salariés dans son Conseil d'administration.

## 3.2 ADMINISTRATEURS EXPÉRIMENTÉS ET COMPLÉMENTAIRES

Le Conseil d'administration accorde une grande importance à l'expérience et à la connaissance que les membres du Conseil d'administration peuvent acquérir au cours des années de l'activité du Groupe. Cette expérience doit permettre aux membres du Conseil d'administration d'exercer avec une acuité accrue leur mission de contrôle.

Conformément aux recommandations du Code Middledent, le Conseil d'administration établit un plan de formation triennal, de quatre à six jours de formation par Administrateur sur la période, adapté aux spécificités de la Société et destiné aux Administrateurs. Ce plan prend en compte l'expertise de chaque Administrateur.

Chaque année, le Conseil d'administration fait un point sur l'avancement du plan de formation et en rend compte dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Lors de l'auto-évaluation du Conseil d'administration, les membres du Conseil ont pu s'exprimer sur leurs volontés et/ou besoins en formation. Sur cette base, un plan de formation triennal a été présenté au Conseil d'administration dans sa séance en date du 9 mars 2022.

Ce plan a été mis en œuvre dès 2022 et, dans ce cadre, il a été proposé à l'ensemble des Administrateurs et membres du



Comité exécutif de participer à une formation sur le thème « anti-corruption – Loi Sapin II » le 19 octobre 2022. Pour 2023, le plan de formation a été revu et adapté lors du

Conseil d'administration du 8 mars 2023 afin de pouvoir intégrer davantage de formations liées à la RSE.

### 3.3 ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS

Toutes les dispositions sont prises pour que le Conseil d'administration comprenne en son sein des membres indépendants, propres à assurer aux Actionnaires et au marché que ses missions sont accomplies avec l'indépendance et l'objectivité nécessaires, et prévenir ainsi les risques de conflit d'intérêts avec la Société et sa direction. Conformément aux recommandations du Code de gouvernement d'entreprise Middlenext, le Conseil d'administration doit comprendre au moins deux membres indépendants. La Société respecte cette recommandation dans la mesure où le nombre de membres indépendants est de neuf, soit une proportion de 64,29 % de membres indépendants, au 31 décembre 2022.

D'une manière générale, un membre du Conseil d'administration est considéré comme indépendant dès lors qu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son Groupe ou sa direction, qui pourrait compromettre l'exercice de sa liberté de jugement.

Pour qu'un membre du Conseil d'administration puisse être qualifié d'indépendant au sens de l'article 3.2 du règlement intérieur du Conseil d'administration, il doit respecter les critères suivants :

- ne pas avoir été, au cours des cinq dernières années, et ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la Société ou d'une société de son groupe,
- ne pas avoir été, au cours des deux dernières années, et ne pas être en relation d'affaires significatives avec la Société ou son groupe (client, fournisseur, concurrent, prestataire, créancier, banquier, etc.),
- ne pas être Actionnaire de référence de la Société ou détenir un pourcentage de droit de vote significatif (% retenu inférieur à 5%),
- ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un Actionnaire de référence,
- ne pas avoir été, au cours des six dernières années, Commissaire aux comptes de l'entreprise.

A la date du présent rapport, il ressort de l'examen de la composition du Conseil d'administration que cinq membres du Conseil d'administration ne peuvent pas être considérés comme des membres indépendants compte tenu notamment du fait que :

- un d'entre eux est dirigeant de la société Polygone SA, Actionnaire majoritaire de la Société (Monsieur Olivier GINON),
- un d'entre eux était un salarié de la Société au cours des cinq dernières années (Monsieur Erick ROSTAGNAT),
- une d'entre eux a des liens familiaux avec les dirigeants de la Société (descendants) (Madame Anne-Sophie GINON),
- un est Actionnaire de la Société et détient plus de 5% du capital (SOFINA), et
- une est salariée de la Société SOFINA détenant plus de 5% du capital de la Société (Madame Giulia VAN WAEYENBERGE).

Madame Fanny PICARD, Madame Sophie DEFFOREY (représentante permanente d'AQUASOURÇA), Madame Sophie SIDOS, Madame Maud BAILLY, Monsieur Nicolas DE TAVERNOST, Monsieur Philippe MARCEL, Monsieur Marc MICHOUILLIER, Monsieur Daniel HAVIS et Monsieur Joseph AGUERA sont considérés comme des membres indépendants au sens du Code de Gouvernement d'Entreprise Middlenext.

S'agissant de Madame Fanny PICARD, la Société a réalisé des investissements dans des véhicules dont Fanny PICARD participe à la gestion. Toutefois, compte tenu du caractère passif de ces investissements et de leurs montants cumulés comparés (i) aux encours gérés par la société de gestion concernée et (ii) au portefeuille d'investissement de la Société, il a été considéré que cette relation d'affaires n'était pas susceptible de remettre en cause l'indépendance de Madame Fanny PICARD.

S'agissant de Monsieur Daniel HAVIS, dans la mesure où il a quitté toutes ses fonctions au sein de la Matmut en juin 2020 (société avec laquelle la Société est en relation d'affaires significatives), celui-ci est qualifié d'indépendant depuis juillet 2022.

### 3.4 FÉMINISATION DU CONSEIL

La Société est attentive à l'équilibre de la représentation hommes-femmes au sein du Conseil d'administration. Au 31 décembre 2022, les dispositions législatives sont respectées, la part des femmes au sein du Conseil d'administration étant égale à 42,86% (6 femmes sur 14 membres).

### 3.5 DURÉE DES MANDATS

Les membres du Conseil d'administration sont nommés pour quatre années, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des Actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

### 3.6 ABSENCE DE CONDAMNATION OU DE CONFLITS D'INTÉRÊTS DES MANDATAIRES SOCIAUX ET DES MEMBRES DU CONSEIL

À la connaissance de la Société, et au jour de l'établissement du présent document, aucune personne membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance, au cours des cinq dernières années :

- n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude,
- n'a été concernée par une faillite, mise sous séquestre, liquidation, ou placement d'entreprises sous administration judiciaire en ayant occupé des fonctions de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance,
- n'a fait l'objet d'une mise en cause et/ou sanction publique officielle prononcée par une autorité statutaire ou réglementaire (y compris des organismes professionnels désignés),
- n'a été déchue par un tribunal du droit d'exercer la fonction de membre d'un organe d'administration, ou de direction ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

A la connaissance de la Société et au jour de l'établissement du présent document, aucun conflit d'intérêts potentiel n'est identifié entre les devoirs des Administrateurs ou des membres de la Direction Générale de la Société à l'égard de la Société ou de l'une de ses filiales, et leurs intérêts privés et/ou autres devoirs. Il est toutefois précisé que :

- trois Administrateurs ont des liens familiaux et par alliance (à savoir Monsieur Olivier GINON, Madame Anne Sophie GINON et Monsieur Erick ROSTAGNAT) ;
- sept Administrateurs exercent également un mandat au sein de la société Polygone SA, actionnaire majoritaire de la Société (à savoir Monsieur Olivier GINON, Madame Anne Sophie GINON, la société AQUASOURCA, la société SOFINA, Monsieur Daniel HAVIS, Monsieur Marc MICHOUILLER et Monsieur Erick ROSTAGNAT).

A la connaissance de la Société et au jour de l'établissement du présent document, il n'existe aucune restriction acceptée par les membres d'un organe d'administration, ou de Direction concernant la cession, dans un certain laps de temps, des titres de la Société qu'ils détiennent à l'exception des obligations de conservation suivantes :

- les actions gratuites pouvant être attribuées aux Administrateurs, telles que décrites au paragraphe 12.2.12 (page 119) du présent document,
- les actions de performance attribuées à chaque mandataire social, telles que décrites au paragraphe 12.2.12 (page 119) du présent document.

A la connaissance de la Société, il existe des liens familiaux ou par alliance entre :

- liens de descendance entre Madame Anne-Sophie GINON et Monsieur Olivier GINON, ce dernier étant son père, et
- liens par alliance entre Monsieur Olivier GINON et Madame Anne-Sophie GINON d'une part, et Monsieur Erick ROSTAGNAT d'autre part, ce dernier ayant épousé la sœur de Monsieur Olivier GINON.

A la connaissance de la Société et au 31 décembre 2022, il n'existe pas d'arrangement ou d'accord conclu avec les principaux Actionnaires ou avec des clients, fournisseurs ou autres, en vertu duquel l'un des membres du Conseil d'administration ou de la Direction générale a été sélectionnée en cette qualité.

### 3.7 PRÊTS ET GARANTIES ACCORDÉS OU CONSTITUÉS EN FAVEUR DES MEMBRES DU CONSEIL

Aucun prêt ni garantie n'a été accordé en faveur des membres du Conseil d'administration.

## 4. CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

### 4.1 RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le fonctionnement interne du Conseil d'administration est régi par un règlement intérieur, lequel est disponible sur le site internet de GL events ([www.gl-events.com](http://www.gl-events.com)).

Le présent rapport mentionne les caractéristiques principales de ce règlement intérieur.

Le Conseil d'administration, à l'occasion de sa séance du 13 octobre 2021, a modifié son règlement intérieur afin de le mettre à jour des modifications apportées au Code de Gouvernement d'Entreprise Middenext révisé en septembre 2021. Le règlement intérieur a de nouveau été modifié lors du Conseil d'administration du 9 mars 2022 afin d'adapter le nombre de membres pouvant composer le Comité des rémunérations et nominations.

### 4.2 DÉONTOLOGIE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET PRÉVENTION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Chaque membre du Conseil d'administration est tenu de mettre au nominatif ou de déposer en banque les actions de la Société qui lui appartiennent, qui appartiennent à son conjoint ou à ses enfants mineurs. Le tableau faisant apparaître le nombre d'actions détenu au nominatif par les membres du Conseil d'administration au 31 décembre 2022 figure au paragraphe 3.1.2. ci-avant.

Les membres du Conseil d'administration sont régulièrement informés sur les dispositions issues de la réglementation boursière concernant le régime des opérations sur titres.

Ainsi, les membres du Conseil d'administration doivent déclarer, dans la limite de la réglementation applicable, directement auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, toute opération d'acquisition, de cession, de souscription ou d'échange de titres de capital de la Société, ainsi que les transactions opérées sur des instruments financiers qui leur sont liées, dans un délai de trois jours ouvrés suivant leur réalisation. Outre les membres du Conseil d'administration, sont concernées toutes les personnes physiques ou morales qui leur sont étroitement liées au sens de la réglementation en vigueur.

Les membres du Conseil d'administration doivent prendre connaissance des périodes d'abstention d'intervention sur les titres de la Société (voir le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2022) ainsi que de leurs obligations de portée générale à l'égard du marché édictées par la réglementation en vigueur.

Chacun des membres du Conseil d'administration s'engage à informer le Conseil, dès qu'il en a connaissance, de tout événement ou information susceptible de le mettre en position de conflit d'intérêts avec la Société ou ses filiales.

Le règlement intérieur du Conseil d'administration (article 4.2) prévoit que :

« Dans une situation laissant apparaître ou pouvant laisser apparaître un conflit d'intérêts entre l'intérêt social et son intérêt personnel direct ou indirect ou l'intérêt de l'Actionnaire ou du groupe d'Actionnaires qu'il représente, l'Administrateur concerné s'engage à :

- en informer le Conseil dès qu'il en a connaissance le Conseil et avant toute réunion,
- et en tirer toute conséquence quant à l'exercice de son mandat. Ainsi, selon le cas, il devra :
- soit s'abstenir de participer au vote de la délibération correspondante,
- soit ne pas assister à la réunion du Conseil d'Administration pendant laquelle il se trouve en situation de conflit d'intérêts,
- soit, à l'extrême, démissionner de ses fonctions d'Administrateur.

Le Conseil doit se livrer à toutes investigations raisonnables afin d'évaluer les mesures proportionnées à prendre afin d'assurer une prise de décision conforme à l'intérêt de l'entreprise.

Sous réserve de l'évolution des dispositions légales, le Conseil met en place une procédure annuelle de révélation et de suivi des conflits d'intérêts. Chaque Administrateur fait part, le cas échéant de l'évolution de sa situation. »

## 5. RÔLE ET POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration exerce les missions qui lui sont conférées par la loi. A cet égard, il détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leurs mises en œuvre. Il autorise également les conventions dites réglementées, présente à l'Assemblée générale ordinaire son rapport de gestion sur les comptes de l'exercice, et décide le déplacement du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe (sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée générale Ordinaire).

Dans ce cadre, le Conseil d'administration a débattu de toutes les actions majeures de 2022 : acquisitions, commercialisations, marchés et stratégies du Groupe, politique financière, organisation et contrôle interne, définition des actions RSE en vue notamment de faire face aux enjeux climatiques, ainsi que l'impact lié à l'inflation et à l'augmentation du coût de l'énergie, et les mesures mises en place pour préserver la Société et ses filiales.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque Administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

## 6. DÉLIBÉRATIONS ET RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### 6.1 FRÉQUENCE DES RÉUNIONS

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Ainsi au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'administration s'est réuni à six reprises, ce qui a permis un examen et une discussion approfondis des matières relevant de sa compétence. Le taux de présence moyen des membres du Conseil d'administration au cours de l'exercice 2022 était de 92,86%. Le tableau ci-dessous présente le taux de présence par réunion des membres du Conseil d'administration lors de l'exercice 2022 :

Date de la réunion	Taux de présence (Membres présents ou représentés)
18/01/2022	92,86%
09/03/2022	85,71%
22/06/2022	100,00%
21/07/2022	92,86%
19/10/2022	92,86%
15/12/2022	92,86%

Le Conseil d'administration s'interroge périodiquement sur l'adéquation de son organisation et de son fonctionnement à ses tâches. Dans ce cadre, il consacre de manière récurrente un point de son ordre du jour à l'évaluation de son fonctionnement. Tous les membres du Conseil d'administration sont interrogés individuellement, et sur la base d'un questionnaire, sur leur appréciation et sur leurs suggestions pour améliorer son efficacité.

Lors de la réunion du Conseil d'administration en date du 13 octobre 2021, il a été remis à chacun des membres du Conseil un questionnaire individuel en vue de procéder à l'auto-évaluation du Conseil.

Les résultats de cette auto-évaluation ont fait l'objet d'une analyse présentée à l'ensemble des membres du Conseil lors de la réunion en date du 9 mars 2022.

Une nouvelle auto-évaluation a été mise en œuvre lors du Conseil en date du 8 mars 2023. Ses résultats seront présentés lors d'un prochain Conseil.

### 6.2 CONVOCATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Un calendrier des réunions du Conseil d'administration est dressé suffisamment longtemps à l'avance afin de permettre à chacun des membres de s'organiser.

### 6.3 TENUE DES RÉUNIONS

Les réunions du Conseil d'administration se tiennent en tout lieu fixé dans la convocation.

### 6.4 REPRÉSENTATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du Conseil d'administration ont la possibilité de se faire représenter aux séances du Conseil d'administration par un autre membre du Conseil d'administration, étant précisé que chaque membre du Conseil d'administration ne peut disposer au cours d'une même séance que d'un seul mandat de représentation. Le mandat doit être donné par écrit.

## 6.5 PRÉSIDENCE DES SÉANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres personnes physiques un Président qui est notamment chargé d'en diriger les débats. Sur les six réunions du Conseil d'administration

qui se sont tenues au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'administration a toujours été présidé par son Président Directeur Général.

## 6.6 PARTICIPATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AUX RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Afin de faciliter la présence des membres du Conseil d'administration aux réunions de celui-ci, des visioconférences ou des télécommunications peuvent être organisées conformément à la réglementation, ainsi que l'autorise l'article 17 des statuts de la Société et l'article 5.4 du règlement intérieur.

Selon les dispositions légales et statutaires en vigueur, la participation par visioconférence est exclue (absence de prise en compte pour le calcul du quorum et de la majorité) pour :

- la nomination et à la révocation du Président du Conseil d'administration,
- la nomination et à la révocation du Directeur Général,
- l'arrêté des comptes annuels et consolidés,
- l'établissement des rapports de gestion de la Société et du Groupe.

## 6.7 DÉCISIONS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La présence effective de la moitié au moins des membres du Conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations. Les décisions sont prises à la majorité des voix

des membres présents ou représentés. La voix du président de séance est prépondérante en cas de partage.

# 7. TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2022

Les principaux points à l'ordre du jour du Conseil d'administration sont listés ci-après :

Principaux domaines d'intervention	Au cours de l'exercice le Conseil a :
Examen des comptes et de la gestion courante	<ul style="list-style-type: none"> <li>— examiné et arrêté les comptes consolidés et sociaux annuels au 31 décembre 2021, les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2022, pris connaissance des rapports des commissaires aux comptes et examiné les recalages du budget 2022 ;</li> <li>— arrêté les termes de ses différents rapports à l'Assemblée Générale, préparé et convoqué l'Assemblée Générale des actionnaires du 22 juin 2022, arrêté les termes de l'ordre du jour et des résolutions soumises à l'approbation des actionnaires et approuvé le rapport du président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne ;</li> <li>— pris connaissance des travaux du Comité d'Audit ;</li> <li>— examiné régulièrement l'activité du Groupe, les développements en cours et autorisé des opérations de croissance externe ainsi que des opérations sur capital de filiales de la Société impliquant l'entrée de nouveaux investisseurs ;</li> <li>— examiné régulièrement la situation financière et l'endettement du Groupe ;</li> <li>— approuvé le renouvellement des pouvoirs du Président Directeur Général en matière de cautions, avals et garanties ;</li> <li>— examiné et approuvé les documents de gestion prévisionnelle.</li> </ul>
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> <li>— proposé à l'Assemblée Générale la désignation d'un nouvel administrateur en remplacement d'un administrateur dont le mandat était arrivé à expiration et qui ne souhaitait pas être renouvelé ;</li> <li>— examiné et approuvé le plan de formation triennal du Conseil ;</li> <li>— procédé à l'examen des votes en portant une attention particulière sur les votes négatifs et les abstentions ;</li> <li>— procédé à la nomination d'un censeur ;</li> <li>— procédé à la nomination d'un nouveau membre du Comité RSE ;</li> <li>— procédé à son auto-évaluation.</li> </ul>



Principaux domaines d'intervention	Au cours de l'exercice le Conseil a :
Rémunération	<ul style="list-style-type: none"> <li>— pris connaissance des travaux du comité des Rémunérations et des Nominations ;</li> <li>— arrêté la rémunération variable de Monsieur Olivier FERRATON au titre de l'exercice 2021, examiné la politique de rémunération fixe et variable de Monsieur Olivier FERRATON au titre des exercices 2022 et 2023 ;</li> <li>— décidé la mise en place d'un plan d'actions de performance au bénéfice des collaborateurs ;</li> <li>— décidé la mise en place d'un plan d'actions gratuites au bénéfice d'un manager du groupe.</li> </ul>
RSE	<ul style="list-style-type: none"> <li>— examiné le rapport DPEF ;</li> <li>— été informé des actions du groupe en matière de RSE ;</li> <li>— été consulté sur l'amélioration des indicateurs RSE.</li> </ul>
Autres	<ul style="list-style-type: none"> <li>— pris connaissance du déploiement du programme loi Sapin II ;</li> <li>— examiné les conventions réglementées conclues et/ou autorisées en 2021 ou dont l'exécution s'est poursuivie en 2021 ;</li> <li>— approuvé l'émission de garanties ;</li> <li>— été informé du calendrier des réunions du Conseil d'administration et des Comités pour 2023 ;</li> <li>— procédé à la revue des points de vigilance du Code Middlednext ;</li> <li>— modifié son Règlement Intérieur afin d'intégrer les nouvelles recommandations du nouveau Code Middlednext mis à jour en septembre 2021 ;</li> <li>— pris connaissance du consensus GL events ;</li> <li>— mis en œuvre l'autorisation de l'Assemblée Générale du 22 juin 2022 à l'effet d'opérer sur les propres actions de la Société en application de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce ;</li> <li>— procédé au suivi des mesures prises pour préserver la Société et ses filiales dans le cadre de la crise sanitaire.</li> </ul>

## 8. INFORMATION DES MEMBRES DU CONSEIL

Il est rappelé que le règlement intérieur du Conseil d'administration comporte différentes dispositions destinées à favoriser une prise de décision éclairée s'agissant d'opérations importantes ou stratégiques. En particulier, son article 5.2 prévoit que :

*« Le Président arrête l'ordre du jour de chaque réunion du Conseil d'administration et le communique par tous moyens appropriés à ses membres.*

*Les documents permettant aux Administrateurs de se prononcer en toute connaissance de cause sur les points inscrits à l'ordre du jour sont communiqués aux Administrateurs dans un délai raisonnable avant la réunion du Conseil, sauf urgence ou nécessité d'assurer une parfaite confidentialité.*

*En tout état de cause, le Conseil d'administration peut au cours de chacune de ses réunions, en cas d'urgence, et sur proposition du Président, délibérer de questions non inscrites à l'ordre du jour qui lui a été communiqué. »*

Ainsi, pour permettre à chacun des membres du Conseil d'administration de remplir sa mission et donc de prendre des décisions en toute connaissance de cause et participer efficacement aux réunions du Conseil, un dossier complet lui est adressé préalablement à chaque réunion, via une plateforme numérique sécurisée.

Ce dossier comporte les pièces nécessaires à la connaissance des points figurant à l'ordre du jour.

Chaque membre du Conseil d'administration a l'obligation de demander l'information utile dont il estime avoir besoin pour accomplir sa mission. À cet effet, il doit réclamer dans les délais appropriés au Président du Conseil d'administration les informations dont il a besoin pour délibérer en toute connaissance de cause sur les sujets inscrits à l'ordre du jour, s'il estime que celles dont il dispose ne suffisent pas.

Si une question ne peut être examinée correctement lors d'une réunion, les prises de décision la concernant sont reportées à la séance suivante.

Enfin, le règlement intérieur du Conseil d'administration (article 4.5) prévoit que :

*« Pour participer efficacement aux travaux et aux délibérations du Conseil, la Société communique aux membres du Conseil dans un délai raisonnable tous les documents utiles. Les demandes à cet effet sont formulées auprès du Président. Chaque membre du Conseil est autorisé à rencontrer les principaux dirigeants de l'entreprise, à condition d'en informer préalablement le Président.*

*Le Conseil est régulièrement informé par le Président de la situation financière, de la trésorerie, des engagements financiers et des événements significatifs de la Société et du Groupe. Enfin, tout nouveau membre du Conseil peut demander à bénéficier d'une formation sur les spécificités de la Société et de son Groupe, leurs métiers et leurs secteurs d'activité. »*

## 9. MISE EN PLACE DE COMITÉS SPÉCIALISÉS

### 9.1 COMITÉ D'AUDIT

#### 9.1.1 COMPOSITION DU COMITÉ D'AUDIT

Le Comité d'audit, qui ne comprend aucun dirigeant mandataire social, est composé de deux membres depuis le non-renouvellement du mandat de Madame Caroline WEBER lors de l'Assemblée générale Mixte du 22 juin 2022, désignés pour la durée de leur mandat d'Administrateur :

<b>M. Daniel HAVIS</b>	Président du Comité Membre indépendant
<b>M. Edward KOOPMAN</b> représentant SOFINA	Membre

En outre, Monsieur Sylvain BECHET, en sa qualité de Directeur Général Finances et Investissements, et Madame Audrey CHAVANCY, en sa qualité de Directrice Risques, Audit, Contrôle Interne et RSE, ainsi que Madame Patricia SADOINE, en sa qualité de Directrice Juridique et Compliance et d'Ethics Officer, sont invités permanents des réunions du Comité. Monsieur Felix CREPET, en sa qualité de censeur du Conseil, est également invité permanent des réunions du Comité.

#### 9.1.2 FONCTIONNEMENT DU COMITÉ D'AUDIT

Le Comité d'audit remplit les fonctions de comité spécialisé assurant le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières en application de l'article L. 823-19 du Code de commerce. Une charte, approuvée par le Conseil d'administration, précise les attributions et les modalités de fonctionnement du Comité d'audit. Cette charte a été mise à jour en 2020 à la suite des recommandations de Middlednext et de l'IIA portant sur l'objectivité de l'audit interne et le champ d'actions du Comité d'audit (RSE, RGPD, Loi Sapin 2...). Elle a été approuvée lors du Comité d'audit du 15 septembre 2020 et ensuite par le Conseil d'administration. En 2021, cette présente charte a été revue par le Comité d'audit et signée par Daniel HAVIS le 13 octobre 2021, en sa qualité de Président du Comité d'audit.

Les compétences techniques (financière, comptable ou de contrôle légal des comptes) des membres du Comité d'audit, telles qu'indiquées sont reconnues.

En 2022, le Comité d'audit s'est réuni en présentiel de manière ordinaire les 9 mars, 21 juillet, 18 octobre et 15 décembre, avec un taux de participation moyen de 100%.

En amont de chaque tenue de réunion, les documents en support à l'ordre du jour sont mis à disposition des membres et invités sur une plateforme digitale sécurisée (éditeur spécialisé dans la gouvernance d'entreprise).

#### 9.1.3 MISSIONS DU COMITÉ D'AUDIT

Le Comité d'audit a pour mission de porter un regard indépendant sur les risques du Groupe, leur gestion et leur traduction en informations financières.

Le Comité d'audit exerce les missions prévues à l'article L. 823-19 du Code de commerce et dans la charte, approuvée par le Conseil d'administration. Ainsi, il assiste notamment le Conseil d'administration dans les domaines suivants :

- le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et le cas échéant, en formulant des recommandations pour en garantir l'intégrité,
- le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, sans qu'il soit porté atteinte à son indépendance,
- l'examen critique des comptes annuels et de l'information périodique,
- l'émission d'une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation ou au renouvellement,
- la surveillance de l'adéquation du contrôle interne compte tenu de la perception des risques et de l'efficacité de l'audit tant interne qu'externe, et de manière plus générale, veille dans ces domaines au respect de la réglementation et la conformité juridique, qui constituent des facteurs essentiels de la réputation et de la valorisation du Groupe,
- le suivi de la réalisation par le commissaire aux comptes de sa mission en tenant compte des constatations et conclusions du Haut conseil du commissariat aux comptes,
- le respect des conditions d'indépendance des commissaires aux comptes,
- l'approbation de la fourniture par les commissaires aux comptes des services autre que la certification des comptes,
- la revue de la démarche du déploiement de la loi Sapin 2 et du règlement RGPD,
- la revue de la cartographie des risques du Groupe et celle spécifique au risque de fraude, ainsi que la revue, conjointement avec le Comité RSE, de la cartographie des risques RSE du Groupe,
- l'examen du projet de Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF), en lien avec le Comité RSE.

En 2022, le Comité d'audit réunit de manière ordinaire et systématiquement traité à l'ordre du jour les sujets financiers (revue des comptes, situation financière, liquidités, plan de financement et de la gestion de l'endettement, impairement tests), d'audit et de contrôle interne, de gestion des risques et de compliance (avancement du déploiement de la loi Sapin 2 et du RGPD).

Au cours de l'exercice, le Comité d'audit a eu l'occasion d'entendre et d'échanger avec les Commissaires aux comptes (y compris hors la présence des dirigeants), la Directrice Risques et RSE et d'autres dirigeants opérationnels.

Le Comité d'audit a eu des échanges nourris avec les commissaires aux comptes à l'occasion de l'établissement du nouveau rapport des commissaires aux comptes au Comité d'audit.

Les travaux du Comité d'audit ont été conformes aux objectifs qui lui ont été confiés au cours de l'exercice, étant précisé que depuis la réforme de l'audit le champ d'intervention du Comité d'audit s'est élargi

## 9.2 COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS ET DES NOMINATIONS

### 9.2.1 COMPOSITION DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS ET DES NOMINATIONS

Le Comité des rémunérations et des nominations, qui ne comprend aucun dirigeant mandataire social exécutif, est composée de quatre membres désignés pour la durée de leur mandat d'Administrateur :

<b>Monsieur Joseph AGUERA*</b>	Président du Comité Membre indépendant
<b>Monsieur Marc MICHOUlier</b>	Membre indépendant
<b>Madame Sophie DEFFOREY représentant AQUASOURÇA</b>	Membre indépendant
<b>Monsieur Edward KOOPMAN représentant SOFINA</b>	Membre non indépendant

\* Nommé par le Conseil d'administration dans sa séance en date du 8 mars 2023, en remplacement de Monsieur Philippe MARCEL

En outre, Madame Sylvie FOUILLOUSE, en sa qualité de Directrice des ressources humaines Groupe, est invitée permanente des réunions du Comité.

### 9.2.2 FONCTIONNEMENT DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS ET DES NOMINATIONS

Chaque réunion du Comité des rémunérations et des nominations fait l'objet d'un compte rendu transmis aux membres du Conseil d'administration.

Au cours de l'exercice 2022, le Comité des rémunérations et des nominations s'est réuni quatre fois, avec un taux de participation moyen de 94%.

### 9.2.3 MISSION DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS ET DES NOMINATIONS

Le Comité des rémunérations et des nominations détermine en début d'année la rémunération des managers du Groupe pour l'année en cours et s'assure de l'exhaustivité, la cohérence et l'équilibre entre les différents éléments qui composent ladite rémunération. Il définit également les critères d'attribution des objectifs qualitatifs (développement/RSE/transformation digitales/...).

En outre, le Comité des rémunérations et des nominations est chargé d'examiner les propositions de plans d'attribution de stock-options et actions gratuites.

Le Comité des rémunérations et des nominations est informé des arrivées/départs des principaux managers et est consulté sur les nominations et les renouvellements des membres du Conseil d'administration et des dirigeants mandataires sociaux. Il traite également de la question du plan de succession des dirigeants mandataires sociaux en relation avec la Direction des ressources humaines.

## 9.3 COMITÉ RSE

### 9.3.1 COMPOSITION DU COMITÉ RSE

Constitué depuis 2015, le Comité RSE est composé de trois membres :

<b>Madame Fanny PICARD<sup>(1)</sup></b>	Présidente Membre indépendant
<b>Madame Anne-Sophie GINON</b>	Membre
<b>Madame Sophie SIDOS<sup>(2)</sup></b>	Membre indépendant

<sup>(1)</sup> Nommée par le Conseil d'administration dans sa séance en date du 9 décembre 2021

<sup>(2)</sup> Nommée par le Conseil d'Administration dans sa séance en date du 22 juin 2022

En outre, Madame Sylvie FOUILLOUSE, en sa qualité de Directrice des ressources humaines Groupe, et Madame Audrey CHAVANCY, en sa qualité de Directrice Risques et RSE Groupe, sont invitées permanentes des réunions du Comité.

### 9.3.2 FONCTIONNEMENT DU COMITÉ RSE

Chaque réunion du Comité RSE fait l'objet d'un compte rendu présenté aux membres du Conseil d'administration. Au cours de l'exercice 2022, le Comité RSE s'est réuni deux fois avec un taux de participation de 100%.

En amont de chaque réunion, les documents en support à l'ordre du jour sont mis à disposition des membres et invités.

### 9.3.3 MISSION DU COMITÉ RSE

Le Comité RSE donne aux membres du Conseil d'administration un avis sur les nouveaux enjeux RSE applicables au sein du Groupe (contexte réglementaire, marché, etc.) et leur présente un bilan des actions menées au cours de l'année.

Sans préjudice des compétences du Conseil, le Comité RSE est notamment chargé des missions suivantes :

- Examiner la stratégie, les ambitions, les politiques et les engagements du Groupe en matière de RSE (Ethique et conformité, Droits humains, Hygiène/Santé/Sécurité des personnes, Environnement, ressources humaines, responsabilité sociétale) et formuler des recommandations à cet égard ;
- S'assurer de l'ambition de la stratégie et des actions RSE menées et communiquées par le Groupe ;

A ce titre le comité RSE :

- S'assure que l'organisation interne de la RSE est cohérente au regard de la stratégie visée ;
- Reçoit chaque année la présentation de la cartographie des risques RSE du Groupe ; il revoit, conjointement avec le comité d'audit, les risques et opportunités ainsi identifiés et est tenu informé de leur évolution et des caractéristiques des systèmes de gestion y afférent ;
- Examine les politiques, référentiels et chartes du Groupe sur les sujets RSE et s'assure de leur efficacité ;
- Donne un avis sur la déclaration annuelle de performance extra-financière et, de manière générale, de toute information requise par la législation en vigueur en matière de RSE et fait des recommandations pour les éditions suivantes ;

- Est informé des procédures de reporting des indicateurs extra-financiers (environnement, santé et sécurité, indicateurs et reporting sociaux) ;
- Procède à un examen annuel d'une synthèse des notations extra-financières réalisées sur le Groupe et propose des axes d'amélioration.

En 2022, le Comité RSE réuni a particulièrement traité l'examen de la Déclaration de Performance Extra-Financière en lien avec le Comité d'audit ainsi que des nouvelles orientations stratégiques RSE du fait de la nomination d'Audrey CHAVANCY, Directrice Risques et RSE Groupe et membre du Comité Exécutif.

## 10. RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

Le Conseil d'administration veille à ce que les conditions de dialogue avec les Actionnaires de la Société soient toujours réunies et optimales. Notamment, les Administrateurs sont invités à assister à l'Assemblée générale et à analyser le résultat des votes de chacune des résolutions, en portant une attention particulière aux votes négatifs et aux abstentions, afin d'en tirer les enseignements avant l'Assemblée générale suivante. Par ailleurs, hors Assemblée générale, Monsieur Sylvain BECHET, Directeur Général finances et investissements, rencontre régulièrement les Actionnaires.

L'examen des votes négatifs et des abstentions a été réalisé par le Conseil d'administration dans sa séance en date du 8 mars 2023. De manière générale, la majorité des Actionnaires minoritaires vote dans le sens préconisé par le Conseil d'administration.

## 11. POLITIQUE DE DIVERSITÉ ET D'ÉQUITÉ

Le Conseil, dans sa séance du 8 mars 2023, a vérifié la mise en œuvre à chaque niveau hiérarchique de l'entreprise d'une politique visant à l'équilibre femmes hommes et à l'équité, en tenant compte du contexte métier.

## 12. RÉMUNÉRATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### 12.1 POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX (12<sup>ÈME</sup> À 14<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27 AVRIL 2023)

Sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations et en tenant compte des recommandations du Code Middledent, le Conseil d'administration a établi une politique de rémunération pour chacun des mandataires sociaux de la Société conforme à son intérêt social, contribuant à sa pérennité et s'inscrivant dans sa stratégie (i) de développement commerciale et de (ii) la mise en œuvre de la stratégie RSE et dans la transformation digitale du Groupe. Pour ce faire, le Conseil a fixé la politique de rémunération du Directeur Général Délégué en lien avec ces éléments, en particulier en fixant des critères de la rémunération variable du Directeur Général Délégué et de l'attribution définitive d'actions gratuites liés à la mise en œuvre de ces critères dans le respect de l'intérêt social.

Aucun élément de rémunération, de quelque nature que ce soit, ne pourra être déterminé, attribué ou versé par la Société, ni aucun engagement pris par la Société s'il n'est pas conforme à la politique de rémunération approuvée ou, en son absence, aux rémunérations ou aux pratiques existant au sein de la Société. Toutefois, en cas de circonstances exceptionnelles, le

Conseil d'administration pourra déroger à l'application de la politique de rémunération si cette dérogation est temporaire, conforme à l'intérêt social et nécessaire pour garantir la pérennité ou la viabilité de la Société.

La détermination, la révision et la mise en œuvre de la politique de rémunération de chacun des mandataires sociaux est réalisée par le Conseil d'administration sur avis ou recommandation du Comité des rémunérations et des nominations.

Dans le cadre du processus de décision suivi pour la détermination et la révision de la politique de rémunération, les conditions de rémunération et d'emploi des salariés de la Société ont été prises en compte par le Comité des rémunérations et des nominations et le Conseil d'administration, notamment au travers des ratios d'équité visés par le 6<sup>o</sup> et le 7<sup>o</sup> du I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce et repris au point 12.2.8 dudit rapport sur le gouvernement d'entreprise, [page 117](#).

En cas d'évolution de la gouvernance, la politique de rémunération sera appliquée aux nouveaux mandataires sociaux de la Société, le cas échéant avec les adaptations nécessaires.

### **12.1.1 RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

L'Assemblée générale Mixte du 30 avril 2015 a fixé dans sa 9<sup>ème</sup> résolution à caractère ordinaire, la rémunération des membres du Conseil d'administration à la somme de 261 000 euros valable pour l'exercice en cours et jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée générale.

Les critères de répartition de la somme fixe annuelle par l'Assemblée générale aux membres du Conseil d'administration ont été fixés par ce dernier, sur proposition du Comité des rémunérations et des nominations et sont les suivants :

- assiduité,
- appartenance aux comités,
- présidence de comités.

### **12.1.2 POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL (12<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27 AVRIL 2023)**

Conformément à l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, l'Assemblée générale des Actionnaires du 27 avril 2023 sera appelée à voter sur un projet de résolution (12<sup>ème</sup> résolution) fixant comme suit la politique de rémunération du Président Directeur Général.

La politique de rémunération du Président Directeur Général est la suivante :

- versement d'une rémunération fixe par Polygone SA ainsi qu'une rémunération variable pouvant atteindre 40% de la rémunération fixe et possibilité d'attribution d'une prime exceptionnelle,
- avantage en nature (véhicule de tourisme) consenti par Polygone SA.

Il est précisé que ces rémunérations sont comprises dans la convention de prestation de services de Direction générale conclue par la Société avec la société Polygone SA et approuvée au titre des conventions réglementées. La durée du mandat du Président Directeur Général est précisée au paragraphe 3.1.1 ci-avant.



### 12.1.3 POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ (13<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27 AVRIL 2023)

Conformément à l'article L. 22-10-8 du Code de commerce l'Assemblée générale des Actionnaires du 27 avril 2023 sera appelée à voter sur un projet de résolution (13<sup>ème</sup> résolution) fixant comme suit la politique de rémunération du Directeur Général Délégué.

Il est précisé que le mandat du Directeur général délégué a une durée de 4 ans. Nommé par le Conseil d'administration le 19 juin 2020, son mandat expirera en 2024, à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Nature	Commentaires
Rémunération fixe	La part fixe autorisée par le conseil d'administration du 08 mars 2023 est déterminée en tenant compte du niveau de responsabilités, de l'expérience dans la fonction de Direction et des pratiques de marché.
Rémunération variable annuelle	La part variable pourra atteindre 40% de la rémunération globale en ligne avec les pratiques marchés. Le montant de la part variable au titre de l'exercice 2023 sera déterminé comme suit : — critères quantitatifs (50%) : performance opérationnelle et financière du Groupe (en lien avec la fonction de DGD : la capacité de gestion du Groupe, le développement de la société, la contribution à la mise en place de la stratégie et la génération d'un carnet de commandes liées aux grands événements à venir) ; — critères qualitatifs (50%) : constitués de critères liés à la stratégie pour 60 %, à la mise en œuvre de la stratégie RSE et de la transformation digitale pour 20 %, et à la mise en place de nouveaux modèles de développement pour 20%.
Rémunération variable pluriannuelle et exceptionnelle	Le Conseil d'administration se réserve la possibilité d'attribuer une rémunération variable pluriannuelle et/ou exceptionnelle qui respectera les critères d'appréciation prévus-ci-dessus.
Jetons de présence	Olivier FERRATON n'étant pas Administrateur, il ne fait pas partie des bénéficiaires des rémunérations versées à ces derniers.
Indemnité de prise ou de cessation de fonction	Olivier FERRATON ne bénéficie d'aucune clause spécifique en cas de cessation de fonction.
Régime de retraite supplémentaire	Olivier FERRATON ne bénéficie d'aucun régime de retraite spécifique.
Régimes collectifs de prévoyance et de frais de santé	Olivier FERRATON bénéficie du régime collectif de prévoyance et de frais de santé en vigueur au sein de la Société dans les mêmes conditions que celles applicables à la catégorie de salariés à laquelle il est assimilé.
Avantages de toute nature	Olivier FERRATON bénéficie en 2022 d'une voiture et d'un logement de fonction. Ces avantages seront reconduits sur 2023.
Attributions d'options de souscriptions ou d'achats d'actions	Néant.
Attribution d'actions gratuites	Il pourra être attribué un maximum de 100 000 actions gratuites à Olivier FERRATON.
Indemnité de toutes natures relatives à une interdiction d'exercer une activité professionnelle	Néant.
Indemnités ou sommes dues au titre de conventions conclues en raison de mandat(s)	Néant.
Éléments de rémunérations conditionnées à l'approbation de l'Assemblée générale	Les éléments soumis à l'approbation de l'Assemblée générale concernent la part fixe, la part variable ainsi que la rémunération exceptionnelle.

## 12.2 RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX VERSÉES AU COURS OU ATTRIBUÉES AU TITRE DE L'EXERCICE ÉCOULÉ (INFORMATIONS MENTIONNÉES AU I DE L'ARTICLE L. 22-10-9 DU CODE DE COMMERCE – 9<sup>ÈME</sup>, 10<sup>ÈME</sup> ET 11<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27 AVRIL 2023)

### 12.2.1 RÉMUNÉRATION DE CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

Les éléments de la rémunération versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice 2022 au Président Directeur Général et au Directeur Général Délégué, en application de la politique

de rémunération approuvés par l'assemblée du 22 juin 2022 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale des Actionnaires du 27 avril 2023 sont les suivants :

En euros	2022		Valorisation action de performance
	Montants attribués	Montants versés	
Olivier GINON – Président			
Rémunération fixe <sup>(1)</sup>	540 000	540 000	
Rémunération variable			
Rémunération exceptionnelle			
Rémunération allouée à raison du mandat d'Administrateur	16 700	16 700	
Avantage en nature (valorisation) <sup>(2)</sup>	7 176	7 176	
Actions de performance			
Total	563 876	563 876	0
Olivier FERRATON – Directeur Général Délégué			
Rémunération fixe <sup>(4)</sup>	504 000	504 000	
Rémunération variable 2022 <sup>(4)</sup>	200 000		
Rémunération variable 2021 <sup>(4)</sup>		200 000	
Rémunération exceptionnelle <sup>(4)</sup>			
Rémunération allouée à raison du mandat d'Administrateur			
Avantage en nature <sup>(3)</sup>	32 079	32 079	
Actions de performance <sup>(5)</sup>			313 357
Total	736 079	736 079	313 357

<sup>(1)</sup> Rémunération versée par Polygone SA, société holding de GL events dont la répartition du capital est précisée en partie 6 - renseignement concernant le capital (page 241). Cette rémunération est comprise dans la prestation de Direction générale comme mentionnée en Note 9 des comptes consolidés (page 212) et dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes (page 235).

<sup>(2)</sup> L'avantage en nature attribué concerne un véhicule de tourisme.

<sup>(3)</sup> L'avantage en nature attribué concerne un véhicule de tourisme et un logement.

<sup>(4)</sup> Montant dont le versement est subordonné à l'approbation des éléments fixes, variables, et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au Directeur Général Délégué au titre de l'exercice écoulé.

<sup>(5)</sup> Olivier FERRATON s'est vu attribuer 20 010 actions de performance au titre de l'année 2022.

## 12.2.2 INFORMATIONS RELATIVES AUX RÉMUNÉRATIONS VERSÉES AUX DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX EN 2020 ET EN 2021

En euros	2021			2020		
	Montants dus	Montants versés	Valorisation action de performance	Montants dus	Montants versés	Valorisation action de performance
<b>Olivier GINON - Président</b>						
Rémunération fixe <sup>(1)</sup>	331 680	331 680		331 680	331 680	
Rémunération variable						
Rémunération exceptionnelle						
Rémunération au titre des fonctions d'Administrateur	16 100	16 100		9 000	9 000	
Avantage en nature <sup>(2)</sup>	7 176	7 176		7 176	7 176	
Actions de performance						
<b>Total</b>	<b>354 956</b>	<b>354 956</b>	<b>0</b>	<b>347 856</b>	<b>347 856</b>	<b>0</b>
<b>Olivier FERRATON - Directeur Général Délégué</b>						
Rémunération fixe	509 000	509 000		360 000	360 000	
Rémunération variable 2021	200 000			200 000		
Rémunération variable 2020		200 000			150 000	
Rémunération exceptionnelle						
Rémunération au titre des fonctions d'Administrateur	-	-	-	-	-	-
Avantage en nature <sup>(3)</sup>	32 665	32 665		32 665	32 665	
Actions de performance <sup>(4)</sup>			1 134 126			71 389
<b>Total</b>	<b>741 665</b>	<b>741 665</b>	<b>1 134 126</b>	<b>592 665</b>	<b>542 665</b>	<b>71 389</b>
<b>Olivier ROUX - Vice-Président jusqu'au 24 février 2020</b>						
Rémunération fixe <sup>(1)</sup> - jusqu'au 24 février 2020				52 692	52 692	
Rémunération fixe <sup>(1)</sup> - à partir du 25 février 2020				182 220	182 220	
Rémunération fixe						
Rémunération variable						
Rémunération exceptionnelle						
Rémunération au titre des fonctions d'Administrateur				9 000	9 000	
Avantage en nature <sup>(2)</sup>				9 384	9 384	
Actions de performance						
<b>Total</b>				<b>253 296</b>	<b>253 296</b>	<b>0</b>

<sup>(1)</sup> Rémunération versée par Polygone SA, société holding de GL events dont la répartition du capital est précisée en partie 6 - renseignement concernant le capital (page 241). Cette rémunération est comprise dans la prestation de Direction générale comme mentionnée en Note 9 des comptes consolidés (page 212) et dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes (page 235).

<sup>(2)</sup> L'avantage en nature attribué concerne un véhicule de tourisme.

<sup>(3)</sup> L'avantage en nature attribué concerne un véhicule de tourisme et un logement.

<sup>(4)</sup> Olivier FERRATON s'est vu attribuer 90 010 actions de performance au titre de l'année 2021 et 10 010 au titre de l'année 2020.

### 12.2.3 OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

Néant.

### 12.2.4 OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS LEVÉES DURANT L'EXERCICE PAR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

Néant.

### 12.2.5 ACTIONS DE PERFORMANCE ATTRIBUÉES GRATUITEMENT À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL AU COURS DE L'EXERCICE

Dirigeant mandataire social	Numéro et date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions de performance
OLIVIER FERRATON	N° : 38 Date : 09/03/2022	20 000	15,66 €	08/03/2024	08/03/2026	<ul style="list-style-type: none"> <li>- revêtir la qualité de salarié ou de mandataire au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition</li> <li>- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée</li> </ul>
	N° : 39 Date : 09/03/2022	10	15,66 €	08/03/2024	08/03/2026	<ul style="list-style-type: none"> <li>- présence au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, à la date du transfert de propriété des actions à la fin de cette période</li> <li>- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée</li> </ul>
<b>TOTAL</b>		<b>20 010</b>				

### 12.2.6 ACTIONS DE PERFORMANCE DEVENUES DISPONIBLES DURANT L'EXERCICE POUR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

Dirigeant mandataire social	Numéro et date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Conditions de performance
OLIVIER FERRATON	N° : 25 Date : 12/03/2019	10 000	<ul style="list-style-type: none"> <li>- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition</li> <li>- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée</li> <li>- marge opérationnelle consolidée supérieure à 8%</li> </ul>
	N° : 32 Date : 02/11/2020	10 000	<ul style="list-style-type: none"> <li>- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition</li> <li>- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée</li> </ul>
<b>TOTAL</b>		<b>20 000</b>	

**12.2.7 TABLEAU DES RÉMUNERATIONS DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX**

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction		Indemnités relatives à une clause de non concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Olivier GINON – Président Directeur Général Début mandat : 2020 Fin mandat : 2024		X		X		X		X
Olivier FERRATON – Directeur Général Délégué Début mandat : 2020 Fin mandat : 2024		X		X		X		X

**12.2.8 RATIOS D'ÉQUITÉ ET ÉVOLUTION DE LA PERFORMANCE DE LA SOCIÉTÉ**

Conformément à l'article L. 22-10-9 du Code de commerce, le tableau suivant présente les ratios d'équité entre la rémunération totale versée aux dirigeants mandataires sociaux et la rémunération moyenne et médiane des salariés de la

Société sur les cinq derniers exercices, ainsi que l'évolution de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux, de la rémunération moyenne des salariés de la Société et des performances de la Société, sur les cinq derniers exercices :

		Président Directeur Général	Directeur Général Délégué Administrateur	Directeur Général Délégué non Administrateur
Exercice 2018	Ratio avec rémunération moyenne	0,93	0,85	1,90
	Ratio avec rémunération médiane	1,24	1,15	2,54
Exercice 2019	Ratio avec rémunération moyenne	1,15	1,06	2,35
	Ratio avec rémunération médiane	1,22	1,12	2,48
Exercice 2020	Ratio avec rémunération moyenne	0,81	0,56	1,40
	Ratio avec rémunération médiane	0,97	0,67	1,69
Exercice 2021	Ratio avec rémunération moyenne	1,24		6,88
	Ratio avec rémunération médiane	1,22		6,73
	Ratio avec SMIC	17,77		98,34
Exercice 2022	Ratio avec rémunération moyenne	1,51		2,89
	Ratio avec rémunération médiane	2,05		3,93
	Ratio avec SMIC	27,16		52,09

En euros	Évolution annuelle de la rémunération du Président Directeur Général	Évolution annuelle de la rémunération du Directeur Général Délégué Administrateur	Évolution annuelle de la rémunération du Directeur Général Délégué non Administrateur	Évolution annuelle de la rémunération moyenne sur une base équivalent temps plein des salariés	Évolution annuelle des performances de la société	
					Résultat consolidé (en milliers d'euros)	Résultat (en milliers d'euros)
Exercice 2018	353 856	325 944	723 099	381 324	52 561	21 241
Exercice 2019	353 856	325 944	721 936	307 525	72 052	18 009
Exercice 2020	353 856	244 296	613 865	437 049	-78 723	-33 770
Exercice 2021	338 856		1 875 665	272 818	15 151	1 241
Exercice 2022	547 176		1 049 435	362 514	52 702	-961



## 12.2.9 RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dans le cadre de leur mandat, les Administrateurs perçoivent une rémunération fixe (anciennement dénommée « jetons de présence ») dont le montant global est fixé par l'Assemblée générale. La répartition de ce montant global s'effectue sur proposition du Comité des rémunérations et des nominations au Conseil d'administration.

En vertu des dispositions de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce, le tableau suivant récapitule le montant de la rémunération perçue en 2022, 2021 et 2020 par les Administrateurs de la Société :

En euros	2022	2021	2020
Olivier GINON	16 700	16 100	9 000
AQUASOURÇA	18 200	17 600	9 000
Daniel HAVIS	28 700	26 100	9 000
Nicolas DE TAVERNOST	16 700	16 100	9 000
Anne-Sophie GINON	18 200	17 600	9 000
Philippe MARCEL	19 200	18 100	9 000
Marc MICHOUPLIER	18 200	17 600	9 000
Erick ROSTAGNAT	16 700	16 100	9 000
Giula VAN WAEYENBERGE	16 700	16 100	9 000
Caroline WEBER	9 850	19 100	10 800
Fanny PICARD	19 200	16 100	9 000
Maud BAILLY	16 700	16 100	9 000
SOFINA	19 700	19 100	10 800
Joseph AGUERA	16 700	8 050	-
Sophie SIDOS	9 100	-	-
Yves Claude ABESCAT	-	13 050	12 000
Gilles GOUEDARD-COMTE	-	8 050	9 000
Olivier ROUX	-	-	9 000
<b>TOTAL</b>	<b>260 550</b>	<b>260 950</b>	<b>150 600</b>

Les administrateurs ont perçu une rémunération fixe de 16 700 €. En outre, les administrateurs membres d'un comité ont perçu 1 500 € au titre de cette fonction. Les présidents des comités d'audit, RSE et nomination et rémunération ont également une rémunération complémentaire.

## 12.2.10 AUTRES RÉMUNÉRATIONS

Aucune autre rémunération n'a été versée au titre de l'exercice 2022.

Pour mémoire, les rémunérations versées à Erick ROSTAGNAT, Administrateur, au titre de l'exercice antérieur, en sa qualité de salarié de la Société, ont été les suivantes :

En Euros	2021				
	Total	Fixe	Variable	Avant. nature	Action de performance
Erick ROSTAGNAT	112 587	12 000	100 000	587	-

La société « Rives Consulting », dont le Président est Monsieur Erick ROSTAGNAT, a facturé au titre d'un contrat de prestations de services à Polygone SA, société holding de GL events, un montant de 30 000 € au titre de l'exercice 2022.

## 12.2.11 OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS CONSENTIES ET OPTIONS LEVÉES

Néant.

### 12.2.12 ACTIONS GRATUITES POUVANT ÊTRE ATTRIBUÉES

Situation des plans d'attribution gratuite d'actions en vigueur concernant les mandataires sociaux :

	Plan n°26	Plan n°29	Plan n°33
<i>Nombre d'actions pouvant être attribuées</i>			
Erick ROSTAGNAT	10	10	10
<i>Nombre d'actions définitivement acquises</i>			
Erick ROSTAGNAT	10	-	-

## 13. DESCRIPTION DES MODALITÉS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le droit de participer aux Assemblées ou de s'y faire représenter est subordonné à l'inscription en compte des titres au nom de l'Actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier.

Les Assemblées d'Actionnaires de la Société sont convoquées, réunies et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Les dispositions statutaires de la Société relatives aux Assemblées générales et aux modalités d'exercice des droits de vote sont prévues aux articles 14, 22, 23, 24 et 25 des statuts de la Société.

L'article 25 des statuts de la Société prévoit qu'un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié une inscription nominative depuis trois ans au moins au nom du même Actionnaire.

## 14. INFORMATIONS RELATIVES AUX CONVENTIONS CONCLUES OU POURSUIVIES AU COURS DE L'EXERCICE 2022

### 14.1 CONVENTIONS CONCLUES AVEC DES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES AU SENS DE L'ARTICLE L. 233-3 DU CODE DE COMMERCE

Au titre de l'exercice 2022, aucune convention n'est intervenue au cours de l'exercice, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des Actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de la Société et, d'autre part, une autre société contrôlée par la première au sens de l'article

L. 233-3, autre que des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, à l'exception de la modification de la convention de prestations de services conclue avec la société Polygone SA qui a été autorisée par le Conseil d'administration dans sa séance en date du 9 mars 2022.

### 14.2 CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'administration a reconduit/modifié des conventions réglementées, durant cette période. Ces conventions ont fait l'objet d'une communication auprès des Commissaires aux comptes de la Société, qui en font mention dans leur rapport spécial.

Elles seront soumises à l'approbation de l'Assemblée générale. Parmi ces conventions figure la convention de prestation de services conclue entre GL events et Polygone SA.

Olivier GINON, dirigeant mandataire social de GL events en sa qualité de Président-Directeur Général, n'est pas rémunéré au titre de son mandat. En tant qu'administrateur, il perçoit une rémunération d'un montant brut de 16 700 €.

GL events verse à Polygone (société holding de contrôle de GL events), une redevance fixée par la convention d'assistance et de prestation de services qui lie les deux sociétés. Son montant correspond à un pourcentage du CA consolidé du Groupe GL events.

Au titre de la prestation de service réalisée par Polygone SA, sans être exhaustif, les prestations suivantes sont réalisées en qualité de holding animatrice :

- mise en œuvre de la stratégie,
- identification de nouveaux développements pour le Groupe
- assistance et conseils pour les filiales opérationnelles du Groupe (négociation de contrats, relation avec des partenaires majeurs...)

La prestation est reconduite tacitement chaque année et approuvée par l'Assemblée générale dans le cadre des conventions réglementées. A fin décembre 2022, le coût refacturé par Polygone SA (5 228 440 € HT) à GL events au titre de cette prestation recouvre les coûts composés des rémunérations chargées de Monsieur GINON, des rémunérations chargées des collaborateurs de la société Polygone SA, des frais de déplacement, et d'autres frais engagés dans le cadre de cette convention. Elle est reconduite tacitement chaque année et approuvée à l'Assemblée générale dans le cadre des conventions réglementées.

Les missions de Président Directeur Général, réalisées par Olivier Ginon, sont notamment le pilotage du Groupe GL events, du comité exécutif, le suivi de la performance opérationnelle et financière ainsi que la mise en œuvre de plans d'actions et les relations avec l'ensemble des parties prenantes de GL events.

### 14.3 PROCÉDURE DE QUALIFICATION ET D'ÉVALUATION DES CONVENTIONS COURANTES CONCLUES À DES CONDITIONS NORMALES

#### 14.3.1 INFORMATION PRÉALABLE DE LA DIRECTION FINANCIÈRE ET DE LA DIRECTION JURIDIQUE ET QUALIFICATION DES CONVENTIONS

A titre de règle interne, il est prévu que la Direction financière et la Direction juridique soient informées immédiatement et préalablement à toute opération susceptible de constituer

une convention réglementée, y compris lorsque la convention est susceptible de constituer une convention libre, par la personne directement ou indirectement intéressée, par le

Président du Conseil d'administration ou par toute personne du Groupe ayant connaissance d'un tel projet de convention. Il appartient aux Directions financière et juridique de se prononcer sur la qualification de la convention, étant précisé que le Conseil d'administration peut, en toute hypothèse, procéder lui-même à cette qualification et, le cas échéant, à l'autorisation préalable d'une convention portée à sa connaissance s'il estime que cette convention est une convention réglementée.

Dans ce cadre, il est procédé à un examen pour évaluer, au cas par cas, si le projet de convention relève de la procédure des conventions réglementées, s'il s'agit d'une convention conclue avec une filiale à 100 % ou si elle satisfait les critères des conventions courantes conclues à des conditions normales au vu des critères décrits au I. de la procédure applicable.

Si les Directions financière et juridique estiment que la convention concernée est une convention réglementée, elles en informent le Conseil d'administration ou son Président pour mise en œuvre de la procédure légale.

Si les Directions financière et juridique estiment que la convention concernée est une convention courante conclue à des conditions normales, elles portent à la connaissance des membres du Comité d'audit un compte rendu d'examen comportant les termes essentiels de ladite convention et leurs conclusions, à charge pour ce dernier de juger de l'opportunité d'en rendre compte immédiatement au Conseil d'administration.

L'appréciation des critères est réexaminée à l'occasion de toute modification, renouvellement, reconduction ou résiliation d'une convention précédemment conclue.

### 14.3.2 ÉVALUATION ANNUELLE DES CONVENTIONS COURANTES CONCLUES À DES CONDITIONS NORMALES

En amont de la réunion du Conseil d'administration appelé à arrêter les comptes du dernier exercice écoulé :

- les conventions en vigueur qualifiées de courantes et conclues à des conditions normales sont réexaminées chaque année par les Directions financière et juridique au vu des critères décrits au I. de la procédure applicable, le cas échéant, avec les Commissaires aux comptes de la Société,
- la liste des conventions concernées, ainsi que les conclusions de l'examen mené par les Directions financière et juridique sont transmises aux membres du Comité d'audit pour observations.

Lors de la réunion d'arrêté des comptes du dernier exercice écoulé, le Conseil d'administration est informé par le Comité d'audit de la mise en œuvre de la procédure d'évaluation, de ses résultats et de ses éventuelles observations. Il en tire les conséquences qu'il estime nécessaire.

Si, à l'occasion de l'examen annuel, les Directions financière et juridique estiment qu'une convention précédemment considérée comme courante et conclue à des conditions normales ne satisfait plus les critères précités, elles saisissent le Conseil d'administration. Celui-ci requalifie le cas échéant la convention en convention réglementée, la ratifie et la soumet à la ratification de la plus prochaine Assemblée générale, sur rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 225-42 du Code de commerce.

### 14.3.3 ABSTENTION DES PERSONNES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT INTÉRESSÉES

Les personnes directement ou indirectement intéressées à une convention ne participent pas à son évaluation et, le cas échéant, ne peuvent prendre part ni aux délibérations ni au vote sur son autorisation dans les cas suivants :

- auto-saisine par le Conseil d'administration relative à la qualification d'une convention, ou
- requalification par le Conseil d'administration d'une convention précédemment considérée comme courante et conclue à des conditions normales en convention réglementée.

## 15. CONTRATS IMPORTANTS

Au cours des trois derniers exercices et à la date du présent Document d'Enregistrement Universel, le Groupe n'a pas conclu de contrats importants, autres que ceux conclus dans le cadre normal des affaires, conférant une obligation

ou un engagement important pour l'ensemble du Groupe. Les engagements hors bilan sont détaillés dans la note 8 de l'annexe aux comptes consolidés [page 211](#).

## 16. DÉLÉGATIONS EN COURS DE VALIDITÉ ACCORDÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL

	Date de l'Assemblée	Echéance	Montant maximal autorisé (valeur nominale)	Utilisation faite par le Conseil
Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce	22/06/2022 (19 <sup>ème</sup> résolution)	18 mois (21/12/2023)	10 % du capital	Néant
Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'annuler les actions rachetées par la société dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce	22/06/2022 (20 <sup>ème</sup> résolution)	24 mois (21/06/2024)	10 % du capital	Néant
Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance avec maintien du droit préférentiel de souscription	24/06/2021 (16 <sup>ème</sup> résolution)	26 mois (23/08/2023)	60 000 000 € (actions) <sup>1</sup> 180 000 000 € (créances) <sup>2</sup>	Néant
Délégation à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital	24/06/2021 (17 <sup>ème</sup> résolution)	26 mois (23/08/2023)	10 % du capital	Néant
Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices et/ou primes	24/06/2021 (18 <sup>ème</sup> résolution)	26 mois (23/08/2023)	60 000 000 €	Néant
Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ ou valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public (à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier) et/ou en rémunération de titres dans le cadre d'une offre publique d'échange	24/06/2021 (19 <sup>ème</sup> résolution)	26 mois (23/08/2023)	60 000 000 € (actions) <sup>1</sup> 180 000 000 € (créances) <sup>2</sup>	Néant
Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par une offre visée au 1 de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier	24/06/2021 (20 <sup>ème</sup> résolution)	26 mois (23/08/2023)	20% du capital (actions) <sup>1</sup> 180 000 000 € (créances) <sup>2</sup>	Néant
Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées	22/06/2022 (21 <sup>ème</sup> résolution)	18 mois (21/12/2023)	60 000 000 € (actions) 180 000 000 € (créances)	Néant



	Date de l'Assemblée	Echéance	Montant maximal autorisé (valeur nominale)	Utilisation faite par le Conseil
Autorisation, en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, de fixer, dans la limite de 10% du capital par an, le prix d'émission dans les conditions déterminées par l'Assemblée	24/06/2021 (22 <sup>ème</sup> résolution)	-	-	Néant
Autorisation d'augmenter le montant des émissions des 16 <sup>ème</sup> , 19 <sup>ème</sup> , 20 <sup>ème</sup> et 21 <sup>ème</sup> résolutions de l'AG du 24/06/2021 dans les conditions prévues par les articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce et dans la limite des plafonds fixés par l'Assemblée	24/06/2021 (23 <sup>ème</sup> résolution)	-	-	Néant
Autorisation d'augmenter le montant de l'émission de la 21 <sup>ème</sup> résolutions de l'AG du 22/06/2022 dans les conditions prévues par les articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce et dans la limite des plafonds fixés par l'Assemblée	22/06/2022 (22 <sup>ème</sup> résolution)	-	-	Néant
Limitation globale des plafonds des délégations prévues aux 16 <sup>ème</sup> , 19 <sup>ème</sup> et 20 <sup>ème</sup> résolutions de l'AG du 24/06/2021	24/06/2021 (24 <sup>ème</sup> résolution)	-	120 000 000 €	Néant
Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'attribuer gratuitement des actions existantes et/ou à émettre aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux de la Société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique liés	24/06/2021 (26 <sup>ème</sup> résolution)	38 mois (23/08/2024)	900 000 actions	317 490 actions

<sup>1</sup> Imputation sur la limitation globale prévue à la 24<sup>ème</sup> résolution

<sup>2</sup> Plafond commun

## 17. INTÉRESSEMENT DU PERSONNEL (ACCORDS D'INTÉRESSEMENT ET DE PARTICIPATION)

Un accord de participation Groupe a été signé en 2007 afin d'associer les collaborateurs au développement et aux résultats du Groupe. L'accord a été signé par l'ensemble des filiales françaises du Groupe.

## 18. ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

En application de l'article L. 22-10-11 du Code de commerce, nous vous précisons les points suivants :

- la structure du capital ainsi que les participations directes ou indirectes connues de la Société et toutes informations en la matière sont décrites au chapitre Renseignement de caractère général sur GL events et son capital à la [page 241](#) du Document d'Enregistrement Universel,
- le 5 novembre 2012, la société SOFINA et Messieurs Olivier GINON et Olivier ROUX ont signé un pacte d'Actionnaires relatif à GL events, venant à expiration le 31 décembre 2025, dont les principales dispositions sont décrites en [page 248](#) du Document d'Enregistrement Universel,
- la liste des détenteurs ([page 246](#)) de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci sont décrits [page 240](#) du Document d'Enregistrement Universel,
- à la date de clôture de l'exercice, les salariés de GL events et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L 225-180 ne détenaient aucune participation dans le capital de GL events dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise prévu par les articles L 3332-1 et suivants du Code du travail. A la même date, ces mêmes salariés ne détenaient aucune participation dans le capital de GL events dans le cadre de fonds commun de placement d'entreprise,
- les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la Société sont les règles de droit commun. En matière de pouvoirs du Conseil d'administration, les délégations et autorisations en cours sont décrites au paragraphe 16 ci-avant,
- il n'y a aucun accord prévoyant d'indemnité en cas de cessation des fonctions de membre du Conseil d'administration ou des salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique d'achat ou d'échange,
- il n'y a pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions. Toutefois, en cas de non-respect de l'obligation de déclaration des franchissements des seuils prévue à l'article 12 des statuts de la Société, la sanction légale comportant privation du droit de vote est appliquée sur demande d'un ou plusieurs Actionnaires détenant une fraction du capital au moins égale à 5 % consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée générale. Les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote pour toute Assemblée d'Actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de la régularisation de la déclaration.

La répartition du capital et des droits de vote est détaillée en [page 246](#).

**GL events**

Société anonyme au capital de € 119.931.148  
Siège social : 59 Quai Rambaud – 69002 LYON  
351 571 757 RCS LYON

(la «Société»)

# RAPPORTS COMPLÉMENTAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## 1. RAPPORT SPÉCIAL SUR LES OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LA SOCIÉTÉ OU PAR LES SOCIÉTÉS QUI LUI SONT LIÉES AU TITRE DES OPTIONS D'ACHAT OU DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS RÉSERVÉS AU PERSONNEL SALARIÉ ET AUX DIRIGEANTS (ARTICLE L 225-184 DU CODE DE COMMERCE)

Au titre du rapport spécial visant à informer les actionnaires des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-177 à L. 225-186 du Code de commerce, concernant les attributions et exercices, durant l'exercice écoulé, d'options d'achat ou de souscription d'actions de la Société, les données

pertinentes sont présentées ci-après. Pour l'historique des plans d'attribution d'options de souscription d'actions mis en place et encore en vigueur au cours de l'exercice 2022, se reporter au Chapitre 6 du présent document (page 241).

### 1.1 OPTIONS D'ACHAT ET DE SOUSCRIPTION CONSENTIES AU COURS DE L'EXERCICE

#### 1.1.1 OPTIONS D'ACHAT ET DE SOUSCRIPTION CONSENTIES AUX 10 PREMIERS SALARIÉS NON MANDATAIRES SOCIAUX AU COURS DE L'EXERCICE

Aucun plan d'attribution d'option d'achat et de souscription n'a été mis en place au profit des 10 premiers salariés non mandataires sociaux au cours de l'exercice.

#### 1.1.2 OPTIONS D'ACHAT ET DE SOUSCRIPTION CONSENTIES AUX MANDATAIRES SOCIAUX AU COURS DE L'EXERCICE

Aucun plan d'attribution d'option d'achat et de souscription n'a été mis en place au profit des mandataires sociaux au cours de l'exercice.

## 1.2 OPTIONS D'ACHAT ET DE SOUSCRIPTION LEVÉES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX AU COURS DE L'EXERCICE

Se reporter aux points 12.2.4 ([page 116](#)) et 12.2.11 ([page 118](#)) du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

## 2. RAPPORT SPÉCIAL SUR LES OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LA SOCIÉTÉ OU PAR LES SOCIÉTÉS QUI LUI SONT LIÉES AU TITRE DE L'ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES AU PERSONNEL SALARIÉ ET AUX DIRIGEANTS (ARTICLE L 225-197-4 DU CODE DE COMMERCE)

Vous trouverez ci-après les éléments du rapport spécial visant à informer les Actionnaires des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-197-1 à L. 225-197-3 du Code de commerce.

Pour l'historique des plans d'attribution gratuites d'actions mis en place et encore en vigueur au cours de l'exercice 2022, il convient de se reporter au chapitre 6 du présent document ([page 244](#)).

### 2.1 PLANS D'ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES CONSENTIS AU COURS DE L'EXERCICE

#### 2.1.1 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 9 MARS 2022 A DÉCIDÉ D'ATTRIBUER 109 500 ACTIONS GRATUITES (PLAN N°38) AU PROFIT DE MANAGERS DU GROUPE, DONT L'ACQUISITION DÉFINITIVE EST SUBORDONNÉE AUX CONDITIONS SUIVANTES :

- revêtir la qualité de salarié ou de mandataire au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 3 ans, soit le 8 mars 2024 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 8 mars 2026.

#### 2.1.2 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 9 MARS 2022 A DÉCIDÉ D'ATTRIBUER 10 ACTIONS GRATUITES (PLAN N°39) AU PROFIT DES SALARIÉS DU GROUPE EN FRANCE, DONT L'ACQUISITION DÉFINITIVE EST SUBORDONNÉE AUX CONDITIONS SUIVANTES :

- présence du salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, à la date du transfert de propriété des actions à la fin de cette période ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 2 ans, soit le 8 mars 2024.

#### 2.1.3 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 19 OCTOBRE 2022 A DÉCIDÉ D'ATTRIBUER 60 800 ACTIONS GRATUITES (PLAN N°40) AU PROFIT DE MANAGERS DU GROUPE, DONT L'ACQUISITION DÉFINITIVE EST SUBORDONNÉE AUX CONDITIONS SUIVANTES :

- revêtir la qualité de salarié ou de mandataire au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- répondre à des conditions de performance restant à déterminer ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 3 ans, soit le 18 octobre 2025 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 18 octobre 2027.

Le tableau récapitulant les actions attribuées gratuitement aux mandataires sociaux, aux dix premiers salariés et à l'ensemble des salariés au cours de l'exercice, et n'ayant pas fait l'objet d'attribution définitive, fait apparaître les informations suivantes :

	Plan n°38	Plan n°39	Plan n°40
Date de l'assemblée ayant autorisé l'émission des options	24.06.2021	24.06.2021	24.06.2021
Date du conseil d'administration	09.03.2022	09.03.2022	19.10.2022
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	109 500	18 880	60 800
Valeur au jour d'attribution	15,66	15,66	14,9
Dont nombre d'actions pouvant être souscrites par les membres du comité de direction dans sa composition actuelle	45 000	-	20 000
Dont nombre aux administrateurs	0	-	0
Dont nombre aux dix premiers attributaires	100 500	(*)	49 500
Date de fin de période d'acquisition	08.03.2024	08.03.2024	18.10.2025
Date limite d'incessibilité	08.03.2026	08.03.2024	18.10.2027
Nombre d'actions attribuées	-	-	-

(\*) Non applicable car attribution de 10 actions gratuites par salarié des sociétés françaises du Groupe.

## 2.2 ATTRIBUTION DÉFINITIVE D' ACTIONS GRATUITES AU COURS DE L'EXERCICE

### 2.2.1 ATTRIBUTION DÉFINITIVE DU PLAN D'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS N°25

Le Conseil a mis en place, le 12 mars 2019, un plan d'attribution d'actions gratuites de 118 500 actions gratuites de la Société au profit de Managers du Groupe (plan n°25), dont l'acquisition définitive était subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- marge opérationnelle consolidée supérieure à 8% ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 3 ans, soit le 11 mars 2022 ;

- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 11 mars 2024.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022, a décidé de modifier la période de conservation afin de la fixer au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Le Conseil, au cours de sa réunion du 8 mars 2023, a constaté l'attribution définitive des 118 500 actions gratuites du plan n°25 intervenue le 11 mars 2022, date à laquelle le délai d'attribution de ces actions gratuites s'est achevé et compte tenu de la réalisation des conditions d'attribution de ce plan.

### 2.2.2 ATTRIBUTION DÉFINITIVE DU PLAN D'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS N°27

Le Conseil a mis en place, le 6 décembre 2019, un plan d'attribution d'actions gratuites de 5 000 actions gratuites de la Société au profit d'un Manager du Groupe (plan n°27), dont l'acquisition définitive était subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 3 ans, soit le 5 décembre 2022 ;

- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 5 décembre 2024.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022, a décidé de modifier la période d'acquisition afin de la fixer au 1<sup>er</sup> juillet 2022 et de supprimer la période de conservation.

Le Conseil, au cours de sa réunion du 8 mars 2023, a constaté l'attribution définitive des 5 000 actions gratuites du plan n°27 intervenue le 1<sup>er</sup> juillet 2022, date à laquelle le délai d'attribution de ces actions gratuites s'est achevé et compte tenu de la réalisation des conditions d'attribution de ce plan.

### 2.2.3 ATTRIBUTION DÉFINITIVE DU PLAN D'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS N°28

Le Conseil a mis en place, le 12 mai 2020, un plan d'attribution d'actions gratuites de 63 000 actions gratuites de la Société au profit de Managers du Groupe (plan n°28), dont l'acquisition définitive était subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la

Société ou à une société liée ;

- délai d'attribution des actions gratuites de 3 ans, soit le 11 mai 2023 ;

- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 11 mai 2025.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022,



a décidé de modifier la période d'acquisition afin de la fixer au 1<sup>er</sup> juillet 2022 et de supprimer la période de conservation.

Le Conseil, au cours de sa réunion du 8 mars 2023, a constaté l'attribution définitive des 63 000 actions gratuites du plan n°28 intervenue le 1<sup>er</sup> juillet 2022, date à laquelle le délai d'attribution de ces actions gratuites s'est achevé et compte tenu de la réalisation des conditions d'attribution de ce plan.

#### 2.2.4 ATTRIBUTION DÉFINITIVE DU PLAN D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS N°29

Le Conseil a mis en place, le 12 mai 2020, un plan d'attribution d'actions gratuites de 21 660 actions gratuites de la Société au profit de l'ensemble des salariés du Groupe (plan n°29), dont l'acquisition définitive était subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 2 ans, soit le 11 mai 2022 ;

- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 11 mai 2024.

Le Conseil, au cours de sa réunion du 8 mars 2023, a constaté l'attribution définitive des 17 430 actions gratuites du plan n°29 intervenue le 11 mai 2022, date à laquelle le délai d'attribution de ces actions gratuites s'est achevé et compte tenu de la réalisation des conditions d'attribution de ce plan.

#### 2.2.5 ATTRIBUTION DÉFINITIVE DU PLAN D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS N°30

Le Conseil a mis en place, le 12 mai 2020, un plan d'attribution d'actions gratuites de 32 500 actions gratuites de la Société au profit de Managers du Groupe (plan n°30), dont l'acquisition définitive était subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 3 ans, soit le 11 mai 2023 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 1 an à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 11 mai 2024.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022, a décidé de modifier la période d'acquisition afin de la fixer au 1<sup>er</sup> juillet 2022 et de supprimer la période de conservation.

Le Conseil, au cours de sa réunion du 8 mars 2023, a constaté l'attribution définitive des 32 500 actions gratuites du plan n°30 intervenue le 1<sup>er</sup> juillet 2022, date à laquelle le délai d'attribution de ces actions gratuites s'est achevé et compte tenu de la réalisation des conditions d'attribution de ce plan.

#### 2.2.6 ATTRIBUTION DÉFINITIVE DU PLAN D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS N°31

Le Conseil a mis en place, le 12 mai 2020, un plan d'attribution d'actions gratuites de 83 000 actions gratuites de la Société au profit de Managers du Groupe (plan n°31), dont l'acquisition définitive était subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 4 ans, soit le 11 mai 2024 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 1 an à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 11 mai 2025.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022, a décidé de modifier la période d'acquisition afin de la fixer au 1<sup>er</sup> juillet 2022 et de supprimer la période de conservation.

Le Conseil, au cours de sa réunion du 8 mars 2023, a constaté l'attribution définitive des 83 000 actions gratuites du plan n°31 intervenue le 1<sup>er</sup> juillet 2022, date à laquelle le délai d'attribution de ces actions gratuites s'est achevé et compte tenu de la réalisation des conditions d'attribution de ce plan.

#### 2.2.7 ATTRIBUTION DÉFINITIVE DU PLAN D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS N°32

Le Conseil a mis en place, le 2 novembre 2020, un plan d'attribution d'actions gratuites de 343 650 actions gratuites de la Société au profit de Managers du Groupe (plan n°32), dont l'acquisition définitive était subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 3 ans, soit le 1<sup>er</sup> novembre 2023 ;

- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 1<sup>er</sup> novembre 2025.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022, a décidé de modifier la période d'acquisition afin de la fixer au 1<sup>er</sup> novembre 2022 et de supprimer la période de conservation. Le Conseil, au cours de sa réunion du 8 mars 2023, a constaté l'attribution définitive des 339 650 actions gratuites du plan n°32 intervenue le 1<sup>er</sup> novembre 2022, date à laquelle le délai d'attribution de ces actions gratuites s'est achevé et compte tenu de la réalisation des conditions d'attribution de ce plan.

### 2.2.8 ATTRIBUTION DÉFINITIVE DU PLAN D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS N°33

Le Conseil a mis en place, le 2 novembre 2020, un plan d'attribution d'actions gratuites de 21 970 actions gratuites de la Société au profit de l'ensemble des salariés du Groupe (plan n°33), dont l'acquisition définitive était subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;

- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 2 ans, soit le 1<sup>er</sup> novembre 2022 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 1<sup>er</sup> novembre 2024.

### 2.2.9 ATTRIBUTION DÉFINITIVE DU PLAN D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS N°34

Le Conseil a mis en place, le 24 juin 2021, un plan d'attribution d'actions gratuites de 11 000 actions gratuites de la Société au profit de Managers du Groupe (plan n°34), dont l'acquisition définitive était subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 2 ans, soit le 23 juin 2023 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 23 juin 2025.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022, a décidé de modifier la période d'acquisition afin de la fixer au 1<sup>er</sup> juillet 2022 et de fixer la fin de la période de conservation au 23 juin 2023.

Le Conseil, au cours de sa réunion du 8 mars 2023, a constaté l'attribution définitive des 11 000 actions gratuites du plan n°34 intervenue le 1<sup>er</sup> juillet 2022, date à laquelle le délai d'attribution de ces actions gratuites s'est achevé et compte tenu de la réalisation des conditions d'attribution de ce plan.

### 2.2.10 ATTRIBUTION DÉFINITIVE DU PLAN D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS N°36

Le Conseil a mis en place, le 22 juillet 2021, un plan d'attribution d'actions gratuites de 30 000 actions gratuites de la Société au profit de Managers du Groupe (plan n°34), dont l'acquisition définitive était subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 1 an, soit le 21 juillet 2022 ;

- délai d'incessibilité des actions transférées de 1 an à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 21 juillet 2023.

Le Conseil, au cours de sa réunion du 8 mars 2023, a constaté l'attribution définitive des 30 000 actions gratuites du plan n°36 intervenue le 21 juillet 2022, date à laquelle le délai d'attribution de ces actions gratuites s'est achevé et compte tenu de la réalisation des conditions d'attribution de ce plan.

### 2.2.11 ATTRIBUTION DÉFINITIVE DU PLAN D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS N°37

Le Conseil a mis en place, le 22 juillet 2021, un plan d'attribution d'actions gratuites de 66 000 actions gratuites de la Société au profit de Managers du Groupe (plan n°37), dont l'acquisition définitive était subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 3 ans, soit le 21 juillet 2024 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 1 an à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 21 juillet 2025.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022, a décidé de modifier la période d'acquisition afin de la fixer au 22 juillet 2022 et de fixer la fin de la période de conservation au 22 juillet 2023.

Le Conseil, au cours de sa réunion du 8 mars 2023, a constaté l'attribution définitive des 66 000 actions gratuites du plan n°37 intervenue le 22 juillet 2022, date à laquelle le délai d'attribution de ces actions gratuites s'est achevé et compte tenu de la réalisation des conditions d'attribution de ce plan.

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES RÉOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU JEUDI 27 AVRIL 2023

Vingt-huit résolutions seront soumises au vote des Actionnaires lors de l'Assemblée générale Mixte qui se tiendra le 27 avril 2023 à 10 heures :

Ces résolutions se répartissent en deux groupes :

**I - Les quinze premières résolutions (de la 1<sup>ère</sup> à la 15<sup>ème</sup> résolutions) ainsi que la dernière résolution (28<sup>ème</sup> résolution) relèvent de la compétence de l'Assemblée générale Ordinaire** et concernent : l'approbation des comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022, l'affectation du résultat, l'approbation des conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, le renouvellement de mandats d'Administrateurs ou, le cas échéant, la nomination d'un nouvel Administrateur en remplacement, l'approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Olivier GINON, Président Directeur Général et à Monsieur Olivier FERRATON, Directeur Général Délégué, l'approbation des informations visées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce, l'approbation de la politique de rémunération du Président Directeur Général, du Directeur Général Délégué et des Administrateurs et l'autorisation en matière de programme de rachat d'actions.

**II - Les douze autres résolutions (de la 16<sup>ème</sup> à la 27<sup>ème</sup> résolution) relèvent de la compétence de l'Assemblée générale Extraordinaire** et concernent le renouvellement de certaines autorisations et délégations financières destinées à donner à votre Société les moyens financiers de se développer et de mener à bien sa stratégie ainsi que des modifications des statuts de la Société notamment pour les mettre en harmonie avec des dispositions réglementaires.

## **1. APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022 - APPROBATION DES DÉPENSES ET CHARGES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT (1<sup>ère</sup> ET 3<sup>ème</sup> RÉOLUTIONS) ET QUITUS AUX ADMINISTRATEURS (2<sup>ème</sup> RÉOLUTION)**

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2022, se soldant par une perte de 960 825,25 euros ainsi que les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022 tels qu'ils ont été présentés, se soldant par un bénéfice (part du groupe) de 52 701 723 euros.

Nous vous demanderons d'approuver le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts, soit la somme de 42 764,03 euros.

Nous vous demandons également de bien vouloir donner aux Administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

## 2. AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE (4<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)

L'affectation du résultat de notre Société que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts.

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice qui s'élève à (960 825,25) euros, comme suit :

### Détermination des sommes distribuables :

Résultat de l'exercice	(960 825,25) €
Report à nouveau	13 886 344,10 €

<b>Montant à affecter</b>	<b>12 925 518,85 €</b>
---------------------------	------------------------

### Affectation proposée

Réserve légale	-
Dividendes	10 493 975,45 €
Report à nouveau	2 431 543,40 €

<b>Total</b>	<b>12 925 518,85 €</b>
--------------	------------------------

Lorsqu'il est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis au prélèvement forfaitaire non libératoire au taux de 12,8 %, imputable soit sur le prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du Code général des impôts), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, sur l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après notamment un abattement de 40 % (article 200 A, 13, et 158 du Code général des impôts). L'excédent éventuel (en cas d'option pour le barème progressif) est restituable. Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Le détachement du coupon interviendra le 3 juillet 2023. Le paiement des dividendes sera effectué le 5 juillet 2023. En cas de variation du nombre d'actions ouvrant droit à dividende par rapport aux 29 982 787 actions composant le capital social au 8 mars 2023, le montant global des dividendes serait ajusté en conséquence et le montant affecté au compte « report à nouveau » serait déterminé sur la base des dividendes effectivement mis en paiement.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée constate qu'il lui a été rappelé qu'au titre des trois derniers exercices les distributions de dividendes et revenus ont été les suivantes :

Au titre de l'exercice	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
	Dividendes	Autres revenus distribués	
2019	Néant	Néant	Néant
2020	Néant	Néant	Néant
2021	Néant	Néant	Néant

## 3. RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES ET APPROBATION DE CES CONVENTIONS (5<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)

Nous vous demandons d'approuver les conventions qui sont intervenues ou se sont poursuivies en 2022 visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce régulièrement autorisées par le Conseil d'administration.

Elles sont également présentées dans le rapport spécial des commissaires aux comptes y afférent qui vous sera présenté en assemblée.

## 4. MANDATS DES ADMINISTRATEURS (6<sup>ÈME</sup> À 8<sup>ÈME</sup> RÉOLUTIONS)

Nous vous rappelons que les mandats de membres du Conseil d'administration de :

- Monsieur Daniel HAVIS
- Monsieur Philippe MARCEL
- Madame Fanny PICARD

arrivent à échéance à l'issue de la prochaine Assemblée générale.

Nous vous proposons de bien vouloir :

- **renouveler les mandats de :**
  - Monsieur Daniel HAVIS
  - Madame Fanny PICARD
- **et de nommer Monsieur Félix CREPET en remplacement de Monsieur Philippe MARCEL,**

pour une durée de quatre années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée à tenir dans l'année 2027 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

### Indépendance :

Nous vous précisons que le Conseil d'administration considère que Monsieur Daniel HAVIS et Madame Fanny PICARD sont qualifiés de membres indépendants au regard des critères d'indépendance du Code Middledent, retenu par la Société comme code de référence en matière de gouvernement d'entreprise.

A cet égard, il est notamment précisé que ces derniers n'entretiennent aucune relation d'affaires avec le Groupe.

### Expertise, expérience, compétence :

Les informations concernant l'expertise, l'expérience, l'âge et le nombre d'actions détenues par les administrateurs dont le renouvellement des mandats est proposé sont détaillées dans le document d'enregistrement universel au chapitre 4, paragraphe 3 page 93.

S'agissant de Monsieur Félix CREPET, dont la nomination est proposée en remplacement de Monsieur Philippe MARCEL, dont le mandat vient à expiration à l'issue de la prochaine Assemblée :

Monsieur Félix CREPET est titulaire d'un BSc in Business Administration & Management délivré par HEC Lausanne et d'un double diplôme Master Finance obtenu auprès de l'EADA Business School de Barcelone et de l'université UCEMA de Buenos Aires.

Il a travaillé pendant deux ans au sein de la banque d'affaire BTG Pactual à Sao Paulo au Brésil avant de rejoindre en 2016 le Groupe AQUASOURÇA.

Monsieur Félix CREPET est Président du Directoire de la société AQUASOURÇA SA (Luxembourg).

Nommé censeur par le Conseil d'administration du 22 juin 2022 jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à approuver les comptes de l'exercice 2023.

Nommé en qualité de Censeur par le Conseil d'administration du 22 juin 2022 jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2024, statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023.

**Adresse professionnelle :** 11 Boulevard Prince Henri – L 1724 Luxembourg

**Mandats extérieurs au groupe GL events :**

**Mandats en cours :** Membre et Président du directoire d'Aquasourça SA, Président de Airsquare SAS

**Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années :** Gérant de Airsquare SPRL, Président de Airsquare France SAS, Administrateur de Lensco Holding

Si vous approuvez ces propositions de renouvellement et de nomination d'un nouveau membre en remplacement d'un membre dont le mandat est expiré :

- le nombre d'Administrateurs s'élèverait à 14,
- le nombre d'Administrateurs indépendants au sein du Conseil s'élèverait à 57,14% (en conformité avec le Code Middenext),
- le taux de féminisation du Conseil s'élèverait à 42,86% (6 femmes sur 14 membres).

## **5. APPROBATION DES ÉLÉMENTS FIXES, VARIABLES ET EXCEPTIONNELS COMPOSANT LA RÉMUNÉRATION TOTALE ET AVANTAGES DE TOUTE NATURE VERSÉS AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ OU ATTRIBUÉS AU TITRE DU MÊME EXERCICE À MONSIEUR OLIVIER GINON, PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL ET À MONSIEUR OLIVIER FERRATON, DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ NON-ADMINISTRATEUR (9<sup>ÈME</sup> ET 10<sup>ÈME</sup> RÉOLUTIONS)**

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, nous vous demandons de bien vouloir statuer sur les éléments fixes, variables ou exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Olivier GINON, Président Directeur Général et à Monsieur Olivier FERRATON, Directeur Général Délégué non-Administrateur, déterminés en application

des principes et critères de rémunération approuvés par l'Assemblée générale du 22 juin 2022 dans ses 16<sup>ème</sup> et 17<sup>ème</sup> résolutions à caractère ordinaire.

Ces éléments sont présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise qui figure dans le document d'enregistrement universel 2022 [page 114](#).

## **6. APPROBATION DES INFORMATIONS VISEES AU I DE L'ARTICLE L. 22-10-9 DU CODE DE COMMERCE (11<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)**

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 I du Code de commerce, il est proposé à l'Assemblée d'approuver les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce relatives à la rémunération de l'ensemble

des mandataires sociaux telles que présentées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le document d'enregistrement universel 2022 [page 117](#).

## **7. APPROBATION DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ (12<sup>ÈME</sup> ET 13<sup>ÈME</sup> RÉOLUTIONS)**

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, nous vous demandons de bien vouloir approuver les politiques de rémunération du Président Directeur Général (12<sup>ème</sup> résolution) et du Directeur Général Délégué (13<sup>ème</sup> résolution) telles que présentées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le document d'enregistrement universel 2022 [page 114](#).



## 8. APPROBATION DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (14<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, nous vous demandons de bien vouloir approuver la politique de rémunération des membres du

Conseil d'administration telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le document d'enregistrement universel 2022 [page 118](#).

## 9. PROPOSITION DE RENOUVELER L'AUTORISATION CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS (15<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION) ET CONCERNANT LA RÉDUCTION DE CAPITAL PAR ANNULATION D'ACTIONS AUTO-DÉTENUES (16<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)

Nous vous proposons, aux termes de la 15<sup>ème</sup> résolution, de conférer au Conseil d'administration, pour une période de dix-huit mois, les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la société dans la limite d'un nombre maximal d'actions ne pouvant représenter plus de 10%, du nombre d'actions composant le capital social au jour de l'Assemblée, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation mettrait fin à l'autorisation donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 22 juin 2022 dans sa 19<sup>ème</sup> résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourraient être effectuées en vue :

- d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action GL events par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues,
- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de fusion, de scission, d'apport ou de croissance externe,
- d'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribués gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe (en ce compris les Groupement d'Intérêt Economiques et sociétés liées) ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe,

- d'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- de procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises conformément à l'autorisation conférée ou à conférer par l'Assemblée générale Extraordinaire,
- de mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être reconnue par la réglementation.

Ces achats d'actions pourraient être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Conseil d'administration apprécierait.

La Société se réserverait le droit d'utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés dans le cadre de la réglementation applicable.

Nous vous proposons de fixer le prix maximum d'achat à 40 euros par action et en conséquence le montant maximal de l'opération à 119 931 120 euros tel que calculé sur la base du capital social au 31 décembre 2022.

En conséquence de l'objectif d'annulation, nous vous demandons de bien vouloir autoriser le Conseil d'administration avec faculté de délégation, pour une durée de 24 mois, à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10% du capital, calculé au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des 24 derniers mois précédant, les actions que la Société détient ou pourra détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre de son programme de rachat et à réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le Conseil d'administration disposerait donc des pouvoirs nécessaires pour faire le nécessaire en pareille matière.

## 10. DÉLÉGATIONS FINANCIÈRES

Le Conseil d'administration souhaite pouvoir disposer des délégations nécessaires pour procéder, s'il le juge utile, à toutes émissions qui pourraient s'avérer nécessaires dans le cadre du développement des activités de la société.

C'est la raison pour laquelle il vous est demandé de renouveler les délégations financières arrivant à échéance. Sur l'état des délégations en cours, vous trouverez dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le document d'enregistrement universel 2022, le tableau des délégations et autorisations consenties par l'Assemblée générale au Conseil d'administration et l'état de leur utilisation.

Par ailleurs, compte tenu des délégations susceptibles de générer à terme une augmentation de capital en numéraire, il vous est demandé de statuer sur une délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise, conformément à la réglementation en vigueur.

### 10.1 DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE EN VUE D'ÉMETTRE DES ACTIONS ORDINAIRES ET/OU DES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL ET/OU À DES TITRES DE CRÉANCE AVEC MAINTIEN DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION (17<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)

Cette délégation a pour objet de conférer au Conseil d'administration toute latitude pour procéder aux époques de son choix, pendant une période de 26 mois, à l'émission :

- d'actions ordinaires,
- et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance.

Cette délégation de compétence mettrait fin, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale mixte du 24 juin 2021, par sa 16<sup>ème</sup> résolution.

Nous vous proposons de fixer le montant nominal global maximum des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation à 60 000 000 d'euros. A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société. Ce montant s'imputerait sur le plafond global prévu par la 25<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée générale Mixte du 27 avril 2023.

Nous vous proposons de fixer le montant nominal maximum des titres de créance sur la Société susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation à 180 000 000 euros, étant précisé que ce montant serait commun à l'ensemble des titres de créance dont l'émission est prévue par les 20<sup>ème</sup> et

21<sup>ème</sup> résolutions de l'Assemblée générale Mixte du 27 avril 2023 mais que ce montant est autonome et distinct du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce.

Au titre de cette délégation, les émissions seraient réalisées avec maintien du droit préférentiel de souscription des Actionnaires.

Si les souscriptions à titre irréductible, et le cas échéant à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourrait utiliser les facultés suivantes :

- limiter l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation,
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix (Actionnaires ou non),
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

Les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourraient être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires des actions existantes, étant précisé que le Conseil d'administration aurait la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seraient pas négociables et que les titres correspondants seraient vendus.

### 10.2 DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À L'EFFET D'AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL EN VUE DE RÉMUNÉRER DES APPORTS EN NATURE DE TITRES OU DE VALEURS MOBILIÈRES (18<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)

Pour faciliter les opérations de croissance externe, nous vous demandons de bien vouloir conférer au Conseil d'administration une délégation pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de rémunérer des éventuels apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Cette délégation de compétence mettrait fin, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale mixte du 24 juin 2021, dans sa 17<sup>ème</sup> résolution.

Cette délégation serait consentie pour une durée de 26 mois.

Le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de cette délégation ne pourrait être supérieur à 10 % du capital social, compte non tenu du montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

### 10.3 DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE EN VUE D'AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL PAR INCORPORATION DE RÉSERVES, BÉNÉFICES ET/OU PRIMES (19<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)

La délégation de compétence de cette nature arrive à échéance cette année et n'a pas été utilisée.

Nous vous demandons de bien vouloir conférer au Conseil d'administration, pour une nouvelle période de 26 mois, la compétence aux fins d'augmenter le capital par incorporation au capital de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, par l'émission et l'attribution gratuite d'actions ou par l'élévation du nominal des actions ordinaires existantes, ou de la combinaison de ces deux modalités.

Le montant nominal d'augmentation de capital résultant de cette délégation ne pourrait pas excéder 60 000 000

euros représentant environ 50 % du capital social existant au jour du présent rapport. Ce montant n'inclurait pas le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions. Ce plafond serait indépendant de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions de la présente Assemblée.

Cette délégation priverait d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

**10.4 DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE EN VUE D'ÉMETTRE DES ACTIONS ORDINAIRES  
ET/OU DES VALEURS MOBILIÈRES SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION**

Les délégations de compétence en la matière arrivent à échéance cette année et n'ont pas été utilisées.

Il vous est proposé de renouveler les délégations de compétence en vue de procéder à des augmentations de capital par apport de numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Ces délégations ont pour objet de conférer au Conseil d'administration toute latitude pour procéder aux époques de son choix, pendant une période de 26 mois, à l'émission :

- d'actions ordinaires,
- et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance.

**10.4.1. DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE EN VUE D'ÉMETTRE DES ACTIONS ORDINAIRES ET/OU DES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL ET/OU À DES TITRES DE CRÉANCES AVEC SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION PAR OFFRE AU PUBLIC (À L'EXCLUSION DES OFFRES VISÉES AU 1 DE L'ARTICLE L. 411-2 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER) ET/OU EN RÉMUNÉRATION DE TITRES DANS LE CADRE D'UNE OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE (20<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)**

Au titre de cette délégation, les émissions seraient réalisées par une offre au public, à l'exclusion des offres visées au 1<sup>o</sup> de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier. Le droit préférentiel de souscription des Actionnaires aux actions ordinaires et/ou aux valeurs mobilières donnant accès au capital serait supprimé avec la faculté pour le Conseil d'administration de conférer aux Actionnaires la possibilité de souscrire en priorité.

Le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de cette délégation, ne pourrait être supérieur à 60 000 000 euros.

A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Ce montant s'imputerait sur le montant nominal maximum des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la 25<sup>ÈME</sup> résolution.

Le montant nominal maximum des titres de créance sur la Société susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourrait être supérieur à 180 000 000 euros.

Ce montant s'imputerait sur le plafond du montant nominal des titres de créance prévu aux 17<sup>ÈME</sup> et 21<sup>ÈME</sup> résolutions de la présente Assemblée.

**Le prix d'émission :**

- a) des actions ordinaires assimilables (à l'exception de celles émises dans le cadre des offres au public mentionnées à l'article L. 411-2-1 du code monétaire et financier), serait au moins égal au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation, soit à la date des présentes et conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-32 du Code de commerce, à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant le début de l'offre, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 %;
- b) des valeurs mobilières serait tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action ordinaire assimilable émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa « a » ci-dessus.

En cas d'émission de titres appelés à rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange, le Conseil d'administration disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour arrêter la liste des titres apportés à l'échange, fixer les conditions d'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser, et déterminer les modalités d'émission.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourrait utiliser les facultés suivantes :

- limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation,
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits.

Cette délégation priverait d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

#### 10.4.2. DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE EN VUE D'ÉMETTRE DES ACTIONS ORDINAIRES ET/OU DES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL ET/OU À DES TITRES DE CRÉANCE AVEC SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION PAR UNE OFFRE VISÉE AU 1 DE L'ARTICLE L. 411-2 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER (21<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)

Au titre de cette délégation, les émissions seraient réalisées par une offre visée au 1 de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier.

Le droit préférentiel de souscription des Actionnaires aux actions ordinaires et/ou aux valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou des titres de créance serait supprimé.

Le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises, ne pourrait être supérieur à 20 % du capital social, par période de 12 mois.

A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Ce montant s'imputerait sur le nominal maximum des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la 25<sup>ème</sup> résolution.

Le montant nominal maximum des titres de créance sur la Société susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourrait être supérieur à 180 000 000 euros.

Ce montant s'imputerait sur le plafond du montant nominal des titres de créance prévu aux 17<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> résolutions de la présente Assemblée.

##### Le prix d'émission :

- a) des actions ordinaires assimilables (à l'exception de celles émises dans le cadre des offres au public mentionnées à l'article L. 411-2-1 du code monétaire et financier), serait au moins égal au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation, soit à la date des présentes et conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-32 du Code de commerce, à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant le début de l'offre, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 % ;
- b) des valeurs mobilières serait tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action ordinaire assimilable émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa « a » ci-dessus.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourrait utiliser les facultés suivantes :

- limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation,
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits.

Cette délégation priverait d'effet, à hauteur, le cas échéant de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

#### 10.4.3. DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE EN VUE D'ÉMETTRE DES ACTIONS ORDINAIRES ET/OU DES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL ET/OU À DES TITRES DE CRÉANCE AVEC SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION AU PROFIT D'UNE CATÉGORIE DE PERSONNES RÉPONDANT À DES CARACTÉRISTIQUES DÉTERMINÉES (22<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)

Au titre de cette délégation, les émissions seraient réalisées, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes ci-après définie.

La durée de validité de la présente délégation serait fixée à 18 mois à compter du jour de la présente Assemblée.

Le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourrait être supérieur à 60 000 000 euros.

A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Le montant nominal des titres de créance sur la société pouvant être ainsi émis ne pourrait être supérieur à 180 000 000 euros. Le prix d'émission des actions ordinaires pouvant être émises dans le cadre de la présente délégation de compétence

serait fixé par le Conseil d'administration et devrait être au moins égal à la moyenne pondérée des cours des 3 dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10%.

Le droit préférentiel de souscription des Actionnaires serait supprimé au profit de la catégorie de personnes suivante ou d'une ou plusieurs sous-catégories de cette catégorie : les personnes physiques ou morales (en ce compris des sociétés), sociétés d'investissement, trusts, fonds d'investissement ou autres véhicules de placement quelle que soit leur forme, de droit français ou étranger, investissant à titre habituel dans le secteur de l'évènementiel.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourrait utiliser les facultés suivantes :

- limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation,
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits.

Le Conseil d'administration disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour notamment arrêter les conditions de la ou des émissions, arrêter la liste des

bénéficiaires au sein de la catégorie ci-dessus désignée, arrêter le nombre de titres à attribuer à chacun des bénéficiaires, décider le montant à émettre, le prix de l'émission, la nature, la forme et les caractéristiques des titres à créer, déterminer le mode de libération des actions et/ou des titres émis ou à émettre, fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux titres émis ou à émettre et notamment, arrêter

la date à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts, et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire en pareille matière.

#### **10.4.4. AUTORISATION, EN CAS D'ÉMISSION AVEC SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION, DE FIXER, DANS LA LIMITE DE 10 % DU CAPITAL PAR AN, LE PRIX D'ÉMISSION DANS LES CONDITIONS DÉTERMINÉES PAR L'ASSEMBLÉE (23<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)**

Nous vous proposons, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-52 alinéa 2 du Code de commerce, d'autoriser le Conseil d'administration, qui décide une émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en application des 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> résolutions, soumises aux dispositions de l'article L. 22-10-52 alinéa 1 du Code de commerce, à déroger, dans la limite de 10 % du capital social par an, aux conditions de fixation du prix prévues selon les modalités précitées et à fixer le prix d'émission des titres de capital assimilables à émettre selon les modalités suivantes :

- a) Le prix d'émission des actions ordinaires serait au moins égal à la moyenne des vingt derniers jours de bourse éventuellement diminué d'une décote maximale de 15 % ;
- b) Le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès

à des actions ordinaires à émettre sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa « a » ci-dessus, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Cette règle dérogatoire de prix pourrait permettre au Conseil de disposer d'une certaine souplesse dans la détermination du montant de la décote au moment de la fixation du prix d'émission en fonction de l'opération et de la situation de marché, et de la moyenne des cours de référence.

#### **10.4.5. AUTORISATION D'AUGMENTER LE MONTANT DES ÉMISSIONS (24<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)**

Nous vous proposons, dans le cadre des délégations avec suppression du droit préférentiel de souscription précitées (17<sup>ème</sup>, 20<sup>ème</sup>, 21<sup>ème</sup> et 22<sup>ème</sup> résolutions), de conférer au Conseil d'administration la faculté d'augmenter, dans les conditions prévues par les articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce, et dans la limite des plafonds fixés par l'Assemblée, le nombre de titres prévu dans l'émission initiale.

Ainsi, le nombre de titres pourrait être augmenté dans les 30 jours de la clôture de la souscription dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que l'émission initiale, dans la limite des plafonds fixés par l'Assemblée.

Cette autorisation priverait d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

#### **10.4.6. LIMITATION GLOBALE DES PLAFONDS DES DÉLÉGATIONS PRÉVUES AUX 17<sup>ÈME</sup>, 20<sup>ÈME</sup> ET 21<sup>ÈME</sup> RÉOLUTIONS DE LA PRÉSENTE ASSEMBLÉE (25<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)**

Nous vous proposons de fixer à 120 000 000 euros, le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises, immédiatement ou à terme, en vertu des 17<sup>ème</sup>, 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> résolutions de la présente Assemblée, étant précisé qu'à ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal

de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.



**10.5. DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À L'EFFET D'AUGMENTER LE CAPITAL  
AU PROFIT DES ADHÉRENTS D'UN PEE (26<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)**

Nous soumettons à votre vote la présente résolution, afin d'être en conformité avec les dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, aux termes duquel l'Assemblée générale Extraordinaire doit également statuer sur une résolution tendant à la réalisation d'une augmentation de capital dans les conditions prévues par les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, lorsqu'elle délègue sa compétence pour réaliser une augmentation de capital en numéraire. L'Assemblée étant appelée sur des délégations susceptibles de générer des augmentations de capital en numéraire, elle doit donc également statuer sur une délégation au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise.

Dans le cadre de cette délégation, il vous est proposé d'autoriser le Conseil d'administration, à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société au profit des adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établis par la Société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail.

En application des dispositions de l'article L. 3332-21 du Code du travail, le Conseil d'administration pourrait prévoir l'attribution aux bénéficiaires, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourrait être versé en application des règlements de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, et/ ou (ii), le cas échéant, de la décote.

Conformément à la loi, l'Assemblée générale supprimerait le droit préférentiel de souscription des Actionnaires.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital qui pourraient être réalisées par utilisation de la délégation ne pourrait porter le montant de la participation des salariés calculée conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce (y compris la participation déjà détenue) à plus de 3 % du montant total du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration de mettre en œuvre la présente délégation.

Cette délégation aurait une durée de 26 mois.

Il est précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 3332-19 du Code du travail, le prix des actions à émettre serait fixé par référence au cours de l'action de la Société sur le marché Euronext Paris, étant entendu que ce prix ne peut être supérieur à la moyenne des cours cotés aux 20 séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription ni inférieur de plus de 30 % à cette moyenne ou de 40 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan d'épargne entreprise est supérieure ou égale à 10 ans.

Le Conseil d'administration disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour décider et réaliser, en une fois, cette augmentation de capital, fixer les conditions que devront remplir les bénéficiaires, ces conditions pouvant comporter des conditions d'ancienneté du lien salarial, dans les conditions prévues par la réglementation, fixer les conditions dans lesquelles les actions seront émises et libérées, modifier les statuts et plus généralement faire tout ce qui est nécessaire.

Compte tenu des autres mesures d'intéressement des salariés mises en place par la Société le Conseil d'administration recommande le rejet de cette résolution.

**10.6. AUTORISATION EN VUE D'ATTRIBUER GRATUITEMENT DES ACTIONS EXISTANTES ET/OU À ÉMETTRE AUX MEMBRES DU PERSONNEL SALARIÉ ET/OU CERTAINS MANDATAIRES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ OU DES SOCIÉTÉS OU GROUPEMENTS D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE LIÉS, RENONCIATION DES ACTIONNAIRES À LEUR DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION, DURÉE DE L'AUTORISATION, PLAFOND, DURÉE DES PÉRIODES D'ACQUISITION NOTAMMENT EN CAS D'INVALIDITÉ ET LE CAS ÉCHÉANT DE CONSERVATION (27<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)**

Afin de permettre de poursuivre une politique d'actionnariat salarié incitative, il vous est demandé de renouveler par anticipation l'autorisation d'attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salarié de la société et des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés et/ou certains mandataires sociaux. Cette autorisation serait consentie pour une période de 38 mois à compter de la présente Assemblée générale et mettrait fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée l'autorisation donnée par l'Assemblée générale Mixte du 24 juin 2021 aux termes de sa 26<sup>ème</sup> résolution à caractère extraordinaire.

Ainsi, nous vous proposons d'autoriser le Conseil d'administration à procéder, dans le cadre de l'article L 225-197-1 du Code de commerce, à l'attribution gratuite d'actions nouvelles résultant d'une augmentation de capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices, ou d'actions existantes.

Les bénéficiaires de ces attributions pourraient être :

- les membres du personnel salarié de la société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés directement ou indirectement au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce ou de certaines catégories d'entre eux,
- les mandataires sociaux définis par la loi.

Le nombre total d'actions ainsi attribuées gratuitement sera limité à 900 000 actions de 4 euros de valeur nominale.

L'attribution des actions aux bénéficiaires serait définitive, sous réserve de remplir, le cas échéant, les conditions et critères éventuels fixés par le Conseil d'administration, au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'administration, celle-ci ne pouvant être inférieure à un an. Les bénéficiaires devraient, le cas échéant, conserver ces actions pendant une durée, fixée par le Conseil d'administration, au moins égale à celle nécessaire pour que la durée cumulée des périodes d'acquisition et, le cas échéant, de conservation ne puisse être inférieure à deux ans.

Par exception, l'attribution définitive interviendrait avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième et la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale.

La présente autorisation emporterait de plein droit renonciation au droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles émises par incorporation de réserves, primes et bénéfices.

Ainsi, le Conseil disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, de tous pouvoirs pour fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ; décider la ou les augmentations de capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices, corrélative(s) à l'émission des actions nouvelles attribuées gratuitement ; procéder aux acquisitions des actions nécessaires ; déterminer les incidences sur les droits des bénéficiaires, des opérations modifiant le capital ou susceptibles d'influer sur la valeur des actions à attribuer et réalisées pendant la période d'acquisition ; et généralement faire dans le cadre de la législation en vigueur, tout ce que la mise en œuvre de la présente autorisation rendra nécessaire.

-

# GESTION DES RISQUES ET CONTRÔLE INTERNE

## 1. L'ENVIRONNEMENT DU CONTRÔLE INTERNE DU GROUPE GL EVENTS

### 1.1 OBJECTIFS

Le dispositif de contrôle interne au sein du groupe GL events s'appuie sur le cadre de référence de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et les recommandations publiées relatives au dispositif de contrôle interne.

Le contrôle interne est mis en œuvre par la Direction Générale, par les managers et par l'ensemble des collaborateurs au sein des entités du groupe. Son champ d'application couvre l'ensemble des filiales que constituent le groupe consolidé. Les principes, les procédures et l'organisation de contrôle interne en vigueur dans le groupe ont pour objet :

- La conformité aux lois et règlements,
- L'application des directives et orientations fixées de la Direction Générale,
- Le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs et à la lutte contre la fraude,
- La fiabilité des informations financières.

Ce dispositif est défini comme un ensemble de processus, procédures et contrôles contribuant à la maîtrise des activités, l'efficacité et l'efficience des process, l'utilisation optimale des ressources nécessaires à l'atteinte des objectifs de performance et de rentabilité. Il vise à identifier, contrôler, limiter et prévenir les risques auxquels le groupe est exposé. Toutefois, le dispositif en place ne peut garantir une maîtrise absolue de tous les facteurs de risques.

Au sein du groupe, le système de contrôle interne repose sur des outils et des acteurs dédiés. Il s'appuie également sur des documentations telles que le manuel de contrôle interne « Golden Rules », les chartes, procédures, et politiques. Ceux-ci sont diffusés à l'ensemble des collaborateurs et aux personnes concernées, le cas échéant. Ces documents précisent les principes auxquels chaque acteur doit se conformer, notamment :

- Les règles constituant le socle de gestion des processus déployés au sein des activités du groupe,
- Le partage de valeurs essentielles, rappelées dans la charte éthique,
- La délégation de responsabilités : chaque responsable opérationnel met en place à son niveau et veille au respect du dispositif de contrôle interne en vue de d'assurer l'atteinte de ses objectifs.

Le contrôle interne est l'affaire de tous, des dirigeants aux opérateurs ainsi que toutes les fonctions supports. L'environnement de contrôle interne concerne l'ensemble des processus du groupe dont l'organisation, les acteurs et les outils sont précisées ci-après.

### 1.2 ORGANISATION

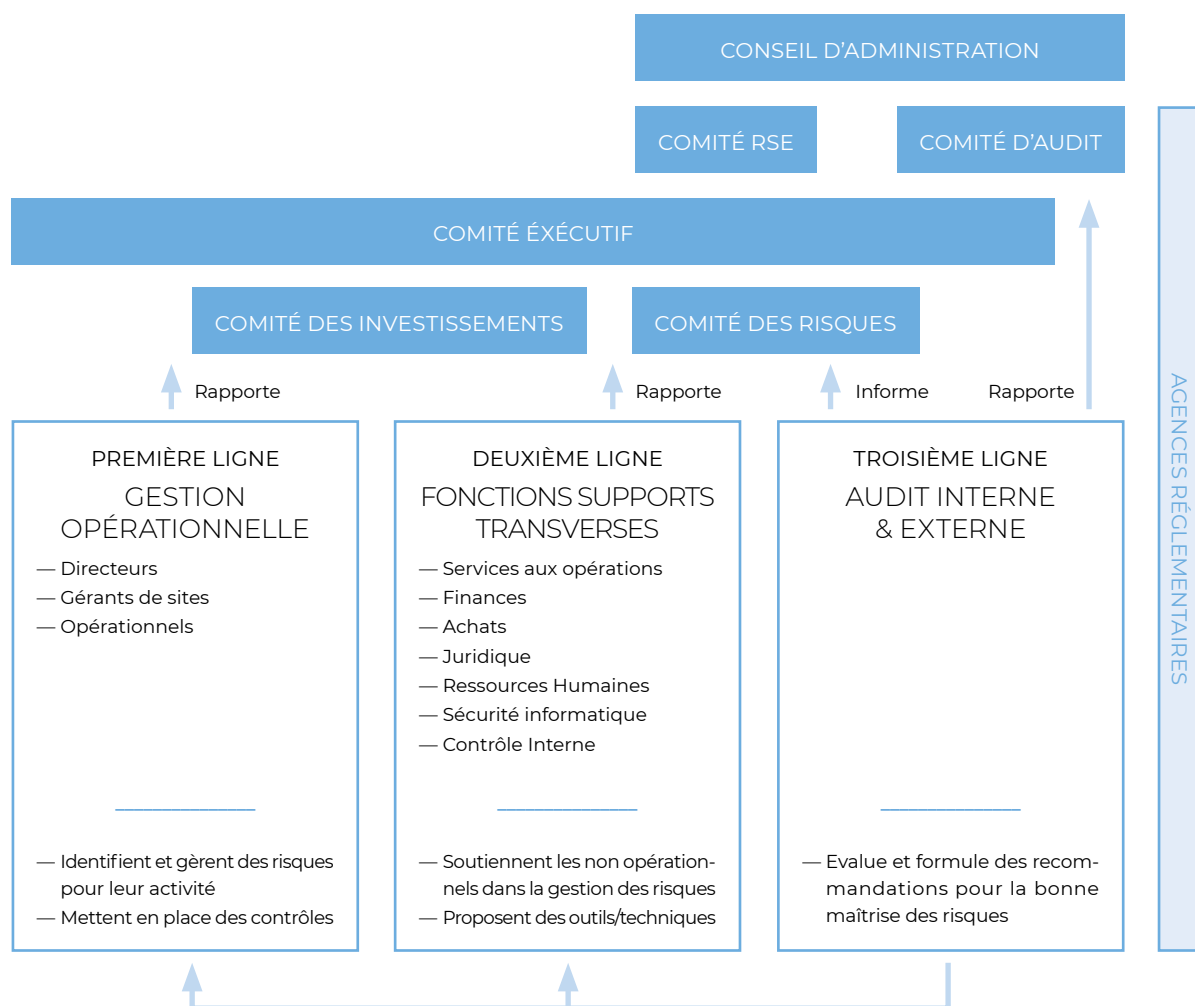
Afin d'assurer les objectifs d'identifier, de prévenir et de limiter les risques, l'environnement de contrôle interne du groupe se base sur le modèle normatif de gestion des risques autour des trois lignes de maîtrise.

Les organes de gouvernance constitués notamment par le Conseil d'administration et ses émanations (le Comité d'audit, le Comité RSE, le Comité des nominations et des rémunérations) et le Comité exécutif se distinguent des trois lignes de maîtrise et sont nécessaires à toute approche globale des systèmes de gestion des risques. Ce sont les principales parties prenantes auxquelles chacune des trois lignes de maîtrise apportent un appui.

Dans le cadre du modèle des trois lignes de maîtrise :

- La première ligne de maîtrise correspond aux contrôles pilotés par le management,
- La deuxième ligne de maîtrise est celle des différentes fonctions instituées par le management pour assurer le suivi du contrôle des risques et de la conformité,
- La troisième ligne de maîtrise est celle de l'assurance objective fournie par l'audit interne et l'audit externe (commissaires aux comptes)

Chaque acteur de cet environnement rapporte aux organes de gouvernance ou leur émanation interne qui sont constitués par le Comité des risques, ou encore le Comité des investissements. Le périmètre d'intervention pour chaque acteur est tous métiers, tous pôles en France et à l'international. Leur rôle respectif vis-à-vis du contrôle interne est détaillé ci-après.



## 2. LES ACTEURS DU CONTRÔLE INTERNE

### 2.1 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, LE COMITÉ EXÉCUTIF, LE COMITÉ D'AUDIT, LE COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS ET LE COMITÉ RSE

Le fonctionnement de ces comités est présenté dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise dans la rubrique « Mise en place de comités spécialisés » page 109.

### 2.2 LA DIRECTION GÉNÉRALE FINANCE & INVESTISSEMENTS

La Direction financière assure le deuxième niveau de contrôle grâce à un contrôle de gestion fort mais aussi un service de consolidation, de trésorerie, de fiscalité et de MOA Finance permettant d'assurer la fiabilité et l'homogénéité des données comptables et financières.

Grâce aux équipes de contrôleurs répartis en France et à l'international, le contrôle de gestion a pour mission, dans

l'ensemble des sites du groupe et pour tous les processus, d'administrer, de contrôler et de piloter l'activité en vue d'atteindre les objectifs fixés.

La Direction Générale du groupe accorde une grande importance au processus de planification qui aboutit à l'élaboration du budget annuel et permet de décliner les orientations stratégiques en plans d'actions opérationnels.

Dans cet esprit, le contrôle de gestion corporate coordonne le système de planification et de revue budgétaire, en s'appuyant sur des règles de gestion valables pour toutes les entités du groupe. Ces prévisions font l'objet de révisions régulières tout au long de l'année grâce à la consolidation des estimations et permettent l'ajustement des opérations.

Par ailleurs, les équipes de contrôle de gestion émettent mensuellement des rapports de gestion qui récapitulent les principaux indicateurs de performance. La revue, l'analyse et la consolidation, par les équipes de consolidation, de ces rapports permettent de piloter l'activité, et d'analyser les écarts par rapport aux données prévisionnelles et aux données de

l'exercice précédent. Des prévisions mensuelles sont faites pour assurer un pilotage complet des activités au niveau de la Direction Générale de GL events.

En outre, le reporting de gestion s'articule autour d'un outil de consolidation pour les résultats et d'indicateurs de suivi pour les éléments de bilan tels que le poste clients, les investissements et la situation de trésorerie.

Le suivi des différentes composantes du Besoin en Fonds de Roulement ainsi que le suivi des investissements font l'objet d'analyses et de rapports réguliers entre les équipes financières. Enfin, les revues d'affaires sont un élément clé du dispositif de pilotage et de contrôle du groupe. Des revues sont organisées au niveau des entités opérationnelles et pour les plus significatives avec la Direction Générale du groupe.

Une attention toute particulière est portée au cashflow et à l'endettement net. Il est suivi de manière hebdomadaire par le service trésorerie. Celui-ci émet un reporting qui présente la position de chacune des filiales, les principales variations font l'objet d'une analyse. Le service trésorerie veille également à la protection des actifs du groupe et participe activement au dispositif de lutte contre la fraude, en lien avec la Direction risques, audit et contrôle internes et la Direction des systèmes d'information.

Le service fiscalité s'inscrit dans la démarche de contrôle interne globale en veillant au respect des législations en vigueur et à la fiabilité des informations déclarées.

Le service MOA Finance, en lien permanent avec les équipes financières et comptables opérationnelles et la Direction des systèmes d'informations, permet de contrôler la fiabilité et d'assurer la séparation des tâches dans le cadre de transactions critiques telles que les créations et modifications des données bancaires.

Le service fusion-acquisition (M&A) est partie intégrante de la stratégie de développement de l'entreprise. Ce service participe au dispositif de contrôle interne en effectuant l'ensemble des contrôles et vérification avant exécution de la transaction puis en participant à la bonne intégration de l'entité post-acquisition.

## 2.3 LA DIRECTION JURIDIQUE ET COMPLIANCE

La Direction juridique et compliance est un des acteurs centralisés de l'environnement de contrôle interne du groupe, au travers de plusieurs axes principaux contribuant au contrôle interne et définis avec la Direction financière du groupe. Ces différents axes sont réévalués régulièrement afin d'assurer une effectivité réelle de cette implication au sein du contrôle interne.

A ce jour, ils correspondent aux actions suivantes :

- Veille réglementaire et juridique permanente, dans tous les domaines pertinents, pour l'ensemble des territoires/pays où sont implantées les filiales opérationnelles. Cette veille est réalisée essentiellement par deux acteurs principaux : les juristes du groupe et les conseils externes spécialisés. Les outils techniques relatifs à la veille réglementaire sont de plusieurs natures :
  - i) Alertes électroniques et e-news,
  - ii) Formations juridiques,

- iii) Implication au sein des instances professionnelles (Associations et Cercles de juristes),
- iv) Participation active aux forums et séminaires intéressant les domaines d'activité du groupe,
- Elaboration et mise à jour régulière de contrats types (Fournisseurs/Clients/Immobiliers), selon les droits nationaux applicables aux filiales opérationnelles du groupe. La Direction juridique recherche, au travers de ces contrats types, l'adéquation entre la sécurisation juridique et le support au développement des activités commerciales,
- Diffusion interne et formation de collaborateurs clés, selon les activités pertinentes, des bonnes pratiques juridiques, principalement issues des « clauses types » et « contrats types » selon les droits nationaux applicables,
- Forte implication de la Direction juridique aux différents processus de négociation, de toutes natures (développement commercial, digital, M&A, compliance, restructuration/cession d'activités, etc.),
- Participation à l'évaluation des risques juridiques et de conformité, ainsi qu'à l'élaboration de plans d'actions correctives, selon les retours d'expérience. Cet axe comprend la participation active aux travaux préparatoires pour le Comité des risques,
- Gestion, avec le support de conseils externes spécialisés selon les cas, des contentieux de toutes natures (Corporate, Digital, Environnemental, Commercial, Immobilier),
- Gestion et proposition d'évolution/ restructuration des niveaux et de la nature des délégations d'autorités, de pouvoirs, de représentations et d'engagements,
- Création et déploiement de nouveaux outils contribuant à la Conformité, dans le cadre de l'adaptation permanente des normes de bonne gouvernance,
- Poursuite du déploiement de la conformité au Règlement Général pour la Protection des Données ainsi que la mise en œuvre du programme SAPIN II,
- Suivi et pilotage des couvertures d'assurances.

## 2.4 LA DIRECTION RISQUES, AUDIT, CONTRÔLE INTERNE ET RSE

Au cours de l'exercice, la Direction Audit, Contrôle Interne et Gestion des risques a fusionné avec la Direction RSE en créant la Direction « Risques et RSE » Groupe. Cette organisation permet - entre autres- de renforcer le niveau de contrôle interne des données extra financières et le déploiement d'une gestion des risques adaptée aux enjeux de transition environnementale et sociétale.

### • La RSE Groupe

Le service RSE Groupe, s'appuyant sur un réseau de référents RSE au sein des entités du Groupe, a la charge de déployer la politique ESG/RSE du Groupe pour accompagner les transitions et s'assurer de la conformité de celle-ci avec le modèle d'affaires et la réglementation. À ce titre, elle rend compte régulièrement de l'avancement des travaux au cours des réunions du Comité exécutif et du Comité RSE. La Directrice risques et RSE Groupe est également invitée permanente au sein du Comité éthique et compliance Groupe et participe régulièrement aux Comités de direction des Pôles ou BU. Elle travaille également en étroite collaboration avec la Direction des ressources humaines.

L'équipe RSE s'assure de la cohérence des données extra financières par son process de reporting environnemental, social et sociétale en constante évolution. Celle-ci coordonne également le bilan carbone du Groupe, tant sur le process de

collecte que les actions et trajectoires de réduction identifiées. L'équipe RSE Corporate pilote la rédaction de la Déclaration de Performance Extra Financière (DPEF) en lien avec les contributeurs des autres services (Ressources Humaines, Compliance, Gestion des risques, Juridique, Communication et Finance).

Le niveau de contrôle interne des données extra financières et la DPEF sont appréciés annuellement par les travaux de vérification de l'Organisme Tiers Indépendant. Ceux-ci sont revus en Comité RSE et présentés en Comité d'Audit lors de la clôture annuelle des comptes.

### • L'audit interne

Le service d'audit interne procède à l'évaluation des processus de gouvernement d'entreprise, de management des risques et de contrôle, tels qu'ils sont définis au sein du groupe GL events. Par ses propositions, il contribue à en améliorer la sécurité et à optimiser les performances globales de l'organisation.

Les missions de l'audit interne permettent notamment de :

- Identifier et maîtriser les risques par une approche structurée et focalisée sur les enjeux du groupe,
- Evaluer la pertinence et l'efficacité de ces processus par rapport à leur conformité avec les règles, normes, procédures, lois et réglementations en vigueur,
- Evaluer la maîtrise des processus opérationnels, fonctionnels ainsi que la réalisation des opérations au regard des préoccupations de l'organisation, en matière stratégique, opérationnelle et financière,
- Vérifier l'intégrité, la fiabilité, l'exhaustivité et la traçabilité des informations produites (comptables, financières, de gestion...),
- Proposer des axes d'amélioration ou de progrès pour l'organisation,
- Effectuer un suivi des recommandations émises,
- Participer, le cas échéant, à certaines missions de conseils demandées par la Direction Générale.

Le périmètre d'intervention du service d'audit interne s'étend à l'ensemble de l'organisation, et de ses filiales, sur le territoire français ainsi qu'à l'étranger. Il intervient dans tous les domaines ou processus administratifs, comptables et financiers, fonctionnels ou opérationnels. Un plan d'audit interne annuel détaillant l'ensemble des missions est présenté au comité d'audit et est validé par ce dernier.

GL events a confié cette direction à une collaboratrice dont l'expérience couvre tous les métiers exercés dans le groupe disposant d'une expérience technique significative d'audit et de contrôle internes. Ponctuellement, le service d'audit interne peut faire appel à des auditeurs/ contrôleurs internes qui ont notamment été sélectionnés parmi la population des collaborateurs administratifs, financiers et juridiques des filiales. En 2022, 12 collaborateurs tous métiers et tous pôles confondus ont intégré le programme « guest auditor » et ont été formés et signé la Charte de l'audit interne validée par le Comité d'audit et mise à jour le 13 octobre 2021.

A l'issue de chaque mission, les auditeurs présentent leur rapport au Directeur de l'entité contrôlée et rendent compte à la Direction Générale et au Comité d'audit du groupe. Ce rapport est adressé au responsable de la filiale, et à sa hiérarchie, qui est chargée de mettre en place les recommandations élaborées. La Direction de l'audit interne vérifie régulièrement l'avancement des actions correctives et de leur suivi.

L'audit interne a la possibilité de recourir à un cabinet externe de dimension internationale pour la réalisation de certaines missions d'audit. En 2022, l'équipe d'audit interne a confié cette tâche au cabinet PwC. Des missions ont été réalisées conjointement avec l'équipe d'audit interne ainsi qu'un collaborateur PwC (audit d'entité). D'autres missions ont été entièrement externalisées, comme une revue d'intégration post-acquisition au Japon et une revue de contrôle interne des entités chinoises.

En 2022, les missions ont porté sur le suivi des audits internes antérieurs, des audits d'entité au Japon, en Chine, en Turquie et en Hongrie. Un audit de suivi d'intégration à la suite de l'acquisition de Field&Lawn a été mené ainsi que des audits d'investigation. La poursuite de l'audit du processus RH sur le périmètre Ile de France, ainsi que le déploiement de l'audit sécurité des sites Venues à l'international ont été réalisés. Du fait de l'impact encore présent de la crise sanitaire, des audits des dispositifs sanitaires ont été poursuivis (label Safe&Clean). Les résultats des travaux, les missions et l'organisation de l'audit interne, sont revus à chaque Comité d'audit. En fonction des sujets, les résultats sont également partagés avec le collège des Commissaires aux comptes.

### • Le contrôle interne

L'équipe de contrôle interne accompagne les opérationnels dans leurs activités en déployant un manuel de contrôle interne, en mettant en place des actions de mitigation face à des risques identifiés ainsi qu'en effectuant des campagnes de contrôles permanents. En parallèle un programme de formation et de sensibilisation sur la fraude destinée à l'ensemble des collaborateurs est déployé.

Le contrôle interne s'attache à formaliser les processus et renforcer la structuration du groupe. Ainsi, sur l'année 2022, l'accompagnement à la mise en place du manuel de contrôle interne nommé « Golden Rules », dont les enjeux sont indiqués dans les documents de contrôle interne ci-après, a été poursuivi. En 2023, une déclinaison de ces « Golden Rules », les « Golden Rules Sécurité & Sûreté » et les « Golden Rules RSE » seront déployées. Des campagnes d'auto-évaluation sur la mise en place des « Golden Rules » seront également effectuées auprès de certaines entités du groupe.

Par ailleurs, le contrôle interne mène le projet « Companion » dont l'objectif est de mettre à disposition une base documentaire et des règles communes aux collaborateurs des différentes entités du groupe. Une première version de cette base sera disponible en consultation interne à compter de début février 2023 dans la rubrique « documents » du nouvel intranet groupe : « My GL events ». Cette base, ludique et collaborative pour une adhésion du plus grand nombre, permettra une harmonisation et une mutualisation de la documentation disponible. Elle intègre également un système de validation dématérialisé de la documentation pour maîtriser le suivi de la documentation publiée.

Conformément au plan de contrôle annuel validé en Comité d'audit, le contrôle interne met en œuvre les contrôles permanents visant à renforcer le dispositif de contrôle interne et à sécuriser davantage les risques liés aux processus contrôlés. Les contrôles effectués (contrôles aléatoires, revues analytiques, contrôles de paramétrage) ont porté sur les frais professionnels, la gestion des coordonnées bancaires, la revue des listes de diffusion. Le suivi de ces contrôles permet la mise en œuvre de plan d'actions correctifs déployés tout au long de l'année.



En support aux opérationnels, des campagnes de revue de design des contrôles de premier niveau ont également été effectués par le contrôle interne. En complément, le service contrôle interne réalise des contrôles comptables dans le cadre du dispositif SAPIN II via un outil de datavisualisation et le support de PwC. Des contrôles aléatoires et réguliers sont également effectués. Le service assiste également les responsables comptables et les contrôleurs de gestion dans la formalisation de certaines procédures et de revue des dossiers de révision. Les résultats des travaux, et l'organisation de du contrôle interne, sont revus à chaque Comité d'audit. En fonction des sujets, les résultats sont également partagés avec le collège des Commissaires aux comptes. L'animation du contrôle interne prend également la forme de publications régulières que ce soit sur le réseau social interne ou par la publication de newsletters mensuelles visant à transmettre les bonnes pratiques. En 2022, l'équipe de contrôle interne a particulièrement renforcé le dispositif de prévention de la fraude dont la démarche est détaillée au paragraphe « 3.3 Dispositif de prévention de la fraude », page 146). L'équipe de contrôle interne a également travaillé sur la revue et le suivi des recommandations émises par les Commissaires aux comptes pendant leur phase d'intérim ainsi que sur la revue des contrôles généraux des technologies d'informations (ITGC).

### • La gestion des risques

Le département risques, audit et contrôle internes prend en charge le déploiement ainsi que la gestion de l'ensemble des cartographies des risques du groupe. Le département risques, audit et contrôle internes a également la charge de déployer les outils de gestion des risques (gestion de crise, plan de continuité et de reprise d'activité). En parallèle, l'équipe dispose d'un programme de sensibilisation à la gestion des risques et répond aux demandes ponctuelles des opérationnels afin de :

- Favoriser le développement des systèmes de prévention des risques du groupe (sécurité des biens, des personnes, de l'information, sauvegarde du savoir-faire, risques environnementaux, sociaux, financiers, image...),
- Mettre en œuvre les plans d'action afin de sécuriser les actifs du groupe et d'améliorer la performance de la structure,
- Préparer l'entreprise, ses dirigeants et l'ensemble des collaborateurs à gérer des situations de crise en fonction de la typologie d'activité exercée.

En 2022, l'équipe suit une base de 285 risques répartis dans 7 cartographies dédiées. La cartographie des risques groupe étant la cartographie principale. Initiée en 2020, une mise à jour de cette dernière a été réalisée en 2022 par une méthode Top-Down avec la révision de la hiérarchisation des risques principaux par la Direction Générale. Les résultats majeurs de cet exercice de cartographie sont détaillés ci-après (cf partie facteurs de risques). Des adaptations en local peuvent être réalisées comme la cartographie des risques de fraude, la cartographie des risques de GL events Audiovisual & Power ou encore la cartographie des risques Grands Projets. En 2022, le déploiement de la cartographie des risques de sécurité et de prévention sur le pôle Live a été initiée. Le déploiement de ces cartographies permet un pilotage rapproché avec des stratégies de risques et des plans d'actions adaptés. Conformément aux méthodologies, ces cartographies sont coconstruites entre les opérationnels et l'équipe risques, audit et contrôle internes et sont révisées annuellement. 2022 a été l'année de la mise en place d'une nouvelle cartographie dédiée aux risques RSE groupe. En co-construction

avec les équipes RSE ainsi que plusieurs contributeurs sur ce sujet, le département risques, audit et contrôle internes a élaboré une cartographie spécifique aux enjeux RSE. Les résultats de cette cartographie sont présentés dans la Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF). Il est à noter que les résultats des cartographies des risques sont présentés, revus et validés en Comité d'audit.

Le département risques, audit et contrôle internes a également lancé la refonte de la cartographie des risques de corruption, dans le cadre du dispositif anti-corruption SAPIN II, qui avait été établie en 2019. Avec l'étroite collaboration de l'équipe Compliance, le département risques, audit et contrôle internes a implémenté une méthodologie dédiée afin de coconstruire la cartographie des risques avec les parties prenantes et identifier les situations à risques. En déployant une approche combinée via des entretiens individuels ainsi que quatre ateliers de cartographie dédiés, l'ensemble des risques ont été identifiés, évalués et hiérarchisés. Ces travaux menés par l'équipe risques et compliance ont été effectués avec des contributeurs de tous pôles, de tous métiers, opérationnels et cadres dirigeants, en France et à l'international. Plus de 100 collaborateurs et dirigeants du groupe ont été sollicités à travers ce projet. L'équipe projet a ensuite mené un travail de consolidation et de hiérarchisation des risques. Cette cartographie et l'impact sur le programme anti-corruption seront finalisés sur le premier semestre 2023.

Enfin, le département risques, audit et contrôle internes participe à la mise en place d'outils d'évaluation des risques, mais également à la mise en place de dispositif de gestion des risques. Un groupe de travail sur l'évaluation des risques a été mené sur le pôle Ventes dans le cadre du projet GALAXY. L'objectif était d'harmoniser les outils d'évaluation sur les risques lors d'un événement afin de proposer un dispositif de sécurité adapté. Ce même groupe de travail a également mis en place un nouvel outil d'identification et d'évaluation des risques professionnels. L'objectif étant de pouvoir identifier et évaluer les risques opérationnels et de mettre en place les actions correctives associées.

Le groupe de travail mis en place en 2021 sur la gestion de crise s'est poursuivi, regroupant des participants de tous pôles et de tous grades. Ce groupe de travail est en train de déployer des outils pour l'ensemble des dispositifs de gestion de crise, afin qu'ils soient toujours en support aux activités et aux opérations du groupe et en soutien à la protection des Hommes et des actifs du groupe. L'équipe risques, audit et contrôle internes propose également des formations dédiées et à la demande sur la gestion des risques. En 2022, trois sessions de formation ont été dispensées avec une trentaine de collaborateurs formés.

## 2.5 LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les Commissaires aux comptes évaluent le dispositif de contrôle interne du groupe et apportent un point de vue indépendant et objectif lors de l'examen des états financiers semestriels et annuels ainsi que lors de leurs travaux de revue du contrôle interne (y compris les revues de contrôle interne informatique), et ce tant au niveau consolidé que pour chacune des filiales contrôlées. Leurs travaux sont régulièrement présentés au Comité d'audit ainsi qu'à la Direction Générale Finance et Investissements et à la Direction des risques, de l'audit et du contrôle internes.

### 3. OUTILS ET DISPOSITIFS DE CONTRÔLE INTERNE

#### 3.1 DOCUMENTATION ET CHARTES

Les activités de GL events s'inscrivent dans une démarche concrète d'intégrité et de respect des standards français et internationaux. Le groupe a ainsi déployé plusieurs documents encadrant cette démarche. Les documents présentés ci-après font partis d'un pack « nouvel arrivant » et sont partagés et diffusés à tout nouvel entrant lors de son programme d'intégration. :

##### • Charte éthique

Au travers de cette charte disponible sur l'intranet groupe en plusieurs langues, GL events entend promouvoir des valeurs essentielles à la conduite des affaires du groupe, tant en France qu'à l'international. Ces valeurs sont l'esprit pionnier, l'imagination, le respect et l'esprit de groupe. Cette charte porte l'ambition de GL events de respecter dix principes essentiels structurant nos initiatives et l'exercice de nos métiers, dans tous les pays où le groupe est amené à intervenir, de manière pérenne ou ponctuellement.

##### • Code de conduite anticorruption

Afin de prévenir les risques de corruption et de trafic d'influence, en lien avec les dispositions de la loi du 9 décembre 2016 (dite loi SAPIN II), ce Code - directement inspiré du document proposé par Middlednext - décrit les comportements prohibés, ainsi que les règles et pratiques applicables par tous les collaborateurs de GL events. Il présente également des cas pratiques ainsi que la synthèse des actions de formation et des procédures d'alerte ou de sanctions. Ce Code a été traduit dans chaque langue du groupe et a fait l'objet d'une formation en juillet 2019 de près de 1 000 collaborateurs. Il a été communiqué, complété par des fiches réflexes, de la part du président du groupe en 2021.

##### • Code de conduite des affaires

Le groupe s'engage auprès de tous les tiers susceptibles d'interagir avec ses activités, ses filiales et ses collaborateurs, de disposer d'un ensemble de règles d'actions conformes aux standards habituellement pratiqués. Pour cela, il a été institué le Code de conduite des affaires, spécifiquement destiné à encadrer les relations avec les tiers.

##### • Code digital

Le Code digital définit les règles d'utilisation des systèmes d'information et de communication du groupe GL events. Il s'applique à l'ensemble des utilisateurs des systèmes d'information et de communication, collaborateurs, intérimaires, stagiaires, prestataires et visiteurs occasionnels (liste non exhaustive). Chaque collaborateur du groupe veille à ce que les règles du Code digital soient appliquées par toute personne interne et/ou externe, autorisée à accéder aux systèmes d'information et de communication du groupe. La déclinaison opérationnelle et fonctionnelle de ces chartes en procédures et modes opératoires est à la charge des entités en fonction de leurs activités et leurs réglementations locales.

##### • Golden Rules

Véritable socle de référence et pilier supplémentaire à sa structuration, le groupe a édité en 2021 les « Golden Rules », manuel de contrôle interne pour l'ensemble du groupe GL events

en ligne avec les risques principaux du groupe, l'enjeu des « Golden Rules » est de définir et communiquer les grands principes de gestion. Ces règles s'appliquent à tous les collaborateurs, métiers et divisions confondus. Avec l'appui de nombreux contributeurs et relecteurs, le contrôle interne a élaboré ces règles fondamentales au nombre de 102 sur les 14 processus du groupe.

La diffusion de ces règles s'accompagne d'une communication auprès de toutes les entités du groupe :

- Mise à disposition des « Golden Rules » en 6 langues (français, anglais, chinois, japonais, portugais et espagnol) à l'ensemble des collaborateurs sur l'intranet groupe « My GL events » pour une accessibilité permanente,
- Des présentations sont effectuées dans divers comités,
- Des interventions spécifiques fin d'exposer les enjeux et les modalités (5 réalisées en 2022),
- Une présentation des « Golden Rules » est réalisée dans le cadre du processus d'intégration des nouveaux collaborateurs,
- Des rappels sur l'existence des « Golden Rules » sont réalisés lors de la publication des newsletters « Risk&Fraud » ou lors de la réunion de lancement d'un audit interne,
- Des actions de sensibilisation auprès des collaborateurs du groupe : en 2022, les Business Units du groupe en France et à l'international ont eu des présentations dédiées des Golden Rules par le management ou les patrons de BU.
- Par ailleurs, des nouveaux référentiels sont en cours de formalisation tel que le référentiel des standards en matière de sécurité ( ce sont les Golden Rules Sécurité et Sûreté) ou encore le futur référentiel RSE ( Golden Rules RSE).

#### 3.2 LES PROCÉDURES RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Les procédures de contrôle interne en matière d'informations comptables et financières ont pour objectifs de s'assurer de la qualité de l'information financière produite par les filiales consolidées, de la sincérité et de l'image fidèle de l'information financière communiquée par le groupe et de se prémunir contre les risques d'erreurs, d'inexactitudes ou d'omissions dans les états financiers du groupe. Chaque fonction financière assure ces objectifs par notamment :

- Chaque filiale consolidée produit une liasse aux normes groupe en s'appuyant sur les règles comptables du groupe. Celles-ci précisent les principes applicables pour l'enregistrement, l'évaluation et la présentation des principales composantes des états financiers et notamment : les règles de dépréciation des comptes clients, de dépréciation ou d'amortissement des actifs locatifs et des stocks, les provisions pour risques et charges, et les principes de comptabilisation et de reporting des opérations intra-groupes,
- Le service consolidation effectue une consolidation mensuelle du résultat du groupe et une consolidation trimestrielle complète. Celui-ci communique ses directives avant chaque consolidation pour rappeler les calendriers et préciser les évolutions de normes, règles et principes applicables. A réception des liasses de consolidation, le service de consolidation procède à différents types de contrôles parmi lesquels : la vérification des liasses des filiales,

le cadrage de l'évolution des capitaux propres retraités, le contrôle des évolutions de périmètre, le contrôle des opérations de consolidation telles que la neutralisation des opérations intra-groupes, le calcul des impôts différés, le contrôle de la preuve d'impôts, la correcte intégration des liasses par contrôle des cumuls de comptes, le traitement retenu pour l'évaluation et l'enregistrement des opérations significatives, inhabituelles et exceptionnelles,

- Le contrôle budgétaire donne, sur une base de consolidation mensuelle selon des axes d'analyse appropriés au pilotage des opérations, de façon rigoureuse et selon un calendrier défini en amont, les écarts par rapport aux objectifs de résultat. Il permet de rechercher les incohérences éventuelles par rapport aux informations financières budgétées,
- Parallèlement, chaque arrêté trimestriel est l'occasion pour les responsables comptables de recenser et de remonter les éventuelles difficultés rencontrées, afin que des solutions, élaborées de manière conjointe, soient adoptées pour les prochaines clôtures,
- En complément, le service contrôle interne réalise des contrôles comptables via un outil de datavisualisation et le support de PwC. Des contrôles aléatoires et réguliers sont également effectués dans le cadre du plan de contrôle interne. Le service assiste également les responsables comptables et contrôleurs de gestion dans la formalisation de certaines procédures.

### 3.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DE LA FRAUDE

La fraude est caractérisée par tout comportement, toute dissimulation ou manipulation d'un collaborateur ou d'un tiers qui irait volontairement à l'encontre des valeurs de GL events, des législations et/ou des procédures du groupe. Celle-ci peut être interne, externe ou mixte. Le dispositif s'appuie sur l'environnement de contrôle interne du groupe avec 12 « Golden Rules » dédiées pour ce dispositif et est pilotée par l'équipe contrôle interne en lien permanent avec la Direction des systèmes d'informations du groupe, l'équipe trésorerie et l'équipe compliance.

Pour piloter ce risque, en 2020 la cartographie des risques de fraude a été déployée, en lien avec la cartographie des risques groupe et celle dédiée à la corruption et au trafic d'influence. Les 5 risques de fraude majeurs identifiés à date pour le groupe sont les attaques DOS/DDOS, l'usurpation d'identité (fraude au Président), le détournement d'actifs (vol), la production de faux documents (fausses factures) ainsi que des encaissements frauduleux. Il résulterait de l'occurrence de ces risques, des conséquences telles qu'une perte financière et un blocage partiel des activités du groupe. Cet outil a permis d'encadrer et de prioriser les actions de prévention, de détection et de réaction.

S'agissant des actions de détection, l'équipe trésorerie, animent et déploient des contrôles clés (surveillance des pays dits « blacklistés », double vérification des informations bancaires avant saisie ou modification, contrôle avant paiement avec un système de double validation). De plus, les équipes trésorerie sont en contact permanent avec les banques, permettant une réaction rapide en cas de fraude avérée.

S'agissant de la prévention, le groupe a renforcé ses actions de sensibilisation en communiquant de manière régulière des informations et des bonnes pratiques sous forme de newsletters mensuelles destinées aux collaborateurs identifiés à risque. Un groupe Yammer (réseau social interne) « Risk & Fraud » a également été créé pour notifier en temps réel les tentatives de fraude en cours au sein du groupe et promouvoir les bonnes pratiques à adopter. Ces actions ont été complétées par des formations internes dédiées par fonction ou à la demande des directions d'entités. En 2022, plus de 141 personnes ont été formées ou sensibilisées au dispositif antifraude incluant des focus cybersécurité. En effet, un RSSI (Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information) a rejoint le groupe en 2021 et participe activement aux sessions de formation contre la fraude pour prodiguer les bonnes pratiques en matière d'hygiène informatique. Il contribue au contrôle interne informatique par le déploiement des outils documentaires et de supervision.

D'autre part, pour faire face à la recrudescence des tentatives et cas de phishing auxquels le groupe est confronté, 8 campagnes pédagogique et de sensibilisation au phishing ont été lancées en 2022 conjointement avec les équipes de la Direction des systèmes d'information et cybersécurité. Ces campagnes de phishing ont ciblé plus de 400 personnes du groupe issues de divers départements. Des actions de formations complémentaires ont été dispensées aux collaborateurs ayant été compromis dans le cadre de ces campagnes de phishing pédagogique.

En termes de détection, faisant partie intégrante du contrôle interne, un plan de contrôle permanent avec des contrôles spécifiques sur des transactions sensibles, a été déployé (exemples : contrôle récurrent des modifications des coordonnées bancaires, vérification de la correcte application de la séparation des tâches...). Certains contrôles seront réalisés directement dans l'outil de datavisualisation mis à disposition par PwC, outil intégrant la concaténation des données comptables issues de tables SAP notamment (grand livre, schémas comptables, comptes d'honoraires etc.). Des contrôles de cohérence comptable, des recherches par mots clés, des contrôles des commissions et honoraires seront notamment réalisés dans le cadre de la réglementation SAPIN II. En complément, la Direction des systèmes d'information monitore l'activité et les intrusions sur les systèmes afin de prévenir et réagir en temps voulu.

En cas de tentative de fraude ou fraude avérée, celle-ci est identifiée soit par les dispositifs de détection, soit par réaction des collaborateurs du groupe (voie hiérarchique, voie informatique et contrôle interne ou via le dispositif d'alerte interne). Chaque occurrence est traitée, analysée et soumise à une communication ciblée si nécessaire. Elle est également revue au cours d'une réunion trimestrielle entre le département risques, audit et contrôle internes ainsi que les équipes compliance. Le cas échéant, elle peut être également soumise au Comité éthique du groupe. Ces incidents sont répertoriés afin d'alimenter l'évaluation de chaque typologie de risque grâce à une base incidents sécurisée. Par ailleurs, le groupe a souscrit une assurance Cyber. Enfin, l'évaluation de la maturité et le suivi du dispositif sont assurés par la supervision de l'équipe audit interne et rapportés régulièrement au Comité d'audit.

## 4. FACTEURS DE RISQUES

Cette partie sur la gestion des risques s'inscrit dans le cadre d'une gouvernance d'entreprise conforme au cadre de référence de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sur le dispositif de gestion des risques.

### 4.1 ORGANISATION ET OBJECTIFS

La gestion des risques du groupe GL events dépend de la Direction risques, audit et contrôle internes et est déployée sur l'ensemble des filiales. Son objectif est de définir et de coordonner la gestion des risques, afin d'identifier, d'analyser, d'évaluer, de suivre et de contrôler les principaux risques du groupe et de ses filiales, contribuant ainsi à :

- Préserver la valeur, les actifs et la réputation du groupe,
- Participer à la prévention des risques à tous les niveaux de l'organisation,
- Sécuriser les prises de décision et les processus afin de favoriser l'atteinte des objectifs,
- Favoriser la cohérence des actions préventives et correctrices avec les valeurs de la Société,
- Harmoniser les initiatives de gestion des risques,
- Mobiliser les collaborateurs du groupe autour d'une vision commune des risques et développer une culture des risques,
- Garantir le lien et l'efficacité des trois lignes de maîtrise.

La gestion des risques commence par la mise en place d'une cartographie des risques afin de pouvoir identifier, évaluer, prioriser les risques et de nommer un propriétaire du risque pour les risques significatifs. En 2022, le groupe dispose de sept cartographies des risques :

Dont quatre cartographies dédiées aux risques groupe :

- La cartographie des risques générale groupe, étant le référentiel principal et permettant de piloter les risques du groupe de façon homogène,
- La cartographie des risques de corruption et de trafic d'influence, permettant de déployer et de coordonner le dispositif anti-corruption SAPIN II,
- La cartographie des risques RSE, afin de pouvoir répondre aux enjeux RSE du groupe,
- La cartographie des risques de fraude, permettant d'animer le dispositif de prévention et de lutte contre la fraude.

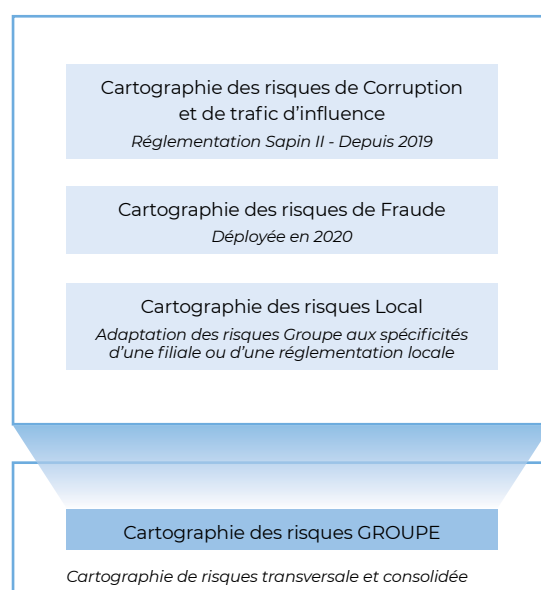
Et trois cartographies implémentées pour répondre à des risques liés à des périmètres dédiés :

- La cartographie de la société GL Audiovisual & Power,
- La cartographie des risques Grands Projets Internationaux,
- La cartographie des risques de sécurité sur le pôle Live.

L'ensemble de ces cartographies sont maintenues et révisées par l'équipe risques, audit et contrôle internes. Cette dernière est support aux équipes lorsque des cartographies adaptées sont déployées afin d'assurer un rôle de coordination et de pilotage avec les propriétaires des risques. Une cartographie est revue une fois par an pour s'assurer du correct niveau d'évaluation et de priorisation du risque. Une refonte du dispositif est nécessaire tous les trois ans afin de s'assurer de la cohérence des risques identifiés avec l'environnement du groupe ou périmètre concerné. En cas de risques majeurs avérés, des outils de gestion dédiés peuvent être implémentés (mise en place d'une cellule de crise avec déploiement d'un plan de continuité et de reprise d'activités).

En 2022, l'équipe risques, audit et contrôle internes a été support dans la mise en place de la cartographie des risques

RSE, dont les résultats sont présentés au niveau de la DPEF. Ainsi, l'équipe risques, audit et contrôle internes supervise 285 risques au total répartis dans les sept cartographies mentionnées ci-dessus. La cartographie des risques groupe reste le référentiel principal et des renvois sont effectués dans les cartographies réglementaires et locales déployées. L'ensemble de ces cartographies répondent à une nomenclature commune permettant de fluidifier et d'harmoniser le pilotage.



L'équipe risques, audit et contrôle internes dispense également des formations flash de sensibilisation sur la gestion des risques à la demande (France et international). En 2022, 4 sessions de formations ont été dispensées pour une trentaine de collaborateurs formés.

### 4.2 MÉTHODOLOGIE APPLIQUÉE

L'équipe risques, audit et contrôle interne a dans un premier temps implémenté la cartographie des risques groupe permettant d'identifier, d'évaluer et de piloter les risques principaux.

Cette première phase d'identification des risques s'est inscrite dans une approche mixte : une approche « Bottom Up » via des entretiens préliminaires suivis d'ateliers collaboratifs et dans un second temps, « Top Down » via des ateliers de revue par des Directeurs Généraux, des responsables opérationnels et des fonctions supports transverses. Les facteurs de risques ont été par la suite hiérarchisés et classés par famille de risques (exogène, stratégique, financier, réglementaire et juridique, opérationnels, image et réputation, systèmes d'information). Puis, chaque risque brut a été évalué selon une échelle d'évaluation de probabilité et d'impact soumis à quatre axes d'évaluations (impacts financiers, juridiques, business et image) permettant ainsi la modélisation de la cartographie. Afin de passer du risque brut à net, pour chaque risque, il a été identifié avec les opérationnels et acteurs dédiés des dispositifs de mitigation en lien avec chaque ligne de maîtrise (exposés en partie 3.1). Ces dispositifs de mitigation

ont permis d'évaluer un degré de maîtrise du risque et ainsi d'identifier et hiérarchiser les risques nets majeurs pour le groupe GL events.

Tous les trois ans, la cartographie des risques groupe fait l'objet d'une refonte impliquant toutes les filiales et fonctions du groupe et tous les ans d'une revue pour s'assurer de la pertinence des risques identifiés ainsi que de la cohérence de leur évaluation.

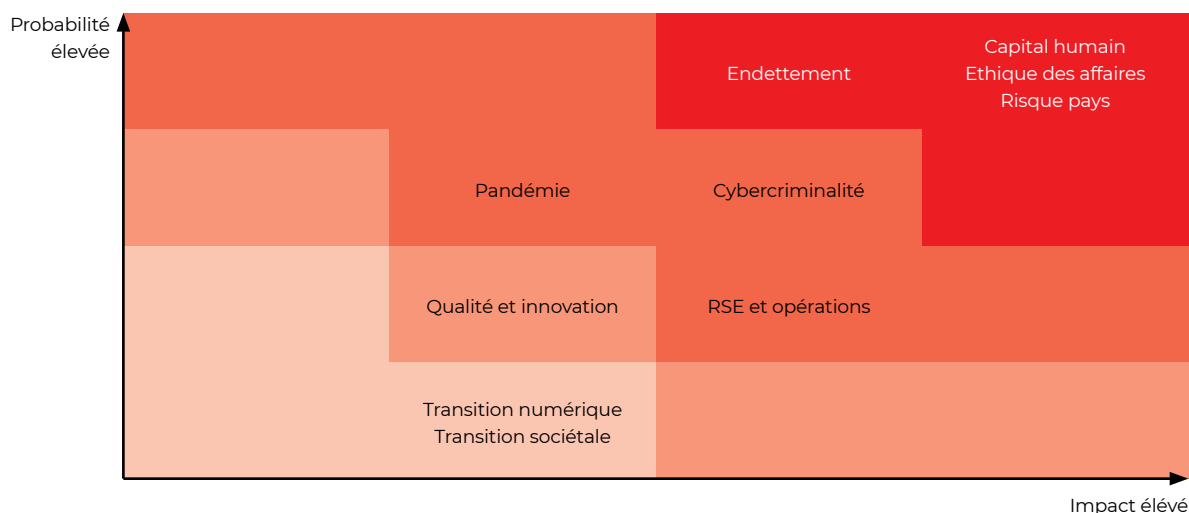
Pour cette année, la cartographie des risques groupe a été révisée avec la participation des membres de la Direction Générale. Cette révision a mis en évidence l'adaptation du groupe mais également sa résilience. Les résultats de cette révision sont présentés ci-après (partie facteurs de risques) ont été présentés et validés au Comité d'audit du 15 décembre 2022. Les résultats de la cartographie des risques RSE ont été présentés et validés par le Comité RSE du 12 décembre 2022 ainsi que par le Comité d'audit du 15 Décembre 2022.

### 4.3 HIÉRARCHIE DES RISQUES NETS MAJEURS PAR FAMILLE DE RISQUES

Pour l'exercice 2022, les risques majeurs nets issus de la revue cartographique des risques groupe (voir la partie « 2.2.2 Cartographie des risques bruts », page 40) sont détaillés ci-après.

Famille de risque	Nom du risque	Tendance
Exogène	— Risque Pays	↗
	— Cybercriminalité	→
	— Pandémie	↘
Financier	— Endettement	→
Règlementaire & Juridique	— Ethique et conformité des affaires	→
Opérationnel	— Qualité et innovation	↗
Stratégique	— Capital Humain	↗
	— RSE et Opérations	→
	— Transition numérique	→
	— Transition sociétale	→

Les risques nets majeurs se répartissent de la manière suivante en fonction de leur probabilité d'occurrence et de leur impact significatifs (financiers, image/réputation, juridique ou continuité d'activité) pour les activités du groupe. Les risques présentés ci-dessous sont présentés ci-après par ordre de criticité. Une description du risque est fournie, avec les effets potentiels sur les activités du groupe si le risque est avéré ainsi qu'une description du dispositif de mitigation.



L'année 2022 a profondément été marquée par un changement de l'environnement qui entoure le monde de l'entreprise avec l'inflation, la crise de l'énergie, mais aussi les perturbations d'approvisionnement liées à la guerre en Ukraine. Avec la crise sanitaire en fond, ces bouleversements obligent le groupe à se transformer de manière durable et à s'adapter, sans transiger sur les investissements et l'humain. Ainsi, certains des risques majeurs ont été aggravés notamment :

- RSE et opérations (stratégique) : La responsabilité sociétale des entreprises vis-à-vis de l'environnement devient une préoccupation majeure. La nomination d'une directrice risques et RSE au sein du Comité Exécutif du groupe ainsi que le déploiement d'une cartographie dédiée, renforce la volonté de GL events d'avoir une contribution active, significative, sincère et engagée auprès de ses parties prenantes.
- Risque pays (exogène) : Les confinements successifs, les restrictions de déplacements ainsi que les fermetures de frontières provoquées par l'émergence du coronavirus ont entraîné une instabilité économique, une tendance au

protectionnisme de marché ainsi que des troubles sociaux. L'accélération des tensions internationales observées dernièrement (guerre en Ukraine) a renforcé le risque de résurgence d'une crise macroéconomique mondiale. De plus, la hausse soudaine de l'inflation aggrave ce contexte économique. Un tel niveau d'inflation n'avait pas été observé depuis de nombreuses années. Etant basé dans plus de vingt pays, le groupe a su adapter ses stratégies de gestion afin de faire face à des pays en hyper-inflation (Turquie).

- Qualité et innovation (opérationnel) : Du fait des enjeux environnementaux actuels (transition écologique, sociétale et numérique), le groupe GL events se doit d'adapter son offre et de réinventer ses produits afin de réduire son empreinte environnementale, et d'être aligné aux besoins de ses parties prenantes.
- Les risques d'atteinte à l'image, de la gestion des talents ainsi que de l'organisation et synergie du business model sont également des risques évalués comme majeur mais ne sont pas présentés ci-après.

## 4.4 DÉTAILS DES RISQUES NETS MAJEURS

### CAPITAL HUMAIN

#### Identification et description du risque

Famille : **STRATÉGIQUE** – Tendance : **↗**

##### Description du risque

Afin de poursuivre son développement et conformément à ses valeurs (« Et les hommes se rencontrent »), le groupe a toujours eu à cœur le capital humain dans ses perspectives de développement. Conscient que le capital humain reste un actif stratégique pour disposer des moyens à hauteur de ses ambitions, le groupe dispose d'une gestion dédiée. La performance du groupe dépend de sa capacité à attirer les talents, à les fidéliser ainsi qu'à développer leurs compétences, notamment sur un marché du travail qui est de plus en plus compétitif. Cette gestion du capital humain comprend à la fois la gestion des talents d'aujourd'hui et son organisation adéquate, comme l'identification et l'évolution des métiers de demain nécessaire à la pérennité et aux développements de nos activités. Les fondements entrepreneuriaux et pionniers des valeurs historiques et incarnées du groupe prennent le virage de la digitalisation des affaires, des modes de travail, de communication et de relations humaines et sociétales. Cet environnement mouvant constitue intrinsèquement un risque notamment dans l'adéquation des besoins et des engagements.

Cette tension et ces potentiels manques de talents et de ressources sont accentuées par la recherche de compétences rares (frigoristes, monteurs, directeurs de projets, dirigeants d'entités etc.). Les savoir-faire et savoir-être indispensables au maintien des activités du groupe sont nombreux et parfois complexes dans leur développement et rétention. De plus, les changements aspirationnels des nouvelles générations ainsi que l'impact de la crise sanitaire ont accélérés certaines transitions (réduire son empreinte environnementale, favoriser le digital ainsi que certaines modalités de travail). Ainsi, le groupe est exposé à un risque de perte de compétences, de connaissances, de réseaux et de savoir-faire lié aux départs de personnes clés du groupe. Ces départs pouvant engendrer

une désorganisation des équipes et des activités. L'absence ou l'inadaptation de plan de succession pourrait compromettre partiellement la continuité de l'organisation (perte de savoir-faire sur des compétences clés).

#### Effets potentiels pour le groupe

Ce risque lié aux valeurs et à l'évolution sociétale a un impact potentiel sur la pérennité de l'ADN et des activités du groupe. Aussi, cela peut revêtir plusieurs autres effets à moyen et long terme à savoir :

- Impact sur la performance opérationnelle,
- Perte d'attractivité tant business que de marque,
- Organisationnel : transition managériale complexe, efficacité opérationnelle compromise pouvant augmenter l'absentéisme, les risques psycho-sociaux et les accidents, l'absence de compétences et de talents impactant le développement d'un projet significatif,
- Perte de lien social et d'intérêt,
- Transfert de compétences ou succession inadéquates,
- Potentielle démotivation des équipes si rotation des équipes trop importante et/ou vacance d'un poste trop long,
- Image et business : perte de réseau, perte de confiance, baisse de la mobilisation et de l'engagement.

#### Gestion du risque et dispositif de mitigation

La Direction des ressources humaines accompagne l'ensemble des Directions d'entités opérationnelles et support dans l'identification des besoins et des talents associés en interne comme en externe. Le groupe attache une importance particulière au recrutement, au développement, à la rétention de ses collaborateurs, ainsi qu'à l'anticipation des besoins en compétences pour soutenir ses objectifs stratégiques. Tout nouveau collaborateur est accueilli et intégré au groupe par le biais d'un parcours d'intégration, conçu sur mesure en fonction du poste occupé par la personne. Aussi, dans le cadre d'activité d'équipe des « Vis ma vie » sont proposés aux collaborateurs afin de découvrir la palette de métiers et de services proposés au sein du groupe.



La Direction des ressources humaines groupe a identifié environ 200 collaborateurs dits « Key people » afin d'adapter les plans de rétention et de succession si nécessaire (départ en retraite, etc...). L'outil collaboratif « MyGLEvents » lancé en 2022 dispose d'une plateforme dédiée pour la centralisation des documents et procédures clés, permettant également de centraliser le savoir-faire du groupe et de pouvoir effectuer des transferts de connaissances. Pour les savoir-faire rares, des programmes de gestion des compétences sont créés. Par exemple, en île de France, le partenariat avec la société EUREKA, filiale du groupe LA VARAPPE a été initiée afin de construire un programme de formation pour des monteuses de structures pour l'entité JAULIN. Le programme a été conçu avec une phase théorique avant d'être en immersion sur les chantiers.

De plus, le groupe a établi une politique de gestion des talents, notamment en favorisant la mobilité interne. Ainsi, lors de Grands Projets Internationaux, des campagnes de recrutement en interne sont systématiquement proposées aux collaborateurs. En 2022, c'est plus d'une centaine de collaborateurs, de trente nationalités différentes, qui ont eu l'opportunité d'être détachés de leurs fonctions habituelles, le temps de livrer un grand projet passionnant. Ces détachements pour quelques mois au sein d'une nouvelle équipe avec des métiers différents encouragent, diffusent et protègent nos savoir-faire et savoir-être uniques du groupe. Il est également prévu pour 2023 de travailler sur la marque employeur du groupe, avec la création d'un poste de responsable marque employeur.

## ÉTHIQUE ET CONFORMITÉ DES AFFAIRES

### Identification et description du risque

Famille : **RÉGLEMENTAIRE** - Tendance : ➔

#### Description du risque

Le groupe GL events est particulièrement attentif aux valeurs d'éthique et de conformité. Du fait de son implémentation à l'international, le groupe peut être impacté par des législations anticorruptions qui ont une incidence extraterritoriale éventuelle et un risque pénal. Aussi, un déploiement inadéquat ou retardé d'une réglementation telle que la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (mais aussi des réglementations et leurs évolutions liées à la protection des données personnelles, à l'environnement, etc..) expose à des risques significatifs de non-conformité. Ce risque est accru dans certains pays où le groupe est implanté et/ou opère (grands projets internationaux) et est inhérent au secteur événementiel (interactions avec les tiers publics, des personnes publiquement exposées...). La non-conformité aux lois et aux règlements est un risque qui est piloté à travers une famille de risques dédiée « Réglementaire et juridique », famille faisant partie de la nomenclature commune des cartographies des risques. Cette famille de risque regroupe 10 risques visant à encadrer les risques de non-conformité aux lois et réglementation ainsi que les non-conformités du programme anti-corruption et de comportement non éthique déployé par le groupe.

#### Effets potentiels pour le Groupe

En cas de non-respect de ces lois, règles et principes éthiques, le groupe serait exposé à des poursuites pouvant se traduire en pertes financières et en amendes, affectant son image et sa réputation, tant sur les marchés financiers que sur les appels d'offres ou encore sur la marque employeur.

Ces préjudices concernant la loi SAPIN II peuvent être :

- Une amende maximum de 1 M€ pour un dispositif jugé non conforme au sein d'une filiale,
- La publication obligatoire de la sanction et risque sur l'accès et les réponses aux appels d'offres.

Une non-conformité peut être sanctionnée par une pénalité financière significative à l'échelle du groupe. Les personnes physiques auteurs de délits pourraient également se voir infliger de lourdes sanctions pénales.

#### Gestion du risque et dispositif de mitigation

GL events opère dans un cadre de principes d'éthique, de directives, de procédures et de standards qui correspondent

aux normes en vigueur. Afin de prévenir les risques de corruption et de trafic d'influence, en lien avec les dispositions de la loi du 9 décembre 2016 (dite loi SAPIN II), le groupe a adopté un code de conduite anticorruption ainsi que des politiques et procédures relatives aux cadeaux, invitations, mécénat, sponsoring, conflits d'intérêts ou encore relatives aux relations avec les agents publics. Ces procédures ont été déployées et traduites dans la langue natale des filiales et sont disponibles à tous collaborateurs sur « MyGLEvents ». Toujours dans le déploiement du programme anti-corruption, une cartographie des risques liée à la corruption et au trafic d'influence a été initiée en 2019/2020. Cette cartographie a fait l'objet d'une refonte au niveau du groupe en 2022 afin d'identifier et gérer les risques de corruption et de trafic d'influence inhérent aux activités du groupe ainsi qu'aux fonctions transversales. La consolidation des résultats ainsi que leur présentation sont prévues au cours du premier trimestre 2023 au comité d'audit.

Le groupe s'est structuré avec la mise en place d'une équipe compliance dédiée. Les 20 relais locaux nommés en 2019 lors de la Business and Compliance Convention, où plus de 1 200 collaborateurs ont été formés, sont toujours actifs et peuvent être sollicités à tout moment. Des règles spécifiques pour les salariés ainsi que les parties prenantes ont été mise en place. L'équipe compliance poursuit son programme de formation des cadres et de sensibilisation des collaborateurs. La Direction Générale (Comité exécutif, Conseil d'Administration et directeurs d'entités) a également bénéficié en 2022 d'une formation dédiée. En complément et conformément au pilier d'alerte interne, un Comité éthique se réunit mensuellement afin d'analyser les alertes reçues. Une veille réglementaire est également faite par les équipes support (sensibilisation, veille, abonnements aux documents des instances certifiantes, IFACI, AMRAE, DFCG, AFJE, Middlednext etc.).

Le déploiement du programme de conformité se poursuit, notamment en continuant les travaux de mise en conformité sur les réglementations SAPIN II. Le déploiement du contrôle interne permet notamment d'assurer la prévention et la détection des fraudes et de vérifier la bonne application des règles groupe à travers des audits internes et externes. La démarche anticorruption est présentée de manière systématique à chaque Comité d'audit, ainsi que régulièrement lors des Comités exécutifs et Conseil d'administration. Le dispositif fait l'objet d'un suivi budgétaire dédié.

## RISQUE PAYS

### Identification et description du risque

Famille : **EXOGENE** - Tendance : ↗

#### Description du risque

Par sa présence à l'international et la localisation variable des grands projets internationaux, le groupe est exposé à un risque de tensions politiques, économiques et sociales (crises sanitaires, instabilités géopolitiques et macroéconomiques, inflation, conflits sociaux, corruption, embargo etc...). L'accélération des tensions internationales observées depuis quelques années peut conduire à l'augmentation des barrières douanières ou de sanctions internationales, comme ce fut le cas cette année avec l'adoption de sanctions occidentales contre la Russie à la suite de la guerre en Ukraine. La hausse soudaine de l'inflation a de nombreuses raisons conjoncturelles : la loi de l'offre et de la demande a été impactée à la suite de la pandémie, de la guerre en Ukraine et des relances budgétaires massives de certains gouvernements. La brusque hausse de l'inflation est aussi due à des raisons structurelles : l'augmentation des prix de l'énergie avec l'épuisement de l'énergie fossile ainsi que la transition énergétique à accélérer, ainsi que la politique monétaire des banques centrales menée pour contrer les différentes crises depuis 2008.

Ces perturbations géopolitiques et macroéconomiques sur les activités du groupe pourraient avoir un impact sur la performance opérationnelle (embargo, fermeture aux frontières) ainsi que sur la performance financière du groupe (augmentation du coût des matières premières, diminution des marges). Des tensions géopolitiques soutenues peuvent entraîner des difficultés d'accès à certains marchés (politique de protectionnisme des états, la fermeture ou l'impossibilité d'accès à certaines routes maritimes ou terrestres) la défaillance d'un fournisseur clé (défaut de livraison) ou le défaut et/ou pénurie de certaines commodités (indisponibilité de certaines matières premières dues soit à des ruptures d'approvisionnement ou aux conditions météorologiques non favorables (ex : aluminium pour les structures temporaires).

#### Effets potentiels pour le Groupe

Ces instabilités, notamment dans le cadre de tensions politiques et/ou de conflits sociaux, peuvent freiner le développement et le déroulement des opérations du groupe. Ce risque est notamment accru lors de la réalisation de grands projets internationaux pouvant mettre en danger la sécurité de nos collaborateurs sur place et pouvant engager la responsabilité du groupe en cas de risque avéré. Ces tensions peuvent également freiner toute opportunité de développement dans l'obtention de nouveaux marchés.

Ce risque entraîne également des difficultés opérationnelles telles que la difficulté d'approvisionnement de certaines matières premières, voir pénurie. Ces difficultés entraînent naturellement une augmentation des coûts et de manière significative, un risque de défaut de livraison de nos événements.

Sur le moyen et long terme, ces tensions géopolitiques et macroéconomiques dans les zones géographiques où le groupe opère peuvent endommager le résultat financier du groupe ainsi que la performance financière des entités du groupe.

### Gestion du risque et dispositif de mitigation

La gestion du risque du pays est essentiellement étudiée en amont de tout développement d'activité commerciale par le biais d'une analyse des risques détaillée spécifique au projet (analyse des risques lors d'une réponse à un appel d'offre, due diligence en pré-acquisition). Pour les appels d'offres significatifs un processus d'analyse des risques, de revue des risques juridiques, ainsi qu'une analyse de pré-rentabilité sont mis en place pour faciliter l'aide à la prise de décision (processus dit de GO/NO GO). Les services risques, assurance, trésorerie et compliance sont également sollicités dans le cadre de ces revues.

La sécurité des personnes fait partie intégrante de la gestion et de la mobilisation des hommes et des femmes du groupe en projet : remise d'un guide pays, brief sur la culture locale, les règles de sécurité, etc... En fonction des projets et localisations, le groupe peut se faire accompagner d'experts locaux, aussi bien que des cabinets externes et/ou d'avocats, que des personnes dédiées pour l'acculturation et le respect des us et coutumes locales. En complément, un dispositif d'assistance et de rapatriement Europe-assistance ainsi que la souscription à des assurances spécifiques ont été déployés.

De plus, la crise sanitaire a renforcé l'intérêt des parties prenantes pour les évaluations des risques ainsi que le déploiement de plan de continuité d'activités et de reprise d'activités dans le cadre des appels d'offres auxquels le groupe est soumis.

Dans ce contexte, l'équipe risques, audit et contrôle internes a coconstruit avec les équipes Internationales et grands projets du groupe une cartographie des risques dédiée. Cet outil a comme objectif principal d'identifier, d'évaluer et de prioriser tous les risques lors de la réalisation de nos activités sur des grands projets, notamment à l'international avec des actions de remédiation associées. Contre le risque de dépendance, de hausse des matières premières et de défaut de livraison, les équipes achats réalisent une analyse et une sélection de plusieurs fournisseurs. Des contrats annuels sont signés afin de stabiliser les coûts des matières premières, des commodités et du transport. L'impact de l'inflation est géré au niveau de la Direction général finances et investissements en lien avec les directions opérationnelles, des achats ainsi que des Directions Générales de Pôle. Une gestion dédiée est appliquée pour les pays en hyper-inflation (Turquie).

## ENDETTEMENT

### Identification et description du risque

Famille : **FINANCIER** - Tendance : ➔

#### Description du risque

Depuis le début de la crise sanitaire, la maîtrise de l'endettement est un enjeu stratégique majeur. GL events a préservé sa vigilance sur la structure des coûts en s'appuyant sur plusieurs leviers : recours aux instruments de financements spécifiques et préservation des liquidités. A date, ces dispositifs permettent au groupe de disposer d'une liquidité suffisante et d'assumer l'ensemble de ses engagements (investissements opérationnels, service de la dette, prestataires, etc.).

La gestion de la dette constitue un moyen de développement (investissements, innovation...) mais également un risque en cas de non-maîtrise du taux d'endettement. Cette gestion de la dette aussi bien à court qu'à long terme constitue un réel enjeu pour le groupe et est impacté une évolution défavorable des taux d'intérêt et/ou d'une absence de maîtrise de l'endettement. Ce risque est particulièrement accru lors des opérations de croissance externe et lors de la survenue de risques exogènes (conjoncture économique, inflation, conflits internationaux, pandémie, etc.).

### Effets potentiels pour le Groupe

Bien que l'endettement ait pour principal objectif un effet de levier pour le développement des activités du groupe, une gestion inadaptée et non maîtrisée peut entraîner :

- Des pertes financières,
- Une perte de rentabilité des capitaux propres,
- Une volatilité du titre de l'action sur le marché financier,
- Une perte de confiance des parties prenantes,
- Une dépendance.

### Gestion du risque et dispositif de mitigation

L'équilibre des dispositifs et la maîtrise du taux d'endettement du groupe sont pilotés de manière régulière et centralisée. Ce sujet est régulièrement revu lors des séances du Conseil d'administration, du Comité d'audit ainsi que lors des Comités exécutif, et suivi par le collège des Commissaires aux comptes. Le groupe pilote ses activités à travers un plan de maîtrise des engagements et des coûts et poursuit l'optimisation du BFR via les contrôleurs de gestion et le service Trésorerie. Les liquidités du groupe sont satisfaisantes et la Direction générale finances et investissements suit l'échéancier de la dette, en parallèle avec l'inflation et l'augmentation des taux. La Direction générale finances et investissement pilote le niveau de la dette et son remboursement afin de l'aligner au contexte économique, stratégique et géopolitique.

## CYBERCRIMINALITÉ

### Identification et description du risque

Famille : **EXOGÈNE** - Tendance : ➔

#### Description du risque

Le développement du groupe par croissance interne et externe ainsi que sa transformation digitale accentue l'exposition aux risques liés aux cyberattaques, aux défaillances des systèmes informatiques et de télécommunication. Aujourd'hui, une entreprise sur deux est victime de tentative de fraude. Dans les trois quarts des cas, ces fraudes sont réalisées via une cyberattaque. C'est pourquoi ces dernières ont une importance indiscutable dans la réalisation des activités quotidiennes du groupe. Ces cyberattaques étant par nature ciblées, il est important que le groupe renforce sa vigilance avant le début d'un événement et/ou grand projet, mais aussi tout du long du temps d'exploitation. Ces attaques peuvent endommager de manière significative la sécurité des réseaux, le traitement ainsi que l'intégrité des données. Ces données concernent aussi bien les transactions impactant les états financiers, que les communications des collaborateurs et toutes autres parties prenantes du groupe.

### Effets potentiels pour le Groupe

Les cyberattaques peuvent ralentir ou bloquer partiellement voir paralyser totalement les activités du groupe. Les impacts dépendent de la nature et du périmètre de l'attaque. Les effets potentiels sont :

- Impossibilité partielle ou totale d'exécuter les opérations journalières,
- Retards dans l'exécution des transactions quotidiennes,
- Fuite, perte, vol de données (personnelles, confidentielles, stratégiques),
- Détournements d'actifs et impacts financiers,
- Perte financière,
- Défaillance technologique des systèmes,
- Moyens de communications inaccessibles.

Les facteurs aggravants ou limitants une cyberattaque sont l'exposition médiatique avec atteinte ou non sur la réputation et l'image du groupe, une perte financière majeure et/ou la fuite de données sensibles, confidentielles voire stratégiques.

### Gestion du risque et dispositif de mitigation

De la perte de données à l'arrêt de certaines activités, le groupe s'est lancé depuis plusieurs années dans la protection et le contrôle de ses systèmes. Le risque de cybercriminalité est essentiellement géré par la Direction des systèmes d'information groupe en étroite collaboration avec la Direction des risques, audit et contrôle internes.

La mitigation du risque cyber passe en premier lieu par la sécurité des infrastructures assurée via les protections techniques (firewall, antivirus...), le suivi des incidents, la gestion des sauvegardes et les tests de restauration de l'intégrité des environnements applicatifs. Le Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) du groupe se charge de déployer des dispositifs adaptés de sécurité informatique (protection des postes de travail, authentification multi-facteur, actions de sensibilisation et de prévention contre tout type de fraudes). Entre autres, le déploiement de la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) a permis de renforcer notre dispositif de mitigation et de regrouper le plan d'actions définies au niveau du groupe pour maintenir notre niveau de sécurité. Des tests d'intrusion externes sont réalisés régulièrement afin de tester le niveau de sécurité informatique.

En sus, la prévention du risque et la sensibilisation des collaborateurs au risque cybersécurité est inclus dans le dispositif de prévention contre la fraude (voir page 146). En parallèle des actions de sensibilisation sont réalisées par la diffusion de newsletters mensuelles dédiées, via des communications ciblées sur des incidents en cours ou encore l'animation du

groupe « Risk & Fraud » sur Yammer (réseau social d'entreprise). En complément, 141 collaborateurs ont été formés au risque de fraude et 8 campagnes de phishing pédagogiques ont été menées, regroupant plus de 400 collaborateurs. Depuis, la création du dispositif de prévention et de sensibilisation à la fraude (voir [page 146](#)), c'est plus de 600 collaborateurs qui ont été formés.

Des sessions de formations en interne sont également délivrées conjointement par les équipes risques, audit et contrôle internes ainsi que le RSSI. Ces formations portant sur la fraude et les cyberattaques sont accompagnées de cas pratiques. En parallèle à ces formations, des campagnes de phishing pédagogiques auprès des collaborateurs formés

sont coconstruites entre les équipes risques, audit et contrôle internes ainsi que les équipes de la Direction des systèmes d'information. Ces campagnes de phishing pédagogiques sont programmées par la Direction des systèmes d'informations et analysées conjointement avec l'équipe risques, audit et contrôle internes afin de mesurer l'impact de son dispositif de formation et d'améliorer ses actions de prévention et de sensibilisation à la fraude.

En complément, le groupe a souscrit à une couverture d'assurance cyberattaques. La roadmap cybersécurité est revue annuellement en Comité exécutif. Le Directeur des systèmes d'information groupe est invité une fois par an au Comité d'audit afin de présenter sa démarche cybersécurité.

## RSE ET OPÉRATIONS

### Identification et description du risque

Famille : **OPÉRATIONNEL** - Tendance : 

#### Description du risque

Le groupe doit se conformer à de nombreuses dispositions législatives et réglementaires. Depuis quelques années des lois et des mesures d'exécution sur le changement climatique ainsi que le développement durable se sont accélérées. La nécessité de réduire les émissions de carbone, qui sont à l'origine de changements climatiques, engendre elle-même de nouveaux risques et opportunités pour le groupe, en particulier sur la réduction de son empreinte carbone et sur sa transition vers des énergies renouvelables. La mise en conformité du groupe pour répondre à ces nouveaux enjeux environnementaux et sociétaux est désormais au cœur de la stratégie de développement du groupe. Ainsi toute action RSE et communication associée se doit d'être authentique et alignée avec la stratégie, les valeurs du groupe et les opérations. Un décalage entre les pratiques RSE énoncées et la réalisation opérationnelle effective des activités quotidiennes du groupe pourrait avoir un réel impact négatif sur l'image, l'engagement et la réputation du groupe (ex : déploiement d'activités éphémères et non durables, activités de transport et logistique sans limitation de leur impact environnemental, économie linéaire et non circulaire, forte consommation de matières premières non renouvelables, absence de politique de diversité et d'inclusion etc.).

Cet alignement entre les besoins sociétaux et le développement durable et la stratégie du groupe constitue un enjeu majeur dans le cadre également de la transition numérique et sociétale, mais également dans la qualité et l'innovation des produits du groupe.

#### Effets potentiels pour le Groupe

Une action malveillante destinée à porter atteinte à l'image et/ou la réputation du groupe peut impacter de manière négative les activités du groupe comme suit :

- Augmentation des émissions de carbone,
- Gestion des déchets inadaptée, augmentant l'empreinte carbone du groupe,
- Gestion des consommations d'eau ou d'énergie non adaptée, ne répondant pas aux enjeux de sobriété énergétique,
- Couverture médiatique défavorable (national ou international), « Badbuzz » : engouement et partage d'une action non appropriée sur les réseaux sociaux,
- Perte de confiance de nos parties prenantes,
- Démobilisation et désengagement de nos collaborateurs et acteurs,
- Baisse de l'attractivité commerciale.

En fonction de la sévérité du risque, ce dernier peut sur le long terme :

- Dégrader la performance financière et/ou extra-financière,
- Diminuer l'efficacité opérationnelle,
- Remettre en question la pérennité des activités,
- Atteindre les valeurs, la culture du groupe.

### Gestion du risque et dispositif de mitigation

En novembre 2022, l'équipe risques, audit et contrôle internes a accompagné l'équipe RSE ainsi que ses contributeurs dans la co-construction d'une cartographie des risques RSE dédiée. Cette cartographie a permis d'identifier les enjeux majeurs et d'établir quatre axes d'actions prioritaires notamment en :

- Encourageant la responsabilité de chacun vis-à-vis de l'environnement par le biais de notre Code éthique et de conduite. Des formations et des sensibilisations de prévention dédiées sont menées. Par exemple, dans le cadre de notre plan de sobriété énergétique, l'ensemble des collaborateurs ont été sensibilisés aux écogestes.
- Réduisant son empreinte carbone notamment avec la mise en place du bilan carbone accompagné d'un plan de sobriété énergétique (avoir une consommation juste, donc du non consommé et recyclage). Par exemple, l'ensemble de nos sites Venues se fournissent en électricité verte. De plus, plus de 40 entités sont certifiées ISO 20121 ou 14001, Ces certifications attestent que nos structures appliquent et mettent en place un système efficace de management environnemental
- Maximisant notre économie circulaire et en limitant l'utilisation du jetable. Des analyses du cycle de vie de nos produits ont été lancées afin d'améliorer l'écoconception et les solutions de recyclages. Un autre exemple, avec le programme « Better food for a better world » qui vise à améliorer l'impact de ses prestations en proposant une nouvelle vision de la restauration, plus respectueuse, accessible et en phase avec les valeurs du groupe.
- Développant la diversité et nos territoires : en intégrant nos critères RSE dans le sourcing et le choix de nos fournisseurs afin qu'ils s'engagent eux aussi à nos côtés. Le groupe a également la volonté de déployer des programmes d'insertion professionnelle comme avec le programme Eureka mis en place au sein de la société Jaulin. Une formation sur mesure a été conçue afin de répondre aux besoins de l'entité mais également aux besoins des jeunes talents à la recherche de formation et d'un emploi.

Afin de poursuivre son engagement sur ces questions environnementales et sociétales, en juillet 2022 le groupe a nommé au sein de son Comité exécutif une Directrice RSE

afin d'animer, de piloter et de déployer ses engagements. La Directrice pilote ces activités avec une équipe dédiée. Des objectifs ont été déterminés pour mettre en œuvre ces engagements, notamment :

- Réduire de 25% les consommations d'énergie du groupe,
- Réduire de 25% les déchets de consommables,
- Augmenter de 10% le taux de tri par site,
- Installer 100 hectares de panneaux photovoltaïques sur ses sites en trois ans.

Un reporting sur ces actions est effectué auprès du Comité RSE ainsi que du Comité Exécutif du groupe. L'ensemble de ces actions sont détaillées dans la partie DPEF du présent document.

## PANDÉMIE

### Identification et description du risque

Famille : **EXOGENE** - Tendance : 

#### Description du risque

Le risque pandémie consiste en une exposition à la propagation d'une maladie infectieuse, frappant en même temps et dans une zone géographique étendue un grand nombre de personnes. L'exposition à ce risque de contagion représente une menace directe pour la santé à la fois des collaborateurs et des visiteurs, clients, prestataires et toutes autres parties prenantes. Le risque pandémie peut avoir des impacts directs et significatifs sur la pérennité et la continuité des activités du groupe. Le risque pandémie est un risque multi-facteurs pouvant impacter l'organisation avec comme facteur aggravant l'apparition des risques d'endettement et de capital humain. La pandémie impacte également son environnement de manière significative en accélérant la transition numérique et sociétale à moyen long terme. Avec la reprise des activités du groupe, le risque pandémie reste majeur en 2022 du fait de sa présence à l'international, notamment en Asie où les restrictions dues à la pandémie de coronavirus ont perduré toute l'année.

#### Effets potentiels pour le Groupe

La menace externe de propagation d'un virus peut paralyser une partie voire la totalité des activités du groupe et mettre la continuité et la pérennité des activités à mal. Par effet d'expérience avec la propagation du Covid-19 ou la propagation d'autres virus et agents infectieux, les effets du risque pandémie sont multiples :

- Obligation de mettre en place des mesures préventives afin de limiter le risque de propagation du virus et évolution des modalités de travail (sécurité des personnes),
- Augmentation des cyberattaques (cybersécurité),
- Accroissement de l'endettement (endettement),
- Ralentissement de la croissance externe du groupe (acquisition et intégration),
- Recours à de nouvelles actions pour détourner des fonds et/ou des actifs (fraude),
- Accroissement des risques psycho-sociaux (télétravail, travailleurs isolés, santé et sécurité),
- Pertes d'hommes et femmes clefs (Capital Humain),
- Sur le long terme, diminution des capacités de résilience et de rebond du groupe.

En 2022, le risque pandémie bénéficie d'un facteur limitant du fait que ce risque est sur une zone géographique limitée (Présent en Europe en début d'année, ralentissant les activités au premier semestre. Risque pandémie fort en Asie tout du long de l'année).

### Gestion du risque et dispositif de mitigation

La gestion du risque pandémie consiste principalement à en diminuer les effets potentiels en cas de survenance. Ce risque est piloté à travers le plan de continuité d'activité (PCA) ainsi que le plan de reprise d'activité (PRA) dédiés du groupe. Une cellule de crise peut être mobilisée en support de la Direction Générale afin de pouvoir répondre rapidement lors de la remontée d'un incident.

Cette gestion de crise inclut des éléments de prévention des risques sanitaires et depuis le début de la crise sanitaire, plus de 300 référents sanitaires ont été nommés et formés. Aussi, une centaine de communications internes ont été spécifiques à la prévention du risque de fraude et du risque sanitaire depuis le début de la crise en 2020.

Le déploiement de mesures de protection et de prévention sont nécessaires afin de permettre la continuité des activités primaires du groupe telles que la mise à disposition d'équipements collectifs (système de désinfection et purification de l'air, signalétique forte et adaptée, formation et sensibilisation) et de protections individuels (gels hydroalcooliques, masques) adaptés au risque pandémie. Gage de son implication, le groupe a obtenu, le renouvellement du label Safe & Clean délivré par l'APAVE pour l'ensemble des dispositifs sanitaires des activités du groupe GL events (France et international – hors Chine).

Le groupe a maintenu sa cellule de crise active pendant plus de deux ans. La cellule de crise a formé plus de 300 référents sanitaires en France et à l'international et a mis à leur disposition une base de données documentaires, regroupant l'ensemble des directives et protocoles à déployer. Cette base de données à régulièrement été revue et mise à jour tout du long du dispositif. Désormais les membres de la cellule de crise sont support aux activités en Asie et effectuent une veille régulière en cas d'améliorations et/ou changements à prévoir. Si tel est le cas, les référents sanitaires seront notifiés par la cellule de crise pour déploiement immédiat. Cette veille et ce support continus ont permis au groupe de renforcer ses dispositifs de gestion de crise. Afin d'améliorer ses processus de gestion, un groupe de travail a été initié afin de mettre en place des outils dédiés pour les entités (gestion des incidents, gestion des accidents et mise en place d'une cellule de crise). Le déploiement de ces outils sera effectif courant 2023.

## QUALITÉ ET INNOVATION

### Identification et description du risque

Famille : **OPÉRATIONNEL** - Tendance : ↗

#### Description du risque

Les principales activités du groupe sont la livraison de prestations temporaires (signalétique, aménagement de stand, F&B, transport et logistique etc.) pour un projet ou un événement. Avec les enjeux climatiques actuels et futurs, une économie circulaire et responsable est désormais privilégiée. L'objectif est de proposer des biens et des services de manière durable, en limitant la consommation et les gaspillages de ressources (matières premières, eau, énergie), en réduisant son empreinte carbone sur l'environnement ainsi qu'en réduisant la production des déchets. C'est pourquoi des analyses des cycles de vie des différents produits et services, numériques et physiques sont en cours afin de mieux appréhender l'impact des produits et des prestations du groupe sur son environnement. Ces constats aident le groupe dans sa démarche de qualité et d'amélioration continue. En effet, ces nouvelles opportunités permettent au groupe d'appréhender de nouveaux marchés et des nouveaux produits. Ces enjeux sont d'autant un risque qu'une opportunité impliquant une refonte des approches opérationnelles et managériales ainsi qu'une anticipation des évolutions réglementaires. Ce besoin d'innovation est un enjeu majeur dans le cadre également de la transition numérique et sociétale du groupe.

#### Effets potentiels pour le Groupe

La société actuelle opérant sa transition écologique et sociétale impacte inévitablement le groupe et ses activités et a pour effet un impact sur :

- Le visitorat et l'attractivité territoriale et/ou sectorielle,
- L'attractivité commerciale,
- La marque employeur,
- La pérennité des activités sur certaines zones,
- Les opérations d'exploitation et les innovations apportées.

### Gestion du risque et dispositif de mitigation

Le groupe entretient sa capacité à répondre au plus près des besoins des clients en proposant des services et concepts adaptés aux enjeux du client et aux enjeux sociétaux. Le business model est alimenté par des créations de concepts et de salons comme le déploiement de la division GreenTech+, proposant 9 salons dédiés afin d'accélérer la transition écologique en proposant des solutions pour réduire l'empreinte environnementale de l'homme, économiser les ressources, et inventer une économie moins carbonée. GreenTech+ entend être le point de rencontre de toutes les énergies de la transition écologique. Ces nouveaux salons ont pour objectif de valoriser les nouvelles technologies au profit de la transition énergétique.

Aussi, le lancement de la gamme Modular a permis de repenser le design et la fourniture des salons. Les équipes d'organisation et d'aménagement de salons ont travaillé conjointement afin de proposer une solution adaptée avec les engagements du groupe. Favorisant un circuit court, la gamme Modular avec son design simple et épuré, le rends facilement réutilisable et adaptable aux besoins des clients sur de nombreux salons (aluminium et bois).

Cet engagement est retranscrit aux échelles locales par des initiatives et innovations conduisant à un accroissement des certifications ISO en faveur de l'environnement, des métiers événementiels et de management. Le service qualité et amélioration continue accompagne les opérationnels dans ces démarches de certifications et est également support aux nombreuses innovations développées par les équipes. Par exemple, des analyses du cycle de vie de nos produits ont été lancées afin de sensibiliser sur l'écoconception et sur les solutions de recyclages. Ces analyses seront également le point de départ afin de pouvoir réinventer certains de nos produits et les faire correspondre avec les attentes et besoins de demain.

L'ensemble de ces opportunités et innovations sont pilotées depuis 2021 par la Direction de la transformation. Ce service a pour objectif d'animer, de piloter et de déployer la transformation digitale du groupe ainsi que ses innovations produits. Chaque Pôle dispose également d'un service marketing dédié en charge d'observer, de récolter et d'analyser les nouveaux besoins et attentes clients (études de marché, veille, enquête satisfaction client). Cette récolte des besoins permet de créer et de développer de nouvelles offres et produits en phase avec les attentes et demandes actuelles du marché.



## TRANSITION NUMÉRIQUE

### Identification et description du risque

Famille : **STRATÉGIQUE** - Tendance : 

#### Description du risque

Depuis quelques années, les métiers de l'événementiel sont plus significativement impactés par les innovations technologiques. Il est important pour le Groupe de s'adapter, innover et de saisir les nouvelles tendances ainsi que les évolutions de demain pour rester attractif et leader. Se transformer numériquement, c'est également accompagner nos clients, partenaires et collaborateurs dans cette transition tout en s'assurant de notre cœur de métier « Et les Hommes se rencontrent » (mise en place d'une conduite de changement, d'une gouvernance et de formation).

Ce risque lié à la transition numérique se compose en innovation produit et innovation de service au profit d'une meilleure expérience client. Ces innovations sont en lien avec les enjeux de transition sociétale et écologiques actuels.

#### Effets potentiels pour le Groupe

La société actuelle opérant sa transition numérique impacte le groupe et ses activités en ayant des effets sur :

- Le visitorat et l'attractivité territoriale et/ou sectorielle,
- L'attractivité commerciale et incapacité de satisfaire la demande des parties prenantes,
- La baisse de la satisfaction client quant à la qualité et l'innovation des services rendus,
- L'attractivité commerciale (lancement ou maintien de produit, de concept inadapté),
- La détérioration de l'image, de la réputation et de marque,
- La perte de part de marché et perte financière.

#### Gestion du risque et dispositif de mitigation

Le groupe étant leader dans la production événementielle, la promotion de salons et la gestion de lieux dédiés à l'événementiel, il est important que le groupe soit force de propositions sur les nouvelles solutions événementielles digitales. Au cours des dernières années, avec la création de la Direction de la transformation digitale opérant en support aux trois pôles du groupe, des nouvelles offres ont été proposées avec notamment la création d'un studio TV, la mise en place d'une marketplace pour Première Vision, une offre de streaming d'un événement en parallèle ou non

d'un événement en présentiel. La diversification de nos offres permet de combiner un événement sur plusieurs sites de manière physique, connectée et synchronisée afin que les hommes se rencontrent.

Ainsi, certains de nos salons ont transformé leur format en phygital (solution hybride entre le présentiel et le digital) ou encore d'autres salons et événements ont réitéré pour une édition 100% digitale. Le groupe souhaitant être à la pointe de l'innovation, des nouvelles technologies ont été développées au service de l'événementiel. Ainsi, à l'occasion de la sortie « d'Oxymore », la nouvelle création immersive du compositeur Jean-Michel Jarre, GL events a collaboré avec le compositeur de musique électronique. Le public a pu rejoindre une expérience réelle au Palais Brongniart à Paris, ainsi qu'une expérience virtuelle (en réalité virtuelle (VR)) sur les médias sociaux en 2D, via un VR Chat et dans le Métavers d'OXYVILLE créé pour l'évènement.

La transition numérique s'opère également dans les méthodes de travail. Le service marketing de chaque pôle a à sa charge d'effectuer une veille sur les nouvelles attentes du marché et déploie des stratégies de gestion des comptes des réseaux sociaux adaptées en conséquence. La transition numérique s'opère également dans les méthodes de travail proposées aux collaborateurs. Des formations sur la gestion des réseaux sociaux ou encore un accompagnement des RH dans l'aide au choix des demandes de formation à des nouveaux outils/technologies sont proposées. Le travail à distance a été facilité par le déploiement des solutions Microsoft Office avec l'instauration d'outils collaboratifs tels que Teams et Yammer. La Direction des systèmes d'information a également adapté les outils à cette nouvelle mobilité : renforcement des protections numériques, déploiement de solutions d'authentification à multi facteurs (MFA), digitalisation d'outils métiers, déploiement en septembre 2022 du nouvel intranet groupe « My GL events ». Ce nouvel outil permet de centraliser l'ensemble des informations groupe sous format digital. Ce déploiement sera accompagné notamment par une campagne de sensibilisation et de formation avec la mise en place en 2023 d'un réseau d'ambassadeurs « My GL events ». Ce réseau constitué par des collaborateurs volontaires du groupe a pour objectif d'accompagner le changement par des sessions d'information et de prévention.

## TRANSITION SOCIÉTALE

### Identification et description du risque

Famille : **STRATÉGIQUE** - Tendance : 

#### Description du risque

Afin de pouvoir rester fidèle à ses valeurs et à sa culture « Et les Hommes se rencontrent », le groupe se doit d'évoluer avec son marché et son environnement. La digitalisation des événements, ainsi que les préoccupations climatiques actuelles peuvent être un frein au développement des activités événementielles. Afin de répondre à ces enjeux, le groupe se doit de réinventer ses produits, ses prestations de services mais également sa marque employeur afin d'interagir dans un modèle d'affaires compatibles avec les enjeux climatiques et en phase avec les préoccupations de la société. Cela demande également une adhésion de l'ensemble des parties prenantes du groupe, des collaborateurs, aux fournisseurs jusqu'aux clients. Ainsi, sous l'impulsion de la Direction Générale, les collaborateurs ainsi que l'ensemble des parties prenantes sont invités à participer à la transformation du groupe en imaginant des produits et des prestations de service circulaire, décarbonés, plus responsable et respectueuse de son écosystème.

#### Effets potentiels pour le Groupe

La société actuelle opérant sa transition pour un monde plus responsable et équitable, cela impacte les activités du groupe en ayant un effet potentiel sur :

- Le visitorat et l'attractivité territoriale et/ou sectorielle,
- L'attractivité commerciale et l'incapacité de satisfaire la demande des parties prenantes,
- La baisse de la satisfaction client quant à la qualité et l'innovation des services rendus,
- La détérioration de l'image, de la réputation et de la marque du groupe,
- La dégradation de la marque employeur et l'incapacité du groupe à attirer les talents et savoir-faire nécessaires,
- La perte de part de marché et perte financière.

#### Gestion du risque et dispositif de mitigation

En 2022, le groupe a annoncé sa volonté de renforcer sa politique RSE pour l'ensemble de ses activités. Un axe de cette politique vise notamment à renforcer sa présence là où le groupe opère et en proposant des actions pour la diversité et les territoires, à travers les partenariats et les actions GLO-CAL, notamment en systématisant les achats responsables et en ayant recours à l'Economie Sociale et Solidaire (ESS). Le processus achat a été renforcé en intégrant des critères de sélection RSE dès la sélection de tous nouveaux fournisseurs. Ces derniers s'engagent notamment en signant la charte d'achats responsables. Le recours à l'ESS a été renforcé pour les sous-traitants du groupe et la gestion des déchets.

Le groupe souhaite développer un management éthique et une culture entrepreneuriale par la diversité. Par exemple, le parcours d'intégration EUREKA développé par JAULIN avec LA VARAPPE facilite l'intégration des jeunes. Une autre association soutenue par le groupe est « Sport dans la Ville », association d'insertion par le sport, cette dernière accompagne les jeunes issus de quartiers prioritaires. Par le sport, ils transmettent des valeurs importantes pour leur développement personnel et leur insertion professionnelle. Engagé aux côtés de l'association depuis 2002, le groupe GL events a soutenu les grands événements de Sport dans la Ville en France, au Brésil et au Royaume-Uni. Le groupe participe également à des partenariats porteurs de sens comme « Les Halles Inclusives ». Porté par l'association Prête-moi tes ailes, « Les Halles Inclusives » est un marché de Noël artisanal, local et solidaire, tenu par des travailleurs en situation de handicap.

Les actions de sensibilisation auprès des collaborateurs se sont renforcées avec la mise en place des « cleanwalk » à l'occasion du World Clean up Day. Cette action à rayonnement local et international a permis de fédérer les collaborateurs autour des engagements du groupe. De plus, une campagne sur les écogestes a également été lancée afin de rassembler les collaborateurs autour d'un même objectif commun qui est de réduire de 25% les consommations énergétiques du groupe. Enfin, afin de fédérer les collaborateurs et de renforcer sa marque employeur, des « Time Together » sont régulièrement organisés afin que l'ensemble des collaborateurs puissent se retrouver lors d'un moment de convivialité.

Chaque salon contribue également au développement sociétale de sa filière. A titre d'exemple, la Fédération des Professionnels de la Piscine (FPP) comprenant plus de 1 400 entreprises adhérentes, et représenté lors du salon Piscine Globale, s'engage en créant un « Fonds de Dotation Piscine Education et Santé » afin de sensibiliser les familles aux activités aquatiques et de prévenir du risque de noyade.

Les facteurs de risques présentés sont les risques majeurs nets identifiés lors de l'actualisation de la cartographie des risques groupe. Par ailleurs, d'autres risques peuvent impacter les états financiers et/ou extra financiers et sont détaillés en annexes des comptes ou dans la description des risques RSE de la DPEF [page 39](#).

## 4.5 ASSURANCES ET COUVERTURE DES RISQUES

La politique en matière d'assurance est suivie au niveau consolidé, par la Direction des assurances, rattachée à la Direction juridique.

L'objectif de la politique d'assurance est de protéger au mieux les personnes et les actifs du groupe contre la survenance de risques significatifs identifiés et assurables qui pourraient l'affecter.

Le groupe a mis en place des programmes d'assurance internationaux (notamment pour les risques de Responsabilité Civile, Dommages aux biens et Pertes d'exploitations, Transports, Rapatriement, Terrorisme – Violences politiques, Cyber, RC Mandataires sociaux) permettant une maîtrise des garanties pour l'ensemble de nos filiales, à l'exception des pays dont la réglementation ne permet pas ce type de montage. Dans ce cas, des programmes nationaux sont mis en place dans les pays ou les programmes mondiaux ne peuvent être déployés. Ils sont placés par l'intermédiaire de courtiers figurant parmi les 5 premiers mondiaux et auprès d'assureurs de premier plan. Les deux principales couvertures d'assurances sont :

- Les Dommages aux biens et pertes d'exploitation avec une limite contractuelle d'indemnité fixée à 200 M€, le niveau de couverture fixé en pertes d'exploitation correspond à la durée nécessaire pour la reconstruction totale d'un site détruit.
- La Responsabilité civile du fait de dommages corporels, matériels ou immatériels, causés à des tiers pour lequel le plafond de garantie est de 70 M€.

D'autres contrats ont été souscrits pour répondre à des besoins spécifiques : l'assurance flotte automobile, engins de chantiers, expositions culturelles, RC décennales, RC Drones, RC Agent de Voyage, RC soumises au Code du sport.

Le groupe a mis en place une politique de prévention-protection en constituant un réseau de correspondants au sein de chaque structure, ce réseau dispose d'un outil interne de communication et développe des actions au sein de chaque unité. Dans le cadre de ce suivi, le groupe est accompagné par les ingénieurs préventionnistes de la compagnie et de ses courtiers.

## 4.6 RISQUES ET LITIGES

Les risques avérés du groupe sont revus deux fois par an en Comité des risques permettant l'arbitrage et le pilotage des provisions associées. Ce Comité des risques décide des provisions pour risques par et pour les sociétés du périmètre consolidé du groupe pour les clôtures comptables semestrielles et annuelles. Il traite des litiges avérés (nouveaux et antérieurs à l'exercice) concernant les clients, fournisseurs, la fiscalité, les ressources humaines et des autres litiges.

Ce Comité des risques est piloté par la Direction des risques, audit et contrôle internes en liaison continue avec la Direction Général Finance et Investissements, la Direction juridique et la Direction des ressources humaines et les directeurs de pôle. Les risques et litiges sont revus à la suite du Comité par le collège des Commissaires aux comptes, lors de la clôture annuelle et semestrielle.

## 5. DISPOSITIFS DE GESTION DE CRISE

En cas d'occurrence d'un risque majeur ayant un impact significatif sur la pérennité et la continuité des activités de tout ou partie du groupe, GL events dispose d'un dispositif de gestion de crise. Celui-ci permet une mobilisation rapide des expertises adéquates afin de minimiser les impacts de la crise et de déployer les dispositifs de mitigation nécessaires à la continuité d'activité.

La cellule de crise est mobilisée sur notification d'un ou plusieurs membres du Comité exécutif. La cellule a la charge d'animer, d'encadrer et de sécuriser le déploiement des solutions choisies. La cellule de crise agit en support à la Direction Générale et est accompagnée d'une équipe de résolution de crise. La cellule de crise se base sur les plans de continuité et de reprise d'activité pour solliciter les métiers et les expertises nécessaires.

Des guides de gestion de crise, des instructions opérationnelles ainsi que des directives en support au maintien des activités sont communiqués soit aux directeurs de Pôle et d'entités soit aux fonctions ciblées (finance, RH, sécurité, référents sanitaires...) pour déploiement et suivi. La cellule de crise est mobilisée en permanence et est amenée à traiter les urgences pendant la résolution de la crise.

Sa désactivation est décidée par un ou plusieurs membres de la Direction Générale. Un ou plusieurs membres de la cellule aura la charge de superviser le retour à la normale. Cette veille et support continue a permis au groupe de renforcer ses dispositifs de gestion de crise, un groupe de travail a été initié afin de mettre à disposition des entités des outils de gestion de crise dédiée (gestion des incidents, gestion des accidents et mise en place d'une cellule de crise). Le déploiement opérationnel de ces outils sera effectif courant 2023.

### Focus sur la gestion de la crise sanitaire du Covid-19

En collaboration étroite avec la Direction Générale, la cellule de crise a été mobilisée par les membres du Comité exécutif en tout début d'année 2020. Composée par l'équipe risques, audit et contrôle interne du groupe, disposant d'expériences et formations antérieures à la gestion de crise et au pilotage, cette cellule de crise a été mise en veille au cours du premier trimestre 2022 et a continué d'être en soutien aux activités en Chine. Les membres de la cellule de crise ont continué d'effectuer une veille sur les directives gouvernementales et locales. Preuve des dispositifs solides et robustes mis en place par le groupe pour faire face à ce risque, le groupe a obtenu pour la troisième année consécutive le label « Safe & Clean » délivré par l'APAVE (organisme indépendant) pour l'ensemble des activités du groupe en France et à l'internationale (hors Chine) pour l'année 2022.





GRAND PRIX DE FRANCE 2022 - LE CASTELLET, FRANCE

# RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## 1. PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les comptes consolidés de GL events au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été établis sur la base du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne. Les normes et interprétations retenues sont celles publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne avant le 31 décembre 2022.

### 1.1 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE

#### REPRISE EFFECTIVE DES ACTIVITÉS

Le Groupe réalise une activité record et supérieure à son niveau d'avant crise. Toutes les zones géographiques ont redémarré à l'exception de la Chine, pays dans lequel de nombreuses contraintes à l'exercice de nos métiers ont été présentes. L'activité du Groupe s'établit à 1 315 M€ (1 310 M€ en full IFRS) à fin 2022 soit une progression de +77% vs 2021 et +12% vs 2019.

#### DES ÉVÉNEMENTS MAJEURS ET DIVERSIFIÉS

##### COUPE DU MONDE DE FOOTBALL AU QATAR

Lors de cet événement planétaire, le Groupe a assuré la production et la distribution d'énergie, l'aménagement des zones d'hospitalité, une partie des équipements du broadcast center et l'activation des marques de certains partenaires de l'évènement.

Le Groupe a été retenu également pour la réalisation complète d'une zone événementielle temporaire « La Corniche » qui a été installée pour la durée de la Coupe du Monde de Football. Les prestations délivrées par les équipes du Groupe couvrent la construction et l'installation (structures, signalétique, mobilier, énergie...), le programme d'animation et la gestion opérationnelle de la zone.



#### COMMONWEALTH GAMES

GL events UK a été retenue pour l'équipement de structures, chapiteaux, et tribunes temporaires sur 12 des 15 sites de cet événement mondial, rassemblant 72 nations et territoires du Commonwealth et suivi par près de 1.5 milliard de téléspectateurs.

#### COP 27

En novembre 2022 à Charm El Cheikh (Egypte) a eu lieu la 27<sup>ème</sup> édition de la COP, pour laquelle le Groupe a conceptualisé l'aménagement des zones, réalisé la construction de l'ensemble des pavillons temporaires et coordonné les différentes prestations (Audio, F&B, Structures) pour le compte de l'organisateur.

#### RENFORCEMENT DE L'ACTIVITÉ STRUCTURES EN ANGLETERRE

GL events a acquis la société Field & Lawn, spécialisée dans les structures événementielles, les bâtiments industriels temporaires, l'aménagement-décoration d'espaces publics et l'éclairage festif.

Cette acquisition vient renforcer l'implantation géographique de GL events au Royaume-Uni et permet d'intégrer et de développer une nouvelle offre de services : l'éclairage festif.





## DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU VENUES

### 6 NOUVEAUX SITES À ORLÉANS

Le Groupe GL events a remporté l'appel d'offre pour les 6 sites événementiels d'Orléans : le parc des expositions d'une surface de 15 800 m<sup>2</sup>, le Palais des congrès doté d'une capacité d'accueil de 1 000 personnes, la Grande Salle événementielle d'une capacité d'accueil de 10 000 personnes, le Zénith, capacité d'accueil de 6 900 personnes, l'aire événementielle Chapit'O (37 000 m<sup>2</sup>) et le Centre de conférences (capacité d'accueil de 500 personnes). La société d'exploitation dédiée aura pour mission l'accueil et l'organisation d'événements sportifs, économiques et culturels ainsi que le développement d'une nouvelle offre de salons et événements.

### ESPACE ÉVÉNEMENTIEL MONTREUIL

Le Groupe renforce sa présence en région parisienne avec la prise en bail de l'espace événementiel de Montreuil pour une durée de 10 ans. Cet espace d'une surface de 15 000 m<sup>2</sup> vient compléter l'offre du pôle dans une région où la demande pour l'accueil de rassemblements est forte.

### ESPACE ÉVÉNEMENTIEL LES INVALIDES

Situé au cœur du 7<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, ce nouveau site événementiel éphémère d'une superficie de 1 000 m<sup>2</sup> est destiné à recevoir des événements Corporate, des expositions, des défilés ou des conventions.

### DEUX NOUVEAUX SITES AU CHILI

La municipalité de Santiago au Chili a confié au Groupe la gestion de Parque Fisa et du Metropolitan Santiago. Anciennement connu sous le nom de Casa Piedra, ce dernier est situé au cœur d'un parc de 51 000 m<sup>2</sup> avec vue sur la cordillère des Andes. Il peut accueillir des événements avec 12 salles modulables qui lui permettent de s'adapter à tout type d'événement et d'accueillir plus de 700 événements par an. GL events Chile dispose ainsi de deux centres de réunion. La gestion de ces sites permettra d'accueillir des congrès, des conventions, des événements sociaux et corporate et l'organisation d'expositions.

## OBLIGATION RELANCE DE 49,9 M€ - SUCCÈS DU 1<sup>ER</sup> FINANCEMENT SUSTAINABILITY-LINKED

GL events a souscrit une Obligation Relance sustainability-linked d'un montant de 49,9 M€ afin de financer une partie de ses capex opérationnels. Ces fonds seront notamment utilisés pour accélérer sa transition énergétique, renouveler son matériel locatif et renforcer ses outils digitaux. Cet instrument présente une maturité de 8 ans et un coupon de 5,2%.

Pour la première fois, le Groupe a souhaité adosser des critères ESG à un financement. L'Obligation Relance sustainability-linked incorpore des critères ESG soulignant l'engagement de GL events dans cette démarche. En fonction de l'amélioration des indicateurs, le taux d'intérêt sera bonifié de 15 points au maximum. Par ailleurs, ce financement sera traité comme des quasi-fonds propres car l'ensemble des prêteurs seniors – banques et obligataires – ont accepté que cet instrument ne soit pas inclus dans le calcul de levier de dette financière.

## POLITIQUE ESG AMBITIEUSE ET RENFORCÉE

Après avoir, pour la première fois en novembre 2022, adossé un financement à des critères ESG, et s'être engagé régulièrement auprès de ses partenaires pour mettre en place des événements responsables, GL events annonce renforcer la politique ESG pour l'ensemble de ses activités. Elle s'articule autour de trois grands axes :

- **Réduire son empreinte carbone avec l'objectif de réduire de 25% la consommation d'énergie,**
  - Notamment en optimisant les transports et la mobilité,
  - En favorisant les énergies renouvelables avec l'ambition de déployer 100 hectares de panneaux photovoltaïques en trois ans.
- **Limiter l'utilisation du jetable et maximiser son économie circulaire**
  - En réduisant de 25% les consommables,
  - En améliorant les taux de tri par sites de 10%, avec un maxi à 60 %.



— Développer la diversité et les territoires, à travers les partenariats et les actions GLO-CAL,

- En favorisant les achats responsables, le recours à l'Economie Sociale et Solidaire (ESS),
- En poursuivant le développement d'un management éthique et une culture entrepreneuriale par la diversité.

## 1.2 ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDÉS

### Analyse du compte de résultat

A fin 2022, le chiffre d'affaires ressort à 1 315,3 M€ (1 310 M€ en full IFRS), en hausse de 77% vs 2021 de 12% par rapport à l'exercice pré-crise de 2019.

Au 31 décembre, l'EBITDA ressort à +168,6 M€ (222 M€ en données Full IFRS\*), le résultat opérationnel courant s'établissant à +102,9 M€ (+112,0 M€ en données Full IFRS\*).

Après prise en compte des autres produits et charges opérationnels de -4,9 M€, du résultat financier à -16,0 M€ (-31,7 M€ en données Full IFRS\*), d'une charge d'impôt de 17,1 M€ (-15,7 M€ en données Full IFRS\*), le résultat net ressort à + 64,4 M€ (+59,2 M€ en données Full IFRS\*).

EBITDA : Résultat opérationnel courant + Dotations aux amortissements et provisions

\* Full IFRS : application de toutes les normes IFRS

(en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022 FULL IFRS	31/12/2021 FULL IFRS
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 315 262</b>	<b>741 242</b>	<b>1 310 187</b>	<b>741 242</b>
Charges opérationnelles	(1 212 322)	(677 067)	(1 198 184)	(668 638)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>102 940</b>	<b>64 175</b>	<b>112 004</b>	<b>72 604</b>
Autres produits et charges opérationnels	(4 932)	(4 555)	(4 932)	(4 555)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>98 008</b>	<b>59 619</b>	<b>107 072</b>	<b>68 048</b>
Résultat financier	(16 044)	(13 808)	(31 737)	(26 990)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>81 964</b>	<b>45 811</b>	<b>75 335</b>	<b>41 059</b>
Impôts sur les bénéfices	(17 054)	(17 725)	(15 675)	(16 589)
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	<b>64 910</b>	<b>28 086</b>	<b>59 660</b>	<b>24 470</b>
Quote-part de résultat des entreprises associées	(480)	(493)	(480)	(493)
<b>Résultat net</b>	<b>64 430</b>	<b>27 594</b>	<b>59 180</b>	<b>23 978</b>
Dont Résultat net Intérêts minoritaires	7 325	9 553	6 478	8 827
<b>Dont Résultat net Part du Groupe</b>	<b>57 105</b>	<b>18 041</b>	<b>52 702</b>	<b>15 151</b>

La forte progression de la rentabilité opérationnelle par rapport à 2021 s'explique par une reprise d'activité (+574,1 M€) sur l'ensemble des zones (sauf la Chine) à compter de février 2022.

Cependant, le mix d'activité et géographique s'avère moins favorable par rapport à l'exercice 2021. En effet, l'activité du Groupe a été largement réalisée par les pôles Live & Venues et restreinte en Chine.

En outre, la biennalité s'avère défavorable au titre de l'année 2022 : absence du SIRHA, du SIAE et de la biennale du Livre. Enfin, le Groupe demeure confronté à l'augmentation des coûts de sous-traitance & transports et a accompagné ses collaborateurs (augmentation de salaires, prime exceptionnelle) pour faire face à l'augmentation du coût de la vie.

## Évolution par zones géographiques

En 2022, l'activité internationale a représenté 55% de l'activité du Groupe, notamment sous l'effet des jumbo events de la zone Moyen Orient.

en M€	31/12/2022	31/12/2021	Var
France	586,7	386,0	52%
Europe	266,2	128,2	108%
Amérique	105,3	35,4	197%
Turquie & Middle East	216,1	68,8	214%
Asie	66,7	115,1	-42%
Afrique	73,2	7,8	833%
Autres	1,1	0,0	-
<b>CA consolidé</b>	<b>1 315,3</b>	<b>741,2</b>	<b>77%</b>

GL events est principalement présent dans les pays suivants :

Europe	Autres continents	
Angleterre	Afrique du Sud	Emirats Arabes Unis
Belgique	Brésil	Hong Kong
Espagne	Chili	Arabie Saoudite
France	Chine	Qatar
Hongrie	Etats-Unis	
Italie	Turquie	
Pays-Bas	Japon	

## Évolution par métiers

(en milliers d'euros)	31/12/2022 FULL IFRS	31/12/22	31/12/21	31/12/20	31/12/19	Variation 2022 / 2019	
GL events Live	846 702	851 673	430 426	309 206	600 086	251 587	41,9%
% de CA Total	64,6%	64,8%	58,1%	64,5%	51,2%		
GL events Exhibitions	138 535	138 541	144 534	67 993	231 436	(92 895)	-40,1%
% de CA Total	10,6%	10,5%	19,5%	14,2%	19,7%		
GL events Venues	324 950	325 048	166 282	102 159	341 353	(16 305)	-4,8%
% de CA Total	24,8%	24,7%	22,4%	21,3%	29,1%		
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 310 187</b>	<b>1 315 262</b>	<b>741 242</b>	<b>479 358</b>	<b>1 172 875</b>	<b>142 386</b>	<b>12,1%</b>

## Ebitda

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21	31/12/20	31/12/19	31/12/22 FULL IFRS	31/12/21 FULL IFRS	31/12/20 FULL IFRS	31/12/19 FULL IFRS
GL events Live	93 057	60 003	10 587	71 931	112 273	77 491	28 300	89 163
GL events Exhibitions	20 138	34 209	(15 130)	50 216	22 738	37 015	(12 548)	54 996
GL events Venues	55 400	26 089	(16 427)	62 766	86 997	55 709	11 834	89 732
<b>EBITDA</b>	<b>168 594</b>	<b>120 302</b>	<b>(20 970)</b>	<b>184 913</b>	<b>222 009</b>	<b>170 215</b>	<b>27 586</b>	<b>233 891</b>

**Résultat opérationnel courant**

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21	31/12/20	31/12/19	31/12/22	31/12/21	31/12/20	31/12/19
GL events Live	49 548	21 437	(19 240)	36 675	5,8%	5,0%	-6,2%	6,1%
GL events Exhibitions	18 113	32 382	(15 836)	46 226	13,1%	22,4%	-23,3%	20,0%
GL events Venues	35 279	10 356	(36 359)	42 990	10,9%	6,2%	-35,6%	12,6%
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>102 940</b>	<b>64 175</b>	<b>(71 435)</b>	<b>125 891</b>	<b>7,8%</b>	<b>8,7%</b>	<b>-14,9%</b>	<b>10,7%</b>

(en milliers d'euros)	31/12/22 FULL IFRS	31/12/21 FULL IFRS	31/12/20 FULL IFRS	31/12/19 FULL IFRS	31/12/22 FULL IFRS	31/12/21 FULL IFRS	31/12/20 FULL IFRS	31/12/19 FULL IFRS
GL events Live	50 497	22 558	(18 149)	37 447	6,0%	5,2%	-5,9%	6,2%
GL events Exhibitions	18 339	32 600	(15 668)	46 572	13,2%	22,6%	-23,0%	20,1%
GL events Venues	43 168	17 445	(29 486)	48 887	13,3%	10,5%	-28,9%	14,3%
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>112 004</b>	<b>72 604</b>	<b>(63 303)</b>	<b>132 907</b>	<b>8,5%</b>	<b>9,8%</b>	<b>-13,2%</b>	<b>11,3%</b>

**Chiffre d'affaires consolidé à périmètre et taux de change constant\***

(en milliers d'euros)	31/12/22	CA conso Proforma 31/12/21	31/12/21	Croissance organique	
				K€	%
GL events Live	851 673	453 375	430 426	398 298	87,9%
% de CA Total	64,8%	59,8%	58,1%		
GL events Exhibitions	138 541	148 964	144 534	(10 423)	-7,0%
% de CA Total	10,5%	19,7%	19,5%		
GL events Venues	325 048	155 604	166 282	169 444	108,9%
% de CA Total	24,7%	20,5%	22,4%		
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 315 262</b>	<b>757 943</b>	<b>741 242</b>	<b>557 319</b>	<b>73,5%</b>

(en milliers d'euros)	N	N-1	var K€	var %
CA consolidé	1 315 262	741 242	574 020	75,7%
Taux de change constant *		-1 037	1 037	0,1%
retraitement mouvement de périmètre *		17 737	-17 737	-2,3%
<b>Total CA proforma</b>	<b>1 315 262</b>	<b>757 943</b>	<b>557 319</b>	<b>73,5%</b>

\*pcc = à périmètre et taux de change constants (en appliquant les taux de change 2022 au Chiffre d'Affaires 2021)

Périmètre constant : périmètre N-1 corrigé des acquisitions 2022 et des sorties 2021.

**Analyse du bilan, du résultat et des indicateurs de performance**

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21	31/12/22 FULL IFRS	31/12/21 FULL IFRS	Variation N/N-1	Variation N/N-1
Chiffre d'affaires	1 315 262	741 242	1 310 187	741 242	77,4%	76,8%
EBITDA (*)	168 594	120 302	222 009	170 215	40,1%	30,4%
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>102 940</b>	<b>64 175</b>	<b>112 004</b>	<b>72 604</b>	<b>60,4%</b>	<b>54,3%</b>
Croissance organique (**)	75,2%	55,2%	74,8%	55,2%		
Marge Opérationnelle	7,8%	8,7%	8,5%	9,8%	-0,8	-1,2
<b>Marge d'EBITDA</b>	<b>12,8%</b>	<b>16,2%</b>	<b>16,9%</b>	<b>23,0%</b>	<b>-3,4</b>	<b>-6,0</b>
Résultat financier	-16 044	-13 808	-31 737	-26 990	-16,2%	-17,6%
Résultat avant impôts	81 964	45 811	75 335	41 059	78,9%	-83,5%
Résultat net	64 430	27 594	59 180	23 978	133,5%	-146,8%
<b>Résultat net part du Groupe (RNPG)</b>	<b>57 105</b>	<b>18 041</b>	<b>52 702</b>	<b>15 151</b>	<b>216,5%</b>	<b>-247,9%</b>
Taux de RNPG	4,3%	2,4%	4,0%	2,0%	1,9	2,0

(\*) EBITDA : ROC + Amortissements et provisions

(\*\*) Croissance organique : croissance du chiffre d'affaires hors variations de périmètre

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21	31/12/22 FULL IFRS	31/12/21 FULL IFRS
Actif Incorporels (yc écarts d'acquisition)	849 468	818 163	852 324	818 163
Concessions et baux IFRS 16			490 142	443 449
Actifs corporels et financiers	400 501	381 428	400 664	381 428
Matériel Locatifs	131 245	113 139	131 245	113 139
Disponibilité et VMP	625 866	628 720	625 866	628 720
Capitaux propres	(614 800)	(536 792)	(602 694)	(525 512)
Dettes financières	(1 118 101)	(1 194 981)	(1 628 592)	(1 653 376)
Provisions risques et charges (hors indemnités de fin de carrière)	(23 887)	(19 536)	(23 887)	(19 536)
BFR	(260 255)	(206 299)	(260 005)	(206 299)
Impôt différé	22 220	30 244	27 195	33 909
PRC IFC	(12 256)	(14 087)	(12 256)	(14 087)

### Résultat financier

(en milliers d'euros)	2022	2021	2022 FULL IFRS	2021 FULL IFRS
Produits de placements financiers	10 762	2 757	10 762	2 757
Intérêts	(24 285)	(18 265)	(39 972)	(31 446)
<b>Coût de l'endettement net</b>	<b>(13 523)</b>	<b>(15 508)</b>	<b>(29 210)</b>	<b>(28 690)</b>
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>(2 521)</b>	<b>1 700</b>	<b>(2 528)</b>	<b>1 700</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(16 044)</b>	<b>(13 808)</b>	<b>(31 737)</b>	<b>(26 990)</b>

La charge d'intérêt est en hausse du fait de l'augmentation des taux, mais elle est atténuée par la politique de placements. Les opérations de placement sont principalement réalisés en France, en Chine et au Brésil.

Le résultat de change provient principalement de la revalorisation à la clôture 2022 des comptes bancaires en devise et des pertes réalisées au cours de l'année sur les marchés en devises étrangères.

### Impôt sur les bénéfices et résultat net

(en milliers d'euros)	2022	2021	2022 FULL IFRS	2021 FULL IFRS
Résultat avant impôt	81 964	45 811	75 335	41 059
Impôts exigibles et différés	(17 054)	(17 725)	(15 675)	(16 589)
Taux d'impôt apparent	20,8%	38,7%	20,8%	40,4%
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>64 910</b>	<b>28 086</b>	<b>59 660</b>	<b>24 470</b>

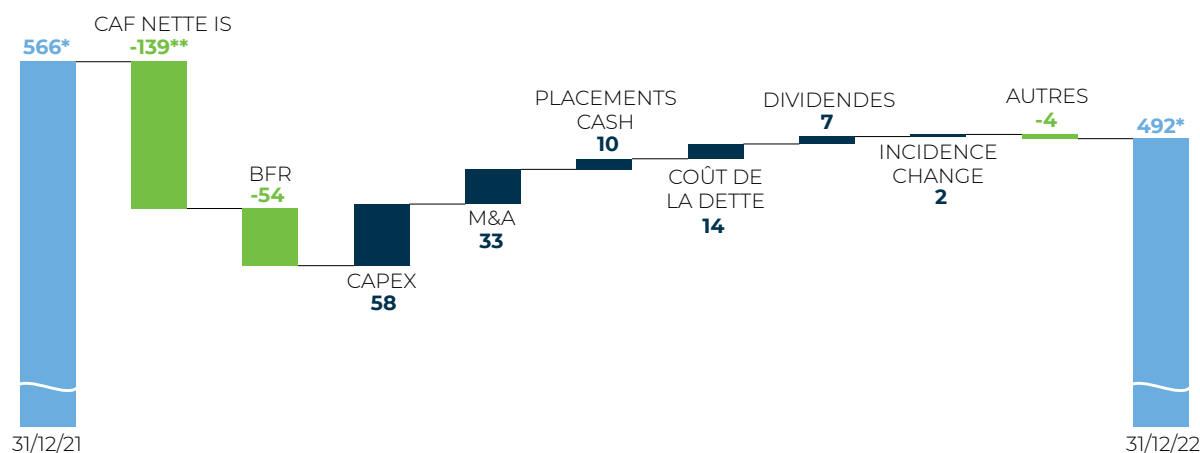
La baisse du taux d'impôt s'explique principalement par les exonérations mises en œuvre au Brésil pour accompagner les sociétés fortement impactées par la crise de la Covid 19.

### 1.3 ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE, NOTAMMENT SA SITUATION D'ENDETTEMENT

Le Groupe affiche un endettement net de 492 M€ au 31 décembre 2022 (vs 566 M€ à fin 2021). Ce désendettement est à mettre en lien avec la reprise d'activité, une politique de Capex modérée et la régénération de sa ressource en fonds de roulement.

Au 31 décembre 2022, le Groupe dispose d'une liquidité forte, à 626 M€, et assume l'ensemble de ses engagements (investissements opérationnels, service de la dette, prestataires...) pour les 12 prochains mois.

Après avoir obtenu un covenant holiday au 31/12/2021, le Groupe affiche un levier de 2.9 à fin 2022 (2.6 selon les calculs des contrats de financement), et respecte l'ensemble des contraintes liées à ses contrats de financement. L'obligation relance n'est pas incluse dans le calcul des covenants financiers.



\* données hors application de la norme IFRS 16

\*\* CAF nette d'impôt avant coût de l'endettement hors application de la norme IFRS 16 et IAS 29

### 1.4 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

#### Renforcement de l'activité structures temporaires en France - acquisition de la société Locabri

Cette acquisition vient renforcer la filière industrielle de GL events en France. Elle permet de compléter l'offre de structures temporaires du Groupe portée par Spaciotempo et accentue la diversification du Groupe au-delà du champ événementiel. Post intégration, le Groupe bénéficiera d'une offre élargie et de moyens de production accrus permettant de mieux répondre à la demande croissante de structures temporaires.

#### Le groupement GL events – Loxam, supporteur officiel des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024

GL events et LOXAM ont constitué un groupement pour conjuguer leurs compétences et apporter une solution globale répondant aux ambitions du programme Energie de Paris 2024. Cette initiative valorise les expertises de deux entreprises leader sur leurs marchés au service d'un événement majeur. GL events et LOXAM assureront la gestion de projet, la fourniture de l'ensemble des services liés à la production et la distribution d'énergie temporaire, d'alimentation électrique sans interruption et de systèmes temporaires de contrôle de température sur l'ensemble des sites y compris le Centre International de Radios et de Télévisions Temporaire ou « International Broadcast Center » (IBC). Cette structure temporaire hébergera durant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 les médias du monde entier sur une surface de 46 000 m².

## 1.5 ÉVOLUTION PRÉVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Le Groupe anticipe une croissance d'activité pour l'exercice 2023 avec comme relais les activités Exhibitions (poursuite de la recovery des salons en Europe, redémarrage progressif en Chine) et une activité Venues complète sur 12 mois. Après une année exceptionnelle d'activité en 2022, le pôle Live affichera un niveau en retrait en 2023.

Le Groupe demeure vigilant face au contexte inflationniste qui aura un effet sur ses marges et son coût de financement. Cependant, le mix métier et géographique devrait être plus profitable et permettre au Groupe d'afficher une croissance de l'EBITDA et du ROC.



## 2. PRÉSENTATION DES COMPTES SOCIAUX

### 2.1. SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ PENDANT L'EXERCICE 2022, BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT

Le chiffre d'affaires de GL events SA s'élève à 40 848 milliers d'euros (28 235 milliers d'euros en 2021). L'activité de holding animatrice est rémunérée par des redevances et prestations de services facturées aux filiales. Les faits significatifs de l'exercice sont décrits note 1 de l'annexe des comptes sociaux (page 222).

### 2.2 ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ, NOTAMMENT SA SITUATION D'ENDETTEMENT

L'analyse de la situation financière et de l'endettement doit s'effectuer au regard de l'ensemble du Groupe ; se reporter à la 1<sup>ère</sup> partie (présentation des comptes consolidés) du rapport de gestion visé au paragraphe C (page 166).

### 2.3 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Se reporter au chapitre du rapport de gestion du Groupe visé au paragraphe 1 de la partie 4 (présentation des comptes consolidés page 166).

### 2.4 ÉVOLUTION PRÉVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

GL events SA, en tant que holding d'animation du Groupe, continuera d'assumer dans le futur des fonctions identiques sans changement particulier.

### 2.5 ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Se reporter au chapitre Déclaration de la performance extra-financière, page 36.

### 2.6 RÉSULTAT ET AFFECTATION

Il sera proposé à l'Assemblée générale Ordinaire d'approuver la détermination et l'affectation des sommes distribuables :

#### Détermination des sommes distribuables

Résultat de l'exercice	(960 825,25) €
Report à nouveau	13 886 344,10 €
<b>Montant à affecter</b>	<b>12 925 518,85 €</b>

#### Affectation proposée

Dividendes	10 493 975,45 €
Report à nouveau	2 431 543,40 €
<b>Total</b>	<b>12 925 518,85 €</b>

En application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé, ci-après le montant des dividendes versés au titre des trois exercices précédents :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées (hors auto-détention)	Sommes réparties (en euro)	Dividende net par action (en euro)	Montant total du dividende éligible à l'abattement de 40% (en euro)	Montant total du dividende non éligible à l'abattement de 40% (en euro)
31/12/2019	29 347 702 actions ayant donné droit à dividende	0	0	0	0
31/12/2020	28 862 748 actions ayant donné droit à dividende	0	0	0	0
31/12/2021	29 356 445 actions ayant donné droit à dividende	0	0	0	0

Au travers du prélèvement forfaitaire unique, les prélèvements sociaux (CSG – CRDS) et, sauf option contraire, le prélèvement à la source obligatoire non libératoire sur les revenus mobiliers seront retenus par la société, pour être versés au Trésor Public au plus tard dans les quinze premiers jours du mois qui suit celui de la mise en paiement du dividende. Le montant du dividende revenant aux Actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France, se trouvera ainsi réduit de 17,2%, au titre des prélèvements sociaux, et sauf option, de 12,8% au titre des prélèvements à la source non libératoires.

## DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Nous vous signalons, conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du CGI, que les comptes de l'exercice prennent en compte une fraction de 42 764 euros, non admise dans les charges par l'administration fiscale en vertu de l'article 39-4 du CGI.

## 2.7 ACTIVITÉS DES FILIALES ET DES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES

Se reporter à la [note 10](#) de l'annexe des comptes sociaux [page 231](#).

**Prise de participation dans des sociétés ayant leur siège en France ou prise de contrôle de telles sociétés au cours de l'exercice (articles L233-6 et L 247-1 du Code de commerce)**

Néant.

**Aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser des participations croisées**

Aucune aliénation d'actions n'est intervenue au cours de l'exercice.

## 2.8 RÉPARTITION DU CAPITAL ET DE L'ACTIONNARIAT (ARTICLE L233-13 DU CODE DE COMMERCE)

Le capital de GL events est réparti au 31 décembre 2022 comme suit :

Répartition du capital	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote bruts	% droits de vote nets	Nombre de droits de vote
Olivier Ginon *	6 238	0,02%	0,02%	0,02%	10 738
Le Grand Rey *	70 485	0,24%	0,28%	0,29%	140 970
Polygone SA *	16 980 811	56,64%	66,61%	67,46%	33 012 804
Sofina *	4 768 057	15,90%	14,94%	15,14%	7 406 501
<b>Sous-total Concert</b>	<b>21 825 591</b>	<b>72,79%</b>	<b>81,86%</b>	<b>82,91%</b>	<b>40 571 013</b>
Actions auto-détenues	626 342	2,09%	1,26%		
Public	7 530 854	25,12%	16,87%	17,09%	8 362 694
<b>Nombre d'actions total</b>	<b>29 982 787</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>48 933 707</b>

\* pacte d'actionnaires / Concert Olivier Ginon, Le Grand Rey, Sofina, Polygone

## 2.9 CONVENTIONS VISÉES À L'ARTICLE L 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Conformément à l'article L 225-40 du Code de Commerce, le Conseil d'administration présente à l'Assemblée générale des actionnaires, les conventions visées à l'article L 225-38 du

même code et conclues ou poursuivies au cours de l'exercice écoulé. Les commissaires aux comptes ont été dûment avisés de ces conventions qu'ils ont décrites dans leur rapport spécial.

## 2.10 INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES

### Participations (françaises et étrangères)

L'inventaire exhaustif des participations françaises et étrangères de GL events est présenté dans le tableau des filiales et participations.

Titres de placement (en milliers d'euros sauf nombre de titres)	Nombre de titres	Valeur d'inventaire
Actions GL events auto-détenues	617 131	10 193
Sicav monétaire, comptes à termes		151 860

## 2.11 RÉSULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(Euros sauf effectif)	2018	2019	2020	2021	2022
<b>I. Capital en fin d'exercice</b>					
a. Capital social	119 931 148	119 931 148	119 931 148	119 931 148	119 931 148
b. Nombre d'actions ordinaires existantes	29 982 787	29 982 787	29 982 787	29 982 787	29 982 787
c. Nombre d'actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes					
d. Nombre maximal d'actions à créer :					
d1. Par conversion d'obligations					
d2. Par exercice de droits de souscription					
d3. Par exercice d'options de souscription d'actions					
<b>II. Opérations et résultat de l'exercice</b>					
a. Chiffre d'affaires hors taxes	32 186 856	35 309 123	24 351 340	28 235 336	40 848 462
b. Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et aux provisions	22 605 197	21 161 800	(13 461 840)	(11 882 353)	(13 695 301)
c. Impôts sur les bénéfices	(7 385 320)	(6 266 173)	(787 042)	(9 795 714)	(10 422 978)
d. Participation des salariés due au titre de l'exercice					
e. Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et aux provisions	21 241 469	18 008 674	(33 770 222)	1 240 605	(960 825)
f. Résultat distribué	19 488 812				
<b>III. Résultat par action</b>					
a. Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et aux provisions	1,00	0,91	(0,42)	(0,07)	(0,11)
b. Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et aux provisions	0,71	0,60	(1,13)	0,04	(0,03)
c. Dividende attribué à chaque action	0,65				
<b>IV. Personnel</b>					
a. Effectif moyen	8	8	8	9	9
b. Montant de la masse salariale de l'exercice	2 269 845	3 744 017	2 770 079	3 544 402	2 994 609
c. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	4 659 836	2 562 234	2 500 572	4 307 880	5 302 190

## 2.12 BILAN DES OPÉRATIONS SUR TITRES DES DIRIGEANTS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE

Néant.

## 2.13 ÉTAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL

A la date de clôture de l'exercice, les salariés de GL events et les sociétés qui leur sont liées au sens de l'article L 225-180 du Code de Commerce ne détenaient aucune participation dans le capital de GL events dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise (PEE) prévu par les articles L 3332-1 et suivants du Code du Travail.

A la même date, ces mêmes salariés ne détenaient aucune participation dans le capital de GL events dans le cadre de fonds commun de placement d'entreprise.

L'Assemblée générale Mixte du 22 juin 2022 qui a notamment délégué au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de

procéder à l'émission, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la société ou de valeurs mobilières donnant accès à capital, a également statué sur une résolution tendant à réserver aux salariés de la société une augmentation de capital en numéraire aux conditions prévues à l'article L 3332-18 et suivants du Code du Travail. Cette résolution a été rejetée par l'Assemblée générale du 22 juin 2022.

Le Groupe a mis en place dix plans d'attribution de 10 actions gratuites (plan 6, 9, 11, 14, 16, 18, 24, 26, 29, 33, 35, 39) pour l'ensemble des salariés des sociétés françaises du Groupe. Les conditions d'attribution de ces actions sont détaillées en [page 241](#).

## 2.14 CHOIX RELATIF AUX MODALITÉS DE CONSERVATION PAR LES MANDATAIRES DES ACTIONS GRATUITEMENT ATTRIBUÉES ET ISSUES D'EXERCICE DE STOCKS OPTIONS

Monsieur Olivier Ferraton (dirigeant visé aux articles L.225-197-1 II alinéa 4 et L.225-185 alinéa 4) bénéficie des mêmes modalités de conservation d'actions gratuites (plans 33, 35,

38, 39) que l'ensemble des autres attributaires. Ces conditions sont détaillées en [page 241](#) et [244](#).

## 2.15 ÉLÉMENTS DE CALCUL ET RÉSULTATS DE L'AJUSTEMENT DES BASES DE CONVERSION ET DES CONDITIONS DE SOUSCRIPTION OU D'EXERCICE DES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL OU DES SOUSCRIPTIONS OU D'ACHAT D'ACTIONS

Néant.

## 2.16 PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

Dans le cadre du programme de rachat d'actions, renouvelé par l'Assemblée générale du 24 juin 2021, les opérations suivantes ont été réalisées au cours de l'exercice 2022 :

(nombre d'actions)	31/12/21	Acquisitions	Cessions	31/12/22
- Actions propres	1 106 192	263 919	(752 980)	617 131
- Contrat de liquidité	13 847	449 223	(453 859)	9 211
<b>Total</b>	<b>1 120 039</b>	<b>713 142</b>	<b>(1 206 839)</b>	<b>626 342</b>

## 2.17 INFORMATIONS SUR LES CONSÉQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Se reporter au chapitre 3 du rapport social et environnemental du Groupe [page 36](#).

## 2.18 RISQUES DE VARIATION DE COURS

Néant.

## 2.19 SANCTIONS PÉCUNIAIRES POUR PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Néant.

## 2.20 PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LE GROUPE EST CONFRONTÉ – UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Se reporter au chapitre du rapport de gestion du Groupe visé au [paragraphe 1 de la partie 4 \(présentation des comptes consolidés\)](#).



## 2.21 INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET CLIENTS MENTIONNÉS À L'ARTICLE D. 441-4 DU CODE DE COMMERCE

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-4 du Code de commerce)

	Article D. 441 I. - 1° du Code de commerce : Factures reçues non régliées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I. - 2° du Code de commerce : Factures émises non régliées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
<b>(A) Tranche de retard de paiement</b>												
Nombres de factures concernées	41	29	91	84	799	1 003	-	-	9	18	652	679
Montant total des factures concernées TTC	33 457	147 175	2 439 555	1 064 242	550 772	4 201 744	-	-	6 029	947 859	10 882 749	11 836 637
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	0,09%	0,41%	6,72%	2,93%	1,52%	11,58%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC							-	-	0,01%	2,05%	23,58%	25,64%
<b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées</b>												
Nombre de factures exclues												
Montant total des factures exclues TTC												
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)</b>												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	"- Délais contractuels : 60 jours net ' - Délais légaux : 60 jours net"						"- Délais contractuels : 45 jours ' - Délais légaux : 30 jours"					

## 2.22 MENTION DES SUCCURSALES EXISTANTES

Néant.

## 2.23 MONTANT DES PRÊTS INTER-ENTREPRISES CONSENTIS DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L.511-6 3 BIS DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER

Conformément aux dispositions de l'article L. 511-6, 3 bis du Code monétaire et financier, nous vous indiquons qu'aucun prêt à moins de trois ans n'a été consenti à des sociétés avec lesquelles GL events entretient des liens économiques.







# 05

## ÉTATS FINANCIERS

**177** / COMPTES CONSOLIDÉS

**214** / HONORAIRES DES COMMISSAIRES  
AUX COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS  
RÉSEAUX PRIS EN CHARGE PAR LE GROUPE

**216** / RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX  
COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

**219** / COMPTES SOCIAUX

**232** / RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX  
COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**235** / RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX  
COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

# COMPTES CONSOLIDÉS

## BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Ecart d'acquisition	5.1	808 628	775 169
Autres immobilisations incorporelles	5.1	43 696	42 994
Concessions et baux IFRS 16	5.1	490 142	443 449
Terrains et Constructions	5.2	271 232	261 854
Autres immobilisations corporelles	5.3	48 732	43 023
Matériels locatifs	5.3	131 245	113 139
Actifs financiers	5.4	78 806	74 660
Titres mis en équivalence	5.5	1 894	1 891
Impôts différés actifs	5.9	42 641	46 119
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>1 917 014</b>	<b>1 802 299</b>
Stocks et en-cours	5.6	46 104	38 692
Créances clients	5.7	216 667	196 654
Autres créances	5.8	196 736	158 899
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.10	625 866	628 720
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>1 085 374</b>	<b>1 022 965</b>
<b>TOTAL</b>		<b>3 002 388</b>	<b>2 825 263</b>

## BILAN PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Capital	5.11	119 931	119 931
Primes et Réserves	5.11	421 839	395 254
Ecart de conversion	5.11	(181 828)	(197 133)
Résultat net		52 702	15 151
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>		<b>412 644</b>	<b>333 203</b>
Intérêts minoritaires		190 050	192 309
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>602 694</b>	<b>525 512</b>
Provisions pour indemnités de fin de carrière	5.12	12 256	14 087
Impôts différés passifs		15 446	12 210
Dettes financières	5.14	866 758	1 095 268
Dette concessions et baux IFRS 16 non courantes	5.14	469 575	421 722
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>1 364 035</b>	<b>1 543 286</b>
Provisions risques et charges courantes	5.13	23 887	19 536
Dettes financières courantes	5.14	245 324	95 633
Dette concessions et baux IFRS 16 courantes	5.14	40 916	36 673
Concours bancaires courants	5.14	6 018	4 080
Avances et acomptes		51 262	50 334
Dettes fournisseurs		290 613	244 529
Dettes fiscales et sociales		142 436	125 441
Autres dettes	5.15	235 200	180 239
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>1 035 658</b>	<b>756 465</b>
<b>TOTAL</b>		<b>3 002 388</b>	<b>2 825 263</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2022	31/12/2021
<b>Chiffre d'affaires</b>	4	<b>1 310 187</b>	<b>741 242</b>
Achats consommés	6.1	(104 355)	(44 075)
Charges externes	6.1	(692 364)	(361 328)
Impôts, taxes		(17 561)	(14 609)
Charges de personnel, participation		(285 318)	(197 551)
Dotations aux amortissements et provisions		(110 006)	(97 611)
Autres produits opérationnels courants	6.3	13 825	49 418
Autres charges opérationnelles courantes	6.3	(2 406)	(2 881)
<b>Charges opérationnelles</b>		<b>(1 198 184)</b>	<b>(668 638)</b>
<b>RÉSULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	4	<b>112 004</b>	<b>72 604</b>
Autres produits et charges opérationnels	6.4	(4 932)	(4 555)
<b>RÉSULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>107 072</b>	<b>68 048</b>
Coût de l'endettement net	6.6	(29 210)	(28 690)
Autres produits et charges financiers	6.6	(2 528)	1 700
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	6.6	<b>(31 737)</b>	<b>(26 990)</b>
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>75 335</b>	<b>41 059</b>
Impôts sur les bénéfices	6.7	(15 675)	(16 589)
<b>RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>		<b>59 660</b>	<b>24 470</b>
Quote-part de résultat des entreprises associées	5.5	(480)	(493)
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>59 180</b>	<b>23 978</b>
Dont Résultat net Intérêts minoritaires		6 478	8 827
<b>DONT RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>52 702</b>	<b>15 151</b>
Nombre d'actions moyen		29 356 445	28 862 748
<b>Bénéfice Net par Action (en euros)</b>		<b>1,80</b>	<b>0,52</b>
Nombre d'actions dilué		30 363 215	29 680 338
<b>Bénéfice Net par Action (en euros)</b>		<b>1,74</b>	<b>0,51</b>

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>59 180</b>	<b>23 978</b>
Instruments de couverture	5 622	572
<b>Total des éléments recyclables en résultat</b>	<b>5 622</b>	<b>572</b>
Ecart actuariel	2 355	749
Profits et pertes résultant de la conversion des états financiers des activités à l'étranger	14 419	32 967
<b>Total des éléments non recyclables en résultat</b>	<b>16 774</b>	<b>33 716</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL TOTAL</b>	<b>81 577</b>	<b>58 266</b>
Part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans le résultat global	5 763	33 835
Part du groupe dans le résultat global	75 813	24 431

**TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE**

(en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>624 640</b>	<b>356 888</b>
<b>OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>		
<b>Résultat net</b>	<b>52 702</b>	<b>15 151</b>
Amortissements et provisions	61 354	50 133
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie	3 123	5 069
Plus et moins values de cession	(1 487)	647
Part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées	6 478	8 827
Quote-part de résultat des entreprises associées	480	493
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>122 649</b>	<b>80 319</b>
Coût de l'endettement financier net	29 210	28 690
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	15 675	16 589
<b>CAF avant coût de l'endettement net et impôt</b>	<b>167 534</b>	<b>125 598</b>
Impôts versés	(13 017)	(3 984)
Variation du besoin en fonds de roulement	54 707	13 617
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation (A)</b>	<b>209 223</b>	<b>135 230</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(3 642)	(5 057)
Acquisition d'immobilisations corporelles et de matériels locatifs	(57 073)	(53 296)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	2 683	1 680
Subvention d'investissement encaissés	49	1 830
Acquisition d'immobilisations financières	(10 069)	(3 239)
Cession d'immobilisations financières	(58)	(265)
Trésorerie nette affectée aux acquisitions et cessions de filiales	(32 552)	83 271
<b>Flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>(100 662)</b>	<b>24 923</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(7 401)	(827)
Autres variation des fonds propres	(4 294)	(7 412)
Variation des emprunts	(70 060)	139 883
Coût de l'endettement financier net	(29 210)	(28 690)
<b>Flux de trésorerie affecté aux opérations de financement (C)</b>	<b>(110 965)</b>	<b>102 954</b>
<b>Incidences des variations de taux de change (D)</b>	<b>(2 388)</b>	<b>4 644</b>
<b>Variation de trésorerie (A + B + C + D)</b>	<b>(4 792)</b>	<b>267 752</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>619 848</b>	<b>624 640</b>



**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

(milliers d'euros)	Nombre d'actions (en milliers)	Part du Groupe					Part des minoritaires	Total
		Capital social	Primes liées au capital	Réserves	Résultat global	Total part du Groupe		
<b>Capitaux propres au 31/12/20</b>	<b>29 983</b>	<b>119 931</b>	<b>273 447</b>	<b>90 920</b>	<b>(160 918)</b>	<b>323 381</b>	<b>70 682</b>	<b>394 063</b>
Augmentation de capital						0		0
Affectation du résultat global N-1				(160 918)	160 918	0		0
Distribution de dividendes						0	(774)	(774)
Annulation titres auto contrôle				(7 269)		(7 269)		(7 269)
Coût des options de souscription d'actions				(552)		(552)		(552)
Variation du pourcentage d'intérêts dans les filiales				(6 688)		(6 688)	88 567	81 879
Autres variations				(100)	(0)	(100)	(0)	(100)
<b>Résultat global</b>					<b>24 431</b>	<b>24 431</b>	<b>33 835</b>	<b>58 266</b>
<b>Capitaux propres au 31/12/21</b>	<b>29 983</b>	<b>119 931</b>	<b>273 447</b>	<b>(84 607)</b>	<b>24 430</b>	<b>333 203</b>	<b>192 309</b>	<b>525 512</b>
Augmentation de capital						0		0
Affectation du résultat global N-1				24 430	(24 430)	0		0
Distribution de dividendes						0	(7 598)	(7 598)
Annulation titres auto contrôle				8 789		8 789		8 789
Coût des options de souscription d'actions				(7 875)		(7 875)		(7 875)
Variation du pourcentage d'intérêts dans les filiales				966		966	(966)	(0)
Autres variations				1 749		1 749	542	2 291
<b>Résultat global</b>					<b>75 813</b>	<b>75 813</b>	<b>5 763</b>	<b>81 577</b>
<b>Capitaux propres au 31/12/22</b>	<b>29 983</b>	<b>119 931</b>	<b>273 447</b>	<b>(56 547)</b>	<b>75 813</b>	<b>412 644</b>	<b>190 050</b>	<b>602 694</b>

## NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2022

### PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

<b>Note 1</b> Faits marquants	182
<b>Note 2</b> Méthode d'évaluation/principes de consolidation	183
<b>Note 3</b> Périmètre de consolidation	190

### NOTE 4 INFORMATIONS SECTORIELLES

— Chiffre d'affaires	193
— Résultat opérationnel courant	193
— Investissements corporels et incorporels	193
— Dotations/reprises d'amortissements et provisions	193

### INFORMATIONS SUR LE BILAN

<b>Note 5.1</b> Immobilisations incorporelles	195
<b>Note 5.2</b> Droit d'utilisation IFRS 16	196
<b>Note 5.3</b> Immobilisations corporelles	197
<b>Note 5.4</b> Actifs financiers	198
<b>Note 5.5</b> Participations dans les entreprises associées	198
<b>Note 5.6</b> Stocks et en-cours	198
<b>Note 5.7</b> Créances clients	199
<b>Note 5.8</b> Autres créances	199
<b>Note 5.9</b> Impôts différés	199
<b>Note 5.10</b> Equivalents de trésorerie	200
<b>Note 5.11</b> Capitaux propres	201
<b>Note 5.12</b> Provisions pour indemnités de fin de carrière	203
<b>Note 5.13</b> Provisions pour risques et charges courantes	204
<b>Note 5.14</b> Dettes financières	204
<b>Note 5.15</b> Autres dettes	207
<b>Note 5.16</b> Variation du besoin en fonds de roulement	208
<b>Note 5.17</b> Tableau de passage variation bilan / variation tableau flux de trésorerie	208

### INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

<b>Note 6.1</b> Achats consommés et charges externes	209
<b>Note 6.2</b> Dotations aux amortissements et provisions	209
<b>Note 6.3</b> Autres produits et charges courants	209
<b>Note 6.4</b> Autres produits et charges opérationnels	209
<b>Note 6.5</b> Charges de personnel	209
<b>Note 6.6</b> Résultat financier	210
<b>Note 6.7</b> Charge d'impôt	210

### AUTRES INFORMATIONS

<b>Note 7</b> Effectifs	211
<b>Note 8</b> Engagements hors bilan	211
<b>Note 9</b> Informations sur les parties liées	212
<b>Note 10</b> Note sur les risques	213
<b>Note 11</b> Autres informations	213
<b>Note 12</b> Honoraires des Commissaires aux comptes	214

# NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2022

L'ensemble des informations données ci-après est exprimé en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Les présentes notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2022 qui ont été arrêtés par le Conseil d'administration de la société GL events SA du 8 mars 2023 qui en a aussi autorisé la publication.

GL events (59 Quai Rambaud – 69002 LYON) est une société anonyme de droit français, immatriculée en France sous le numéro 351 571 757 (RCS Lyon) et soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce.

## NOTE 1 FAITS MARQUANTS

### Reprise effective des activités

Le Groupe réalise une activité record et supérieure à son niveau d'avant crise. Toutes les zones géographiques ont redémarré à l'exception de la Chine, pays dans lequel de nombreuses contraintes à l'exercice de nos métiers ont été présentes. L'activité du Groupe s'établit à 1 315 M€ (1 310 M€ en full IFRS) à fin 2022 soit une progression de +77% vs 2021 et +12% vs 2019.

### Des événements majeurs et diversifiés

#### COUPE DU MONDE DE FOOTBALL AU QATAR

Lors de cet événement planétaire, le Groupe a assuré la production et la distribution d'énergie, l'aménagement des zones d'hospitalité, une partie des équipements du broadcast center et l'activation des marques de certains partenaires de l'évènement.

Le Groupe a été retenu également pour la réalisation complète d'une zone événementielle temporaire « La Corniche » qui a été installée pour la durée de la Coupe du Monde de Football. Les prestations délivrées par les équipes du Groupe couvrent la construction et l'installation (structures, signalétique, mobilier, énergie...), le programme d'animation et la gestion opérationnelle de la zone.

#### COMMONWEALTH GAMES

GL events UK a été retenue pour l'équipement de structures, chapiteaux, et tribunes temporaires sur 12 des 15 sites de cet événement mondial, rassemblant 72 nations et territoires du Commonwealth et suivi par près de 1.5 milliard de téléspectateurs.

#### COP 27

En novembre 2022 à Charm El Cheikh (Egypte) a eu lieu la 27<sup>ème</sup> édition de la COP, pour laquelle le Groupe a conceptualisé l'aménagement des zones, réalisé la construction de l'ensemble des pavillons temporaires et coordonné les différentes prestations (Audio, F&B, Structures) pour le compte de l'organisateur.

#### RENFORCEMENT DE L'ACTIVITÉ STRUCTURES EN ANGLETERRE

GL events a acquis la société Field & Lawn, spécialisée dans les structures événementielles, les bâtiments industriels temporaires, l'aménagement-décoration d'espaces publics et l'éclairage festif.

Cette acquisition vient renforcer l'implantation géographique de GL events au Royaume-Uni et permet d'intégrer et de développer une nouvelle offre de services : l'éclairage festif.

### Développement du réseau Venues

#### EXPLOITATION DE 6 NOUVEAUX SITES À ORLÉANS

Le Groupe GL events a remporté l'appel d'offre pour les 6 sites événementiels d'Orléans : le parc des expositions d'une surface de 15 800 m<sup>2</sup>, le Palais des congrès doté d'une capacité d'accueil de 1 000 personnes, la Grande Salle événementielle d'une capacité d'accueil de 10 000 personnes, le Zénith, capacité d'accueil de 6 900 personnes, l'aire événementielle Chapit'O (37 000 m<sup>2</sup>) et le Centre de conférences (capacité d'accueil de 500 personnes). La société d'exploitation dédiée aura pour mission l'accueil et l'organisation d'événements sportifs, économiques et culturels ainsi que le développement d'une nouvelle offre de salons et événements.

#### ESPACE ÉVÈNEMENTIEL MONTREUIL

Le Groupe renforce sa présence en région parisienne avec la prise en bail de l'espace événementiel de Montreuil pour une durée de 10 ans. Cet espace d'une surface de 15 000 m<sup>2</sup> vient compléter l'offre du pôle dans une région où la demande pour l'accueil de rassemblements est forte.

#### ESPACE ÉVÈNEMENTIEL LES INVALIDES

Situé au cœur du 7<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, ce nouveau site événementiel éphémère d'une superficie de 1 000 m<sup>2</sup> est destiné à recevoir des événements Corporates, des expositions, des défilés ou des conventions.

#### DEUX NOUVEAUX SITES AU CHILI

La municipalité de Santiago au Chili a confié au Groupe la gestion de Parque Fisa et du Metropolitan Santiago. Anciennement connu sous le nom de Casa Piedra, ce dernier est situé au cœur d'un parc de 51 000 m<sup>2</sup> avec vue sur la cordillère des Andes. Il peut accueillir des événements avec 12 salles modulables qui lui permettent de s'adapter à tout type d'événement et d'accueillir plus de 700 événements par an. GL events Chile dispose ainsi de deux centres de réunion. La gestion de ces sites permettra d'accueillir des congrès, des conventions, des événements sociaux et corporate et l'organisation d'expositions.

### Obligation relance de 49,9 M€ - Succès du 1<sup>er</sup> financement Sustainability-Linked

GL events a souscrit une Obligation Relance sustainability-linked d'un montant de 49,9 M€ afin de financer une partie de ses

capex opérationnels. Ces fonds seront notamment utilisés pour accélérer sa transition énergétique, renouveler son matériel locatif et renforcer ses outils digitaux. Cet instrument présente une maturité de 8 ans et un coupon de 5,2%.

Pour la première fois, le Groupe a souhaité adosser des critères ESG à un financement. L'Obligation Relance sustainability-linked incorpore des critères ESG soulignant l'engagement de GL events dans cette démarche. En fonction de l'amélioration des indicateurs, le taux d'intérêt sera bonifié de 15 points au maximum. Par ailleurs, ce financement sera traité comme des quasi-fonds propres car l'ensemble des prêteurs seniors – banques et obligataires – ont accepté que cet instrument ne soit pas inclus dans le calcul de levier de dette financière.

#### Politique ESG ambitieuse et renforcée

Après avoir, pour la première fois en novembre 2022, adossé un financement à des critères ESG, et s'être engagé régulièrement auprès de ses partenaires pour mettre en place des événements responsables, GL events annonce renforcer la politique ESG pour l'ensemble de ses activités. Elle s'articule autour de trois grands axes :

- Réduire son empreinte carbone avec l'objectif de réduire de 25% la consommation d'énergie,
  - Notamment en optimisant les transports et la mobilité,
  - En favorisant les énergies renouvelables avec l'ambition de déployer 100 hectares de panneaux photovoltaïques en trois ans.
- Limiter l'utilisation du jetable et maximiser son économie circulaire
  - En réduisant de 25% les consommables,
  - En améliorant les taux de tri par sites de 10%, avec un maxi à 60%.
- Développer la diversité et les territoires, à travers les partenariats et les actions GLO-CAL,
  - En favorisant les achats responsables, le recours à l'Economie Sociale et Solidaire (ESS),
  - En poursuivant le développement d'un management éthique et une culture entrepreneuriale par la diversité.

## NOTE 2 MÉTHODES D'ÉVALUATION ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION

### 2.1 RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés de l'exercice 2022 sont établis en conformité avec les normes et interprétations comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées par l'Union européenne et applicables au 31 décembre 2022. Ces normes et interprétations sont appliquées de façon constante sur les exercices présentés.

Le Groupe a adopté les normes, amendements et interprétations suivants qui sont applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Leur date d'application coïncide avec celle de l'IASB :

- Amendements à IAS 16, IAS 41, IAS 37, IFRS 3
- Améliorations annuelles (cycle 2018-2020)
- IFRS 17 (contrats d'assurance), norme applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2023 mais dont l'application anticipée est possible.

Ces textes n'ont pas d'incidence sur les états financiers

consolidés du Groupe. Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

#### Norme IAS 29 – Information financière dans les économies Hyper-inflationnistes

Depuis le mois d'avril 2022, la Turquie a été déclarée comme économie en hyper inflation. Conformément à la norme IAS 29, les comptes de résultat de l'exercice 2022 des sociétés turques ont été convertis au cours de clôture vs cours moyen, et les actifs et passifs non monétaires réévalués sur la base de l'indice des prix à la consommation. L'impact sur les réserves consolidées s'élève à +3,5 M€ et à -1,1 M€ sur le résultat net.

#### Norme IFRS 16 – Contrats de location

La norme IFRS 16 est appliquée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 par le Groupe.

La norme consiste à retraiter en actif amortissable (droit d'utilisation) et en dette financière, tous les contrats de location d'une durée supérieure à 12 mois et dont l'actif d'origine est d'une valeur supérieure à 5 K€. Son application, dans le Groupe GL events, concerne essentiellement les baux immobiliers et les Délégations de Service Public & Concessions de sites Venues.

La part des redevances variables et les services associés ne sont pas inclus dans le montant retraité, seuls les loyers fixes le sont.

Les durées retenues pour les contrats de location/ concessions en cours ont été les suivantes :

- Contrats de concession : durée restante des contrats,
- Baux commerciaux avec durée ferme : durée restante jusqu'à la fin de la période ferme, avec un minimum de 5 ans,
- Contrats ayant une durée restante inférieure à 5 ans et comportant une option de renouvellement à la main du preneur : une période de renouvellement est retraitée au titre de la norme IFRS 16.

Conformément à la norme, les taux d'actualisation retenus pour l'évaluation des actifs sont ceux que les sociétés du Groupe auraient eu unitairement, en lien avec les objectifs du Groupe et en tenant compte des taux usuels de financements locaux (de 2% à 10%).

Pour rappel, la norme n'a pas d'impact sur le calcul des covenants financiers. En effet, les contrats d'emprunts prévoient que les calculs des ratios financiers doivent être réalisés hors dettes liées à la norme IFRS 16.

Conformément à l'amendement IFRS 16 paru en mai 2020, les exonérations et allègements de loyers perçus n'ont pas donné lieu à modification des contrats retraités par la norme (que ce soit dans la durée, ou dans le montant du loyer retraité).

### 2.2 BASES D'ÉVALUATION

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des valeurs mobilières de placement et des instruments dérivés qui ont été évalués à leur juste valeur. Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les actifs et passifs couverts et les instruments de couverture sont évalués à la juste valeur.

### 2.3 UTILISATION D'ESTIMATIONS ET HYPOTHESES

La préparation des états financiers nécessite des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants

d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents. Ces estimations et hypothèses font l'objet de révisions et d'analyses régulières qui intègrent les données historiques et les données prévisionnelles.

Ces hypothèses concernent principalement l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs (notes 2.5.1 à 2.5.5), l'activation des impôts différés sur déficit (note 2.5.12), l'évaluation des indemnités de fin de carrières (note 2.5.16) et les provisions pour risques et charges (note 2.5.15).

Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, peuvent se révéler ultérieurement différentes de la réalité.

## 2.4 MODALITÉS DE CONSOLIDATION

### 2.4.1 Principes de consolidation

#### Filiales

Les filiales sont les entités contrôlées de manière exclusive par le Groupe. Elles sont consolidées par intégration globale. Le Groupe contrôle une entité lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- le Groupe détient le pouvoir sur l'entité (capacité de diriger ses activités pertinentes, à savoir celles qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité) via la détention de droits de vote ou d'autres droits,
- le Groupe est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité,
- le Groupe a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il en obtient.

#### Existence du pouvoir

Le périmètre des droits de vote pris en considération pour apprécier la nature du contrôle exercé par le Groupe sur une entité et les méthodes de consolidation applicables intègre l'existence et l'effet de droits de vote potentiels dès lors que ces derniers sont exerçables à la date d'appréciation du contrôle ou au plus tard lorsque les décisions concernant la direction des activités pertinentes doivent être prises. Ces droits de vote potentiels peuvent provenir, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes.

Lorsque les droits de vote ne sont pas pertinents pour déterminer l'existence ou l'absence de contrôle d'une entité par le Groupe, l'évaluation de ce contrôle doit tenir compte de tous les faits et circonstances y compris l'existence d'un ou plusieurs accords contractuels.

Le pouvoir peut s'exercer au travers de droits substantiels, à savoir la capacité pratique de diriger les activités pertinentes de l'entité sans obstacle ni contrainte. Certains droits ont pour but de protéger les intérêts de la partie qui les détient (droits protectifs), sans toutefois donner le pouvoir sur l'entité à laquelle les droits se rattachent. Si plusieurs investisseurs ont chacun des droits effectifs leur conférant la capacité de diriger unilatéralement des activités pertinentes différentes, celui qui a la capacité effective de diriger les activités qui affectent le plus les rendements de l'entité, détient le pouvoir.

#### Exposition aux rendements variables

Le contrôle ne peut exister que si le Groupe est exposé significativement à la variabilité des rendements générés par son investissement ou son implication dans l'entité. Les rendements variables rassemblent toutes sortes d'expositions

(dividendes, assistances, redevances, prestations de services...) ; ils peuvent être uniquement positifs, uniquement négatifs, ou tantôt positifs et tantôt négatifs.

#### Lien entre pouvoir et rendements variables

Le pouvoir sur les activités pertinentes ne confère pas le contrôle au Groupe si ce pouvoir ne permet pas d'influer sur les rendements variables auxquels le Groupe est exposé en raison de ses liens avec l'entité.

#### Partenariats

Dans le cadre d'un partenariat (activité conjointe ou co-entreprise), le Groupe exerce un contrôle conjoint sur l'entité considérée si les décisions concernant les activités pertinentes de cette dernière requièrent le consentement unanime des différentes parties partageant ce contrôle. La détermination du contrôle conjoint repose sur une analyse des droits et obligations des partenaires à l'accord. Dans le cas d'une activité conjointe ou d'une structure juridique commune (joint-opération), les différentes parties qui exercent le contrôle conjoint ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs. Le Groupe doit alors comptabiliser de manière distincte sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs ainsi que sa quote-part dans les charges et produits afférents. Dans le cas d'une co-entreprise (joint-venture), les différentes parties ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Ces co-entreprises sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

#### Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable. Ces entreprises associées sont mises en équivalence dans les états financiers consolidés du Groupe. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une entité sans toutefois en exercer un contrôle exclusif ou un contrôle conjoint. L'influence notable peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions stratégiques, de l'existence d'opérations inter-entreprises importantes, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique.

L'influence notable sur les politiques financières et opérationnelles d'une entité est présumée lorsque le Groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20% des droits de vote de cette entité. La mise en équivalence est une méthode qui consiste à comptabiliser initialement la participation au coût et à l'ajuster par la suite pour prendre en compte les changements de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de l'entité émettrice qui surviennent postérieurement à l'acquisition. Le résultat net de l'investisseur comprend sa quote-part du résultat net de l'entité émettrice, et les autres éléments du résultat global de l'investisseur comprennent sa quote-part des autres éléments du résultat global de l'entité émettrice.

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe se trouve en [note 3](#).

### 2.4.2 Méthodes de conversion des comptes des filiales étrangères

Les états financiers des filiales étrangères ont été convertis en appliquant les méthodes suivantes :

- Les capitaux propres de la filiale sont convertis au cours historique,
- Le bilan (hors capitaux propres) est converti au cours de clôture,
- Le compte de résultat est converti au cours moyen.

Les écarts de conversion résultant de l'application des cours historiques et des cours moyens, par rapport au cours de clôture, sont imputés dans les réserves consolidées (pour la quote-part du Groupe).

Les pertes et gains de change résultant de la conversion et de l'élimination d'opérations ou créances et dettes intragroupes exprimées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de la société concernée sont enregistrés au compte de résultat, à moins qu'ils ne proviennent d'opération de financement intragroupe à long terme pouvant être considérées comme des opérations en capital : ils sont dans ce cas inscrits dans les capitaux propres en « Ecart de conversion ».

### 2.4.3 Elimination des opérations et soldes intragroupes

Tous les soldes réciproques entre les sociétés du Groupe et autres opérations intragroupes (achats et ventes, dividendes, etc.) ainsi que les dotations aux provisions sur les titres et comptes courants de participations consolidées sont éliminés.

### 2.4.4 Transactions avec les intérêts minoritaires

Les cessions de participations qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres (c'est-à-dire des transactions avec d'autres Actionnaires agissant en tant que tels). La valeur comptable des intérêts part du groupe et des intérêts non contrôlés doit être ajustée en conséquence. Toute cession qui entraîne une perte de contrôle exclusif, du contrôle conjoint, d'influence notable ou une dilution, donnera lieu à un résultat de cession.

Dans le cadre de prises de participations complémentaires sans changement de contrôle, les impacts sont comptabilisés par capitaux propres sans génération d'un goodwill complémentaire.

Lorsqu'une acquisition complémentaire des titres classés précédemment en titres destinés à la vente conduit à une première consolidation, quelle que soit la méthode (intégration globale ou mise en équivalence), les titres antérieurement détenus sont réévalués par contrepartie du compte de résultat.

## 2.5 MÉTHODE ET RÈGLES D'ÉVALUATION

### 2.5.1 Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Le Groupe comptabilise à leur juste valeur à la date de prise de contrôle les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le coût d'acquisition est le prix payé par le Groupe dans le cadre d'une acquisition, ou l'estimation de ce prix si l'opération se fait sans versement de trésorerie, à l'exclusion des frais liés à l'acquisition d'une entreprise ou groupe d'entreprise constatés en charges de la période.

Lorsque l'accord prévoit un ajustement du prix d'achat dépendant d'événements futurs, le Groupe inclut le montant de cet ajustement dans le coût du regroupement d'entreprises à la date d'acquisition si cet ajustement est probable et peut être mesuré de manière fiable.

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la société à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition résultant de l'acquisition d'une filiale sont comptabilisés sur la ligne « Ecart d'acquisition ». Les écarts d'acquisition résultant de l'acquisition d'une entreprise associée sont comptabilisés sous la rubrique « Titres mis en équivalence ». Les écarts d'acquisition négatifs sont directement comptabilisés en résultat.

Le Groupe dispose d'un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser la comptabilisation du regroupement d'entreprises considéré. Toute modification du prix d'acquisition, effectuée en dehors du délai d'affectation, a pour contrepartie le résultat sans modification du coût d'acquisition ou de l'écart d'acquisition.

En application de la norme IAS 36, à chaque clôture d'exercice et lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie tels que décrits dans la note 2.5.5.

### 2.5.2 Autres immobilisations incorporelles

Les frais de recherche ainsi que les frais de développement, les frais de préouverture et les frais de premier établissement ne répondant pas aux critères d'immobilisation de la norme IAS 38 sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon leur durée d'utilité. Les durées d'amortissement sont les suivantes :

	<b>Durées</b>
Concessions	10 à 50 ans
Logiciels	3 ans

### 2.5.3 Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 – *Immobilisations corporelles*, les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, diminuée des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement, selon une approche par composants, sur leur durée d'utilité généralement retenue comme suit :

	<b>Durées</b>
Immeubles de bureaux	10 à 50 ans
Bâtiments industriels	10 à 50 ans
Agencements et installations	10 ans
Matériel et outillage industriel	2 à 7 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Mobilier et matériel de bureau	2 à 10 ans

### 2.5.4 Matériels Locatifs

Le matériel locatif immobilisé est enregistré au coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur, selon le traitement de référence de la norme IAS 16 – *Immobilisations corporelles*.

Pour constater la dépréciation relative à l'usure résultant des locations successives des biens immobilisés, les amortissements sont fondés sur les durées d'utilité suivantes :

	<b>Durées</b>
Planchers	7 à 10 ans
Mobiliers	4 ans
Structures et entoillages	5 à 15 ans
Tribunes et gradins	5 à 10 ans
Autres matériels locatifs	2 à 7 ans

En conformité avec les recommandations et observations de l'ANC du 15 janvier 2021, et dans le contexte inédit de



crise de l'exercice 2020, le Groupe a fait évoluer le rythme d'amortissement de son matériel locatif, passant d'une méthode linéaire à une approche liée à la consommation réelle des avantages économiques de ces dits actifs. Aussi, une analyse sur l'exercice 2020 de la non-rotation de ces actifs a conclu à une non-utilisation moyenne de 81% du matériel locatif sur la période 2020, qui s'est traduite dans les comptes par une modification du plan d'amortissement de ces biens.

## 2.5.5 Dépréciations d'actifs

### Règle de dépréciation

La valeur recouvrable d'un actif représente sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité si celle-ci est supérieure.

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès que des événements ou modifications d'environnement de marché ou des éléments internes indiquent un risque de perte de valeur durable. Elle est testée au moins une fois par an, lors de la clôture annuelle, pour les actifs à durée de vie indéfinie (catégorie limitée aux écarts d'acquisition et aux fonds de commerce).

Une perte de valeur est comptabilisée dès lors que la valeur recouvrable de l'actif ou groupe d'actifs testé est inférieur à sa valeur comptable.

La dépréciation est comptabilisée en « Autres produits et charges opérationnels ».

Les dépréciations des écarts d'acquisition sont irréversibles. Les dépréciations relatives aux autres immobilisations corporelles et incorporelles sont, quant à elles, réversibles dès lors qu'il y a une évolution favorable de la valeur recouvrable de l'actif.

### Définition des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT)

Les UGT sont constituées des sociétés d'exploitation. Pour les besoins des tests de valeur, les écarts d'acquisition sont affectés au niveau des Groupes d'UGT qui constituent des ensembles homogènes, générant des flux de trésorerie largement indépendant de flux de trésorerie générés par les autres UGT.

Les UGT sont ainsi regroupées sur la base des 3 métiers du Groupe : Live, Exhibitions, Venues. Cette approche est cohérente avec l'organisation interne, les orientations stratégiques du Groupe et le suivi de la performance.

### Modalité de détermination de la valeur recouvrable

La valeur recouvrable des groupe d'UGT (écarts d'acquisition, immobilisations corporelles & incorporelles, BFR) définis ci-avant correspond à la somme des valeurs d'utilité des UGT composant les groupe d'UGT, déterminée à partir des flux de trésorerie futurs d'exploitation des sociétés.

Ces flux opérationnels proviennent des plans à moyen terme (cinq ans) complétés d'une valeur terminale correspondant à la projection à l'infini des flux normatifs générés par l'actif considéré.

Afin de maintenir les actifs en état normal d'utilisation, les dépenses de maintenance et de rénovation sont incluses dans les flux opérationnels.

Le taux d'actualisation retenu est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré du capital (WACC), il s'agit d'un taux (distinct par UGT) appliqué à des flux futurs après impôt. Ce taux correspond au taux de rendement attendu par un investisseur dans le domaine d'activité concerné. Ce taux inclut également une prime de risque.

Pour les UGT exploitées dans le cadre de contrat de concession ou de location (métier Venues du Groupe), le Groupe gère ces

contrats dans une optique de continuité d'exploitation (tant au niveau de la gestion du site qu'au niveau de l'entretien / investissement pour maintenir ou accroître son activité).

En conséquence, le Groupe mesure la valeur recouvrable des groupes d'UGT dans une optique de poursuite de ses activités de concessionnaire au-delà de la date de fin de concession, compte tenu des prolongations déjà obtenues par le passé. La gestion quotidienne et la politique d'investissement s'inscrivent ainsi dans une logique de maintien ou d'accroissement de l'attractivité des sites considérés.

## 2.5.6 Contrats de location

Les biens immobiliers acquis par voie de location-financement sont comptabilisés à l'actif pour la valeur du bien à la date d'entrée dans le périmètre. Les autres biens corporels acquis sous forme de location-financement d'une valeur d'origine supérieure à 75 milliers d'euros sont comptabilisés à l'actif immobilisé ou en matériel locatif pour la valeur du bien à la date de conclusion du contrat. Ils sont amortis ou dépréciés selon les méthodes décrites ci-dessus. La valeur du capital représentative de la dette restant due est inscrite dans les dettes financières. Les charges de l'exercice sont retraitées en conséquence.

## 2.5.7 Contrats de délégations et concessions

L'IFRIC a publié son interprétation sur le traitement des contrats de concessions de services (IFRIC 12) pour une application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Nonobstant le contexte juridique régissant les relations entre les collectivités locales et GL events, les contrats de délégations et concessions conclus par GL events n'entrent pas dans le cadre d'IFRIC 12, les conditions relatives à la définition des services fournis, à la fixation des prix et au contrôle à terme des infrastructures n'étant pas remplies pour les raisons suivantes :

- En matière de services, les délégants donnent toute latitude au Groupe GL events, pour garantir l'égalité d'accès à l'infrastructure sans discrimination et l'utilisation la plus large possible des équipements confiés,
- En matière de prix, les délégants agréent les tarifs proposés par le délégataire, lesquels sont déterminés par rapport au marché et soumis à pleine concurrence,
- En matière de contrôle, les équipements sont sous le contrôle des délégants qui en confient la gestion au Groupe, aucun droit sur l'infrastructure n'est transféré au délégataire. Toutefois, les travaux d'entretien ou d'amélioration réalisés pendant la période de mise en gestion sont systématiquement remis à la disposition du délégant au terme de l'accord, avec ou sans contrepartie selon les termes spécifiques de chaque contrat.

## 2.5.8 Immobilisations financières

### Application de la norme IFRS 9 « Instruments financiers »

La norme IFRS 9 a remplacé au 1<sup>er</sup> janvier 2018 la norme IAS 39 « Instruments financiers » ; elle a défini les règles applicables en matière de classement et de comptabilisation des instruments financiers, de dépréciation d'actifs financiers (avec en particulier, pour l'évaluation des créances clients, le recours à un modèle de pertes attendues en remplacement du modèle de pertes encourues), ainsi qu'en matière de comptabilité de couverture. Cette norme a été appliquée par le groupe de façon rétrospective et limitée.

#### **Classement et évaluation des instruments financiers**

L'application rétrospective s'est traduite par la nécessité de distinguer pour le Groupe dans la catégorie des « titres disponibles à la vente », les actifs financiers réévalués à la juste valeur par contrepartie des autres éléments du résultat global et les actifs financiers réévalués à la juste valeur par résultat. Ainsi, le Groupe définit à chaque acquisition de titres le choix d'affectation en fonction de sa stratégie.

#### **Comptabilisation**

Les instruments financiers sont composés de titres de sociétés non consolidées, d'actions de sociétés cotées, de prêts et créances financières à long terme.

Ces actifs financiers sont analysés et classés en 4 catégories :

- détenus à des fins de transaction (titres achetés et détenus principalement dans le but de les revendre à court terme),
- détenus jusqu'à leur échéance (titres donnant droit à des paiements déterminés ou déterminables et à échéance fixée, que le Groupe a la capacité et l'intention expresse de conserver jusqu'à maturité),
- prêts et créances,
- et disponibles à la vente (tous les actifs financiers non classés dans l'une des catégories précédentes).

La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition des actifs financiers. La classification est déterminée lors de la comptabilisation initiale.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés au compte de résultat.

Les actifs financiers désignés comme détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Les titres disponibles à la vente sont comptabilisés en juste valeur (définie par le cours de bourse lorsqu'il est disponible). Les pertes et gains latents, correspondant aux variations de valeurs temporaires de ces actifs, sont enregistrés dans les capitaux propres. Lorsque les titres sont cédés ou dépréciés, les pertes et gains latents cumulés, précédemment enregistrés en capitaux propres, sont alors comptabilisés dans le compte de résultat.

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées rentrent dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Lorsqu'ils correspondent à des participations minoritaires non consolidées dans des sociétés cotées (titres disponibles à la vente), ces titres sont évalués à leur juste valeur cotée à la clôture de l'exercice. Dans le cas où il s'agit de titres dont la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable, ils restent évalués au coût historique.

#### **Dépréciation**

Lors de chaque clôture, le Groupe recherche toute indication objective de perte de valeur d'un actif financier ou groupe d'actifs financiers. Dans le cas de titres classés comme disponibles à la vente, une baisse substantielle (+20%) ou prolongée (supérieure à six mois) de la juste valeur en dessous du coût d'acquisition est une indication de perte de valeur. En présence d'une telle indication pour des actifs financiers disponibles à la vente, la perte cumulée – égale à la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, diminuée de toute perte de valeur précédemment comptabilisée en

résultat pour cet actif financier – est sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat.

Si une perte de valeur est constatée, alors une dépréciation est comptabilisée. Les pertes de valeur comptabilisées en résultat sur les actifs disponibles à la vente ne peuvent être reprises par résultat que lors de la cession des titres.

#### **2.5.9 Stocks de matières consommables, de marchandises et d'encours de production**

Ils sont classés sur une ligne distincte dans l'actif courant. Ils sont évalués soit au dernier prix d'achat soit au coût moyen pondéré, une dépréciation est appliquée lorsque les produits sont obsolètes, non utilisés ou non conformes aux standards de qualité du Groupe.

Les encours et produits finis sont valorisés au coût de production qui peut comprendre les matières premières, les coûts de main d'œuvre directe et les coûts indirects de production. Les frais financiers ne sont pas retenus dans le calcul des coûts de production.

Les stocks sont composés d'éléments destinés à l'installation et à l'aménagement de stands provisoires (structure aluminium), ainsi que de revêtement au sol (planchers mécaniques).

#### **2.5.10 Créances et dettes**

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Celles libellées en monnaies étrangères et qui ne font pas l'objet d'une couverture à terme sont évaluées sur la base du dernier cours de change connu à la date de clôture. Les créances clients, appréciées au cas par cas, sont provisionnées pour tenir compte des éventuelles difficultés de recouvrement.

La norme IFRS 9 a requis la comptabilisation des pertes de crédit attendues sur les créances commerciales. Le Groupe a appliqué l'approche simplifiée de la norme et calculé des dépréciations basées sur l'historique de pertes de crédit du Groupe, appliquée sur le solde des créances clients ne présentant pas de risques avérés. Cette provision est réévaluée chaque année par résultat.

#### **2.5.11 Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme, liquides, convertibles à tout moment en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque faible de variation de valeur. Ces placements de trésorerie sont valorisés à la juste valeur et les gains et pertes latents ou réalisés sont comptabilisés en résultat financier. La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché à la date de clôture de l'exercice.

#### **2.5.12 Impôts**

La charge d'impôt comprend l'impôt exigible des différentes sociétés consolidées et l'impôt différé résultant de différence temporelle.

Les impôts exigibles sont calculés conformément à la législation fiscale applicable dans chaque pays.

Les différences temporelles entre les valeurs en consolidation des éléments d'actifs et de passifs, et celles résultant de l'application de la réglementation fiscale, donnent lieu à la constatation d'impôts différés.

Le taux d'impôt retenu pour le calcul des impôts différés est celui connu à la date de clôture ; les effets des changements de taux sont enregistrés sur la période au cours de laquelle la décision de changement est prise.

Les économies d'impôts résultant des déficits fiscaux reportables sont enregistrées en impôts différés actifs, dans la mesure où, ils pourront être imputés sur des profits taxables futurs. Par ailleurs, il est tenu compte des durées de report et

des règles de plafonnement d'utilisation des déficits propres à chaque pays. Les possibilités d'imputations sont appréciées en fonction des prévisions disponibles établies par la direction. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

#### **2.5.13 Actions propres**

Les actions auto-détenues sont déduites des capitaux propres, indépendamment de leur objectif d'acquisition et de détention, et le résultat afférent est éliminé du compte de résultat consolidé.

#### **2.5.14 Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement sont présentées en diminution de l'actif concerné, la quote-part de subvention virée au résultat étant constatée en diminution de l'amortissement de l'actif concerné.

#### **2.5.15 Provisions pour risques et charges**

Une provision est constituée dès lors qu'existe une obligation vis-à-vis d'un tiers, entraînant pour le Groupe un décaissement probable dont le montant peut être évalué de manière fiable. Les provisions pour risques et charges dont l'échéance est inférieure à un an sont comptabilisées en passif courant. Celles-ci sont revues en Comité des risques dont le fonctionnement est explicité en page 158.

#### **2.5.16 Provisions pour indemnités de fin de carrière**

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière font l'objet dans les comptes consolidés d'une comptabilisation en provisions non courantes. Ils sont calculés selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées et prennent en compte les charges sociales afférentes.

La méthode intègre des paramètres tels que l'évaluation prévisible des salaires, la rotation des effectifs, le risque de mortalité et un taux d'actualisation.

#### **2.5.17 Paiements fondés sur des actions**

La norme IFRS 2, *Paiements fondés sur des actions*, traite des transactions réalisées avec le personnel ou avec d'autres tiers dont le paiement est fondé sur des actions. Au sein du Groupe, son application concerne les options d'achat d'actions accordées et les attributions d'actions gratuites au personnel. Conformément aux dispositions de cette norme, ces plans font l'objet d'une valorisation à la date d'attribution et d'une comptabilisation en charge de personnel en contrepartie des réserves, enregistrée linéairement sur la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires, en général entre deux et trois ans. Pour valoriser les plans d'options d'achat d'actions, le Groupe utilise le modèle de Black et Scholes usuellement utilisé par le marché.

#### **2.5.18 Passifs financiers**

Les passifs financiers sont principalement constitués d'emprunts et de dettes financières courantes et non courantes auprès d'établissements de crédit. Ces passifs sont initialement comptabilisés au coût amorti, sur la base de leur taux d'intérêt effectif ; ils tiennent compte le cas échéant des coûts de transaction directement rattachables.

#### **2.5.19 Instruments dérivés de couverture**

L'utilisation par le Groupe GL events d'instruments dérivés (swaps de taux) a pour objectif la couverture des risques associés aux fluctuations des taux d'intérêts.

Pour chacun des instruments de couverture de flux de trésorerie futurs (cash-flow hedge), le passif financier couvert

est enregistré au bilan au coût amorti. Les variations de valeur de l'instrument dérivé sont enregistrées en capitaux propres. Au fur et à mesure que les frais ou produits financiers au titre de l'élément couvert affectent le compte de résultat pour une période donnée, les frais ou produits financiers enregistrés en capitaux propres au titre de l'instrument dérivé pour la même période sont transférés dans le compte de résultat.

Lorsqu'un instrument dérivé ne satisfait pas aux critères de la comptabilité de couverture, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

#### **2.5.20 Engagements d'achats donnés aux minoritaires**

Conformément à IAS 32, les options de vente (put) de participation accordées par le Groupe GL events à des Actionnaires minoritaires de filiales consolidées par intégration globale sont comptabilisées en dette à leur juste valeur, soit le prix de rachat probable des minoritaires. Les engagements de rachats sur minoritaires sont traités par les capitaux propres, lorsque ce complément d'acquisition ne conduit pas à un changement de contrôle. Les variations de la dette relative aux engagements de rachats de minoritaires sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres.

La dette comptabilisée n'est pas actualisée compte tenu de l'impact non significatif.

#### **2.5.21 Reconnaissance des revenus**

Conformément à la norme IFRS 15, les revenus sont reconnus en fonction de la réalisation de nos obligations de performance. A l'exception de contrats de type Jumbo events et des contrats de locations longues durées, nos prestations comprennent une obligation de performance unique, qui se traduit par la réalisation de différents services non distincts dans le cadre du contrat, et qui sont étroitement liés entre eux.

##### **GL events Live**

La reconnaissance des revenus est réalisée de la manière suivante :

- Les revenus issus de la mise à disposition d'installations générales pour des événements de courte durée avec une redondance avérée sont reconnus en totalité lors de l'ouverture de la manifestation/événement.
- Les revenus issus des ventes des matériels locatifs immobilisés sont constatés lors de la livraison effective des biens au preneur. Les valeurs nettes comptables des biens cédés sont classées en charge d'exploitation.
- Les revenus issus des contrats de location sans terme particulier et des contrats de location longue durée sont appréhendés sur une base mensuelle.
- La reconnaissance des revenus issus des contrats « Jumbo events » se fait en fonction de l'atteinte des différentes obligations de performance.
- De manière générale, ces contrats comportent plusieurs phases distinctes et identifiables : ingénierie conceptuelle (études, conceptions), aménagement des zones d'accueil, logistique, montage / démontage, prestations durant l'événement, qui permettent une reconnaissance des revenus lors de l'achèvement de chaque phase. La durée de réalisation de ces chantiers peut s'étaler entre 2 et 6 mois en fonction de la taille de l'événement et de l'ampleur des prestations réalisées.
- En cas d'identification de pertes à terminaison, une provision est constatée.

#### GL events Exhibitions

Les revenus des salons-expositions et des événements organisés par le Groupe sont enregistrés en totalité lors de l'ouverture de la manifestation au public.

#### GL events Venues

Les revenus sont appréhendés au premier jour de l'ouverture au public de la manifestation accueillie.

À la clôture de l'exercice, il n'existe pas d'actifs et de passifs significatifs pris de manière individuel pour les contrats réalisés au cours de l'exercice 2022.

### 2.5.22 Traitement de la CVAE

Les contributions composant la CET (la CFE et la CVAE) sont classées en charges opérationnelles, sans changement par rapport à celui retenu pour la Taxe Professionnelle.

### 2.5.23 Résultat par action

Le résultat par action est calculé sur la base du nombre pondéré moyen d'actions en circulation durant l'exercice, sous déduction du nombre d'actions auto-détenues. Pour les deux derniers exercices, le nombre d'actions s'établit ainsi :

Années	Nb d'actions moyen	Actions auto-détenues	Nb d'actions pondéré
2021	29 982 787	-1 120 039	28 862 748
2022	29 982 787	-626 342	29 356 445

### 2.5.24 Résultat par action dilué

Le résultat par action après dilution est établi sur la base du nombre moyen pondéré d'actions avant dilution majoré du nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée, durant l'exercice, des options de souscriptions existantes ou de tout autre instrument dilutif. Pour les deux derniers exercices, le nombre d'actions dilué s'établit ainsi :

Années	Nbre d'actions pondéré	Plan actions gratuites	Nbre d'actions dilué
2021	28 862 748	817 590	29 680 338
2022	29 356 445	1 006 770	30 363 215

### 2.5.25 Tableau des flux de trésorerie consolidé

Le tableau de flux est présenté conformément à la norme IAS 1 et intègre notamment les règles suivantes :

- les plus et moins-values de cession sont présentées pour leurs montants nets d'impôt,
- les dépréciations d'actifs courants sont présentées au niveau de la variation des flux de trésorerie liée aux actifs courants,
- le poste Trésorerie nette affectée aux acquisitions et cessions de filiales correspond au prix d'acquisition, minoré de la partie du prix non encore payé, et minoré de la trésorerie nette disponible (ou majoré de la trésorerie passive courante) à la date d'acquisition, avec une logique similaire retenue pour les opérations de cession,
- les lignes Trésorerie nette à l'ouverture et Trésorerie nette à la clôture correspondent à la trésorerie active (disponibilités, valeurs mobilières de placement) minorée de la trésorerie passive courante (concours bancaire, daillly, minorée des effets escomptés non échus) ; elles n'intègrent pas les comptes courants avec les sociétés non consolidées.

## NOTE 3 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les évolutions de périmètre ayant affecté les comptes consolidés 2022 sont les suivantes :

Sociétés	Activité	Pays		Date d'entrée ou de sortie
GL events EvenStar	Live	Etats Unis	Création	Intégration globale le 1 <sup>er</sup> janvier 2022
GL events Saudi	Live	Arabie Saoudite	Création	Intégration globale le 1 <sup>er</sup> janvier 2022
The Ruck Hotel	Live	France	Création	Intégration globale le 1 <sup>er</sup> janvier 2022
GL events Productions LLC	Live	Dubai	-	Sortie le 31 janvier 2022
SCI JDL Parking	Live	France	-	Sortie le 31 janvier 2022
Easy Home	Exhibitions	Chine	Acquisition	Intégration globale le 1 <sup>er</sup> avril 2022
GL Exhibitions Harbin	Exhibitions	Chine	Acquisition	Intégration globale le 1 <sup>er</sup> avril 2022
GL Middle East Services (audiovisuel)	Live	Dubai	Création	Intégration globale le 1 <sup>er</sup> avril 2022
Espacio Ferial de Santiago	Venues	Chili	Création	Intégration globale le 1 <sup>er</sup> mai 2022
Field and Lawn	Live	Angleterre	Acquisition	Intégration globale le 1 <sup>er</sup> mai 2022
Mobiwatt	Live	France	Création	Intégration globale le 1 <sup>er</sup> mai 2022
Piscine de Gerland	Live	France	Création	Intégration globale le 1 <sup>er</sup> juillet 2022
GL events Algérie	Live	Algérie	-	Sortie le 1 <sup>er</sup> juillet 2022
GL events Montreuil	Venues	France	Création	Intégration globale le 1 <sup>er</sup> septembre 2022
Orléans events	Venues	France	Création	Intégration globale le 1 <sup>er</sup> septembre 2022
Alcyon	Live	France	-	Fusion avec Créatif Participations le 31 décembre 2022
Créatif Participations	Live	France	-	Fusion avec Créatif le 31 décembre 2022
Fabric	Live	France	-	Fusion avec Créatif le 31 décembre 2022
GL events Food Turquie	Venues	Turquie	-	Fusion avec Serenas le 31 décembre 2022
Medobjectif	Live	France	-	Fusion avec Live by GL events le 31 décembre 2022

**ÉTATS FINANCIERS**  
COMPTES CONSOLIDÉS

Sociétés	Siège social	N° R.C.S.	% de contrôle		% d'intérêt		
			2022	2021	2022	2021	
<b>Société mère : GL events</b>	Lyon	351 571 757					
<b>Filiales françaises consolidées</b>							
Adecor	Chilly Mazarin	378 230 569	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Agence CCC	Paris	433 592 813	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Alcyon Finance (1)	Live	410 169 148		100,00		100,00	IG
Alpha 1	Brignais	535 301 956	51,00	51,00	51,00	51,00	IG
Altitude Expo	Mitry Mory	379 621 220	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Auvergne Evénements (2)	Cournon d'Auvergne	449 076 900	72,12	72,18	72,12	72,18	IG
Bleu Royal	Paris	750 800 625	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Brasserie du Lou	Lyon	510 029 648	74,76	74,76	74,76	74,76	IG
Brelet Centre Europe	Strasbourg	437 742 059	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Caen Evenements	Caen	844 876 367	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Chorus	Vannes	414 583 039	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Créatifs	Live	389 120 049	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Créatifs Participations (1)	Live	814 010 096		100,00		100,00	IG
Décorama	Chilly Mazarin	612 036 996	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Euro Négoce	Live	382 693 745	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Fabric Expo (1)	Mitry Mory	379 666 449		100,00		100,00	IG
Fonction Meubles	Chilly Mazarin	378 230 676	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
FSO	Mouans Sartoux	403 427 776	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
GL events Audiovisual	Brignais	317 613 180	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
GL events Cité Centre de Congrès Lyon New Co	Lyon	840 400 188	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
GL events Equestrian Sport	Lyon	453 100 562	76,83	76,83	76,83	76,83	IG
GL events Exhibitions	Lyon	380 552 976	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
GL events GPE	Lyon	853 712 651	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
GL events Live	Brignais	378 932 354	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
GL events Live Grand Ouest	Lyon	878 975 002	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
GL events Montreuil (1)	Montreuil	919 059 006	100,00		100,00		IG
GL events Parc expo Metz Métropole	Metz	493 152 318	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
GL events Scarabée	Roanne	499 138 238	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
GL events SI	Brignais	480 214 766	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
GL events Sport	Lyon	450 511 209	76,83	76,83	76,83	76,83	IG
GL events Support	Brignais	480 086 768	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
GL events Venues	Lyon	495 014 524	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
GL Exhibitions Industrie	Lyon	879 104 248	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
GL Exhibitions SA	Lyon	879 428 258	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
GL Mobilier	Brignais	612 000 877	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Hall Expo	Brignais	334 039 633	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Jaulin	Chilly Mazarin	335 187 605	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Live ! by GL events	Paris	780 153 862	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Lou Rugby	Lyon	432 723 559	74,76	74,76	74,76	74,76	IG
Lou Academy	Lyon	844 349 464	74,76	74,76	74,76	74,76	IG
Lou Support - Venues	Lyon	844 374 751	74,76	74,76	74,76	74,76	IG
Medobjectif (1)	Paris	529 065 864		100,00		100,00	IG
Menuiserie Expo	Brignais	353 672 835	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Mobiwatt (1)	Brignais	913 086 583	51,00		51,00		IG
Mont Expo	Brignais	342 071 461	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Orléans events (1)	Orléans	919 004 150	100,00		100,00		IG
Piscine de Gerland (1)	Lyon	917 424 327	74,76		74,76		IG
Polygone Vert	Brignais	320 815 236	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Pont Neuf Concept	Paris	899 941 702	70,00	70,00	70,00	70,00	IG
Première Vision	Lyon	403 131 956	49,00	49,00	49,00	49,00	IG
Profil	Lyon	378 869 846	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
PV Corporate	Lyon	807 946 181	49,00	49,00	49,00	49,00	IG
Reims Expo Congrès Events	Reims	842 522 351	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Restaurant du Palais Brongniart	Paris	831 478 623	49,00	49,00	49,00	49,00	ME
Restaurant du Palais Mutualité	Paris	842 298 606	50,00	50,00	50,00	50,00	ME
Saint Etienne Evenements (3)	Saint Etienne	844 935 957	65,00	66,67	65,00	66,67	IG
SCI JDL Parking (1)	Lyon	844 514 695		82,61		82,61	IG
Secil	Lyon	378 347 470	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Sepel	Chassieu	954 502 357	46,25	46,25	46,25	46,25	IG
Sign'Expo	Gonesse	492 842 349	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Sodem	Mesnil Simon	438 323 776	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Spaciotempo	Flixecourt	380 344 226	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Sté exploit. Centre Congrès Metz métropole	Metz	790 342 497	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Sté exploit. Centre Congrès St-Etienne	Saint Etienne	488 224 718	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Sté exploit. Centre Congrès Valenciennes	Anzin	817 786 460	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Sté exploit. d'Amiens Mégacité	Amiens	518 869 011	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Sté exploit. de Parcs d'Exposition	Paris	398 162 263	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Sté exploit. Palais Brongniart	Paris	518 805 809	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Sté exploit. Palais de la Mutualité	Brignais	517 468 138	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Sté exploit. Polydome Clermont-Ferrand	Clermont-Ferrand	488 252 347	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
Strasbourg Evenements	Strasbourg	384 911 129	46,36	46,36	46,36	46,36	IG
The Ruck Hotel (1)	Lyon	909 343 667	74,76		74,76		IG
Toulouse Evenements	Toulouse	752 926 923	99,00	99,00	99,00	99,00	IG
Toulouse Expo	Toulouse	580 803 880	92,02	92,02	92,02	92,02	IG
Tranoi events	Paris	888 038 239	90,00	90,00	90,00	90,00	IG
Vachon	Gonesse	343 001 772	85,00	85,00	85,00	85,00	IG



**ÉTATS FINANCIERS**  
COMPTES CONSOLIDÉS

Sociétés	Siège social	% de contrôle		% d'intérêt	
		2022	2021	2022	2021
Filiales étrangères consolidées					
Adors	Ankara	86,36	86,36	86,36	86,36 IG
Aedita Latina	Rio de Janeiro	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
Aganto	Newbury	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
Aichi International Convention & Exhibition Center	Aichi	51,00	51,00	51,00	51,00 IG
Anhembi Convention Center	Sao Paulo	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
AVS Congrès LTEE	Port Louis	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
Cabestan	Monaco	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
CACLP	Shanghai	51,39	51,39	51,39	51,39 IG
CIEC Union (7)	Pekin	42,78	40,43	42,78	40,43 IG
Diagonal Food	Barcelone	92,00	92,00	92,00	92,00 IG
Dogan	Johannesburg	58,17	58,69	58,17	58,69 IG
Easy Home (1)	Pekin	20,62		20,62	IG
Editiel	Port Louis	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
Espacio Ferial de Santiago (1)	Santiago de Chile	100,00		100,00	IG
Fagga Promoção de eventos	Rio de Janeiro	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
Fashion Source	Shenzen	44,05	44,05	44,05	44,05 IG
Field & Lawn (1)	Broxburn	100,00		100,00	IG
Fisa	Santiago de Chile	60,00	60,00	60,00	60,00 IG
Flow Holding (5)	Abu Dhabi	71,00	70,00	71,00	70,00 IG
Flow Solutions Air & Power (5)	Abu Dhabi	71,00	70,00	71,00	70,00 IG
Frame	Ankara	86,36	86,36	86,36	86,36 IG
GL events Algérie (1)	Alger		90,00		90,00 IG
GL events Asia	Hong Kong	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Belgium	Bruxelles	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Brazil Participacoes	Rio de Janeiro	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Brussels	Bruxelles	85,00	85,00	85,00	85,00 IG
GL events CCIB	Barcelone	80,00	80,00	80,00	80,00 IG
GL events Centro de Convenções	Rio de Janeiro	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Chili	Santiago de Chile	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Convencoes Salvador	Salvador	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Doha	Qatar	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Empreimentos Imobiliario	Rio de Janeiro	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events EvenStar (1)	Wilmington	51,00		51,00	iG
GL events Exhibitions China	Hong Kong	73,42	73,42	73,42	73,42 IG
GL events Exhibitions Shanghai	Shanghai	73,42	73,42	73,42	73,42 IG
GL events Exhibitions Fuarcilik	Ankara	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL Exhibitions Harbin (1)	Harbin	47,72		47,72	IG
GL events Exponet	Sydney	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Fashion Source	Hong Kong	95,00	95,00	95,00	95,00 IG
GL events Field&Lawn	Edimbourg	82,50	82,50	82,50	82,50 IG
GL events Food Turquie (1)	Ankara		86,36		86,36 IG
GL events Greater China	Hong Kong	73,42	73,42	73,42	73,42 IG
GL events China (ex Hong Kong)	Hong Kong	73,42	73,42	73,42	73,42 IG
GL events Italie	Bologne	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Japan Kabushiki Kaisha	Tokyo	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Live Chile	Las Condes	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Live Shenzen (ZZX)	Shenzen	38,18	38,18	38,18	38,18 IG
GL events Macau	Macau	73,42	73,42	73,42	73,42 IG
GL events Maroc	Casablanca	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Middle East Services (audiovisual) (1)	Dubai Jebel Ali	100,00		100,00	IG
GL events Production LLC (1)	Dubai Jebel Ali		100,00		100,00 IG
GL events Saudi (1)	Al Rabie District	100,00		100,00	IG
GL events South Africa	Johannesburg	69,39	69,39	69,39	69,39 IG
GL events Turquie	Istanbul	86,36	86,36	86,36	86,36 IG
GL events UK	Derby	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events USA	New-York	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Venues Holding Espana	Barcelone	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Venues UK	Castle Donington	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Vostok	Moscou	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Yuexiu Guangzhou Developpment	Guangzhou	36,71	36,71	36,71	36,71 ME
GL Furniture (Asia)	Hong Kong	44,05	44,05	44,05	44,05 IG
GL Litmus Events	New Delhi	70,00	70,00	70,00	70,00 IG
GL Middle East	Dubai Jebel Ali	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
Grand hôtel Mercure	Rio de Janeiro	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
Hungexpo	Budapest	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
Imagine Labs	Hong Kong	44,05	44,05	44,05	44,05 IG
Istanbul Fuarclik	Istanbul	25,00	25,00	25,00	25,00 ME
Johannesburg Expo Center (JEC)	Johannesburg	41,37	41,74	41,37	41,74 IG
Logistics Fair	Bruxelles	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
GL events Live Brasil	Sao Paulo	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
Nuevo Parque Vitacura	Santiago de Chile	90,00	90,00	90,00	90,00 IG
Padova Fiere	Padoue	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
Perfexpo	Bruxelles	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
Premiere Vision Inc	New-York	49,00	49,00	49,00	49,00 IG
Sao Paulo Expo	Sao Paulo	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
Santos Convention Center	Santos	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
Serenas	Ankara	86,36	86,36	86,36	86,36 IG
Spaciotempo Arquitecturas Efimeras	Barcelone	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
Tarpulin Ingenieria de Proteccion SPA	Santiago de Chile	63,20	63,20	63,20	63,20 IG
Tarpulin Montajes SPA	Santiago de Chile	63,20	63,20	63,20	63,20 IG
Top Gourmet	Rio de Janeiro	100,00	100,00	100,00	100,00 IG
Traiteur Loriers Luxembourg	Luxembourg	60,00	60,00	60,00	60,00 IG
Unique Structure Holding (6)	Abu Dhabi	73,00	70,00	73,00	70,00 IG
Wicked Tents (6)	Abu Dhabi	73,00	70,00	73,00	70,00 IG
World Forum	La Haye	100,00	100,00	100,00	100,00 IG

ME : Mise en équivalence / IG : Intégration globale

(1) Entrée / Sortie de périmètre 2022 - (2) Le % de détention d'Auvergne Evenements été porté de 72,18% à 72,12% - (3) Le % de détention de St Etienne Evenements été porté de 66,67% à 65% - (4) Les % de détentions de Dogan et de Johannesburg Expo Center ont été portés respectivement de 58,69% à 58,17% et de 41,74% à 41,37% - (5) Les % de détentions de Flow Holding & Flow Solution ont été portés de 70% à 71% - (6) Les % de détentions de Unique & Wicked ont été portés de 70% à 73% - (7) Le % de détention de CIEC a été porté de 40,43% à 42,78%

## NOTE 4

### INFORMATIONS SECTORIELLES & INDICATEURS DE PERFORMANCE

Le Groupe GL events est organisé en trois secteurs d'activité.

**GL events Live** regroupe l'ensemble des métiers de l'événementiel corporate, institutionnel et sportif. Pour apporter des solutions clés en main depuis le conseil et la conception jusqu'à la réalisation.

**GL events Exhibitions** pilote et anime un grand nombre de salons propriétaires, sur différents secteurs (agroalimentaire, culture, textile).

**GL events Venues** gère un réseau de sites événementiels (centres de congrès, parcs d'expositions, salles de spectacles et halles multifonctionnelles) implantés dans de grandes villes en France et à l'international.

Le suivi de la performance opérationnelle du Groupe (reporting managérial mensuel des 3 secteurs d'activité) est réalisé avant impact des normes IFRS 16 & IAS 29. Pour cette raison, les informations de performance sont transmises avec et sans application de ces normes.

#### CHIFFRE D'AFFAIRES

(en milliers d'euros)	31/12/22 FULL IFRS	31/12/22	31/12/21	31/12/20	31/12/19	Variation 2022 / 2019	
GL events Live	846 702	851 673	430 426	309 206	600 086	251 587	41,9%
% de CA Total	64,6%	64,8%	58,1%	64,5%	51,2%		
GL events Exhibitions	138 535	138 541	144 534	67 993	231 436	(92 895)	-40,1%
% de CA Total	10,6%	10,5%	19,5%	14,2%	19,7%		
GL events Venues	324 950	325 048	166 282	102 159	341 353	(16 305)	-4,8%
% de CA Total	24,8%	24,7%	22,4%	21,3%	29,1%		
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 310 187</b>	<b>1 315 262</b>	<b>741 242</b>	<b>479 358</b>	<b>1 172 875</b>	<b>142 386</b>	<b>12,1%</b>

#### RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21	31/12/20	31/12/19	31/12/22 FULL IFRS	31/12/21 FULL IFRS	31/12/20 FULL IFRS	31/12/19 FULL IFRS
GL events Live	49 548	21 437	(19 240)	36 675	50 497	22 558	(18 149)	37 447
GL events Exhibitions	18 113	32 382	(15 836)	46 226	18 339	32 600	(15 668)	46 572
GL events Venues	35 279	10 356	(36 359)	42 990	43 168	17 445	(29 486)	48 887
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>102 940</b>	<b>64 175</b>	<b>(71 435)</b>	<b>125 891</b>	<b>112 004</b>	<b>72 604</b>	<b>(63 303)</b>	<b>132 907</b>

#### EBITDA

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21	31/12/20	31/12/19	31/12/22 FULL IFRS	31/12/21 FULL IFRS	31/12/20 FULL IFRS	31/12/19 FULL IFRS
GL events Live	93 057	60 003	10 587	71 931	112 273	77 491	28 300	89 163
GL events Exhibitions	20 138	34 209	(15 130)	50 216	22 738	37 015	(12 548)	54 996
GL events Venues	55 400	26 089	(16 427)	62 766	86 997	55 709	11 834	89 732
<b>EBITDA</b>	<b>168 594</b>	<b>120 302</b>	<b>(20 970)</b>	<b>184 913</b>	<b>222 009</b>	<b>170 215</b>	<b>27 586</b>	<b>233 891</b>

## INVESTISSEMENTS CORPORELS ET INCORPORELS DE LA PÉRIODE

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21	31/12/20
GL events Live	46 384	27 562	21 103
GL events Exhibitions	732	1 769	1 300
GL events Venues	10 905	25 512	14 447
<b>Investissements nets</b>	<b>58 021</b>	<b>54 843</b>	<b>36 850</b>

## DOTATIONS ET REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21	31/12/20
GL events Live	(42 722)	(33 567)	(16 464)
GL events Exhibitions	(1 213)	(13)	(948)
GL events Venues	(17 418)	(16 553)	(24 460)
<b>Amortissements et provisions</b>	<b>(61 354)</b>	<b>(50 133)</b>	<b>(41 872)</b>

Pour le pilotage de son activité et la définition même de sa stratégie, les organes de direction suivent les indicateurs de performance du Groupe hors retraitement IFRS 16 & IAS 29. Ces derniers ont un fort impact sur la vision économique des différents KPI (chiffre d'affaires, augmentation non cash de l'EBITDA et du ROC, dégradation du résultat financier...). Les données opérationnelles hors impact des normes IFRS 16 & IAS 29 sont les suivantes :

En M€	31/12/2022	IFRS 16 & IAS 29	31/12/2022 FULL IFRS
Chiffre d'affaires	1 315,3	-5,1	1 310,2
Achats et charges externes	-855,9	59,1	-796,7
<b>EBITDA</b>	<b>168,6</b>	<b>53,4</b>	<b>222,0</b>
Dotations aux amort. et provisions	-65,7	-44,4	-110,0
<b>RÉSULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>102,9</b>	<b>9,1</b>	<b>112,0</b>
Coût de l'endettement net	-13,5	-15,7	-29,2
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>-16,0</b>	<b>-15,7</b>	<b>-31,7</b>
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>82,0</b>	<b>-6,6</b>	<b>75,3</b>
Impôts et MEE	-17,5	1,4	-16,2
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>64,4</b>	<b>-5,3</b>	<b>59,2</b>
Minoritaires	7,3	-0,8	6,5
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>57,1</b>	<b>-4,4</b>	<b>52,7</b>
Nombre d'actions	29 982 787	29 982 787	29 982 787
<b>Résultat par actions</b>	<b>1,90</b>	<b>-0,15</b>	<b>1,76</b>

## NOTE 5 INFORMATIONS SUR LE BILAN

### 5.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)	31/12/20	Augm.	Dim ou dépré	Ecarts de conversion	Mvts de périm. & reclassement	31/12/21
Ecarts d'acquisition Live	201 554	19 147		2 255		222 955
Ecarts d'acquisition Exhibitions	461 396	1 215		21 963		484 574
Ecarts d'acquisition Venues	67 837			(197)	(1)	67 639
<b>Ecarts d'acquisition</b>	<b>730 786</b>	<b>20 362</b>	<b>0</b>	<b>24 021</b>	<b>(1)</b>	<b>775 169</b>
Autres immo. incorporelles	87 701	9 177	(1 935)	12	144	95 099
Amortissements et dépréciations	(48 311)	(4 876)	1 096	182	(195)	(52 104)
<b>Autres immo. incorporelles</b>	<b>39 390</b>	<b>4 301</b>	<b>(839)</b>	<b>194</b>	<b>(52)</b>	<b>42 994</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>770 177</b>	<b>24 663</b>	<b>(839)</b>	<b>24 215</b>	<b>(52)</b>	<b>818 163</b>

(en milliers d'euros)	31/12/21	Augm.	Dim ou dépré	Ecarts de conversion	Mvts de périm. & reclassement	31/12/22
Ecarts d'acquisition Live	222 955	15 584		994		239 534
Ecarts d'acquisition Exhibitions	484 574	15 778		(776)		499 576
Ecarts d'acquisition Venues	67 639	2 856		(978)		69 518
<b>Ecarts d'acquisition</b>	<b>775 169</b>	<b>34 218</b>	<b>0</b>	<b>(759)</b>	<b>0</b>	<b>808 628</b>
Autres immo. incorporelles	95 099	3 161	(2 562)	3 328	(4 755)	94 271
Amortissements et dépréciations	(52 104)	(4 751)	2 584	(620)	4 317	(50 575)
<b>Autres immo. incorporelles</b>	<b>42 994</b>	<b>(1 589)</b>	<b>21</b>	<b>2 708</b>	<b>(438)</b>	<b>43 696</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>818 163</b>	<b>32 629</b>	<b>21</b>	<b>1 949</b>	<b>(438)</b>	<b>852 324</b>

Pour les actifs incorporels non amortis et les écarts d'acquisition, un test de dépréciation est effectué au minimum une fois lors de la clôture des comptes annuels ou dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs qui seront générés par les actifs testés. Ces flux de trésorerie futurs résultent des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe.

Les UGT sont constituées des sociétés d'exploitations. Pour les besoins des tests de valeur, les écarts d'acquisition sont affectés au niveau des Groupes d'UGT qui constituent des ensembles homogènes, générant des flux de trésorerie largement indépendant de flux de trésorerie générés par les autres UGT.

Les UGT sont ainsi regroupées sur la base des 3 métiers du Groupe : Live, Exhibitions, Venues. Cette approche est cohérente avec l'organisation interne, les orientations stratégiques du Groupe et le suivi de la performance.

Les impairments tests réalisés à la clôture 2022 intègrent des paramètres budgétaires cohérents avec les niveaux de reprises constatés et le contexte économique. Pour toutes les approches testées, les tests de sensibilité démontrent l'absence de besoin de dépréciation même en cas de détérioration forte de la rentabilité et de variation des hypothèses actuarielles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Hypothèses retenues	31/12/2022	31/12/2021
Taux d'actualisation (WACC) – Live	8,80%	8,55%
Taux d'actualisation (WACC) - Exhibitions	9,17%	8,92%
Taux d'actualisation (WACC) - Venues	8,09%	7,67%

Hypothèse croissance	31/12/2022	31/12/2021
France	2,00%	2,00%
Afrique du Sud	3,50%	3,50%
Brésil	3,00%	3,00%
Chili	2,00%	2,00%
Chine	2,00%	2,00%
Middle East	1,00%	1,00%
Turquie	5,00%	5,00%
Autres pays	2,00%	2,00%
Hypothèse croissance en valeur terminale	2,00%	2,00%

Le coefficient beta retenu est de 105% pour l'activité des 3 Pôles.

Les tests de dépréciation font apparaître une valeur recouvrable supérieure à la valeur des actifs testés. Pour chacune des UGT, des tests de sensibilités ont été effectués. Une variation combinée des données actuarielles et des données opérationnelles n'a pas fait apparaître de besoin de dépréciation.

Les hypothèses de croissances retenues demeurent cohérentes avec les données historiques et les prévisions budgétaires. Notre taux de croissance à l'infini est le même pour toutes les business units du Groupe, et appliqué uniquement pour la valeur à terminaison.

## 5.2 DROIT D'UTILISATION IFRS 16

(en milliers d'euros)	31/12/20	Augm.	Dim ou dépré	Ecarts de conversion	Mvts de périm. & reclassemt	31/12/21
Droit d'utilisation IFRS 16	518 755	48 410	(14 208)	(213)		552 744
Amortissements et dépréciations	(74 629)	(41 484)	6 836	(18)		(109 295)
<b>Droit d'utilisation IFRS 16</b>	<b>444 126</b>	<b>6 926</b>	<b>(7 372)</b>	<b>(231)</b>	<b>0</b>	<b>443 449</b>

(en milliers d'euros)	31/12/21	Augm.	Dim ou dépré	Ecarts de conversion	Mvts de périm. & reclassemt	31/12/22
Droit d'utilisation IFRS 16	552 744	100 909	(9 255)	(2 094)		642 305
Amortissements et dépréciations	(109 295)	(44 376)	1 234	273		(152 163)
<b>Droit d'utilisation IFRS 16</b>	<b>443 449</b>	<b>56 533</b>	<b>(8 021)</b>	<b>(1 820)</b>	<b>0</b>	<b>490 142</b>

L'augmentation des droits d'utilisation provient principalement de la prolongation d'une année de tous les baux immobiliers (bureaux et entrepôts), afin de conserver un engagement minimal de 5 années, mais également des nouveaux baux, des modifications et des renouvellements de baux existants pour les sites de Gonesse, Montreuil, Santiago, Budapest et Toulouse.

### 5.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'euros)	31/12/20	Augm.	Dim.	Ecart de conversion	Mvts de périm. & reclassement	31/12/21
Terrains	3					3
Constructions	316 611	14 944	(3 425)	1 381	284	329 796
<b>Total brut</b>	<b>316 613</b>	<b>14 944</b>	<b>(3 425)</b>	<b>1 381</b>	<b>284</b>	<b>329 798</b>
Amortissements et dépréciations	(59 681)	(10 996)	3 054	(322)	0	(67 944)
<b>Terrains et Constructions</b>	<b>256 933</b>	<b>3 948</b>	<b>(370)</b>	<b>1 059</b>	<b>284</b>	<b>261 854</b>

(en milliers d'euros)	31/12/21	Augm.	Dim.	Ecart de conversion	Mvts de périm. & reclassement	31/12/22
Terrains	3					3
Constructions	329 796	19 801	(14 302)	16 451	2 915	354 661
<b>Total brut</b>	<b>329 798</b>	<b>19 801</b>	<b>(14 302)</b>	<b>16 451</b>	<b>2 915</b>	<b>354 664</b>
Amortissements et dépréciations	(67 944)	(12 523)	808	(3 325)	(448)	(83 432)
<b>Terrains et Constructions</b>	<b>261 854</b>	<b>7 279</b>	<b>(13 494)</b>	<b>13 126</b>	<b>2 467</b>	<b>271 232</b>

L'augmentation du poste constructions est justifiée par les travaux réalisés sur le site du Matmut Stadium (Hôtel et phase IV : Piscine, centre d'entraînement & bureaux). La diminution correspondant quant à elle à la cession du parking sur ce même site.

Les écarts de conversion sont majoritairement liés à la réévaluation des actifs brésiliens (+14.1 M€).

(en milliers d'euros)	31/12/20	Augm.	Dim.	Ecart de conversion	Mvts de périm. & reclassement	31/12/21
Installations, matériel et outillage	41 240	6 113	(3 800)	(119)	2 472	45 907
Autres immob. corporelles	91 245	7 801	(5 618)	35	1 126	94 590
Immob. corporelles en cours	2 649	2 321	0	(1)	(3 673)	1 295
Matériels locatifs	304 197	21 847	(18 956)	5 655	9 407	322 150
<b>Total brut</b>	<b>439 332</b>	<b>38 082</b>	<b>(28 374)</b>	<b>5 570</b>	<b>9 331</b>	<b>463 942</b>
Installations, matériel et outillage	(30 462)	(2 879)	3 467	110	(2 024)	(31 787)
Autres immob. Corporelles	(64 454)	(6 776)	5 138	(52)	(837)	(66 981)
Matériels locatifs	(192 416)	(24 328)	18 689	(3 114)	(7 842)	(209 011)
<b>Total amortissements et dépréciations</b>	<b>(287 332)</b>	<b>(33 983)</b>	<b>27 294</b>	<b>(3 056)</b>	<b>(10 703)</b>	<b>(307 780)</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>151 999</b>	<b>4 099</b>	<b>(1 079)</b>	<b>2 515</b>	<b>(1 371)</b>	<b>156 162</b>

(en milliers d'euros)	31/12/21	Augm.	Dim.	Ecart de conversion	Mvts de périm. & reclassement	31/12/22
Installations, matériel et outillage	45 907	4 025	(4 978)	424	(434)	44 943
Autres immob. corporelles	94 590	8 801	(7 943)	(1 046)	14 782	109 183
Immob. corporelles en cours	1 295	846		(4)	(1 096)	1 042
Matériels locatifs	322 150	48 011	(9 561)	(1 425)	3 218	362 394
<b>Total brut</b>	<b>463 942</b>	<b>61 683</b>	<b>(22 482)</b>	<b>(2 050)</b>	<b>16 470</b>	<b>517 562</b>
Installations, matériel et outillage	(31 787)	(2 572)	5 428	(88)	119	(28 900)
Autres immob. Corporelles	(66 981)	(7 192)	7 731	803	(11 897)	(77 536)
Matériels locatifs	(209 011)	(31 566)	9 320	1 326	(1 218)	(231 150)
<b>Total amortissements et dépréciations</b>	<b>(307 780)</b>	<b>(41 329)</b>	<b>22 479</b>	<b>2 041</b>	<b>(12 997)</b>	<b>(337 586)</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>156 162</b>	<b>20 354</b>	<b>(3)</b>	<b>(9)</b>	<b>3 473</b>	<b>179 976</b>

Les autres immobilisations corporelles intègrent essentiellement des agencements, du mobilier, du matériel de transport, et des équipements informatiques.

Les principales variations sur les matériels locatifs proviennent des renouvellements et se localisent pour l'essentiel en France et en Angleterre. Les mouvements de périmètre sont liés en majorité à l'entrée de la société Field & Lawn dans le Groupe.



## 5.4 ACTIFS FINANCIERS

(en milliers d'euros)	31/12/21	Augm.	Dim.	Ecart de conversion	Mvts de périm. & reclassement	31/12/22
Titres disponibles à la vente	50 783	10 437	(7 100)	416	6	54 543
Prêts et créances	25 310	177	0	(120)	44	25 411
Dépréciation	(1 434)	(173)	458			(1 149)
<b>Actifs financiers</b>	<b>74 660</b>	<b>10 441</b>	<b>(6 642)</b>	<b>296</b>	<b>50</b>	<b>78 806</b>

La variation des titres disponibles à la vente correspond à la souscription de placements financiers.

## 5.5 PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les participations dans les entreprises associées évoluent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
Valeur des titres à l'ouverture	1 891	2 837
Mouvements de périmètre / Augmentation de capital	527	(713)
Ecart de conversion	(45)	260
Résultat des entreprises associées	(480)	(493)
<b>Participations dans les entreprises associées</b>	<b>1 894</b>	<b>1 891</b>

Les éléments financiers 2022 des sociétés mises en équivalence sont :

(en milliers d'euros)	Istanbul Fuarcilik	Restaurant du Palais Brongniart	Restaurant du Palais Mutualité	Guangzhou
Actif immobilisé	0	462	37	774
Actif courant	90	309	249	6 574
<b>Total Actif</b>	<b>90</b>	<b>771</b>	<b>286</b>	<b>7 348</b>
Capitaux propres	90	46	(67)	4 617
Passif	0	725	353	2 732
<b>Total Passif</b>	<b>90</b>	<b>771</b>	<b>286</b>	<b>7 348</b>
<b>Chiffre d'Affaires</b>	<b>2</b>	<b>1 562</b>	<b>916</b>	<b>6 756</b>
<b>Résultat net</b>	<b>2</b>	<b>(213)</b>	<b>(170)</b>	<b>(793)</b>
Quote-part de résultat des entreprises associées	1	(105)	(85)	(291)

## 5.6 STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
Consommables	12 399	10 795
En cours de production	9 859	8 112
Stocks marchandises	38 833	34 824
<b>Total brut</b>	<b>61 091</b>	<b>53 731</b>
Dépréciations	(14 987)	(15 040)
<b>Stocks et en-cours</b>	<b>46 104</b>	<b>38 692</b>

## 5.7 CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
Clients	214 287	168 714
Facture à établir	26 256	47 306
Dépréciations	(23 875)	(19 366)
<b>Créances clients</b>	<b>216 667</b>	<b>196 654</b>

L'antériorité des créances clients (nettes de provisions) se présente ainsi :

(en milliers d'euros)	non échues ou inférieur à 30 jours	retard de 30 à 90 jours	retard supérieur à 90 jours	Total
Créances clients	152 499	26 356	11 557	190 412

## 5.8 AUTRES CRÉANCES

Les autres créances se ventilent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
Avances et acomptes	25 168	21 896
Créances sociales	3 312	3 575
Créances fiscales	82 908	85 811
Autres créances opérationnelles et diverses	18 728	20 941
Charges constatées d'avance	69 024	28 806
Dépréciation des comptes courants	(1 585)	(1 682)
Dépréciation des autres créances	(819)	(448)
<b>Autres créances</b>	<b>196 736</b>	<b>158 899</b>

Toutes les autres créances ont une échéance inférieure à un an.

## 5.9 IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés actifs et passifs se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/21	Mvts/Périm et Juste valeur Instr. Financier	écarts de conversion	Produits ou charges	31/12/22
Impôts différés actifs	46 119	(5 004)	368	1 157	42 641
Impôts différés passifs	(12 210)	3 674	293	(7 202)	(15 446)
<b>Impôts différés actifs (passifs) nets</b>	<b>33 909</b>	<b>(1 330)</b>	<b>661</b>	<b>(6 045)</b>	<b>27 195</b>

Les impôts différés actifs et passifs se ventilent par nature de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/21	Mvts/Périm et Juste valeur Instr. Financier	écarts de conversion	Produits ou charges	31/12/22
Autres décalages d'amortissement	(2 401)	1 278	(40)	253	(910)
Déficits reportables	31 250	(2 104)	674	(8 248)	21 571
Provisions	459	374	(34)	518	1 316
Indemnités de départ en retraite	3 502	(829)	(3)	381	3 051
IFRS 16	3 363	335	24	1 305	5 028
Organic et effort construction	92	0	0	126	219
Participation des salariés	450	0	0	659	1 109
Amortissements dérogatoires	(3 004)	0	0	529	(2 475)
Autres	197	(384)	41	(1 567)	(1 714)
<b>Total</b>	<b>33 909</b>	<b>(1 330)</b>	<b>661</b>	<b>(6 045)</b>	<b>27 195</b>

#### Déficits reportables

Conformément à la norme IAS 12, l'activation des déficits est rendue possible par les bénéfices attendus sur les exercices à venir.

L'activation des déficits est réalisée à l'appui des business plan établis sociétés par sociétés, notamment dans le cadre des tests d'impairment. Une analyse au cas par cas, en fonction des règles locales d'imputation des déficits (durée de report, imputation totale ou partielle, taux d'imposition), est menée afin de déterminer si l'utilisation probable de ces déficits est raisonnable.

La diminution en 2022 des déficits reportables provient notamment de l'utilisation des reports générés pendant la crise sanitaire et utilisés cette année par le groupe d'intégration fiscale en France.

En l'absence d'indicateur de consommation des déficits à moyen terme, l'activation de ces derniers n'est pas constatée. Dans ce cadre, le montant global des déficits reportables du Groupe non activés à la clôture de l'exercice s'élève à 76 390 milliers d'euros, représentant un impôt différé non activé de 23 075 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	Déficit non activé 31/12/22	31/12/21	Possibilité d'imputation
Brésil	33 302	29 960	Reportable sans limitation de durée
Italie	31 465	28 082	Reportable sans limitation de durée
Afrique du Sud	6 473	10 247	Reportable sans limitation de durée
Autre	5 150	9 229	-

L'activation des déficits se ventile par zone géographique principalement de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Créance impôt différé 31/12/22	31/12/21	Possibilité d'imputation
Brésil	3 297	4 390	Reportable sans limitation de durée
France	21 204	25 296	Reportable sans limitation de durée
Royaume Uni	912	962	Reportable sans limitation de durée

## 5.10 ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
Valeurs mobilières de placement	251 712	64 822
Disponibilités	374 154	563 898
<b>Trésorerie active</b>	<b>625 866</b>	<b>628 720</b>
Concours bancaires courants	(6 018)	(4 080)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>619 848</b>	<b>624 640</b>

La juste valeur des valeurs mobilières de placement à la date du 31 décembre 2022 est de 251,7 millions d'euros. Les placements sont investis dans des produits sans risque : Sicav monétaires, certificats de dépôts ou compte à terme.

## 5.11 CAPITAUX PROPRES

### 5.11.1 Capital

#### Capital social

Les actions de GL events sont inscrites sur l'Eurolist d'Euronext Paris - compartiment B. Au 31 décembre 2022, le capital social était fixé à 119 931 148 €, divisé en 29 982 787 actions de 4 €.

#### Titres donnant accès au capital

Néant

#### Capital autorisé non émis

L'Assemblée générale Extraordinaire du 24 juin 2021 a délégué sa compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la société ou tous types de valeurs mobilières donnant accès immédiat ou à terme à des actions de la société et ce, avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription pour un montant nominal maximum de 60 millions d'euros.

Cette délégation de compétence a été donnée pour une durée de 26 mois, expirant le 23 août 2023.

#### Répartition du capital et des droits de vote

Le capital de GL events est réparti comme suit :

Répartition du capital	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote bruts	% droits de vote nets	Nombre de droits de vote
Olivier Ginon *	6 238	0,02%	0,02%	0,02%	10 738
Le Grand Rey *	70 485	0,24%	0,28%	0,29%	140 970
Polygone SA *	16 980 811	56,64%	66,61%	67,46%	33 012 804
Sofina *	4 768 057	15,90%	14,94%	15,14%	7 406 501
<b>Sous-total Concert</b>	<b>21 825 591</b>	<b>72,79%</b>	<b>81,86%</b>	<b>82,91%</b>	<b>40 571 013</b>
Actions auto-détenues	626 342	2,09%	1,26%		
Public	7 530 854	25,12%	16,87%	17,09%	8 362 694
<b>Nombre d'actions total</b>	<b>29 982 787</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>48 933 707</b>

\*pacte d'Actionnaires / Concert Olivier Ginon, Le Grand Rey, Sofina, Polygone, La Ferme d'Anna

### 5.11.2 Primes et réserves

Les primes représentent la différence entre la valeur nominale des titres émis et le montant des apports reçus en numéraire ou en nature. Au titre de l'exercice 2022, le poste « Primes et Réserves » évolue de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
Primes et Réserves à l'ouverture	395 254	485 927
Affectation du résultat	15 151	(77 368)
Effet de variation de la juste valeur des instruments financiers	5 622	572
Quote-part d'actif apportée par les minoritaires	966	(6 688)
Amendement IAS 19	2 184	732
Annulation des titres auto-contrôle	8 789	(7 269)
Coût des options de souscription d'actions	(7 875)	(552)
Autres variations	1 749	(100)
<b>Primes et Réserves à la clôture</b>	<b>421 839</b>	<b>395 254</b>

### 5.11.3 Ecart de conversion

Les écarts de conversion représentent la différence entre l'application des cours historiques et des cours moyen par rapport au cours de clôture. Au 31 décembre, les écarts de conversion sont de (181 828) milliers d'euros.

Compte tenu de l'évolution du Groupe à l'international, les actifs et dettes détenus en devises étrangères sont en augmentation et sont susceptibles d'engendrer des écarts de conversion plus importants.

Les actifs en devises (correspondant au total des bilans actif des filiales étrangères déduction faite des titres de participation qu'elles détiennent sur des sociétés consolidées, augmenté des placements en devises des sociétés françaises) et les passifs en devises (correspondant aux dettes financières et d'exploitation des filiales étrangères) sont valorisés en milliers d'euros dans le tableau ci-dessous.

Devises exprimées (en milliers d'euros)	US\$	Great Britain Pound	Livre Turque	Forint Hongrois	Hong Kong Dollar	Yuan	Rand Sud- Africain
<b>Bilan</b>							
Actifs en devises	24 117	123 671	22 969	108 954	21 257	453 863	37 037
Passifs en devises	(19 401)	(52 532)	(15 356)	(65 942)	(39 555)	(53 096)	(32 226)
Positions avant gestion	4 716	71 140	7 613	43 012	(18 298)	400 767	4 811
<b>Hors bilan</b>							
<b>Positions après gestion</b>	<b>4 716</b>	<b>71 140</b>	<b>7 613</b>	<b>43 012</b>	<b>(18 298)</b>	<b>400 767</b>	<b>4 811</b>

Devises exprimées (en milliers d'euros)	Roupie Indienne	Real	Dirham E.A.U.	Peso Chilien	Qatari Riyad	Yen Japonais	Autres devises
<b>Bilan</b>							
Actifs en devises	1 664	487 537	71 051	55 125	36 088	16 519	9 560
Passifs en devises	(2 596)	(263 233)	(53 965)	(48 589)	(33 581)	(10 446)	(7 098)
Positions avant gestion	(932)	224 304	17 086	6 536	2 508	6 073	2 462
<b>Hors bilan</b>							
<b>Positions après gestion</b>	<b>(932)</b>	<b>224 304</b>	<b>17 086</b>	<b>6 536</b>	<b>2 508</b>	<b>6 073</b>	<b>2 462</b>

### 5.11.4 Actions propres

Dans le cadre du programme de rachat d'actions, renouvelé par l'Assemblée générale du 22 juin 2022, les opérations suivantes ont été réalisées au cours de l'exercice 2022 :

(nombre d'actions)	31/12/21	Acquisitions	Cessions	31/12/22
- Actions propres	1 106 192	263 919	(752 980)	617 131
- Contrat de liquidité	13 847	449 223	(453 859)	9 211
<b>Total</b>	<b>1 120 039</b>	<b>713 142</b>	<b>(1 206 839)</b>	<b>626 342</b>

Le contrat de liquidité avec un prestataire de services d'investissement est conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF et a pour objectif l'animation du marché. Les frais de négociations des opérations dans le cadre de ce contrat se sont élevés à 31 233 euros sur l'exercice 2022. Le nombre d'actions auto-détenues et détenues dans le cadre du contrat de liquidité à la clôture de l'exercice est de 626 342.

### 5.11.5 Plans d'actions gratuites & plans d'options de souscription

#### Plan d'actions gratuites

Date d'ouverture du plan	Attributions initiales	Période d'acquisition des droits	Attributions devenues caduques	Attributions devenues définitives en 2022	Attributions restantes à exercer
Plan n°25 du 12.03.2019	118 500	11.03.2022		118 500	0
Plan n°27 du 06.12.2019	5 000	01.07.2022		5 000	0
Plan n°28 du 12.05.2020	63 000	01.07.2022		63 000	0
Plan n°29 du 12.05.2020	21 660	11.05.2022	4 230	17 430	0
Plan n°30 du 12.05.2020	32 500	01.07.2022		32 500	0
Plan n°31 du 12.05.2020	83 000	01.07.2022		83 000	0
Plan n°32 du 02.11.2020	343 650	01.11.2022	4 000	339 650	0
Plan n°33 du 02.11.2020	21 970	01.11.2022			21 970
Plan n°34 du 24.06.2021	11 000	01.07.2022		11 000	0
Plan n°35 du 22.07.2021	21 310	21.07.2023			21 310
Plan n°36 du 22.07.2021	30 000	21.07.2022		30 000	0
Plan n°37 du 22.07.2021	66 000	22.07.2022		66 000	0
Plan n°38 du 09.03.2022	109 500	08.03.2024			109 500
Plan n°39 du 09.03.2022	18 880	08.03.2024			18 880
Plan n°40 du 19.10.2022	60 800	18.10.2025			60 800

### 5.12 PROVISIONS POUR INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE

Les hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de fin de carrière (qui concernent pour l'essentiel les sociétés françaises du Groupe) sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : taux des obligations d'Etat de 2,65% pour le taux OAT TEC 25 ans,
- Taux moyen de progression des salaires : 2%,
- Âge de départ de 67 ans, pour toutes les catégories de personnel, tenant compte de l'évolution de la législation,
- Taux de charges sociales patronales de 40%,
- Le taux de rotation est calculé par tranche d'âge du salarié.

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21	Rubrique concernée
<b>A l'ouverture</b>	<b>14 087</b>	<b>14 812</b>	
Coût des services rendus – Prestations services aux salariés	1 367	(727)	Résultat opérationnel
<b>Charge comptabilisée en résultat</b>	<b>1 367</b>	<b>(727)</b>	
Gains ou pertes actuariels de la période liés aux changements d'hypothèses	(3 182)	(604)	
Mouvements de périmètre & reclassements	(15)	605	
<b>Provision indemnités de fin de carrière</b>	<b>12 256</b>	<b>14 087</b>	

La provision d'indemnités de fin de carrière tient compte de contrats d'assurance spécifiques souscrits principalement par les sociétés Sepel, Toulouse Evenements, GL events Live, Première Vision et GL events Exhibitions couvrant l'engagement pour un montant global de 1 439 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Une variation de +/- 1 point du taux d'actualisation entrainerait une variation de la provision de l'ordre de +/- 1 million d'euro, comptabilisée en capitaux propres.



## 5.13 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES COURANTES

Les provisions pour risques et charges courantes se ventilent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/21	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice		Ecarts de conversion	Mvts de périm.& reclassement	31/12/22
			montant utilisé	montant non utilisé			
Provisions pour risque social	2 615	3 181	(975)		41	93	4 955
Autres provisions <sup>(1)</sup>	16 921	2 273	(1 211)		244	705	18 932
<b>Provisions courantes</b>	<b>19 536</b>	<b>5 454</b>	<b>(2 186)</b>	<b>0</b>	<b>286</b>	<b>798</b>	<b>23 887</b>

(1) Les dotations de la période concernent principalement des coûts de sortie de nos sites Venues et des litiges fournisseurs. Les mouvements de périmètre sont liés à l'entrée des sociétés Field & Lawn & GL Exhibitions Harbin.

## 5.14 DETTES FINANCIÈRES

### 5.14.1 Ventilation des dettes financières courantes et non courantes

(en milliers d'euros)	31/12/21	Augm.	Remb.	Ecarts de conversion	Mvts de périm.& reclassement	31/12/22
Dettes à M et LT	1 179 361	354 279	(424 389)	(141)		1 109 110
Instruments financiers	944		(8 026)			(7 083)
Autres dettes financières	10 595	700	(1 336)	96		10 055
<b>Endettement financier <sup>(1)</sup></b>	<b>1 190 901</b>	<b>354 979</b>	<b>(433 752)</b>	<b>(45)</b>	<b>0</b>	<b>1 112 082</b>
Trésorerie passive	4 080	2 364	(44)	(382)		6 018
<b>Total dettes financières</b>	<b>1 194 981</b>	<b>357 343</b>	<b>(433 796)</b>	<b>(428)</b>	<b>0</b>	<b>1 118 100</b>
Valeurs mobilières de placement	(64 822)	(183 273)		(3 618)		(251 713)
Disponibilités	(563 898)	(740)	189 196	4 404	(3 115)	(374 153)
<b>Trésorerie active</b>	<b>(628 720)</b>	<b>(184 013)</b>	<b>189 196</b>	<b>787</b>	<b>(3 115)</b>	<b>(625 866)</b>
<b>Endettement net hors IFRS 16</b>	<b>566 261</b>	<b>173 330</b>	<b>(244 600)</b>	<b>359</b>	<b>(3 115)</b>	<b>492 234</b>

(1) dont au 31 décembre 2022 : Endettement financier à L&MT non courant 866 758  
Endettement financier à L&MT courant 245 324

(en milliers d'euros)	31/12/21	Augm.	Remb.	Ecarts de conversion	Mvts de périm.& reclassement	31/12/22
Dettes IFRS 16	458 395	100 909	(46 953)	(1 859)		510 491

La trésorerie nette correspond à la différence entre la trésorerie active et la trésorerie passive. Au 31 décembre 2022, elle s'élève à 619 848 K€ contre 624 640 K€ au 31 décembre 2021.

**ÉTATS FINANCIERS**  
COMPTES CONSOLIDÉS

Conformément à l'amendement IAS 7, les variations des dettes financières se présentent ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/21	Flux de trésorerie	Variation non cash				Total "non cash"	31/12/22
			Variation de périmètre	Effet de change	Variation de juste valeur	Autres mvmts		
Dettes à M et L.T	1 179 361	(70 111)		(141)		0	(141)	1 109 110
Instruments financiers	944				(8 026)		(8 026)	(7 083)
Autres dettes financières	10 595	(636)		96		0	96	10 055
<b>Endettement financier</b>	<b>1 190 901</b>	<b>(70 747)</b>	<b>0</b>	<b>(45)</b>	<b>(8 026)</b>	<b>0</b>	<b>(8 072)</b>	<b>1 112 082</b>
Trésorerie passive	4 080	2 321		(382)		0	(382)	6 018
<b>Total dettes financières</b>	<b>1 194 981</b>	<b>(68 426)</b>	<b>0</b>	<b>(428)</b>	<b>(8 026)</b>	<b>0</b>	<b>(8 454)</b>	<b>1 118 100</b>
Valeurs mobilières de placement	(64 822)	(183 273)		(3 618)		0	(3 618)	(251 713)
Disponibilités	(563 898)	188 455	(3 115)	4 404			1 289	(374 153)
<b>Trésorerie active</b>	<b>(628 720)</b>	<b>5 182</b>	<b>(3 115)</b>	<b>787</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(2 329)</b>	<b>(625 866)</b>
<b>Endettement net hors IFRS 16</b>	<b>566 261</b>	<b>(63 244)</b>	<b>(3 115)</b>	<b>359</b>	<b>(8 026)</b>	<b>0</b>	<b>(10 783)</b>	<b>492 234</b>

Les dettes financières se répartissent par échéance de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/22	Montants à moins d'1 an	Montants à plus d'1 an et moins de 5 ans	Montants à plus de 5 ans
Emprunts à L. et M.T.	1 109 110	236 846	792 802	79 462
Instruments financiers dérivés	(7 083)	(1 577)	(5 357)	(149)
Autres dettes financières	10 055	10 055		
Concours bancaires courants	6 018	6 018		
<b>Dettes financières</b>	<b>1 118 100</b>	<b>251 342</b>	<b>787 446</b>	<b>79 313</b>

(en milliers d'euros)	31/12/22	Montants à moins d'1 an	Montants à plus d'1 an et moins de 5 ans	Montants à plus de 5 ans
Dettes IFRS 16	510 491	40 916	152 771	316 804

### 5.14.2 Ventilation de l'endettement net par devise

L'endettement net se répartit par devise de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Dettes financières non courantes	Dettes financières courantes	Trésorerie active	Total dettes nettes
<b>Total zones Euro</b>	<b>855 311</b>	<b>245 026</b>	<b>(347 548)</b>	<b>752 788</b>
Dollar US	0	0	(4 267)	(4 267)
Dollar Australien	0	0	(872)	(872)
Dhirsams Emirat Arabes Unis	0	176	(688)	(513)
Livre Sterling	0	0	(21 200)	(21 200)
Forint Hongrois	0	0	(9 295)	(9 295)
Hong Kong dollar	0	0	(2 532)	(2 532)
Yuan Renminbi Chinois	0	0	(143 457)	(143 457)
Dinar Algérien	0	0	0	0
Livre Turque	501	1 385	(3 314)	(1 428)
Rand Sud-Africain	0	793	(952)	(158)
Roupie Indienne	0	0	(643)	(643)
Rouble	0	0	(0)	0
Peso Chilien	5 539	1 344	(5 486)	1 398
Roupie Mauricienne	0	0	(501)	(501)
Yen Japonais	5 408	438	(4 795)	1 051
Real Brésilien	0	2 180	(75 731)	(73 551)
Qatarien Riyal	0	0	(2 673)	(2 673)
Riyal Saoudien	0	0	(1 914)	(1 914)
<b>Total autres zones</b>	<b>11 448</b>	<b>6 317</b>	<b>(278 318)</b>	<b>(260 554)</b>
<b>Endettement net</b>	<b>866 758</b>	<b>251 342</b>	<b>(625 866)</b>	<b>492 234</b>

La gestion des risques relatifs aux activités de trésorerie et de taux de change obéit à des règles strictes définies par la Direction du Groupe qui prévoient la centralisation systématique par la Direction Financière des liquidités, des positions et de la gestion des instruments financiers. La gestion s'organise autour d'un service trésorerie qui assure la surveillance quotidienne des limites, des positions et effectue la validation des résultats. Voir le paragraphe « Endettement », page 152

Pour les dettes contractées en France, l'endettement moyen terme bancaire demeure majoritairement à taux fixe.

La part de l'endettement à taux variable indexé sur l'Euribor est toujours importante (41% de l'endettement brut moyen à moins d'un an).

De façon ponctuelle, des couvertures (swap de taux ou achat de cap) sont souscrites à hauteur de tout ou partie des dettes financières variables.

Au 31/12/2022, la dette en équivalent taux fixe (dette à taux fixe et dette couverte) représente 71% des lignes de financement tirées. Compte tenu du volume de la dette, des anticipations de marché, des ajustements de juste valeur enregistrés au 31 décembre 2022 et des montants déjà couverts, le risque résiduel est jugé acceptable.

L'endettement moyen à taux variable est présenté dans le tableau ci-dessous :

Caractéristiques des emprunts contractés (en milliers d'euros)	Taux fixes ou taux variables	Endettement brut moyen	Echéances	Couverture
Emprunts Moyen Terme indexés sur Euribor	Taux variable	408 278	2023 à 2033	partielle
Autres Emprunts Moyen Terme	Taux Fixe	317 297	2023 à 2030	non
PGE	Taux fixe	265 113	2023 à 2027	non
Autres Dettes Financières	Taux variable	2 681	2023	non
Concours bancaires	Taux variable	6 018	2023	oui
<b>Total de l'encours moyen de l'endettement brut sur les 12 prochains mois</b>		<b>999 387</b>		

Dans l'hypothèse d'une augmentation du taux de référence de 1%, seule la partie non couverte de la dette financière à long et moyen terme serait impactée. Le risque de taux sur les concours bancaires est quant à lui couvert par l'application de la fusion en échelle d'intérêts des comptes bancaires qui permet de compenser les découverts par les disponibilités. Les instruments de couverture mis en place sont efficaces sur la période considérée.

Par ailleurs, un portefeuille de dépôts et de comptes à terme de 158 M€ en moyenne sur 2022 compense une partie du risque d'augmentation des taux bancaires.

Ainsi, une augmentation de 1% des taux d'intérêts (France) aurait engendré au 31 décembre 2022, compte tenu des couvertures de taux existantes et de l'augmentation corrélative du rendement des placements, une augmentation de la charge financière nette de 2.7 M€.

Cette estimation ne prend en compte ni les opportunités de placement qu'une telle augmentation du taux aurait pu générer et que le groupe GL events aurait pu saisir à la vue de sa forte liquidité sur l'année 2022 (469 M€ de disponibilités en moyenne sur l'année 2022), ni l'augmentation induite par cette hausse du taux de référence sur la rémunération des comptes courants.

Les instruments financiers se présentent comme suit :

Instruments (en milliers d'euros)	Montant du sous-jacent	Échéance	Mode de comptabilisation
SWAP Taux Fixe	50 000	In fine	Capitaux propres
SWAP Taux Fixe	20 000	In fine	Capitaux propres
SWAP Taux Fixe	20 000	In fine	Capitaux propres
SWAP Taux Fixe	10 000	In fine	Capitaux propres
SWAP Taux Fixe	10 000	In fine	Capitaux propres
SWAP Taux Fixe	10 000	In fine	Capitaux propres

## 5.15 AUTRES DETTES

Les autres dettes se ventilent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
Dettes diverses	45 753	56 293
Avoir à établir	5 357	6 536
Produits constatés d'avance	184 090	117 410
<b>Autres dettes</b>	<b>235 200</b>	<b>180 239</b>

Les autres dettes ont une échéance inférieure à un an.

Les produits constatés d'avance, principalement constatés sur les Pôles Exhibitions & Venues, correspondent à des prestations relatives à des événements ou des services devant se réaliser au cours de l'exercice 2023.

Conformément à IFRS 15, la répartition par Pôles des produits constatés d'avance se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
GL events Live	64 575	28 251
GL events Exhibitions	90 839	65 737
GL events Venues	28 677	23 422
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>184 090</b>	<b>117 410</b>

## 5.16 VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
Variation de stocks	(6 571)	(2 448)
Variation des créances (clients & Autres)	42 696	(73 326)
Variation des dettes fournisseurs	(6 593)	100 051
Variation des autres postes	25 176	(10 660)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>54 707</b>	<b>13 617</b>

## 5.17 TABLEAU DE PASSAGE VARIATION BILAN / VARIATION TABLEAU FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
Bilan - Fond de roulement ouverture	206 299	174 483
Bilan - Fond de roulement clôture	260 005	206 299
<b>Variation fonds de roulement bilan</b>	<b>53 706</b>	<b>31 816</b>
Ecart de conversion	(1 978)	(6 128)
Variation des dettes sur investissements	656	(15 000)
Mouvements de périmètre	(621)	3 162
Autres	2 944	(233)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>54 707</b>	<b>13 617</b>

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
Dotation - Tableau de Flux de trésorerie	(61 354)	(50 133)
Impact de la variation nette des actifs	(2 417)	(772)
Dotation IFRS 16	(44 351)	(41 484)
Autres provisions	(1 883)	(5 222)
<b>Dotations et Reprises opérationnelles</b>	<b>(110 006)</b>	<b>(97 611)</b>

## NOTE 6

### INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

#### 6.1 ACHATS CONSOMMÉS ET CHARGES EXTERNES

Les achats consommés et charges externes se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	2022	2021	2022 FULL IFRS	2021 FULL IFRS
Achats consommés	(104 914)	(44 075)	(104 355)	(44 075)
Sous-traitance, personnel extérieur	(436 658)	(214 614)	(436 658)	(214 614)
Location de matériel & loyers immobiliers	(124 130)	(82 334)	(65 550)	(32 482)
Transport, déplacements, missions et réceptions	(53 495)	(26 122)	(53 495)	(26 122)
Autres achats et charges externes	(136 662)	(88 111)	(136 662)	(88 111)
<b>Achats consommés et autres charges externes</b>	<b>(855 858)</b>	<b>(455 256)</b>	<b>(796 719)</b>	<b>(405 404)</b>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>1 315 262</b>	<b>741 242</b>	<b>1 310 187</b>	<b>741 242</b>
<b>Taux Achats et autres charges vs CA %</b>	<b>-65,1%</b>	<b>-61,4%</b>	<b>-60,8%</b>	<b>-54,7%</b>

#### 6.2 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Les dotations aux amortissements et provisions se détaillent de manière suivante :

(en milliers d'euros)	2022	2021	2022 FULL IFRS	2021 FULL IFRS
Dotations amort. et prov. sur l'actif immobilisé	(27 037)	(25 527)	(71 387)	(67 011)
Dotations amort. et prov. sur le matériel locatif	(31 566)	(24 328)	(31 566)	(24 328)
Dotations et reprises aux provisions pour risques et charges	(4 635)	(5 500)	(4 635)	(5 500)
Dotations et reprises aux provisions sur autres actifs circulants	(2 417)	(772)	(2 417)	(772)
<b>Dotations aux amortissements et provisions</b>	<b>(65 655)</b>	<b>(56 127)</b>	<b>(110 006)</b>	<b>(97 611)</b>

#### 6.3 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS COURANTS

Les autres produits et charges opérationnels courants se décomposent de manière suivante :

(en milliers d'euros)	2022	2021	2022 FULL IFRS	2021 FULL IFRS
Subventions d'exploitation	13 825	49 418	13 825	49 418
Autres produits et charges	(1 497)	(2 941)	(2 406)	(2 881)
<b>Autres produits et charges opérationnels courants</b>	<b>12 328</b>	<b>46 476</b>	<b>11 420</b>	<b>46 537</b>

#### 6.4 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels se composent principalement de frais de réorganisation et de croissance externe.

#### 6.5 CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	2022	2021	2022 FULL IFRS	2021 FULL IFRS
Charges IFRS 2	(3 956)	(3 014)	(3 956)	(3 014)
Salaires, participation et charges sociales	(281 610)	(194 537)	(281 363)	(194 537)
<b>Charges de personnel</b>	<b>(285 566)</b>	<b>(197 551)</b>	<b>(285 318)</b>	<b>(197 551)</b>



## 6.6 RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier se décompose de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	2022	2021	2022 FULL IFRS	2021 FULL IFRS
Produits de placements financiers	10 762	2 757	10 762	2 757
Intérêts	(24 285)	(18 265)	(39 972)	(31 446)
<b>Coût de l'endettement net</b>	<b>(13 523)</b>	<b>(15 508)</b>	<b>(29 210)</b>	<b>(28 690)</b>
Autres produits et charges financières	(503)	51	(503)	51
Gains et pertes de change	(2 241)	1 666	(2 248)	1 666
Dotations et reprises de provisions	223	(17)	223	(17)
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>(2 521)</b>	<b>1 700</b>	<b>(2 528)</b>	<b>1 700</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(16 044)</b>	<b>(13 808)</b>	<b>(31 737)</b>	<b>(26 990)</b>

## 6.7 CHARGE D'IMPÔT

L'évolution de la charge d'impôt se ventile comme suit :

(en milliers d'euros)	2022	2021	2022 FULL IFRS	2021 FULL IFRS
Impôts exigibles sur les bénéfices	(9 630)	(18 558)	(9 630)	(18 558)
Impôts différés	(7 424)	833	(6 045)	1 969
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>(17 054)</b>	<b>(17 725)</b>	<b>(15 675)</b>	<b>(16 589)</b>

La preuve d'impôt s'établit comme suit :

(en milliers d'euros)	2022	2021	2022 FULL IFRS	2021 FULL IFRS
Résultat avant impôt	81 964	45 811	75 335	41 059
Taux d'impôt en France	26,00%	26,00%	26,00%	26,00%
<b>Impôt théorique</b>	<b>(21 311)</b>	<b>(11 911)</b>	<b>(19 587)</b>	<b>(10 675)</b>
Effet des différences permanentes & exonérations	4 745	(3 138)	4 401	(3 138)
Différences de taux d'impôt	1 454	(539)	1 454	(639)
Contribution sociale 3,30%	(110)	(150)	(110)	(150)
Sociétés non fiscalisées / Déficit non activés	(1 832)	(1 986)	(1 832)	(1 986)
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>(17 054)</b>	<b>(17 725)</b>	<b>(15 675)</b>	<b>(16 589)</b>

## NOTE 7 NOTE SUR LES EFFECTIFS

L'effectif du Groupe se répartit comme suit au 31 décembre :

Répartition par métier	31/12/22	31/12/21
Corporate	228	221
GL events Live	3 188	2 864
GL events Exhibitions	572	567
GL events Venues	1 131	1 058
<b>Total</b>	<b>5 119</b>	<b>4 710</b>

Ventilation par catégorie	31/12/22	31/12/21
Dirigeants	117	115
Cadres	1 650	1 429
Employés, Techniciens, Agents de maîtrise	2 540	2 408
Ouvriers	812	758
<b>Total</b>	<b>5 119</b>	<b>4 710</b>

## NOTE 8 NOTE SUR LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

### 8.1 TABLEAU DES ENGAGEMENTS

Catégories d'engagements (en milliers d'euros)	
<b>Engagements donnés</b>	
- Caution garantie crédit CT	néant
- Caution garantie crédit MT	néant
- Caution solidaire, garantie divers	néant
<b>Engagements reçus</b>	
- ouverture de crédit non utilisée	50 000
- Caution solidaire, garantie divers	néant

Conformément aux principes d'établissement de l'annexe des comptes consolidés qui ne présente que les engagements du Groupe vis à vis des tiers et sociétés non consolidées, les engagements hors bilan entre sociétés consolidées sont éliminés au même titre que l'ensemble des opérations et soldes intragroupe.

### 8.2 REDEVANCES DE CONCESSIONS, LOYERS IMMOBILIERS ET LOYERS DE CRÉDIT-BAIL POUR LA PART NON RÉSILIALE DES BAUX

Les engagements fermes de concessions et de loyers immobiliers sont désormais intégrés au bilan du fait de l'application de la norme IFRS 16. Cependant, la part variable des redevances / loyers ainsi que les options de renouvellement ne sont pas intégrées dans le retraitement IFRS 16.

### 8.3 DETTES ET CRÉANCES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES

(en milliers d'euros)	Dettes garanties	Nature de la garantie
Dettes auprès d'établissements de crédit	10 000	Gage de comptes d'instruments financiers
Garanties bancaires	4 050	Gage de comptes d'instruments financiers

## 8.4 ENGAGEMENTS D'INVESTISSEMENT

Les engagements d'investissement sont présentés dans l'échéancier suivant :

(en milliers d'euros)	- 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Engagement d'investissement	44 066	99 411	37 301

Au 31 décembre 2022, les engagements concernent principalement :

- **Eurexpo** : des extensions et constructions (nouveau hall, parking) pour un montant de 40 M€ et des travaux de rénovation (20 M€) sont à réaliser sur la durée du bail (30 ans). A fin décembre 2022, les engagements résiduels s'élèvent à 39,7 M€.
- **Cité Centre de Congrès de Lyon** : le Groupe s'est engagé à la signature d'un nouveau bail de 20 ans pour la gestion de la Cité Centre de Congrès de Lyon à des travaux de rénovation et d'entretien du bâtiment sur la durée du contrat. A fin décembre 2022, l'engagement résiduel s'élève à 19,3 M€.
- **Anhemi** : Dans le cadre de ce contrat, un vaste projet de modernisation et d'agrandissement d'un montant global de 97,5 M€ est prévue sur les prochaines années. Le groupe GL events va entreprendre la rénovation des halls d'expositions et la construction d'un nouveau Palais de Congrès de plus 100 000 m<sup>2</sup>. De plus, le partenariat noué avec Live Nation et Oak View Group permettra également de construire une aréna dernier cri de 20 000 places. A fin décembre 2022, l'engagement résiduel s'élève à 91,1 M€.

## 8.5 ENGAGEMENTS LIÉS AUX RACHATS DE SOCIÉTÉ

Au 31 décembre 2022, il n'existe aucun engagement lié au rachat de société.

## NOTE 9 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

Les états financiers consolidés comprennent l'ensemble des sociétés figurant dans le périmètre (cf. note 3). Les opérations avec les sociétés liées concernent essentiellement la prestation de direction facturée par Polygone SA à GL events, Monsieur Olivier GINON étant Administrateur commun aux deux sociétés, et des loyers immobiliers facturés par Polygone au Groupe, Monsieur Olivier GINON étant Président, Madame Anne-Sophie GINON étant Directrice Générale de cette société.

Il n'existe pas d'autre engagement en matière de pension ni d'indemnité assimilée dont bénéficient les autres membres et anciens membres des organes d'administration et de direction. Il n'y a, ni avance, ni crédit alloué aux organes d'administration et de direction.

Les opérations courantes avec les parties liées au cours de l'exercice 2022 se présentent comme suit :

Nature	Produits (charges)
Prestation de Direction générale <sup>(1)</sup>	(5 228)
Prestations et frais de missions, déplacements et assurances	181
Loyers et taxes foncières <sup>(2)</sup>	(16 189)
<b>Solde au 31/12/2022</b>	
Dépôts de garantie <sup>(3)</sup>	14 900
Clients	0
Fournisseur	(6 965)
Compte courant	1 788

*(1) Les coûts de la prestation de Direction générale sont notamment composés de la rémunération chargée de monsieur GINON, des rémunérations chargées des collaborateurs de la société Polygone SA, des frais de déplacement, et d'autres frais engagés dans le cadre de la mission de Direction générale. Elle est reconduite tacitement chaque année et approuvée à l'Assemblée générale dans le cadre des conventions réglementées.*

*(2) Les loyers concernent 13 sites opérationnels, dont le parc des expositions de Turin que Foncière Polygone a acquis à GL events en 2009. Ces loyers ont été déterminés à des conditions de marché basées sur des rendements locatifs ou des prix au m<sup>2</sup> pour des biens comparables.*

*(3) Les dépôts de garantie correspondent à un an de loyer TTC.*

Les rémunérations 2022 attribuées aux membres des organes d'administration et de direction se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	Olivier GINON <sup>(1)</sup>	Olivier FERRATON <sup>(2)</sup>
Fixe	540	504
Variable		200
Jetons de présence	17	
Avantage nature	7	32
<b>Total rémunérations</b>	<b>564</b>	<b>736</b>
Valorisation des actions gratuites de performances attribuées au cours de l'exercice		313
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
<b>Total options &amp; actions de performances</b>	<b>0</b>	<b>313</b>
<b>Total</b>	<b>564</b>	<b>1 049</b>

(1) Rémunération versée par Polygone SA, société holding de GL events dont la répartition du capital est précisée en partie 6 (renseignement concernant le capital) [page 246](#).

(2) Soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

## NOTE 10 NOTE SUR LES RISQUES

La revue des risques spécifiques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière ou les résultats du Groupe GL events est présentée au sein du paragraphe «4 - Gestion des risques et contrôle interne» du rapport de gestion [page 147](#).

## NOTE 11 AUTRES INFORMATIONS

### Italie – Padova Rappel :

Le Groupe a été victime d'actes graves de concurrence déloyale/ parasitisme, de vol de salon et de détournement de données commerciales, au préjudice de sa filiale Padova Fiere. Afin de protéger son activité en faisant cesser ces agissements, mais également pour recevoir l'indemnisation de ses préjudices, le Groupe a engagé des procédures judiciaires à l'encontre de i) la société à capitaux publics (VeronaFiere) qui exploite le parc concurrent de la ville de Verone et ii) d'anciens salariés du Groupe intervenant désormais au profit de ce parc concurrent. Le Groupe a signé un accord mettant fin aux litiges l'opposant à la société Verona Fiere. Sa filiale a été indemnisée du préjudice.

Par ailleurs, un accord de coopération commerciale pour les exercices à venir a été défini. En revanche, les procédures à l'encontre des anciens salariés du Groupe se poursuivent devant la justice italienne.

Au cours de l'exercice 2021, un premier jugement en faveur du Groupe a été prononcé. Les parties ont été condamnées à verser une somme à notre filiale italienne. Cependant, la partie adverse a fait appel de cette décision.

Le dossier a été mis en délibéré à l'audience du 6 juin 2023.

## NOTE 12

### HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RÉSEAUX PRIS EN CHARGE PAR LE GROUPE

(en euros)	MAZARS				FIFTY-BEES / MAZA-SIMOËNS			
	Montant		%		Montant		%	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
<b>Audit</b>								
— Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
· Emetteur	121 695	108 918	13%	13%	95 570	87 400	24%	24%
· Filiales intégrées globalement (dont réseau)	805 351	722 945	84%	85%	279 775	259 880	69%	70%
— SACC (Services autres que la certification des comptes) requis pas les textes <sup>(1)</sup>								
· Emetteur	9 405	5 733	1%	1%	6 530	4 600	2%	1%
· Filiales intégrées globalement (dont réseau)	22 719	16 355	2%	2%	23 125	13 520	6%	4%
— Autres SACC								
· Emetteur								
· Filiales intégrées globalement (dont réseau)						6 200		2%
<b>TOTAL</b>	<b>959 170</b>	<b>853 951</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>405 000</b>	<b>371 600</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>





FESTIVAL INVERSION - STADE DE GERLAND, LYON - FRANCE



# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

À l'Assemblée générale de la société GL events,

## OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société GL events relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022 tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

## FONDEMENT DE L'OPINION

### RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants

pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

## VALORISATION DES ÉCARTS D'ACQUISITION

### RISQUE IDENTIFIÉ

GL events s'est développé à partir d'une stratégie d'implantations lui permettant de saisir les opportunités de marchés à venir. Cette stratégie de croissance a donné lieu à l'inscription d'écarts d'acquisitions significatifs. Au 31 décembre 2022, la valeur nette des écarts d'acquisition s'élève à 809 M€ et représente 27% du bilan consolidé du groupe.

La valeur de ces actifs est testée par la Direction, lors de chaque clôture, ou plus fréquemment, dès que des événements ou modifications d'environnement de marché ou des éléments internes indiquent un risque de perte de valeur durable. Les tests de perte de valeur des écarts d'acquisition sont réalisés au niveau des groupes d'Unités Génératrice de Trésorerie (UGT) qui correspondent aux trois métiers du Groupe. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable. Les modalités et le détail des hypothèses retenues pour ces tests sont présentés dans la note 5.1 des états financiers consolidés.

L'évaluation de la valeur recouvrable de ces écarts d'acquisition fait appel à de nombreuses estimations et jugements de la part de la direction de GL events et notamment de la capacité des UGT à réaliser les flux de trésorerie futurs d'exploitation basés sur les plans à moyens terme à cinq ans, du taux de croissance retenu pour la projection de ces flux et du taux d'actualisation qui leur est appliqué.

Nous avons considéré l'évaluation des écarts d'acquisition comme un point clé de notre audit, dans la mesure où la détermination de la valeur recouvrable nécessite le recours à des estimations requérant une part importante de jugement de la direction et compte tenu du poids relatif de ces actifs dans les comptes consolidés du Groupe.

## NOTRE RÉPONSE

Le groupe réalise des tests de perte de valeur sur ses actifs. Nous avons obtenu ces tests sur chacune des UGT. Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons, pour tous les tests de dépréciation :

- Réconcilié avec les comptes consolidés la valeur comptable des actifs de chaque UGT testée ;
- Examiné la cohérence des projections de flux de trésorerie avec les dernières estimations de la direction telles qu'elles ont été présentées au conseil d'administration ;
- Examiné les modalités retenues pour déterminer les valeurs recouvrables et corroborer l'exactitude arithmétique des calculs réalisés ;
- Procédé à une analyse des tests établis par la direction par UGT, notamment par comparaison avec la performance de l'exercice ;
- Apprécie le caractère approprié des principales hypothèses d'évaluation (taux d'actualisation et taux de croissance à l'infini), par rapport aux données macro-économiques disponibles en date de clôture ;
- Évalué l'incidence d'une variation du taux d'actualisation et des principales hypothèses opérationnelles au travers d'analyses de sensibilité.

Enfin, nous avons vérifié le caractère approprié des informations communiquées dans la note 5.1 des états financiers relatives aux écarts d'acquisition.

## VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article

L. 225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

## AUTRES VÉRIFICATIONS OU INFORMATIONS PRÉVUES PAR LES TEXTES LÉGAUX ET RÉGLEMENTAIRES

### FORMAT DE PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DESTINÉS À ÊTRE INCLUS DANS LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président-directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

En raison des limites techniques inhérentes au macro-balisage des comptes consolidés selon le format d'information électronique unique européen, il est possible que le contenu de certaines balises des notes annexes ne soit pas restitué de manière identique aux comptes consolidés joints au présent rapport.

Par ailleurs, il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

### DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société GL events par votre assemblée générale du 13 juillet 2005 pour le cabinet Mazars et par votre assemblée générale du 16 mai 2008 pour le cabinet Maza-Simoëns.

Au 31 décembre 2022, le cabinet Mazars était dans la 18<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Maza-Simoëns dans la 15<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.

### RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### Rapport au Comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Lyon et Oullins, le 4 avril 2023

### Les Commissaires aux comptes

**MAZARS**  
Emmanuel Charvanel  
Associé

**MAZA-SIMOËNS – FIFTY BEES**  
Benjamin Schlicklin  
Associé

# COMPTES SOCIAUX

## BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2022			31/12/2021
		Brut	Amort. /prov	Net	Net
Immobilisations incorporelles	2.2 et 3.1	16 338	1 999	14 339	14 339
Immobilisations corporelles	2.3 et 3.1	7 808	6 568	1 240	1 542
Titres de participation	2.4 et 3.2	1 297 172	96 615	1 200 557	918 192
Créances rattachées à des Participations	2.6 et 3.2	237 985	4 077	233 908	507 533
Autres immobilisations financières	3.2	24 715	200	24 515	12 688
<b>Actif immobilisé</b>		<b>1 584 018</b>	<b>109 459</b>	<b>1 474 559</b>	<b>1 454 294</b>
Clients et comptes rattachés	2.5 et 3.3	26 901		26 901	19 357
Autres créances	2.5 et 3.4	8 686	426	8 260	18 899
<b>Actif circulant</b>		<b>35 587</b>	<b>426</b>	<b>35 161</b>	<b>38 256</b>
Valeurs mobilières de placement	3.5	162 053	755	161 298	35 069
Disponibilités	3.5	82 500		82 500	268 420
<b>Trésorerie</b>		<b>244 553</b>	<b>755</b>	<b>243 798</b>	<b>303 489</b>
Comptes de régularisation	3.6	4 311		4 311	2 935
<b>Total Actif</b>		<b>1 868 469</b>	<b>110 640</b>	<b>1 757 829</b>	<b>1 798 974</b>

## BILAN PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Capital social	3.7	119 931	119 931
Prime d'émission	3.7	273 373	273 373
Réserve légale	3.7	11 993	11 993
Autres réserves	3.7	18 608	17 367
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>(961)</b>	<b>1 241</b>
Amortissements dérogatoires	3.7	990	990
<b>Capitaux propres</b>		<b>423 934</b>	<b>424 895</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>2.7 et 3.8</b>	<b>736</b>	<b>4 838</b>
Dettes financières	3.9	1 306 746	1 348 747
Fournisseurs et comptes rattachés	2.5 et 3.10	22 162	14 300
Dettes fiscales et sociales	2.5 et 3.10	3 555	5 061
Autres dettes	2.5 et 3.10	696	1 128
<b>Dettes circulantes</b>		<b>1 333 159</b>	<b>1 369 236</b>
Comptes de régularisation		-	5
<b>Total Passif</b>		<b>1 757 829</b>	<b>1 798 974</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Chiffre d'affaires	2.9	40 848	28 235
Autres produits d'exploitation		-	10
Reprises de provisions et transferts de charges		92	8
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>4.1</b>	<b>40 940</b>	<b>28 253</b>
Charges externes		(31 518)	(25 908)
Impôts et taxes		(348)	(307)
Salaires et charges	5	(8 297)	(7 852)
Dotations aux amortissements et provisions		(1 512)	(1 436)
Autres charges		(262)	(262)
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>(41 937)</b>	<b>(35 765)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>(997)</b>	<b>(7 512)</b>
Produits financiers		36 286	22 473
Charges financières		(26 793)	(21 878)
<b>Résultat financier</b>	<b>4.2</b>	<b>9 493</b>	<b>595</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>8 496</b>	<b>(6 917)</b>
Produits exceptionnels		22 334	2 033
Charges exceptionnelles		(42 214)	(3 671)
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>2.10 et 4.3</b>	<b>(19 880)</b>	<b>(1 638)</b>
Impôts sur les bénéfices	2.13 et 4.4	10 423	9 796
<b>Résultat net comptable</b>		<b>(961)</b>	<b>1 241</b>

## NOTES ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2022

### PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

<b>Note 1</b> Faits marquants	222
<b>Note 2</b> Règles et méthodes comptables	222

### INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

<b>Note 4.1</b> Produits d'exploitation	228
<b>Note 4.2</b> Résultat financier	228
<b>Note 4.3</b> Résultat exceptionnel	229
<b>Note 4.4</b> Impôts sur les bénéfices	229

### INFORMATIONS SUR LE BILAN

<b>Note 3.1</b> Immobilisations incorporelles et corporelles	225
<b>Note 3.2</b> Immobilisations financières	225
<b>Note 3.3</b> Créances clients et comptes rattachés	225
<b>Note 3.4</b> Autres créances	225
<b>Note 3.5</b> Valeurs mobilières de placement et disponibilités	226
<b>Note 3.6</b> Comptes de régularisation actif	226
<b>Note 3.7</b> Tableau de variation des capitaux propres	226
<b>Note 3.8</b> Provisions pour risques et charges	227
<b>Note 3.9</b> Endettement financier net	227
<b>Note 3.10</b> Échéancier des emprunts et dettes	227
<b>Note 3.11</b> Charges à payer et produits à recevoir	228

### AUTRES INFORMATIONS

<b>Note 5</b> Effectifs moyen	229
<b>Note 6</b> Engagements hors bilan	230
<b>Note 7</b> Identité de la société consolidante	230
<b>Note 8</b> Accroissement et allègement de la dette future d'impôt	230
<b>Note 9</b> Opérations avec les entreprises liées	230
<b>Note 10</b> Tableau des filiales et participations	231



# NOTES ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2022 DE GL EVENTS

## NOTE 1 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

### Filiales et participations :

GL events a souscrit principalement à deux augmentations de capital :

- GL events Asia pour 282 millions d'euros, par incorporation de son compte courant, la détention restant à 100%,
- GL events Brésil participations pour 20 millions d'euros, détention stable à 100%.

Elle a cédé la totalité de sa participation dans la société Live By pour 9,5 millions d'euros.

### Financement du groupe :

GL events a procédé en mars 2022 au refinancement d'un ensemble de dettes bancaires avec une maturité de 6 ans représentant un montant de 251 millions d'euros. En octobre 2022, la société a obtenu un financement Obligation Relance pour 49,9 millions d'euros ayant une maturité de 8 ans. Cet outil est adossé à des indicateurs ESG.

### Accélération des délais d'acquisition des Plans d'Actions Gratuites :

Le conseil d'administration a décidé en juin 2022 de procéder à une accélération du délai d'acquisition des Plans d'Actions Gratuites afin de remercier les collaborateurs du groupe pour la gestion et la sortie de la crise de la Covid 19. A ce titre, une charge exceptionnelle de 9,1 millions d'euros a été enregistrée dans les comptes de l'exercice.

## NOTE 2 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

### 2.1 PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis dans l'objectif de présenter une image fidèle, en respectant :

- les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité,
- conformément aux hypothèses de base suivantes :
  - continuité de l'exploitation,
  - permanence des méthodes comptables, d'un exercice à l'autre,
  - indépendance des exercices,
- et conformément aux dispositions du règlement ANC N° 2020-05 du 24 juillet 2020 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général, et à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des dits comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments patrimoniaux est la méthode des coûts historiques.

### 2.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles correspondent pour l'essentiel à un mali de fusion et à des logiciels informatiques.

Les logiciels sont évalués à leur coût d'achat et sont amortis linéairement sur leur durée de vie de 2 à 3 ans.

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées en résultat d'exploitation.

A chaque clôture, un test de dépréciation est réalisé. En cas de présence d'un indice de perte de valeur, une provision est constituée d'un montant égal à la différence entre la valeur d'utilité et la valeur comptable.

### 2.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les éléments de l'actif immobilisé sont évalués à leur coût d'achat. Ils font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon le mode linéaire, la durée et les conditions probables d'utilisation des biens.

Les durées généralement retenues sont les suivantes :

	Durées
Agencements et installations	10 ans
Matériel de transport	3 à 4 ans
Mobilier et matériel de bureau	4 à 10 ans

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées en résultat d'exploitation.

## 2.4 TITRES DE PARTICIPATION ET TITRES IMMOBILISÉS DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE

Les titres de participation sont évalués à leur coût historique d'acquisition. Les clauses de révision de prix sont prises en compte lorsqu'elles peuvent être déterminées de façon fiable. Une dépréciation est constituée sur les titres de participation lorsque leur valeur d'inventaire, établie en fonction des critères indiqués ci-dessous, est inférieure à la valeur d'inscription au bilan :

- valeur d'usage déterminée en fonction de l'actif net ré-estimé de la filiale et de ses perspectives de rentabilité (méthode des cash-flow actualisés),
- valeur déterminée par référence à des transactions récentes intervenues sur des sociétés du même secteur.

Une dépréciation n'est toutefois constatée que lorsque la société a atteint un rythme d'exploitation normal s'il s'agit d'une création, ou lorsque la phase d'intégration dans le groupe est achevée s'il s'agit d'une acquisition.

Les titres immobilisés de l'activité de portefeuille sont évalués à leur coût d'acquisition ou en fonction de leur cours de bourse lorsqu'ils sont cotés. Une provision pour dépréciation est constituée :

- lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la valeur d'inventaire. La valeur d'inventaire correspond à la valeur probable de négociation,
- lorsque le coût d'acquisition est supérieur à la moyenne des 20 derniers cours de bourse.

## 2.5 CRÉANCES ET DETTES

Les créances d'exploitation font l'objet d'une appréciation au cas par cas. En fonction du risque encouru, une provision pour dépréciation est constituée sur chacune d'elles.

Les créances et les dettes libellées en devises sont exprimées au cours du 31 décembre. Les écarts en décaissant sont portés en écarts de conversion à l'actif ou au passif du bilan. Une provision est constituée pour couvrir les pertes de change latentes.

## 2.6 CRÉANCES ET DETTES DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Les créances et dettes qui présentent une nature commerciale sont classées dans l'actif circulant ou le passif à court terme. A l'échéance, et en accord avec la convention de trésorerie du groupe, ces créances ou dettes sont reclassées dans les comptes courants financiers, à l'actif ou au passif du bilan. Leur remboursement intervient par conséquent, et le cas échéant, en déduction de ces mêmes comptes courants financiers. Les avances en compte courant qui présentent dès l'origine un caractère financier sont comptabilisées directement dans les mêmes comptes courants financiers.

Les comptes courants financiers, qu'ils soient actifs ou passifs, sont à échéance à moins d'un an. Toutefois, compte tenu du caractère permanent que présentent certains de ces comptes courants, il a été décidé, par convention, que l'ensemble des comptes courants financiers actifs serait présenté sous la rubrique créances rattachées à des participations, les comptes courants financiers passifs étant eux tous regroupés dans la rubrique Dettes financières.

## 2.7 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées pour faire face aux coûts relatifs aux litiges et risques en cours.

En ce qui concerne les plans d'attributions gratuites d'actions, une provision pour charges est constituée en fonction de la durée d'acquisition. Une reprise de provision est comptabilisée lors de l'attribution définitive des actions aux bénéficiaires.

## 2.8 INDEMNITÉS DE DÉPART À LA RETRAITE

Les coûts relatifs aux départs à la retraite des salariés de l'entreprise sont pris en charge, conformément à l'option ouverte par les dispositions légales en vigueur, dans l'exercice de leur départ. L'engagement est déterminé selon la méthode des crédits projetés en retenant des hypothèses actuarielles. Le montant estimé de l'engagement est donné en [note 6 \(page 230\)](#).

## 2.9 CHIFFRE D'AFFAIRES

La société GL events a pour principale activité la prise de participation dans toutes entreprises, sociétés, GIE français ou étrangers.

En rémunération des services apportés à ses filiales, la société GL events facture aux sociétés qu'elle contrôle une contribution qui constitue l'essentiel de son chiffre d'affaires. Cette contribution se décompose en services apportés et redevance de marque.

## 2.10 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les charges et produits exceptionnels sont comptabilisés dans cette rubrique conformément aux règles du Plan Comptable Général. Les abandons de créances que la société GL events peut octroyer à l'une ou plusieurs de ses filiales au cours d'un exercice donné présentent un caractère exceptionnel et sont, à ce titre, comptabilisés sous cette rubrique.

## 2.11 VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée, lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la valeur d'inventaire. La valeur d'inventaire correspond au cours moyen du dernier mois pour les titres cotés, et à la valeur probable de négociation pour les titres non cotés.

## 2.12 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers utilisés par la société (tunnel à prime nulle ou avec versement de prime) sont exclusivement des instruments de couverture. Les gains et pertes sur les instruments de couverture sont comptabilisés de manière symétrique à la comptabilisation des produits et charges sur les éléments couverts.

## 2.13 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La société GL events a constitué avec ses filiales un groupe intégré fiscalement dont elle est tête de groupe. Les sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale sont :

GL events	
Alcyon Finance	GL events Live
Altitude	GL events Live Grand Ouest
Adecor	GL Mobilier
Bleu Royal	GL events scarabee
Brelet	Hall Expo
Brelet Centre Europe	Jaulin
Caen Evènements	Live by GL events
CCC	Medojectif
Chorus	Menuiserie expo
Créatifs	Mont Expo
Créatifs Participations	Polygone Vert
Décorama	Profil
Euro negoce	Reims Events
Fabric Expo	SE. Centre des congrès de Metz
Fonction Meubles	SE. Centre Congrès Saint Etienne
FSO	SE. Palais Mutualité
GL events Audiovisual	SE. Polydome Clermont-Ferrand
GL events CCC Lyon	SE. Centre Congrès Amiens
GL events Exhibitions Holding	SE. Valenciennes Metropole
GL events Exhibitions Opérations	SECIL
GL events Exhibitions industrie	SEPE Parc Floral
GL events GPE	Sign'Expo
GL events Venues	Spaciotempo
GL events Palais Brongniart	Sodem System
GL events Parc Expo Metz Métropole	Toulouse evenements

L'impôt sur les sociétés est déterminé par chacune des sociétés membres du groupe, sans possibilité d'imputation des déficits propres à la filiale nés pendant la période d'appartenance au groupe d'intégration fiscale. La société tête de groupe enregistre en charge d'impôt, le gain ou la charge résultant de l'écart entre le total des impôts dû par les sociétés et l'impôt dû par le groupe intégré.

L'économie d'impôt résultant de l'intégration fiscale est définitivement acquise à la société mère. Cependant en cas de sortie, cette économie est restituée à la filiale.

## NOTE 3

### INFORMATIONS SUR LE BILAN

#### 3.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en milliers d'euros)	31/12/21	Augm.	Dim.	Autres mvts	31/12/22
Logiciels informatiques	299				299
Fonds commercial	16 039				16 039
Amortissements	(1 999)				(1 999)
<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>14 339</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>14 339</b>
Immobilisations corporelles brutes	7 481	327			7 808
Amortissements des immo corporelles	(5 939)	(629)			(6 568)
Immobilisations corporelles en-cours	-				-
<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>1 542</b>	<b>(302)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 240</b>

#### 3.2 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

(en milliers d'euros)	31/12/21	Augm.	Dim.	Autres mvts	31/12/22
Titres de participation	1 011 768	301 938	(20 000)	(634)	1 293 072
Dépréciation des titres de participation	(97 042)	(173)	600		(96 615)
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	3 466			634	4 100
<b>Valeur nette des titres</b>	<b>918 192</b>	<b>301 765</b>	<b>(19 400)</b>	<b>-</b>	<b>1 200 557</b>
Créances rattachées à des participations	511 610		(273 625)		237 985
Dépréciation des créances	(4 077)				(4 077)
<b>Valeur nette des créances</b>	<b>507 533</b>	<b>-</b>	<b>(273 625)</b>	<b>-</b>	<b>233 908</b>
Prêts	-	801			801
Autres titres	12 100	10 112			22 212
Dépôts et cautionnements	788	914			1 702
Dépréciations des autres immo.financières	(200)				(200)
<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>12 688</b>	<b>11 827</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>24 515</b>
<b>Total immo. financières nettes</b>	<b>1 438 413</b>	<b>313 592</b>	<b>(293 025)</b>	<b>-</b>	<b>1 458 980</b>

Le détail des titres de participations ainsi que celui des créances rattachées est donné dans le tableau des filiales et participations en [note 10 \(page 231\)](#).

#### 3.3 CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Le total des créances clients et comptes rattachés s'établit à 26 millions d'euros. Le montant des créances à moins d'un an est de 20 millions d'euros et 6 millions d'euros à plus d'un an.

#### 3.4 AUTRES CRÉANCES

Toutes les autres créances sont à moins d'un an. Aucune d'entre elles n'est représentée par un effet de commerce.

## 3.5 VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITÉS

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
Valeurs mobilières de placement	162 053	35 119
Provision	(755)	(50)
<b>Valeur nette des valeurs mobilières de placement</b>	<b>161 298</b>	<b>35 069</b>
Disponibilités	82 500	268 420
<b>Total net</b>	<b>243 798</b>	<b>303 489</b>

## 3.6 COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
Charges constatées d'avance	848	628
Frais d'émission emprunt à répartir sur plusieurs exercices	3 253	2 307
Ecart de conversion	210	
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>4 311</b>	<b>2 935</b>

## 3.7 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(milliers d'euros sauf actions en milliers)	Nombre d'actions	Capital social	Primes liées au capital	Réserve légale	Autres réserves et RAN	Résultat de l'exercice	Amortissements dérogatoires	Total
<b>Capitaux propres au 31/12/2021</b>	<b>29 983</b>	<b>119 931</b>	<b>273 373</b>	<b>11 993</b>	<b>17 367</b>	<b>1 241</b>	<b>990</b>	<b>424 895</b>
Affectation du résultat 2021					1 241	(1 241)		-
Distribution de dividendes								-
<b>Résultat 2022</b>						<b>(961)</b>		<b>(961)</b>
Augmentation capital								-
Amortissements dérogatoires								-
<b>Capitaux propres au 31/12/2022</b>	<b>29 983</b>	<b>119 931</b>	<b>273 373</b>	<b>11 993</b>	<b>18 608</b>	<b>(961)</b>	<b>990</b>	<b>423 934</b>

A la connaissance de la société, le capital de GL events est réparti comme suit :

(en nombre d'actions)	28/02/23	
Polygone S.A.	16 999 603	56,70%
Sofina	4 768 057	15,90%
Public	8 215 127	27,40%
<b>Nombre d'actions total</b>	<b>29 982 787</b>	<b>100%</b>

Au 31 décembre 2022, le capital social est fixé à 119 931 148 euros, divisé en 29 982 787 actions de 4 euros.

## 3.8 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers d'euros)	31/12/21	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice		Autres mvts	31/12/22
			montant utilisé	montant non utilisé		
Provision pour pertes de change	-	210				210
Provision au titre des actions gratuites	4 838	4 238	(8 550)			526
Autres provisions	-					-
<b>Total</b>	<b>4 838</b>	<b>4 448</b>	<b>(8 550)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>736</b>

## 3.9 ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en milliers d'euros)	31/12/21	Augm.	Remb.	31/12/22
Emprunts à L. et M.T.	1 089 799	339 055	(382 059)	1 046 795
Concours banc. Courants	-	75		75
Intérêts courus	6 736	462		7 198
<b>Total des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>	<b>1 096 535</b>	<b>339 592</b>	<b>(382 059)</b>	<b>1 054 068</b>
Dettes rattachées à des participations	252 212	466		252 678
Autres dettes financières diverses	-			-
<b>Total des emprunts et dettes financières divers</b>	<b>252 212</b>	<b>466</b>	<b>-</b>	<b>252 678</b>
<b>Total des dettes financières</b>	<b>1 348 747</b>	<b>340 058</b>	<b>(382 059)</b>	<b>1 306 746</b>
Prêts groupe	-	(801)		(801)
Créances rattachées à des participations	(507 533)		273 625	(233 908)
Valeurs mobilières et disponibilités	(303 489)	(134 950)	194 641	(243 798)
<b>Endettement financier net de trésorerie</b>	<b>537 725</b>	<b>204 307</b>	<b>86 207</b>	<b>828 239</b>

## 3.10 ÉCHEANCIER DES EMPRUNTS ET DETTES

(en milliers d'euros)	31/12/22	à moins d'un an	à plus d'un an et moins de cinq ans	à plus de cinq ans
Emprunts à L. et M.T.	1 053 993	332 999	660 193	60 801
Autres dettes auprès établissement crédit	75	75		
Comptes courants des filiales et participations	252 678	252 678		
Autres dettes financières diverses	-			
<b>Total des dettes financières</b>	<b>1 306 746</b>	<b>585 752</b>	<b>660 193</b>	<b>60 801</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	22 162	22 162		
Dettes fiscales et sociales	3 555	3 555		
Autres dettes	696	696		
<b>Total des autres passifs</b>	<b>26 413</b>	<b>26 413</b>		
<b>Total</b>	<b>1 333 159</b>	<b>612 165</b>	<b>660 193</b>	<b>60 801</b>



**3.11 CHARGES À PAYER ET PRODUITS À RECEVOIR**

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
<b>Charges à payer</b>		
Dettes financières	7 198	6 736
Fournisseurs, factures à recevoir	12 569	11 074
Dettes fiscales et sociales	279	1127
Autres dettes, avoirs à établir		
<b>Total</b>	<b>20 047</b>	<b>18 937</b>
<b>Produits à recevoir</b>		
Clients, factures à établir	7 286	5 703
Fournisseurs, avoirs à recevoir		
Autres produits à recevoir	799	4
<b>Total</b>	<b>8 085</b>	<b>5 707</b>

## NOTE 4

### INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

**4.1 PRODUITS D'EXPLOITATION**

L'essentiel du chiffre d'affaires est constitué de la contribution que GL events facture aux sociétés qu'elle contrôle en rémunération des services apportés.

**4.2 RÉSULTAT FINANCIER**

(en milliers d'euros)	2022	2021
Dividendes reçus	16 850	
Produits d'intérêts	7 518	13 503
Autres produits financiers	1 619	564
Résultat de cession des VMP	1 025	75
Revenus des prêts	90	15
Reprise sur provisions	9 150	8 287
Garantie de taux, Gain de change	34	29
<b>Total des produits financiers</b>	<b>36 286</b>	<b>22 473</b>
Charges d'intérêts	(20 315)	(16 011)
Intérêts sur couverture de taux	(707)	(1 336)
Pertes de change	(184)	(2)
Charges diverses	(261)	(1 005)
Dotation aux provisions	(5 326)	(3 524)
<b>Total des charges financières</b>	<b>(26 793)</b>	<b>(21 878)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>9 493</b>	<b>595</b>

Les dotations aux provisions concernent essentiellement la charge des plans d'actions gratuites et les dépréciations des titres immobilisés de l'activité de portefeuille.

#### 4.3 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

(en milliers d'euros)	2022	2021
Produits sur opérations de gestion		
Produits de cession des immobilisations incorporelles, corporelles et financières		
Reprises sur provisions		
Transfert de charges	12 818	1 939
Autres produits exceptionnels	9 516	94
<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>22 334</b>	<b>2 033</b>
Valeur comptable des immobilisations incorporelles, corporelles et financières cédées	(20 000)	(1)
Charges sur opérations de gestion	(9 100)	(1 714)
Dotation provision pour risques et charges		
Autres charges exceptionnelles	(13 114)	(1 956)
<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>(42 214)</b>	<b>(3 671)</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>(19 880)</b>	<b>(1 638)</b>

La perte de l'exercice se compose principalement de la cession de la société Live by pour 10,5 millions d'euros et du coût lié aux attributions accélérées de plan d'actions gratuites pour 9,1 millions d'euros.

#### 4.4 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET SITUATION FISCALE LATENTE

(en milliers d'euros)	2022	2021
Impôt lié à l'intégration fiscale	10 375	9 707
Impôts sur les sociétés	48	89
<b>Total comptabilisé</b>	<b>10 423</b>	<b>9 796</b>

Le résultat courant n'intègre pas de dividendes pour l'année 2021.

## NOTE 5 EFFECTIF MOYEN

	2022	2021
Cadres	9	9

## NOTE 6 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés (en milliers d'euros)	
<b>Cautions</b>	
Cautionnement garantie crédit CT	--
Cautionnement garantie crédit MT	20 045
Caution solidaire, garantie divers	74 139
<b>Suretés réelles</b>	<b>4 050</b>
<b>Indemnités de départ à la retraite</b>	<b>175</b>
Engagements reçus (en milliers d'euros)	
Caution solidaire, garantie divers	--
Ouverture de crédit non utilisée	50 000

### Autres engagements

La société a souscrit à des fonds d'investissements. Ces derniers réalisent des appels de fonds en fonction des investissements qu'ils réalisent. A fin 2022, il existe un engagement potentiel de 9,2 millions d'euros, non encore appelé par les fonds.

### Autres engagements commerciaux

Néant.

## NOTE 7 IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE

La société GL events, faisant appel public à l'épargne, établit des comptes consolidés.

Au 28 février 2023, elle est détenue par la société Polygone S.A. à hauteur de 56,70% qui elle-même est détenue par Le Grand Rey à hauteur de 50,31%.

## NOTE 8 ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT

Néant.

## NOTE 9 OPÉRATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/22
Titres de participation	1 293 072
Clients	19 087
Fournisseurs	(6 986)
Prêts & autres immob financières	4 690
Autres créances et dettes	(145)
Comptes courants actifs nets	234 464
Comptes courants passifs	(252 533)
Produits (charges)	
Dividendes reçus	16 850
Autres produits financiers - intérêts des comptes-courants et prêts	8 406
Charges financières - pertes liées à des participations	(145)
Charges financières - intérêts des comptes courant	(258)

## NOTE 10

## TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus brute	Valeur comptable des titres détenus nette	Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires H.T. du dernier exercice clos	Dividende encaissé au cours de l'exercice
<b>1) Filiales (+ de 50 % de capital détenu par la société)</b>									
GL events Brasil Participacoes	226 412	223 058	100	326 787	326 787	697	14 325		
GL events ASIA	319 410	310 833	100	287 356	287 356	528			
GL events exhibitions holding	260 000	260 987	100	260 000	260 000			3 092	
GL events Live	70 372	153 092	100	198 525	197 025	64 419	26 634	270 229	
GL events Italia	119	8 700	100	71 927	6 927	12 167		8 338	
GL events Venues	63 636	68 043	100	63 636	63 636	40 141		10 288	16 000
GL events Sports	43 080	64 291	77	51 245	48 445		3 636		
Padova Fiere	10	1 269	100	26 735	35	387			
Profil	8	781	100	1 679	1 679	1 101		11 533	850
Polygone Vert	381	(691)	100	608	608	756			
Aichi International Convention & Exhibition Center	355	881	51	211	211			6 154	
GL events Suisse	83		85	61	61	353			
GL events Greece	60		100	60	-	365			
SECEC Valenciennes Métropole	50	(173)	100	50	50		50	1 529	
GL events Support	10	(136)	100	10	10	2 874		12 901	
GL events SI	10	809	100	10	10	6 911		12 648	
<b>Total</b>				<b>1 288 900</b>	<b>1 192 840</b>	<b>130 699</b>	<b>44 645</b>		<b>16 850</b>
<b>2) Participations comprises entre 10 à 50 %</b>									
Strasbourg Evénements	1 460	9 630	46	4 172	4 172			19 582	
Perpignan St Esteve	1 400	(213)	15	205	5			5 798	
KERFI	656	640	11	75	75				
SAS Blagnac Rugby	645	299	13	56	24	43		648	
<b>Total</b>				<b>4 508</b>	<b>4 276</b>	<b>43</b>	<b>-</b>		<b>-</b>
<b>3) Autres participations (- de 10 %)</b>									
<b>Total général</b>				<b>1 301 834</b>	<b>1 205 020</b>	<b>130 742</b>	<b>44 645</b>		<b>16 850</b>

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

À l'Assemblée générale de la société GL events,

## OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GL events relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

## FONDEMENT DE L'OPINION

### RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte

de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## VALORISATION DES TITRES DE PARTICIPATION

### RISQUE IDENTIFIÉ

Au 31 décembre 2022, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 1 201 millions d'euros et représentent 68% du total actif. Comme indiqué dans la note 2.4 de l'annexe aux comptes sociaux, ces titres de participation sont comptabilisés à leur coût historique d'acquisition hors frais accessoires.

Lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée. Cette valeur d'inventaire est déterminée en fonction de l'actif net réestimé de la filiale et de ses perspectives de rentabilité (méthode des cash-flows actualisés) ou d'une valeur déterminée par référence à des transactions récentes intervenues sur des sociétés du même secteur.

L'estimation de la valeur de ces titres fait appel à de nombreuses estimations et jugements de la part de la direction de GL events et notamment de la capacité des participations à réaliser les flux de trésorerie futurs d'exploitation, du taux de croissance retenu pour la projection de ces flux et du taux d'actualisation qui leur est appliqué.

Nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé de notre audit dans la mesure où la détermination de la valeur d'inventaire nécessite le recours à des estimations requérant une part importante de jugement de la direction et compte tenu du poids relatif de ces actifs dans les comptes de GL events.

### NOTRE RÉPONSE

Nous avons testé le fonctionnement des contrôles mis en place par la direction sur le processus de détermination de la valeur d'inventaire des titres de participation.

Nos travaux ont notamment consisté à :

- Vérifier, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, que l'estimation de ces valeurs déterminée par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés ;
- Vérifier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique à la date de clôture des comptes ;

- Comparer les données utilisées dans la réalisation des tests de dépréciation des titres de participation avec les données source par entité ainsi que les résultats des travaux d'audit sur ces filiales ;
- Tester par sondages l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'inventaire retenues par la société.

## VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### INFORMATIONS DONNÉES DANS LE RAPPORT DE GESTION ET DANS LES AUTRES DOCUMENTS SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES COMPTES ANNUELS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

### RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

## AUTRES VÉRIFICATIONS OU INFORMATIONS PRÉVUES PAR LES TEXTES LÉGAUX ET RÉGLEMENTAIRES

### FORMAT DE PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS DESTINÉS À ÊTRE INCLUS DANS LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président-directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

### DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société GL events par votre assemblée générale du 13 juillet 2005 pour le cabinet Mazars et par votre assemblée générale du 16 mai 2008 pour le cabinet Maza-Simoëns.

Au 31 décembre 2022, le cabinet Mazars était dans la 18<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Maza-Simoëns dans la 15<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.

### RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne



les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### Rapport au Comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Lyon et Oullins, le 4 avril 2023

### Les Commissaires aux comptes

**MAZARS**  
Emmanuel Charvanel  
Associé

**MAZA-SIMOËNS – FIFTY BEES**  
Benjamin Schlicklin  
Associé

# RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

## À l'Assemblée générale de la société GL events,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## 1. CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

En application de l'article L 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

### Prestation de services de Direction générale avec la société Polygone

Les prestations de Direction Générale réalisées par les dirigeants de Polygone à votre société correspondent à des :

- Prestations de services de « Direction Générale et Stratégique » (en qualité de holding),
- Prestations d'assistance et de conseil technique, au bénéfice des filiales opérationnelles du groupe,
- Prestations de services « Techniques ».

Le montant comptabilisé en charge sur l'exercice s'élève à 5 228 440 € hors taxes.

## 2. CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

En application de l'article R.225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

### Convention d'intégration fiscale :

La société GL events est tête de groupe dans le cadre de la convention d'intégration fiscale. A ce titre, elle est seule redevable de l'IS et des contributions additionnelles dues par le groupe formé par elle-même et les sociétés détenues à au moins 95% qui ont opté pour ce régime.

La convention d'intégration fiscale prévoit que les économies d'impôts transmises à la société GL events par les filiales déficitaires pendant la période d'appartenance au groupe seront restituées à la filiale en cas de sortie du périmètre.

Les déficits cumulés au 31 décembre 2022 par les filiales intégrées sont les suivants :

Sociétés intégrées	Déficit fiscal cumulé (€) 2022	Sociétés intégrées	Déficit fiscal cumulé (€) 2022
Adecor	1 822 629	GL events Live	52 028 212
Altitude	791 091	GL events Live Grand-Ouest	2 644 033
Brelet Centre Europe	63 744	GL Mobilier	7 478 452
Chorus	175 621	Hall Expo	28 463 541
Creatifs	438 419	Jaulin	1 458 171
Fonction Meuble	1 025 275	Live By	3 058 710
GL events Audiovisual	4 887 544	Menuiserie Expo	547 319
GL events Exhibitions Opérations	12 357 592	Montexpo	610 907
GL events GPE	1 738 337	Polygone Vert	1 221 979

### Redevance au titre de la convention d'assistance technique et commerciale

L'assistance technique et commerciale fournie par la société GL events à certaines entités fait l'objet d'une convention réglementée quand le montant facturé est déterminé de façon forfaitaire.

Pour 2022, le montant de ces redevances est le suivant :

Entité	Montant (€)
Première Vision	930 000
Sepel - Eurexpo	240 000

Fait à Lyon et Oullins, le 4 avril 2023

### Les Commissaires aux comptes

**MAZARS**  
Emmanuel Charvanel  
Associé

**MAZA-SIMOËNS – FIFTY BEES**  
Benjamin Schlicklin  
Associé

# ANNEXE

## PERSONNES CONCERNÉES PAR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Entité	Olivier GINON	Erick ROSTAGNAT	Olivier FERRATON	AQUASOURCA (Sophie DEFFOREY-CREPET)	Détention > 10 %
GL events	X	X	X	X	
Adecor					OUI
Altitude					OUI
Brelet Centre Europe			X		OUI
Cratifs					OUI
Fonction Meubles			X		OUI
GL events Audiovisual & Power					OUI
GL events Exhibitions Opérations	X				OUI
GL events GPE			X		OUI
GL events Live	X		X		OUI
GL events Live Grand-Ouest			X		OUI
GL events Mobilier			X		OUI
Hall Expo					OUI
Jaulin			X		OUI
Le Chorus					OUI
Live by GL events			X		OUI
Menuiserie Expo					OUI
Mont Expo					OUI
Polygone SA	X	X		X	OUI
Polygone Vert					OUI
Première Vision	X				OUI
SEPEL - Eurexpo	X				OUI

Entité	SOFINA (Edward KOOPMAN)	Anne-Sophie GINON	Marc MICHOUILLER	Daniel HAVIS	Détention > 10 %
GL events	X	X	X	X	
Adecor					OUI
Altitude					OUI
Brelet Centre Europe					OUI
Cratifs					OUI
Fonction Meubles					OUI
GL events Audiovisual & Power					OUI
GL events Exhibitions Opérations					OUI
GL events GPE					OUI
GL events Live					OUI
GL events Live Grand-Ouest					OUI
GL events Mobilier					OUI
Hall Expo					OUI
Jaulin					OUI
Le Chorus					OUI
Live by GL events					OUI
Menuiserie Expo					OUI
Mont Expo					OUI
Polygone SA	X	X	X	X	OUI
Polygone Vert					OUI
Première Vision					OUI
SEPEL - Eurexpo					OUI

(RP) : mandataires représentants permanents de GL events

Note : La détention de capital s'entend directe et indirecte.



06

# RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

**239/** RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE  
GÉNÉRAL CONCERNANT GL EVENTS

**241/** RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL  
CONCERNANT LE CAPITAL DE GL EVENTS

# RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT GL EVENTS

## DÉNOMINATION ET SIÈGE SOCIAL

### GL events

59 Quai Rambaud - 69002 LYON

## DATE DE CONSTITUTION ET DURÉE DE LA SOCIÉTÉ

La Société a été constituée le 31 juillet 1989. Elle prendra fin le 31 juillet 2088 sauf cas de dissolution ou de prorogation.

## PAYS DE CONSTITUTION

France

## FORME ET LÉGISLATION

Société Anonyme régie par la législation française.

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

351571 757 RCS LYON – Code APE : 7010 Z

## IDENTIFIANT D'ENTITÉ JURIDIQUE (LEI)

L'identifiant d'entité juridique (LEI) de la Société est le 9695002PXZMQNBPY2P44.

## ACTIVITÉ

### La société a pour objet :

- La prise de participation dans toutes entreprises, sociétés, G.I.E français ou étrangers, créés ou à créer et ce, par tous moyens notamment par voie d'apport, de souscription ou d'achat d'actions ou de parts sociales, de fusion, etc....
- Toutes opérations financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ;
- Toutes prestations administratives de conseil et autres et toutes activités de recherche et de développement ;
- L'organisation, la communication, la gestion, l'installation générale et l'aménagement d'expositions, de salons, de foires, de manifestations publiques ou privées, d'événements de tout type, nationaux et internationaux, la formation ;
- La conception, la fabrication, la location, l'installation et l'aménagement de stands, de revêtements de sols, de décoration florale, de décoration de tous locaux et d'exposition, de signalétique, de muséographie, de scénographie, d'ameublement, de mobilier-matériel et accessoires, de distribution électrique, de systèmes d'éclairage, de scénographie lumineuse, de chauffage, de climatisation, de sonorisation, de captation et de projection de film et de vidéo projection haute puissance sur tout support, murs d'images-multimédia, de structures provisoires, de tribunes, d'éléments d'exposition, et plus généralement de tous produits, procédés et entreprises se rapportant à ces manifestations et événements ainsi qu'à leur publicité et à leur promotion sous quelque forme que ce soit.

Elle peut agir directement ou indirectement et faire toutes ces opérations pour son compte ou pour le compte de tiers et, soit seule, soit en participation, association, groupement ou sociétés, avec toutes autres personnes ou sociétés, les réaliser sous quelque forme que ce soit.

Elle peut également prendre tous intérêts et participations dans toutes les sociétés et affaires, quel qu'en soit l'objet.

## EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

## ASSEMBLÉES GÉNÉRALES (articles 22 et 23 des statuts)

Les assemblées d'Actionnaires sont convoquées par le Conseil d'administration ou, à défaut, par les Commissaires aux comptes et par toute personne légalement habilitée à cet effet.

Notamment, un ou plusieurs Actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la facilité de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions.

Les formes et les délais de la convocation sont réglés par la loi. L'avis de convocation doit fixer le lieu de la réunion qui peut être le siège social, ou tout autre lieu, et son ordre du jour.

Tout Actionnaire a le droit de participer aux Assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Tout Actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'Assemblée. Tout Actionnaire peut, dans les conditions fixées par les lois et les règlements, adresser son formulaire de procuration et de vote par correspondance, concernant toute Assemblée générale, soit sous forme papier, soit, sur décision du Conseil d'administration, publiée dans l'avis de réunion et l'avis de convocation, par télétransmission.

Tout Actionnaire peut donner pouvoir à toute personne physique ou morale de son choix en vue d'être représenté à une Assemblée générale. Le mandat ainsi que sa révocation éventuelle sont écrits et communiqués à la Société. L'Actionnaire qui n'a pas son domicile sur le territoire français et dont les titres sont inscrits en compte au nom d'un intermédiaire dans les conditions de l'article L. 228-1 du Code de commerce, peut se faire représenter par cet intermédiaire.

Le droit de participer aux Assemblées ou de s'y faire représenter est subordonné à l'inscription en compte des titres au nom de l'Actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier.

Les titulaires d'actions nominatives sont admis sur simple justification de leur identité, les propriétaires d'actions au porteur sur justification du dépôt prévu ci-dessus.

L'accès de l'Assemblée est ouvert aux Actionnaires inscrits sur simple justification de leur qualité. Le Conseil d'administration peut toutefois, s'il le juge utile, remettre aux Actionnaires des cartes d'admission nominatives et personnelles.

### **DROITS DE VOTE (article 25 des statuts)**

Dans les Assemblées générales, chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions sans limitation. Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié une inscription nominative depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire.

En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, ou d'échange d'actions à l'occasion d'un regroupement ou d'une division d'actions, le droit de vote double est conféré aux actions attribuées à raison d'actions inscrites sous la forme nominative, sous réserve qu'elles soient elles-mêmes conservées sous la forme nominative depuis leur attribution, ce droit de vote double étant conféré à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'inscription sous la forme nominative des actions à raison desquelles elles ont été attribuées.

La fusion ou la scission de la Société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société bénéficiaire si les statuts de celles-ci ont institué un droit de vote double.

### **RÉPARTITION DES BÉNÉFICES (article 28 et 29 des statuts)**

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale » limité au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque la « réserve légale » est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report à nouveau.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée prélève ensuite les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant libéré et non amorti. Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux Actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'Assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les pertes, s'il en existe, sont après approbation des comptes par l'Assemblée générale, inscrites à un compte spécial figurant au passif du bilan, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, ou apurées par prélèvement sur les réserves.

Les dividendes des actions sont payés aux époques et lieux fixés par l'Assemblée ou par le Conseil d'administration dans un délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice. La prolongation de ce délai peut être accordée par décision de justice.

L'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque Actionnaire pour la part du dividende qui lui revient, une option entre le paiement du dividende en numéraire, ou son paiement en actions.

En outre, le versement d'acomptes sur dividende est autorisé, sous réserve du respect des dispositions légales.

### **FRANCHISSEMENT DE SEUIL (article 12 des statuts)**

Outre l'obligation légale d'informer la Société de la détention de certaines fractions des droits de vote attachés au capital, tout Actionnaire, personne physique ou morale, qui vient à posséder ou contrôler, directement ou indirectement, ou encore de concert avec d'autres actionnaires au sens de la loi, 2,5 % au moins du capital et/ou droits de vote de la Société, doit en informer la Société par lettre recommandée avec accusé de réception dans les 15 jours du franchissement de seuil, en indiquant si les actions sont ou non possédées pour le compte, sous le contrôle ou de concert avec d'autres personnes physiques ou morales. Cette notification est renouvelée pour la détention de chaque fraction additionnelle de 2,5 % du capital et/ou des droits de vote jusqu'au seuil de 50 % du capital.

### **LIEU OÙ PEUVENT ÊTRE CONSULTÉS LES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA SOCIÉTÉ**

Au siège social : 59 Quai Rambaud – 69002 LYON.



# RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT LE CAPITAL DE GL EVENTS

## CAPITAL SOCIAL

Le capital social est de 119 931 148 €, divisé en 29 982 787 actions de 4 €.

Les actions de GL events sont inscrites sur le marché Euronext Paris - compartiment B.

## TITRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL

Néant

## ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

Le Conseil d'administration du 20 mars 2018 a décidé d'attribuer 106 550 actions (Plan n°23) à des managers du Groupe non-mandataires sociaux, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- présence du salarié ou du mandataire social au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, à la date du transfert de propriété des actions à la fin de cette période ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- condition de performance ;
- délai d'attribution des actions gratuites est de 3 ans, soit le 19 mars 2021 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées est de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 19 mars 2023.

Le Conseil d'administration du 12 mars 2019 a décidé d'attribuer 118 500 actions (Plan n°25) à des managers du Groupe dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- marge opérationnelle consolidée supérieure à 8% ;
- délai d'attribution des actions gratuites est de 3 ans, soit le 11 mars 2022 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées est de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 11 mars 2024.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022, a décidé de modifier la période de conservation afin de la fixer au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Le Conseil d'administration du 12 mars 2019 a décidé d'attribuer 21 240 actions gratuites de la Société (Plan n°26) au profit de l'ensemble des salariés du Groupe en France, présents au 31 décembre 2018, à l'exclusion des salariés de FSO et d'Even Pro, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- présence au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, à la date du transfert de propriété des actions à la fin de cette période ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites est de 2 ans, soit le 11 mars 2021 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 11 mars 2023.

Le Conseil d'administration du 6 décembre 2019 a décidé d'attribuer 5 000 actions gratuites de la Société (Plan n°27), au profit d'un manager du Groupe en France, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 3 ans, soit le 5 décembre 2022 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 5 décembre 2024.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022, a décidé de modifier la période d'acquisition afin de la fixer au 1<sup>er</sup> juillet 2022 et de supprimer la période de conservation.

Le Conseil d'administration du 12 mai 2020 a décidé d'attribuer 63 000 actions gratuites de la Société (Plan n°28), au profit des managers du Groupe, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 3 ans, soit le 11 mai 2023 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 11 mai 2025.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022, a décidé de modifier la période d'acquisition afin de la fixer au 1<sup>er</sup> juillet 2022 et de supprimer la période de conservation.

Le Conseil d'administration du 12 mai 2020 a décidé d'attribuer 10 actions gratuites de la Société (Plan n°29), à chacun des salariés du Groupe en France, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 2 ans, soit le 11 mai 2022 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 11 mai 2024.

Le Conseil d'administration du 12 mai 2020 a décidé d'attribuer 32 500 actions gratuites de la Société (Plan n°30), au profit des managers du Groupe, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 3 ans, soit le 11 mai 2023 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 1 an à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 11 mai 2024.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022, a décidé de modifier la période d'acquisition afin de la fixer au 1<sup>er</sup> juillet 2022 et de supprimer la période de conservation.

Le Conseil d'administration du 12 mai 2020 a décidé d'attribuer 83 000 actions gratuites de la Société (Plan n°31), au profit des managers du Groupe, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 4 ans, soit le 11 mai 2024 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées est de 1 an à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 11 mai 2025.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022, a décidé de modifier la période d'acquisition afin de la fixer au 1<sup>er</sup> juillet 2022 et de supprimer la période de conservation.

Le Conseil d'administration du 02 novembre 2020 a décidé d'attribuer 343 650 actions gratuites de la Société (Plan n°32), au profit des managers du Groupe, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 3 ans, soit le 1<sup>er</sup> novembre 2023 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 1<sup>er</sup> novembre 2025.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022, a décidé de modifier la période d'acquisition afin de la fixer au 1<sup>er</sup> novembre 2022 et de supprimer la période de conservation.

Le Conseil d'administration du 2 novembre 2020 a décidé d'attribuer 10 actions gratuites de la Société (Plan n°33), à chacun des salariés du Groupe en France, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 2 ans, soit le 1<sup>er</sup> novembre 2022 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 1<sup>er</sup> novembre 2024.

Le Conseil d'administration du 24 juin 2021 a décidé d'attribuer 11 000 actions gratuites de la Société (Plan n°34), au profit des managers du Groupe, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 2 ans, soit le 23 juin 2023 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 23 juin 2025.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022, a décidé de modifier la période d'acquisition afin de la fixer au 1<sup>er</sup> juillet 2022 et de fixer la fin de la période de conservation au 23 juin 2023.

Le Conseil d'administration du 22 juillet 2021 a décidé d'attribuer 10 actions gratuites de la Société (Plan n°35), à chacun des salariés du Groupe en France, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 2 ans, soit le 21 juillet 2023 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 21 juillet 2025.

Le Conseil d'administration du 22 juillet 2021 a décidé d'attribuer 30 000 actions gratuites de la Société (Plan n°36), au profit de managers du Groupe, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 1 an, soit le 21 juillet 2022 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 1 an à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 21 juillet 2023.

Le Conseil d'administration du 22 juillet 2021 a décidé d'attribuer 66 000 actions gratuites de la Société (Plan n°37), au profit de managers du Groupe, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 3 ans, soit le 21 juillet 2024 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 1 an à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 21 juillet 2025.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 22 juin 2022, a décidé de modifier la période d'acquisition afin de la fixer au 22 juillet 2022 et de fixer la fin de la période de conservation au 22 juillet 2023.

Le Conseil d'administration du 9 mars 2022 a décidé d'attribuer 109 500 actions gratuites (Plan n°38) au profit de managers du Groupe, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié ou de mandataire au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 2 ans, soit le 8 mars 2024 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 8 mars 2026.

Le Conseil d'administration du 9 mars 2022 a décidé d'attribuer 10 actions gratuites (Plan n°39) au profit des salariés du Groupe en France, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- présence du salarié au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, à la date du transfert de propriété des actions à la fin de cette période ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 2 ans, soit le 8 mars 2024.

Le Conseil d'administration du 19 octobre 2022 a décidé d'attribuer 60 800 actions gratuites (Plan n°40) au profit de managers du Groupe, dont l'acquisition définitive est subordonnée aux conditions suivantes :

- revêtir la qualité de salarié ou de mandataire au sein de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés, du premier au dernier jour de la période d'acquisition ;
- absence de comportement déloyal faisant préjudice à la Société ou à une société liée ;
- répondre à des conditions de performance restant à déterminer ;
- délai d'attribution des actions gratuites de 3 ans, soit le 18 octobre 2025 ;
- délai d'incessibilité des actions transférées de 2 ans à compter de leur date d'attribution définitive, soit le 18 octobre 2027.

Par application des dispositions de l'article L.225-197-4 du Code de commerce, les informations suivantes sont fournies :

## INFORMATIONS SUR LES ATTRIBUTIONS D' ACTIONS GRATUITES

Situation des plans d'attribution d'action en vigueur :

	Plan n° 23	Plan n°25	Plan n° 26	Plan n°27	Plan n°28	Plan n°29	Plan n°30	Plan n°31	
Date de l'Assemblée ayant autorisé l'émission des options	29/04/2016	29/04/2016	29/04/2016	29/04/2016	26/04/2019	26/04/2019	26/04/2019	26/04/2019	
Date du Conseil d'administration	20/03/2018	12/03/2019	12/03/2019	06/12/2019	12/05/2020	12/05/2020	12/05/2020	12/05/2020	
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	106 550	118 500	21 240	5 000	63 000	21 660	32 500	83 000	
Valeur au jour d'attribution	25,30	19,00	19,00	23,30	11,76	11,76	11,76	11,76	
Dont nombre d'actions pouvant être souscrites par les membres du Comité de direction dans sa composition actuelle	63 000	34 000	-	-	0	-	29 500	75 000	
Dont nombre aux Administrateurs	10 000	10 000	-	-	0	-	0	0	
Dont aux mandataires sociaux : Olivier FERRATON	10 000	10 000	10	-	-	10	-	-	
Dont nombre aux dix premiers attributaires	66 500	64 500	-	-	41 000	(*)	32 500	83 000	
Date de fin de période d'acquisition	19/03/2021	11/03/2022	11/03/2021	01/07/2022	01/07/2022	11/05/2022	01/07/2022	01/07/2022	
Date limite d'incessibilité	19/03/2023	01/07/2022	11/03/2023	01/07/2022	01/07/2022	11/05/2024	01/07/2022	01/07/2022	
Nombre d'actions attribuées	87 950	118 500	17 690	5 000	63 000	17 430	32 500	83 000	
Dont aux mandataires sociaux : Olivier FERRATON	10 000	10 000	10	-	-	10	-	-	
	Plan n°32	Plan n°33	Plan n°34	Plan n°35	Plan n°36	Plan n°37	Plan n°38	Plan n°39	Plan n°40
Date de l'Assemblée ayant autorisé l'émission des options	19/06/2020	19/06/2020	24/06/2021	24/06/2021	24/06/2021	24/06/2021	22/06/2022	22/06/2022	22/06/2022
Date du Conseil d'administration	02/11/2020	02/11/2020	24/06/2021	22/07/2021	22/07/2021	22/07/2021	09/03/2022	09/03/2022	19/10/2022
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	343 650	21 970	11 000	21 310	30 000	66 000	109 500	18 880	60 800
Valeur au jour d'attribution	7,12	7,12	15,56	12,6	12,6	12,6	15,66	15,66	14,9
Dont nombre d'actions pouvant être souscrites par les membres du Comité de direction dans sa composition actuelle	116 350	-	0	-	30 000	65 000	45 000		20 000
Dont nombre aux Administrateurs	0	-	0	-	0	0	0	-	0
Dont aux mandataires sociaux : Olivier FERRATON	10 000	10	-	10	30 000	60 000	20 000	10	-
Dont nombre aux dix premiers attributaires	143 000	(*)	11 000	(*)	30 000	65 000	100 500	(*)	49 500
Date de fin de période d'acquisition	01/11/2022	01/11/2022	01/07/2022	21/07/2023	21/07/2022	22/07/2022	08/03/2024	08/03/2024	18/10/2025
Date limite d'incessibilité	01/11/2022	01/11/2024	23/06/2023	21/07/2025	21/07/2023	22/07/2023	08/03/2026	08/03/2024	18/10/2027
Nombre d'actions attribuées	339 650	-	11 000	-	30 000	66 000	-	-	-
Dont aux mandataires sociaux : Olivier FERRATON	10 000	-	-	-	30 000	60 000	-	-	-

(\*) Non applicable car attribution de 10 actions gratuites par salarié des sociétés françaises du Groupe.

## DÉLÉGATIONS ET AUTORISATIONS EN COURS DE VALIDITÉ ACCORDÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Date de l'Assemblée	Echéance	Montant maximal autorisé (valeur nominale)	Utilisation faite par le Conseil
Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce	22/06/2022 (19 <sup>ème</sup> résolution)	18 mois (21/12/2023)	10 % du capital	Néant
Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'annuler les actions rachetées par la société dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce	22/06/2022 (20 <sup>ème</sup> résolution)	24 mois (21/06/2024)	10 % du capital	Néant

# RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

## RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT LE CAPITAL DE GL EVENTS

	Date de l'Assemblée	Echéance	Montant maximal autorisé (valeur nominale)	Utilisation faite par le Conseil
Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance avec maintien du droit préférentiel de souscription	24/06/2021 (16 <sup>ème</sup> résolution)	26 mois (23/08/2023)	60 000 000 € (actions) <sup>1</sup> 180 000 000 € (créances) <sup>2</sup>	Néant
Délégation à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital	24/06/2021 (17 <sup>ème</sup> résolution)	26 mois (23/08/2023)	10 % du capital	Néant
Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices et/ou primes	24/06/2021 (18 <sup>ème</sup> résolution)	26 mois (23/08/2023)	60 000 000 €	Néant
Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public (à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier) et/ou en rémunération de titres dans le cadre d'une offre publique d'échange	24/06/2021 (19 <sup>ème</sup> résolution)	26 mois (23/08/2023)	60 000 000 € (actions) <sup>1</sup> 180 000 000 € (créances) <sup>2</sup>	Néant
Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par une offre visée au 1 de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier	24/06/2021 (20 <sup>ème</sup> résolution)	26 mois (23/08/2023)	20% du capital (actions) <sup>1</sup> 180 000 000 € (créances) <sup>2</sup>	Néant
Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées	22/06/2022 (21 <sup>ème</sup> résolution)	18 mois (21/12/2023)	60 000 000 € (actions) 180 000 000 € (créances)	Néant
Autorisation, en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, de fixer, dans la limite de 10% du capital par an, le prix d'émission dans les conditions déterminées par l'Assemblée	24/06/2021 (22 <sup>ème</sup> résolution)	-	-	Néant
Autorisation d'augmenter le montant des émissions des 16 <sup>ème</sup> , 19 <sup>ème</sup> , 20 <sup>ème</sup> et 21 <sup>ème</sup> résolutions de l'AG du 24/06/2021 dans les conditions prévues par les articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce et dans la limite des plafonds fixés par l'Assemblée	24/06/2021 (23 <sup>ème</sup> résolution)	-	-	Néant
Autorisation d'augmenter le montant de l'émission de la 21 <sup>ème</sup> résolutions de l'AG du 22/06/2022 dans les conditions prévues par les articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce et dans la limite des plafonds fixés par l'Assemblée	22/06/2022 (22 <sup>ème</sup> résolution)	-	-	Néant
Limitation globale des plafonds des délégations prévues aux 16 <sup>ème</sup> , 19 <sup>ème</sup> et 20 <sup>ème</sup> résolutions de l'AG du 24/06/2021	24/06/2021 (24 <sup>ème</sup> résolution)	-	120 000 000 €	Néant
Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'attribuer gratuitement des actions existantes et/ou à émettre aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux de la Société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique liés	24/06/2021 (26 <sup>ème</sup> résolution)	38 mois (23/08/2024)	900 000 actions	317 490 actions

<sup>1</sup> Imputation sur la limitation globale prévue à la 24<sup>ème</sup> résolution

<sup>2</sup> Plafond commun

## ÉVOLUTION DU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ GL EVENTS SUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Date	Nature de l'opération	Variation du capital			Montant successif du capital	Nombre d'actions		Valeur nominale
		Émission en numéraire ou en nature	Incorpor. de réserves compens. créances			émises	cumulées	
		nominal	prime					
04/07/2018	Conversion de dividendes	2 334 076	10 841 783		95 944 920	583 519	23 986 230	4 €
02/10/2018	Augmentation de capital	23 986 228	81 242 439		119 931 148	5 996 557	29 982 787	4 €

## RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

Au 31 décembre 2022, le nombre total de droits de vote nets était de 48 933 707. Les informations sur l'attribution des droits de vote se trouvent page 240 du Document d'Enregistrement Universel ou à l'article 25 des statuts.

A la connaissance de la Société, le capital se répartit comme suit au 31 décembre 2022 :

	Nombre d'actions	% du capital	Droit de vote				
			Simple	Double	Total	% droits de vote brut	% droits de vote net
Polygone	16 980 811	56,635%	948 818	16 031 993	33 012 804	66,612%	67,464%
Sofina	4 768 057	15,903%	2 129 613	2 638 444	7 406 501	14,944%	15,136%
Le Grand Rey	70 485	0,235%	0	70 485	140 970	0,284%	0,288%
Olivier GINON	6 238	0,021%	1 738	4 500	10 738	0,022%	0,022%
Nicolas de TAVERNOST	870	0,003%	0	870	1 740	0,004%	0,004%
AQUASOURCA	1	0,000%	0	1	2	0,000%	0,000%
Philippe MARCEL	4 270	0,014%	0	4 270	8 540	0,017%	0,017%
Erick ROSTAGNAT	73 449	0,245%	10 020	63 429	136 878	0,276%	0,280%
Marc MICHOUPLIER	365	0,001%	0	365	730	0,001%	0,001%
Anne-Sophie GINON	27 377	0,091%	16 127	11 250	38 627	0,078%	0,079%
Auto détenues	626 342	2,089%	626 342	0	626 342	1,264%	
Public	7 424 522	24,763%	6 672 867	751 655	8 176 177	16,498%	16,709%
<b>Total</b>	<b>29 982 787</b>	<b>100%</b>	<b>10 405 525</b>	<b>19 577 262</b>	<b>49 560 049</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
<b>Sous- total concert</b>	<b>21 825 591</b>	<b>72,794%</b>	<b>3 080 169</b>	<b>18 745 422</b>	<b>40 571 013</b>	<b>81,862%</b>	<b>82,910%</b>

Polygone SA est une structure holding dont la répartition du capital au 31 décembre 2022 est la suivante :

	% du capital
Le Grand Rey	50,31%
Sofina	20,96%
Aquasourça	10,00%
Matmut	5,33%
La Ferme d'Anna	5,22%
Crédit Agricole Région Développement	3,38%
OVALTO	2,11%
Crédit Agricole Capital PME	1,35%
Calixte Investissement	1,35%
Monsieur Olivier GINON	0,001%
Monsieur Erick ROSTAGNAT	0,001%
Madame Jacqueline GINON	0,001%

La société est contrôlée comme décrit ci-dessus ; toutefois, la Société estime qu'il n'y a pas de risque que le contrôle soit exercé de manière abusive. En effet, le Conseil d'administration du Groupe est composé de 8 administrateurs indépendants. Par ailleurs, le Comité d'audit et le Comité des rémunérations et des nominations sont présidés par des administrateurs indépendants.

Enfin, la Société applique la totalité des recommandations du Code de gouvernement d'entreprise Middledenext, dont une partie significative des dispositions contribue à cet objectif de limitation du risque de contrôle.

## FRANCHISSEMENTS DE SEUILS

Aucun franchissement de seuil n'a été déclaré au cours de l'exercice.

## AUTOCONTRÔLE ET AUTO DÉTENTION

Par application des dispositions de l'article L. 225-211 du Code de commerce, les informations suivantes sont fournies :

Dans le cadre du programme de rachat d'actions renouvelé par l'Assemblée générale Mixte du 24 juin 2021, GL events a effectué les opérations suivantes :

	Solde au 31/12/21		Achats 2022 soit 12 mois		Ventes 2022 soit 12 mois		Solde au 31/12/22		Solde au 31/12/22 Total
	1	2	1	2	1	2	1	2	
Nombre d'actions	1 106 192	13 847	263 919	449 223	752 980	453 859	617 131	9 211	626 342
Cours moyen (en euros)	17,10	17,40	16,53	16,17	17,37	16,21	16,52	16,26	16,51
Valeur au cours d'achat (milliers d'euros)	18 914	241	4 362	7 265			10 193	150	10 343
Valeur au cours de vente (milliers d'euros)					13 083	7 357			
Pourcentage du capital	3,69%	0,05%	0,88%	1,50%	2,51%	1,51%	2,06%	0,03%	2,09%

Col. 1 : Actions propres

Col. 2 : Contrat de liquidité

Le contrat de liquidité avec un prestataire de services d'investissement est conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF et a pour objectif l'animation du marché. Les frais de négociations des opérations dans le cadre de ce contrat se sont élevés à 31 233 euros sur l'exercice 2022.

Les actions propres sont détenues aux fins de croissances externes, de programmes d'options ou d'attribution d'actions gratuites

## ACTIONS INCESSIBLES

Néant.



## MODIFICATIONS INTERVENUES DANS LA RÉPARTITION DU CAPITAL DEPUIS TROIS ANS

Il résulte des variations décrites dans le tableau figurant sous la rubrique "Évolution du capital de la société GL events", les modifications suivantes dans la répartition du capital :

% du capital (au 31 décembre de chaque année)	2020	2021	2022	2020 Cumul Pacte Actionnaires	2021 Cumul Pacte Actionnaires	2022 Cumul Pacte Actionnaires
Polygone SA *	54,85	56,43	56,64			
Sofina *	15,90	15,90	15,90	71,06	73,01	72,79
Autres Actionnaires	29,25	27,67	27,46			

\* sociétés faisant partie du pacte d'Actionnaires

% des droits de vote nets (au 31 décembre de chaque année)	2020	2021	2022	2020 Cumul Pacte Actionnaires	2021 Cumul Pacte Actionnaires	2022 Cumul Pacte Actionnaires
Polygone SA *	64,94	68,26	67,46			
Sofina *	15,38	15,34	15,14	80,67	84,14	82,91
Autres Actionnaires	19,68	16,39	17,40			

\* sociétés faisant partie du pacte d'Actionnaires

## PACTE D'ACTIONNAIRES ET ACCORD CONNU DE L'ÉMETTEUR POUVANT AVOIR UN IMPACT SUR SON CONTRÔLE

Le 5 novembre 2012, un pacte d'actionnaires a été conclu avec la société SOFINA et Messieurs Olivier GINON et Olivier ROUX. Ce dernier s'est retiré du capital de Polygone SA en cédant sa participation à deux holdings détenues par Monsieur Olivier GINON. A la suite de ce retrait, les stipulations du pacte demeurent applicables entre la société SOFINA et Monsieur Olivier GINON et ses deux holdings (les « Associés Majoritaires »).

Il est précisé que le pacte ne contient aucune restriction au transfert des actions de la Société détenues par SOFINA, ni de stipulation particulière restreignant la liquidité de ces actions.

## 1. GOUVERNANCE

### 1.1 GOUVERNANCE DE LA SOCIÉTÉ

#### 1.1.1 Clauses relatives à la composition du Conseil d'administration et à la composition du Comité d'audit de la Société

Le nombre d'administrateurs composant le Conseil d'administration de la Société n'est pas limité par les stipulations du pacte. Il prévoit que SOFINA disposera de 2 représentants au Conseil d'administration de la Société.

Le Comité d'audit de la Société comprendra un administrateur nommé sur proposition de SOFINA. Dans l'objectif croissant de promouvoir les règles de bonne gouvernance au sein du Groupe, il est prévu que le Président du Comité d'audit de la Société soit un « administrateur hors groupe », c'est-à-dire, au sens du pacte, une personne (i) qui n'est pas ou n'a pas été salariée ou mandataire social de Polygone SA ou d'une société qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3, I du Code de commerce (en ce compris la Société) lors des dix dernières années et (ii) non apparentée à Monsieur Olivier GINON

ou Monsieur Olivier ROUX. Les décisions seront adoptées à la majorité simple des membres du Comité d'audit de la Société. Le Comité d'audit de la Société aura notamment pour prérogative de discuter le budget annuel de la Société préparé par la Direction Générale et d'émettre un avis sur celui-ci à l'attention du Conseil d'administration de la Société.

#### 1.1.2 Prise des décisions sociales

Les stipulations du pacte n'interfèrent pas directement dans les processus de prise de décisions des organes sociaux de la Société ; ainsi SOFINA ne bénéficiera pas d'autres droits que ceux que les dispositions légales et réglementaires attachent à sa qualité d'actionnaire et d'administrateur.

Néanmoins, les Associés Majoritaires ont un engagement aux termes du Pacte à faire en sorte que les décisions exceptionnelles relatives aux cessions d'actifs, acquisitions, fusions et opérations publiques importantes de la Société, celles relatives à la souscription par la Société à de nouveaux emprunts importants, ainsi que celles relatives à la composition du Comité Exécutif de la Société qui n'auraient pas été adoptées au sein du Conseil d'administration de Polygone SA conformément aux règles de majorité explicitées ci-après ne soient pas

présentées au vote au sein du Conseil d'administration de la Société ou ne soient pas adoptées par ce dernier.

## 1.2 GOUVERNANCE DE POLYGONE SA

### 1.2.1 Clauses relatives à la composition du Conseil d'administration de Polygone SA

Aux termes du pacte, le Conseil d'administration de Polygone SA comprend 10 administrateurs, dont 5 administrateurs hors groupe.

### 1.2.2 Décisions requérant l'approbation d'un Administrateur nommé sur proposition de Sofina au sein du Conseil d'administration de Polygone SA

Les décisions suivantes doivent faire l'objet d'un débat au sein du Conseil d'administration de Polygone SA et ne pourront être adoptées que si elles recueillent la majorité simple des administrateurs présents ou représentés, incluant l'approbation de l'administrateur nommé sur proposition de SOFINA :

- toute décision requérant la convocation d'une Assemblée générale Extraordinaire de Polygone SA appelée à statuer sur un changement d'objet social ou de forme sociale, la création de catégories d'actions nouvelles, l'émission d'actions de préférence ou de toute valeur mobilière donnant accès à des actions de préférence ou à des actions de catégorie différente, toute augmentation de capital pour laquelle SOFINA ne disposerait pas d'un mécanisme d'anti-dilution, la modification des droits attachés aux actions (y compris par création de droits de vote double) et la modification des règles de répartition du résultat, des réserves ou du boni de liquidation ; et
- toute cession, apport, transmission ou transfert, sous quelque forme que ce soit, directe ou indirecte, d'un montant d'actifs de Polygone SA ou de la Société représentant plus d'un tiers du bilan consolidé de Polygone SA (en dehors de l'hypothèse d'un changement de contrôle de la Société permettant à SOFINA d'exercer à l'encontre des Associés Majoritaires une option de vente portant sur la totalité de ses titres Polygone SA ainsi qu'il est indiqué au paragraphe ci-après).

### 1.2.3 Décisions requérant l'approbation d'un ou plusieurs Administrateur(s) hors groupe

Les décisions suivantes doivent faire l'objet d'un débat au sein du Conseil d'administration de Polygone SA et ne peuvent être adoptées que si elles recueillent la majorité simple des administrateurs présents ou représentés, incluant l'approbation d'au moins un administrateur hors groupe pendant la Phase Transitoire et d'au moins deux administrateurs hors groupe pendant la Phase Ordinaire (la « Majorité Qualifiée ») :

- acquisitions, fusions, cessions d'actifs, opérations publiques, pour plus de 20 % du bilan consolidé de Polygone SA ;
- opérations immobilières de plus de 20 000 000 €, y compris au niveau de Foncière Polygone (filiale à 100 % de Polygone SA exerçant une activité de gestion immobilière) ;
- proposition de dividende ou de distribution d'actions aux actionnaires de Polygone SA ;
- augmentation ou réduction de capital de Polygone SA ;
- achat, vente ou souscription par Polygone SA d'actions ou de titres donnant accès au capital de la Société ;
- nouveaux emprunts portant (i) pour ce qui concerne la Société, le levier total à 3,5 x EBITDA, (ii) pour ce qui concerne Foncière Polygone, le ratio loan/value à plus de 80 %, et (iii) pour ce qui concerne Polygone SA, sur un montant supérieur à 10 000 000 € ;
- engagements hors bilan, octroi de sûretés par Polygone SA pour plus de 10 000 000 € (en dehors du cours normal des affaires) ;
- approbation du budget annuel de Foncière Polygone ;
- décisions d'opérations autres que de gestion courante auxquelles les Actionnaires, Administrateurs ou dirigeants de Polygone SA seraient intéressés.

Les décisions suivantes doivent faire l'objet d'un débat au sein du Conseil d'administration de Polygone SA et requerront l'approbation de la majorité simple des administrateurs présents ou représentés :

- l'approbation du budget annuel de Polygone SA ;
- la composition du Comité exécutif de la Société.

Enfin, tout projet de remplacement des personnes occupant les fonctions de Président, Directeur Général, Directeur Général Délégué ou directeur financier de la Société doit faire l'objet d'un débat préalable au sein du Conseil d'administration de Polygone SA.

## 1.3 CADUCITÉ DES DROITS DE SOFINA EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE

Les droits de gouvernance de SOFINA tels que résumés dans ce paragraphe A deviendront caducs dès lors que la participation économique directe et indirecte de SOFINA dans le capital de la Société tombera sous le seuil de 8%.

## 2. CLAUSES RELATIVES AUX CESSIONS DE TITRES

Le pacte ne contient aucune restriction au transfert des actions GL events détenues par SOFINA, ni de stipulation particulière restreignant la liquidité de ces actions.

En matière de transfert de titres de Polygone SA, les principales restrictions aux cessions prévues par le Pacte seront les suivantes :

- un engagement d'incessibilité des titres Polygone SA détenus par SOFINA pendant 5 ans à compter de la Date de Réalisation (sauf cessions à ses affiliés) ;
- un droit de cession conjointe totale de SOFINA en cas de cession du contrôle de Polygone SA par les Associés Majoritaires ;
- un droit de préemption de SOFINA sur les titres détenus par les Associés Majoritaires (sauf cessions entre eux ou à leurs ayants-droits ou personnes qui leur sont liées) ;
- un droit de préemption des Associés Majoritaires sur les titres détenus par SOFINA (sauf cessions à ses affiliés).

Le pacte prévoit également un mécanisme d'anti-dilution en faveur de SOFINA dans le cadre de toute émission de titres avec suppression du droit préférentiel de souscription pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, au capital de Polygone SA.

SOFINA dispose en outre d'une option de vente portant sur l'intégralité de ses titres Polygone SA à l'encontre des Associés Majoritaires, exerçable dans les circonstances suivantes : (i) si Monsieur Olivier GINON n'est plus en charge, de manière effective, de la gestion de la Société, (ii) si les Associés Majoritaires ne détiennent plus le contrôle de Polygone SA ou si Polygone SA ne détient plus le contrôle de la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, (iii) si les Associés Majoritaires ou Polygone SA ne respectent pas les règles de majorité prévues par le pacte au sein du Conseil d'administration de Polygone SA, (iv) si Polygone SA émet des titres autrement qu'en application du protocole d'investissement sans respecter le droit d'anti-dilution de SOFINA, (v) en cas de violation d'une stipulation importante du pacte par Polygone SA ou l'un des Associés Majoritaires, (vi) si une déclaration faite par les Associés Majoritaires aux termes du protocole d'investissement s'avère inexacte et cause à SOFINA un préjudice excédant 2 500 000 euros, (vii) au cinquième, huitième et onzième anniversaires de la date de signature du pacte, ou (viii) si les Associés Majoritaires créent une situation générant une obligation de déposer un projet d'offre publique sur la Société pour SOFINA, situation à laquelle SOFINA se serait opposée ou n'aurait pas été en mesure de donner son accord.

Enfin, les Associés Majoritaires disposent d'un droit de cession forcée sur la participation de SOFINA dans Polygone SA dans l'hypothèse où ils céderaient le contrôle de Polygone SA.

## NANTISSEMENTS, GARANTIES ET SÛRETÉS

Nantissements d'actions de l'émetteur inscrites au nominatif pur : en garantie du contrat Club Deal, la société Polygone SA a nanti 5 300 000 actions GL events. A la suite d'une mainlevée partielle de 2 300 000 actions intervenue le 17 décembre 2021, le nantissement porte à ce jour sur 3 000 000 actions GL events.



# 07

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

**253** / TEXTE DES PROJETS DE RÉOLUTIONS  
PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
MIXTE DU JEUDI 27 AVRIL 2023

**264** / INFORMATIONS DISPONIBLES SUR LES SITES

**265** / DOCUMENT ANNUEL D'INFORMATION

**265** / RESPONSABLE DU DOCUMENT  
D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

**266** / ATTESTATION DU RESPONSABLE DU  
DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

**266** / CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

**266** / INFORMATIONS INCLUSES PAR RÉFÉRENCE

**267** / TABLE DE CONCORDANCE

**269** / TABLE DE CONCORDANCE  
DU RAPPORT DE GESTION

**270** / TABLE DE RAPPROCHEMENT AVEC  
LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

# TEXTE DES PROJETS DE RÉSOLUTIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU JEUDI 27 AVRIL 2023

## 1. ORDRE DU JOUR DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

### PREMIÈRE RÉSOLUTION

*(Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 -  
Approbation des dépenses et charges non déductibles fiscalement)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux, approuve dans toutes leurs parties ces rapports, les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe au 31 décembre 2022, se soldant par une perte de 960 825,25 euros tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que

les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, elle approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit Code, qui s'élèvent à un montant global de 42 764,03 euros.

### DEUXIÈME RÉSOLUTION

*(Quitus aux Administrateurs)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, donne aux

Administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

### TROISIÈME RÉSOLUTION

*(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport établi par le Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés, à savoir le bilan, le compte

de résultat et l'annexe au 31 décembre 2022 se soldant par un bénéfice (part du groupe) de 52 701 723 euros, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

### QUATRIÈME RÉSOLUTION

*(Affectation du résultat de l'exercice)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, décide de procéder à l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022 suivante :

#### Détermination des sommes distribuables

Résultat de l'exercice	(960 825,25) €
Report à nouveau	13 886 344,10 €
<b>Montant à affecter</b>	<b>12 925 518,85 €</b>

#### Affectation proposée

Réserve légale	-
Dividendes soit 0,35 € par actions (pour 29 982 787 actions)	10 493 975,45 €
Report à nouveau	2 431 543,40 €
<b>Total</b>	<b>12 925 518,85 €</b>

Lorsqu'il est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis au prélèvement forfaitaire non libératoire au taux de 12,8 %, imputable soit sur le prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du Code général des impôts), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, sur l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après notamment un abattement de 40 % (article 200 A, 13, et 158 du Code général des impôts). L'excédent éventuel (en cas d'option pour le barème progressif) est restituable. Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Le détachement du coupon interviendra le 3 juillet 2023. Le paiement des dividendes sera effectué le 5 juillet 2023.

En cas de variation du nombre d'actions ouvrant droit à dividende par rapport aux 29 982 787 actions composant le capital social au 8 mars 2023, le montant global des dividendes serait ajusté en conséquence et le montant affecté au compte « report à nouveau » serait déterminé sur la base des dividendes effectivement mis en paiement.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée constate qu'il lui a été rappelé qu'au titre des trois derniers exercices les distributions de dividendes et revenus ont été les suivantes :

Au titre de l'exercice	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
	Dividendes	Autres revenus distribués	
2019	Néant	Néant	Néant
2020	Néant	Néant	Néant
2021	Néant	Néant	Néant

## CINQUIÈME RÉSOLUTION

*(Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées et approbation de ces conventions)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, approuve les conventions qui sont intervenues ou se sont poursuivies au cours de l'exercice écoulé mentionnées dans le rapport

spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce qui a été présenté.

## SIXIÈME RÉSOLUTION

*(Renouvellement de Monsieur Daniel HAVIS, en qualité d'administrateur)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et majorité des Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, constatant que le mandat d'Administrateur de :

Monsieur Daniel HAVIS vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, renouvelle ce mandat pour une nouvelle période de quatre (4) années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des Actionnaires à tenir dans l'année 2027 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

## SEPTIÈME RÉSOLUTION

*(Nomination de Monsieur Felix CREPET en remplacement de Monsieur Philippe MARCEL, en qualité d'administrateur)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et majorité des Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, constatant que le mandat d'Administrateur de :  
Monsieur Philippe MARCEL vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de nommer en remplacement Monsieur Felix CREPET, en

qualité d'administrateur pour une durée de quatre (4) années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des Actionnaires à tenir dans l'année 2027 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.  
L'Assemblée générale remercie Monsieur Philippe MARCEL pour l'exercice de son mandat.

## HUITIÈME RÉSOLUTION

*(Renouvellement de Madame Fanny PICARD, en qualité d'administratrice)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et majorité des Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, constatant que le mandat d'Administratrice de :

Madame Fanny PICARD vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, renouvelle ce mandat pour une nouvelle période de quatre (4) années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des Actionnaires à tenir dans l'année 2027 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.



**NEUVIÈME RÉSOLUTION**

*(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Olivier GINON, Président Directeur Général)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires et en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute

nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Olivier GINON, Président Directeur Général, présentés au paragraphe 12.2 du rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le Document d'Enregistrement Universel relatif à l'exercice 2022.

**DIXIÈME RÉSOLUTION**

*(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Olivier FERRATON, Directeur Général Délégué non-Administrateur)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires et en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé

ou attribués au titre du même exercice à Olivier FERRATON, Directeur Général Délégué non-Administrateur, présentés au paragraphe 12.2 du rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le Document d'Enregistrement Universel relatif à l'exercice 2022.

**ONZIÈME RÉSOLUTION**

*(Approbation des informations visées au I de l'article L.22-10-9 du Code de commerce)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires et en application de l'article L. 22-10-34 I du Code de commerce, approuve les informations visées au I de l'article L.22-10-9

du Code de commerce mentionnées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise dans le Document d'Enregistrement Universel relatif à l'exercice 2022.

**DOUZIÈME RÉSOLUTION**

*(Approbation de la politique de rémunération du Président Directeur Général)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires et en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération du

Président Directeur Général présentée au paragraphe 12.1.2 du rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le Document d'Enregistrement Universel relatif à l'exercice 2022.

**TREIZIÈME RÉSOLUTION**

*(Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général Délégué)*

L'Assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires et en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération du Directeur général

délégué, présentée au paragraphe 12.1.3 du le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le Document d'Enregistrement Universel relatif à l'exercice 2022.

**QUATORZIÈME RÉSOLUTION**

*(Approbation de la politique de rémunération des membres du Conseil d'administration)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires et en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération des membres du

Conseil d'administration présentée au paragraphe 12.1.1 du le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le Document d'Enregistrement Universel relatif à l'exercice 2022.

**QUINZIÈME RÉSOLUTION**

*(Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de faire racheter par la société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, autorise ce dernier, pour une période de 18 mois, conformément aux articles L. 22-10-62 et suivants et L. 225-210 et suivants du Code de commerce, à procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la société dans la limite d'un nombre maximal d'actions ne pouvant représenter plus de 10 %, du nombre d'actions composant le capital social au jour de la présente Assemblée, le cas échéant ajusté afin

de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation met fin à l'autorisation donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 22 juin 2022 dans sa 19<sup>ème</sup> résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourront être effectuées en vue :

— d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action GL events par l'intermédiaire d'un prestataire de

service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues,

- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de fusion, de scission, d'apport ou de croissance externe,
- d'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe (en ce compris les Groupement d'Intérêt Economiques et sociétés liées) ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe,
- d'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,

- de procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises conformément à l'autorisation conférée ou à conférer par l'Assemblée générale Extraordinaire,
- de mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être reconnue par la réglementation.

Ces achats d'actions pourront être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Conseil d'administration appréciera.

La Société se réserve le droit d'utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés dans le cadre de la réglementation applicable.

Le prix maximum d'achat est fixé à 40 euros par action. En cas d'opération sur le capital, notamment de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions aux Actionnaires, le montant sus-indiqué sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération). En conséquence, le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat s'élève à 119 931 120 euros, tel que calculé sur la base du capital social au 31 décembre 2022.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de procéder à ces opérations, d'en arrêter les conditions et les modalités, de conclure tous accords et d'effectuer toutes formalités.

## 2. ORDRE DU JOUR DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

### SEIZIÈME RÉSOLUTION

*(Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'annuler les actions rachetées par la Société dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes :

- 1) Donne au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, l'autorisation d'annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital calculé au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des 24 derniers mois précédents, les actions que la Société détient ou pourra détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre de l'article L. 22-10-62 du

Code de commerce ainsi que de réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur,

- 2) Fixe à 24 mois à compter de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation,
- 3) Donne tous pouvoirs au Conseil d'administration pour réaliser les opérations nécessaires à de telles annulations et aux réductions corrélatives du capital social, modifier en conséquence les statuts de la société et accomplir toutes les formalités requises.

### DIX-SEPTIÈME RÉSOLUTION

*(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance avec maintien du droit préférentiel de souscription)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et constaté la libération intégrale du capital social, et statuant conformément aux articles L. 225-129-2, L. 228-92 et L. 225-132 du Code de commerce :

- met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 24 juin 2021, par sa 16<sup>ème</sup> résolution à caractère extraordinaire ;
- et délègue au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente Assemblée, sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois,

l'émission, à titre onéreux ou gratuit, avec maintien du droit préférentiel de souscription des Actionnaires, (i) d'actions ordinaires de la Société, (ii) et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;

- décide que le plafond du montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 60 000 000 d'euros, étant précisé que ce montant s'impute sur le plafond global prévu par la 25<sup>ème</sup> résolution de la présente Assemblée. Ce plafond est fixé compte non tenu du montant nominal

des augmentations de capital nécessaires pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;

- décide que les valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre de la Société ainsi émises pourront consister en des titres de créance ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Les créances émises pourront revêtir toute forme ou durée, être émises en toutes devises ou unités monétaires établies par référence à plusieurs devises, assorties d'un intérêt à taux fixe et/ou variable ou encore avec capitalisation, et faire l'objet de l'octroi de garanties ou sûretés, d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement. Le montant nominal des titres de créance ainsi émis ne pourra excéder 180 000 000 d'euros ou leur contre-valeur à la date de la décision d'émission, étant précisé que ce montant (i) ne comprend pas la ou les primes de remboursement au-dessus du pair, s'il en était prévu, (ii) est commun à l'ensemble des titres de créance dont l'émission est prévue par les 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> résolutions de la présente Assemblée générale mixte (iii) mais que ce montant est autonome et distinct du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce. La durée des emprunts autres que ceux qui seraient représentés par des titres à durée indéterminée, ne pourra excéder 15 ans. Les titres ainsi émis pourront en outre faire l'objet de rachats en bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la Société.

Les Actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription à titre irréductible aux actions ordinaires et valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution. Le Conseil d'administration pourra en outre instituer au profit des Actionnaires un droit de souscription à titre réductible aux actions ordinaires ou aux valeurs mobilières émises conformément aux dispositions légales.

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission définie ci-dessus, le Conseil d'administration pourra utiliser dans l'ordre qu'il détermine les facultés prévues ci-après ou certaines d'entre elles : (i) limiter l'émission au montant des souscriptions

reques dans les limites prévues par la réglementation, (ii) répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix (Actionnaires ou non), ou (iii) offrir au public, tout ou partie des titres non souscrits.

L'Assemblée générale prend acte de ce que la présente délégation emporte renonciation par les Actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

L'Assemblée générale décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires d'actions anciennes et, qu'en cas d'attribution gratuite de bons de souscription d'actions, le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus.

Le Conseil d'administration arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis. Notamment, il fixera leur prix de souscription, avec ou sans prime, les modalités de leur libération, leur date de jouissance éventuellement rétroactive, les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente résolution donneront accès à des actions ordinaires de la Société et, s'agissant des titres de créances, leur rang de subordination.

Le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution, notamment en passant toute convention à cet effet, en particulier en vue de la bonne fin de toute émission, pour procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, aux émissions susvisées - ainsi que, le cas échéant, pour y surseoir - en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions.

Le Conseil d'administration pourra, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, déléguer au Président Directeur Général, le pouvoir qui lui est conféré au titre de la présente résolution.

## DIX-HUITIÈME RÉSOLUTION

*(Délégation à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans la limite de 10% du capital en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-147, L. 22-10-53 et L. 228-92 du Code de commerce :

- met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale mixte du 24 juin 2021, dans sa 17<sup>ème</sup> résolution ;
- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente Assemblée, les pouvoirs à l'effet de procéder, sur le rapport du ou des Commissaires aux apports mentionnés au 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, à l'émission

d'actions ordinaires de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, au capital, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs des titres ou valeurs mobilières, objet des apports en nature, le droit préférentiel de souscription des Actionnaires aux actions ordinaires et valeurs mobilières ainsi émises.

Le plafond du montant nominal d'augmentation de capital, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 10% du

capital de la Société (tel qu'existant à la date de la présente Assemblée), compte non tenu du montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Ce plafond est indépendant de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions de la présente Assemblée.

L'Assemblée générale prend acte de ce que la présente délégation emporte renonciation par les Actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le

fondement de la présente délégation, pourront donner droit. Le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution, notamment pour arrêter la liste des titres de capital ou des valeurs mobilières apportées à l'échange, fixer la parité d'échange et, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser, statuer, sur le rapport du ou des Commissaires aux apports mentionnés au 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, sur l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers, constater la réalisation définitive des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation, procéder à la modification corrélative des statuts, procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces apports.

## DIX-NEUVIÈME RÉSOLUTION

*(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices et/ou primes)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-130 et L.22-10-50 du Code de commerce :

- 1) Délègue au Conseil d'administration, sa compétence à l'effet de décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, par incorporation au capital de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, par l'émission et l'attribution gratuite d'actions ou par l'élévation du nominal des actions ordinaires existantes, ou de la combinaison de ces deux modalités.
- 2) Décide qu'en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation, conformément aux dispositions des articles L. 225-130 et L.22-10-50 du Code de commerce, en cas d'augmentation de capital sous forme d'attribution gratuite d'actions, les droits formant rompus ne seront pas négociables, ni cessibles et que les titres de capital correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation.

- 3) Fixe à 26 mois la durée de validité de la présente délégation, décomptée à compter du jour de la présente Assemblée.
- 4) Décide que le montant d'augmentation de capital au titre de la présente résolution ne devra pas excéder le montant nominal de 60 000 000 euros, compte non tenu du montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.  
Ce plafond est indépendant de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions de la présente Assemblée.
- 5) Confère au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution, et, généralement, de prendre toutes mesures et effectuer toutes les formalités requises pour la bonne fin de chaque augmentation de capital, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts.
- 6) Prend acte que la présente délégation prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

## VINGTIÈME RÉSOLUTION

*(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public (à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier) et/ou en rémunération de titres dans le cadre d'une offre publique d'échange)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment ses articles L. 225-129-2, L. 225-136, L. 22-10-51, L. 22-10-52, L. 22-10-54 et L. 228-92 :

- 1) Délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder à l'émission, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou international, par une offre au public à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, soit en euros, soit en monnaies étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies :

- d'actions ordinaires,
- et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance,

dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.

Ces titres pourront également être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange sur titres répondant aux conditions fixées par l'article L. 22-10-54 du Code de commerce.

- 2) Fixe à 26 mois la durée de validité de la présente délégation, décomptée à compter du jour de la présente Assemblée.
- 3) Le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 60 000 000 euros. A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Ce montant s'impute sur le montant nominal maximum des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la 25<sup>ème</sup> résolution.

Le montant nominal des titres de créance sur la Société susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation

ne pourra être supérieur à 180 000 000 euros. Ce montant s'impute sur le plafond du montant nominal des titres de créance prévu aux 17<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> résolutions de la présente Assemblée.

- 4) Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des Actionnaires aux actions ordinaires et aux valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance faisant l'objet de la présente résolution, en laissant toutefois au Conseil d'administration la faculté de conférer aux Actionnaires un droit de priorité, conformément à la loi.
- 5) Décide que :
  - a) le prix d'émission des actions ordinaires assimilables (à l'exception de celles émises dans le cadre des offres au public mentionnées à l'article L. 411-2-1 du Code monétaire et financier), sera au moins égal au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation, soit à la date des présentes et conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-32 du Code de commerce, à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant le début de l'offre, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 % ;
  - b) le prix d'émission des valeurs mobilières sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action ordinaire assimilable émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé au paragraphe a) ci-dessus.

- 6) Décide, en cas d'émission de titres appelés à rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange, que le Conseil d'administration disposera, dans les conditions fixées à l'article L. 22-10-54 du Code de commerce et dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour arrêter la liste des titres apportés à l'échange, fixer les conditions d'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser, et déterminer les modalités d'émission.
- 7) Décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission visée au 1/, le Conseil d'administration pourra utiliser les facultés suivantes :
  - limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation,
  - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits.
- 8) Décide que le Conseil d'administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires notamment pour fixer les conditions de la ou des émissions, le cas échéant, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation et, plus généralement, faire le nécessaire en pareille matière.
- 9) Prend acte que cette délégation prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

## VINGT-ET-UNIÈME RÉSOLUTION

*(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par une offre visée au 1 de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment ses articles L. 225-129-2, L. 225-136, L. 22-10-52 et L. 228-92 :

- 1) Délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder à l'émission, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou international, par une offre visée au 1 de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, soit en euros, soit en monnaies étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies :
  - d'actions ordinaires,
  - et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance,

dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.

- 2) Fixe à 26 mois la durée de validité de la présente délégation, décomptée à compter du jour de la présente Assemblée.
- 3) Le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 20% du capital, par période de 12 mois.  
A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières

donnant accès au capital de la Société.

Ce montant s'impute sur le nominal maximum des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la 25<sup>ème</sup> résolution.

Le montant nominal des titres de créance sur la société susceptible d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 180 000 000 euros.

Ce montant s'impute sur le plafond du montant nominal des titres de créance prévu aux 17<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> résolutions de la présente Assemblée.

- 4) Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des Actionnaires aux actions ordinaires et aux valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance faisant l'objet de la présente résolution.
- 5) Décide que :
  - a) le prix d'émission des actions ordinaires assimilables (à l'exception de celles émises dans le cadre des offres au public mentionnées à l'article L. 411-2-1 du Code monétaire et financier), sera au moins égal au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation, soit à la date des présentes et conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-32 du Code de commerce, à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant le début de l'offre, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10% ;
  - b) le prix d'émission des valeurs mobilières sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action ordinaire

assimilable émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé au paragraphe a) ci-dessus.

- 6) Décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission visée au 1/, le Conseil d'administration pourra utiliser les facultés suivantes :
- limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation,
  - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits.
- 7) Décide que le Conseil d'administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires notamment pour fixer les conditions de la ou des émissions, le

cas échéant, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et plus généralement faire le nécessaire en pareille matière.

Prend acte que cette délégation prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

## VINGT-DEUXIÈME RÉSOLUTION

*(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-138 et L. 228-92 du Code de commerce :

- 1) Délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes ci-après définie, à l'émission :
- d'actions ordinaires,
  - et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance,

dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.

- 2) Fixe à 18 mois la durée de validité de la présente délégation, décomptée à compter du jour de la présente Assemblée.
- 3) Le montant nominal global maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 60 000 000 euros. A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.
- Le montant nominal des titres de créance sur la Société pouvant être ainsi émis ne pourra être supérieur à 180 000 000 euros.

Ces plafonds sont indépendants de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions de la présente Assemblée et par les autres délégations en cours de validité.

- 4) Décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, que le prix d'émission des actions ordinaires pouvant être émises dans le cadre de la présente délégation de compétence sera fixé par le Conseil d'administration et devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours des 3 dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10%.
- 5) Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des Actionnaires aux actions ordinaires et autres valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre en vertu de l'article L. 228-91 du Code de commerce, au profit de

la catégorie de personnes suivante ou d'une ou plusieurs sous-catégories de cette catégorie : les personnes physiques ou morales (en ce compris des sociétés), sociétés d'investissement, trusts, fonds d'investissement ou autres véhicules de placement quelle que soit leur forme, de droit français ou étranger, investissant à titre habituel dans le secteur de l'évènementiel.

- 6) Décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission visée au 1), le Conseil d'administration pourra à son choix utiliser dans l'ordre qu'il déterminera l'une et/ou l'autre des facultés suivantes :
- limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation,
  - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits parmi la catégorie de personnes ci-dessus définie.
- 7) Décide que le Conseil d'administration aura toute compétence pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment :
- a) d'arrêter les conditions de la ou des émissions ;
  - b) arrêter la liste du ou des bénéficiaires au sein de la catégorie ci-dessus désignée ;
  - c) arrêter le nombre de titres à attribuer à chacun des bénéficiaires ;
  - d) décider le montant à émettre, le prix de l'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission ;
  - e) déterminer les dates et les modalités de l'émission, la nature, la forme et les caractéristiques des titres à créer qui pourront notamment revêtir la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou non ;
  - f) déterminer le mode de libération des actions et/ou des titres émis ou à émettre ;
  - g) fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux titres émis ou à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'émission ;
  - h) suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux titres émis pendant un délai maximum de trois mois ;
  - i) à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;
  - j) constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;

- k) procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès à terme au capital ;
- l) d'une manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission et au service financier de ces titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et plus généralement faire tout ce qui est nécessaire en pareille matière.

- 8) Prend acte du fait que le Conseil d'administration rendra compte à la plus prochaine Assemblée générale ordinaire, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation de la présente délégation accordée au titre de la présente résolution.
- 9) Prend acte que cette délégation prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

## VINGT-TROISIÈME RÉSOLUTION

*(Autorisation, en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, de fixer, dans la limite de 10% du capital par an, le prix d'émission dans les conditions déterminées par l'Assemblée)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-52, alinéa 2, du Code de commerce autorise le Conseil d'administration, qui décide une émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en application des 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> résolutions, soumise aux dispositions de l'article L. 22-10-52 alinéa 1 du Code de commerce, à déroger, dans la limite de 10% du capital social par an, aux conditions de fixation du prix prévues par les résolutions susvisées et à fixer le prix d'émission des titres de capital assimilables à émettre selon les modalités suivantes :

- a) Le prix d'émission des actions ordinaires sera au moins égal à la moyenne des vingt derniers jours de bourse

précédant sa fixation éventuellement diminué d'une décote maximale de 15% ;

- b) Le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa a) ci-dessus, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Le Conseil d'administration pourra, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, déléguer au Président Directeur Général, le pouvoir qui lui est conféré au titre de la présente résolution.

## VINGT-QUATRIÈME RÉSOLUTION

*(Autorisation d'augmenter le montant des émissions)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration décide que pour chacune des émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital décidées

en application des 17<sup>ème</sup>, 20<sup>ème</sup>, 21<sup>ème</sup> et 22<sup>ème</sup> résolutions à caractère extraordinaire de la présente Assemblée, le nombre de titres à émettre pourra être augmenté dans les conditions prévues par les articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce et dans la limite des plafonds fixés par l'Assemblée.

## VINGT-CINQUIÈME RÉSOLUTION

*(Limitation globale des plafonds des délégations prévues aux 17<sup>ème</sup>, 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> résolutions de la présente Assemblée)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration décide de fixer à :

- 120 000 000 euros, le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises, immédiatement ou à terme, en vertu des 17<sup>ème</sup>, 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> résolutions de la présente

Assemblée, étant précisé qu'à ce montant s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.



**VINGT-SIXIÈME RÉSOLUTION**

*(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et en application des dispositions des articles L. 225-129-6, L. 225-138 I et II et L. 225-138-1 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

- délègue sa compétence au Conseil d'administration, à l'effet de procéder à une augmentation du capital social de la Société par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, réservée aux adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établis par la Société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code du commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail. Cette augmentation de capital sera effectuée dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail.
- décide en conséquence de supprimer le droit préférentiel de souscription des Actionnaires aux actions nouvelles et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre au profit des adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établis par la Société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code du commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail.
- fixe à 26 mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de cette délégation.
- décide que le prix d'émission des actions nouvelles sera fixé par référence au cours de l'action de la Société sur le marché Euronext Paris, étant entendu que ce prix ne peut être supérieur à la moyenne des cours cotés aux 20 séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription ni inférieur de plus de 30% à cette moyenne ou de 40 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan d'épargne entreprise est supérieure ou égale à 10 ans.

- limite le montant nominal maximum de l'augmentation de capital pouvant être réalisée par le Conseil d'administration qui ne pourra porter le montant de la participation des salariés calculée conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce (y compris la participation déjà détenue) à plus de 3 % du montant total du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration de mettre en œuvre la présente délégation.
- décide, en application des dispositions de l'article L. 3332-21 du Code du travail, que le Conseil d'administration pourra prévoir l'attribution aux bénéficiaires définis ci-dessus, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourra être versé en application des règlements de plan d'épargne d'entreprise, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote et/ou de l'abondement, d'incorporer au capital les réserves, bénéfices ou primes nécessaires à la libération desdites actions.
- décide que les actions nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes.
- délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, à l'effet, sous les conditions et limites fixées ci-dessus, de décider et de réaliser, en une fois, cette augmentation de capital, de fixer les conditions que devront remplir les bénéficiaires, ces conditions pouvant comporter des conditions d'ancienneté du lien salarial, dans les conditions prévues par la réglementation, de fixer les conditions dans lesquelles les actions seront émises et libérées, de modifier les statuts et plus généralement faire tout ce qui est nécessaire.

L'Assemblée générale constate que la présente délégation a pour effet de satisfaire aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce.

**VINGT-SEPTIÈME RÉSOLUTION**

*(Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'attribuer gratuitement des actions existantes et/ou à émettre aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux de la Société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique liés)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants et L. 22-10-59 et suivant du Code de commerce :

- autorise le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la Société ou des sociétés et groupements liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce ou de certaines catégories d'entre eux, ainsi qu'au profit des mandataires sociaux définis par la loi, à des attributions gratuites d'actions existantes et/ou à émettre de la Société,
- décide que le Conseil d'administration déterminera le nombre d'actions susceptibles d'être attribuées gratuitement, l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions,
- décide que le nombre total d'actions pouvant être ainsi attribuées gratuitement sera limité à 900 000 (compte non tenu des éventuelles actions à émettre pour préserver les droits des bénéficiaires en cas d'opérations sur le capital de la Société pendant la période d'acquisition),
- décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive, sous réserve de remplir les conditions et, le cas échéant, critères éventuels fixés par le Conseil d'administration, au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'administration, celle-ci ne pouvant être inférieure à un an, et que les bénéficiaires devront, le cas échéant, conserver ces actions pendant une durée, fixée par le Conseil d'administration, au moins égale à celle nécessaire pour que la durée cumulée des périodes d'acquisition et, le cas échéant, de conservation ne puisse être inférieure à deux ans,
- décide que par exception, l'attribution définitive interviendra avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième et la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale,
- autorise le Conseil d'administration à procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires,
- autorise le Conseil d'administration, conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, à réaliser une ou plusieurs augmentations de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission qui, le cas échéant, serviront en cas d'attribution gratuite par émission d'actions nouvelles au profit des bénéficiaires desdites actions,
- autorise le Conseil d'administration à déterminer le nombre d'actions à racheter et/ou le nombre d'actions à émettre en vue de leur attribution gratuite,
- prend acte de ce que la présente décision emporte de plein droit renonciation des Actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles émises par incorporation de réserves, bénéfices ou primes,
- délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les limites légales, pour mettre en œuvre la présente autorisation, effectuer tous actes, formalités et déclarations, modifier les statuts en conséquence et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire à la réalisation de cette opération, conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

Cette autorisation est consentie pour une période de 38 mois à compter de la présente Assemblée générale. La présente autorisation met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée l'autorisation donnée par l'Assemblée générale mixte du 24 juin 2021 aux termes de sa 26<sup>ème</sup> résolution à caractère extraordinaire.

**VINGT-HUITIÈME RÉSOLUTION**

*(Pouvoirs pour les formalités)*

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent

procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la loi.

## INFORMATIONS DISPONIBLES SUR LES SITES (WWW.GL-EVENTS.COM ET WWW.AMF-FRANCE.ORG)

### COMMUNIQUÉS

Date	Communiqués
20 Janvier 2022	Chiffre d'affaires 2021 : 741,2 M€ - net rebond de l'activité entre septembre et décembre 2021 - objectif de RNPG 2021 confirmé
9 Mars 2022	Résultats 2021 : retour à la rentabilité -120 M€ d'EBITDA - liquidité renforcée
21 Avril 2022	Chiffre d'affaires du 1 <sup>er</sup> trimestre 2022 : 220,3 M€, soit plus du double du T1 2021. Confirmation des objectifs 2022
12 Mai 2022	GL events annonce l'acquisition de la société Field & Lawn Ltd. au Royaume-Uni
1 Juin 2022	Assemblée Générale Mixte du 22 juin 2022 modalités de mise à disposition des documents préparatoires
12 Juillet 2022	GL events remporte l'exploitation de 6 sites à Orléans pour 9 ans
21 Juillet 2022	Résultats semestriels 2022 : rebond de l'activité et de la rentabilité - chiffre d'affaires : + 150% - croissance de l'EBITDA : + 66M€ - revue à la hausse de l'objectif de chiffre d'affaires 2022
19 Octobre 2022	Croissance de 84% du chiffre d'affaires de GL events à 804,8 M€ à fin septembre 2022 - objectifs annuels relevés
20 Octobre 2022	Obligation relance de 49,9 m€ - succès du 1 <sup>er</sup> financement sustainability-linked
19 Janvier 2023	Croissance de 77% du chiffre d'affaires de GL events à 1 315 M€ en 2022
23 Janvier 2023	GL events renforce son offre de structures temporaires avec l'acquisition de Locabri
24 Janvier 2023	Le groupement GL events - Loxam, supporteur officiel en énergie temporaire des jeux olympiques et paralympiques Paris 2024
8 Mars 2023	GL events délivre une année record en 2022, au-delà des attentes et objectifs

DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL ET NOTE D'OPÉRATION / INFORMATIONS DIFFUSÉES PAR VOIX DE PRESSE / BULLETIN DES ANNONCES LÉGALES ET OBLIGATOIRES / INFORMATION DÉPOSÉE AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON / DOCUMENT ANNUEL D'INFORMATION / RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

## DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL ET NOTE D'OPÉRATION

Date	Communiqués
20 avril 2022	Document d'enregistrement universel 2021 D.22-0313

## INFORMATIONS DIFFUSÉES PAR VOIX DE PRESSE

Il n'y a pas eu de diffusion de communiqué par voie de presse sur l'année 2022.

## BULLETIN DES ANNONCES LÉGALES ET OBLIGATOIRES

Date	Communiqués	Numéro de parution
3 juin 2022	Avis de réunion Assemblée générale	66
20 juillet 2022	Attestation des Commissaires aux comptes	86

## INFORMATION DÉPOSÉE AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON

Date	Communiqués
13 juillet 2022	Dépôt des comptes annuels 2021
13 juillet 2022	Dépôt des comptes consolidés 2021

## DOCUMENT ANNUEL D'INFORMATION

Le présent Document annuel d'information est établi en application de l'article 451-1-1 du Code monétaire et financier et de l'article 221-1-1 du règlement général de l'AMF. Ce document recense les informations publiées ou rendues publiques entre le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et le 31 mars 2023 par GL events pour satisfaire aux obligations législatives ou réglementaires.

## RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

**Monsieur Olivier GINON**  
Président

**ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL**

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le

rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi que la description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Les informations financières historiques présentées dans ce Document d'Enregistrement Universel ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux.

Lyon le 4 avril 2023

**Olivier GINON**

Président du Conseil d'administration

**CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES**

	Date de première nomination	Date de renouvellement	Date de fin de mandat (AGO statuant sur les comptes arrêtés au)
<b>Titulaires :</b> <b>MAZA – SIMOENS</b> Benjamin Schlicklin 26, rue Raspail 69600 Oullins	16-mai-08	19-juin-20	31-déc-25
<b>MAZARS</b> Emmanuel Charnavel 109, rue Tête d'Or 69006 Lyon	13-juil-05	19-juin-20	31-déc-25

**INFORMATIONS INCLUSES PAR RÉFÉRENCE**

En application de l'article 28 du règlement 809-2004 sur les prospectus, les éléments suivants sont inclus par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel :

- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, présentés respectivement aux pages 146 à 183 et 184 à 186 du Document d'Enregistrement Universel n° D. 22-0313 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 20 avril 2022.
- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, présentés respectivement aux pages 155 à 193 et 194 à 196 du Document d'Enregistrement Universel n° D. 21-0391 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 29 avril 2021.

# TABLE DE CONCORDANCE

La présente table permet d'identifier les informations à inclure dans le rapport annuel déposé comme Document d'Enregistrement Universel.

<b>RUBRIQUE DE L'ANNEXE 1 DU RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ N°2019/280</b>	<b>PAGES DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE</b>
<b>1. PERSONNES RESPONSABLES</b>	265
<b>2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES</b>	266
<b>3. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES</b>	
3.1. Informations historiques	9 - 29
3.2. Informations intermédiaires	N/A
<b>4. FACTEURS DE RISQUES</b>	140 - 158
<b>5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR</b>	
5.1. Histoire et évolution de la Société	25 - 29
5.2. Investissements	N/A
<b>6. APERÇU DES ACTIVITÉS</b>	
6.1. Principales activités	31 - 34
6.2. Principaux marchés	31 - 34
6.3. Événements exceptionnels	9 - 16
6.4. Dépendance éventuelle	N/A
6.5. Positionnement concurrentiel	31 - 34
<b>7. ORGANIGRAMME</b>	
7.1. Description du Groupe	7
7.2. Liste des filiales	191 - 192
<b>8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS</b>	
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	197 - 197
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	57 - 67
<b>9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT</b>	
9.1. Situation financière	160 - 167
9.2. Résultat d'exploitation	163
<b>10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX</b>	
10.1. Capitaux de l'émetteur	180, 201 - 201
10.2. Source et montant des flux de trésorerie	166, 179
10.3. Conditions d'emprunt et structure financière	166, 204 - 207
10.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur	N/A
10.5. Sources de financement attendues	166
<b>11. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES</b>	N/A
<b>12. INFORMATION SUR LES TENDANCES</b>	20, 167
<b>13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE</b>	N/A

**14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE**

14.1. Organes d'administration et de direction .....	92 - 102
14.2. Conflit d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction .....	104

**15. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES**

15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature .....	111 - 119
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages .....	111 - 119

**16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION**

16.1. Date d'expiration des mandats actuels .....	93 - 94
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration .....	103 - 104
16.3. Informations sur le Comité d'audit et le comité des rémunérations .....	109 - 110
16.4. Gouvernement d'entreprise en vigueur .....	93 - 94

**17. SALARIÉS**

17.1. Nombre de salariés .....	211
17.2. Participation et stock-options .....	126 - 127, 244
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur .....	123

**18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES**

18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote .....	201
18.2. Existence de droits de vote différents .....	240
18.3. Contrôle de l'émetteur .....	247
18.4. Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure entraîner un changement de son contrôle .....	248 - 250

**19. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS** ..... 212, 230**20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR**

20.1. Informations financières historiques .....	21
20.2. Informations financières pro-forma .....	N/A
20.3. Etats financiers .....	176
20.4. Vérification des informations historiques annuelles .....	216 - 186
20.5. Date des dernières informations financières .....	177
20.6. Informations financières intermédiaires et autres .....	N/A
20.7. Politique de distribution des dividendes .....	24
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage .....	213
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale .....	166

**21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

21.1. Capital social .....	241
21.2. Acte constitutif et statuts .....	239 - 240

**22. CONTRATS IMPORTANTS** ..... 121**23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS** ..... N/A**24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC** ..... 24**25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS** ..... 191 - 192



# TABLE DE CONCORDANCE DU RAPPORT DE GESTION

Le présent Document de Référence comprend tous les éléments du rapport de gestion de la Société tels qu'exigés par les articles L.225-100 et suivants, L.232-1, II, et R. 225-102 du Code de commerce.

## Présentation de l'activité et évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du groupe

Activité de la Société et du Groupe au cours de l'exercice incluant les informations sur les délais de paiement fournisseurs et clients (art. L. 441-6-1 du Code de commerce)	160 - 175
Recherche et Développement	N/A
Prises de participation réalisées au cours de l'exercice	169, 190
Politique de distribution des dividendes et montants distribués au cours des trois derniers exercices	24
Évolution prévisible de la Société et perspectives d'avenir	167
Événements importants survenus postérieurement à la clôture	166
Principaux risques auxquels la Société et le groupe sont confrontés	140 - 158
Tableau récapitulatif des délégations en cours	122, 244 - 245

## Informations concernant le capital

Franchissements de seuils légaux et statutaires notifiés au cours de l'exercice 2022	247
Répartition du capital et des droits de vote	246
Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote/aux transferts d'actions	240
Clauses des conventions de l'article L. 233-11 du Code de commerce	N/A
Participation des salariés au capital de la Société	172

## Informations sur les mandataires sociaux

Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration	105
Rémunération des mandataires sociaux	111 - 117
Mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux en 2022	94 - 101
Opérations sur titres de la Société réalisées au cours de l'exercice écoulé par les mandataires sociaux, les hauts responsables et les personnes qui leur sont liées	116, 172
Règles applicables aux modifications statutaires	239 - 240
Informations sociales, environnementales et sociétales	36 - 87

## Bilan du précédent programme de rachats de titres

Conventions intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022 visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce	170, 235 - 236
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------

## Tableau des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices

Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	124
---------------------------------------------------------------------	-----

# TABLE DE RAPPROCHEMENT AVEC LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL<sup>(1)</sup>

Comptes sociaux annuels.....	219 - 231
Comptes consolidés .....	177 - 213
Rapport de gestion .....	160 - 175
Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise .....	91 - 124
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux annuels .....	232 - 234
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés .....	216 - 218
Rapport de responsabilité sociale .....	88 - 89
Honoraires des Commissaires aux comptes .....	214
Descriptif du programme de rachat .....	133

(1) Conformément aux articles L.451-1-2 du Code Monétaire et Financier et 222-3 du Règlement Général de l'AMF.

NA : Non Applicable.



Le Document d'Enregistrement Universel a été déposé le 4 avril 2023 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le Document d'Enregistrement Universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note d'opération et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au Document d'Enregistrement Universel.

L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129.

Crédits photo : Nicolas Rodet, François Durand, Marc Glen Photographie, Jean-Claude Guilloux, Cécile Creiche, Alex Gallosi, Guillaume Perret, Morgan Froment Photos, White Mirror, DIPH Photography, MídiaMaker, Alexandre Bagdassarian

